



HAL
open science

Ruralité et agriculture au prisme des mobilités spatiales. L'Altiplano Sud de la Bolivie à l'heure du boom de la quinoa.

Anaïs Vassas Toral

► **To cite this version:**

Anaïs Vassas Toral. Ruralité et agriculture au prisme des mobilités spatiales. L'Altiplano Sud de la Bolivie à l'heure du boom de la quinoa.. Géographie. Université Paul Valéry - Montpellier III, 2011. Français. NNT: . tel-00668162

HAL Id: tel-00668162

<https://theses.hal.science/tel-00668162>

Submitted on 16 Feb 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Résumé

En réponse à une nouvelle demande du marché alimentaire, l'Altiplano Sud de Bolivie est devenu la première région exportatrice au monde de quinoa, aliment traditionnel des populations andines, désormais consommé dans de nombreux pays du Nord. La thèse interroge les changements induits par le passage d'une agriculture d'autosubsistance à une agriculture familiale d'exportation, avec une attention particulière portée à la mobilité spatiale des populations et à la manière dont elle s'articule aux profondes mutations que vit cette région. La reconstitution par récit de vie des biographies de 170 individus originaires de cinq communautés rurales a permis de resituer le boom de la quinoa dans les trajectoires résidentielle, professionnelle et circulatoire des populations. À travers l'étude des liens qui se nouent entre mobilité, dynamique agricole et gestion des ressources, cette étude montre une grande réactivité des familles et des communautés face aux exigences des nouveaux systèmes de production, l'émergence de multiples formes d'arrangements sociaux, ainsi qu'une plasticité des territoires de vie que révèle des pratiques plurielles de mobilité et de pluriactivité fondées sur une organisation socio-spatiale réticulaire articulant ville et campagne. Mais dans cette région au milieu fragile et aux conditions climatiques extrêmes, le regain d'intérêt pour l'activité agricole, ayant induit le retour de nombreux migrants et l'émergence de multiples acteurs, s'accompagne de fortes pressions sur les ressources foncières, de tensions sociales et d'un risque de fragilisation du milieu posant la question cruciale de la gestion durable du territoire.

Mots-clés : Agriculture, Altiplano, Bolivie, développement durable, dynamique territoriale, migration, mobilité spatiale, quinoa.

Rurality and agriculture through the prism of spatial mobilities. The Southern Altiplano of Bolivia in the boom time of quinoa.

Abstract

Responding to a new food market demand, the Southern Altiplano region of Bolivia has become the world's largest exporter of quinoa, a traditional food of Andean populations, now consumed in many countries in the North. This thesis investigates the changes induced by the transition from subsistence agriculture to family-based export agriculture, with a particular focus on the spatial mobility of the populations and its relation to the profound changes experienced by this region. Reconstruction through life narratives of the biographies of 170 people originating from 5 rural communities facilitated a reframing of the quinoa boom in the context of the residential, professional and circulatory histories of the populations. Through study of the links between mobility, agricultural dynamics, and local resource management, this study demonstrates i) the great reactivity of the families and communities facing the demands of new production systems, ii) the emergence of multiple forms of social agreements, iii) the plasticity of the livelihood territories revealed by various practices of mobility and pluriactivity based on a reticular socio-spatial organization connecting the city and the countryside. However, in this region of fragile environment and harsh climate conditions, the resurgence of interest in agricultural activities, precipitating the return of many migrants and the emergence of multiple actors, is accompanied by huge pressures on land resources, social tensions and a risk of environmental degradation, calling into question the crucial issue of the sustainable management of the region.

Keywords: Agriculture, Altiplano, Bolivia, migration, quinoa, spatial mobility, sustainable development, territorial dynamics.

Ruralidad y agricultura bajo el prisma de las movilidades espaciales. El Altiplano Sur de Bolivia a la hora del auge de la quinua.

Resumen

En respuesta a una nueva demanda del mercado alimenticio, el Altiplano Sur de Bolivia se ha convertido en la primera región en el mundo para la exportación de quinua, alimento tradicional de las poblaciones andinas, ahora consumido en varios países del hemisferio norte. Esta tesis interroga los cambios inducidos por el paso de una agricultura de autosubsistencia hacia una agricultura familiar de exportación, con un enfoque particular en la movilidad espacial de las poblaciones y su relación con las profundas mutaciones que experimenta la región. La reconstitución por relatos de vida de las biografías de 170 individuos originarios de cinco comunidades rurales ha permitido enmarcar el auge de la quinua en las trayectorias residencial, profesional y circulatoria de las poblaciones. A través del estudio de las relaciones entre movilidad, dinámica agrícola y manejo de los recursos, este estudio demuestra i) una gran reactividad de las familias y comunidades frente a las exigencias de los nuevos sistemas de producción, ii) la emergencia de formas múltiples de arreglos sociales, iii) una plasticidad de los territorios de vida revelada por varias prácticas de movilidad y pluriactividad basadas en una organización socio espacial reticulada vinculando ciudad y campo. Sin embargo, en esta región de medio ambiente frágil y condiciones climáticas extremas, el interés renovado por las actividades agrícolas, fomentando el retorno de numerosos migrantes y la emergencia de múltiples actores, se acompaña de presiones fuertes sobre los recursos territoriales, tensiones sociales y un riesgo de degradación ambiental que plantea la cuestión crucial del manejo sostenible del territorio.

Palabras-clave: Agricultura, Altiplano, Bolivia, desarrollo sostenible, dinámica territorial, migración, movilidad espacial, quinua.

À Raymonde...

"Comprendre une société qui n'est pas la sienne est une gageure presque impossible".
(Bonnemaïson, 1981)

Remerciements

Mes premiers remerciements s'adressent à Geneviève Cortes qui m'a suivie pas à pas dans ce travail et m'a orientée vers la rigueur scientifique. Merci pour son implication, ses remarques et la transmission de son amour pour son métier.

Mes remerciements s'adressent ensuite à toute l'équipe du programme Equeco et tout particulièrement à son coordinateur Thierry Winkel pour sa confiance et son soutien constant. Merci également à Richard Joffre avec qui l'on a partagé de longs moments sur le terrain et de grandes discussions à propos de l'Altiplano Sud, de la quinoa et du développement. Merci à Manuela Vieira Pak, compagnon de route de la thèse, de l'Altiplano Sud et des conférences. Merci à Jean-Pierre Ratte (†) qui m'a mise sur les pas du système d'information géographique.

Merci à la représentation de l'IRD en Bolivie qui m'a permis de réaliser le travail de terrain dans de très bonnes conditions matérielles.

Au laboratoire ART-Dev, merci à toute l'équipe que je n'ai pourtant pas beaucoup fréquentée. Je remercie particulièrement Stéphane Coursière qui m'a aidée dans la conception et la réalisation de cartes.

Au laboratoire GEODE de Toulouse, je remercie Jean-Christian Tulet qui a suivi le démarrage de ce travail et avec qui nous avons partagé quelques moments sur l'Altiplano Sud.

Merci à mes relecteurs : Anne, Camille, Geneviève, Richard, Thierry et Véronique.

Merci à ceux qui m'ont soutenue dans les moments de doute et tout particulièrement à Richard.

Merci à tous ceux qui ont cru en moi depuis le début de ma « carrière d'étudiante » et que j'espère ne pas décevoir ici.

Si la thèse est un travail personnel scientifique, il n'est jamais réalisable sans ses proches. Un immense merci à Mika avec qui je partage ma vie et qui m'a soutenue et encouragée quotidiennement. Un merci à la vie de m'avoir donné Louca, enfant né au cours de cette thèse.

Merci à ma maman, qui m'a lue, relue et a gardé mon enfant.

Merci à tous mes proches pour leur soutien.

Merci à tous ceux que j'ai rencontrés qui m'ont fait aimer la Bolivie et qui ont réaffirmé mon enthousiasme du voyage et de la différence.

Enfin, cette recherche n'aurait pu aboutir sans le soutien financier de l'Agence Nationale de la Recherche, programme Agriculture et Développement Durable, projet "ANR-06-PADD-011, EQUICO".

Sommaire général

Introduction générale	5
Chapitre 1. Contexte de la recherche et éléments de positionnement	11
1.1. Dynamiques territoriales des espaces ruraux, mondialisation des agricultures et mobilités spatiales : éléments de débat.....	13
1.2. Éléments d'une démarche autour de l'étude des mobilités spatiales dans ses liens avec les dynamiques rurales	21
1.3. Éléments de méthodologie.....	29
Chapitre 2. Dynamiques territoriales et organisations sociales dans le Périsalar de l'Altiplano Sud	41
2.1. Les paradoxes du Périsalar : un territoire rude anciennement peuplé.....	43
2.2. Les dynamiques de peuplement depuis 1950 : l'Altiplano Sud en déprise démographique ?	49
2.3. Difficultés et vulnérabilités d'une région à dominante agricole.....	68
2.4. La famille et la communauté : les deux piliers de l'organisation sociale.....	79
Chapitre 3. Le bouleversement des systèmes agraires lié au boom de la quinoa	91
3.1. Les mécanismes du boom de la quinoa.....	93
3.2. Pressions sur la terre et nouveaux enjeux autour du foncier	108
3.3. Des systèmes de production en forte mutation	121
Chapitre 4. Un territoire en mouvement. Une approche des mobilités par les trajectoires de vie	137
4.1. Configurations spatio-temporelles des mobilités résidentielles	140
4.2. Mobilités professionnelles.....	170
4.3. Cycles migratoires et système de mobilité d'hier à aujourd'hui	179
4.4. Quels modèles migratoires ?.....	189
Chapitre 5. Une analyse des trajectoires de mobilité par le prisme du centrage	197
5.1. Définition des critères de polarisation et de centrage des individus	199
5.2. Les centrés permanents (profil I)	202
5.3. Les décentrés permanents (profil II).....	209
5.4. Les recentrés (profil III)	217
5.5. Les trajectoires complexes (profil IV)	229
5.6. Caractérisation de l'ensemble de l'échantillon.....	235
Chapitre 6. Du territoire multi-situé au territoire local	243
6.1. Multipolarités et interdépendances familiales	246
6.2. Mobilités, ressources foncières et système de production agricole.....	256
6.3. Appartenance, liens et « droit » au territoire communautaire.....	282
Conclusion générale. Le boom de la quinoa : une parenthèse dans la trajectoire territoriale de l'Altiplano Sud ?	301
Bibliographie.....	317
Lexique (termes en espagnol, aymara ou quechua)	331
Sigles utilisés.....	333
Table des figures	335
Table des tableaux.....	337
Table des cartes.....	338
Table des encadrés	339
Table des photos.....	339
Table des annexes.....	340
Table des matières.....	341
Annexes	347

Introduction générale

La Bolivie, depuis un peu plus d'une décennie, fait parler d'elle. Pendant longtemps ignoré et relativement méconnu, du grand public tout au moins, ce pays andin situé au cœur de l'Amérique Latine, semble être sorti de l'ombre. Alors que le pays était surtout connu pour sa grande instabilité politique et son record mondial de coups d'État tout au long du XX^e siècle et ce, jusqu'au retour à la démocratie en 1983, connu également pour son implication dans le trafic international de coca-cocaïne aux côtés de la Colombie, le pays multiplie aujourd'hui d'autres marques de distinction : éviction du pays d'une multinationale par les populations lors de la guerre de l'eau en 2000¹, découverte du deuxième plus gros gisement de gaz d'Amérique Latine dans les années 1996-2000, élection du premier président « indien » en Amérique Latine - Evo Morales - en 2005 et, depuis quelques années, premier exportateur mondial de quinoa. On pourra constater, d'ailleurs, que la Bolivie a été, au cours de la dernière décennie, un objet d'intérêt tout particulier des études doctorales françaises en géographie et aménagement, et sur des thèmes aussi divers que les migrations (Cortes, 2000 ; D'Andrea, 2004 ; Martin 2005), les dynamiques urbaines (Baby Collin, 2000 ; Blanchard, 2005), les effets-frontières et l'intégration énergétique (Perrier Bruslé, 2005), les risques naturels (Loubaud, 2009) ou encore les nouvelles formes de gouvernance territoriale (Arreghini, 2011). La géographie rurale reste pourtant un champ encore peu exploré en Bolivie. Le boom agricole de la quinoa² d'exportation, qui marque l'Altiplano Sud du pays, constitue à ce titre une opportunité d'étude particulièrement intéressante des changements qui touchent les sociétés paysannes des hautes terres andines, renvoyant à des processus et des enjeux qui se jouent à une échelle plus globale.

Qui, aujourd'hui, n'a pas goûté au moins une fois la quinoa, culture ancestrale des Andes ? Cette petite graine, remarquable par ses qualités nutritives, s'est répandue dans les supermarchés et les foyers des pays occidentaux, alors qu'elle a longtemps été considérée en Bolivie comme l'aliment du pauvre, du paysan, de l'indigène (Franqueville, 2000). Du jour au lendemain, c'est toute une société et son histoire qui investissent nos assiettes. Les articles de presse, les reportages télévisés sur la quinoa fleurissent. Son commerce, à l'échelle mondiale, qui ne représente pourtant que 10 500 tonnes environ en 2008 (contre 30 millions de tonnes environ pour le riz la même année)³, fait parler de lui. De fait, c'est beaucoup plus l'image du produit qui fait aujourd'hui son succès, que l'importance de la demande alimentaire en tant que telle. L'émergence de cette graine sur le marché alimentaire mondial, en effet, est symptomatique de l'engouement autour d'une « alimentation plus saine », d'un développement « plus durable », d'un commerce « plus équitable » ou « plus solidaire ». L'image véhiculée autour du producteur de quinoa est celle du petit paysan andin traditionnel, pauvre, fixé à sa terre et vivant en harmonie parfaite avec la nature.

Les organismes de développement, les experts, les ONG, relayés par les médias, commencent cependant à s'interroger sur le miracle du boom de la quinoa, et en particulier sur les impacts de cette culture à grande échelle dans le milieu si fragile et extrême de l'Altiplano Sud bolivien. À tel point que la question nous a été maintes fois posée : « Alors, la quinoa, faut-il en manger ou pas ? ». La réponse attendue est duale : « oui, c'est bien, car la production se fait dans le respect de la nature et on aide les paysans » ou « non, car on contribue à la destruction du milieu et aux conflits sociaux ». Les enjeux et les champs de questionnements sont naturellement bien plus complexes.

¹ Cet épisode est d'ailleurs mieux connu du grand public depuis la sortie récente du film espagnol, "Même la pluie" (*También la lluvia*), de Icíar Ballaín (2011).

² Nous parlerons de la quinoa vu l'ambiguïté du genre de ce nom en français. En effet, les deux formes coexistent en français et, dans les langues d'origine, le mot est féminin.

³ Site de la FAO (<http://www.fao.org>), consulté en avril 2011.

La quinoa est originaire des Andes, traditionnellement cultivée du niveau de la mer jusqu'à 4200 mètres d'altitude, son aire de production couvre la Colombie, l'Équateur, le Pérou, la Bolivie, le Chili et, dans une moindre mesure, la bordure ouest de l'Argentine (carte 1). Le Pérou et la Bolivie cependant sont les deux principaux pays producteurs (figure 1). Des centaines d'écotypes sont cultivés et l'essor de la commercialisation à l'échelle mondiale a concerné les écotypes à grains gros qui poussent, exclusivement jusqu'à présent, sur l'Altiplano Sud de la Bolivie entre 3600 et 4200 mètres d'altitude. C'est donc dans cette région que se concentre aujourd'hui toute la production d'exportation ; sur ce toit du monde, marqué par un milieu extrême par son altitude et son climat, habité par une population indigène permanente mais très dispersée, sur ces hautes terres restées à l'écart des grands centres de développement du pays.

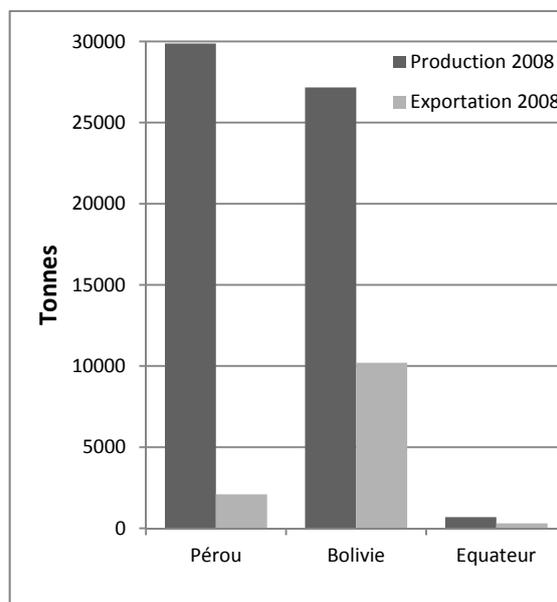
Carte 1 : Distribution géographique de la culture traditionnelle de quinoa en Amérique du Sud



* La densité de grisé reflète l'importance relative de la culture en termes de superficies.

Source : Del Castillo, 2008 p.16. D'après National Research Council 1989

Figure 1 : Volume de production et d'exportation de quinoa des pays des Andes centrales (2008)



Source : FAO, 2011 sauf exportation Pérou, donnée douane du Pérou (<http://www.sunat.gob.pe>)

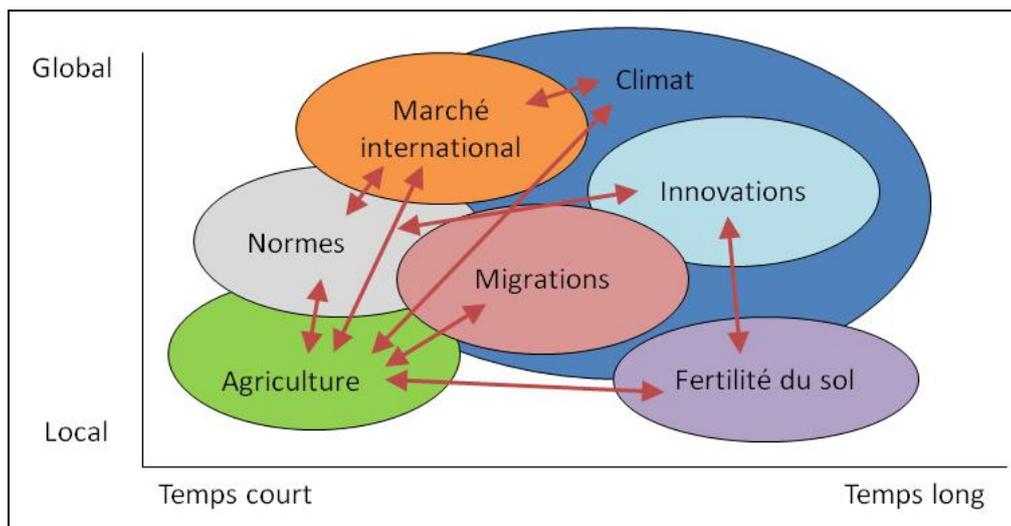
NB : les États Unis, la Colombie, le Chili et l'Argentine produisent de la quinoa mais n'en n'exportent pas.

Les producteurs de quinoa de l'Altiplano Sud se sont trouvés projetés dans le commerce international, en partie biologique et équitable. À une production traditionnelle limitée à l'autoconsommation s'est greffée une production vivrière d'exportation sans commune mesure quant aux surfaces mises en culture, aux volumes produits et aux revenus générés.

Cette situation inédite suscite en réalité de nombreux questionnements. Le programme de recherche EQUICO auquel nous avons participé⁴ : « Émergence de la quinoa dans le commerce international : quelles conséquences sur la durabilité sociale et agricole dans l'Altiplano bolivien ? » propose une approche à la fois pluridisciplinaire, pluri-thématique et systémique (figure 2).

⁴ Ce doctorat a bénéficié d'un financement d'une durée de 36 mois dans le cadre du programme ANR Equico, coordonné par Thierry Winkel.

Figure 2 : Les interactions étudiées par le programme de recherche EQUECO



Source : Winkel, 2008.

Le programme, associant économistes, sociologues, anthropologues, juristes, géographes et écologues, a cherché à élucider les termes d'une durabilité agricole dans cette région, abordée par ses trois piliers : écologique, économique et social. L'objectif a été d'analyser en particulier « les relations entre l'essor récent de la culture de la quinoa et les dynamiques de développement local impulsées par le marché international, dans le contexte écologique et social fragile des hauts plateaux boliviens » (extrait du texte du programme). L'appel du marché international a eu comme premier effet l'augmentation de la production et celle des superficies cultivées. Si les facteurs techniques et agro-écologiques ont été étudiés, le programme proposait d'aborder également les ajustements économiques ayant accompagné le changement de mode de production, ainsi que les dynamiques sociales et spatiales. L'étude des relations de la population à l'espace, de leurs manières « d'habiter », de s'organiser, de se déplacer, de vivre et gérer la ressource locale, devait ainsi contribuer à une approche territoriale de la durabilité agricole.

Notre travail s'insère donc dans ce dernier champ thématique du programme, et positionne son objet dans une géographie sociale du lien entre ruralité, agriculture et mobilités spatiales. La question des mobilités est donc au cœur de notre propos, en tant que prisme d'analyse dévoilant les pratiques socio-spatiales et les représentations des populations en lien avec la dynamique agricole et les recompositions rurales actuelles de cette région de Bolivie. Notre thèse s'inscrit, en ce sens aussi, dans la perspective classique d'une géographie régionale, puisqu'elle questionne le devenir du territoire de l'Altiplano Sud, alors qu'il est situé en marge des dynamiques de développement de l'espace national.

La thèse est composée de six chapitres. Dans le premier, nous positionnons la problématique ainsi que les choix théoriques et méthodologiques qui ont guidé ce travail. Nous expliciterons en particulier les principaux éléments d'une démarche et d'une méthode qui ont animé nos deux ans de travail de terrain effectué dans cinq communautés rurales productrices de quinoa.

Le second chapitre est consacré à une mise en contexte des dynamiques sociales et territoriales qui caractérisent l'Altiplano Sud. Après avoir pris la mesure de la rudesse du milieu, nous nous intéressons aux modes de peuplement et aux dynamiques démographiques de la région, ainsi qu'aux formes d'organisation sociale de ces populations paysannes.

Le troisième chapitre aborde le bouleversement des systèmes agraires lié au boom de la quinoa. Il est centré sur les processus du changement survenu dans les façons de produire et de

travailler, dans les modes d'usage de la terre et les rapports au foncier, dans les dynamiques environnementales et paysagères.

Le quatrième chapitre déplace le propos à partir d'un questionnement sur la place des migrations et des mobilités dans ces changements. En se positionnant du point de vue des pratiques et des stratégies socio-spatiales des populations, nous proposons une vision diachronique des transformations territoriales fondée sur une analyse des trajectoires individuelles de la mobilité résidentielle et professionnelle. L'ampleur et le fonctionnement des systèmes migratoires passés et actuels, en termes de destinations et de logiques temporelles, ainsi que les systèmes d'activités et leurs formes de diversification, mettent en évidence les différentes phases d'un territoire de mobilité interne et internationale, que le boom de la quinoa tend à réorganiser.

Dans le cinquième chapitre, cette lecture est complétée et enrichie par une approche qui dépasse les stricts parcours de la mobilité résidentielle et professionnelle pour s'interroger sur les différentes formes d'ancrage (ou centrage) et de rapports des populations mobiles à leur territoire d'origine.

Enfin, dans un dernier chapitre, nous menons une analyse des interférences croisées entre mobilités, dynamiques agricoles et modes de gestion des ressources locales, à partir d'un regard porté sur les logiques familiales et communautaires. Une approche par les territoires multi-situés des familles, organisés autour d'un système de dispersion et de mobilités circulatoires, nous permet de revenir aux transformations de l'espace local où sont décryptées les multiples formes d'ajustements et d'arrangements sociaux qui fondent et permettent le boom de la quinoa.

Chapitre 1

Contexte de la recherche et éléments de positionnement

Notre problématique de recherche, centrée sur la relation entre mobilités spatiales, recompositions agricoles et gestion des territoires ruraux, s'inscrit dans un débat plus large sur le devenir des agricultures familiales dans un contexte de mondialisation des échanges. C'est un point sur lequel nous reviendrons dans un premier temps de ce chapitre, en explicitant les débats et les questionnements qui fondent notre problématique de recherche, ainsi que les enjeux qui se jouent plus spécifiquement sur l'Altiplano Sud bolivien. Nous développerons, dans un deuxième temps, les éléments d'une démarche empirique, théorique et conceptuelle positionnée sur l'analyse des liens entre recompositions agricoles et rurales, d'un côté, et systèmes de mobilité des populations, de l'autre. Dans un dernier temps, enfin, nous aborderons nos choix d'ordre méthodologique relevant du travail de terrain, de la collecte et du traitement des données.

1.1. Dynamiques territoriales des espaces ruraux, mondialisation des agricultures et mobilités spatiales : éléments de débat

1.1.1. Les espaces ruraux des Suds à l'heure de la mondialisation

La place réservée aux paysans des Suds dans les processus de mondialisation et de transformation des agricultures, en lien avec la question du développement durable, est au cœur des débats actuels (Gastellu et Marchal, 1997 ; Malassis, 2006 ; Chaléard, 2007 ; Charvet, 2007). Les espaces ruraux des Suds sont anciennement organisés autour d'une agriculture traditionnelle familiale qui, dans la grande majorité des cas, est en marge des dynamiques de développement. Dans un contexte où la modernisation agricole et l'agro-industrie sont les fers de lance des politiques de développement rural, cette « petite » agriculture continue à être perçue comme peu compétitive. Ces paysanneries sont souvent considérées comme non productrices d'excédents agricoles, et même, selon certains auteurs, comme « non viables » (Urioste, 2002b). Elle est généralement peu aidée et peu subventionnée en termes technique et financier par les gouvernements, et les populations qui en vivent sont rarement les cibles prioritaires des politiques nationales, ou sinon avec l'appui de l'aide ou la coopération internationale et de l'implication des organisations non gouvernementales.

Dans ce contexte, la pauvreté rurale auquel s'ajoutent le manque d'alternatives économiques locales et le déficit d'infrastructures modernes contraignent les paysans à quitter les campagnes. Toutefois, loin de n'être qu'exode, le phénomène migratoire en milieu rural est souvent ancien et adopte des configurations très diverses depuis la migration dite « définitive » ou temporaire vers les centres urbains, aux migrations saisonnières de travail, aux circulations migratoires internationales (Baby-Collin *et al.*, 2009). Les campagnes des Suds semble suivre le processus global d'une intensification des mobilités et d'une complexification de leurs formes (Dureau *et al.*, 2009) ou encore celui de la mondialisation migratoire (Simon, 2008 ; Cortes *et al.*, 2010). Qui plus est, l'avènement de la civilisation urbaine, influence grandement les comportements, en particulier ceux liés aux pratiques migratoires. Si les mobilités spatiales relèvent d'une longue tradition dans certaines campagnes des Suds, comme c'est le cas dans les Andes rurales, la mondialisation associée au processus d'urbanisation a donc eu un effet accélérateur sur les mobilités, amplifiant dans certains cas l'exode rural et l'abandon des campagnes par des départs permanents vers les villes mais aussi, dans de nombreux cas, par des déplacements temporaires et des circulations entre villes et campagnes. Ainsi, l'apport de ressources économiques non agricoles et l'usage de territoires distants s'intensifient par le biais de mobilités spatiales multidirectionnelles et aux temporalités variables, dont les effets s'articulent aux transformations des systèmes productifs.

En réalité, ces formes multiples de la mobilité des ruraux sont à mettre en relation avec la diversité des fonctions que joue la migration dans les stratégies familiales et donc des sens à lui donner, à mettre en relation également avec la complexité de ses effets en termes de transformations locales et de développement rural. Ces questions font largement débat. D'un côté, l'intensification de la mobilité peut être signe d'évolution positive, synonyme de modernité et de fluidité, d'intégration des ruraux aux dynamiques globales, de meilleures connexions avec le monde urbain, etc. D'un autre côté, la migration des ruraux, ne cesse d'exprimer des stratégies contraintes de diversification des sources de revenus face à une activité agricole ou pastorale fortement soumise aux aléas climatiques, sociaux ou économiques. De fait, le maintien et le renforcement d'une agriculture familiale viable permettent de fixer les populations et du même coup de prévenir la pauvreté en ville, en misant sur le fait que les espaces ruraux puissent contribuer, par l'essor de la production vivrière marchande notamment, à dégager des revenus et alimenter les populations urbaines (Rahnema, 2003). C'est ainsi que nombre d'études en Amérique Latine ou ailleurs ont montré le poids persistant de l'agriculture familiale, tant en terme démographique qu'économique (Tulet, 2002) et son rôle fondamental dans l'approvisionnement et la sécurité alimentaire des pays (Chaléard et Dubresson, 1999). M. Guibert et Y. Jean écrivent à ce propos : « *Les agricultures petites ou moyennes définissent la vitalité des milieux ruraux en termes socioculturels et économiques, et leurs conditions de vie ou de développement déterminent toujours les conditions de la fourniture de l'alimentation nationale.* » (2011 : 15).

Par ailleurs, la mondialisation entraîne avec elle une standardisation des besoins et une monétarisation généralisée pour l'accès à ces besoins : mondialisation rime avec urbanisation, consommation et hausse de la demande alimentaire. Les espaces ruraux sont aujourd'hui en pleine transformation du fait de leur connexion à des dynamiques globales se traduisant par une ouverture informationnelle et décisionnelle sur l'extérieur, de nouvelles formes d'échanges et d'intégration aux marchés nationaux et mondiaux, l'avancée des technologies agricoles, etc. De fait, la mondialisation accroît la disjonction entre les zones de production et les zones de consommation, faisant émerger de nouvelles logiques productives pour l'exportation. La demande des pays du Nord en produits exotiques ou de contre saison favorise l'insertion de certaines filières dans le système des échanges mondiaux et, par là même, la transformation ou l'émergence de nouveaux pôles de production. Ces derniers, comme c'est le cas de l'Altiplano Sud en Bolivie, passent alors, non sans heurts et bouleversements, d'une agriculture familiale de subsistance à une agriculture tournée vers l'exportation.

Ainsi, dans divers lieux de la planète, apparaissent des niches dans lesquelles des productions d'exportation à destination des pays du Nord (fleurs coupées, légumes à cosse et fruits au Kenya, fleurs coupées en Équateur, etc.) se greffent à des économies agricoles de subsistance, jusque là peu insérées ou même parfois exclues du marché intérieur ou international. À ce titre, les montagnes tropicales ont l'opportunité de valoriser leurs spécificités telles que les productions dont elles ont le monopole (Tulet, 2011). L'agriculture familiale qui porte le développement de ces niches agro-exportatrices, basée sur un lien patrimonial à la terre, une logique familiale de gestion de l'exploitation (en termes de décisions, de main-d'œuvre) et souvent un savoir-faire local, a largement démontré sa capacité de performance. Mais l'avènement de ces cultures commerciales d'exportation, du fait d'une intégration dans une filière de production mondialisée, implique souvent un profond changement dans les manières de produire, de penser et gérer la ressource. Si le débat n'est pas nouveau, la question de l'apport des cultures d'exportation en termes de développement local reste posée. Rendent-elles les populations rurales moins vulnérables en diversifiant leurs revenus sur de nouveaux marchés porteurs, contribuant du même coup à les stabiliser, voire les fixer dans leurs

territoires d'origine ? Ou au contraire aggravent-elles la vulnérabilité de ces populations en les exposant aux fluctuations des marchés extérieurs ? Il n'est pas rare qu'une région devenant moins compétitive qu'une autre, soit délaissée par le marché, laissant en marge une société qui entre temps avait acquis, grâce aux revenus tirés des cultures d'exportation, de nouveaux modes de vie et de nouveaux besoins.

Enfin, le processus de mondialisation s'exprime dans les nouvelles formes de tensions sur les ressources naturelles, et notamment la terre. L'accroissement de la demande et de la concurrence alimentaire à l'échelle mondiale entraîne une « course au foncier » qui se traduit par de nouvelles formes d'appropriation et d'accaparement dans un contexte de libéralisation du marché de la terre (Chaléard et Mesclier, 2010), ainsi que par une certaine homogénéisation du droit foncier. Les droits fonciers coutumiers, qui impliquent des rapports concertés à la terre et des organisations collectives allant au-delà de simples rapports économiques à la ressource, tendent à être remplacés - sous prétexte de sécurisation foncière - par des droits fonciers essentiellement fondés sur le cadastrage des terres, et une propriété et une exploitation privées de celles-ci, excluant de facto le collectif dans les prises de décisions sur la terre et dans les autres sphères de la vie du territoire local. À terme, ce cadastrage aboutit à la mise en place d'un marché foncier, qui s'accompagne parfois d'une concentration du parcellaire et de la propriété et, par là même, d'une différenciation accrue de l'accès à la ressource pour les populations locales. Cette libéralisation du marché foncier est souvent associée au développement d'une agriculture entrepreneuriale où l'accès à la terre n'est plus déterminé par le principe de transmission mais par les moyens financiers (achat ou location de terres par des entreprises étrangères notamment). Ainsi, entre privatisation et confiscation de la terre, le contexte foncier des campagnes des Suds est complexe, soumis à de grands bouleversements, avec parfois des situations conflictuelles explosives.

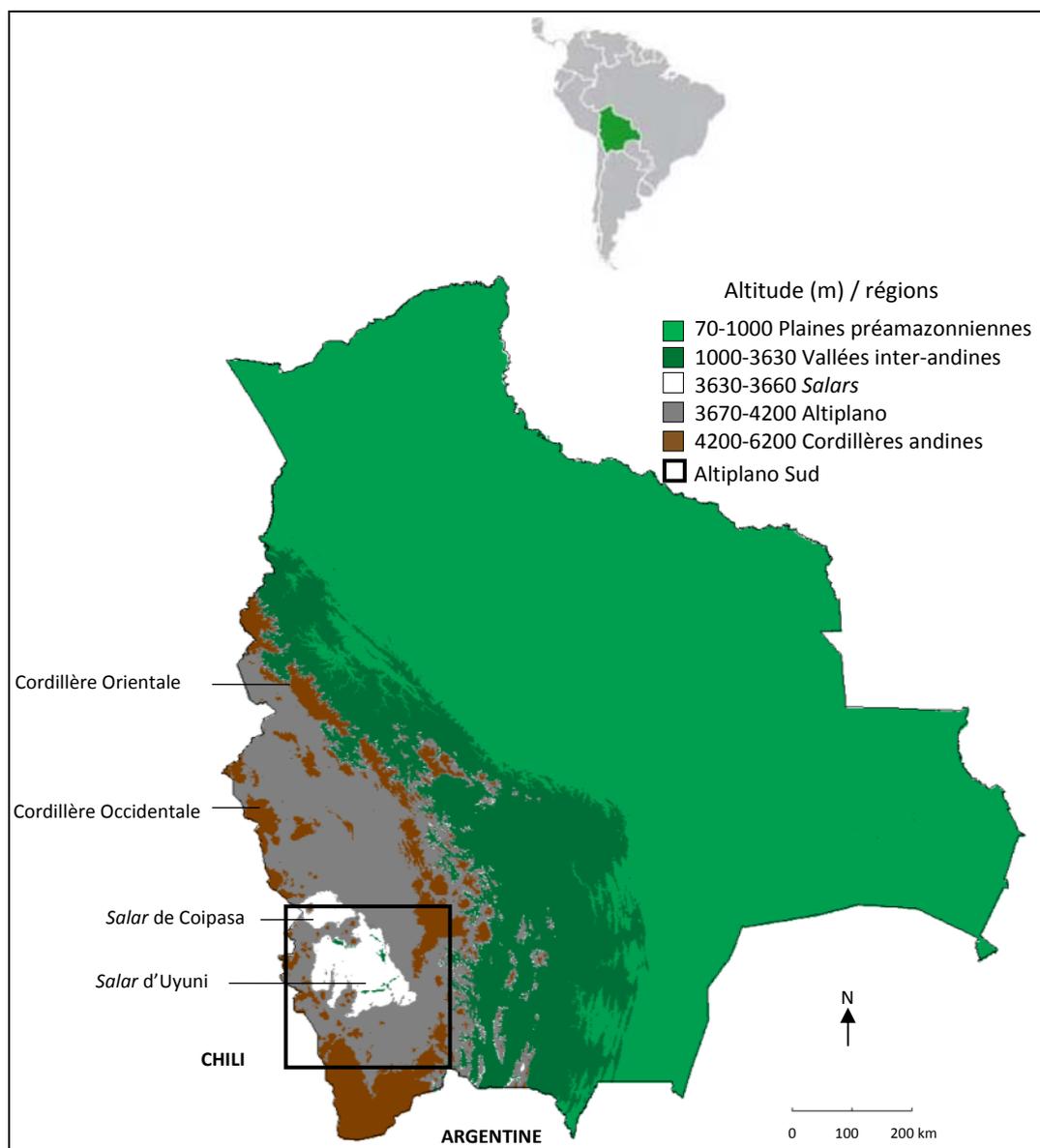
Les campagnes de l'Altiplano Sud, exportatrices de quinoa, ne sont pas en marge de ces problématiques. Le passage à une agriculture d'exportation s'opère pour l'instant, on le verra, dans un contexte d'agriculture familiale de terroir sans marché foncier. Cependant, le contexte de la mondialisation pose au moins deux questions pour l'avenir de ces producteurs : cette production ne risque-t-elle pas, demain, de se développer dans un autre lieu de la planète, plus compétitif économiquement, mettant ainsi fin à l'agriculture de terroir et, localement, à celle d'un marché ? Par ailleurs, si l'accès à la terre est parfois sécurisé à l'échelle collective par la réglementation des territoires communautaires d'origine (TCO), la privatisation de la terre est une tentation pour de nombreux producteurs qui souhaiteraient, d'une part, esquiver certaines obligations collectives et, d'autre part, accroître à la fois leur patrimoine foncier et leur capacité de production par l'achat de terres. Si la privatisation des terres - et notamment des terres collectives - aboutit et si un marché foncier se développe, verra-t-on un accaparement des terres par des entreprises, et donc la fin d'une agriculture familiale qui fait vivre aujourd'hui, au moins partiellement, environ 10 000 familles ?

C'est donc au sein de ces débats multiples sur les transformations rurales sous l'effet des processus de mondialisation, que nous souhaitons interroger les liens qui se nouent entre systèmes de mobilité, dynamiques agricoles et mutations territoriales autour de la quinoa dans l'Altiplano Sud bolivien. Ce territoire est, en effet, exemplaire de fortes recompositions qui accompagnent, depuis une vingtaine d'années, l'essor fulgurant de la production de cette culture ancestrale aujourd'hui vouée à l'exportation. Les processus en cours ouvrent la voie à de multiples questionnements autour du devenir de cette région de Bolivie, alors qu'elle se trouve être parmi les espaces les plus périphériques du pays, et même de toute l'Amérique Latine.

1.1.2. L'Altiplano Sud bolivien : une région historiquement en marge des dynamiques de développement, marquée par une vieille tradition de mobilité

L'Altiplano Sud bolivien, région aride de haute altitude aux confins des Amériques Andines, et frontalière avec le Chili et l'Argentine (carte 2), est surtout connue pour le *salar* d'Uyuni, désert de sel le plus grand au monde⁵, pour ses paysages désertiques, ses volcans.

Carte 2 : Les grandes régions naturelles de Bolivie



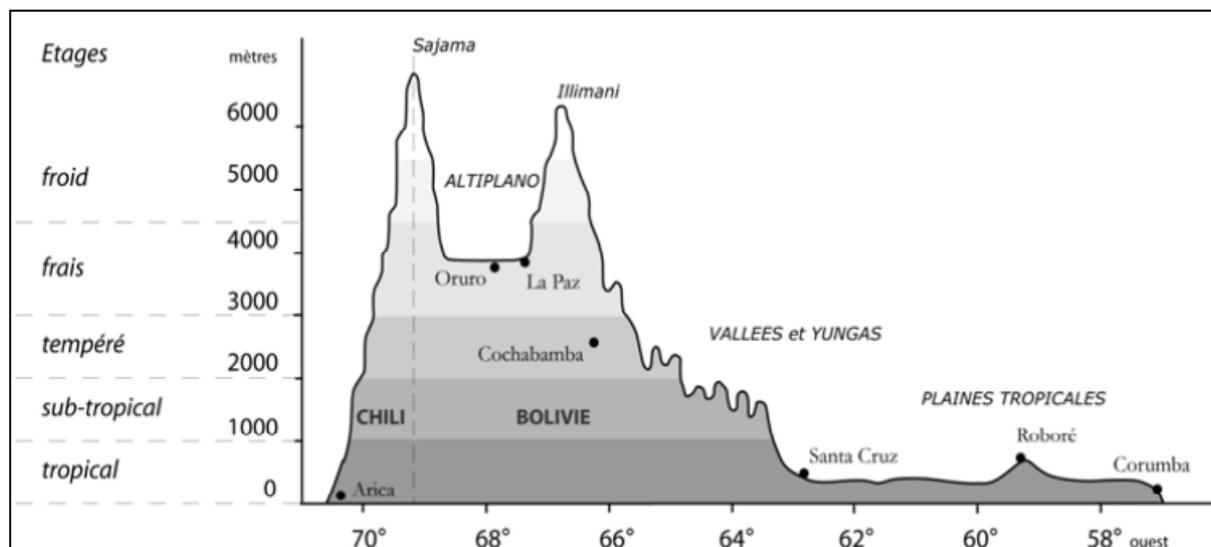
Source : élaboration propre.

C'est une destination de plus en plus prisée des touristes, voyageurs ou trekkeurs avides de grands espaces et de sensations fortes. Cependant, la vocation touristique de cette région n'est pas sa seule marque distinctive puisque l'Altiplano Sud bolivien, depuis une vingtaine d'années, est devenu le premier exportateur mondial de quinoa, pseudo-céréale traditionnelle des Andes passée d'une production d'autoconsommation et de troc à une production d'exportation vers les pays du Nord (Del Castillo *et al.*, 2008). La quinoa, jusque là associée aux régimes culinaires traditionnels des paysans andins, et d'ailleurs encore stigmatisée en Bolivie

⁵ Le *salar* d'Uyuni a une extension de 12 000 km² environ.

comme « l'aliment des pauvres » et des Indiens (Franqueville, 2000), se retrouve désormais dans les assiettes des pays riches, fortement prisée par les consommateurs européens, japonais ou nord-américains en quête de produits exotiques et d'aliments diététiques. En réponse à cette demande, ces hauts plateaux des « marges andines » sont ainsi entrés de plain-pied dans la mondialisation agricole.

Figure 3 : Profil physiographique de la Bolivie : Altiplano, vallées d'altitude et plaines tropicales



Source : Del Castillo et al., 2008, d'après Montes de Oca, 1997

Ce grand plateau bordé par les cordillères occidentale et orientale (figure 3) est une rareté physiographique. Légèrement incliné du nord au sud du pays (4072 mètres à El Alto pour terminer à 3670 mètres à Uyuni), il se divise en trois sous-unités distinctes : l'Altiplano Nord, l'Altiplano Central et l'Altiplano Sud. L'Altiplano Sud, qui nous intéresse ici, se caractérise par la présence de grands lacs salés (*salars*) et de pampas désertiques, soumis aux contraintes les plus extrêmes du fait à la fois de ses conditions climatiques, écologiques et altitudinales, faisant de lui la région la plus aride et la plus froide du pays (Montes de Oca, 2005 : 142). Les précipitations oscillent en effet entre 120 et 250 mm/an, auxquelles il faut ajouter environ 250 jours de gel par an, un rayonnement solaire intense et une faible teneur en oxygène de l'air. Or, ce milieu difficile et à hauts risques climatiques est anciennement peuplé⁶. Différentes sources indiquent que les premiers groupements humains dans cette partie des Andes datent de 12 000 à 20 000 ans (Little, 1981 ; Dollfus, 1982 ; Franqueville, 2000) et les premières populations sédentaires domestiquant plantes et animaux remonteraient à 4 500 ans (Little, 1981 : 146).

Les populations qui se sont succédé dans ces régions ont constitué des sociétés agraires, très fortement organisées autour de l'exploitation des ressources naturelles rares ou précieuses. Elles ont su développer une activité agricole (cultures de pomme de terre et de quinoa intensives en main-d'œuvre) ainsi qu'une activité pastorale extensive (élevage de lamas et d'ovins), toutes deux impliquant des formes de mise en valeur très ajustées, fondées sur des systèmes de régulation adaptés cherchant à éviter les déséquilibres entre population et ressources dans un milieu pauvre très marqué par les aléas naturels. Ces sociétés rurales s'organisent autour de

⁶ L'Altiplano Sud est l'aire de peuplement du groupe ethnique Aymara et a été peuplé par les incas durant un siècle. Ainsi, lors du recensement de la population de 2001, dans cette région, 53% de la population de plus de 15 ans s'auto-identifie comme Aymara et 34% comme Quechua, l'autre groupe ethnique majoritaire de Bolivie. À l'échelle nationale, 62% de la population de plus de 15 ans s'auto-identifie comme indigène, dont 25% Aymara et 31% Quechua.

systèmes agro-pastoraux adoptant des formes de mobilisation et gestion dynamiques, historiquement construites, des ressources et des espaces. Ainsi, l'organisation spatiale de ces systèmes comporte divers niveaux d'espaces/ressources correspondant à différents modes d'usage et de gestion (communautaire, familiale ou individuelle), complémentaires les uns des autres mais parfois, également, en contradiction entre eux. S'inscrivant traditionnellement dans des espaces plus larges que leur environnement immédiat, selon le modèle ancestral andin des « archipels verticaux » mis en lumière par J. Murra (1972), les populations ont toujours pratiqué l'échange avec d'autres étages écologiques pour compléter leurs ressources et améliorer leur diète alimentaire.

Cette diversification des espaces et des ressources n'est qu'une des formes revêtues par les stratégies de minimisation et de dispersion des risques mises en place par les populations locales (Bourliaud *et al.*, 1990). Les activités économiques pratiquées au sein de la famille sont elles aussi, et depuis longtemps, diversifiées au-delà de l'agriculture, qu'il s'agisse d'artisanat, de commerce, ou de salariat temporaire dans toutes sortes de secteurs (Morlon, 1992 ; Zoomers, 1998). On peut parler de véritables systèmes d'activités familiaux (Paul *et al.* 1994)⁷. Mais l'agriculture et l'élevage étant ancrés dans un espace local qui n'offre que peu de possibilités d'activités non-agricoles, la pluriactivité impose nécessairement une mobilité spatiale. Les systèmes d'activités pluri-localisés sont donc une constante historique de cette région.

Région excentrée par rapport au pouvoir central, aussi bien pendant la Colonie que pendant la République, l'Altiplano Sud est pourtant loin d'être un espace de l'isolement et de l'autarcie. Les réseaux d'échanges à grande distance, la proximité culturelle, les liens familiaux et affectifs entretenus par les populations locales invitent à resituer sans cesse cette région dans un espace plus large, et donc à l'appréhender comme espace de circulation. S. Gonzales Miranda (2006 : 26) parle, à propos de la triple-frontière (sud du Pérou, région de Tarapacá du Chili, Bolivie occidentale) qui se situe plus au nord, de « *région naturelle supranationale* ». Il ajoute que l'on pourrait élargir cette région à celle d'Antofagasta au Chili et au nord-ouest argentin. Située au cœur de cette région naturelle supranationale, l'Altiplano Sud de Bolivie correspond à une zone où les liens familiaux, historiques et culturels prévalent sur les limites politico-administratives. A-L. Amilhat-Szary écrit à ce propos (2004 : 122) : « *les échanges participent d'une organisation ancienne de cet espace éloigné du cœur des Etats-nations considérés où les frontières n'ont joué que tardivement un rôle de barrière* ».

Espace de circulation, l'Altiplano Sud reste pourtant aujourd'hui à l'écart des grands pôles de développement économiques du pays autant urbains qu'agricoles. En effet, à l'échelle nationale, l'agriculture bolivienne est fortement duale : l'agriculture de subsistance des *minifundios* andins (altiplano et vallées) contraste radicalement avec l'agro-industrie d'exportation ou les grandes étendues improductives des basses terres (Prudencio Böhr, 2001). D'après J-J. Drevon et T. Treche (1976 : 717), « *la politique agraire bolivienne, depuis la réforme agraire [1953], donne la priorité au développement de l'agriculture capitaliste de l'Orient. Elle a ainsi scindé le pays en deux pôles très différents socialement : les régions andines et les basses terres* ». Les indigènes ont été considérés comme des citoyens de seconde classe pendant des siècles, ce qui allait de pair avec une dévalorisation de leur mode de vie et de leurs productions. À partir de la seconde moitié du XX^e siècle, toutes les politiques agricoles du pays ont été tournées vers l'augmentation de la productivité de l'agriculture à grande échelle des plaines (agriculture industrielle d'exportation), laissant à la marge l'agriculture familiale des vallées et des hauts plateaux. Cette

⁷ « *Le concept de système d'activités s'appliquant au niveau de la famille, la pluriactivité qui importe est la pluriactivité familiale et non celle du seul chef d'exploitation. Ensuite, pour qu'il y ait système d'activité, il faut que des relations fonctionnelles unissent les différentes activités ; il ne peut pas s'agir d'une simple juxtaposition* » (Paul *et al.*, 1994 : 10).

agriculture familiale qui regroupe pourtant la majorité des agriculteurs et garantit en bonne partie la survie des territoires ruraux (Urioste, 1992 ; Franqueville, 2000 ; Prudencio Böhr, 2001) reste encore marginalisée au sein de l'espace national et ce, malgré l'avènement du gouvernement d'Evo Morales en 2005 qui marque une rupture historique dans le pays. En effet, les changements politiques intervenus en Bolivie mettent désormais les populations indigènes, urbaines et rurales au cœur des recompositions territoriales. Cependant, la forte complexité des structures sociales et territoriales boliviennes rend le processus de changement long et, surtout largement conflictuel (Arreghini, 2011).

Il y a encore moins d'une vingtaine d'années, agriculture et élevage étaient les seules activités locales sur l'Altiplano Sud, activités de subsistance ne procurant que des revenus minimes. Les habitants complétaient leurs ressources par des circulations de travail, jusqu'au moment où les installations en dehors de la communauté rurale sont devenues plus permanentes, à partir des années 1950 et de la révolution nationale de 1952 (Vacaflores, 2003), mais surtout à partir des années 1970. Les paysans de l'Altiplano Sud ont participé aux dynamiques nationales de reconfiguration démographique liées au glissement de la population vers la partie orientale du pays⁸ et au processus d'urbanisation⁹. De nombreux migrants ne sont alors plus revenus dans leur communauté d'origine. Ce phénomène d'exode rural sur l'Altiplano et plus généralement en Bolivie, est donc relativement récent comparé aux autres pays latino-américains.

Ainsi, le panorama est celui d'une région historiquement vulnérable, soumise à un milieu extrême, restée en marge des axes et des lieux de concentration des richesses et d'expansion de la « modernité ». Avec une densité comprise entre 0,2 et 2,6 habitants/km², c'est aussi une région très peu peuplée, à l'habitat dispersé où la population depuis longtemps est contrainte de trouver ailleurs des sources de revenu, la production agricole assurant tout juste la subsistance quotidienne des familles. Jusqu'en 1980, il s'agissait donc d'un territoire qui concentrait tous les éléments d'un monde rural en crise.

1.1.3. L'entrée de la région sur la scène internationale du commerce agricole

L'Altiplano Sud a émergé sur la scène du commerce international dans les années 1980 et ce, grâce à une production ancestrale : la quinoa. À destination d'abord de son voisin péruvien, la graine est ensuite exportée vers des destinations plus lointaines. Si la Bolivie est aujourd'hui le premier exportateur mondial de quinoa (FAO, 2011)¹⁰, c'est dans la région de l'Altiplano Sud que se concentre toute la production pour l'exportation. La quinoa aujourd'hui exportée est de type « quinoa real », regroupant une vingtaine d'écotypes locaux¹¹ (Aroni *et al.*, 2003). Valorisée par le commerce international, la quinoa passe ainsi du statut de « graine d'Indiens » à celui de « grain d'or des Incas ».

⁸ S. Blanchard indique à ce propos (2005 : 166) « *La saturation progressive des campagnes andines dans la première moitié du XX^e siècle a poussé le gouvernement bolivien né de la Révolution nationale de 1952 à lancer à la fois une réforme agraire et un mouvement de conquête des Basses Terres. La "marche vers l'Orient", entamée en 1953, met en place une dynamique de front pionnier, qui initie le développement économique de la région. Celle-ci se fonde sur trois bases, l'expansion du réseau routier, l'appui à l'agro-industrie et à l'agriculture d'exportation, la colonisation des terres par des paysans venant des Andes (Pacheco et Urioste, 2001). Elle répond à un double objectif : soulager la pression foncière croissante dans les campagnes andines et dynamiser l'agriculture nationale* ».

⁹ « *La migration rural-urbain dans le pays s'est intensifiée à partir de la consolidation de l'État national en 1952, ce qui a transformé de façon radicale la distribution de la population sur le territoire, du rural vers l'urbain* » (Madrid Lara, 1998 : 89).

¹⁰ D'après les données de la FAO consultées en 2011 (données disponibles de 1961 à 2008), la Bolivie est le premier exportateur mondial de quinoa depuis que cette production s'exporte (1975). Mais elle se dispute depuis longtemps la place de premier producteur avec le Pérou.

¹¹ Selon les écotypes, on rencontre des quinoas cultivées du niveau de la mer jusqu'à 4200 mètres d'altitude mais le groupe d'écotypes « quinoa real » est spécifique de l'Altiplano Sud de Bolivie.

On parle du boom de la quinoa tant la prise de valeur économique de cette production a été rapide : les prix ont été multipliés par 7 entre 1970 et 2000 et par 3 entre les saisons agricoles de 2007 et 2008, ce qui élève le prix d'achat de la quinoa au producteur à environ 2 000 USD la tonne depuis 2008. Ce boom de la quinoa offre donc la possibilité d'une activité rémunératrice directement issue de l'exploitation de la terre, ce qui signifie aussi une forte valorisation de l'espace local : c'est une situation inédite et, comme nous le verrons, encore très instable.

Cette situation ouvre la voie à plusieurs champs de questionnements auxquels nous tenterons de répondre dans le cadre de cette thèse. Il s'agit tout d'abord de comprendre comment s'est opéré le passage, en moins d'une vingtaine d'années, d'une agriculture familiale de subsistance à une agriculture commerciale d'exportation. Quels ont été les dynamiques locales qui ont produit et accompagné le boom de la quinoa ? Quels changements se sont opérés dans les systèmes d'activités, et plus particulièrement dans les pratiques agricoles et les modes de production ? Quels ont été les impacts du boom de la quinoa sur les dynamiques foncières, les normes d'usage de la terre, les formes d'accès au foncier ? Enfin, quels sont les acteurs de ces changements et comment le système social familial et communautaire s'est-il adapté à cette nouvelle réalité, notamment du point de vue de l'organisation du travail ?

Ce boom inespéré de la quinoa, qui représente une opportunité à saisir pour les producteurs locaux, questionne ensuite la dynamique de peuplement de la région et les pratiques de la mobilité spatiale qui sont au centre de notre réflexion. Comment ces dynamiques démographiques se reconfigurent-elles au regard notamment de la longue tradition de mobilité des populations et quelles formes prennent aujourd'hui les « territoires de mobilité » des producteurs de quinoa ? Comment les populations ajustent-elles leurs pratiques et leurs rythmes de mobilité pour répondre aux nouvelles exigences de l'expansion spatiale de la quinoa ? Dit autrement, quel rôle jouent les mobilités dans les nouveaux modes de gestion de la terre et de l'agriculture ?

Par ailleurs, dans le contexte de « vide démographique » dans lequel se trouvaient de nombreuses communautés, la prise de valeur subite de cette production et de l'espace qui lui est associé, interroge les droits des absents et un « effet retour » potentiel : certains individus originaires des communautés rurales de l'Altiplano Sud sont-ils revenus pour profiter de cette nouvelle opportunité ? Si oui, selon quelles modalités spatiales (retour résidentiel, circulations saisonnières ?), sociales (avec quels droits, quelle mode d'insertion dans la vie locale ?), foncières (terres conservées, nouvelles terres cultivées ?) ? Quels sont les relations entre les anciens résidents et ces migrants qui reviennent, saisonnièrement ou de façon plus permanente ?

Au final, dans cette région longtemps soumise à une forte déprise démographique et économique, le succès récent de la production de quinoa pose de façon particulièrement aiguë les questions de la vulnérabilité des sociétés paysannes et de la durabilité des agricultures. À plus ou moins long terme, le boom de la quinoa représentera-t-il une bifurcation durable de la trajectoire de cet espace rural, ou ne sera-t-il qu'un phénomène éphémère ? Peut-on imaginer, en fin de compte, que l'insertion des paysans aymaras et quechuas de l'Altiplano Sud dans le marché mondial soit une voie possible vers un développement durable de ces territoires de la marge ? On se demandera alors si le boom de la quinoa, articulé à un système de mobilité où prime la complémentarité des activités et des lieux, sert le développement du territoire local ou au contraire s'il le déstabilise, voire le met en péril, dans la mesure où s'exercent de nouvelles formes de pression sur les terres et de fragilisation du milieu, et ceci avec une intensité inédite jusqu'à présent ? Du point de vue économique, nous chercherons à savoir si les nouveaux bénéfices de la culture de la quinoa, associée à la pluriactivité, profitent au développement des

villages et des communautés rurales, ou bien à un transfert des nouvelles ressources vers les centres urbains, lieux d'investissements et de projection des populations.

Ce dernier champ de questionnement suppose d'aborder la dimension socio-identitaire et les formes d'ancrage territorial qui guident les logiques familiales dans leurs pratiques de mobilité comme dans leurs activités agricoles. Car si traditionnellement dans les sociétés andines, l'agriculture et l'élevage s'inscrivent dans un fort rapport patrimonial et identitaire à la terre et au territoire, et donc dans une logique d'appartenance communautaire, on peut s'interroger sur l'éventualité d'un changement dans ce nouveau contexte d'incitations économiques. Le futur des territoires locaux dépend en effet du rapport qu'entretiennent les sociétés à leur espace, également de la fonction qu'elles attribuent au territoire communautaire (fonction productive, résidentielle, patrimoniale, identitaire, etc.) et donc de la manière dont elles vont gérer, individuellement et/ou collectivement, la pression sur les ressources et les modes d'usage du sol. Autrement dit, à quels lieux les paysans de l'Altiplano Sud s'identifient-ils et se sentent-ils appartenir ? Où investissent-ils ? La manière dont les populations articulent aujourd'hui leurs logiques de mobilité au système productif peut alors révéler des formes changeantes d'ancrage territorial. La communauté d'origine peut être, plus que jamais, l'espace de référence économique, sociale et identitaire où la famille cherche à se stabiliser, investir et s'investir. À moins que les villages de l'Altiplano Sud, sous l'effet du boom de la quinoa, ne soient devenus que de simples espaces d'opportunité économique, des lieux strictement fonctionnels et productifs où il s'agit d'extraire coûte que coûte les bénéfices monétaires de la quinoa tandis que la reproduction sociale et la projection des familles se situent ailleurs, et notamment en ville ?

Quoiqu'il en soit, notre postulat est que, selon les différentes situations locales, la mobilité spatiale des populations agit comme un puissant élément « d'interférence » dans le fonctionnement des sociétés rurales ; soit qu'elle contribue à une système de régulation de la pression sur les ressources et donc au maintien d'un état d'équilibre, soit qu'elle stimule les dynamiques locales d'innovation (via des investissements notamment), soit qu'elle agisse comme un élément perturbateur des logiques sociales et des systèmes productifs (perte d'un potentiel de main-d'œuvre, déprise agricole, etc.). Dans le contexte spécifique qui nous préoccupe ici, on fait l'hypothèse que le boom de la quinoa constitue un renversement majeur du point de vue des systèmes productifs et des modes d'usage du sol. Mais il ne constitue pas pour autant une rupture radicale, et pourrait n'être qu'une phase de réajustement et de redéploiement des logiques sociales et des formes de la mobilité spatiale des populations répondant aux nouvelles stratégies socio-économiques basées sur la culture de quinoa. Cette hypothèse est alimentée par le fait que les populations héritent d'une longue tradition de mobilité fondée sur la complémentarité des activités et des lieux dont il s'agit de mesurer les formes contemporaines d'adaptation.

1.2. Éléments d'une démarche autour de l'étude des mobilités spatiales dans ses liens avec les dynamiques rurales

Parmi les multiples effets de la mondialisation sur les espaces ruraux, on l'a dit, figurent l'accélération et la diversification des mobilités spatiales, aux échelles internes et internationales. Celles-ci peuvent être l'indicateur d'une plus forte vulnérabilité des populations et de la nécessité pour elles de trouver des revenus alternatifs, mais aussi l'expression d'une plus forte capacité de ces mêmes populations à se déplacer et à accéder à des lieux plus ou moins distants du fait de la facilitation des moyens de transport et de communication. Ainsi les reconfigurations contemporaines des processus migratoires appellent à un renouvellement des

questionnements autour du lien entre mobilités et dynamiques des espaces ruraux. Il convient de signaler cependant que, malgré l'importance et la diversité reconnue des formes de mobilités qui animent les campagnes des Suds, les approches du développement rural et des dynamiques agricoles reposent encore, pour beaucoup, sur l'idée d'un lien étroit entre une population et son espace, c'est-à-dire sur une conception du territoire fondée sur la sédentarité en opposition à la figure de l'exode rural. Notre démarche, dans l'étude du lien entre mobilités spatiales et dynamiques rurales, cherche à dépasser cette figure dichotomique. Nous nous fondons ici sur l'apport de la littérature sur cette question, en Bolivie, ou plus largement dans le champ des travaux sur le fait migratoire.

1.2.1. Les antécédents de recherche en Bolivie sur le lien entre migrations et dynamiques territoriales

Le phénomène migratoire en milieu rural dans les pays andins et plus spécifiquement en Bolivie est ancestral. En Bolivie, le prolongement et le renforcement de ces mobilités, certes selon des modalités contemporaines renouvelées, font l'objet de plusieurs études qui privilégient l'angle de la complémentarité des activités dans les logiques de production des populations rurales, des relations ville-campagne et du maintien des liens avec les lieux d'origine. C'est ainsi par exemple, que V. Baby (1998) dans une étude sur les migrants à El Alto de La Paz, et dans la lignée des travaux de X. Albó *et al.* (1981, 1982, 1983, 1987), démontre la persistance de ces relations étroites entre ville et campagne et, par conséquent, l'absence d'abandon définitif des campagnes. Par ailleurs, la migration est souvent perçue comme une composante des systèmes d'activités des exploitations rurales, prenant la forme d'une stratégie de minimisation des risques et de rationalisation des ressources (Punch, 1995 ; Fairbairn, 1999 ; Spedding et Llanos, 1999). D'autres travaux sur l'émigration rurale en Bolivie, interne ou internationale, cherchent à mettre en évidence ses causes (pauvreté, pression foncière, risques agro-écologiques, etc.) et plus rarement ses conséquences sur les espaces d'origine des migrants (Blanes, 1983 ; Fairbairn, 1999 ; Cortes, 2000 ; Hinojosa Gordonava *et al.*, 2000) ou sur les lieux de destination, notamment concernant les migrations vers l'Argentine (Benencia et Karasik, 1994, 1995 ; Benencia, 2004). Par ailleurs, certaines études sur le lien entre migration et dynamiques territoriales mettent en lumière des logiques et des mécanismes finement organisés autour de réseaux sociaux et de temporalités complexes de la mobilité : migrations saisonnières, circulaires, allers et retours, double résidence etc. (Domenach et Celton, 1998 ; Vargas, 1998 ; Cortes, 2000 ; Hinojosa Gordonava *et al.*, 2000).

En Bolivie, le lien entre migrations et développement rural fait donc l'objet d'une réelle préoccupation de recherche au sein de différentes disciplines (agronomie, géographie, sociologie, économie). Ce questionnement persistant atteste de la vitalité des processus de transformation des sociétés rurales andines sous l'effet des mobilités. Mais il témoigne aussi du fait que la question du développement et de l'évaluation de la durabilité des systèmes agricoles ne peut éviter la prise en compte de ces réalités migratoires.

Si ces antécédents constituent des bases précieuses pour notre problématique, ils ouvrent aussi plusieurs pistes de prolongement et de renouvellement de la réflexion. Tout d'abord, très peu de travaux abordent l'impact des mobilités sur les systèmes de production locaux en termes d'interactions c'est-à-dire en saisissant, au travers de l'analyse de l'usage des ressources, la manière dont les mobilités s'articulent au système agricole et foncier et modifient les normes de gestion individuelle et collective des ressources naturelles. En deuxième lieu, les approches « territoriales », c'est-à-dire centrées sur les logiques d'acteurs et inscrites dans une perspective d'analyse multi-scalaire demeurent peu privilégiées. Enfin, la Bolivie reste un pays encore

partiellement étudié de ce point de vue, alors même que le processus migratoire, sous des formes multidirectionnelles, s'est fortement diffusé à l'ensemble du pays au cours des dernières années, en particulier dans le contexte d'un glissement des populations de l'Altiplano vers les terres basses de l'Oriente (D'Andréa, 2004 ; Blanchard, 2005). À ce titre, les travaux existants sur la question concernent des régions rurales relativement intégrées à l'espace national situées dans les zones agro-écologiques des vallées inter-andines, comme celles de Cochabamba, de Tarija ou de Sucre (Anderson, 1981 ; Dandler *et al.*, 1982 ; Zoomers, 1998 ; Spedding et Llanos, 1999 ; Cortes, 2000 ; Zoomers, 2002). Dès lors, il nous semble pertinent d'interroger les processus en cours dans d'autres types de milieux agro-écologiques comme les régions périphériques de l'Altiplano Sud bolivien, récemment entrées dans la mondialisation agricole.

1.2.2. Les mobilités dans les territoires ruraux ou comment dépasser le mythe de la sédentarité rurale

On l'a dit, les travaux classiques sur le lien entre mobilités spatiales et dynamiques rurales ont longtemps opposé migration définitive, migration temporaire et non migration, considérant du même coup que les « résidents permanents » et les activités locales - c'est-à-dire les « forces en présence » - sont les critères à prendre en considération pour appréhender les limites ou les potentiels de l'espace rural, pour capter, en quelque sorte, la vivacité économique et démographique des territoires et ses transformations. Or, et nous rejoignons l'analyse de M. Stock (2006 : 5), « *les modèles classiques en géographie - qui utilisent le nombre de population comme un indicateur synthétique - font comme si les lieux fonctionnaient par les seuls résidents. Or, la prise en compte du va et vient des différents types de population est non seulement nécessaire pour comprendre de façon pertinente le type de lieu dont il s'agit, mais ouvre aussi sur la dimension temporelle - à l'échelle du jour, de la semaine, du mois ou de l'année - des lieux appréhendés* ».

Par ailleurs, derrière le critère de la résidence se cache un présupposé rarement explicité : on associe résidence dans un lieu à permanence dans celui-ci, et on associe la non résidence à l'absence dans ce lieu. Or, si la résidence est un critère important pour mesurer la présence et l'action locale, on ne doit pas omettre les modes de présence dans un lieu sans y résider. Ceux-ci peuvent s'avérer de première importance pour comprendre les flux et les dynamiques qui se jouent à l'échelle locale dans ses relations avec celle du global. Nous ajoutons que les modèles classiques de géographie considèrent les résidents comme permanents alors qu'ils peuvent également avoir des pratiques à l'extérieur de leur lieu de résidence et que, par ailleurs, ces modèles occultent toute la dynamique de la double résidence.

Les modèles classiques d'analyse géographique fonctionnent donc sur la base de deux dichotomies majeures : sédentaire/migrant et présent/absent. La seconde est rapidement remise en question quand on observe que la présence physique n'a pas pour unique forme la résidence, et que les individus circulants sont souvent présents sporadiquement, les résidents eux-mêmes n'étant pas toujours présents de façon continue. Par ailleurs, il ne suffit pas de considérer la présence physique : les liens matériels et immatériels que les individus entretiennent avec le lieu d'origine sont aussi des marques de leur présence dans ce lieu. La dichotomie présent/absent fondée sur l'observation de la résidence n'est donc pas suffisamment opératoire et l'observation de la seule présence physique des populations est insuffisante pour appréhender le système d'acteurs du territoire. Cette vision des espaces ruraux définis comme vivants lorsqu'ils abritent une population permanente relève plus d'une idéologie (« travailler et vivre au pays ») que de la réalité des campagnes.

La dichotomie sédentaire/migrant en réalité est plus complexe à aborder. Elle est issue de la géographie des migrations, définies, en première approche, comme « *un ensemble de déplacements*

ayant pour effet de transférer la résidence des intéressés d'un certain lieu d'origine, ou lieu de départ, à un certain lieu de destination, ou lieu d'arrivée » (Henry, 1981 : 105). La résidence d'un individu étant définie comme « *un lieu où il a coutume d'habiter* » (*op. cit.* : 51), les individus sont considérés comme ayant une résidence unique. L'exode rural apparaît alors comme une rupture avec le lieu d'origine. Cette définition a été largement remise en cause par le fait que les migrations ne prennent pas toujours un caractère définitif et unidirectionnel (Beteille, 1981 ; Domenach et Picouet, 1987, 1995 ; Courgeau, 1988 ; Ma Mung *et al.*, 1998). Elles peuvent adopter des formes et des temporalités complexes (migrations saisonnières, circulaires, allers et retours, double résidence, etc.), dont les modalités sont souvent variables selon le contexte régional et local, et les phénomènes conjoncturels (Cortes, 1998). Cette définition de la migration est donc trop restrictive, car elle occulte de nombreuses formes de mobilité spatiale (Courgeau, 1988 : 2) et ne considère qu'un lieu de départ et un lieu d'arrivée et, par ailleurs, qu'une unique résidence. Cette notion est également insuffisante pour analyser les liens entre les espaces. Ces insuffisances sont en partie comblées par la vision plus complexe et systémique qu'offre le concept de mobilité spatiale. Nous retiendrons la définition de M-C. Brulhardt et M. Bassand (1981 : 505) qui indiquent que « *le concept de mobilité spatiale recouvre tout déplacement de population dans l'espace physique, quels que soient la durée et la distance du déplacement, les moyens utilisés, leurs causes et leurs conséquences. Cette définition englobe donc des comportements comme les migrations internationales, les migrations interrégionales, les mouvements pendulaires, les déménagements, le tourisme, les voyages d'affaires, les déplacements inhérents à la consommation, etc.* ».

Concernant plus spécifiquement la migration internationale, les approches relatives aux « circulations migratoires » (voir, entre autres, Cortes et Faret, 2009) ont contribué à dépasser les limites des conceptions classiques des phénomènes migratoires. Elles considèrent non seulement les mouvements de mobilités temporaires, d'allers-retours, d'alternance entre lieu de destination et lieu d'origine, mais également l'ensemble des circulations matérielles et immatérielles entre le lieu d'origine et le lieu de résidence à l'étranger (transferts d'argent, de biens, de valeurs culturelles, etc.). Ce concept, également mobilisé dans l'étude des mouvements transnationaux (Cortes et Faret, *op. cit.*), peut-être défini comme suit : « *le concept de circulation migratoire, issu de celui de migration fait référence à la mobilité des hommes, avec leurs itinéraires, leurs moyens de transport et de communication, la pratique effective et affective de l'espace parcouru, entre l'espace d'origine et l'espace de résidence* » (De Tapia, 1996 : 70). La circulation est donc définie comme « *l'ensemble des mobilités induites par le fait migratoire* » (*op. cit.* : 47). A. Tarrius (1996) pour définir ces champs et toutes les circulations qui les traversent parle alors de « territoires circulatoires ».

Dans le cadre des migrations internes, la question des mouvements circulaires et des liens ville-campagne a été plus anciennement abordée. Après les travaux précurseurs d'E. Le Bris *et al.* (1985) ou de J.L. Amselle *et al.* (1978) sur les mobilités et les relations ville-campagne en Afrique de l'Ouest, les années 1990 ont vu se multiplier les recherches portant sur les articulations entre ancrage et mobilité dans la dynamique des sociétés rurales des Suds, remettant en cause le mythe des sédentarités rurales et de l'immobilité paysanne. Si les migrations internes continuent parfois à être considérées uniquement sous l'angle de la rupture et du départ définitif, et donc de l'abandon des campagnes, il est désormais admis que les populations rurales ne sont pas forcément en rupture avec leur milieu d'origine dès lors qu'elles en partent. En effet, nombreux sont ceux qui gardent des liens divers, et il s'agit finalement pour eux moins d'un départ définitif que d'une nouvelle polarisation s'additionnant à l'ancienne dans la recherche d'une vie meilleure. De la simple relation affective à une continuité de l'activité agricole, les liens conservés sont variés et, souvent, très forts. En parallèle, on reconnaît que dans de nombreux espaces ruraux, les ménages pratiquent la pluriactivité qui, lorsqu'elle n'est

pas possible localement devient pluri-localisée (Lamarche, 1994 ; Colin *et al.*, 1997 ; Gastellu, 1997 ; Guétat-Bernard, 1998 ; Hamelin, 2004 ; Laurent et Remy, 2004). Cela sous-entend donc que les populations pratiquent des mobilités spatiales de type circulaire, de plus ou moins longue durée, pour réaliser des activités et cela sans changer définitivement de résidence.

Ainsi, dans le champ du rural au Sud, les organisations réticulaires liées aux mobilités sont depuis longtemps observées en Asie du sud (Landy, 1993 ; Hoffman, 1994 ; Racine, 1994 ; Bruslé, 2006), en Amérique Latine (Cortes, 1998, 2002 ; Léonard *et al.*, 2004 ; Quesnel, 2004) ou en Afrique (Lesourd, 1997 ; Guétat-Bernard, 1998). Ces travaux interrogent les formes de peuplement, le maintien des densités rurales et la transformation des systèmes productifs, mais également les solidarités familiales qui organisent une dispersion sans pour autant entraîner une fragmentation des territoires.

1.2.3. De la nécessité de prendre en compte les effets de circulation et de connexion entre les lieux de la mobilité

Notre positionnement théorique autour du dépassement du mythe de la sédentarité rurale, tel que précédemment évoqué, nous conduit à prendre en compte les effets de circulation et les relations complexes qui se nouent entre les lieux dans les processus de mobilité spatiale. En réponse à cette exigence, nous nous fixons un certain nombre d'objectifs.

1.2.3.1. Appréhender les différentes formes de mobilité

Il convient donc, en premier lieu, d'appréhender les différentes formes de mobilité à commencer par les mobilités résidentielles des individus, c'est-à-dire celles qui impliquent un changement de résidence ou plus exactement un changement du système résidentiel (Dureau, 2002). Il est intéressant d'aborder aussi, dans ce cadre, la circulation comme substitut au changement de résidence. Car celui-ci se fait selon des modalités diverses en fonction de la destination (interne ou internationale) et de la distance parcourue, de la durée, de la fréquence et peut, du même coup, adopter des formes circulaires dès lors que le changement de résidence est réversible et conduit à une nouvelle installation au lieu d'origine, ou à un dispositif de double résidence. Par ailleurs, les mobilités quotidiennes (ou régulières), celles qui guident les pratiques spatiales et les activités courantes liées au travail, à la consommation, à l'éducation et la sociabilité notamment, font également partie des flux circulatoires qui rythment le quotidien des familles. Ces mobilités sont constitutives des espaces ruraux dits périphériques comme ceux de l'Altiplano Sud, dans la mesure où les populations ne disposent pas des équipements et des infrastructures « de la modernité », ce qui les rend particulièrement dépendants à d'autres lieux, en particulier aux bourgs ou centres urbains à proximité.

Ainsi, tout au long de ce travail, nous utiliserons le critère de la résidence dans l'analyse des mobilités - car c'est le critère de présence et d'action territoriale qui reste le plus probant - mais nous considérerons également les circulations entre les lieux qui n'impliquent pas de mobilité résidentielle. Les dispositifs de circulation, souvent plus « légers » à mettre en œuvre que les changements résidentiels, sont aussi plus variés et donc plus difficiles à saisir. Nous utiliserons le terme de mobilités circulaires pour désigner l'ensemble des mobilités spatiales qui n'impliquent pas nécessairement de changement résidentiel mais qui, dans tous les cas, intègrent le lieu d'origine dans les trajectoires de va et vient. La compréhension de ces systèmes complexes de mobilité visera à éclairer les fonctions de chaque lieu et leurs modes d'articulation, ainsi que les organisations familiales et communautaires autour de l'agriculture et du développement territorial.

1.2.3.2. Élargir le spectre des acteurs en présence

Appréhender les mobilités sous le double prisme des migrations et des circulations suppose, en deuxième lieu, d'élargir le spectre des acteurs en présence. Nous avons vu que, pour observer les dynamiques qui animent les territoires ruraux, il ne suffisait pas de raisonner en termes de population permanente et d'activité locale. Intégrer à l'analyse la population originaire des zones rurales qui vit et travaille ailleurs, qui fait des va et vient, qui s'identifie au lieu, qui transfère de l'argent vers ces lieux, autrement dit saisir les connexions externes de ce territoire, s'impose comme un autre élément de notre démarche. Si le terme de migration connote l'absence et la rupture, celui de circulation évoque plutôt le mouvement, l'alternance, la double présence. Donc l'étude des systèmes de mobilité spatiale incite à aborder les lieux mais aussi les individus « migrants et non migrants ». Autrement dit, nous considérerons les résidents des communautés rurales qui pratiquent des circulations en dehors pour divers motifs et selon des temporalités variées. À leur tour, les non résidents dans les communautés sont appréhendés comme des acteurs circulants dès lors qu'ils reviennent dans leur communauté d'origine pour des motifs et selon des temporalités variées. Une dernière catégorie d'acteurs concerne les individus qui pratiquent la double résidence, leur circulation articulant au moins deux lieux de résidence.

Pour analyser les reconfigurations locales de l'organisation territoriale, nous tiendrons compte alors des systèmes de décision dans la mise en valeur des ressources naturelles et humaines, en termes d'interdépendances (Marshall *et al.*, 1994) et d'interactions sociales (Olivier de Sardan, 2001). Ce sont, du même coup, les effets de complémentarité - et pas seulement d'opposition et de concurrence - entre ces différentes catégories d'acteurs qui nous intéresseront. Ces effets de complémentarité ont d'ailleurs été largement mis en évidence dans le cas des migrations internationales, où le sédentaire est un maillon de l'organisation de la migration (Potot, 2005) et où « la probabilité de mobilité des sédentaires est élevée s'ils sont en contact étroit avec des migrants » (Brulhardt et Bassand, 1981 : 508). Pour nous, il s'agit bien d'examiner les complémentarités constituées autour de l'activité agricole en analysant les arrangements qui permettent la mobilité individuelle et ce, dans le cadre familial et collectif. Si l'agriculture est une porte d'entrée pour l'analyse, elle nous amènera à qualifier les types de relations dans d'autres domaines, par exemple la vie de la communauté, les activités du quotidien, les moments de sociabilité et de festivité... mais aussi les actions pour la communauté conduites depuis l'extérieur (envoi d'argent, hébergement de membres de la communauté, etc.).

1.2.3.3. Saisir les logiques sociales de la mobilité et les formes d'ancrage territorial

Notre démarche suppose, en troisième lieu et de façon corolaire, d'appréhender les logiques sociales et la dynamique des espaces de vie des familles rurales¹². Saisir les dynamiques territoriales nécessite en effet une approche socio-géographique du rôle des acteurs, de leurs logiques, de leurs expériences, de leurs stratégies et de leurs représentations dans la construction des territoires (Gumuchian *et al.*, 2003). De même, observer les phénomènes en termes de mobilité conduit à appréhender la dimension spatio-temporelle du mouvement des individus et leurs « *pratiques spatiales multipolaires* » (Dureau, 2002 : 359). Dès lors qu'un individu est mobile, il pratique différents lieux, et comme l'indiquent G. Capron *et al.* (2005 : 313) « *tout voyageur transporte ses valises, idéelles ou matérielles* ». Si la mobilité spatiale est dans un

¹² Nous empruntons la définition de la notion d'espace de vie à G. Di Méo (2000 : 38) lorsqu'il écrit « [l'espace de vie] se confond pour chaque individu avec l'aire de ses pratiques spatiales. Il correspond à l'espace fréquenté et parcouru par chacun avec un minimum de régularité. [...] L'espace de vie rend compte d'une expérience concrète des lieux, indispensables à la construction du rapport qui se tisse entre la société et son espace ».

sens premier un déplacement dans l'espace, elle engendre aussi d'autres déplacements. En effet, « *penser la mobilité, ce n'est pas uniquement envisager un mouvement spatial, mais c'est aussi considérer le déplacement de différentes formes de capital ou de dispositions sociales attachées à un individu ou à un groupe autant qu'à un lieu* » (extrait de l'appel à communication pour le colloque « Mobilité sociale-mobilité géographique : les enjeux socio-spatiaux de la mobilité ? »¹³).

Les pratiques des individus sont donc associées à de multiples lieux - la « poly-topicité » selon M. Stock (2006) - pour divers motifs, accordant ainsi une fonction ou plusieurs fonctions à chaque lieu. La multiplicité des espaces s'accompagne de la complémentarité de leurs fonctions (résidence, travail, éducation, identification, commerce, etc.).

À leur tour, les activités pratiquées par les individus peuvent remplir, chacune, différents rôles dans les stratégies quotidiennes des familles. Ainsi, à propos de l'activité agricole, C. Laurent et J. Remy (2004 : 9) signalent que « *les motivations qui conduisent des personnes à exercer une activité agricole restent très diverses. L'exercice de l'activité agricole répond pour les individus à des motivations complexes où peuvent se mêler les diverses fonctions qu'elle peut remplir : revenu monétaire, sécurité domestique par le biais de l'auto consommation de denrées et de ressources diverses, insertion dans des réseaux permettant une mutualisation élargie des risques (sécurité sociale, échange de nourriture...), épargne, contribution à la construction d'une identité sociale, etc.* ».

Les mobilités spatiales peuvent prendre des formes distinctes en termes de temporalité et leurs modalités auront des conséquences variables sur le système familial et les dynamiques territoriales. L'individu et sa famille choisissent une modalité de mobilité plutôt qu'une autre selon leurs objectifs et projets mais aussi en fonction de contraintes sociales et spatiales. Considérant les individus comme des acteurs ayant leur rationalité et leur liberté d'action - certes limitée -, et ayant des projets et élaborant des stratégies pour y parvenir, nous faisons l'hypothèse, à l'instar de M. Stock (2006 : 11) que : « *pour chaque projet, pour chaque tranche de vie, les individus tendent à choisir le lieu adéquat par l'adoption de stratégies migratoires ou circulatoires* ».

Par ailleurs, dès lors que nous distinguons diverses formes et modalités de mobilités, il convient d'observer la manière dont elles s'articulent entre elles, la manière dont elles font système, l'une amenant l'autre, et finissant parfois par se substituer à elle. On verra, par exemple, que les visites sporadiques d'un migrant résidant de longue date en dehors du village peuvent évoluer en une circulation plus soutenue pour renouer avec l'activité agricole ; ou qu'une mobilité quotidienne (ou régulière) pour l'éducation des enfants, qui amène parfois à fréquenter un lieu nouveau, peut conduire à y installer sa résidence. M. Stock (2006) comme d'autres (Brulhardt et Bassand, 1981 ; Barbary et al., 2000), indiquent que l'on doit étudier les « *interdépendances entre les différents mouvements [...] ne plus penser les différentes circulations et migrations séparément, mais de façon articulée* » (Stock, *op. cit.* : 4).

La circulation est parfois définie comme une « *résistance de la paysannerie à la modernité* » (Dureau, 2002 : 358), ou comme un « *substitut à la migration définitive* » (Dupont et Dureau, 1994 : 802), dès lors que la pluri-localisation participe de la reproduction économique et sociale des familles rurales. De même, selon H. Domenach et M. Picouet (1995 : 115) : « *dans les milieux particulièrement hostiles, au climat rude, les sociétés se sont structurées lentement autour d'une gestion parcimonieuse des ressources naturelles, adoptant des systèmes socio-familiaux où la migration joue le rôle déterminant* ». E. Chia et al. (2006) parlent de leur côté d'exode rural saisonnier, conjoncturel ou structurel des ruraux qui se partagent entre villes et campagnes. Ainsi, en milieu rural, le départ d'un membre de la famille est souvent pratiqué comme une stratégie d'affrontement et d'évitement du risque climatique et des aléas économiques. Les rythmes de circulation entre

¹³ Université de Strasbourg-MISHA, 26 et 27 mai 2011.

lieux d'origine et de destination peuvent prendre des formes et des rythmes extrêmement variables, depuis les absences saisonnières de très courte durée jusqu'à des changements de résidence pour une longue période mais avec maintien de retours fréquents au village pour y poursuivre des activités sociales ou économiques.

Par ailleurs, on l'a dit, si des individus peuvent être acteurs d'un espace sans y résider, c'est qu'ils sentent une appartenance, un attachement fort à cet espace, une identification à un territoire sans y être présents en permanence. Il convient, en d'autres termes, d'engager une réflexion sur les modes de territorialisation des individus, repositionnés dans le contexte familial et communautaire, de manière à mesurer la force des liens et de l'identification au lieu d'origine. Sur ce point, nous adhérons à l'idée que le lieu d'identification n'est pas immuable, ni unique et qu'il peut être pluriel (Stock, 2006) ou encore réversible si l'on considère qu'il peut varier au cours de l'existence de l'individu. Considérer cette dimension s'impose d'autant plus dans une société à « individus mobiles » (Stock, 2005), en particulier pour les migrants/circulants dont on suppose qu'ils sont, au côté des « sédentaires », des acteurs à part entière des transformations spatiales. Ainsi les trajectoires résidentielles et professionnelles, ainsi que les formes d'identification, d'appartenance et d'investissement social sont autant d'indicateurs de ce que nous appellerons le « centrage » territorial (voir chapitre 5). En se positionnant du point de vue du devenir des espaces d'origine, la notion de centrage répond à cette exigence de vouloir saisir la fonction et le sens donnés aux lieux, la manière dont les populations manipulent et investissent l'ici et le là-bas ; la façon qu'ils ont, comme nous le verrons, « de partir sans partir, et d'être ailleurs tout en étant là ».

Au final, nous chercherons à identifier l'ampleur, les directions et les rythmes des mobilités spatiales, et plus encore la pratique des lieux et la manière dont ces derniers sont articulés par les effets de circulation. Les mobilités circulaires impliquant un réseau de lieux temporairement pratiqués, on abordera aussi indirectement le système de valeurs des sociétés qui s'expriment au travers des lieux de projections et d'investissements. Dans le contexte du boom de la quinoa, notre démarche cherche à tester les appartenances rurale ou urbaine, ou peut-être des formes plus hybrides dès lors que les populations gardent à la fois un pied en ville et un autre à la campagne.

1.2.3.4. La mobilité comme ressource ?

La mobilité peut être appréhendée comme une ressource et ce, à plusieurs niveaux. D'une part, la mobilité spatiale implique la pratique de divers espaces (les lieux de vie), chacun pouvant constituer une ressource et donc être mobilisé pour diverses activités individuelles, familiales et collectives¹⁴. Par ailleurs, la mobilité comme pratique spatiale peut être appréhendée comme une compétence et donc se révéler être en elle-même une ressource que mobilise l'individu, la famille ou la collectivité. Enfin, la mobilité implique une dispersion spatiale des individus, de la famille ou de la collectivité qui peut se révéler être une ressource à son tour. Ainsi, la mobilité serait un « capital » (Allemand, 2004 ; Ceriani Sebergondi, 2007) et même un « *capital spatial* » (Levy, 2003) défini comme « *l'ensemble des ressources, accumulées par un acteur, lui permettant de tirer avantage, en fonction de sa stratégie, de l'usage de la dimension spatiale de la société* » (*op.cit.* : 158). Ces approches rejoignent celle d'E. Ma Mung (1999) qui insiste sur le fait que la dispersion spatiale des éléments familiaux peut, elle-même, constituer une ressource dès lors qu'elle permet de réaliser des actions difficiles à exécuter autrement. Dans cette optique, la mobilité est susceptible de participer à la résilience sociale et économique des territoires ruraux. Si l'on

¹⁴ « La mobilité des membres d'une même famille ou d'un même village s'organise aujourd'hui autour d'une multiplicité de sites, chacun de ceux-ci constituant une ressource en terme de travail, d'aide et d'information » (Quesnel, 2001 : 29).

considère en effet que la mobilité des populations fait partie intégrante du système de gestion territoriale, qu'elle est un constituant des dynamiques productives et des processus socio-spatiaux, elle n'agit pas nécessairement comme un élément perturbateur et déstructurant des économies familiales et des logiques communautaires de l'espace d'origine. Elle peut au contraire s'articuler à des formes d'optimisation et, dans le contexte du boom de la quinoa, enclencher ou accompagner des processus d'innovation sociale (gestion de l'absence ou du retour des migrants par exemple) ou technique (par le biais des remises de la migration et de leur investissement dans l'achat de matériel agricole par exemple). Concevoir la mobilité comme ressource permet alors de saisir les interférences entre mobilités et dynamique territoriale en tenant compte de la complexité des interactions sociales et économiques qui se jouent aux échelles locales.

1.2.3.5. Articuler les échelles spatiales et temporelles d'observation

Notre approche des dynamiques territoriales, et des liens qui se nouent entre mobilités, transformations agricoles et gestion des ressources, repose sur le croisement de plusieurs échelles spatio-temporelles et l'analyse de leurs formes d'articulation.

Dans la mesure où nous souhaitons mettre en lumière l'inscription spatiale des mobilités et des activités, nous aborderons l'échelon du local par l'individu et le groupe familial (Hervé *et al.*, 2002) mais aussi par la communauté qui demeure une structure fondamentale de l'organisation territoriale des sociétés andines (Urioste, 1992). Quant aux échelles supra-locales (régionale tout autant que nationale et internationale), elles sont incontournables puisque le système local est connecté aux territoires de la mobilité, et s'inscrit plus largement dans la mondialisation des échanges.

Il s'agit également de considérer différentes échelles temporelles : le temps long de la transformation de ces sociétés rurales, le temps moyen des biographies familiales et des cycles de vie des individus, et enfin, le temps court des rythmes annuels de la vie des familles et des communautés rurales dans la conduite des activités productives et sociales.

Enfin, il est fort probable que les mobilités opèrent de manière variable selon les contextes locaux. Elles peuvent produire, dans certains cas, de l'individuation, de la différenciation voire de l'inégalité, et dans d'autres cas, parfois dans un même lieu, un rééquilibrage des disparités locales (Cortes, 2002). Concernant les questions foncières, par exemple, on peut voir apparaître des situations de blocage et de conflit, mais également de consensus et de transferts positifs pour la viabilité des systèmes productifs. Dans le cas des sociétés rurales andines, historiquement identifiées à la terre, ces situations sont des révélateurs incontournables des changements qui touchent aussi bien les pratiques culturelles que décisionnelles et relationnelles. Ainsi, pour rendre compte de la diversité des situations (mais aussi de leurs traits communs), nous procéderons à une analyse des transformations locales dans plusieurs communautés rurales de l'Altiplano Sud, réparties sur le pourtour du *salar* d'Uyuni - le Périsalar -, où les formes d'intégration de la production de quinoa dans le marché mondial connaissent des stades et des rythmes différenciés.

1.3. Éléments de méthodologie

Pour aborder l'ensemble de nos questionnements et répondre aux objectifs de recherche, nous avons eu recours à différents types d'outils méthodologiques, combinant à la fois méthodes quantitatives et qualitatives : collecte, traitements et représentation spatiale de données statistiques, entretiens menés auprès des familles et d'acteurs institutionnels, récits

biographiques des individus migrants et non migrants, observation et participation à des moments privilégiés ou, au contraire, ordinaires de la vie des communautés. Dans la mesure où nous reviendrons plus en détail sur ces choix méthodologiques au fil de notre réflexion, nous nous limitons dans ce chapitre à expliciter le cadre méthodologique global en fonction des différents registres et échelles d'analyse. Il convient, par ailleurs, de positionner le contexte institutionnel et scientifique dans lequel s'est développée cette recherche, à savoir un programme de l'ANR auquel nous avons été associée durant toute la durée de la thèse. Enfin, nous souhaitons mettre en avant certains aspects concrets et le vécu d'un travail de terrain qui est au cœur des résultats de cette thèse. Ce travail de terrain aura duré deux ans (2007-2008), auquel il faut ajouter une visite récente faite à certaines communautés étudiées (en mars 2011).

1.3.1. Le programme Equeco comme cadre de la recherche

Notre thèse a contribué à un programme de recherche pluridisciplinaire aux objectifs ambitieux et passionnants. Le programme ANR Equeco (ANR-06-PADD-011) avait pour intitulé « *L'Émergence de la Quinoa dans le Commerce mondial : quelles conséquences sur la durabilité sociale et agricole dans l'altiplano bolivien ?* ». Il s'est déroulé de décembre 2006 à septembre 2010, et faisait partie du grand programme « Agriculture et Développement Durable » de l'Agence Nationale de la Recherche¹⁵. Le fait d'avoir été étroitement associée à ce programme collectif a représenté, pour nous, une chance inestimable dans notre expérience de recherche et de nombreux avantages pour la conduite de nos travaux. Cette insertion nous a épargné le risque de l'isolement et, au contraire, enrichi des échanges entre chercheurs de différentes disciplines, s'efforçant chacun de mettre leurs résultats respectifs en perspective dans un projet collectif. L'interdisciplinarité, malgré les difficultés qu'elle comporte, permet de s'assurer du bien fondé de sa recherche et, lorsqu'il s'agit de devoir convaincre, elle aide à se positionner et argumenter. Dans ce programme de recherche, la majorité des participants avaient une expérience du milieu et des sociétés des Andes, mais la plupart d'entre nous étaient des novices de l'Altiplano Sud. Cela aura permis de poser un regard neuf et sans a priori sur les réalités locales, avec le revers du manque de recul historique sur les changements sociaux, écologiques, économiques très rapides que vit aujourd'hui la région. Cette limite a été pour une bonne part compensée par le fait que ce programme a été mené en partenariat avec un acteur local important opérant dans la région depuis 2002 : l'ONG française Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF). Ce partenariat a été fondamental aussi pour notre insertion sur le terrain et pour l'accès aux communautés rurales.

1.3.2. L'outil statistique et cartographique

Le recueil et le traitement de données statistiques, ainsi que l'élaboration de représentations cartographiques, ont eu pour objectif la caractérisation des dynamiques démographiques et migratoires au niveau national et régional, en lien avec divers indicateurs du développement rural (équipement, éducation, production, etc.)¹⁶. Nous avons eu recours aux données émanant

¹⁵ Coordinateur du programme : Thierry Winkel (IRD). Equipes de recherche associées et membres participants : Cirad-Green (J-F. Tourrand, P. Bommel et M. Vieira Pak) ; CNRS-Cefe (R. Joffre, S. Rambal, J-P. Ratte) ; EHESS (G. Rivière) ; INRA-Innovation (P. Gasselin) ; INRA-Mona (J. Bourliaud, M. Chevarria) ; INRA-Sadap (M. Tichit et J-F. Léger) ; IRD (R. Bosseno, A. Rocheteau, J.J. Vacher) ; Université Montpellier 3 (G. Cortes). Partenaires en Bolivie : AVSF, UMSA, UTO, PIEB.

¹⁶ À partir des données fournies par l'Institut National Bolivien de la Statistique (INE), ont été exploités les recensements de la population et habitat qui considèrent : le dénombrement de la population ; à l'échelle des individus les niveaux d'éducation, les secteurs d'activité ; à l'échelle de l'habitat, les infrastructures. Par ailleurs, nous avons utilisé les données d'évolution des productions et des surfaces cultivées.

d'organisations boliviennes et internationales, en particulier celles de l'Institut National de Statistiques (INE), de la FAO, et du PNUD¹⁷. Le site de l'INE offre des séries statistiques concernant la démographie, mais aussi le développement socio-économique à l'échelon régional et municipal. Ces statistiques sociales et économiques sont reprises par la FAO et le PNUD, généralement agrégées à l'échelon national. Ces sources statistiques ont été complétées par une bibliographie historique, sans doute non exhaustive mais qui a permis de resituer les dynamiques actuelles dans le cours des changements survenus depuis la fin du XIX^e siècle.

La collecte d'informations statistiques et cartographiques, en Bolivie, est une opération fastidieuse car limitée par le manque ou l'incomplétude des bases de données et des fonds cartographiques. Par exemple, il n'existe pas de documents qui fournissent la base légale des limites administratives, les listes des communautés et leur localisation précise. À partir des documents accessibles, mais disparates, nous avons donc dû procéder à un lourd travail de « nettoyage » afin de créer une base de données spécifique à notre zone d'étude. Pour les données statistiques, nous avons utilisé les recensements généraux de population réalisés en 1950, 1976, 1992 et 2001. Mais leur exploitation a été complexe car les niveaux de désagrégation des informations diffèrent à chaque recensement, sans compter les erreurs dans celui de 2001 quant à la localisation administrative de certaines communautés. De nombreuses données sont apparues erronées ou fort variables selon les sources (population, nombre de communautés...), ce qui a rendu difficile le recoupement des informations et l'analyse des phénomènes. Enfin, précisons que la région de l'Altiplano Sud, très peu investie par les institutions nationales ou internationales de recherche, n'a fait l'objet que de rares études, ce qui explique qu'aucune base de données localisées n'existait jusque là.

1.3.3. Enquêtes et observations de terrain

La majeure partie des résultats de ce travail se fonde sur l'apport des enquêtes de terrain menées en 2007-2008 dans la zone d'étude ayant permis, à l'échelle locale, d'analyser les pratiques sociales et territoriales à partir d'une méthodologie qualitative (entretiens, récits de vie, observations et relevés de terrain, participation aux activités quotidiennes).

1.3.3.1. Choix de la zone d'étude, des communautés et des familles, caractéristiques de l'échantillon

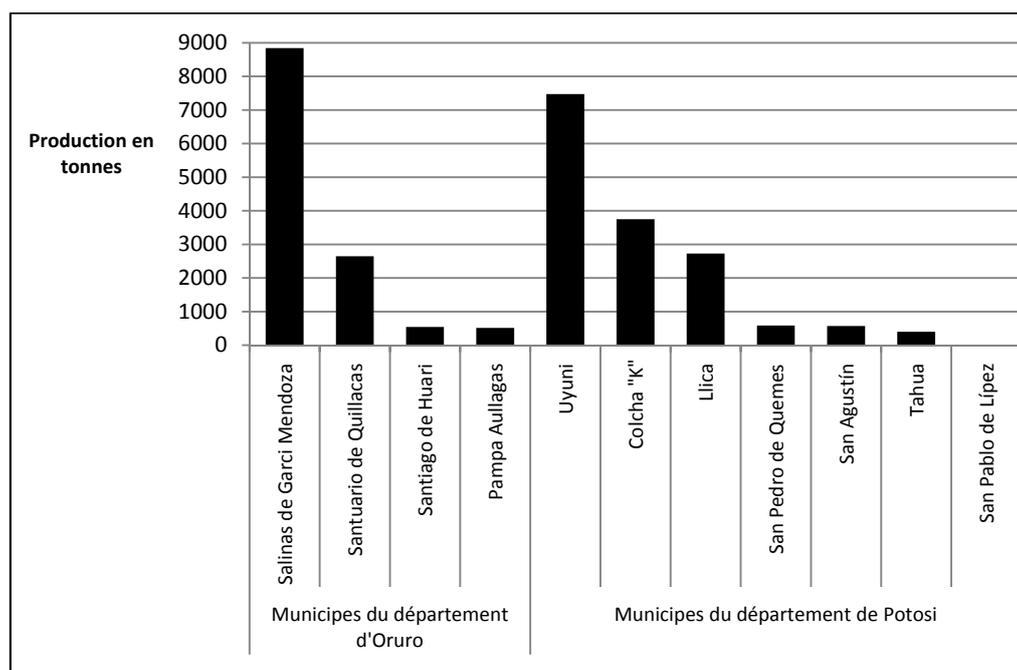
Le choix de la zone d'étude a été guidé, d'une part, par les données sur les volumes de production de quinoa à l'échelle des municipes¹⁸ (figure 4) et d'autre part par le choix de travailler sur un ensemble géographique continu (carte 3 p. 33). Ainsi, nous avons étudié neuf municipes qui sont, dans le département d'Oruro, les municipes de Salinas de Garci Mendoza¹⁹, Santuario de Quillacas et Pampa Aullagas ; dans le département de Potosi, les municipes de Uyuni, Colcha "K", Llica, Tahua, San Pedro de Quemes et San Agustín.

¹⁷ Voir les sites suivants : www.ine.gob.bo ; www.faostat.fao.org ; www.pnud.bo/webportal

¹⁸ La Bolivie est découpée en 9 départements et 314 municipes qui sont les collectivités territoriales républicaines. Le municipe (*municipio*) serait l'équivalent de la commune française.

¹⁹ Le municipe de Salinas de Garci Mendoza a été déclaré par résolution du conseil département de Oruro « capitale de la quinoa real de Bolivie » en 1998 (cf. annexe 1).

Figure 4 : Production totale de « quinoa real » par municipes de l'Altiplano Sud en 2008



Source : sur la base des estimations de Fundación Autapo, 2008, p. 19.

Concernant le choix plus précis des communautés d'étude au sein des municipes, nous avons fixé les critères de sélection en fonction de la problématique et des objectifs de la thèse, et en cherchant à diversifier au maximum les situations locales. Les critères ont donc été les suivants :

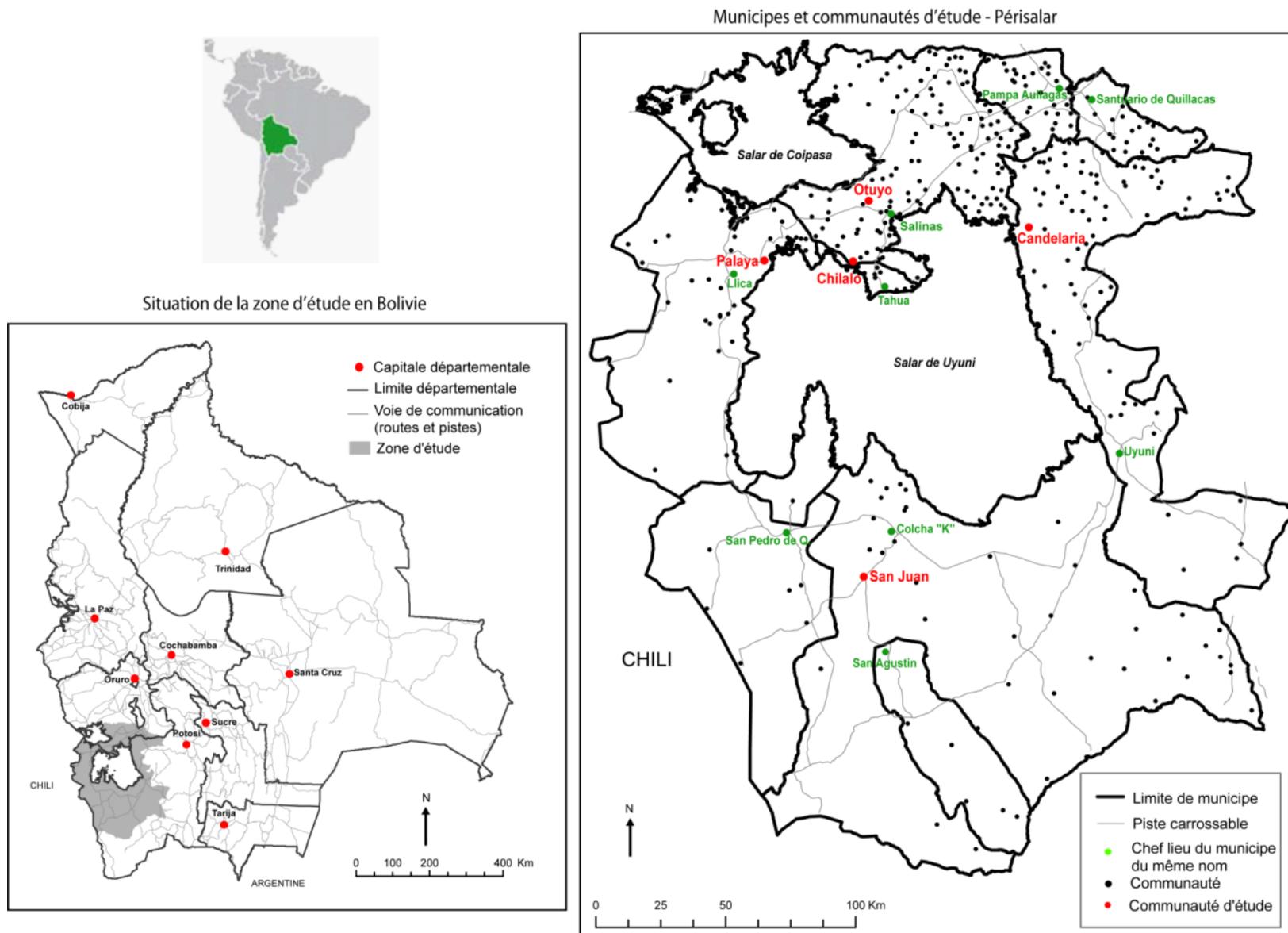
- les comportements migratoires des populations locales
- leur inscription dans des microenvironnements naturels et des étages agro-climatiques différenciés
- leur ancienneté et leur degré d'insertion dans les dynamiques productives liées à la production de quinoa

Pour plus de précision sur cette question, nous renvoyons à l'annexe 2 qui donne le descriptif plus détaillé de chacune des communautés en fonction de ces différents critères.

Le critère de « faisabilité » a été également primordial dans le choix des communautés rurales étudiées, et en particulier la possibilité d'y être introduite et acceptée après des contacts et un temps d'immersion préalables. Le choix des communautés à étudier s'est donc fait en deux temps. La première année, nous avons commencé à travailler avec deux communautés situées dans la zone Intersalar (entre le *salar* de Coipasa et le *salar* d'Uyuni) où l'ONG AVSF avait des contacts (carte 3). La première est celle de Chilalo (municipe de Salinas de Garci Mendoza²⁰) où AVSF travaille depuis plusieurs années. La seconde, Otuyo (municipe de Salinas de Garci Mendoza), est la communauté d'origine d'une responsable de cette même ONG, par ailleurs représentante officielle de la communauté pour l'année 2007. L'entrée dans ces deux communautés nous a permis une première immersion dans le contexte local et d'avancer, parallèlement, dans la caractérisation régionale. Les trois autres communautés de notre zone d'étude concernent, pour la zone ouest frontalière avec le Chili, Palaya (municipe de Llica) où nous avons aussi des contacts préalables, ainsi que celles de Candelaria de Viluyo à l'est du *salar* d'Uyuni (municipe d'Uyuni) et celle de San Juan de Rosario au sud du *salar* d'Uyuni (municipe de Colcha "K"), sélectionnées suite à une mission de reconnaissance sur le terrain ayant permis un accord des responsables communautaires.

²⁰ Dans le texte, nous utiliserons indifféremment Salinas de Garci Mendoza ou Salinas pour parler de ce municipe et de ce village, de même que pour Candelaria de Viluyo ou Candelaria, et San Juan de Rosario ou San Juan.

Carte 3 : Localisation des municipes et des communautés d'étude. Zone Périssalar, Bolivie.



Source : A. Vassas Toral, 2010.

Une fois les communautés sélectionnées, l'objectif était de procéder au choix des ménages avec lesquelles nous avons conduit une série d'entretiens approfondis et répétés durant les deux années de terrain, visant en particulier à reconstituer les trajectoires de la mobilité résidentielle et professionnelle des individus, ainsi que les systèmes productifs et les modes de gestion des ressources locales (voir infra). Pour les raisons théoriques explicitées antérieurement, nous avons adopté la position de ne pas interroger uniquement les résidents permanents mais bien l'ensemble de la population originaire des communautés et impliquée, d'une manière ou d'une autre, dans la gestion des ressources et du territoire. Autrement dit, certains ménages et individus enquêtés ont fait l'objet d'entretiens réalisés à leur retour dans les communautés ou bien sur leurs lieux même de résidence, dès lors que nous avons leurs contacts via les réseaux de parenté. Cela signifie donc que ce sont les ménages et individus producteurs de quinoa - ceux qui ont une action tangible sur le territoire - qui ont été les principales cibles de notre étude. Mais sont inclus également dans notre échantillon des membres originaires qui ne cultivent pas la terre et entretiennent d'autres types de liens avec leur communauté d'origine. Leur témoignage a contribué à éclairer le thème de l'identification territoriale, c'est-à-dire les liens profonds et complexes au lieu d'origine qui ne passent pas nécessairement par le travail de la terre.

Au total, l'échantillon est constitué de 149 ménages sur l'ensemble des communautés, soit 170 entretiens individuels traités par l'enquête (voir en annexe 3 la liste des entretiens réalisés). Il convient de préciser que l'échantillonnage n'est pas fondé sur une méthode de représentativité statistique, opération impossible à réaliser dans tous les cas, compte tenu de l'absence de données préalables et fiables sur les caractéristiques de la population originaire des communautés, et surtout du pragmatisme avec lequel nous avons été contrainte de procéder dans un contexte de relatif hermétisme et méfiance des populations. L'échantillon s'est donc constitué de manière empirique et constructiviste, c'est à dire au fur et à mesure de nos rencontres et de l'acceptation des personnes à participer aux enquêtes, et surtout à livrer leur expérience de vie. Signalons, à ce titre, que le nombre total d'entretiens réalisés est supérieur à ceux exploités et systématisés (au nombre de 170) car une cinquantaine de témoignages se sont révélés incomplets ou peu fiables, et donc inexploitable. Par ailleurs, dans chacune des familles et dans la mesure du possible, nous avons cherché à obtenir des entretiens individualisés auprès des deux membres du ménage de producteurs (conjoint et conjointe). Les cas de familles pour lesquelles l'ensemble des membres ont été enquêtés (parents et enfants, voire frères et sœurs) ont été, en revanche, beaucoup plus rares compte tenu de la lourdeur d'une telle méthodologie. Notons également que nous avons veillé à ce que l'échantillon des individus enquêtés présente une dispersion satisfaisante en termes d'âge et de sexe, de manière à permettre une bonne vision diachronique et éviter les biais de profil démographique.

Enfin, signalons des écarts entre les communautés en fonction de leur taille. Pour les petites communautés de Chilalo et Otuyo, nous avons pu enquêter la totalité des résidents permanents et une grande partie des producteurs circulants, c'est-à-dire ceux qui ne sont présents que lors des travaux agricoles. Pour les communautés de taille plus importante en revanche, comme celles de Palaya, Candelaria et San Juan, il n'était pas question de pouvoir rencontrer toutes les familles. Nous nous sommes focalisée donc sur les résidents de longue date et les ménages revenus plus récemment pour cultiver.

Les caractéristiques générales de notre échantillon sont présentées dans les trois tableaux suivants.

Tableau 1 : Nombre d'individus enquêtés par communauté et par sexe

	San Juan		Chilalo		Otuyo		Candelaria		Palaya		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Nombre d'individus enquêtés	26	30	18	19	15	14	26	1	14	7	99	71

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Tableau 2 : Caractéristiques générales de l'échantillon par communauté

	San Juan	Chilalo	Otuyo	Candelaria	Palaya	Total
Nombre de ménages enquêtés	48	28	26	26	19	147
Nombre d'individus enquêtés ayant une expérience migratoire au cours de leur vie	40	31	25	25	18	139
Nombre d'individus enquêtés résidents en 2008 dans la communauté	51	18	19	26	17	131
Éventail de l'âge des individus enquêtés (années)	19 à 68	19 à 90	27 à 84	23 à 70	35 à 79	19 à 90

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Tableau 3 : Statut des individus enquêtés dans l'échantillon total

	Homme chef d'exploitation	Femme de chef d'exploitation	Enfant de chef d'exploitation	Femme chef d'exploitation	Femme à qui l'on prête des terres
Nombre	95	29	20	13	13
% total échantillon	56	17	12	8	7

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Si, a posteriori l'échantillon est très hétérogène, il permet d'appréhender la diversité des acteurs et des stratégies avec l'objectif d'en tirer des tendances générales. Cette démarche est justifiée par D. Bertaux (1997 : 99) pour qui, « à partir d'un très petit nombre de cas, on peut découvrir des mécanismes sociaux (des logiques sociales) de grande ampleur, touchant des milliers voire des millions de parcours ». Mais E. Le Bris (1981 : 132) nous met en garde contre des généralisations hâtives, soulignant que « la nécessité de multiplier les « biographies » ne procède pas seulement d'exigences statistiques : il s'agit de séparer l'accidentel de l'essentiel, de ne pas théoriser sur des phénomènes uniques en privilégiant, par exemple, certains itinéraires migratoires, longs et tourmentés mais manifestement exceptionnels. ». Nous reviendrons sur cet aspect au moment de la présentation des résultats, notamment dans les chapitres 4 et 5.

1.3.3.2. Déroulement et difficultés du travail de terrain

Décider de travailler dans une communauté rurale nécessite d'y être acceptée. C'est au cours d'assemblées plénières que nous avons exposé les objectifs de notre travail et que notre présence a été finalement acceptée. Cela ne signifiait pas, pour autant, que l'accord établi lors des réunions allait nous ouvrir la porte de l'intimité des foyers et garantir l'attention qu'on allait accorder à nos questions.

Dans chacune des communautés étudiées, suite à ces premières réunions, nous avons organisé un entretien spécifique avec des représentants officiels et/ou des « personnes ressources » afin de cerner les contextes locaux, de nous orienter sur la caractérisation agricole, démographique et migratoire de chaque zone et ainsi guider nos futurs entretiens. Dans la pratique, les

représentants officiels ne sont pas forcément les personnes ressources des communautés, ou les personnes « *alliées* » comme les nomment S. Beaud et F. Weber (2003 : 126). La contribution d'autres personnes, sans fonction officielle mais ayant une bonne connaissance de la vie des communautés, a été souvent plus précieuse dès lors qu'elles étaient disposées à nous consacrer du temps, sans créer de conflit avec les représentants officiels. Ainsi, en préalable ou en parallèle aux entretiens réalisés avec les ménages, une cinquantaine d'entretiens « informels » ont été réalisés ayant permis d'obtenir des données à différentes échelles (région, communauté, famille) sur les flux migratoires, les enjeux autour de la terre, l'organisation communautaire, l'organisation des migrants, les équipements et les infrastructures, etc.

Dans ce contexte, il est important de signaler certaines difficultés rencontrées pour trois communautés. À Palaya, notre insertion a été moins facile qu'ailleurs, certainement du fait de la position frontalière de la communauté et des différents trafics qui animent cette zone (trafic de biens, ou encore lié à la production et au transport de coca-cocaïne). À Candelaria, les représentants de la communauté, de très jeunes individus, ont apparemment mal compris notre travail et ne nous ont pas toujours soutenus. Nos entretiens ont été très dépendants, du même coup, de rencontres improvisées. À San Juan, enfin, le représentant de la communauté de 2007 était un migrant de retour et, n'étant pas lui-même encore très au fait de la vie de sa communauté, il n'a pas toujours pu nous introduire auprès des familles. L'Altiplano Sud est peuplé d'Aymaras et de Quechuas, parlant souvent leurs langues propres dans les conversations quotidiennes, mais s'exprimant toujours en espagnol dans les réunions publiques car, à l'exception de quelques personnes âgées, toute la population est bilingue. La langue utilisée lors des entretiens a donc été l'espagnol, et les transcriptions ont été réalisées directement en français en annotant les expressions exactes en espagnol.

1.3.3.3. Modalités et contenus des enquêtes par entretien

Les entretiens menés auprès des ménages ont été généralement programmés, c'est-à-dire qu'ils étaient précédés d'une prise de rendez-vous soit à domicile, soit en dehors du village, ou encore dans les champs au moment des pauses lors des travaux agricoles. La majorité des entretiens s'est déroulée en plusieurs fois, lors de passages répétés dans les foyers. Concernant les membres non résidents permanents dans les communautés, nous avons également réalisé certains entretiens en dehors de la communauté, sur le lieu de résidence des individus, à leur domicile.

Un premier volet de ces entretiens a pris la forme de récits de vie (ou biographies rétrospectives), visant à recueillir l'histoire datée des individus (Dureau, 1991 ; Groupe de réflexion sur l'approche biographique, 1999 ; Lelièvre, 1999 ; Lelièvre et Vivier, 2001). Nous avons reconstitué, dans le temps des cycles de vie, les trajectoires individuelles en fonction de la situation familiale, la succession des lieux de résidence et des activités professionnelles, les liens et les temps de présence dans la communauté d'origine, la trajectoire de l'activité agricole familiale et des services rendus à la communauté, la constitution du patrimoine matériel, etc. Il est important de préciser que chaque reconstitution de trajectoire a été le résultat d'un entretien direct avec l'individu concerné. Nous avons pu ainsi reconstituer les trajectoires complètes de 170 individus.

Avec les mêmes individus, nous avons conduit un second volet de l'entretien centré sur les pratiques de l'année écoulée (2007 ou 2008), sur les emplois du temps (circulations et présences dans leur communauté) et l'organisation des activités agricoles. Bien que l'entretien ait été individuel, ce volet concerne l'ensemble de la famille nucléaire c'est-à-dire qu'il prenait en compte les pratiques de l'ensemble des membres du ménage, en particulier pour tout ce qui

concernait l'activité agricole. L'annexe 4 présente les grilles simplifiées de ces deux volets d'entretien et la manière dont nous avons procédé pour le croisement des différentes trajectoires (résidence, travail, activité agricole, patrimoine, liens avec la communauté). Nous nous sommes engagée à ce que les entretiens soient anonymes et nous avons donc changé dans le texte le nom des personnes enquêtées (hormis pour les données historiques).

Les entretiens ont été une des formes d'accès à l'information. Mais ils ont été largement complétés par les méthodes plus socio-anthropologiques d'observation et de participation aux activités quotidiennes. Au cours de la recherche, il s'agissait souvent d'être là, sur le chemin, dans les champs, dans la montagne pour rencontrer et observer. Ces moments ont été très importants et riches d'enseignements. Nous avons eu la très grande chance, par exemple, d'être invitée à participer à la fête de Salinas, le 29 juin 2007. Du rôle d'observatrice, nous sommes passée à celui d'actrice, rôle que les membres de la communauté ont bien voulu nous accorder. Ce moment, qui a été très fort émotionnellement, a constitué notre « passeport » pour la suite du travail de terrain et des enquêtes menées dans cette zone. Nous avons résidé en Bolivie de décembre 2006 à décembre 2008, soit deux années continues durant lesquelles nous avons alterné le travail de terrain et le travail de bureau à La Paz. Par intermittence, nous avons donc séjourné dans les cinq communautés ainsi que dans les bourgs proches, mais nous nous sommes également rendue dans des villes boliviennes et chiliennes (voir le planning du travail de terrain en Annexe 5). Le travail réalisé en dehors de ces cinq communautés rurales, visant à rencontrer les personnes originaires de la zone et donc membres à part entière des communautés, a été réalisé dans les bourgs de Salinas et de Llica, à Uyuni, à Challapata et Oruro plus au nord, ainsi qu'au Chili, dans les villes de Calama, Iquique et Pica, lieux de migration de nombreuses familles des communautés du sud de la zone d'étude.

Dans les communautés, nous ne logions pas chez l'habitant à cause de l'exigüité des logements mais aussi pour ne pas être « associée » à telle ou telle famille. Nous avons donc loué une pièce à Candelaria, Chilalo, Palaya, pièce dans certains cas mise à disposition des visiteurs de la communauté ou localisée dans l'école. À San Juan, en revanche, nous avons opté pour l'auberge. Les temps de séjours continus dans une même communauté ont varié entre une semaine et vingt jours.

Nous avons clos notre travail de terrain fin 2008 par la présentation des résultats préliminaires de nos enquêtes lors d'une réunion de restitution et d'échanges dans chaque communauté. Il était important, en effet, de signaler notre départ et, surtout, de respecter notre engagement initial à « rendre des comptes » aux populations ayant fait l'objet des enquêtes. Signalons, enfin, qu'un rapport final a été remis aux communautés lors d'une récente visite en 2011.

1.3.3.4. Insertion dans la vie locale et difficultés

Pour clore cette partie sur la méthodologie, nous évoquerons la question de notre insertion dans la vie locale et les difficultés rencontrées.

Notre travail de terrain s'est effectué dans un contexte de multiples tensions liées au bouleversement que constitue aujourd'hui l'essor de la production de quinoa. Ce contexte n'a pas toujours facilité l'accès à une information fiable et neutre. La hausse des superficies cultivées et des prix de vente, qui peuvent tripler d'une saison à l'autre, constituent un premier facteur de ces tensions au sein des communautés. Notre période d'enquête a coïncidé, en effet, avec le retour d'expérience de l'exportation certifiée biologique qui avait démarré une quinzaine d'années auparavant. Préoccupés d'éventuelles conséquences néfastes des dynamiques en cours, les importateurs et les intermédiaires demandent en effet à leurs affiliés des comptes sur la qualité et la « durabilité » de la production de quinoa. De même, avec la

montée de la concurrence internationale, les Boliviens s'inquiètent de voir rogner le marché qu'ils détenaient jusqu'à présent en quasi exclusivité. Ils craignent aussi le vol de leurs semences et de leur savoir-faire. En deux ans, l'exacerbation de cette tension a été flagrante et, en 2008, l'essor de la quinoa était largement pris en compte par les institutions nationales et internationales, et relayé dans les médias locaux et étrangers. La quinoa figure désormais dans tous les agendas et les projets fleurissent. Dans ce contexte de forte pression, les producteurs de leur côté ont élaboré un discours très bien construit autour de la « production écologique et durable » qu'ils répètent à tous leurs interlocuteurs extérieurs. Cet ajustement du discours autour des enjeux de la durabilité agricole traduit une certaine prise de conscience chez les acteurs locaux, mais il reste à savoir si elle est effective et suffisamment partagée entre tous.

Concernant le thème des migrations, la stigmatisation presque systématique des producteurs non résidents dans les communautés par les résidents permanents est un autre facteur de tension importante. Comme nous le verrons dans les chapitres qui suivent, le reproche leur est fait de ne pas participer à la vie de leur communauté et d'avoir des pratiques agricoles peu durables. Les discours, qui se sont cristallisés largement sur ces situations, nous sont apparus comme des échappatoires dans la mesure où les discordes entre les producteurs permanents, également existantes, étaient occultées.

Les conflits autour de l'accès aux ressources, et donc la question de l'équité sociale, ont été probablement les points de plus forte tension. La question de la terre est un thème particulièrement tabou, y compris dans les familles avec lesquelles nous avons noué de très bonnes relations de confiance. Parler de la terre reste possible avec ceux qui sont « en règle », c'est-à-dire les familles qui ne se sont pas « auto-attribuées » des parcelles sans l'aval de la communauté. Mais elles étaient du reste peu nombreuses ces familles « en règle ». Ainsi, après deux années passées dans l'Altiplano Sud, certains aspects relatifs à la question foncière restent pour nous une énigme. Et du même coup, les objectifs que nous nous étions fixés au départ, à savoir dénouer les logiques sociales autour de la question du foncier, n'ont pas été totalement atteints. Nous souhaitons notamment réaliser la trajectoire des moyens de production (foncier acquis) et de leurs modes d'acquisition. Nous sommes consciente que ce point reste une lacune relative dans notre recherche compte tenu des informations trop disparates dont nous disposons. En revanche, nous avons pu travailler sur les terres cultivées des dernières saisons agricoles et, concernant l'estimation des revenus et des transferts monétaires (autre objectif initial), nous avons eu recours au « qualitatif bien documenté » et au croisement d'informations convergentes ayant permis de fournir au moins des ordres de grandeur.

Une autre difficulté de notre travail provenait du fait que l'ensemble du système social de ces sociétés rurales est fondé sur la culture orale : peu de traces écrites des échanges, ni des décisions prises au niveau collectif, si ce n'est dans les « cahiers d'actes » où figurent les comptes rendus des réunions communautaires. Mais il n'est pas rare que seul le dernier cahier subsiste, ou même qu'il soit perdu, l'information est donc manquante. Ces documents, quand ils existent, n'ont pas permis d'avoir une idée précise, par exemple, du nombre d'habitants, de producteurs et d'ayants droit (cf. chapitre 2 p. 60) dans les communautés. Nous avons donc eu recours à l'histoire orale mais celle-ci, par définition, est incomplète ou difficile à obtenir et à interpréter (par exemple identifier les ayants droit suppose d'aborder la question épineuse des droits sur la terre, et notamment ceux des absents). Ainsi, le recours à la parole, aux témoignages, au croisement de l'information a demandé un temps long de reconstitution des faits.

La dernière contrainte que nous souhaitons signaler tient à notre objectif d'enquêter certains migrants vivant en dehors des communautés, et notamment au Chili. L'accès aux migrants

Boliviens dans les sites chiliens, sauf pour ceux dont nous avons obtenu les coordonnées par les familles des communautés, s'est révélé particulièrement délicat. Beaucoup étant en situation irrégulière au Chili, nous avons été confrontée à la méfiance des populations migrantes niant, de fait, leur nationalité ou origine bolivienne.

Les stratégies d'évitement, de contournement ou de rétention de l'information par les populations, classiques dans toute situation de recherche, avaient été annoncées dès le démarrage des travaux de terrain. Lors des premières réunions de présentation de notre travail, les interlocuteurs locaux nous indiquent en effet que d'autres avant nous sont venus enquêter et qu'aucun résultat n'a été restitué à la communauté. Si cette réaction n'est pas surprenante, du fait de cas avérés, il faut signaler aussi que la transmission effective de résultats, tel que nous l'avons faite au cours de notre travail de terrain, n'est pas toujours reconnue. Il faut dire que si l'Altiplano Sud n'est pas encore un « zoo de la recherche », ni un terrain « sur-pâturé », l'essor des programmes de développement et des appels à projets pour subventions dans la zone, la multiplication des sollicitations et des réunions ont certainement contribué à crispier l'attitude des populations locales face aux interlocuteurs extérieurs... surtout s'ils se présentent sans intention d'apporter des ressources monétaires dans les communautés.

De culture montagnarde, les Aymaras de l'Altiplano Sud ont la réputation d'être une population relativement hermétique, peu expansive et encore moins démonstrative. Si l'acceptation de notre présence a pris du temps dans certains cas (le degré d'insertion a été proportionnel au temps passé dans la communauté), ou a été moindre dans d'autres cas (comme à Candelaria, par exemple, communauté très dispersée), on retiendra que les moments de réelle inclusion ont été intenses et favorables à la qualité de l'information recueillie. Mais on retiendra aussi la difficulté à entrer dans le quotidien des vies, dans les confidences, également le biais de certains discours nécessitant une certaine prudence dans nos interprétations.

Au final, les difficultés et les moments d'incompréhension des populations quant aux objectifs de notre recherche ont été nombreux : « pourquoi veux-tu savoir cela ? », « à quoi ton travail va-t-il nous servir ? ». Nous sommes restée, jusqu'au bout, l'étrangère qui vient poser des questions. Si nous avons pu participer à certains événements festifs, aux réunions, aux travaux agricoles et à la vie quotidienne des familles, notre statut d'étrangère est resté entier et nous ne prétendons pas ici avoir réussi une totale intégration, encore moins une « assimilation ». Nous restons persuadée du reste que le chercheur, même lorsqu'il bénéficie d'une forte immersion dans la vie locale comme ce fut le cas, demeure toujours limité par la distance sociale et culturelle qui le sépare du groupe dont il tente de comprendre les pratiques et les représentations.

Chapitre 2

Dynamiques territoriales et organisations sociales dans le Périssalar de l'Altiplano Sud

Le boom de la quinoa d'exportation a eu lieu sur l'Altiplano Sud de la Bolivie et plus précisément dans la zone Périssalar, autour du *salar* d'Uyuni. Avant d'entamer l'étude proprement dite des interrelations entre mobilités spatiales, systèmes productifs et gestion des ressources locales, il est nécessaire de situer le boom de la quinoa dans le tissu socio-économique, écologique et démographique de ces territoires ruraux périphériques de la Bolivie.

Nous présenterons dans ce chapitre, non pas tous les éléments d'une géographie humaine de la zone Périssalar, à la manière d'une monographie, mais ceux qui nous semblent nécessaires à la compréhension des recompositions actuelles qui se jouent dans cette région. Au regard du contexte national bolivien, nous développerons en particulier certains aspects relatifs au milieu naturel et agro-écologique qui conditionnent fortement le développement agricole de l'Altiplano Sud, ainsi que certaines caractéristiques du peuplement de la région, de ses dynamiques démographiques et de son organisation sociale.

2.1. Les paradoxes du Périssalar : un territoire rude anciennement peuplé

2.1.1. Un milieu naturel particulièrement contraignant

Bordé par les deux branches de la cordillère des Andes (cordillère Orientale et cordillère Occidentale), l'Altiplano sud est un grand plateau de 300 km de long sur 150 km, situé à une altitude moyenne de 3700 mètres. Cette grande région est le cœur de l'expansion récente de la quinoa d'exportation (cf. carte 2 p. 16).

Ce haut plateau, émaillé de lacs salés dont le plus étendu couvre environ 12 000 km² (*salar d'Uyuni*), est dominé par de nombreux volcans et sommets culminant jusqu'à plus de 5000 mètres. Située sur l'étage écologique de la *puna*, steppe des hauts plateaux arides et froids (Troll 1968 ; Murra, 1972), cette région se décompose en quatre sous-étages écologiques distincts :

- la partie supérieure des volcans et montagnes de la cordillère, presque exclusivement minérale entre 4500 et 5000 m d'altitude, et couverte de neige au-delà ;
- les versants ou flancs de montagnes, rocailleux et plus ou moins colonisés par la végétation ;
- le piémont colluvionnaire, ou glacis de montagnes ;
- la plaine dominée par la steppe arbustive (*tholar*) sur des sols généralement sableux, laissant la place à une végétation très rase et halophile (*pelar*) sur la bordure argileuse des *salars*, et à quelques zones humides isolées (*bofedales*).

La région allie les caractéristiques climatiques des milieux montagnards et tropicaux. Ainsi, si la moyenne des températures est basse et, s'il peut y avoir jusqu'à 250 jours de gel/an avec un rayonnement solaire extrême, l'amplitude thermique journalière atteint 15 à 20°C en moyenne et la durée d'ensoleillement varie peu au cours de l'année. Les précipitations, essentiellement concentrées sur quatre mois de l'année (décembre à mars), sont très faibles (entre 300 et 120 mm/an du nord au sud) et marquées par une très forte irrégularité interannuelle (Del Castillo *et al.*, 2008). Les précipitations tombent très rarement sous forme de neige, mais il y a parfois des épisodes de grêle. Le tableau 4 ci-après indique les différences climatiques entre les trois grandes régions écologiques de l'altiplano bolivien : nord, centre et sud.

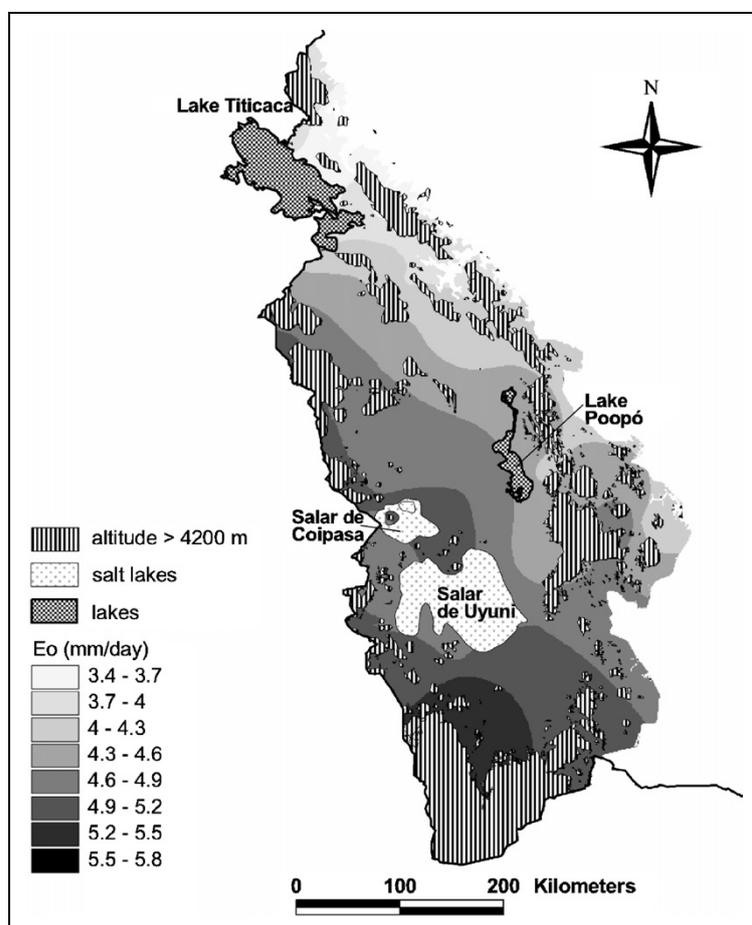
Tableau 4 : Principales caractéristiques climatiques de l'Altiplano en Bolivie

Région écologique	Température maximale moyenne annuelle (°C)	Température moyenne annuelle (°C)	Température minimale moyenne annuelle (°C)	Précipitations (mm/an)	Jours de gelées/an
Altiplano Nord	15	7.7	-4	548-845	170
Altiplano Central	17	5.7	-4	255-480	217
Altiplano Sud	18	9.0	-11	125-297	199

Source : Del Castillo Gutierrez 2008, p. 12 (données du service bolivien de météorologie, SENAMHI).

L'évapotranspiration potentielle est un autre indicateur utilisé pour mesurer l'aridité du milieu, et plus précisément l'intensité de la demande évaporative de l'air (Geerts *et al.*, 2006). La carte suivante (carte 4), qui représente l'évapotranspiration moyenne au milieu de la période de croissance végétative (février), indique un gradient nord est - sud ouest avec des valeurs élevées dans l'Altiplano Sud.

Carte 4 : Évapotranspiration moyenne (E_0) au mois de février sur l'Altiplano bolivien



Source : Geerts *et al.* 2006, p. 406

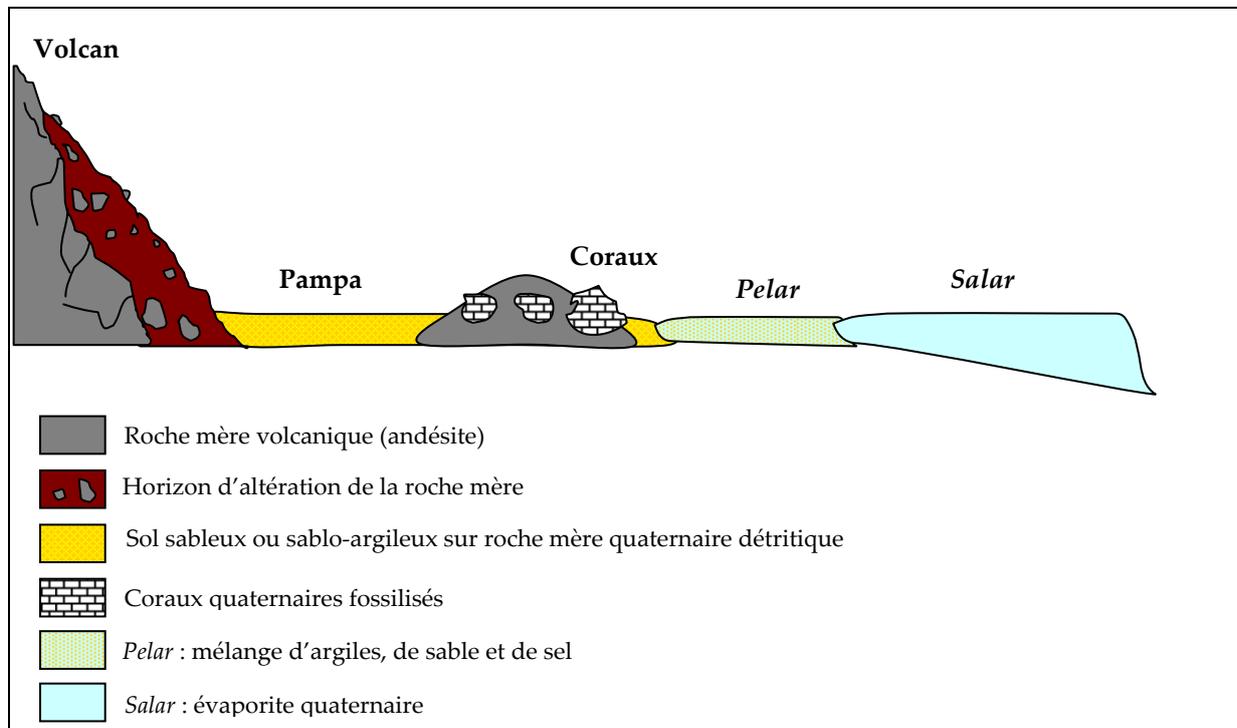
Nous devons ajouter à ces caractéristiques climatiques, la présence de vents parfois violents, avec des mini-tourbillons localisés.

L'Altiplano Sud est donc une zone aride, froide et venteuse, mais selon les dires des habitants de la zone, on assiste à un certain réchauffement climatique depuis une quarantaine d'années. En effet, ils constatent que des zones anciennement gélives ne le sont plus aujourd'hui. Ces appréciations climatiques ne peuvent être vérifiées précisément car les dispositifs de mesure

météo dans cette zone sont insuffisants mais l'observation du recul rapide des glaciers en donne une preuve indirecte (Vuille *et al.*, 2008).

Concernant les sols, ceux du plateau sont en majorité de texture sableuse avec de très faibles contenus en matière organique alors que ceux des flancs de volcans contiennent plus d'argile, de matière organique et de nutriments mais sont aussi beaucoup plus caillouteux (Joffre et Acho, 2008). Les sols de plaine sont souvent salins. La figure 5 indique selon une coupe la géologie des différents reliefs.

Figure 5 : Transect géologique du Pérésalar



Source : Félix 2004, p. 71.

La végétation spontanée du sud de l'Altiplano ne comprend qu'une espèce arborée native, la *queñua* (*Polylepis tarapacana*). Dans la zone Intersalar, cet arbre se rencontre sur les flancs du volcan Thunupa à une altitude supérieure à 4200 m. Le cactus colonnaire *Trichocereus atacamensis*, dont le fruit est comestible, est commun sur les pentes depuis l'altitude du salar jusqu'à 4200 m environ. De nombreux arbustes appartenant principalement aux familles des *Asteraceae*, *Verbenaceae*, *Solanaceae* et *Fabaceae* ainsi que des graminées pérennes des genres *Stipa* et *Festuca* composent la *thola*, terme générique correspondant à une formation végétale arbustive de hauteur inférieure à un mètre et dont le recouvrement permanent, dans la zone d'étude, ne dépasse généralement pas 30%. Pendant la saison des pluies, de nombreuses espèces herbacées annuelles vont former une strate basse (inférieure à 25 cm) pouvant couvrir temporairement jusqu'à 50% du sol. Plusieurs faciès de *thola* correspondant à des substrats et des modes d'usage différents ont été décrits en fonction des espèces dominantes (Beck, 1985 ; Alzérreca *et al.*, 2002). Enfin, la végétation des zones humides couvre une surface réduite autour des ruisseaux - où elle est appelée *bofedal* - ou en bordure du salar - où elle est appelée *pelar* -. Elle correspond à un tapis herbacé pérenne dense offrant un espace pastoral de grand intérêt (voir encadré 1).

Au final, l'Altiplano Sud est un milieu extrême pour le développement de la vie. La diversité de ses reliefs et de ses microclimats a cependant permis aux populations humaines de s'y installer

et d'y développer très tôt, en plus de l'extraction du sel et des minerais, des activités d'élevage et d'agriculture.

Encadré 1 : Paysages et végétation naturelle de l'Altiplano Sud



Photo 1 : Au premier plan *thola*, au second plan *pelar* puis *salar* et volcan



Photo 2 : Plaine et flanc de montagne. À l'arrière plan le volcan Thunupa



Photo 3 : Piste dans le sable et se prolongeant sur le *pelar*



Photo 4 : Lamas pâturant un *tholar*



Photo 5 : *Queñua* et *yareta* sur les flancs du Thunupa



Photo 6 : Lamas pâturant et s'abreuvant dans un *bofedal*

Source : clichés A. Vassas Toral, 2007.

2.1.2. Histoire du mode de peuplement de la période préhispanique à 1950

Les conditions physiques extrêmement contraignantes de l'Altiplano Sud n'ont pas empêché le développement de sociétés sédentaires pratiquant une agriculture où l'adaptation des espèces

et des populations à leur milieu ont toujours été de rigueur. J. Arellano et E. Berberían (1981) ont trouvé des preuves archéologiques de peuplement dans cette région antérieures à 1800 avant J.C. Mais ce n'est que plus tard qu'apparaissent des traces liées à l'agriculture. On peut encore aujourd'hui observer les vestiges de ces anciennes agricultures de l'Altiplano tels que des terrasses pluviales (terrasses linéaires, cross-channel, micro-terrasses) et des enclos de culture, ainsi que des constructions telles que des greniers et des silos, très probablement associés à la culture de quinoa (Barfield, 1961 ; Nielsen, 1997, 1998).

Les habitants de l'Altiplano Sud ont toujours eu comme activité principale et locale, l'agriculture, combinant cultures sèches et élevage. Si l'élevage était pratiqué partout, on trouvait en revanche des zones sans culture. La majorité de la production agricole concernait la quinoa et/ou la pomme de terre, leur densité variant en fonction des microclimats. Ces deux composantes de base de l'alimentation locale se conservent aisément plusieurs années. Ainsi, la pomme de terre est déshydratée (*chuño*) par l'alternance entre le gel nocturne et l'intense rayonnement diurne, et la quinoa se conserve en grains. Ces deux types de produits sont également pratiqués à transporter.

L'élevage de lamas (*Lama glama*, famille des camélidés) était pratiqué dans toute la zone. La viande de lama est consommée fraîche ou bien salée, puis séchée au soleil pour être conservée et/ou transportée (sous cette forme on la nomme *charque*). Certains microclimats permettent également l'élevage d'alpacas (famille des camélidés) qui ont besoin de pâturages humides (*bofedales*). Enfin, depuis la conquête espagnole, l'élevage concerne aussi les ovins.

Toute production agricole est par définition irrégulière, variant d'une année à l'autre en fonction de divers facteurs (climat, maladies, prédateurs, etc.). Dans l'Altiplano Sud, les aléas du climat : sécheresse, gel, grêle ou vent fort peuvent affecter les cultures tout au long de leur cycle de croissance et peuvent donc réduire à néant les récoltes, d'où l'intérêt pour les populations de mettre en œuvre des stratégies productives fondées sur la minimisation du risque plutôt que sur la maximisation de la production. Historiquement, et comme dans toute société paysanne, cette agriculture avait pour vocation première la reproduction sociale et la couverture des besoins alimentaires de la famille en étant, soit directement consommée, soit troquée contre d'autres produits.

L'accès indirect à des biens non produits dans les zones de *puna* par le biais des échanges a constitué une des principales stratégies des populations andines pour diversifier leur régime alimentaire. Les caravanes de lamas chargés de produits divers partaient de la communauté et le voyage pour atteindre le lieu des échanges pouvait durer de 10 à 30 jours (Lecoq, 1987). Une fois à destination, la caravane s'arrêtait quelques jours le temps d'échanger les produits de la montagne contre ceux des vallées ou de la mer, puis elle repartait vers la communauté. L'absence dans les communautés pouvait ainsi durer jusqu'à quatre mois. Il s'agissait de voyages vers les oasis et la côte de l'actuel Chili, et vers les vallées inter-andines boliviennes (Cochabamba, Potosi, Sucre, Tupiza) (Nielsen, 2001).

Les produits emportés de l'Altiplano étaient en priorité le sel extrait des *salars*, les pommes de terre ou le *chuño*, la quinoa, la laine et le *charque* de lama, et parfois du lama frais (des animaux de la caravane étaient tués sur place), ainsi que quantité d'autres produits (artisanat, pierres précieuses, herbes médicinales, etc.). Contre ces produits, les caravaniers échangeaient des fruits, du maïs, de la coca, du bois, des produits de la mer et, plus récemment des farines et du sucre. Chaque communauté avait son parcours et ses destinations favorites, liant ainsi les territoires du haut et du bas.

Nous ne savons pas précisément quels types de liens existaient entre les différents étages, s'il s'agissait d'« archipels verticaux » décrits par J. Murra (1972)²¹ ou bien d'alliances interethniques telles que celles étudiées par J-L. Martínez (1992) pour les oasis du Chili ou encore de « simples » relations de troc. Toujours est-il qu'il y avait une importante « mobilité giratoire »²² (Núñez et Dillehay, 1995) entre les étages écologiques. Malgré les barrières montagneuses et la rudesse du milieu, l'Altiplano n'était donc pas une région isolée et faisait bien partie intégrante d'un réseau d'échanges à plus large échelle.

Pendant la période incaïque, à partir de 1450 et jusqu'en 1572, la région a connue des déplacements forcés de populations (*mitimaes* ou *mitmackunas*) vers d'autres zones de production agricole ou vers les zones minières, ou encore lors des conflits. Les fonctions de ce type de colonisation étaient à la fois productives et militaires. L'Empire du Soleil, le *Tiwanintinsuyu*, était un régime centralisé ayant implanté des centres administratifs sur l'ensemble de l'empire. Dans la région, il s'agissait de Sevaruyos (Cruz, 2010) et Taha (P. Cruz communication personnelle, 2011).

Durant la période coloniale, à partir du XVI^e siècle, les réorganisations ont été importantes mais, contrairement au reste de la Bolivie, la région n'a pas été touchée par le modèle des *haciendas*, c'est-à-dire par les grandes propriétés foncières confisquées sur les terres des indigènes et ensuite exploitées par un patron qui faisait travailler gratuitement la population autochtone. En effet, la région des Lipez a acquis une certaine autonomie en payant un tribut directement à la couronne (tribut payé en argent et en or) (Cruz *et al.*, 2011 ; Martínez, 2011). L'agriculture familiale et les productions locales ont ainsi été relativement préservées. En revanche, l'imposition des réductions (*reducciones*), c'est-à-dire le regroupement de la population indigène dans des bourgs, a marqué ces territoires. L'objectif du colonisateur était de pouvoir contrôler les populations locales et d'affaiblir leurs structures sociales traditionnelles basées sur la communauté (Martinez, 2011). Malgré cela, l'organisation sociale locale ancienne a perduré en grande partie et les terres sont restées communautaires. Un autre fait marquant de la période coloniale a été l'instauration du travail forcé dans les mines (*mitayos*) autour desquelles l'économie régionale avait été restructurée. Si la période coloniale est synonyme de chute démographique considérable à l'échelle du pays (liée en particulier aux épidémies et aux décès dans les mines) il y a eu, localement, une affluence massive d'émigrants de diverses régions des Andes, pour l'exploitation des mines (Gil Montero et Nielsen, 2010). Finalement, A. Fioravanti Molinié (1981 : 89) mentionne « *trois facteurs qui ont contribué à l'érosion progressive du modèle d'archipel vertical tout au long de la période coloniale : la confiscation des terres des ethnies au profit des maîtres et des haciendas ; la constitution de réductions regroupant des populations auparavant dispersées ; la pénétration progressive d'un type d'économie, relativement inconnu jusqu'alors, reposant sur l'échange et le marché.* ».

Avec l'indépendance de la Bolivie (1825), la base des activités dans la région restera l'agriculture, le troc, le travail saisonnier dans les mines pour les hommes (Potosi, cordillère orientale, Pulacayo) ainsi que certains travaux autour de la mine et, en particulier le transport des minerais de Potosi jusqu'au Chili. L'Altiplano Sud était sur le tracé des voies d'acheminement de ces minerais et certains habitants se dédiaient à ce transport, employant

²¹ J. Murra décrit le cas de populations de la période 1460-1560, avant la colonisation espagnole. Il décrit une organisation pour contrôler un maximum d'étages écologiques et donc de productions qui pouvaient aller de la puna à 4000 mètres d'altitude à des zones littorales : « *La population faisait un effort continu pour s'assurer l'accès aux « îles », en les colonisant de leurs propres personnes, malgré les distances qui les séparaient des noyaux principaux d'établissement et de pouvoir* » (1975 : 62). En ce qui concerne notre zone d'étude, il indique qu'« *il existerait des ethnies altiplaniques sans contact avec le Titicaca ou la mer mais avec un accès aux Yungas vers le nord et l'est. Il s'agit de Pocona, Charcas, Soras, Quillacas, Carangas, Chuis, Chichas* » (1975 : 78).

²² Va et vient entre deux localités ou régions économiquement complémentaires.

pour cela un nombre très élevé de mulets. Avec la construction des lignes de chemin de fer (1890), cette activité a progressivement cessé. Une autre ressource économique était l'exploitation de plantes (*yareta* et *thola*) utilisées comme combustibles dans les fonderies des mines. Cette activité s'est arrêtée avec l'utilisation du charbon et du pétrole.

Aux premières traditions de mobilité visant à compléter la diète alimentaire se sont peu à peu substituées des mobilités de travail tournées vers l'obtention de revenus pour l'acquisition de biens matériels et alimentaires. Cette nécessité de mobilité reflète de nouvelles exigences imposées par la colonisation et de nouveaux besoins liés à la monétarisation de l'économie. Mais elle renvoie aussi à l'insuffisance des activités locales pour fournir des revenus décentes. En effet, l'agriculture locale est aléatoire et il n'existait pas à cette période de marché pour les productions agricoles et d'élevage.

2.2. Les dynamiques de peuplement depuis 1950 : l'Altiplano Sud en déprise démographique ?

Est-ce que cette zone de la Bolivie, à l'écart de l'axe structurant de développement du pays (La Paz-Cochabamba-Santa Cruz), est en phase de dépeuplement ? Les villages « fantômes » que l'on traverse sur l'Altiplano Sud signalent-ils une phase structurelle de dépeuplement ? Sont-ils réellement déserts, à l'abandon ?

L'Altiplano Sud revêt l'image d'une région marquée, dans des proportions plus fortes que d'autres dans le pays, par un processus d'exode rural et de déprise démographique. A. Spedding et D. Llanos (1999), pour le cas des vallées inter-andines de Cochabamba, parlent de dépeuplement à partir des années 1970 tandis que W. C. Plata Quispe *et al.* (2002), dans une étude de l'Altiplano Nord, parlent de la désertion des campagnes à partir de 1952, lors de la révolution nationale bolivienne et de la réforme agraire qui a suivi. Enfin, E. Madrid Lara (1998) dans une étude de l'Altiplano Central situe également le déclenchement de l'exode rural à partir de cette même date mais note que la croissance de la ville d'Oruro a été déterminante dans cette phase d'émigration avec un gradient de distance à la ville (dès les années 1950 pour les communautés proches, seulement dans les années 1970 pour les communautés plus éloignées).

L'année 1952 est donc une date importante en Bolivie, avec de fortes répercussions sur la vie politique et sociale du pays, mais aussi sur son organisation spatiale, et notamment sur la distribution des foyers de peuplement. Par ailleurs, l'année 1950 est précisément la date d'un recensement national en Bolivie, à partir de laquelle nous pouvons saisir les évolutions démographiques et sociales.

Ainsi, pour traiter des dynamiques démographiques contemporaines de l'Altiplano Sud, nous mobilisons les données statistiques issues des différents recensements de population boliviens, avec une attention particulière portée au dernier recensement de 2001. Nos observations de terrain compléteront ce panorama par une analyse des formes d'habitat et des données de population à l'échelle des communautés étudiées.

2.2.1. Statistiques de la population par municipe de 1950 à 2001 : une très faible croissance

Les données statistiques relatives à l'évolution démographique de la Bolivie proviennent des recensements effectués par l'INE (Instituto Nacional de Estadísticas) en 1950, 1976, 1992 et 2001. À l'échelle nationale, les données indiquent, en premier lieu, un accroissement de 207% sur la période 1950-2001, la population étant passée de 2 704 165 habitants en 1950 à 8 274 325 en 2001 (tableau 5).

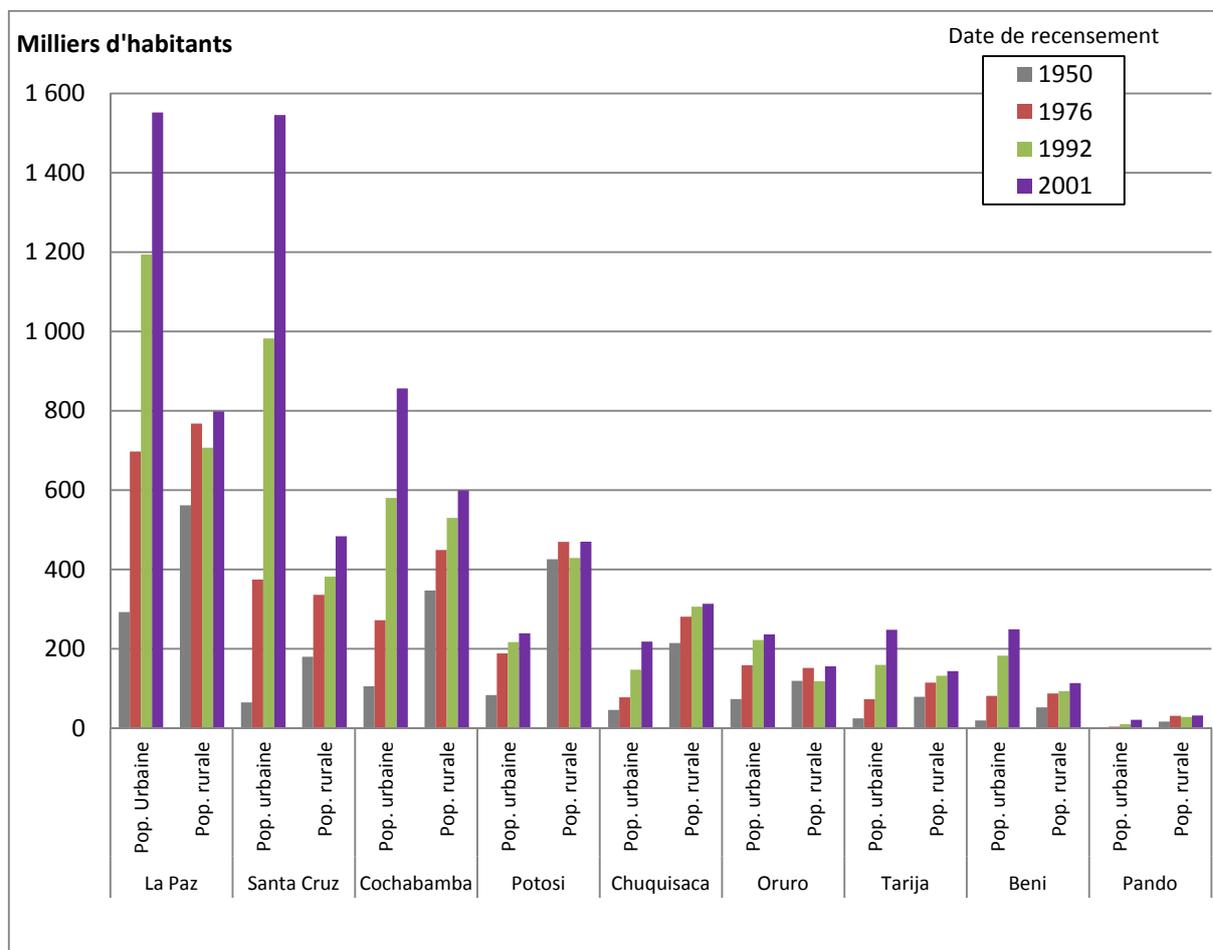
Tableau 5 : Population totale de Bolivie (recensements de 1950, 1976, 1992 et 2001)

Recensement	1950	1976	1992	2001
Population	2 704 165	4 613 486	6 420 792	8 274 325

Source : INE, recensements 1950, 1976, 1992 et 2001.

Cependant, la croissance démographique est contrastée selon les départements et l'aire géographique rurale ou urbaine (figure 6). Nous observons que tous les départements ont eu, sur la période 1950-2001, une forte ou très forte croissance de la population urbaine (sauf le Pando) tandis que l'accroissement de la population rurale est plus contrasté. En effet, dans les départements de Santa Cruz et Cochabamba, la croissance de la population rurale a été importante alors qu'elle est beaucoup plus faible dans le reste du pays. Les deux départements qui concernent notre étude (Oruro et Potosi) font partie de ceux ayant connu un accroissement démographique très faible sur la période 1950-2001.

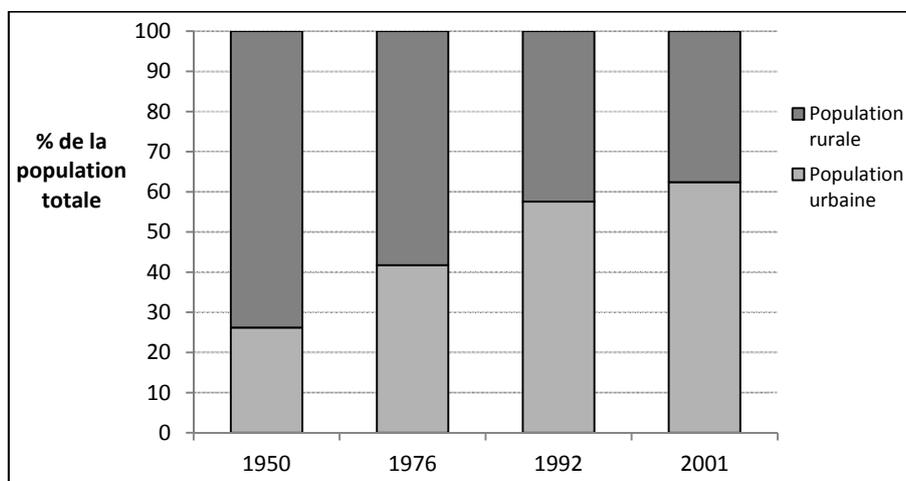
Figure 6 : Évolution de la population rurale et urbaine des départements boliviens lors des quatre derniers recensements nationaux (1950, 1976, 1992 et 2001)



Source : INE, recensements 1950, 1976, 1992 et 2001.

En part relative, nous observons que le pays s'urbanise de façon croissante depuis une cinquantaine d'années, puisque la part de la population urbaine est de moins de 30% en 1950 contre un peu plus de 60% en 2001. Cette croissance s'opère à un rythme plus faible cependant à partir des années 1990 (figure 7).

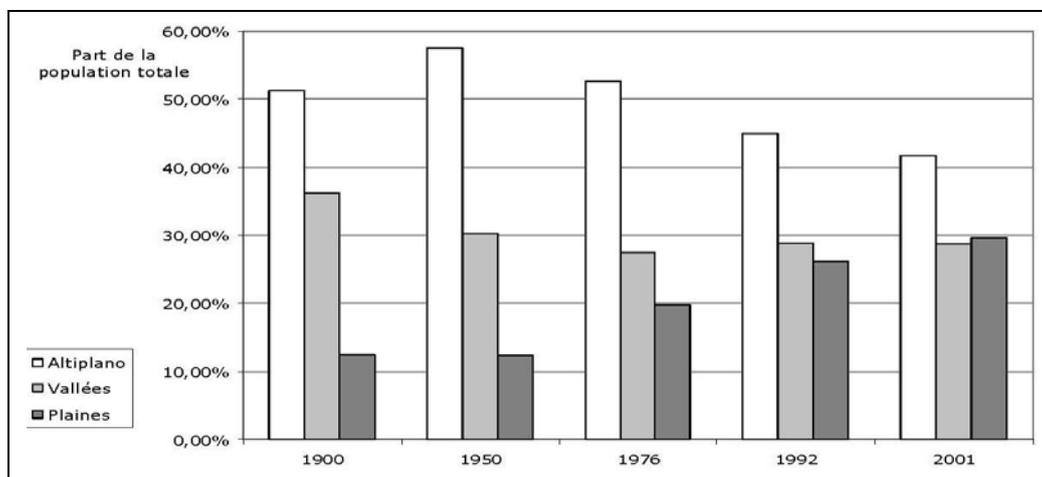
Figure 7 : Répartition de la population bolivienne par secteur urbain et rural, 1950-2001



Source : INE, recensement 2001.

Parallèlement à ce phénomène d'urbanisation du pays, on assiste à partir de 1960 à un glissement de la population vers les terres basses et le département de Santa Cruz, suite aux politiques de colonisation agricole et d'équipements de l'Oriente (figure 8).

Figure 8 : Répartition de la population bolivienne par grandes zones écologiques 1900-2001



Source : Blanchard 2005, p. 66 (données de Ledo 1999 et INE recensement 2001).

Dans ce contexte global, les régions rurales de l'Altiplano, notamment dans les départements d'Oruro et Potosi, figurent parmi celles qui connaissent la plus faible croissance démographique depuis 1950. Concernant plus spécifiquement la dynamique démographique du Périssalar de l'Altiplano Sud, signalons tout d'abord les difficultés pour analyser les données des quatre recensements. La première tient au fait que le découpage administratif a subi des changements en Bolivie au cours de la période, ce qui complique l'interprétation des données. Ensuite, le niveau de désagrégation des données en 1950 et 1976, limité aux cantons²³, est inférieur à celui

²³ Pour celui de 1976, le distinguo entre population dispersée et population regroupée dans des villages (ou centres peuplés) est réalisée pour l'ensemble du canton.

des recensements suivants, prenant en compte les localités²⁴. D'autre part, les découpages administratifs et l'échelle de la plus petite unité à recenser ne sont pas identiques. La lecture des données disponibles nous permet de réaliser des regroupements au niveau des municipes, exception faite pour ceux de la province du Nor Lipez pour 1976 (municipes de San Agustín, San Pedro de Quemes et Colcha "K"). Par ailleurs, nous avons constaté des erreurs de regroupements dans les recensements de 1992 et 2001, notamment l'inclusion de localités dans des municipes ne leur correspondant pas. Nous avons donc procédé à des corrections pour avoir les chiffres réels au niveau du municipio.

Nous présentons ci-après le tableau récapitulatif de l'évolution de la population par municipio de la zone d'étude de 1950 à 2001 (tableau 6). L'accroissement démographique pour la période 1950-2001 se situe aux alentours de 7%, loin des 207% comptabilisés au niveau national.

Tableau 6 : Évolution de la population des municipes du Pésisalar de 1950 à 2001

Département	Municipio	Population en 1950	Population en 1976	Population en 1992	Population en 2001
Oruro	Salinas de Garci Mendoza	7477	8695	5761	8 595
	Pampa Aullagas	1834	2107	1602	2975
	Santuario de Quillacas	4452	3879	2265	3305
Potosi	Tahua	1508	1209	1369	1847
	Llica	3306	4358	3261	3348
	San Agustín	810	9162	1313	1640
	San Pedro Quemes	773		587	815
	Colcha "K"	5427		7733	9645
	Uyuni	22110	20227	19639	18705
	Total	47697	49637	43530	50 875

Source : INE, recensements 1950, 1976, 1992, 2001 (données redistribuées selon les limites administratives pour Salinas, Tahua et Llica, 2001).

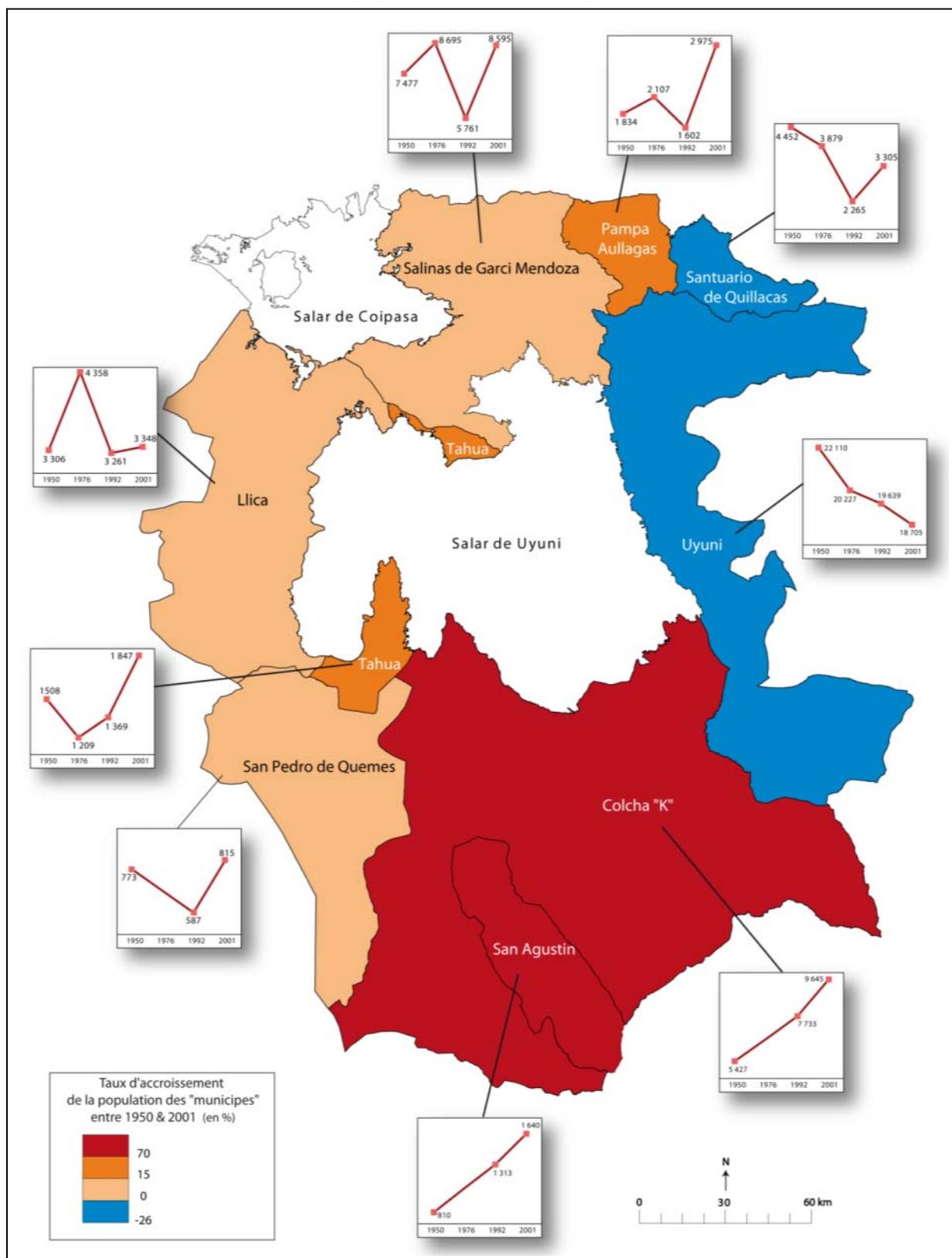
Il convient de noter que le municipio d'Uyuni abrite l'ensemble de la population urbaine des neufs municipes²⁵, du fait de la présence de la ville d'Uyuni : 58% en 1992 (11372 individus) et 56% en 2001 (10 551 individus). Pour ce municipio, entre les deux derniers recensements, nous avons une croissance légèrement négative hors aire urbaine.

Nous présentons sur la carte 5 l'évolution de la population par municipio. De manière générale, la population des municipes d'étude a augmenté durant la période 1950-2001 sauf dans celui d'Uyuni et de Santuario de Quillacas. En effet, la ville d'Uyuni était le centre ferroviaire le plus important du pays, par où transitaient les minerais. La fermeture de nombreuses mines aux alentours en 1986 a provoqué le déclin de cette ville. La croissance démographique reste donc faible par rapport à la phase de transition urbaine dans laquelle se trouve le pays.

²⁴ Les localités statistiques sont un niveau inférieur aux communautés mais leur définition est parfois ambiguë pour qui connaît le terrain.

²⁵ Les zones urbaines sont définies par l'INE par le seuil de 2000 habitants.

Carte 5 : Évolution de la population des municipes du Périsalar (1950-2001)



Source : INE, recensements 1950, 1976, 1992, 2001 (données redistribuées selon les limites administratives pour Salinas, Tahua et Llica, 2001). Elaboration A. Vassas Toral, en collaboration avec S. Coursière, 2010.

Dans le détail (voir en annexe 6 les taux moyens de croissance annuelle intercensitaire des municipes du Périsalar), nous observons pour la période intercensitaire 1950-1976 des taux compris entre -0,83 et 1,11%, soit un maintien relatif de la population. Cette période post-révolution nationale correspond à la nationalisation des mines et au début de l'urbanisation du pays.

Pour la période 1976-92, la tendance générale est à une diminution de la population. Cette diminution est le reflet des migrations et de « l'abandon résidentiel des campagnes » dans la zone. Cette période correspond d'une part à l'urbanisation croissante du pays, d'autre part aux politiques de colonisation des terres basses et à l'émergence de Santa Cruz comme nouveau grand pôle économique.

Entre 1992 et 2001, en revanche, l'accroissement de la population est général dans tous les municipes sauf pour celui d'Uyuni qui continue sa décroissance. Il faut noter un biais possible pour les données de 2001 puisque la population rurale aurait été surestimée. En effet, depuis la loi de Participation Populaire et Décentralisation Administrative promulguée en 1994, le gouvernement octroie des crédits aux municipes (appelés co-participation populaire) en fonction de la population résidente. En conséquence, nombreux sont ceux qui se sont fait recenser dans leur communauté d'origine alors que leur lieu de résidence principale se situait ailleurs, généralement en ville. Les liens maintenus avec les communautés d'origine, les habitudes de circulations mais également les systèmes de double résidence, ont favorisé cette « tactique du retour » pour le recensement. S'il n'est pas impossible que la période ait été marquée par une réelle croissance de la population, ces données du recensement restent donc à considérer avec prudence. Dans un paragraphe ultérieur, nous procéderons pour l'année 2008 à une estimation propre de la population des communautés d'étude à partir de notre travail de terrain qui tend effectivement à confirmer cette tendance à l'accroissement.

2.2.2. La physionomie de l'habitat : émigration ou relocalisation ?

L'analyse des formes de l'habitat nous donne quelques indications sur l'évolution démographique de la zone. Dans les communautés d'étude situées dans la zone Intersalar, les traces d'habitat anciennement occupé (maisons abandonnées) peuvent être le témoin d'une baisse de la population résidente et d'un processus d'émigration. Se côtoient, cependant, maisons abandonnées (sans toit ou avec un toit qui s'écroule) et maisons en toit de tôle ondulée de construction plus récente (maisons occupées en permanence ou de façon temporaire), ce qui pourrait aussi refléter une substitution des formes d'habitat, les familles ayant pu construire des maisons de matériau plus « moderne » délaissant leur ancienne maison (voir Encadré 2). Mais il est vrai que les secondes sont moins nombreuses que les premières ce qui indiquerait une réelle déprise démographique.

Dans les communautés d'étude situées en dehors de la zone Intersalar (à l'est et au sud du *salar*), le constat est différent puisque plus rares sont les maisons abandonnées. En effet, ces communautés étaient autrefois des communautés d'éleveurs, l'habitat était très dispersé. Avec l'implantation des écoles, l'arrivée de l'électricité et l'intensification de la production de quinoa, les populations ont eu tendance à se regrouper dans certains secteurs du territoire communautaire. C'est ainsi que le village de Candelaria (municipe d'Uyuni) est de formation récente, puisqu'il correspond à une nouvelle localisation des populations des zones alentours et à la création d'un nouveau centre où l'habitat se distingue exclusivement par des maisons neuves. En revanche, lorsque nous parcourons le reste du territoire de la communauté, nombreuses sont les maisons des hameaux qui sont abandonnées. Le cas de San Juan (municipe de Colcha "K") est relativement similaire même si, à la différence de Candelaria, le centre actuel de la communauté n'est pas une création en tant que telle puisque depuis très longtemps localisé au même endroit. Pour ces deux villages, l'impression est une évolution démographique positive ce que confirment nos propres estimations.

Ainsi, les maisons abandonnées de l'Altiplano Sud reflètent un exode rural qui a réellement affecté certaines communautés. Mais il convient de relativiser cette perception paysagère dans la mesure où, dans cette région, certains hameaux « fantômes » que l'on pourrait croire avoir été

désertés, correspondent en réalité à une relocalisation résidentielle des populations dans les bourgs proches.

Encadré 2 : Formes d'habitat dans l'Altiplano Sud



Photo 7 : Mélange de maisons abandonnées et de maisons neuves - Jirira

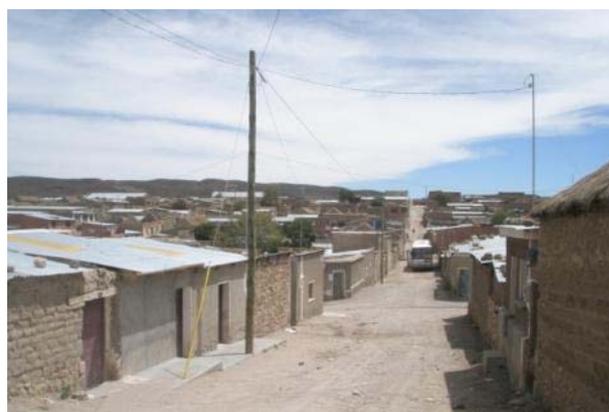


Photo 9 : Bourg de Llica



Photo 8 : Maisons abandonnées - Chilalo



Photo 10 : Hameau

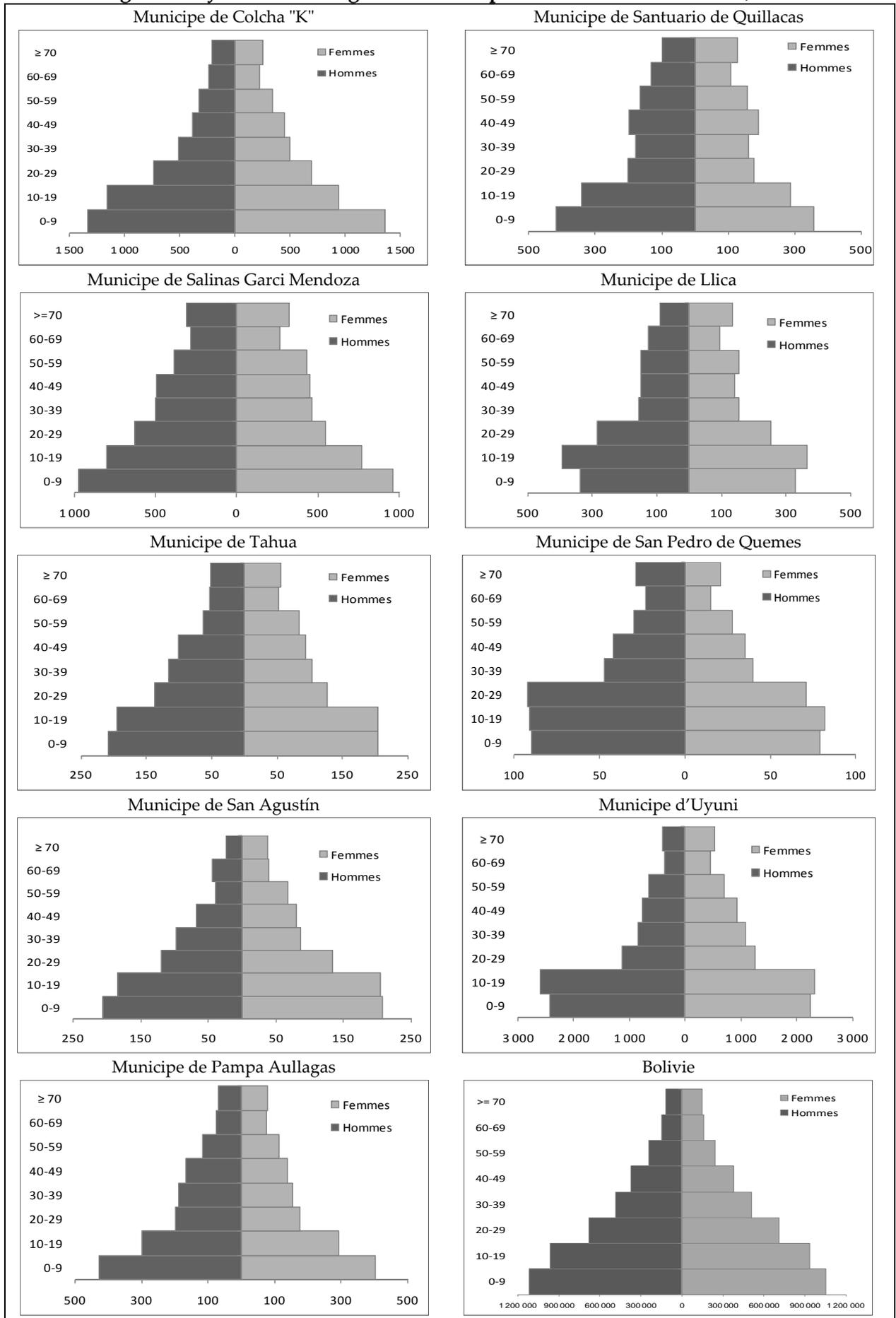
Source : clichés A. Vassas Toral 2008.

2.2.3. Structure démographique de la population en 2001

L'étude de la structure démographique permet de compléter l'analyse des dynamiques de peuplement de l'Altiplano Sud, et plus précisément de notre zone d'étude. Nous disposons pour le recensement de population 2001 de l'âge et du sexe des individus recensés, ce qui nous permet de réaliser les pyramides des âges pour chacun des municipes (voir figure 9).

Nous observons deux types de pyramides des âges. Tout d'abord des pyramides relativement équilibrées en terme de représentation des tranches d'âge et de la répartition entre sexes ; c'est le cas des municipes de Colcha "K", Salinas de Garci Mendoza, Pampa Aullagas, Tahua et San Agustín, c'est-à-dire les municipes localisés sur les bordures nord et sud du *salar* d'Uyuni. En revanche, pour les quatre autres municipes, nous observons des « creux » d'effectifs pour certaines tranches d'âge. À San Pedro de Quemes et Llica, le creux apparaît à partir de la tranche 30-39 ans pour se poursuivre jusqu'au sommet de la pyramide, ce qui nous indique le départ d'une population jeune et active, sans retour. À Santuario de Quillacas, en revanche, nous observons un creux de l'effectif à partir de la tranche d'âge 20-29 ans et jusqu'à 39 ans. Le retour à une pyramide classique ensuite peut refléter des migrations de retour à partir de 40 ans. Enfin, la pyramide du municipe d'Uyuni est la plus déséquilibrée, présentant un gonflement de population jeune (0-19 ans) et des effectifs réduits dans les tranches d'âge supérieures, pour les deux sexes.

Figure 9 : Pyramides des âges des municipes d'étude et de la Bolivie, 2001



Source : INE, recensement 2001 (données redistribuées selon les limites administratives pour Salinas, Tahua et Llica, 2001).

Quant aux indices de masculinité, qui représentent le nombre d'hommes pour 100 femmes (tableau 7), le constat global dans les campagnes de l'Altiplano Sud n'est pas celui d'un très fort déséquilibre. On observe tout de même un nombre d'hommes plus élevé, excepté dans deux municipes, ceux d'Uyuni et de San Agustín. Les plus forts déséquilibres concernent l'un des municipes frontaliers avec le Chili, celui de San Pedro de Quemes (120 pour 100 femmes). Ce constat est plutôt paradoxal lorsque l'on sait que les migrations rurales, traditionnellement, induisent plutôt une féminisation des campagnes, du fait du départ des hommes. À moins que, sur l'Altiplano Sud, les migrations concernent tout autant les hommes que les femmes ? Nous reviendrons sur ces aspects dans l'analyse plus fine des systèmes de mobilité des populations de l'Altiplano Sud.

Tableau 7 : Indice de masculinité de la population des municipes d'étude en 2001

Municipe	Indice de masculinité 2001
San Pedro de Quemes	119,7
Santuario de Quillacas	110,5
Pampa Aullagas	107,7
Llica	105,0
Salinas de Garci Mendoza	103,2
Tahua	101,9
Colcha "K"	102,0
Uyuni	96,5
San Agustín	90,9

Source : INE, recensements 1992 et 2001, calculs CODEPO, 2004.

Nous pouvons donc conclure que, si la structure démographique de la population présente certains déséquilibres (creusement de la pyramide à partir de vingt ans, taux élevé de masculinité), elle ne correspond pas au schéma classique de ces campagnes de migrants marquées par le vieillissement et la féminisation.

2.2.4. Répartition de la population au sein des municipes et des communautés d'étude

Le recensement de la Bolivie en 2001 comptabilise 8 274 325 habitants dont 41% vivent sur l'ensemble de l'Altiplano (Altiplano Nord, où se situe la capitale, Altiplano Central et Sud), lequel ne cesse de perdre de son poids démographique relatif au profit des vallées et des terres basses (CODEPO, 2004). La Bolivie, d'une superficie d'environ 1 100 000 km², a une densité moyenne de 7,53 hab./km², ce qui représente une faible emprise de peuplement. On trouvera cependant des densités rurales relativement importantes, allant au-delà de 200 hab./km², dans certaines régions voisines du lac Titicaca ou de Cochabamba.

Pour ce qui est de notre région d'étude, la population se répartit sur l'ensemble du plateau, marqué par une très faible densité de 1,26 hab./km² en moyenne. La densité de population varie entre 0,2 et 2,6 habitants/km² (tableau 8).

Tableau 8 : Densité de population des municipes d'étude en 2001

Municipe	Densité de population (hab./km ²)
Uyuni	2,6
Pampa Aullagas	2,4
Santuario de Quillacas	1,6
Salinas de Garci Mendoza	1,2
San Agustín	0,7
Llica	0,7
Colcha "K"	0,6
Tahua	0,3
San Pedro de Quemes	0,2

Source : INE, recensement 2001.

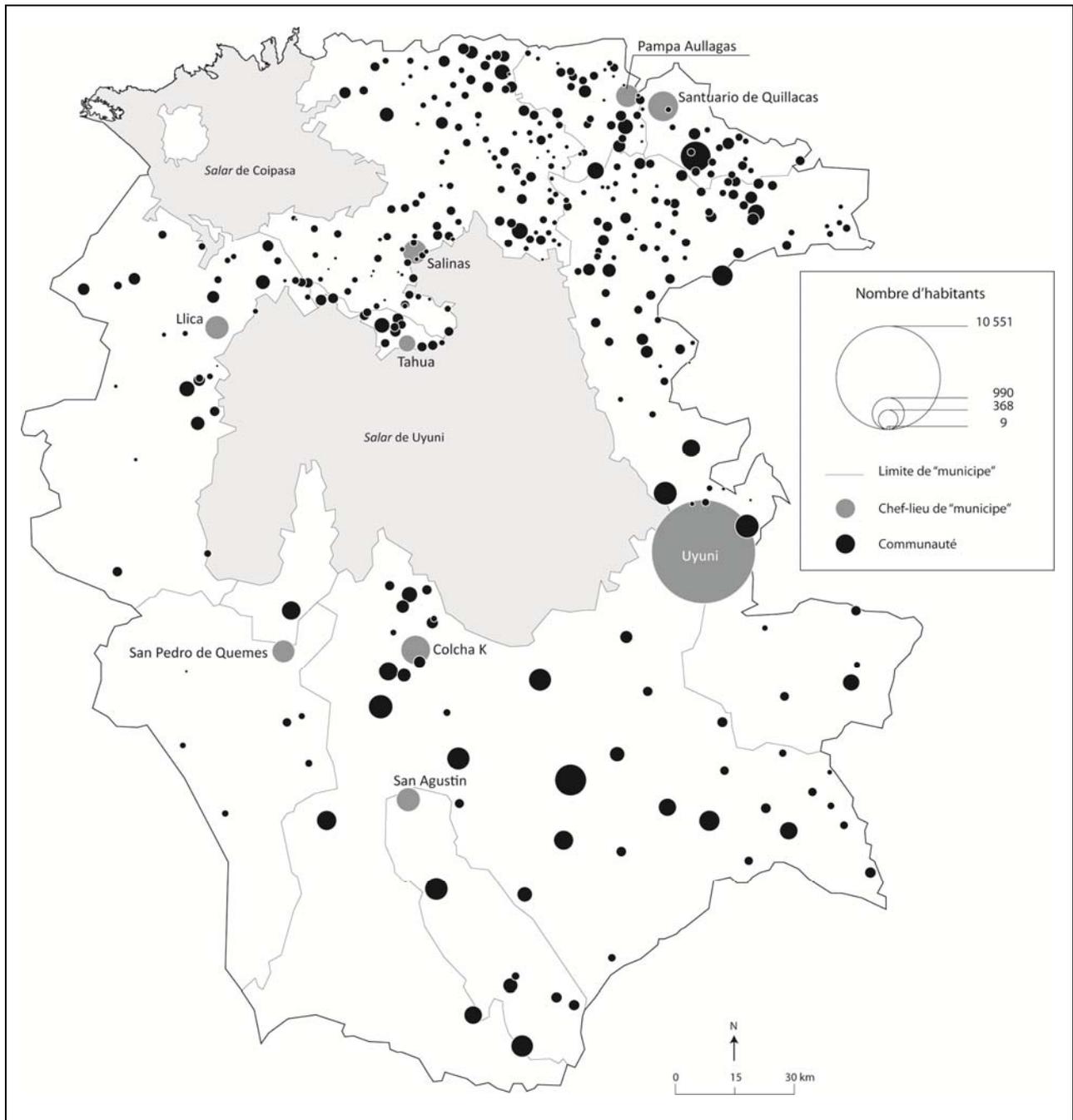
Les densités les plus faibles se situent dans les municipes du sud et de l'ouest du *salar* où, d'une part, les conditions du milieu sont extrêmes et, d'autre part, les populations sont particulièrement éloignées des voies de communication et des principaux centres urbains du pays.

La population rurale de l'altiplano se répartit dans des unités territoriales dénommées « communautés », elles-mêmes constituées soit par un unique village (pour les petites communautés), soit par différents hameaux (*estancias* ou *villorios* dans les grandes communautés). L'arrivée des écoles, puis de l'électricité « resserrent » les lieux de résidence des habitants, les *estancias* et *villorios* sont souvent abandonnés pendant l'année scolaire et réinvestis ponctuellement pendant les vacances, les travaux agricoles et pour le pâturage.

D'après le recensement de 2001, la population des communautés varie entre neuf individus pour les moins peuplées et 990 pour les plus importantes²⁶. La Carte 6 rend compte de la distribution spatiale des communautés dans la zone du Périsalar et des effets de répartition inégale, d'une part, entre le nord et le sud, et d'autre part, entre la partie occidentale (zone frontalière avec le Chili) et orientale. Un des facteurs explicatifs de la plus faible densité au sud et à l'ouest est l'orientation productive des communautés. En effet, les communautés du nord sont plus agricoles, celles du sud plus tournées vers l'élevage extensif, ce qui va de pair avec des territoires communautaires plus étendus et moins peuplés. Au sud, l'habitat est donc plus dispersé au sein des communautés, sachant cependant que nous avons représenté sur la carte la population à partir du village centre.

²⁶ Ces chiffres sont le résultat d'une réanalyse sur les tableaux de données du recensement de 2001 et n'apparaissent donc pas comme tels dans les travaux de l'INE.

Carte 6 : Répartition de la population dans les communautés du Péri-salar en 2001



Source : INE, 2001. Conception : A. Vassas Toral. Réalisation : S. Coursière, 2010.

Dans quelle mesure ces données du recensement de 2001 correspondent-elles à la réalité, et plus encore à la situation de 2008, année de réalisation de nos enquêtes ? Dans les communautés, il s'est avéré extrêmement difficile de déterminer avec certitude le nombre d'habitants. Comptabiliser le nombre de résidents dans les communautés est, en effet, une entreprise complexe, y compris pour les populations locales car les acceptions du terme « d'habitants » sont différentes selon les interlocuteurs. Parle-t-on de la population permanente ? De la population qui cultive ? De la population née dans la communauté ? De la population « membre » de la communauté ? Autrement dit, le critère peut être celui de la résidence (avec toutes ses ambiguïtés de définition), de l'origine ou encore de l'accès aux ressources.

Selon le critère de résidence, la seule source officielle dont nous disposons pour l'ensemble des communautés est le recensement général de population de 2001²⁷ or nous savons que de nombreux individus originaires des communautés se sont faits recenser dans leur communauté alors qu'ils n'y résidaient pas, ou alors de manière discontinue (bi-résidence). Les données du recensement sont utiles car elles nous donnent une estimation minimale du nombre d'individus membres de la communauté. Mais elles ne reflètent pas la réalité de la population résidente. Pourtant, en Bolivie, ces données de l'INE de 2001 sont un référent pour l'ensemble des politiques publiques. Elles fixent les budgets municipaux, comme déjà évoqué, mais elles déterminent également les modalités d'intervention dans les domaines de la santé et l'éducation. Pour la santé, par exemple, l'indice de croissance démographique calculé par l'INE pour chaque municipe selon les données 1992-2001 sert à déterminer le volume de population, et c'est sur cette base que les moyens sont alloués annuellement aux centres de santé. Mais chacun sait que la population réelle est moindre, et certains centres de santé ont donc réalisé leur propre recensement pour connaître la population à soigner. Nous avons pu avoir accès à cette information seulement pour deux communautés d'étude : San Juan et Palaya. Pour les deux communautés que sont Otuyo et Chilalo, faiblement peuplées, nous avons pu réaliser notre propre recensement et, dans le cas de Candelaria, nous avons utilisé la liste des producteurs ayants droit de la communauté (*contribuyentes*) que nous avons complétée avec l'aide du représentant de la communauté. Les résultats sont indiqués dans le tableau 9 suivant.

Tableau 9 : Population des cinq communautés d'étude en 2008

	Population recensée 2001 (INE)*	Population recensée 2008 (PS)*	Population résidente estimée			Population de plus de 15 ans non résidente estimée ⁽⁷⁾
			Population permanente 2008		Population de plus de 15 ans en double résidence	
			Totale	+ 15 ans ⁽¹⁾		
San Juan	582 ⁽²⁾	429	429 (PS)	299 (PS)	15	40
Candelaria	256 ⁽³⁾		183 (AVT) ⁽⁵⁾	153 (AVT) ⁽⁵⁾	8	62
Palaya	213	180 ⁽⁴⁾	107 (AVT)	66 (AVT)	28	23
Chilalo	78		37(AVT) ⁽⁶⁾	18 (AVT) ⁽⁶⁾	9	15
Otuyo	66		40(AVT) ⁽⁶⁾	27 (AVT) ⁽⁶⁾	11	42

* INE : Instituto Nacional de Estadísticas, PS : postes de santé, AVT : élaboration propre

⁽¹⁾ On considère la population qui a plus de 15 ans, étant l'âge potentiel de départ en migration.

⁽²⁾ Regroupement des entités statistiques : San Juan, Amor, Turuncha et San José.

⁽³⁾ Regroupement des entités statistiques : Candelaria de Viluyo, Mulasi, Poqueroma, Lupi et Challa Vinto

⁽⁴⁾ Document utilisé : « *Nomina de habitantes de la comunidad de Palaya* », liste fournie par l'assistant sanitaire, complétée avec le représentant de la communauté de 2008.

⁽⁵⁾ Document utilisé : « *Lista de contribuyentes* », fournie par les autorités locales, complétée avec le représentant de la communauté de 2007.

⁽⁶⁾ Recensement personnel.

⁽⁷⁾ Population qui vient régulièrement dans la communauté mais qui n'y réside pas.

Pour conclure sur le thème de la population, on peut dire qu'il n'y a pas, selon les sources officielles du recensement, de déprise démographique sur l'Altiplano Sud sur la décennie 1990-2000. De même, la féminisation et le vieillissement des campagnes, phénomène classique dans les régions rurales de forte émigration, n'est pas une caractéristique de la zone. Les pyramides des âges de 2001 sont en effet relativement équilibrées. En revanche, les indicateurs de l'habitat et la fermeture de certaines écoles nous montrent une population en baisse. De même, les

²⁷ Les recensements de 1950 et 1976 n'ont pas été effectués à l'échelle des communautés et celui de 1992 est très difficilement exploitable à cette échelle.

recensements locaux ou notre propre comptage indiquent une diminution de la population, tout au moins de celle résidant en permanence dans les communautés. Toutefois, comme nous le verrons plus loin dans l'analyse des trajectoires de mobilité, la diversification et la complexification des systèmes résidentiels dans les années récentes participent à une nouvelle dynamique démographique et économique aux échelles locales.

2.2.5. Caractérisation statistique de la migration interne sur l'Altiplano Sud

Il est habituel de distinguer, dans l'étude des mobilités, les migrations internationales des migrations internes. Nous verrons dans l'étude plus ciblée des trajectoires de mobilité des populations de l'Altiplano Sud, que cette distinction tend à s'effacer dès lors que l'on considère la diversité et la continuité des événements de mobilité dans le cycle de vie des individus. De fait, l'aire de destinations migratoires dans cette région dépasse les frontières nationales, ce dont ne rendent pas compte les données de recensement de l'INE du fait de l'absence de variable relative aux mobilités internationales²⁸. À partir des données de l'INE, nous proposons donc de considérer ici strictement les mouvements internes de population. Quelle place tiennent-elles dans les dynamiques de peuplement de la région ? Quelles sont les destinations migratoires ? À l'inverse, quelle est la provenance des immigrants dans la zone ?

Parmi les questions posées lors du recensement de 2001 appliqué à toute la population du pays, deux avaient trait à la migration : tout d'abord le lieu de naissance, et ensuite le lieu de résidence cinq ans avant la date du recensement (1996). Il n'y avait donc pas de question concernant l'année d'installation dans la résidence actuelle. Fondé sur le principe de la résidence unique, ce recensement ne posait pas non plus de questions sur d'autres lieux éventuels de résidence de l'individu.

Si les données de recensements permettent de connaître les stocks de migrants et les flux intercensitaires, elles ne rendent pas compte des mouvements temporaires, des migrations successives ou des mouvements réversibles (Domenach et Picouet, 1995 : 17). Nous utilisons ici les informations sur les immigrants et les émigrants, à partir de trois indicateurs : le lieu de naissance, le lieu de résidence en 2001 et le lieu de résidence en 1996. L'échelle spatiale de recensement de l'INE est celle du municipe.

2.2.5.1. Part des émigrants et des immigrants dans les municipes d'étude selon le lieu de naissance

Sur la base des données de l'INE de 2001, le municipe de naissance est soit identique, soit différent du municipe de résidence. Il s'agit ici de dénombrer la population qui a changé de résidence depuis sa naissance. De toute évidence, cela ne signifie pas que les individus résidant en 2001 dans le même municipe que leur municipe de naissance, n'aient jamais changé de résidence entre le moment de leur naissance et celui du recensement.

De manière à identifier la part des émigrants de longue durée des municipes de notre zone d'étude, à partir des lieux de résidence de l'ensemble de la population en 2001 née dans les municipes d'étude, nous avons croisé deux bases de données issues du même recensement : la population née dans l'un des municipes de la zone d'étude et résidente dans un autre municipe et la population résidente dans les municipes de la zone d'étude qui y est née (tableau 10).

²⁸ Contrairement d'ailleurs au recensement de population de certains pays latino-américains comme le Mexique ou l'Équateur.

Tableau 10 : Population née dans les municipes d'étude et part des émigrants

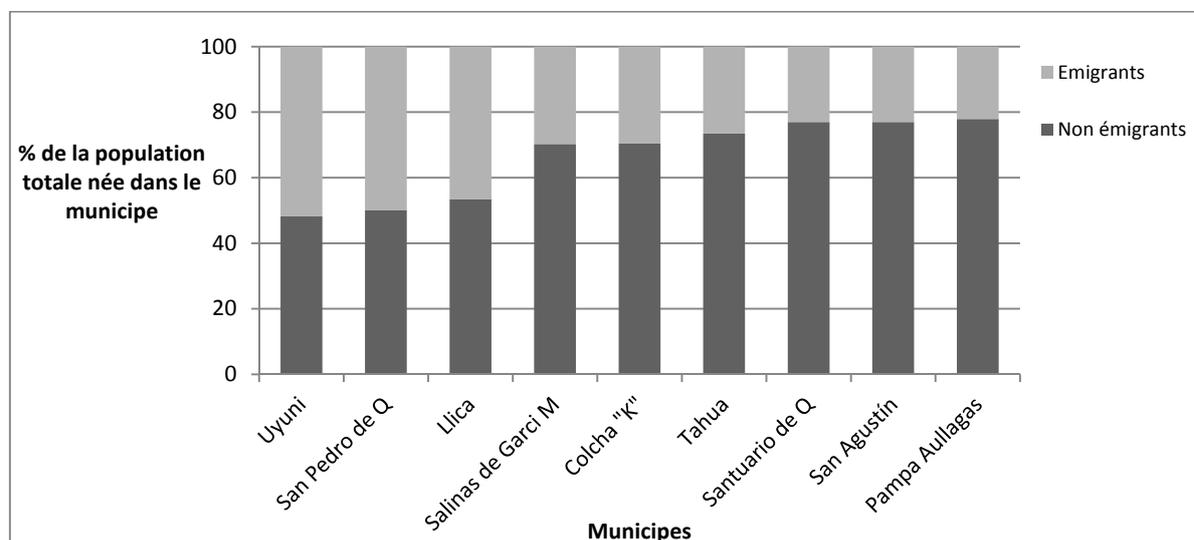
Municipe	Population ayant déclaré leur naissance dans un des municipes de la zone d'étude et résidant en 2001 dans autre municipe	Population recensée dans un des municipes de la zone d'étude ayant déclaré leur naissance dans un des municipes de la zone d'étude	Total population née dans un des municipes de la zone d'étude	% d'émigrants (population née dans un municipe de la zone d'étude et résidant en 2001 dans un autre municipe de la zone d'étude)
Uyuni	18125	16923	35048	51,7
San Pedro de Quemes	738	738	1476	50,0
Llica	2367	2723	5090	46,5
Salinas de Garci Mendoza	3432	8121	11553	29,7
Colcha "K"	3801	9038	12839	29,6
Tahua	741	2056	2797	26,5
Santuario de Quillacas	920	3077	3997	23,0
San Agustín	476	1590	2066	23,0
Pampa Aullagas	809	2849	3658	22,1

Source : INE, recensement 2001.

Nous pouvons observer dans la figure 10 la part des émigrants de longue durée selon le municipe de naissance. Trois municipes se démarquent par une part importante de la population née dans les municipes et n'y résidant pas en 2001 (plus de 40%) ; il s'agit du municipe d'Uyuni dont nous avons déjà signalé le déclin de son pôle urbain (la ville d'Uyuni) et des mines alentours ; les municipes de Llica et San Pedro de Quemes qui sont tous deux des municipes frontaliers avec le Chili et des zones où l'activité agricole est très aléatoire à cause des conditions environnementales.

Mis à part ces trois municipes, la part d'émigrants de longue durée n'est finalement pas très importante, ce qui peut relativiser l'idée d'exode rural dans ces municipes.

Figure 10 : Part des émigrants parmi la population née dans les municipes d'étude



Source : CODEPO, 2004 sur la base du recensement 2001.

Considérons dès lors le poids des immigrants dans les municipes d'étude, toujours selon le critère de la naissance. Il convient au préalable de relativiser cette catégorie « d'immigrant » car une part de la population venue s'installer dans les municipes de la zone d'étude concerne en réalité des individus originaires des communautés, à savoir des enfants de migrants nés sur le lieu de travail de leurs parents (mines, ville), puis revenus avec eux comme « immigrants passifs ». Une autre part concerne les femmes qui s'installent dans le municipe de leur mari au moment de leur mariage.

Quoiqu'il en soit, la part des immigrants de longue durée dans les municipes d'étude varie entre 7% et presque 28% (tableau 11). Les résidents « originaires » (au sens du lieu de naissance) sont largement majoritaires dans la totalité des municipes (au moins 70%).

Tableau 11 : Part des immigrants parmi les résidents dans les municipes d'étude en 2001 (selon le lieu de naissance)

Municipes	Population recensée en 2001*	% d'immigrants (population résidant dans un des municipes de la zone d'étude et née dans un autre municipe que celui de sa résidence)
Uyuni	18705	27,4
San Pedro de Quemes	815	23,3
Santuario de Quillacas	3305	18,8
Llica	2901	13,0
Colcha "K"	9645	12,5
Tahua	2166	12,3
Salinas de Garci Mendoza	8723	10,0
San Agustín	1640	7,0
Pampa Aullagas	2975	7,0

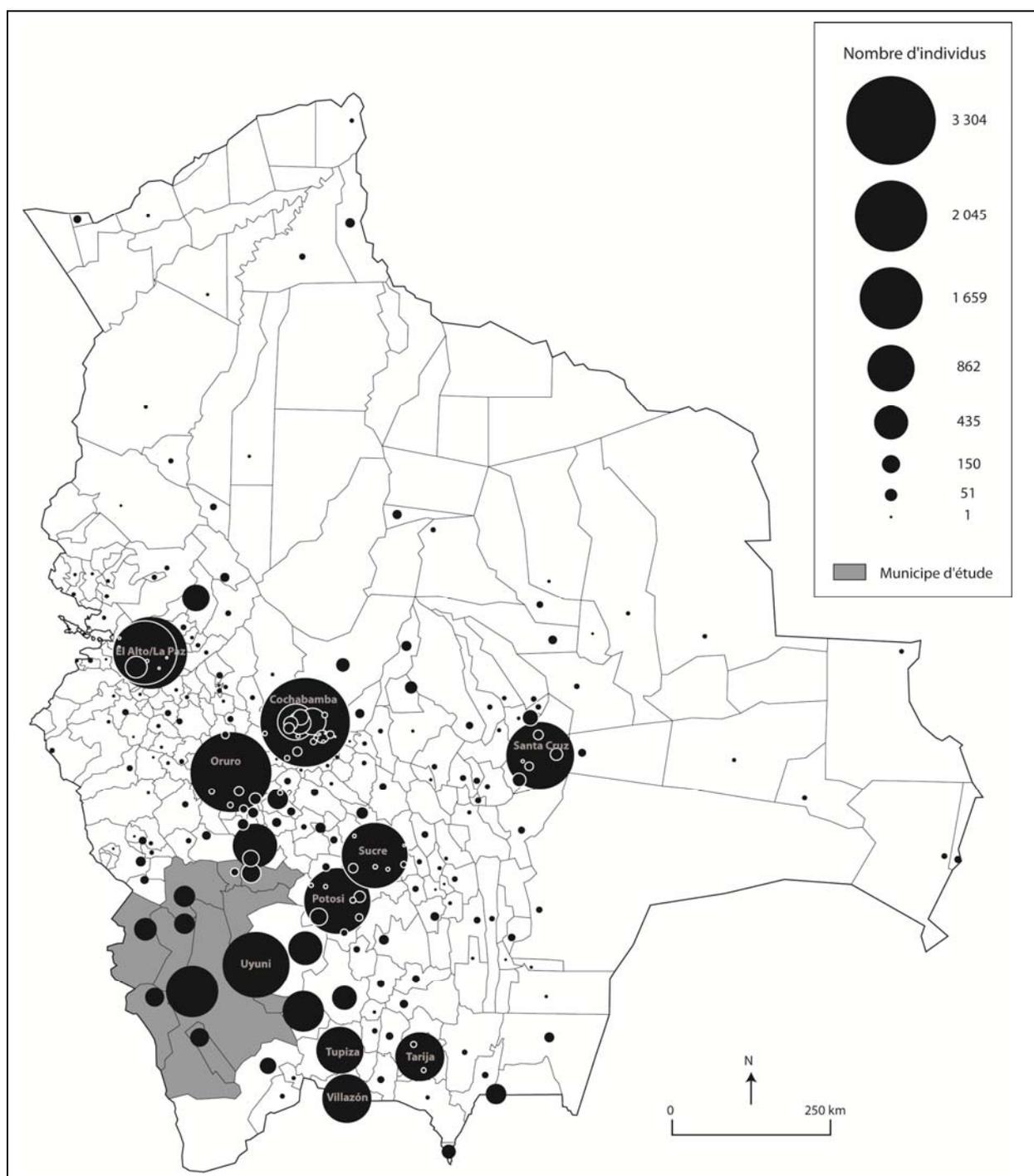
* Non corrigé car cette information n'est pas disponible au niveau de la localité, ce qui ne permet pas de corriger les regroupements par municipe.

Source : calcul d'après les données de l'INE, recensement 2001.

2.2.5.2. Lieu de résidence des émigrants des municipes d'étude et origine des immigrants, selon le lieu de naissance

Les cartes suivantes (7 et 8) indiquent le lieu de résidence des émigrants et l'origine des immigrants pour l'ensemble des municipes selon le critère de la naissance.

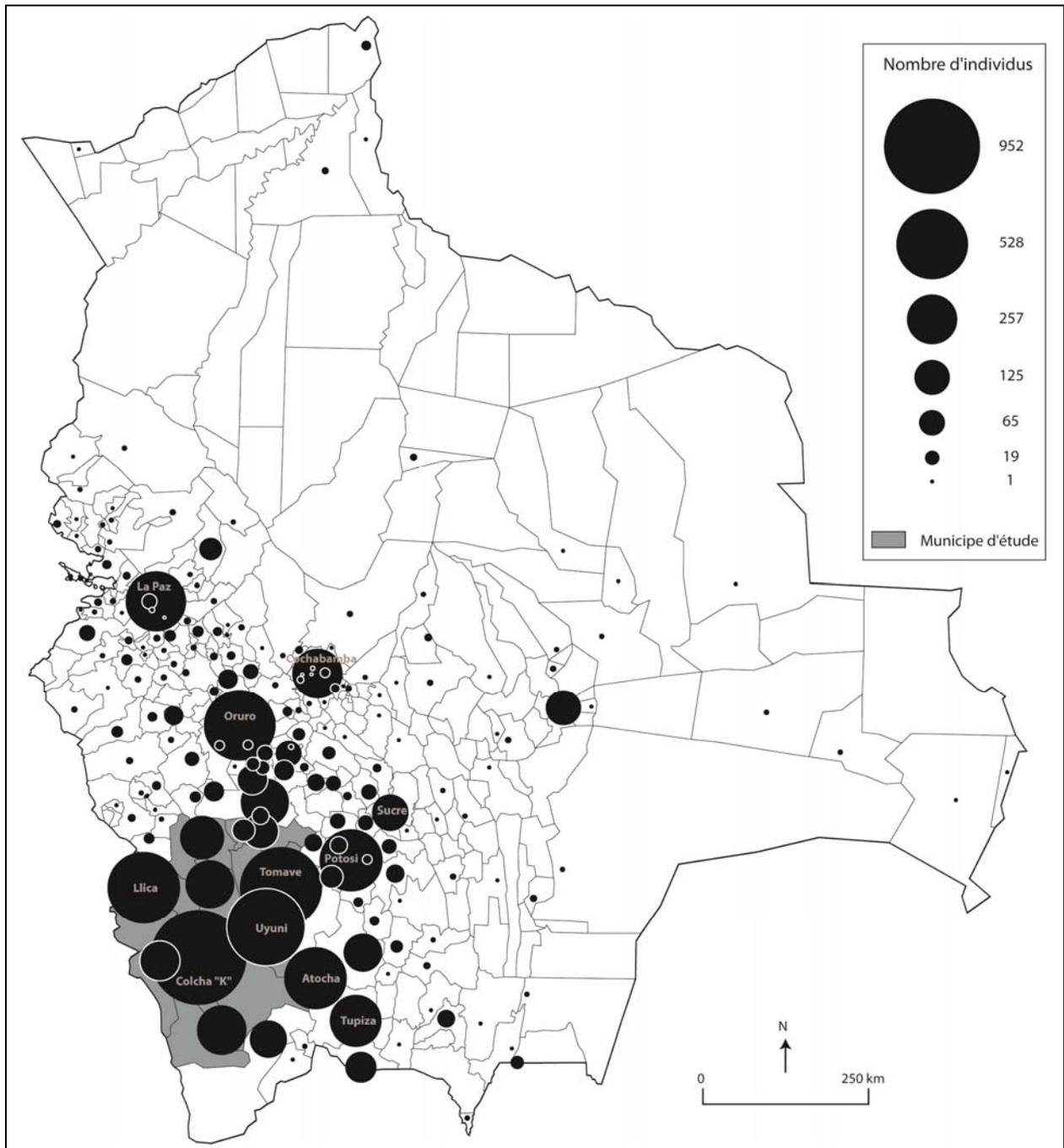
Carte 7 : Résidence en 2001 des émigrants des municipes d'étude (selon le lieu de naissance)



Source : INE, 2001. A. Vassas Toral, S. Coursière, 2010.

De manière générale, les lieux de résidence des populations « émigrés » en 2001, nées dans un municipe de l'Altiplano Sud, se situent dans leur très grande majorité sur l'Altiplano Centre et Nord (Oruro et La Paz) et dans les vallées inter-andines de Bolivie (Potosi, Cochabamba notamment). Comparativement, l'Oriente, et en particulier la ville de Santa Cruz, reste un pôle d'attraction secondaire, ce qui relativise l'idée selon laquelle il y aurait eu, tout au moins pour cette région, un glissement démographique des hautes terres vers les basses terres. On observe, par ailleurs, l'importance des migrations de proximité, en particulier vers la ville d'Uyuni située à l'est de notre zone d'étude, ainsi que l'attractivité de certaines régions frontalières avec l'Argentine, à l'extrême sud de la Bolivie, comme celles de Tarija et Villazón.

Carte 8 : Lieu de naissance des immigrants résidant dans les municipes d'étude en 2001



Source : INE, 2001. A. Vassas Toral, S. Coursière, 2010.

L'effet de proximité est encore plus visible pour les flux inverses, c'est-à-dire pour les immigrants dans les municipes de l'Altiplano Sud. Les lieux de naissance des résidents non natifs, en effet, sont situés dans leur très grande majorité au sein même de l'Altiplano Sud, à savoir dans les municipes voisins des départements d'Oruro et de Potosi. Beaucoup moins importants sont les immigrants provenant des autres départements comme ceux de La Paz et de Cochabamba.

L'analyse peut être affinée par la prise en compte des différenciations entre les municipes de notre zone d'étude (voir en Annexe 7 les cartes par municipes).

Voyons tout d'abord le cas du municipes d'Uyuni. Une très grande majorité d'individus (presque 70%) nés dans le municipes d'Uyuni, et résidant en 2001 dans un autre municipes, est

localisée dans les capitales départementales avec, en tête Cochabamba, Oruro et La Paz. Si nous additionnons les effectifs de La Paz et sa ville satellite El Alto, cette destination arrive en première position. Uyuni, par ailleurs, est le municipe qui indique la plus forte proportion de résidents non natifs dans sa population (27,4%), ce qui est assez logique puisque c'est le municipe où se situe le plus gros centre urbain au sein de la zone d'étude (56% de la population du municipe est urbaine). La ville d'Uyuni attire donc des populations provenant de toute la région (tant des fonctionnaires que des travailleurs dans le secteur commercial et touristique), mais en très grande majorité des municipes voisins (46%). Les populations en provenance des capitales départementales représentent 16% des immigrants, avec en tête Potosi et Oruro. Il s'agit donc surtout d'une attractivité de proximité. Uyuni a attiré les populations rurales des alentours et, par ailleurs, des individus nés dans les capitales départementales également proches. La carte représente finalement l'aire d'attractivité de la ville d'Uyuni qui recouvre, en grande partie, l'Altiplano Sud. Le gros du contingent d'immigrants à Uyuni, en tant que municipe urbain, concerne les ruraux des zones à proximité et le carré sud de l'altiplano. Il s'agit d'une migration à dominante rurale/urbaine.

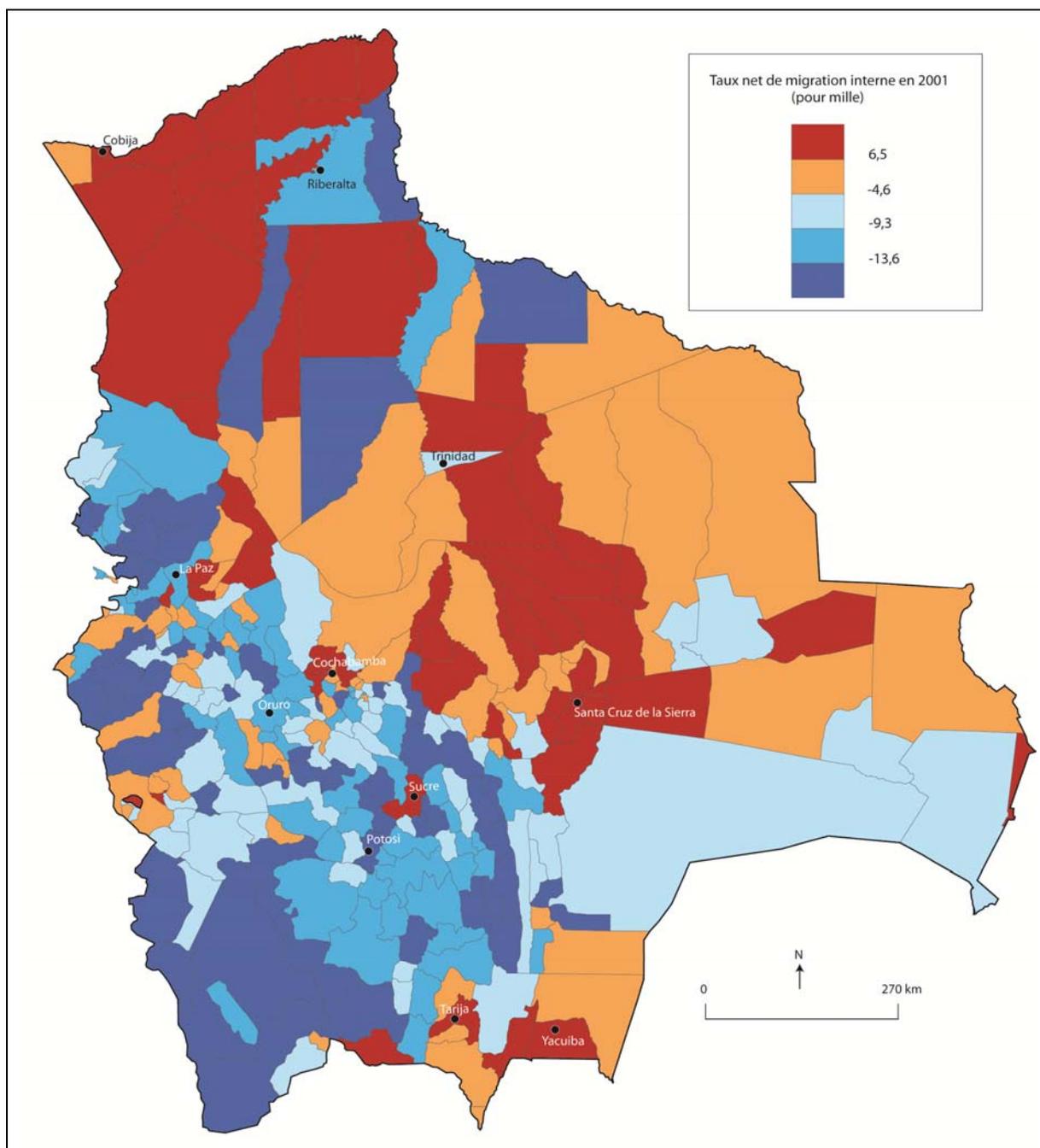
En ce qui concerne le municipe de Llica, et conformément à ce qui vient d'être évoqué, on trouve de nombreux Lliqueniens dans le municipe d'Uyuni. Les Lliqueniens résident dans les capitales départementales à hauteur de 39% (Santa Cruz, La Paz/El Alto, Potosi, Sucre, Cochabamba, Tarija). Par ailleurs, de nombreux professeurs ruraux sont originaires du municipe de Llica (siège d'une École Normale), raison pour laquelle on trouve des Lliqueniens professeurs dans de nombreux municipes du pays. Dans le municipe de Llica, 13% de la population résidente en 2001 n'y est pas né. Un peu plus de la moitié de ces immigrants est originaire de municipes voisins (Uyuni en tête) et 16% viennent des capitales départementales.

Concernant les autres municipes, les points communs relèvent d'une part de la proximité des lieux d'émigration et des lieux de provenance des immigrants et, d'autre part, de la place des capitales départementales beaucoup plus comme lieu de destination que de provenance. Toutefois, on voit se dessiner quelques spécificités locales quant aux polarisations migratoires. Par exemple, les populations du municipe de Salinas de Garci Mendoza, situé sur la bordure nord du *salar* d'Uyuni, ont tendance à émigrer plus au nord dans les municipes d'Oruro et dans la petite ville voisine de Challapata. En revanche, les individus originaires de Colcha "K", municipe situé sur la bordure sud du *salar* d'Uyuni, sont plus tournées vers les villes frontalières avec l'Argentine que vers les capitales départementales. Cet effet de différenciation, au sein même de l'Altiplano Sud, est un point sur lequel nous reviendrons ultérieurement à partir de nos travaux de terrain.

2.2.5.3. Migration récente (1996-2001)

La prise en compte des changements résidentiels durant la période 1996-2001 permet de saisir les configurations spatiales plus récentes de la migration interne. À l'échelle nationale tout d'abord, les taux net de migration négatifs pour la période correspondent à la quasi-totalité des municipes de la zone andine au profit des municipes des terres basses (carte 9). Les exceptions concernent certaines provinces de l'Altiplano Nord, des villes de Cochabamba, Sucre et Tarija, ainsi que certaines provinces du sud de la Bolivie, frontalières avec l'Argentine. À l'échelle du pays, le glissement démographique vers l'*Oriente* est ici nettement visible.

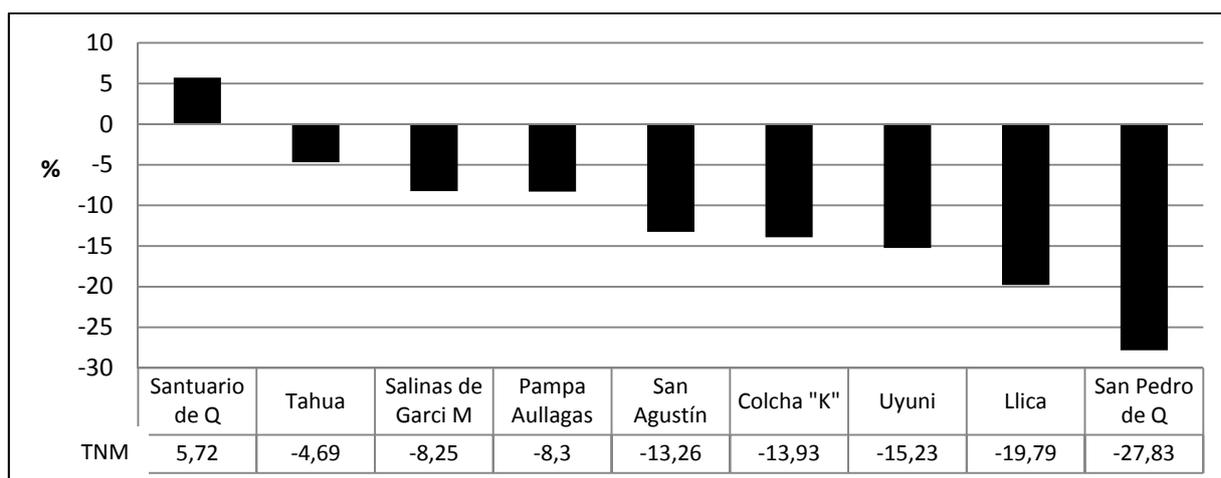
Carte 9 : Taux net de migration interne en Bolivie (1996-2001)



Source : recensement INE, 2001. Extrait de Cortes, 2008. Réalisation S. Coursière.

Dans notre zone d'étude, les taux annuel net de migration (Figure 11) sont négatifs pour tous les municipes du Périssalar, excepté pour celui de Santuario de Quillacas. Des taux négatifs particulièrement élevés (plus de 10%, pouvant aller jusqu'à 27%) sont lisibles dans certains municipes, en particulier pour ceux en position très périphériques à l'ouest et au sud du *salar* d'Uyuni. Cela signifie donc que ces municipes « expulsent » plus de population qu'ils n'en reçoivent. Par ailleurs, nous avons vu que la croissance démographique entre les deux derniers recensements était positive, ce qui signifie qu'elle serait uniquement dû à l'accroissement naturel.

Figure 11 : Taux net de migration interne des municipes d'étude (1996-2001)



Source : INE, recensement 2001, calculs CODEPO, 2004.

Nous reviendrons plus amplement sur la géographie des mobilités spatiales de l'Altiplano Sud, en particulier dans les chapitres 4 et 5. Retenons pour l'instant de ce bref panorama à partir des données de recensement, l'intensité des mouvements migratoires dans cette région avec des taux d'émigration, pour les années 1990-2000, particulièrement élevés. Ces tendances sont à mettre en rapport, de toute évidence, avec les réalités économiques et sociales de cette région périphérique de la Bolivie.

2.3. Difficultés et vulnérabilités d'une région à dominante agricole

2.3.1. Une économie locale basée sur l'activité agricole et pastorale

Le recensement de 2001, à l'échelle de la Bolivie, indique que 45% de la population active travaille dans le secteur primaire, 14% dans le secteur secondaire et 40% dans le secteur tertiaire (Tableau 12). Le pourcentage relatif du secteur primaire est étonnamment élevé au regard de la part de la population urbaine qui s'élève à 62,4%²⁹. Ces données traduisent l'importance de l'activité agricole encore largement dominante, et parfois exclusive, dans les espaces ruraux boliviens.

Ce schéma est celui de la région du Périssalar, dont la base de l'économie locale est le secteur primaire, principalement l'agriculture et l'élevage. La diversification des activités au niveau local est très peu marquée, limitée aux activités minières et touristiques (cette dernière concernant surtout le sud du *salar*), auquel on peut rajouter l'extraction de sel mais qui reste très marginale. Si la région est riche en ressources minières, celles-ci sont exploitées cycliquement, et selon les cours du marché. La région est restée à l'écart du développement industriel qui est au demeurant, assez faible en Bolivie, tandis que les commerces et les services restent très concentrés dans quelques bourgs ruraux ou dans la ville d'Uyuni.

Les données statistiques du recensement de 2001 sur l'emploi, c'est à dire sur le secteur de l'activité principale déclarée par les individus³⁰, confirment cette caractéristique. Précisons cependant que les données sont d'usage limité du fait d'une part considérable de « sans réponse » variant de 41 à 73% selon les municipes. Quoiqu'il en soit, que l'on tienne compte ou

²⁹ Parmi les pays andins, la Bolivie est celui où la part du secteur primaire est la plus élevée. Pour exemple, la part du secteur primaire dans la population active est de 8% en Équateur pour 64% d'urbains, de 30% en Colombie pour 74% d'urbains et de 9% au Pérou pour 71% d'urbains.

³⁰ La question de l'activité est posée à toutes les personnes de 10 à 98 ans inclus.

pas de ces « sans réponse », la distribution des municipes par ordre d'importance du secteur d'activité reste identique. Le Tableau 13 montre, sans surprise, la prédominance du secteur primaire pour l'ensemble des municipes sauf pour celui d'Uyuni où le secteur tertiaire arrive logiquement en première position (emplois dans les services et l'administration dans la ville d'Uyuni). Notons, cependant, un gradient spatial de l'importance du secteur primaire. Les municipes frontaliers (San Pedro de Quemes, Llica) et ceux de la partie sud (San Agustín, Colcha "K") indiquent un secteur tertiaire plus important (entre 21% et 36% de la population active). Nous retrouvons ici les quatre municipes où les conditions climatiques sont les plus extrêmes, limitant fortement l'activité agricole. Le municipe de San Pedro de Quemes est tourné vers le commerce transfrontalier avec les Chili alors que la tertiarisation de l'économie dans le municipe de Llica est liée à la présence d'un grand centre éducatif (École Normale). Dans les municipes de Colcha "K" et San Agustín, c'est l'activité touristique qui explique la relative importance du secteur tertiaire.

Tableau 12 : Part de la population active par activité économique de l'activité principale à l'échelle nationale (en %)

Secteur de l'activité principale	Activité économique	% de la population active
Secteur I	Agriculture, élevage et chasse	44,12
	Sylviculture et pêche	0,08
	Exploitation de mines et carrières	1,27
Secteur II	Industrie manufacturière	9,20
	Production et distribution d'électricité, gaz et eau	0,29
	Construction	4,93
Secteur III	Vente et réparations	14,78
	Hôtels et restaurants	4,00
	Transport, stockage et communication	4,64
	Intermédiation financière	0,52
	Services immobiliers, d'entreprises et de location	2,72
	Administration publique, défense et sécurité sociale	1,79
	Éducation	4,03
	Services sociaux et de santé	1,55
	Services communautaires et personnels	2,60
	Service domestique (foyers privés)	3,47
	Organismes extraterritoriaux	0,02

Source : INE, recensement 2001.

Tableau 13 : Secteur d'activité de la population active par municipe en 2001 (sans les « sans réponse »).

Municipe	Total réponse	Secteur I		Secteur II		Secteur III	
		Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Tahua	1013	842	83,1	35	3,5	136	13,4
Salinas de Garcí Mendoza	4261	3455	81,1	134	3,1	672	15,8
Pampa Aullagas	1265	929	73,4	87	6,9	249	19,7
San Agustín	367	264	71,9	20	5,4	83	22,6
Santuario de Quillacas	1446	1035	71,6	81	5,6	330	22,8
Colcha "K"	3173	2218	69,9	286	9,0	669	21,1
Llica	1153	766	66,4	52	4,5	335	29,1
San Pedro de Quemes	267	157	58,8	15	5,6	95	35,6
Uyuni	6419	2655	41,4	699	10,9	3065	47,7

Source : INE, recensement 2001.

Le problème majeur des statistiques ici considérées réside dans le fait que les individus ne déclarent qu'une seule activité : leur activité principale. Ces données ne captent donc pas la pluriactivité des individus et le secteur de ces différentes activités. Selon H. Guétat-Bernard (1998 : 261) : « *L'une des faiblesses des études statistiques est de sous-estimer l'ensemble des occupations et des types d'emplois des individus et des ménages, pour ne privilégier, pour chacun, qu'un type majeur. [...] Les estimations des recensements sur la population active engagée selon les types d'activités économiques proposent souvent une classification des travailleurs selon leur secteur principal d'emploi, classification qui, inévitablement sous-estime l'ampleur de la pluriactivité* ».

Pour la population de l'Altiplano Sud, la pluriactivité est une réalité ancienne qui se poursuit aujourd'hui (Molina Rivero, 1986 ; Laguna, 2003 ; Parnaudeau, 2006 ; Gasselin, 2009 ; Vassas et Vieira Pak, 2010), tout comme plus largement dans les Andes (Altamirano, 1992 ; Zoomers, 1998, 2002 ; Spedding et Llanos, 1999 ; Alber, 2005). La population pratique la pluriactivité pluri-localisée, ce qui signifie que si l'économie locale est quasi exclusivement basée sur l'agriculture et l'élevage, l'économie familiale est, elle, plus diversifiée. Il n'est d'ailleurs pas certain que l'agriculture locale soit l'activité principale, que ce soit en termes de temps de travail ou de revenus, puisque la plupart des individus vont chercher des revenus en dehors de leur communauté de résidence comme salariés dans l'agriculture, la construction, le commerce ou encore le service domestique pour les femmes. Cette question de la pluriactivité sera largement développée dans le quatrième chapitre à partir de nos enquêtes dans les communautés et de la reconstitution des trajectoires professionnelles.

2.3.2. Développement social et territorial : une lente évolution

2.3.2.1. Persistance de la pauvreté

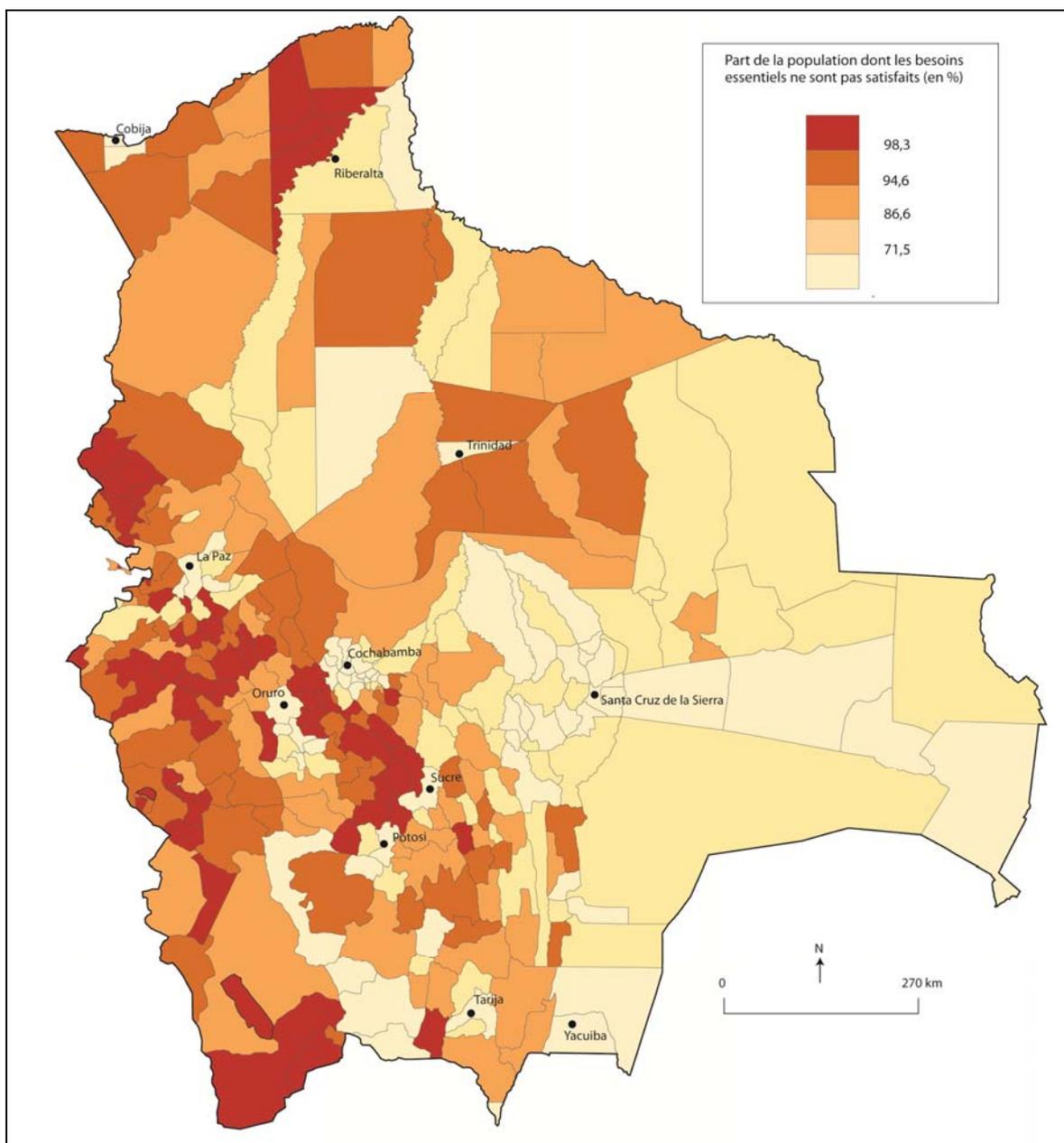
La Bolivie est considérée comme l'un des pays les plus déshérités d'Amérique Latine, une large part de sa population se trouvant en situation de pauvreté. La Carte 10 indique la part de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté³¹, par municipale.

À l'exception de cinq municipales de l'extrême nord du pays, les poches d'extrême pauvreté se situent dans les municipales à dominante rurale et dans la zone andine, en particulier sur les hautes terres. Les zones les plus pénalisées concernent la région du Nord Potosi, les secteurs frontaliers avec le Pérou à l'ouest et ceux avec l'Argentine et le Chili à l'extrême sud-ouest du pays, ainsi que les campagnes de l'Altiplano au sud de La Paz.

Si nous observons l'évolution de cette donnée depuis 1992 pour la population rurale (figure 12), nous constatons qu'à l'échelle nationale la part de la population en situation de non pauvreté a augmenté de 4,5% entre 1992 et 2001 (9,2% contre 4,7%). Selon les catégories de l'INE, la diminution de la part de la population en situation de « marginalité » et d'« indigence » s'est faite au profit de la « pauvreté modérée ». Ainsi, si les niveaux de pauvreté se sont atténués, ils traduisent quand même la persistance d'un monde rural bolivien en grande difficulté du point de vue des indicateurs de développement social et économique.

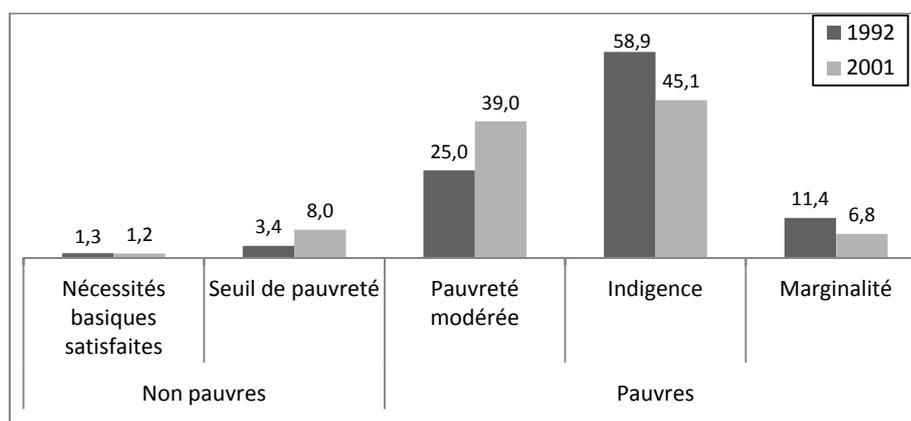
³¹ L'incidence de pauvreté est définie en Bolivie à partir des critères fixés par l'Institut national de statistiques bolivien et de l'UDAPE (Unité d'analyse des politiques économiques). Il se réfère à la proportion de ménages dont les conditions de logement et d'accès aux services (eau, santé, électricité, éducation) ne permettent pas de satisfaire les besoins élémentaires selon une norme minimale prédéfinie. G. Cortes (2008) indique que les données des enquêtes ménages (base MECOVI Amélioration des enquêtes et de la mesure des conditions de vie en Amérique latine et Caraïbes-CEPAL/BID/Banque mondiale), plus complètes puisqu'elles intègrent aussi dans le calcul les niveaux de revenus et de consommation, ne font pas varier la configuration générale de l'incidence de pauvreté dans le pays.

Carte 10 : Indice de pauvreté en Bolivie (2001)



Source : INE, UDAPE, 2001. Extrait de Cortes, 2008. Réalisation S. Coursière.

Figure 12 : Répartition de la population rurale bolivienne par groupe de satisfaction des nécessités basiques, recensements de 1992 et 2001 (en %)



Source : INE, 2001a p. 9 (données INE, UDAPE)

Pour l'Altiplano Sud, le tableau 14 restitue à l'échelle municipale les données des NBI (besoins essentiels non satisfaits) en 1992 et 2001.

Tableau 14 : Part de population pauvre et rang municipal NBI des municipes d'étude

Municipe	% population pauvre selon NBI		Rang municipal NBI*
	1992	2001	2001
Uyuni	60,5	58,3	37
Llica	81,4	88,7	142
Colcha "K"	93,8	88,8	144
Santuario de Quillacas	92,4	92,3	165
San Pedro de Quemes	89,8	95,4	197
Salinas de Garci Mendoza	96,1	96,7	218
Pampa Aullagas	99,1	97,1	224
San Agustín	97,0	98,7	258
Tahua	96,0	99,7	299
Bolivie	70,7	58,6	

* Le rang est effectué sur un total de 314 municipes.

Source : INE, 2001b.

La part de la population pauvre en 2001 oscille entre 88,7 et 99,7% pour l'ensemble des municipes excepté pour Uyuni (58,3%), ce qui vient confirmer un phénomène persistant en Bolivie, et plus largement dans les pays du Sud, à savoir de fortes disparités de développement entre villes et campagnes³². Ces données montrent que la population rurale de l'Altiplano, dans sa grande majorité, ne peut satisfaire ses besoins essentiels, tout au moins selon le critère du NBI. Plus de la moitié des municipes de la zone d'étude atteignent des taux très élevés, soit plus de 90%, avec des niveaux extrêmes pour les municipes de Tahua et de San Agustín. Si nous considérons le rang au niveau national (314 municipes), nous constatons que la région se situe dans la moitié inférieure.

Certes, il convient de relativiser ce constat puisque la comparaison des situations de pauvreté sur la période 1992-2001, montre une évolution positive pour trois municipes sur neuf (Uyuni, Colcha "K" et Pampa Aullagas), et stable pour deux. En revanche, la situation s'est détériorée pour quatre des municipes. Nous ne pouvons donc conclure à une évolution globale positive des indicateurs de développement social, tout au moins sur la décennie 1990-2001. Nous verrons plus loin les évolutions plus récentes, à partir des observations de terrain, en lien notamment avec le boom de la quinoa.

2.3.2.2. Une amélioration des indices sociodémographiques

Les indices sociodémographiques de base (taux global de fécondité, taux de mortalité infantile et espérance de vie) des populations de l'Altiplano Sud traduisent un processus de transition démographique encore largement en cours, et une certaine vulnérabilité sociodémographique caractéristique des pays du Sud. Le tableau 15 donne ces indices pour chacun des municipes de la zone d'étude.

³² Pour comparaison, au niveau national, la part de population pauvre s'élève à 90,8% en milieu rural et 39% en milieu urbain.

Tableau 15 : Indices sociodémographiques de base des municipales d'étude

Municipe	Taux global de fécondité (enfants par femme)		Taux de mortalité infantile (décès pour 1000)		Espérance de vie à la naissance
	1992	2001	1992	2001	2001
Santuario de Quillacas	4,5	4,7	114	127	48,9
Salinas de Garci Mendoza	5,7	5,3	130	103	54,7
Pampa Aullagas	6,5	5,1	206	90	58,1
Colcha "K"	6,3	5,1	92	100	57,0
San Pedro de Quemes	6,3	4,0	91	81	61,8
Uyuni	5,5	4,7	104	81	61,8
Llica	5,4	3,7	120	78	62,4
Tahua	5,9	4,4	139	106	55,4
San Agustín	4,9	3,8	115	94	58,5
BOLIVIE	5,0	4,4	107*	65**	63,3
Bolivie rural	6,3	6,2	NC	NC	NC
Bolivie urbain	4,2	3,6	NC	NC	NC

NC (non connu)

Source : INE, recensement 2001 sauf * données Banque mondiale 1992 et ** données Banque mondiale 2005.

Le taux global de fécondité est marqué par une baisse généralisée entre les deux périodes et se situe en 2001 entre 3,7 et 5,3 enfants par femme selon les municipales. Ces taux sont largement inférieurs à la moyenne nationale en milieu rural. Le taux de mortalité infantile baisse dans tous les municipales entre 1992 et 2001, et parfois de façon spectaculaire, sauf dans les municipales de Santuario de Quillacas et de Colcha "K" où il augmente légèrement. Ce taux de mortalité infantile reste élevé (autour d'un enfant sur 10) ce qui signifie que, compte tenu des taux de fécondité, statistiquement une femme sur deux connaît le décès de l'un de ses enfants. Enfin, les données sur l'espérance de vie à la naissance indiquent également des écarts importants pouvant aller jusqu'à 14 ans : 48,9 ans à Santuario de Quillacas contre 62,4 années à Llica, localité qui a un meilleur accès à des services et équipements médicaux.

Ces indices traduisent les difficultés d'accès aux services de santé dans cette région. En effet, les politiques de santé au niveau national sont récentes et souvent insuffisantes pour couvrir les besoins, en particulier dans cette région de la Bolivie marquée par l'isolement et donc l'éloignement des communautés rurales des équipements sanitaires. Le personnel de santé est de 0,92 à 3,79 personnes pour 1000 habitants dans les municipales de la zone³³. Au niveau national, trois types de structures organisent le système de santé : les hôpitaux (principaux et secondaires), les centres et postes de santé et, enfin, les infirmiers mobiles. Les chefs lieux des municipales sont équipés d'un centre de santé et quelques rares communautés disposent d'un poste de santé pour les soins élémentaires. Des infirmiers font des rondes dans les communautés environ une fois par mois mais le rythme est irrégulier. La ville d'Uyuni est équipée d'un hôpital mais aux services encore réduits. Les populations de la zone sont donc contraintes dans bien des cas de se rendre à Oruro ou Potosi (entre 6 et 10 heures de trajet) et certains n'hésitent pas à aller jusqu'à Sucre ou La Paz (10 à 15 heures de trajet).

Rappelons qu'à ce système de santé officielle se juxtapose un système de médecine traditionnelle (les *curanderos* et *yatiris*) auquel ont largement recours les populations rurales de la région.

³³ Voir en annexe 8 les données sur le personnel de santé ainsi que les établissements de santé.

2.3.2.3. Une hausse des niveaux d'éducation malgré une offre scolaire réduite

Avant les possibilités d'accès à l'école publique, les villages s'organisaient pour assurer aux enfants l'enseignement basique par la rémunération d'une personne du village ayant un certain niveau d'éducation. P. Laguna (*in Winkel et al.*, 2008 : 55) nous indique que « *dès la fin du XIX^e siècle, l'accès à l'éducation publique devient une composante essentielle des formes de vie, de la diversification, de la pluriactivité et de l'articulation à la société globale des habitants du Péri-salar. Celle-ci commence à prendre forme lorsqu'ils profitent des politiques étatiques de création d'écoles primaires et secondaires initiées dès la première moitié du XX^e siècle, puis d'écoles normales après la révolution de 1952, dans le but d'intégrer à l'État-Nation les indigènes andins, en particulier ceux habitant les zones frontalières avec le Chili. L'engouement des habitants de la région pour l'accès à l'éducation secondaire et le magistère est marqué, en particulier chez les populations originaires des ayllus³⁴ de Llica et Salinas où le nombre de professeurs s'accroît considérablement* ».

Nous reproduisons dans le tableau 16 suivant les évolutions dans le secteur de l'éducation.

Tableau 16 : Évolution du taux d'analphabétisme et du nombre moyen d'années d'étude de la population des municipales d'étude entre 1992 et 2001

Municipe	Taux d'analphabétisme (%)		Nombre moyen d'années d'étude	
	1992	2001	1992	2001
Santuario de Quillacas	28,13	16,35	3,71	5,20
Salinas de Garci Mendoza	19,30	10,08	4,52	5,91
Pampa Aullagas	35,64	17,48	3,33	4,91
Colcha "K"	20,60	12,83	4,74	5,92
San Pedro de Quemes	15,85	7,33	6,25	7,65
Uyuni	15,82	13,06	6,06	6,82
Llica	6,21	3,23	7,34	8,55
Tahua	15,19	8,01	5,21	7,12
San Agustín	20,54	12,35	4,21	5,48
BOLIVIE	20,01	13,28	6,06	7,43
Bolivie rural	36,48	25,77	3,38	4,19
Bolivie urbain	8,90	6,44	7,92	9,23

Source : INE, recensements 1992, 2001.

Nous pouvons observer une nette amélioration des indicateurs de l'alphabétisme et du niveau de scolarisation en l'espace d'une dizaine d'années, tendance qui est à mettre en relation avec les politiques nationales d'équipement des campagnes.

Le système éducatif se décompose en trois niveaux : primaire, secondaire et supérieur. En milieu rural, des unités éducatives regroupent plusieurs écoles primaires et parfois un collège³⁵. Dans la zone, certaines communautés bénéficient d'une école primaire lorsqu'il y a assez d'enfants. La région est considérée comme frontalière et profite, à ce titre, d'une politique de développement renforcée grâce à laquelle le seuil du nombre d'enfants, pour pouvoir bénéficier d'un professeur, est inférieur à celui admis dans d'autres régions de Bolivie. Il s'agit très souvent de classes uniques au regard du nombre restreint d'enfants. Le niveau secondaire (collège) se trouve généralement dans les chefs lieu de municipales avec des exceptions dans certaines communautés. Dans la zone du Péri-salar, il y a un seul établissement de niveau

³⁴ Un *ayllu* est un regroupement de communautés.

³⁵ Voir en annexe 9 le nombre d'unités éducatives par municipale.

supérieur qui est l'École Normale de Llica. On peut signaler également l'établissement du CETHA³⁶ à Salinas et les établissements du CEMA et de l'IBA à Uyuni qui sont des centres d'éducation technique.

L'offre éducative est donc réduite et n'a pas toujours bonne réputation, raison pour laquelle de plus en plus de familles se tournent vers la ville pour l'éducation de leurs enfants.

2.3.2.4. Une région en voie d'équipement

Dans une région marquée par l'aridité, l'accès à l'eau est un problème récurrent. La majorité des communautés bénéficie d'une source d'eau douce mais certaines utilisent l'eau saline de puits creusés dans le *pelar* (cas de Palaya notamment). Depuis une vingtaine d'années, des réservoirs sont construits ainsi que des canalisations acheminant l'eau jusqu'au village. L'eau est alors disponible aux bornes fontaines. Ces travaux ont été en général subventionnés, les villageois participant en main-d'œuvre.

L'accès à l'électricité de secteur est récent dans cette région de la Bolivie puisqu'elle date de 2007. En effet, si certaines communautés étaient équipées de panneaux solaires individuels (subventionnés par des ONG), la majorité des foyers s'éclairait à la bougie. Aujourd'hui, certaines communautés ont un groupe électrogène et bénéficient donc de l'électricité 2 à 3 heures par jour. Mais la nouveauté réside dans l'installation de l'électricité de secteur. En effet, la sous-préfecture de Salinas en bénéficie depuis 2007 et, depuis fin 2008, l'électricité est arrivée à Llica en desservant sur son tracé quelques communautés.

L'évolution de la disponibilité en électricité est fulgurante depuis quelques années (ce qui échappe aux données statistiques de 2001) mais ces avancées ne doivent pas cacher l'extrême faiblesse de la couverture de la zone, notamment dans la partie sud du Périssalar.

Enfin, les réseaux de télécommunications demeurent largement déficitaires. Il existait autrefois dans la région le télégraphe, dans les chefs lieu de municipes notamment. Le télégraphe a disparu et depuis plusieurs années, des cabines téléphoniques ont été installées dans les bourgs et certaines communautés. Mais le service est très limité et de mauvaise qualité. Par ailleurs, certaines communautés bénéficient de communication par radio, notamment pour les urgences médicales, mais ces radios sont rarement en état de fonctionnement. Le téléphone fixe n'est jamais entré dans les foyers. En revanche, la téléphonie mobile se développe à vive allure depuis quelques années ; un certain nombre de communautés ont désormais accès au réseau de téléphone portable.

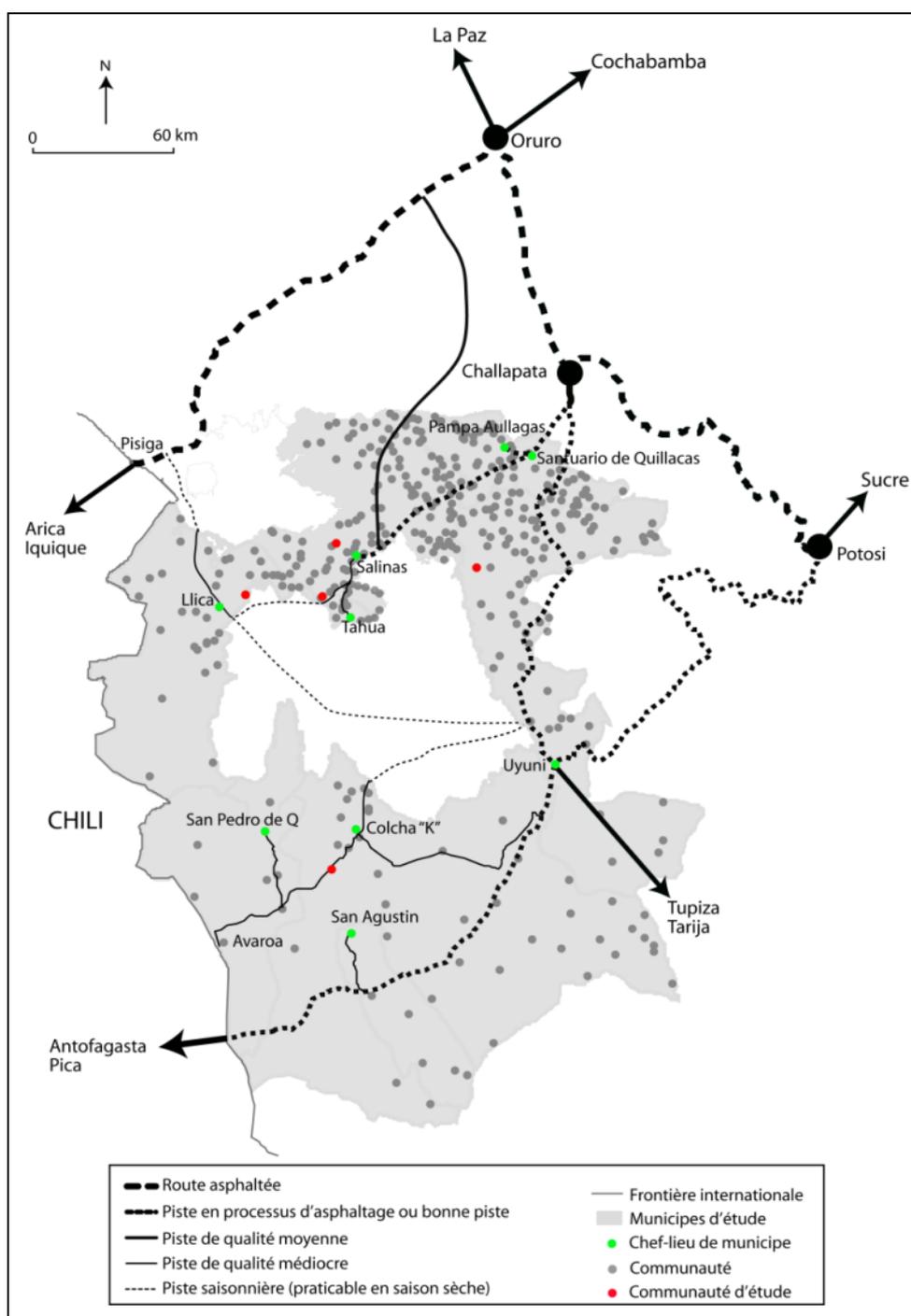
2.3.2.5. Accessibilité, réseau urbain et commerces

À l'image de nombreuses zones rurales de Bolivie, l'Altiplano Sud est mal desservi par le réseau routier. Sans routes goudronnées, et rien que quelques pistes en mauvais état reliant certains bourgs, l'accessibilité reste difficile. On emprunte très souvent dans cette région le *salar* et le *pelar* pour circuler, ce qui réduit d'autant les distances et les temps de trajet. Mais ces « raccourcis » sont impraticables pendant au moins quatre mois de l'année (saison des pluies et ses suites) ce qui isole certaines communautés. La politique nationale actuelle vise à une amélioration des infrastructures routières via l'investissement pris en charge par les départements. Au sud du *salar*, la mine privée de San Cristobal a financé une très bonne piste. Enfin, le projet de corridor bi-océanique (reliant l'océan atlantique à l'océan pacifique) est en cours de réalisation (voir encadré 3).

³⁶ CETHA : Centro de Educación Técnico Humanístico Agropecuario. Centre d'Éducation Technique, Humaniste et Agricole.

Les déplacements s'effectuent en grande majorité par bus (*flotas*). Les temps de trajet sont longs mais cela n'empêche pas une circulation intense. Les destinations et les horaires des bus obéissent à la demande, et l'offre des services de transport est plus importante les jours de marché. Les trajets des bus relient certaines villes (Uyuni pour la zone sud ; Challapata et Oruro pour la zone nord) et desservent les communautés situées sur leur trajet. Cela signifie que de nombreuses communautés se trouvent sans accès à un service de transport collectif, comme l'indique la carte suivante (carte 11) qui représente les réseaux de transports collectifs qui desservent l'Altiplano Sud ainsi que la qualité des voies empruntées en 2008. En revanche, toutes les communautés sont reliées entre elles et au chef-lieu du municipes, lieu de départ des transports collectifs, par des pistes qui sont souvent de très mauvaises qualité.

Carte 11 : Réseaux de transports collectifs desservant l'Altiplano Sud et connexions externes



Source : élaboration propre sur la base du parcours de la zone.

Encadré 3 : Types de voies de communication dans l'Altiplano Sud



Photo 11 : Piste en cours d'aménagement entre Salinas et Challapata



Photo 12 : Piste impraticable pendant la saison des pluies



Photo 13 : Un tronçon du corridor bi-océanique achevé, passant à proximité de San Juan



Photo 14 : Piste de qualité moyenne reliant Otuyo à Salinas



Photo 15 : Bus revenant de la feria de Challapata



Photo 16 : Bus Llica-Uyuni en pause technique sur le salar

Source : clichés A. Vassas Toral, 2008.

Si l'utilisation des moyens de transports privés (motos, camionnettes, camions) était rarissime il y a encore quelques années, elle n'est plus exceptionnelle aujourd'hui. Pour de longues distances, elle reste plus onéreuse que la pratique des bus ; ils sont donc utilisés localement et surtout pour les besoins des travaux agricoles. Notons qu'il s'agit souvent de véhicules ramenés en contrebande du Chili, ne pouvant donc pas circuler au delà de la zone.

Dans les principaux villages de la zone (que l'on nommera bourgs) comme Salinas, Llica, Pampa Aullagas, Santuario de Quillacas, Coroma, les services et commerces sont très peu développés ou limités à quelques devantures peu achalandées. Ces bourgs représentent des lieux de passage ou de résidence plus que des lieux d'activités. En effet, les membres des communautés alentours qui y possèdent une maison dans ces bourgs sont relativement nombreux. Par ailleurs, leur développement doit beaucoup aux services éducatifs, ce qui amène certaines familles à pratiquer une double résidence entre leur communauté et le bourg voisin. La faiblesse des services marchands dans les villages de la zone d'étude, en revanche, oblige les populations à se déplacer en ville, donc à des distances relativement importantes pour l'achat

de biens de consommation. Selon la localisation et la desserte, ils vont à Challapata, Oruro ou Uyuni. Dans la zone du PÉrisalar, la grande *feria*³⁷ hebdomadaire de Challapata demeure le principal pôle local (même s'il est éloigné de certaines communautés) où se vend notamment la production de quinoa et de viande. La *feria* de Pisiga, beaucoup moins importante, se tient à la frontière du Chili tous les quinze jours et constitue l'autre pôle qui structure, localement, les pratiques d'échanges et de commerce. Les figures 13 et 14 ainsi que les tableaux 17 et 18 restituent les temps de trajet en bus depuis Salinas et Llica jusqu'aux principales villes fréquentées par la population.

Figure 13 : Temps de trajet depuis Salinas vers les principales villes fréquentées par la population

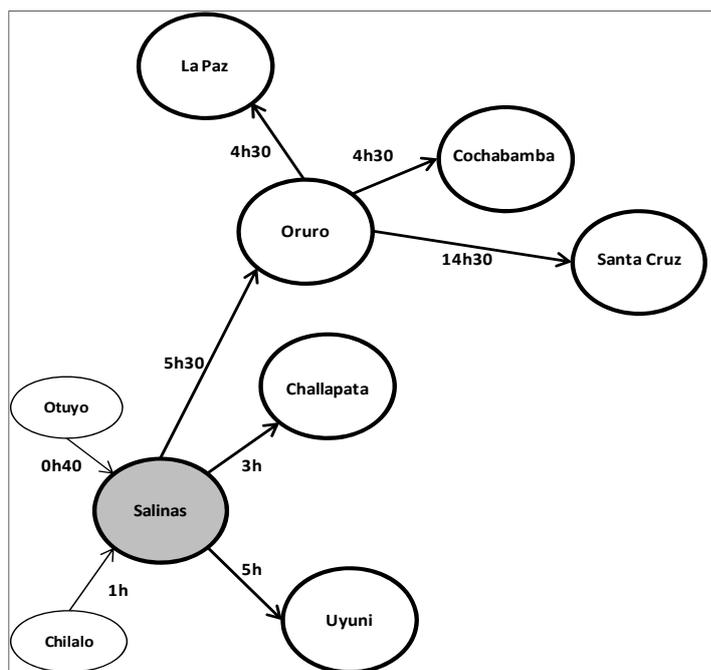


Tableau 17 : Nombre d'habitants et temps de trajet depuis Salinas vers les principales villes fréquentées par les habitants du municipe

Ville	Nombre d'habitants (2001)	Temps de trajet en bus depuis Salinas
Challapata	< 10 000	3 heures
Oruro	214 058	5 h 30
Cochabamba	944 912	10 h
La Paz + El Alto	1 060 461 + 775 836	10 h
Santa Cruz	1 368 390	20 h

Source : extrait de Parnaudeau 2006, p. 66 (estimations INE Bolivie 2005).

Figure 14 : Temps de trajet depuis Llica vers les principales villes fréquentées par la population

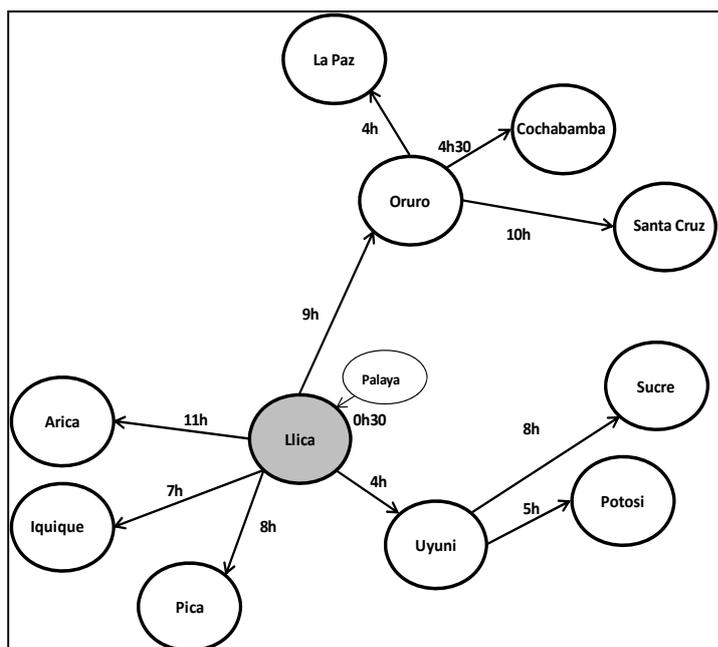


Tableau 18 : Nombre d'habitants et temps de trajet depuis Llica vers les principales villes fréquentées par les habitants du municipe

Ville	Nombre d'habitants (2001)	Temps de trajet en bus depuis Llica
Uyuni	10 919	3-5 heures
Potosi	134 281	8-10 h
Sucre	226 668	11-13 h
Pica/Matilla (Chili)	6 178	8 h
Iquique (Ch)	214 586	8 h
Arica (Ch)	175 441	12 h

Source : extrait de Parnaudeau 2006, p. 66 (estimations INE Bolivie 2005 et recensement de la population INE Chili 2002).

³⁷ Lieu de vente de produits agricoles et alimentaires mais également espace de sociabilité et lieu d'échange d'informations (Albó *et al.*, 1990 ; Bernabé Uño *et al.*, 2002 ; Plata Quispe *et al.*, 2002 ; Núñez, 1998).

Outre le recours aux services marchands urbains ou aux *ferias* locales, les habitants de la zone peuvent également choisir d'acheter certains produits frais aux commerçants qui viennent directement dans la communauté. Ces commerçants sont assez souvent des intermédiaires du commerce de quinoa qui, en échange des produits achetés sur le marché urbain, se font payer en nature, c'est-à-dire en quinoa. Cependant, ces commerçants ne passent pas dans toutes les communautés. La dernière option est celle du recours aux petits commerces de dépannage que certaines familles installent dans les communautés.

Jusqu'au boom de la quinoa, le Pésisalar était donc une zone de production agricole très peu excédentaire, où les logiques familiales de production étaient basées essentiellement sur l'autoconsommation. Elles le restent toujours en ce qui concerne certains produits vivriers (pommes de terre notamment). Les produits de base de l'alimentation des populations sont donc trouvés sur le marché urbain (Oruro, Uyuni, Challapata). En cela, les campagnes du Pésisalar sont en situation de forte dépendance alimentaire vis-à-vis des autres régions agricoles, notamment des vallées inter-andines et les terres basses où les productions sont largement plus diversifiées et d'où proviennent le riz, les farines, les huiles et la plupart des fruits et légumes.

Ainsi, malgré l'isolement et les fortes contraintes qui pèsent sur les conditions de déplacement, les populations du Pésisalar sont en constante mobilité tant pour les activités de commerce et d'approvisionnement que pour l'accès aux services de santé et d'éducation.

2.4. La famille et la communauté : les deux piliers de l'organisation sociale

Dans les campagnes du Pésisalar, comme dans toute la Bolivie rurale, deux unités sociales fondamentales organisent la vie quotidienne des individus ainsi que les modes de valorisation et de gestion des ressources territoriales : la famille et la communauté.

2.4.1. La famille

La famille nucléaire (parents et enfants non mariés) est la cellule de base de l'organisation sociale. Elle compose l'unité domestique qui est, selon R. Molina Rivero (1986 : 200) « *l'unité basique de production [...] c'est-à-dire le groupe familial qui réside dans un même lieu et qui organise ses activités de production, distribution et consommation de manière indépendante par rapport aux autres unités domestiques* ». Cependant, nous verrons, dans le sixième chapitre que la famille nucléaire ne réside pas nécessairement dans un même lieu.

Les règles matrimoniales, historiquement, sont fondées sur le mariage endogamique au niveau de l'*ayllu* ou de la *marka* (c'est-à-dire à un niveau supérieur à la communauté, cf. lexique). Selon nos observations, les mariages se font entre membres d'une même communauté et préférentiellement entre individus du même *ayllu*. Toutefois, avec l'amplification des migrations régionales, les pratiques n'excluent pas l'exogamie au niveau de l'*ayllu* et de la *marka*. Concernant les logiques résidentielles du jeune couple, R. Molina Rivero (*op. cit.* : 177) relate que « *les règles de résidence sont quasiment sans exception patrilocales, ce qui veut dire qu'au moment de se marier, la femme quittera la communauté de son père pour s'installer dans la communauté de son mari* ». Cette règle (à quelques exceptions près³⁸) demeure celle qui régit les pratiques actuelles pour les jeunes ménages qui s'installent dans les campagnes du Pésisalar. Là encore,

³⁸ Lorsque l'homme n'a aucun patrimoine, ni d'accès à la terre, il renonce alors à une installation dans sa communauté et peut devenir « ayant droit » avec de nouvelles terres dans la communauté de sa femme.

avec l'évolution des modes de vie et des pratiques de mobilité, de plus en plus de couples ne s'installent pas dans la communauté de l'homme mais sur le lieu de migration.

La constitution du ménage par le mariage, - sans détailler ici les étapes de la mise en relation des deux individus, et donc des deux familles - passe d'abord par une étape de vie commune (donc de concubinage) dans la maison familiale de l'homme, avant que le couple ne vive ensuite sous un même toit indépendant. En général, les mariages civil et religieux sont célébrés après plusieurs années de concubinage et, parfois, après la naissance d'un ou plusieurs enfants. R. Molina Rivero (*op. cit.* : 244) signale que « *le mariage à Pampa Aullagas a un caractère progressif, marqué par une série d'étapes qui n'ont pas seulement un fort contenu rituel [...] mais permettent également le détachement progressif de la dépendance à la famille vers une relative indépendance et son incorporation à la vie adulte et reproductive, sans autres problèmes majeurs de réajustement à son nouveau statut social* ». La constitution d'un nouveau ménage s'accompagne donc de la création d'une nouvelle unité domestique mais dans un processus toujours graduel. À ce titre, la solidarité de l'organisation familiale passe par les liens intergénérationnels. Parents et enfants se doivent respect et assistance mutuels. Cela se traduit concrètement par la présence simultanée de plusieurs ménages au sein d'un même foyer, c'est-à-dire que plusieurs générations peuvent cohabiter pendant un certain temps sous le même toit en fonction des possibilités et de la temporalité d'autonomisation des jeunes ménages, mais également du fait de difficultés conjoncturelles que peuvent rencontrer certains membres de la famille (difficultés économiques ou de santé).

Signalons enfin que nous avons rencontré dans les communautés de nombreuses femmes adultes non mariées, ayant un ou plusieurs enfants à charge mais non reconnus par leur père. Ces mères célibataires résident avec leurs enfants chez leurs parents jusqu'à un éventuel mariage. Elles sont relativement bien intégrées dans la vie sociale locale.

Les logiques sociales fondées sur la famille nucléaire s'articulent à d'autres logiques relevant certes des liens de parenté élargie, mais également des relations de compérage, dimension fondamentale de l'organisation sociale en Amérique Latine. À l'instar de M. Bey (1997 : 392), nous considérons les compères comme des membres de la parenté : « *Il convient d'élargir la définition de parenté au « compérage » (compadrazgo), qui lie deux familles à l'occasion du parrainage d'un baptême, d'une communion ou d'un mariage. Les compères deviennent alors des parents fictifs, mais l'importance de ce lien n'en est pas moins grande* ». Ces relations de compérage tiennent donc une place importante pour les individus et les familles puisqu'ils constituent un réseau social d'entraide, bien que fortement hiérarchisé, qui est mobilisé constamment dans les pratiques du quotidien.

2.4.2. La communauté

Dans le cadre de ce travail, le terme de communauté (*comunidad*) se réfère à la plus petite entité socio-territoriale de l'Altiplano Sud. En effet, selon les lieux et les époques, le terme communauté peut désigner des entités socio-territoriales d'échelles plus ou moins larges. Par exemple, concernant Pampa Aullagas, R. Molina Rivero (1986 : 176) indique que le terme de *comunidad* s'utilise pour trois contenus : Pampa Aullagas comme tel constitue la « communauté majeure » (*comunidad mayor*), formée de six *ayllus* ou « communautés intermédiaires » (*comunidades intermediarias*) qui à leur tour se subdivisent en « hameaux » ou « communautés mineures » (*estancias* ou *comunidades menores*). Dans d'autres régions de l'Altiplano, la communauté désignait la communauté élargie aux territoires en archipel, à moins que l'on emploie le terme d'*ayllu*.

On distingue aussi, dans l'ensemble de la Bolivie, les communautés dites « originaires », des communautés « d'ex-hacienda » et des communautés « récentes » ; l'histoire de leur constitution est bien différente. Pour les premières - qui concernent la zone du Pésalar - il s'agit d'installations anciennes de peuplement humain qui s'identifient à la même origine historique. Pour les secondes, il s'agit de la reconstitution de communautés après la redistribution des terres d'ex-haciendas en 1953. Enfin pour les troisièmes - les communautés récentes -, il s'agit d'entités de formation politico-administrative récente. C'est le cas notamment des communautés des zones de colonisation agricole de l'Oriente.

Pour X. Albó (1994 : 91-92), et c'est la définition que nous retiendrons, « *la communauté est un groupe déterminé de familles qui partagent un territoire défini avec son propre système de gouvernement* ». La communauté est une institution, avec ses règles mais aussi avec son dynamisme interne propre faisant varier ces règles. Elle est aussi une institution qui contrôle un espace. La communauté est donc indissociable de cet espace qui « fait territoire » car c'est un espace délimité, régulé, normé, approprié par un collectif qui est l'institution. On peut donc parler de territoire communautaire.

La communauté est un important sujet d'étude dans les Andes (Albó *et al.* 1990 ; Morlon, 1992 ; Albó, 1994, 2004 ; Mayer, 2004). Dans le contexte de l'Altiplano Sud, il s'agit d'appréhender quels sont les rôles actuels de la communauté dans les formes d'organisation sociale et territoriale. Est-ce que cette institution est (ou reste) incontournable pour comprendre les stratégies familiales en termes agricole et résidentiel ?

En 1994³⁹, la communauté a été reconnue par le pouvoir central bolivien comme « organisation territoriale de base » (OTB). Cela signifie que le territoire communautaire et leurs représentants sont reconnus au niveau municipal et au delà, au niveau national. La communauté peut donc participer et faire des propositions au conseil municipal. Elle est ainsi devenue, à l'interface entre la municipalité et la population, un acteur institutionnel incontournable du développement local⁴⁰

Le territoire de chaque communauté est inaliénable. Reconnue comme entité gestionnaire par la constitution politique de l'État et par la loi INRA n° 1715 de 1996, chaque communauté a son territoire qu'elle gère selon ses us et coutumes (« autogestion communale »), les ressources territoriales (eau, pâturage, terres cultivables) étant de propriété collective et les membres de la communauté n'en n'étant que les usufruitiers. Si les limites entre communautés ne sont pas cadastrées⁴¹, l'histoire orale les rappelle, ce qui n'exclue pas qu'elles fassent l'objet de conflits récurrents entre communautés voisines.

2.4.2.1. Aires d'action de l'institution communautaire

La communauté, comme entité socio-territoriale, a des prérogatives sur plusieurs points. Tout d'abord, elle représente une unité territoriale dont elle défend les limites (définies par les ancêtres) par rapport à l'extérieur. Ensuite, elle contrôle les terres de pâturages, et autres ressources naturelles sur son territoire (eau, végétation, etc.), et attribue traditionnellement de nouvelles terres aux ayants droit qui en expriment le besoin. Pour les terres d'usufruit familial, elle garantit la sécurité des droits d'usage et concernant l'organisation des activités agricoles,

³⁹ Date importante en Bolivie puisqu'elle marque le processus de décentralisation qui s'est traduit par la réforme de la municipalisation et la loi de participation populaire.

⁴⁰ Cependant, pour être reconnue OTB, il faut que la communauté ait été déclarée juridiquement ; or cette démarche n'est pas toujours effectuée. Ainsi certaines communautés ne sont pas aujourd'hui reconnues légalement ce qui ne semble pas avoir, dans les faits, de fortes conséquences.

⁴¹ En 2008, même certaines limites interdépartementales n'étaient pas cadastrées, pour certaines sources de conflits.

elle opère des restrictions de pâturage dans certaines zones et édicte parfois les lieux de culture (appelés *mantos*). Le cas échéant, elle distribue l'eau pour l'agriculture irriguée. Au niveau des infrastructures, elle assure la construction et le maintien des infrastructures productives et sociales communautaires : chemins, abreuvoir d'eau pour les animaux, local scolaire ou communautaire... Elle a aussi des prérogatives sur le fonctionnement social : organisation des us et coutumes (fêtes, rituels), intervention dans le règlement des conflits, protection « contre l'extérieur ». Elle est l'instance, notamment, qui autorise ou non l'entrée sur le territoire communautaire d'intervenants extérieurs (ONG, acteurs du développement, étudiants). Enfin la communauté, comme entité sociale souveraine, nomme ses représentants (*autoridades*) et dicte ses règles internes.

2.4.2.2. Les membres des communautés, les ayants droit, leurs droits et devoirs

Un membre d'une communauté est un individu « originaire » de celle-ci. Le terme d'originaire fait référence ici au lien de parenté familiale (y compris par alliance matrimoniale) et non pas au lieu de naissance. L'appartenance communautaire n'implique pas automatiquement cependant des droits sur les ressources. Tous les membres de la communauté ne sont pas des « ayants droit » et seulement une partie est en droit d'avoir accès à la terre.

Nous venons de définir les membres des communautés comme l'ensemble des originaires et conjoints d'originaires d'une communauté, quel que soit leur lieu de naissance et de résidence. Mais il existe, dans la terminologie locale, des termes qui désignent les membres selon leur lieu de résidence. Cette terminologie désigne plus un statut social qu'une catégorie analytique mais nous sommes tenus de l'évoquer étant donné son importance dans le discours des acteurs locaux. Tout d'abord, pour désigner les membres qui résident en permanence dans la communauté, deux termes sont employés : celui d'*estante* ou de *permanente* dont la traduction littérale est « permanent », qualificatif assez significatif. En revanche, pour désigner ceux qui ne résident pas en permanence dans la communauté, on utilise le terme de *residente*, littéralement « résident ». Nous n'avons pas pu établir l'origine de ce qualificatif paradoxal puisque l'on appelle « résidents » ceux qui, précisément, ne résident pas dans la communauté.

Un ayant droit est un individu qui a des droits et, en contrepartie, des devoirs au sein de sa communauté. Il s'agit généralement du chef de famille. Les femmes, célibataires comme mariées ne sont pas ayant droit (sauf exception lorsque celles-ci sont l'unique descendance). En revanche les femmes veuves le deviennent à la mort de leur mari. Le vocabulaire pour désigner les ayants droit varie d'une zone à l'autre. Dans les zones où les organisations territoriales traditionnelles demeurent fortes, le terme de *contribuyente* (« contribuable ») est utilisé. Le terme désigne originellement celui qui paie l'impôt territorial au niveau de l'*ayllu*. En revanche, là où ces organisations n'ont plus de poids, c'est le terme de *comunario* (« communautaire ») qui est utilisé. Mais il revêt une certaine ambigüité, source de confusion, car dans les zones où l'on parle de *contribuyente*, le statut de *comunario* est synonyme de « semi-*contribuyente* ». Nous parlerons donc d'ayant droit.

Ce qui varie également d'une communauté à l'autre est l'accès à ce statut d'ayant droit. Dans certaines communautés, il suffit aux hommes d'atteindre l'âge de la majorité (18 ans) pour devenir ayant droit. Dans d'autres, il faut avoir reçu l'héritage paternel. Mais dans tous les cas, c'est la filiation qui paraît être le critère d'importance : être héritier en tant que fils de telle famille. À ces ayants droit filiaux s'ajoutent ceux qui acquièrent le droit avec le temps et la démonstration faite d'une certaine implication dans la vie de la communauté (cas des bergers et des enfants naturels). Signalons que, si les ayants droit ont tous accès à la terre, il existe des membres de la communauté qui sont producteurs sans être des ayants droit. Cela concerne par

exemple les situations de terres prêtées à des individus dont la situation personnelle ne permet pas de devenir ayant droit (cas des femmes notamment).

Le premier droit d'un ayant droit est l'usufruit de parcelles agricoles dans sa communauté ; le second droit est l'accès aux ressources naturelles communautaires (pâturage, bois...). Les autres droits sont ceux d'être nommé représentant de la communauté et d'intervenir dans la prise de décisions communautaires lors des assemblées.

En contrepartie, l'ayant droit a des devoirs ou obligations : participer aux travaux communautaires, payer les cotisations annuelles, assister aux assemblées, accomplir les charges ou services collectifs (politiques et religieux). Mais, comme l'indiquent X. Albó *et al.* (1990 : 47) « *si le chef de famille ne peut pas assister (ou même accomplir une charge), un membre de sa famille peut le faire. Dans ce sens, le membre et/ou titulaire des charges, ce n'est pas tant l'individu mais l'unité familiale que le chef de famille représente* ». Les travaux communautaires sont généralement comptabilisés en journées de travail et c'est un membre du foyer (donc un individu par exploitation) qui assume l'obligation.

2.4.2.3. Fonctionnement interne des communautés

À propos de la communauté, X. Albó (1994 : 91) indique que « *le territoire a son propre système de gouvernement avec ses représentants, charges, assemblées, normes, etc. La communauté pourrait être comme un mini-municipe ; certains vont plus loin en disant que c'est comme un micro-état parce qu'il a un système de gouvernement, un territoire, des membres, des normes, des symboles qui l'identifient* ».

La communauté, en tant qu'entité sociale et gestionnaire de son territoire, prend régulièrement des décisions. L'assemblée communautaire est le lieu de ces prises de décisions, convoquée et présidée par le *corregidor* qui est le représentant de la communauté. Les assemblées sont l'occasion de partager les informations et de débattre sur des sujets, afin de prendre des décisions communes. Chaque ayant droit doit être présent et a le droit de parole (en cas d'absence, il peut être représenté par sa femme). Les décisions sont prises souvent après de très longues discussions, pouvant durer toute la nuit. Une décision peut être prise après plusieurs assemblées successives. Autrement dit, le principal représentant de la communauté n'a pas de pouvoir d'autorité - même s'il peut avoir une certaine influence -, et sa voix n'est pas plus importante que celle d'un membre de l'assemblée. Nous rejoignons X. Albó *et al.* (1990 : 46) lorsqu'ils écrivent que « *c'est la recherche du consensus bien plus que de la majorité* » qui régit le processus décisionnel.

On distingue les assemblées ordinaires, extraordinaires et annuelles. Les assemblées ordinaires se tiennent souvent à date fixe (une fois par mois) et l'on y traite les sujets courants (compte rendu d'une réunion dans le municpe, organisation de la fête de l'école, etc.). Les assemblées extraordinaires, fixées au dernier moment, sont convoquées pour une affaire urgente (conflit, visite d'une délégation dans la communauté, par exemple). Enfin, lors de la grande assemblée annuelle (ou réunion générale) sont traités les sujets qui concernent directement les ayants droit qui ne résident pas dans la communauté ou bien les sujets sur lesquels toute la communauté doit trouver un accord. Les ayants droit qui ne résident pas dans la communauté, doivent être présents à cette grande assemblée qui, en général, coïncide avec une fête locale.

Les services (ou charges) pour la communauté (*cargos rotativos*) doivent être assumés par tout individu ayant droit de la communauté au cours de sa vie : « *la communauté donne de la terre et en échange l'individu rend des services, c'est la réciprocité* » (Albó, 1994 : 103). Par principe, ces charges sont tournantes. Elles sont effectuées à tour de rôle par tous les ayants droit pour une durée déterminée qui est en général d'une année. Normalement tout ayant droit aura assumé au cours

de sa vie chacun des charges. Puisqu'il s'agit de l'ensemble des ayants droit, le principe de non discrimination ou de démocratie égalitaire (Ticona, Rojas et Albó, 1993, cité par Spedding et Llanos, 1999), est respecté mais dans la pratique, ce système revêt des inconvénients. En effet, A. Spedding et D. Llanos (1999 : 85) signalent que « *ce système permet à la majorité des ayants droit d'avoir accès à la fonction de représentant mais son inconvénient est que la personne nommée n'a pas toujours la capacité ou le temps nécessaire pour réaliser une gestion adéquate* ». Par principe encore, les individus désignés pour accomplir un service ne peuvent pas refuser, sauf cas de force majeure. Enfin, puisqu'il s'agit d'un service, l'individu désigné ne reçoit aucune rémunération.

Le mode de désignation de ceux qui assurent les charges diffère selon les communautés. Dans certains cas, la liste est établie à l'avance pour une longue période (cas d'Otuyo et de Chilalo parmi les communautés étudiées). Chaque membre connaît ainsi longtemps à l'avance l'année au cours de laquelle il devra « passer » la charge. Dans d'autres communautés (cas de Candelaria), c'est lors de la réunion annuelle qu'est choisie la personne qui, l'année suivante, assurera une charge. Enfin, à San Juan, les individus savent trois ans à l'avance le moment où ils devront assumer une charge.

Ce système de charges rotatives est ancestral. Mais ses modalités ont connu des modifications au fil du temps. Aux traditionnelles charges de *corregidor* (représentant de la communauté), *pasante* (délégué à la fête patronale) ou encore d'*alcalde de agua* (chargé de l'eau d'irrigation) se sont ajoutées des charges liées à la création de nouvelles organisations (école, association, municipe, OTB, etc.). Ainsi, nous pouvons distinguer aujourd'hui deux catégories de charges : d'une part les charges décisionnelles et de représentation, et d'autre part les charges fonctionnelles.

Enfin, nous observons une évolution des charges en termes de temps investi. Pour les charges décisionnelles, il s'agit aujourd'hui quasiment d'un travail à plein temps, tout au moins si l'individu veut l'assumer correctement. Du fait de la multiplication des niveaux d'acteurs, des échelons d'intervention et donc des réunions (celle du municipe, des ONG, des fondations, du ministère de l'agriculture...), ceux qui assument les charges sont amenés à se rendre quasiment tous les jours, soit dans le chef-lieu du municipe, soit au gouvernorat. Et il faudrait organiser autant de réunions au sein même de la communauté pour rendre compte de ces événements. Pour faire face à cette charge de travail, il existe un système de « délégation » par la nomination de commissions. Outre cette grande disponibilité requise, on demande de plus en plus de compétences aux représentants des communautés (notamment en terme rédactionnel ou de gestion), car une charge décisionnelle s'accompagne souvent d'un excès de bureaucratie.

Les fêtes sont un autre « moment institué » dans la vie des communautés. L'importance des fêtes, et leur caractère structurant dans les communautés, ont été largement étudiés dans le cas des sociétés andines. X. Albó (1994 : 96) rappelle à ce propos que « *les fêtes et célébrations rassemblent la communauté. Elles aident à construire l'imaginaire communautaire, collectif et culturel, ratifient les rôles, charges et obligations mutuelles* ». De même, selon E. Madrid Lara (1998 : 101), « *les fêtes sont des événements importants pour les communautés. Elles constituent des espaces et moments de retrouvailles entre toutes les unités composantes de la communauté : les hameaux, les familles et les migrants. Ce sont des espaces rituels, sociaux et politiques où se reproduisent et se renouvellent les relations sociales de parenté et les discours de la communauté. C'est l'espace dans lequel les parents connaissent et reconnaissent les nouveaux intégrants des familles élargies. Pendant la fête, la communauté renouvelle ses liens d'appartenance à un territoire et son identité locale* ».

Le terme de fête renvoie en réalité à deux événements majeurs de portée distincte : la fête patronale de la communauté et la fête au niveau de l'*ayllu* ou de la *marka*. La première, réalisée

une fois par an⁴², regroupe les membres de la communauté auxquels se joignent certains invités du *pasante*, membres de communautés voisines. La fête se déroule en général sur trois jours. La seconde est plus prestigieuse, puisque une seule communauté est au premier rang d'une fête qui implique toutes les communautés d'un *ayllu*, appartenant lui-même à une *marka* ⁴³. Par ailleurs, il existe tout au long de l'année des fêtes ou plutôt des rituels qui rassemblent les seuls membres de la communauté.

Il convient de distinguer deux formes de participation aux fêtes. Soit en tant que simple participant, soit en tant que *pasante* c'est-à-dire en assumant la charge organisationnelle et financière de la fête. Comme pour les autres services, assumer la charge d'une fête ne peut pas se refuser, même si le coût financier est très élevé. En échange, cette charge est signe de prestige, et réussir la fête est très honorifique au sein de la communauté. Celui qui « passe » bien la fête verra son statut renforcé au sein de sa communauté. Nous verrons à ce titre, dans une partie ultérieure, comment la fête constitue l'un des lieux d'expression des logiques sociales qui se déploient autour de la migration.

Les travaux communautaires constituent une autre dimension importante de la vie collective. Jusqu'à une période récente, la communauté ne pouvait compter que sur ses propres forces pour aménager son territoire. Elle organisait des journées de travaux communautaires (*faenas*) pour la création et l'entretien des chemins, pour la construction ou la réfection d'un bâtiment (local de la communauté, école, église), pour l'exploitation des parcelles. Tous les foyers devaient participer aux travaux (à raison d'un membre par foyer), sans distinction de résidence, ni d'accès aux ressources.

Avec l'apparition de nouveaux acteurs au niveau local (municipe, ONG), certains travaux ne sont plus à la charge des communautés. Par exemple, le gouvernement municipal construit désormais les écoles et il est probable que, dans l'avenir, d'autres travaux communautaires soient également transférés (nettoyage des chemins par exemple). Signalons cependant que le principe d'action retenu par les institutions externes (municipes, ONG...) est la coparticipation. Autrement dit, l'institution finance les matériaux et la communauté bénéficiaire participe en donnant de son temps de travail.

D'autres structures, au sein de la communauté, organisent la vie sociale des individus et des familles. Cependant, elles n'existent pas dans toutes les communautés. Il s'agit, en premier, lieu, des associations de producteurs qui peuvent être des coopératives. Ces associations à but productif regroupent des membres volontaires qui trouvent un intérêt partagé à en faire partie. L'objectif est généralement de mettre à disposition des membres de l'association du matériel agricole et des conseils techniques, mais aussi de trouver et d'organiser les marchés. Dans un autre registre, les « clubs des mères » (*club de madres*), créés au départ autour de la santé de la mère et de l'enfant pour recevoir des ressources extérieures, organisent des activités exclusivement féminines (artisanat, cours de couture, crochet...). Ces structures, qui ont pu jouer un rôle très important à une certaine période, sont aujourd'hui en voie d'affaiblissement.

⁴² Il s'agit de la Vierge de Candelaria le 2 février à Candelaria de Viluyo et Chilalo, de la Saint Jean le 24 juin à San Juan, alternativement l'Assomption le 15 août ou le seigneur d'Exaltation le 14 septembre à Otuyo et enfin de la Saint Augustin le 28 août à Palaya.

⁴³ Dans le cas de la *marka* Salinas, qui regroupe quatre *ayllus*, les populations célèbrent une fête annuelle (Saint Pierre et Saint Paul le 29 juin). Chaque communauté, selon un système rotatif, va représenter son *ayllu* pour cette fête qui se déroule à Salinas. Toutes les communautés de la *marka* participent mais seulement quatre communautés sont chargées de l'organisation générale de la fête. On retrouve la même organisation pour la *marka* Llica, pour l'Ascension de la Vierge le 15 août. À San Juan, il n'existe pas de telle fête et, à Candelaria de Viluyo, l'ancienne fête du district est en cours de réhabilitation. Remise au goût du jour en 2007, celle-ci fonctionne aussi selon un système de tour rotatif entre les communautés des *ayllus*.

Le dernier type d'organisation est le club sportif (de football, généralement) que l'on rencontre dans la plupart des communautés et qui organise des rencontres entre communautés.

Des comités peuvent être mis en place pour des circonstances précises, créés à la demande du représentant de la communauté et dissout après clôture du dossier. Cela peut concerner la question de l'électrification par exemple, ou un projet qu'un organisme de développement souhaite engager dans la communauté.

Les syndicats agricoles, en revanche, et contrairement à la grande majorité des zones rurales en Bolivie, sont absents de la zone du Périsalar. D. De Morrée (1998 : 340) indique qu'« *après la révolution nationale, l'immense majorité du territoire [national] s'est maillé en syndicats agricoles, c'est-à-dire que sur les terres d'haciendas récupérées (80%) des syndicats ont été mis en place, ceux-ci ont également gagné beaucoup de communautés originaires* ». Cependant, dans la région qui nous occupe, nous n'avons pas rencontré de syndicats. Si l'on dit que le fonctionnement des syndicats ressemble pour beaucoup à celui des communautés, il y a cependant des différences majeures. Selon F. Antezana Urquieta (2006), une différence fondamentale réside dans le fait que les autorités des syndicats sont élues et non nommées à tour de rôle. Par ailleurs, le *corregidor* de Candelaria nous indique que le syndicat est beaucoup plus efficace, les décisions se prenant beaucoup plus rapidement.

Pour clore notre propos concernant le fonctionnement interne des communautés, il convient d'aborder le système d'échange, d'entraide et de coopération entre individus et familles. La coopération, en effet, est un des fondements de la culture andine. L'*ayni*, qui est au cœur des relations de coopération, est un échange mutuel de travail entre parents, compères ou voisins (Morlon, 1992). Il s'agit généralement de journées de travail mais il peut prendre des formes bien plus diverses dans le quotidien des familles (don et contre dons, échanges de services). Ce système, traditionnellement très pratiqué pour les travaux agricoles fastidieux, a tendance aujourd'hui à diminuer entre les familles mais pas entre les ménages liés entre eux par des liens de parenté.

2.4.2.4. Différenciation socio-économique et accumulation : ce que la communauté permet

La communauté n'est pas une communauté de biens et, donc, la différenciation socio-économique existe. M. Bey (1997 : 389) indique qu'au Pérou « *la différenciation socio-économique au sein de la communauté n'est pas un phénomène nouveau. [...] La société rurale a toujours été hiérarchisée, que l'on évoque les anciens caciques ou bien les notables d'aujourd'hui* ». X. Albó (1994 : 109), va dans le même sens concernant la Bolivie : « *dans la communauté typique, il ne se produit pas de pyramide sociale (avec peu en haut et beaucoup en bas) mais un losange social, c'est-à-dire qu'il y a une grande partie des communautaires qui ont des niveaux économiques relativement équivalents et seulement quelques uns qui sont significativement plus riches ou plus pauvres. Il est possible de maintenir un certain équilibre grâce aux mécanismes de solidarité communautaire et de réciprocité interne. Il est en revanche inévitable que surgisse une certaine différenciation économique* ».

Si la différenciation existe, l'institution communautaire ne permet pas l'accumulation et la stratification sociale locales. En faisant passer les charges à ceux qui ont le plus de moyens, surtout si ces charges représentent un coût important, elle réduit leur capacité d'accumulation. Comme le signale R. Molina Rivero (1986 : 231), « *si ce mécanisme évite la stratification sociale par une différenciation économique, il permet en même temps, grâce au prestige acquis, de créer un vaste réseau de liens sociaux qui facilite un meilleur développement au niveau politique et socioculturel* ». L'accumulation étant difficile localement, les investissements se réalisent préférentiellement à

l'extérieur de la communauté. Sur ce point, la communauté constitue donc une contrainte qui peut inciter certains à en sortir.

Ainsi, la communauté est une institution autogérée avec ses propres règles, ses us et coutumes. Si elle est légalement reconnue, aucune autre institution ne peut prétendre s'immiscer dans ses affaires internes. Il existe certaines contradictions entre des « lois communautaires » et les lois nationales (sur les règles d'héritage des terres par exemple) et, par ailleurs, les interactions entre familles et communauté sont parfois tendues, voire conflictuelles. Pour W. Carter et X. Albó (1988 : 464), la communauté « *se comprend comme un territoire sur lequel tous les membres ont un certain droit commun ou exclusif, et sur lequel s'établissent des règles pour que chaque famille maintienne ses droits individuels, clairement différenciés des autres. En ce sens, la communauté est la première instance au sein de laquelle se recherche l'équilibre entre le droit commun et l'autonomie familiale* ».

L'institution communautaire - comme toute institution - revêt une dynamique interne, elle est en constante évolution, se transforme au gré des événements internes et externes. C'est pourquoi les règles et les normes qu'elle édicte sont souvent renégociables. C'est un point essentiel sur lequel nous reviendrons dans l'étude des reconfigurations territoriales en lien avec le boom de la quinoa.

2.4.2.5. Dynamique démographique et création/disparition de communautés

Au fil du temps, le nombre de communautés dans cette région n'a cessé de croître, comme en témoigne la création récente de certaines communautés, issues de la subdivision de communautés préexistantes. La création d'une communauté se fait par l'installation ou l'affirmation d'un groupe dans un hameau avec son finage, puis par la mise en place de représentants de la communauté et la définition de règles communautaires (notamment les systèmes de droits et de devoirs). La communauté de Copacabana, au sud du *salar*, est un exemple de cette dynamique. Elle s'est récemment « séparée » de la communauté de San Juan alors qu'elles ne formaient auparavant qu'une seule entité sociale et territoriale (Copacabana était un hameau de San Juan). Aujourd'hui, chacune des deux communautés abrite environ 500 habitants.

À l'inverse, certaines communautés disparaissent en raison d'une déprise démographique. Dans ce cas, deux communautés se regroupent pour ne former qu'une seule entité mais le territoire de chacune reste distinct. Le nombre de communautés au sein d'un municipe est donc variable au cours du temps selon que les communautés se regroupent ou se subdivisent, ce qui constitue une difficulté méthodologique pour saisir l'histoire, le fonctionnement et le nombre de toutes ces entités.

2.4.3. Les autres échelles d'organisations territoriales

Si la communauté est la plus petite entité socio-territoriale, l'entité de base, elle fait aussi partie d'un maillage à plus petite échelle, traditionnel et coutumier d'une part et républicain d'autre part (voir en Annexe 10 les différents échelons auxquels appartiennent nos communautés d'étude).

2.4.3.1. Ayllu et marka : des organisations territoriales traditionnelles qui (re)prennent de l'importance

Héritage des temps préhispaniques, l'*ayllu* et la *marka* demeurent vivants dans certaines zones de l'Altiplano Sud (Salinas, Candelaria de Viluyo, Pampa Aullagas) tandis qu'ils sont tombés en désuétude dans d'autres (Llica, San Juan). Dans tous les cas, ces organisations sont en voie de « récupération » depuis quelques années, surtout depuis l'avènement au pouvoir du président Evo Morales.

À un niveau supra-communautaire se trouve donc l'*ayllu* qui regroupe plusieurs communautés. Si l'on peut parler d'une entité territoriale, il est toutefois difficile d'en connaître les prérogatives exactes. L'*ayllu* est certes le garant d'une certaine cohésion, via les fêtes notamment mais nous n'avons pas pu déterminer son rôle actuel dans la gestion des ressources et du territoire. Tout comme les communautés, l'*ayllu* nomme ses propres représentants.

Au dessus de l'*ayllu*, se trouve la *marka* qui regroupe plusieurs *ayllus*. L'ONG Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières note que l'*ayllu* et la *marka* « exercent une fonction d'intégration des territoires communaux et de résolution de conflits intra et intercommunaux. Ce rôle prédomine plus ou moins et il est souvent confus, selon le niveau de reconnaissance des autorités par leurs bases » (AVSF, 2009 : 31).

2.4.3.2. Les échelons politico-administratifs de l'action territoriale

Les échelons politico-administratifs en Bolivie sont l'État, les départements, les provinces (dont le pouvoir a diminué depuis la décentralisation promulguée en 1994), les municipales qui se sont constitués avec la décentralisation, les districts (qui n'existent pas partout) et enfin les cantons.

Si chaque échelon a ses prérogatives, le processus de décentralisation a apporté de nouvelles perspectives en milieu rural (Urioste, 2002a). Les échelons territoriaux qui nous intéressent ici sont les départements et les municipales. Comme nous l'avons vu, notre zone d'étude se situe à cheval sur les départements de Potosi et d'Oruro, et regroupe neuf municipales distincts. Chaque municipale a aujourd'hui son Plan de Développement Municipal (PDM) quinquennal dans lequel sont notamment indiquées les priorités en termes d'infrastructures et de production agricole. Des financements octroyés par l'État via la Loi de Participation Populaire et d'autres institutions, ciblent et appuient certaines de ces actions de développement.

L'organisation interne du municipale s'organise autour du maire élu et de son conseil municipal. En tant qu'organisations territoriales de base (OTB), les communautés sont représentées lors des réunions municipales. Elles ont également une place et un rôle dans « les comités de vigilance » qui contrôlent et vérifient l'exécution des ouvrages du municipale.

Le municipale est donc bien devenu un espace de vie politique où se prennent des décisions pour le futur des communautés. Cela n'exclut pas de nombreux problèmes internes aux municipalités à qui l'on reproche de ne pas être toujours à la hauteur de leurs prérogatives.

Il existe également des associations de municipales, appelés *mancomunidad* mais celles-ci ne sont pas encore appropriées par la population et les acteurs locaux. Les deux *mancomunidades* sur la zone d'étude ont en charge une partie des questions relevant de la santé et du tourisme.

Les communautés, en revanche, ne sont pas représentées au niveau départemental, à savoir les gouvernorats, qui ont en charge les plans de développement régionaux à partir de grands projets relatifs au réseau routier, à l'électrification rurale, la santé.

Finalement, nous devons mentionner la loi des autonomies et décentralisation suite à la nouvelle constitution politique de l'État de 2010. Avec cette loi, de nouvelles autonomies sont

en train de voir le jour, autonomies qui constitueront de nouveaux échelons de la décentralisation et de la gouvernance locale. Le changement est d'une forte portée symbolique puisqu'il vise la pleine reconnaissance sociopolitique du monde paysan et indigène. C'est à ce titre que les TCO (Territorios Comunitarios de Origen : Territoires Communautaires d'Origine) ont été remplacés par les autonomies indigènes et les TIOC (Territorios Indígenas Originarios Campesinos : Territoires Indigènes Originaires Paysans).

À la marge de ces échelons traditionnels et politico-administratifs, signalons un projet de territoire tri-national : « *los Aymaras sin fronteras* » à cheval sur le Pérou, la Bolivie et le Chili (Rouvière, 2007 ; Gonzales Miranda *et al.*, 2008 ; Amilhat-Szary, 2009). Conçu sur une base identitaire historique liant les peuples aymaras des trois pays, ce territoire serait l'occasion de coopérations renforcées et, finalement, d'une reconnaissance par les États de la spécificité ethnique cette région transfrontalière.

Conclusion du chapitre

La région de l'Altiplano Sud est le reflet de nombreux paradoxes. Milieu extrême du fait de l'altitude, de l'aridité et du froid, marqué par la dureté des conditions de vie et la pauvreté, l'Altiplano Sud a maintenu au fil du temps un peuplement significatif, malgré un fort processus d'émigration qui aurait pu conduire à la désertion de ces campagnes. Et c'est cette population permanente qui est devenue aujourd'hui la première actrice du boom de la quinoa.

À l'écart des grandes voies de communication et des centralités économiques du pays, cette région peut paraître éloignée, voire enclavée. Or ses habitants ne sont pas isolés et, bien au contraire, ont su se mettre au cœur d'un réseau ancien de mobilités et d'échanges. Toute aussi ancienne est l'organisation sociale de ces communautés rurales qui régule l'accès aux rares ressources locales et en assure la gestion concertée. Dans cette région excentrée du pouvoir central, l'organisation sociale coutumière perdure et fonctionne. Le système est relativement autonome et la population très organisée, avec ses institutions internes et, au cœur de l'organisation territoriale, la communauté. Les réformes politiques, engagées depuis une vingtaine d'années (décentralisation) et accélérées avec l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales (autonomies indigènes), répondent pour une bonne partie aux revendications anciennes des populations indigènes et implique également l'émergence de nouveaux acteurs locaux autour de la gestion des ressources naturelles.

Ces changements sont d'autant plus importants que le boom de la quinoa a fait sortir de l'ombre cette région oubliée des confins de la Bolivie, captant l'intérêt non seulement du gouvernement et des acteurs du développement, mais également des acteurs privés de la filière d'exportation de la quinoa. Aujourd'hui, les habitants de l'Altiplano Sud sont, de fait, insérés dans la sphère mondialisée des échanges agricoles, et les paysans se tiennent quotidiennement au courant du cours du dollar.

Chapitre 3

Le bouleversement des systèmes agraires lié au boom de la quinoa

L'Altiplano Sud est devenu la première région exportatrice de quinoa du monde. Celle-ci est passée d'une production de faibles quantités pour l'autoconsommation à une production à grande échelle destinée au marché. Quels ont été les mécanismes techniques, économiques et sociaux du changement agricole ? Quelles sont les mutations qui affectent les structures agraires, les systèmes de production, les formes d'organisation du travail ou encore les modes de gestion des ressources ? Comment s'expriment ces mutations tant au niveau individuel, familial que communautaire ? Quels en sont les impacts du point de vue social mais aussi environnemental ?

Nous abordons, dans un premier temps de ce chapitre, les mécanismes du boom de la quinoa, à la fois comme processus économique (mise en place de la filière, volume de production, évolution des prix, etc.) et comme processus paysager et agraire (changement des modes d'occupation et d'usage du sol, avancée du front des cultures). Les nouveaux enjeux sur le foncier, liés au changement d'usage des terres, feront l'objet d'un deuxième temps de l'analyse, qui ciblera en particulier les modes d'accès à la terre et la nouvelle répartition des ressources locales. Dans un troisième temps, nous aborderons les transformations relatives aux modes de mise en valeur de la terre proprement dite, c'est-à-dire les systèmes de production et les pratiques agricoles dans le cadre de l'organisation familiale et communautaire.

3.1. Les mécanismes du boom de la quinoa

Plante andine emblématique, la quinoa (*Chenopodium quinoa* Willd.) est une espèce herbacée de la famille des Chenopodiacees. Elle est domestiquée dans l'ensemble de l'aire andine depuis environ 7 000 ans (Brack Egg, 2003 cité par Del Castillo *et al.*, 2008) et nous en trouvons des traces dans l'Altiplano Sud depuis au moins 800 ans (Nielsen, 2002). Selon les écotypes, la quinoa peut être cultivée du niveau de la mer jusqu'à 4000 mètres d'altitude, sous des climats allant du froid aride jusqu'au tropical humide (Mujica *et al.*, 2001). Il s'agit d'une plante annuelle dont la période de végétation varie de 90 à 240 jours. La plante peut aller de 30 centimètres à trois mètres de hauteur selon le type de quinoa, le génotype, les conditions environnementales et la fertilité des sols (Mujica *et al.*, 2001). La plante peut avoir des usages multiples mais ce sont surtout les graines qui sont utilisées pour l'alimentation humaine, après en avoir éliminé le contenu amer (saponine).

Parmi plusieurs dizaines d'écotypes et variétés locales connus, une vingtaine d'écotypes, formant un ensemble appelé *quinua real* caractérisé par des grains gros et une bonne tolérance à l'aridité de l'Altiplano Sud, sont actuellement destinés à l'exportation. En effet, c'est la taille des grains qui a été le critère de sélection pour l'exportation.

Encadré 4 : Quinoas - Altiplano Sud



Photos 17, 18 et 19 : Différents écotypes de « quinoa real »

Source : clichés A. Vassas Toral 2007.

3.1.1. Conjonctures et conjonctions du boom de la quinoa

Les processus du changement dans la région de l'Altiplano sud relèvent d'un faisceau de facteurs à la fois exogènes et endogènes, de nature tant économique que sociale ou écologique. C'est la conjonction de ces divers facteurs - pour certains cernés au travers de données objectives, pour d'autres repérés dans la parole des acteurs - qu'il s'agit ici d'explicitier comme préalable à la compréhension des transformations nées du boom de la quinoa, elles mêmes liées à l'organisation en amont et en aval du marché et de la filière.

3.1.1.1. Les prémices du changement

Le réchauffement climatique est apparu comme une donnée récurrente dans le discours des paysans, même si elle peut être formulée autrement ou indirectement. L'ensemble des producteurs interrogés s'accordent sur le fait qu'il est désormais possible de cultiver des plaines qui étaient autrefois gélives. Cela ne signifie pas qu'elles sont exemptes de gelées, comme le montrent Pouteau *et al.* (2011), mais le risque a suffisamment diminué et le marché est suffisamment porteur pour que la production agricole devienne économiquement viable.

Un autre facteur, d'ordre social cette fois, renvoie au célèbre slogan de la révolution nationale de 1952 : « la terre appartient à celui qui la travaille ». Si la réforme agraire n'a pas eu de répercussion dans cette région de Bolivie, et n'a pas influencé les organisations paysannes non plus, il apparaît que ce mot d'ordre a eu un retentissement suffisant pour justifier un nouveau mode d'accès aux ressources.

Un troisième fait de grande importance tient à la mécanisation généralisée de la zone, l'arrivée des premiers tracteurs datant de la fin des années 1960. Dans cette région, le travail agricole était jusque là entièrement réalisé à la main. Or l'introduction du tracteur, qu'il ait été importé par des étrangers via des organisations non gouvernementales comme dans le sud du *salar*, acheté par des coopératives locales avec un financement national comme dans la zone inter-salar, ou encore introduit par les migrants eux-mêmes au terme d'un processus d'accumulation, parfois lié à une période de migration à l'étranger (Laguna, 2003), révolutionne les systèmes productifs agricoles et démultiplie la puissance de travail. La mécanisation de la culture s'est faite en deux temps puisque le tracteur est arrivé simplement équipé de charrues à disques, utilisable pour le défrichage et le labour. C'est seulement dans le milieu des années 1980 que le semoir mécanique a été mis au point, utilisé pour le semis cette fois.

Enfin, il convient de ne pas négliger dans ce processus de changement, le rôle du développement des voies de communication et des moyens de transport. L'amélioration des infrastructures, fortement liée aux évolutions économiques et politiques du pays au cours des deux dernières décennies (éducation, décentralisation, politiques d'aménagement), a ouvert la porte à une circulation plus aisée des marchandises et des populations.

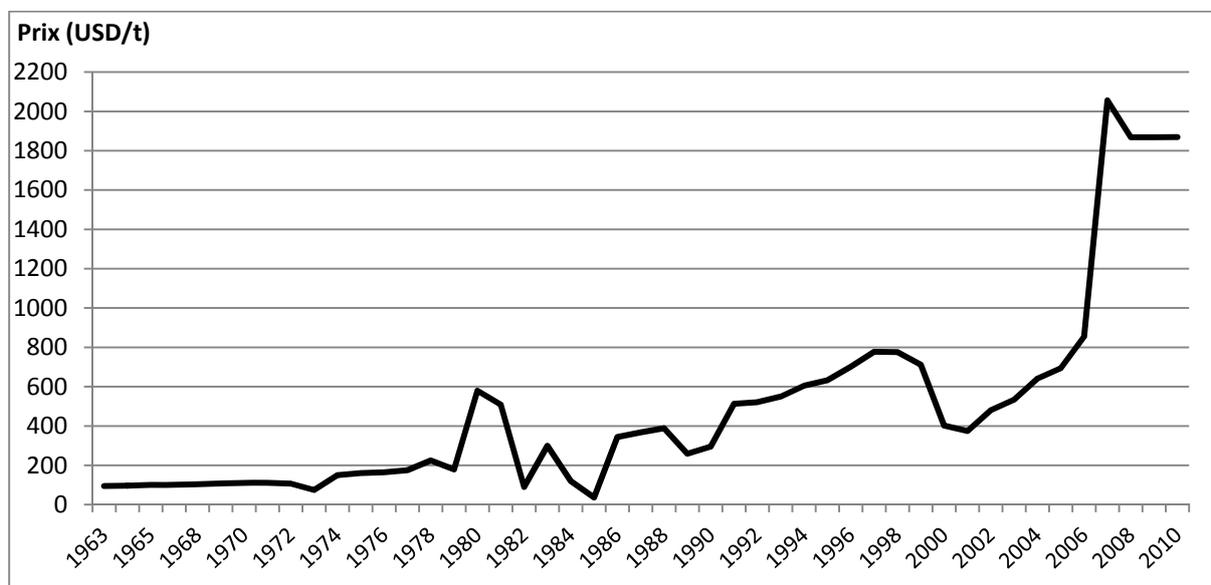
3.1.1.2. Croissance de la demande et organisation de la filière quinoa

La demande de quinoa bolivienne est d'abord venue du Pérou voisin qui, depuis plusieurs décennies, en est le premier consommateur (Laguna, 2002). En effet, suite à une politique nationale d'encouragement à la consommation de quinoa, la production du Pérou s'avèrera insuffisante pour couvrir les besoins du pays. Dans un deuxième temps, la promotion de la quinoa comme aliment de qualité (notamment par la FAO), équilibré et riche en protéines, fait émerger une nouvelle demande venant des États-Unis, du Japon puis d'Europe de l'Ouest, ce qui permet à la graine de franchir les océans pour alimenter le marché des pays du Nord à partir de 1986, date de la première exportation officielle (Carimentrand, 2008). Mais c'est la mise

en place de la filière de quinoa certifiée « biologique » en 1991 qui va véritablement impulser un marché extrarégional, renforcé ensuite par le développement de la filière du commerce équitable à partir de 2005 (Laguna *et al.*, 2006). Le Pérou restant, en dehors de ces filières de qualité, le premier importateur de quinoa bolivienne.

Le volume d'exportation officiel est passé de 1 400 tonnes en 1995 à 15 558 tonnes en 2010 pour une valeur de 47 millions de dollars (INE, 2011). À ces volumes, s'ajoutent les exportations vers le Pérou effectuées sans déclaration d'exportation (selon les estimations, ces volumes seraient très importants). L'augmentation de la demande en quinoa s'est traduite par une hausse considérable des prix de vente : si dans les années 1970 les conditions d'échange dans la région étaient de deux quintaux⁴⁴ de quinoa pour un quintal de farine de blé, en 2008 un quintal de quinoa est vendu l'équivalent d'un salaire mensuel minimum en Bolivie (70 USD), soit deux quintaux de farine. La figure 15 montre l'évolution des prix en dollars par tonne entre 1963 et 2010 et fait ressortir les fluctuations interannuelles des prix et, surtout, leur hausse fulgurante depuis 2005 et le doublement du prix de vente entre la campagne 2007 et celle de 2008. Ce prix d'achat aux producteurs s'est stabilisé depuis aux alentours de 2000 USD.

Figure 15 : Évolution du prix annuel moyen de la quinoa real payée au producteur de l'Altiplano Sud entre 1963 et 2010 (en dollar américain par tonne)



NB : 1984/85 est une période d'hyperinflation en Bolivie.

Source : Laguna *com. pers.* de 1963 à 1983 ; Laguna 2003 de 1984 à 2001 ; Fundación Autapo 2009 de 2002 à 2008 ; données du marché de Challapata pour 2009 et 2010.

Le réseau de production et de commercialisation s'est progressivement organisé. Deux organisations de producteurs ont été créées pour l'appui à la production et la promotion de quinoa (assistance technique et commercialisation). La CECAOT (Central de Cooperativas Agropecuarias Operación Tierra) créée en 1974 compte en 2008 sept centres régionaux. De son côté ANAPQUI (Asociación Nacional de Productores de Quinua), créée en 1983, compte en 2008 treize groupements, soit environ 1 600 producteurs au total pour les deux organisations. Ces organisations de producteurs exportent seulement de la quinoa certifiée biologique. À partir des années 1990, des entreprises privées s'intéressent également au commerce de quinoa⁴⁵.

⁴⁴ 1 quintal = 46,8 kg

⁴⁵ Entre autres : l'entreprise bolivienne Saite, l'entreprise américaine Andean Naturals, l'entreprise allemande GEPA, les entreprises françaises Markal, EuroNat, Raiponce.

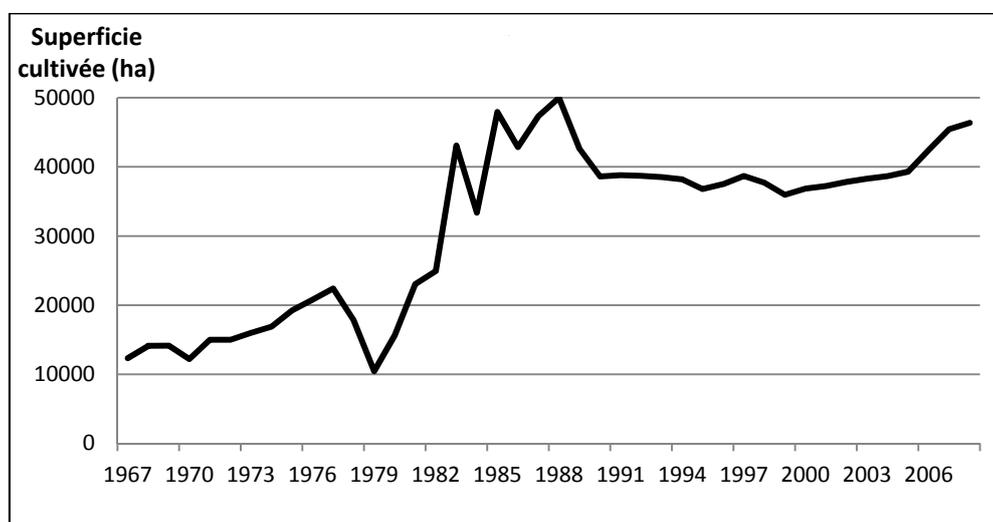
Ainsi, alors qu'autrefois les acheteurs venaient dans les communautés pour troquer la quinoa contre des produits de consommation courante, les producteurs d'aujourd'hui ont plusieurs moyens de vendre leur production. Ils peuvent, s'ils produisent de la quinoa biologique en suivant un cahier des charges de production, être membres d'une coopérative ou d'une association (organisations de producteurs), auquel cas leur production y est directement acheminée. L'autre possibilité est de vendre à une société privée (de façon individuelle ou regroupée), impliquant ou non un mode de contractualisation. Certains producteurs optent pour une vente directe sur le marché de Challapata ou à un intermédiaire de la communauté (soit contre des marchandises, soit contre de l'argent). Les modalités de commercialisation diffèrent toutefois selon les communautés. Historiquement, le processus de développement de la quinoa d'exportation a conduit à la formation de coopératives et d'associations dans certaines communautés que l'on peut dire pionnières, situées notamment dans les municipes de Salinas, Llica et Colcha "K". Dans d'autres communautés, la création de coopératives est très récente, ou encore absente. La proximité géographique de Challapata, seul marché local où est commercialisée la quinoa conventionnelle (non certifiée biologique), joue un rôle également important. L'éloignement, notamment pour les producteurs des communautés rurales de la zone sud du *salar*, empêche la vente directe sur ce marché.

3.1.1.3. Évolution des superficies cultivées et de la production

Grâce à la mécanisation, le besoin de main-d'œuvre à l'hectare est beaucoup moins important qu'auparavant. De fait, les superficies cultivées par exploitation augmentent de façon très significative, en réponse à la hausse de la demande. La croissance de la production est donc liée beaucoup plus à une extensification de l'agriculture qu'à une logique d'intensification puisque c'est l'augmentation des surfaces cultivées qui permet de suivre la demande en quinoa et non l'amélioration des rendements. L'espace cultivable n'étant pas infini, cette dynamique d'extension rencontre aujourd'hui ses propres limites.

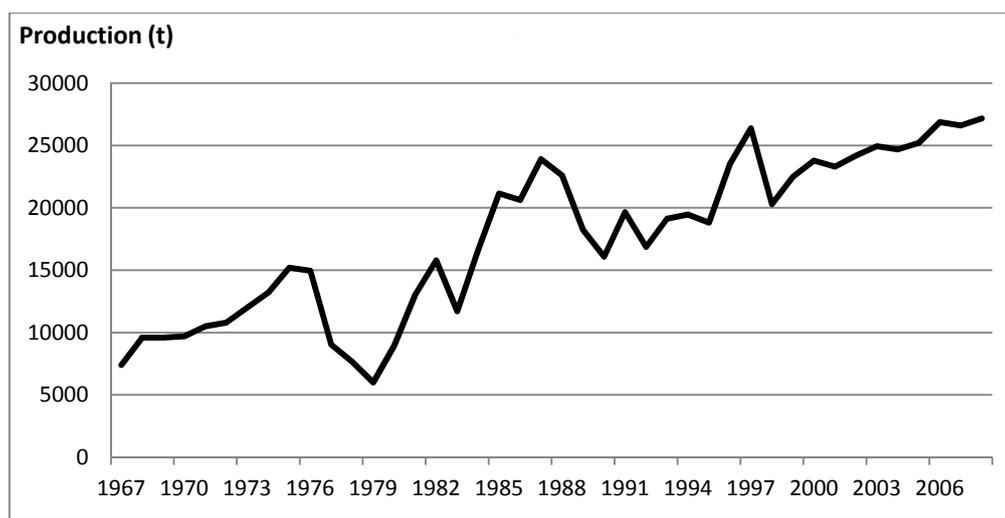
Les deux graphiques suivants (figures 16 et 17) montrent l'augmentation des superficies cultivées en quinoa ainsi que la production pour l'ensemble de la Bolivie. P. Laguna (2002) signale que, depuis la moitié des années 1980, les superficies cultivées ont essentiellement augmenté sur les rives du *salar* d'Uyuni et que, depuis 1989, la production de cette région représente plus de la moitié de la production nationale et de la superficie cultivée. Si la superficie totale a plus que triplé en 40 ans, les écarts entre les zones sont importants.

Figure 16 : Évolution de la superficie cultivée en quinoa en Bolivie de 1967 à 2008



Source : FAO, 2011.

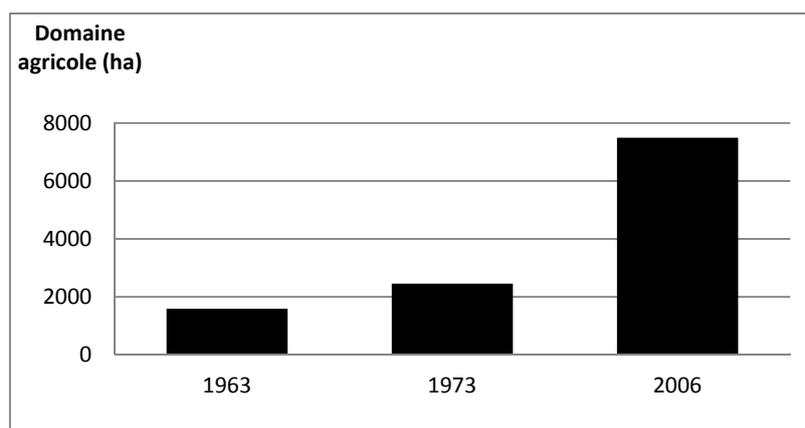
Figure 17 : Évolution de la production de quinoa en Bolivie de 1967 à 2008



Source : FAO, 2011.

Une autre source concernant l'augmentation des superficies cultivées permet d'affiner l'analyse. En effet, Jean-Rémi Duprat a réalisé, dans le cadre d'un stage au sein du programme Equeco en 2008, une étude sur les changements d'usage des terres dans six communautés du Périsalar. La méthode a été basée sur l'interprétation de photographies aériennes de 1963, d'images satellitaires USGS de 1972, SPOT de 1990 et 1999 et CBERS de 2005, 2006 et 2008. La culture de quinoa est très peu dense et la végétation naturelle reste basse et éparse lors des jachères courtes (Joffre et Acho, 2008), ce qui empêche de les différencier par télédétection. C'est donc l'ensemble du domaine agricole, incluant parcelles cultivées et parcelles en jachère, qui a été cartographié à différentes dates. D'après cette étude, pour six communautés du Périsalar, les superficies cultivées entre 1963 et 1972 ont augmenté de 63% et, entre 1963 et 2006, elles ont augmenté de 326% (figure 18).

Figure 18 : Évolution de la superficie du domaine agricole de six communautés du Périsalar, 1963, 1972 et 2006



Source : Duprat, 2008.

3.1.2. Changement d'usage des terres et avancée de la frontière agricole

Les superficies cultivées en quinoa ont triplé en quarante ans. Au détriment de quels usages ces nouvelles terres agricoles se sont-elles développées ? Quels mécanismes sociaux ont accompagné la transformation du mode d'usage des terres ? Quels ont été les changements dans les modes d'occupation et l'organisation du territoire communautaire ? Quels ont été les impacts paysagers du boom de la quinoa ?

3.1.2.1. L'organisation du territoire communautaire

Les communautés d'étude se situent sur un seul étage écologique au sens de C. Troll (1968) et J. Murra (1972) : la *puna* sèche. On peut cependant y distinguer plusieurs sous-étages ou écosystèmes (cf. p. 43) : la partie supérieure des volcans et montagnes de la cordillère, les versants ou flancs de montagnes, le piémont et la plaine. À l'exception de la très haute montagne désertique, l'agriculture et l'élevage sont pratiqués dans toutes ces zones.

On trouve souvent, dans les descriptions de l'agriculture de l'Altiplano, les termes de *aynoqa* pour parler du système d'assolement situé loin du village (les unités domestiques ayant des parcelles en nombre variable, dispersées dans chacune des soles soumises à rotation collective) et de *sayaña* pour les terres gérées et utilisées par les familles, à proximité des unités d'habitation (Rivière, 1994). Dans la région de l'Altiplano Sud, seul le terme de *manto*, équivalent de *l'aynoqa*, est utilisé et on ne rencontre qu'exceptionnellement des terres cultivées proches des habitations.

Étant données les conditions agro-écologiques, les terres de culture se situaient, jusqu'à une période récente, exclusivement sur les reliefs. Comme on le verra en détail plus loin, à partir des années 1960-70 ou plus récemment encore dans certaines communautés (années 1980-90), on assiste à un changement de localisation des aires cultivées avec une « descente » des cultures vers les zones de plaines. La communauté de Candelaria fait exception puisqu'elle a peu de relief cultivable et seulement quelques parcelles localisées sur le piémont. La préférence donnée jusque là aux zones de relief pour la mise en culture tient au fait, essentiellement, que le vent et le gel touchaient peu les pentes des montagnes et les piémonts. De plus, les sols ont toujours été réputés de meilleure qualité sur les pentes.

Deux formes de gestion des parcelles d'agriculture sèche (ou pluviale) étaient pratiquées, l'une de type collective et fondée sur une organisation interfamiliale, l'autre de type exclusivement familiale. Les deux modalités sont, respectivement, les suivantes :

- 1) les parcelles de tous les ayants droit de la communauté sont regroupées, c'est-à-dire que toutes les parcelles sont attenantes et clôturées par un mur de pierres ; dans ce cas, la règle veut que les parcelles soient cultivées une année sur n années (n étant le nombre de soles).
- 2) les parcelles de chaque famille sont clôturées. Chaque enclos regroupe plusieurs parcelles et, dans ce cas, chaque famille décide du rythme de mise en culture et d'assolement.

À partir des années 1950 (la période variant selon les communautés), la plaine constitue un nouvel espace pour la culture de quinoa. Dans cette nouvelle dynamique, intimement liée à l'expansion de la culture de quinoa, deux configurations sont à distinguer :

- 1) les parcelles de tous les ayants droit sont regroupées et cultivées une année sur n années selon une décision collective. C'est le cas de Palaya, Otuyo et Chilalo où l'on compte deux *mantos*.
- 2) les parcelles des ayants droit sont dispersées et l'année de mise en culture est indépendante de la décision communautaire (cas de San Juan et Candelaria).

Notons cependant que, dans certaines communautés, la culture de quinoa de plaine a totalement remplacé la culture en montagne (à Otuyo et San Juan par exemple). Dans d'autres la culture de pente perdure (cas de Chilalo et Palaya).

Encadré 5 : Différents aspects des territoires communautaires



Photo 20 : Otuyo, *manto* de kakawinto

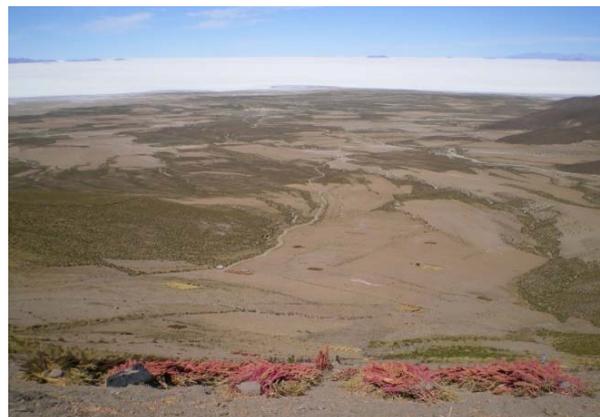


Photo 23 : Palaya, entre montagne et plaine



Photo 21 : Une partie de l'immense territoire de San Juan



Photo 22 : Chilalo, un territoire montagnard



Photo 24 : Candelaria, de grandes plaines entaillées de montagnes

Source : clichés A. Vassas Toral 2008.

Il convient de préciser quelques éléments concernant les *mantos*. En effet, nous n'avons pas rencontré le système comme ceux décrits par X. Albó (1994) ou D. De Morrée (1998)⁴⁶ qui attestent de l'existence de six *aynoqas/mantos*, voire plus. Dans la région du Périssalar, on trouve au maximum deux ou trois *mantos*. La multiplication des *aynoqas/mantos* signifie des temps de jachère relativement longs, autrement dit des temps plus importants de récupération de la fertilité des sols, notamment par le pâturage, ainsi qu'un système de rotation de cultures. Dans notre région d'étude, les *mantos*, lorsqu'ils existent, sont trop peu nombreux pour permettre la récupération de fertilité de la terre ou la rotation des cultures. Cette organisation a pour but essentiel de faciliter le gardiennage des troupeaux, en divisant en deux le territoire villageois : une partie destinée à la culture et l'autre au pâturage.

Si l'agriculture sèche est largement dominante en termes de surfaces cultivées, certaines communautés bénéficiant de sources d'eau développent une petite agriculture irriguée (luzerne

⁴⁶ « À Qochapampa, les familles ont en moyenne 2-3 parcelles dans chacune des 12 soles (zones où sont semés une seule culture) de la communauté, et, chaque année ils décident en réunion quelle culture va être semée dans quelle sole et ils s'accordent sur les soles en jachère » (traduction de l'espagnol) (De Morrée, 1998 : 350). Qochapampa est une communauté située au nord du département de Potosi.

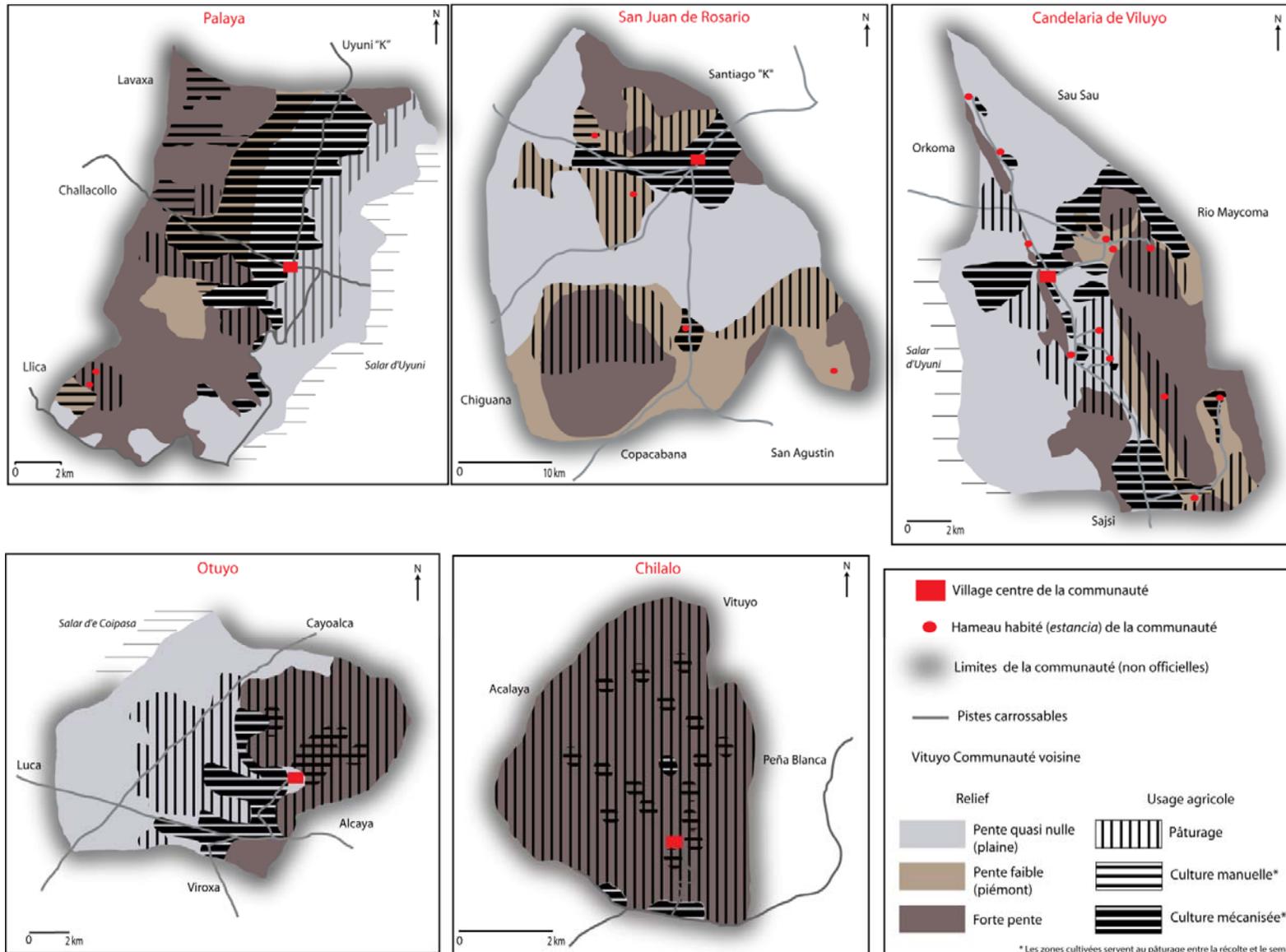
et fève principalement). Ces périmètres sont localisés dans les zones de montagne où les familles ont des parcelles clôturées. Les surfaces irriguées n'ont pas connu de changement important en termes de superficie et sont toujours cultivées.

Les zones de pâturage, enfin, se dispersent sur l'ensemble du territoire de la communauté (les pâturages communs à plusieurs communautés sont très rares) et sont gérées de façon alternée au cours de l'année : tout d'abord, les troupeaux pâturent les parcelles non cultivées recouvertes d'espèces herbacées ou buissonnantes (dans la plaine et dans la montagne), puis ils pâturent entre la récolte et le semis les résidus de culture. L'expansion de la culture de quinoa s'étant réalisée sur des zones anciennement dédiées au pâturage, les zones de pâturage ont drastiquement diminué depuis le boom de la quinoa.

Les modes d'organisation socio-spatiale du partage et de l'usage des ressources correspondent finalement à la mise en place de « zones de production », telles que les conçoit E. Mayer (1992) au Pérou. E. Mayer part du principe selon lequel on ne peut se contenter d'étudier les étages écologiques (et donc les ressources présentes) pour comprendre les modes d'occupation du territoire. En effet, c'est le groupe social qui a fabriqué, géré et entretenu ces zones. L'auteur met donc l'homme au cœur de la compréhension de l'agriculture et de son organisation spatiale. La zone de production est « *un ensemble territorial de ressources productives, géré par la communauté, et dans lequel la production est réalisée de façon spécifique. [Chaque zone de production] possède des infrastructures caractéristiques, un système particulier de répartition des ressources et des mécanismes permettant la régulation dans l'utilisation de ces ressources. Les unités de productions individuelles (les familles paysannes) détiennent des droits d'accès sur des portions identifiées et différenciées ; tous les produits qu'elles y obtiennent par leur travail leur appartiennent sans réserve ; elles ont le droit de les transmettre à d'autres* » (op.cit. : 163). Enfin, E. Mayer (op. cit. : 165) décrit très bien l'organisation sociale de ces zones de production : « *C'est un système de décision dual. Au premier niveau, l'unité domestique (la famille) est l'unité réelle de production ; au deuxième niveau, la communauté gère et administre le territoire à travers le contrôle qu'elle exerce sur les familles. Les unités de production individuelles ont accès à la terre dans chaque zone de production, mais ne peuvent les utiliser qu'aux conditions établies par les autorités. Elles peuvent influencer sur ces conditions, en participant aux assemblées ou en faisant pression sur les autorités. Si la production est spécialisée par zones, les unités de production individuelles sont diversifiées.* » Si, jusqu'à une période récente, les territoires communautaires étaient divisés en zones de production clairement délimitées, nous allons voir que pour les zones de culture nouvellement établies en plaine, il est plus difficile de parler de zonage de production.

Les modes d'occupation des sols et l'organisation de l'usage des ressources territoriales montrent une très grande diversité de situation selon les communautés. Les croquis des territoires communautaires des cinq communautés d'étude (figure 19) illustrent cette diversité tant au niveau de la superficie du territoire que de la topographie et des usages.

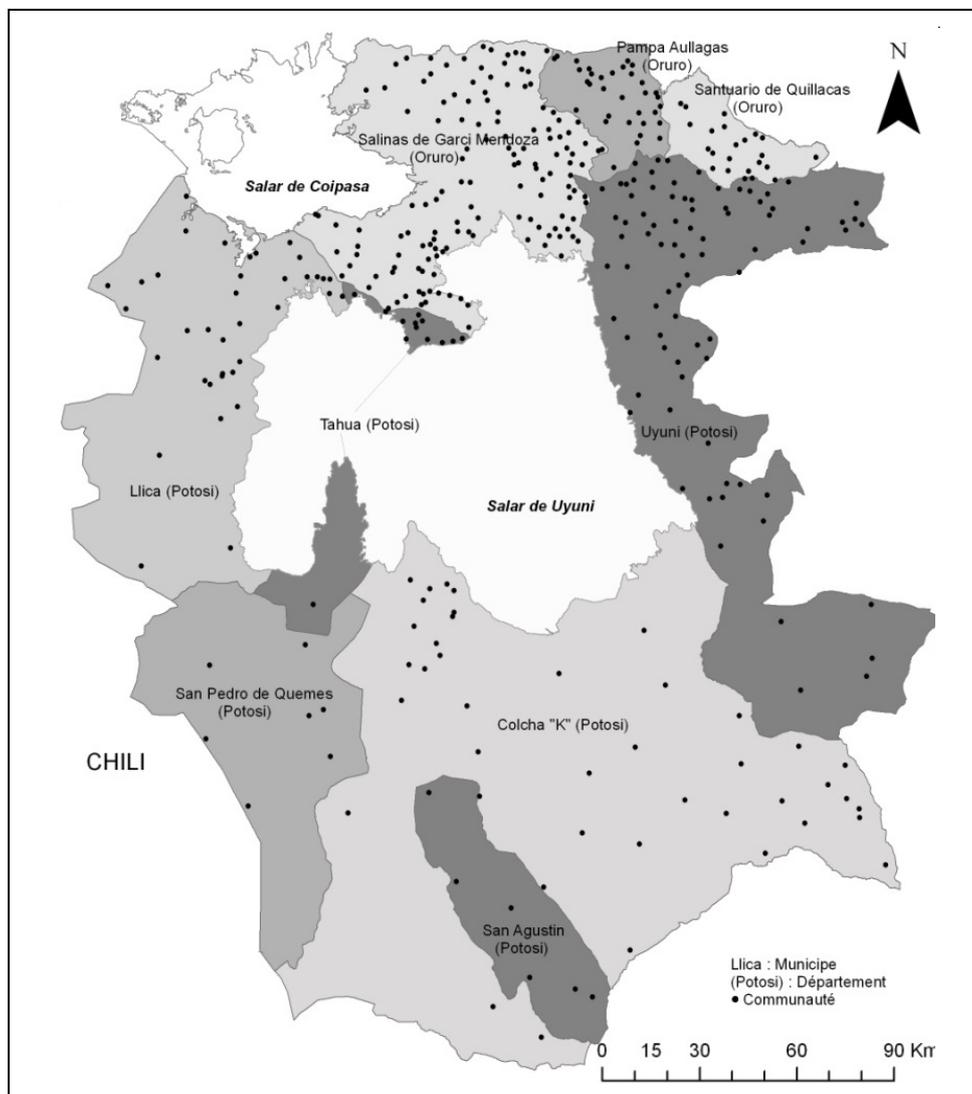
Figure 19 : Relief et usages agricoles des territoires communautaires



Source : élaboration propre.

Précisons qu'il n'existe pas de base de données cartographiques où apparaissent les limites des territoires communautaires (et donc leurs superficies exactes). Il n'existe pas non plus de cadastre foncier permettant le repérage des limites du parcellaire au sein de ces territoires⁴⁷. Sur la carte 12, nous avons indiqué la localisation du « village centre » pour l'ensemble des communautés du Périsalar. La densité des points nous révèle indirectement la taille des territoires communautaires⁴⁸.

Carte 12 : Localisation des communautés du Périsalar de l'Altiplano Sud



Source : fond de carte ministère de la décentralisation modifié par A. Vassas Toral ; élaboration propre.

Nous observons qu'au nord du *salar* d'Uyuni, la densité des points est particulièrement élevée, ce qui signifie des territoires communautaires de superficie plus réduite que dans le reste de la région. Cette densité de communautés est à mettre en relation avec la densité démographique plus forte au nord et au nord-est (entre 1,2 et 2,6 hab./km²) qu'à l'ouest et au sud (entre 0,2 et 0,7 hab./km²). À l'ouest et au sud du *salar* en revanche, la densité de communautés est plus faible, ce qui indique des territoires communautaires de superficie beaucoup plus vastes. En première approximation, ce contraste correspond pour les communautés les plus étendues à celles qui

⁴⁷ Cependant, les certificateurs de quinoa biologique ont dressé des croquis des terres des producteurs certifiés qu'ils souhaitent géo-référencer.

⁴⁸ L'élaboration de cette carte a été un travail fastidieux de nettoyage de la base de données fournie par le ministère de la décentralisation.

sont plus tournées vers l'activité pastorale, tandis que les communautés de taille plus réduite privilégient l'agriculture.

Ces variations de densité sont également liées aux facteurs topographiques. Rappelons à ce titre que certaines communautés n'ont accès qu'à des terres en pente (cas de Chilalo), tandis que d'autres ont leur territoire partagé entre montagne et plaine (cas de Palaya, Candelaria, Otuyo, San Juan). Les communautés installées uniquement dans les plaines existent mais elles ne rentrent pas dans le cadre de notre étude, puisqu'il s'agit exclusivement de communautés d'éleveurs ne pratiquant pas la culture de quinoa (tout au moins au début de cette recherche).

Certaines communautés bénéficient de micro-conditions climatiques plus favorables puisqu'elles sont à l'abri du gel alors que d'autres sont localisées dans de véritables couloirs d'air froid. Enfin, les communautés du sud et sud-est du *salar* manquent régulièrement d'eau alors que la pénurie est moindre dans celles du nord et nord-est.

3.1.2.2. Les étapes de la dynamique du changement d'usage des terres

Les cartes d'occupation du sol des années 1970 et 1980 (Liberma Cruz, 1986), ainsi que celles réalisées dans le cadre du programme Equeco à partir de photos aériennes anciennes (Vassas *et al.*, 2008) indiquent de très faibles superficies cultivées dans les plaines jusqu'au début des années 1970. Mais progressivement, l'ensemble des terres de plaine ont été mises en culture, pour aboutir à une saturation presque complète de l'espace agricole aujourd'hui. Comment s'est opérée cette « descente dans la plaine » ? Quels en sont les mécanismes sociaux et les acteurs ? Quelle a été la dynamique de la mise en culture des terres ?

Il convient de décrire un processus général de progression du front de quinoa au sein duquel chaque communauté inscrit sa propre dynamique. Car en effet, chaque communauté n'est pas passée par l'ensemble des étapes et chacune se trouve aujourd'hui à un stade différent de la dynamique.

La descente de la culture dans la plaine a été très progressive à ses débuts. La culture de quinoa dans les plaines, en tant que nouvelle ressource, ne s'est pas propagée du jour au lendemain. La première étape relève de l'apprentissage de la mise en valeur des plaines en sélectionnant les lieux les plus appropriés. Cette sélection s'est réalisée dans certaines communautés sur la base d'un constat de l'exiguïté des terres de montagne (*minifundio*) et de la perception d'un changement climatique. Cette première descente a souvent été rendue possible par une distribution de la terre opérée par la communauté elle-même ou, à défaut, avec son assentiment, voire son encouragement. Elle s'est accompagnée très vite par l'arrivée du tracteur, ayant supposé des expérimentations techniques et une adaptation des savoir-faire. Durant cette première étape, donc, ce sont les résidents permanents qui se sont appropriés de manière spontanée les terres communautaires, soucieux d'étendre leur espace cultivé au-delà des parcelles de piémont⁴⁹.

Une fois les nouvelles techniques de culture apprivoisées, la production de plaine a pris de l'envergure, pensée à une plus large échelle. Dans cette deuxième étape, la communauté n'a plus été l'organe régulateur des dynamiques foncières, chacun s'appropriant les terres qu'il souhaitait mais en donnant la priorité aux parcelles les mieux situées et les plus fertiles. Le tracteur a été un moyen facile, rapide et finalement peu cher pour transformer des terres de

⁴⁹ Mais, comme nous le verrons, un résident permanent aujourd'hui peut devenir émigré demain et inversement. Cette réversibilité perturbe l'interprétation concernant les acteurs du changement d'usage des terres. Car les émigrés sont souvent désignés comme responsables de ces changements alors qu'ils étaient résidents permanents au début du processus.

pâturage en terres cultivables, des terres communautaires en terres privées. Les résidents permanents ont investi les terres les plus fertiles, et parfois même les terres sur lesquelles ils avaient l'habitude de pâturer et où ils avaient une petite maison. On peut parler, dans ce cas, d'un droit de « préemption » sur certaines zones. Cette dynamique n'a pas été vérifiée pour l'ensemble de la zone mais plutôt dans les communautés de hameaux et d'habitat dispersé.

La dernière étape - l'actuelle - est celle de l'appropriation individuelle massive de l'ensemble des terres restées vacantes, sans distinction de leur exposition et de leurs aptitudes pour l'agriculture. La dynamique du changement d'usage des terres se fait alors de manière chaotique et hasardeuse, et concerne des terres du même coup moins fertiles, moins abritées du gel ou plus pierreuses⁵⁰. On peut parler d'une phase d'appropriation d'une ressource qui est alors pensée comme potentielle. Car les individus ne s'approprient pas seulement de la fertilité potentielle (Puschiasis, 2009) mais bien un espace qui demain fera peut-être ressource. Le processus d'appropriation est en ce sens de type patrimonial, à savoir que les populations se « réservent » de la terre comme patrimoine mobilisable du point de vue productif, si les conditions du marché deviennent favorables.

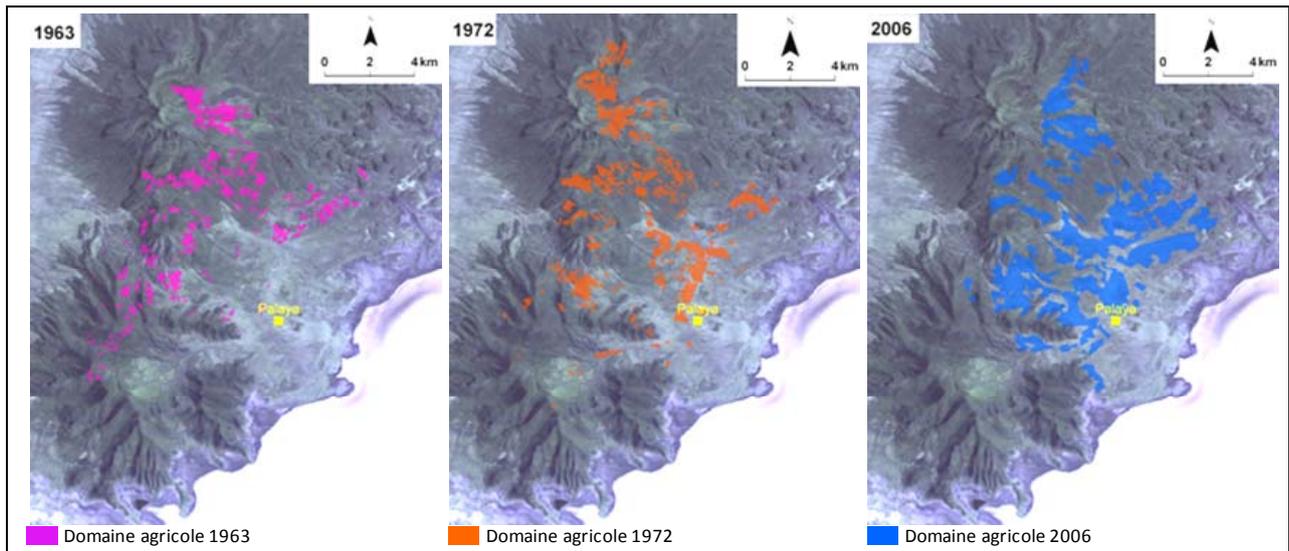
La terre est donc un enjeu crucial aujourd'hui. Mais ce n'est pas seulement pour sa fertilité. Les individus s'approprient des terres même gélives et caillouteuses car, se disent-ils, ils pourront peut être demain en avoir l'usage grâce à l'évolution des techniques agricoles, du climat ou des conjonctures économiques. La « course à la terre » est ainsi devenue réalité sur les hauts plateaux de l'Altiplano Sud et il n'est pas exagéré de dire que certaines pratiques sont finalement sans fondement économique immédiat et répondent plutôt à des logiques d'anticipation. L'accaparement de la ressource est un investissement et un pari sur l'avenir que l'on pense prometteur et dont il ne faut pas être exclu.

Sur les six communautés analysées par J-R. Duprat, dans le cadre du programme Equeco, quatre font partie de notre propre travail de recherche : Palaya, Otuyo, Chilalo et Candelaria. Sa méthodologie a consisté à travailler sur des zones rectangulaires centrées sur les communautés plutôt que sur des limites administratives non rectilignes et d'ailleurs non officielles, parfois contestées. Selon les cas, cette cartographie peut donc sous-évaluer l'étendue réelle du territoire communautaire ou, au contraire, en dépasser les limites.

Nous reprenons ici son travail sur la communauté de Palaya - la plus exemplaire du phénomène -, le travail réalisé sur les autres communautés se trouvant en annexe 11. Nous observons sur la figure 20 qu'en 1963, la très grande majorité des terres cultivées se situe sur les reliefs et seulement quelques parcelles sont cultivées sur le bas du piémont. À partir de 1972, les terres commencent à être cultivées dans la plaine, mais c'est à partir du milieu des années 1970, suite à l'arrivée du tracteur dans la coopérative de la communauté, que les superficies cultivées en plaine se multiplient. En 2006, toute la plaine est passée dans le domaine agricole, seules les terres de *pelar* et les terres inexploitable avec les moyens techniques ne sont pas cultivées (dépressions, terres très caillouteuses).

⁵⁰ En contradiction avec la perception positivée du réchauffement climatique, puisque favorable à la mise en culture des plaines, les zones actuelles de culture restent sujettes aux gelées. En 2008, par exemple, de vastes superficies de quinoa des plaines du Périssalar ont subi les dégâts des gelées alors que les parcelles de montagne en ont peu souffert.

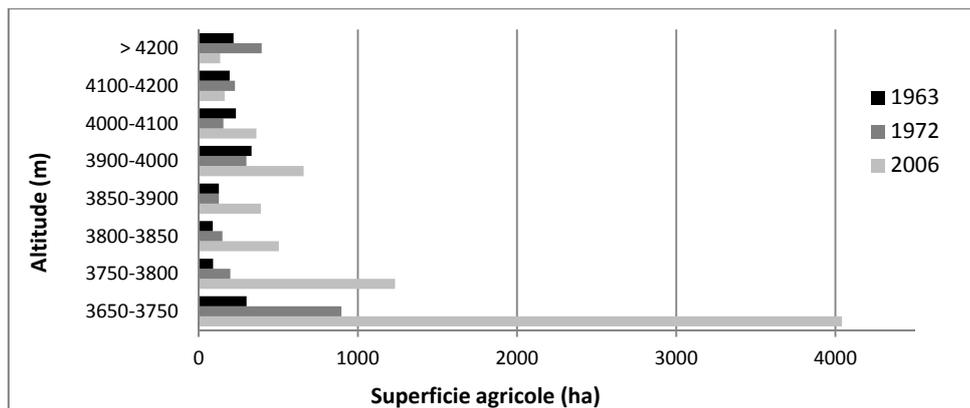
Figure 20 : Expansion du domaine agricole de la communauté de Palaya entre 1963 et 2006



Source : Duprat, 2008 ; réalisation A. Vassas Toral.

Nous observons sur le schéma suivant (figure 21) la synthèse de ces travaux, en indiquant aux trois dates la répartition des terres cultivées en fonction de l'altitude.

Figure 21 : Répartition des terres cultivées par classe d'altitude en 1963, 1972 et 2006 dans six communautés du Périssalar



Source : Duprat, 2008.

Les terres situées entre 3 650 et 3 800 mètres d'altitude correspondent à la plaine, lieu principal d'extension de la culture de quinoa. Nous observons que l'extension a touché dans une faible proportion les terres de piémont (3 850 à 4 000 m) qui sont mécanisables, et que les cultures de montagne (situées à une altitude supérieure à 4 000 m), sans être totalement abandonnées, ne se sont pas étendues.

3.1.2.3. Les transformations paysagères

Au niveau local, le boom de la quinoa a donc eu des impacts importants sur les modes d'utilisation de l'espace et sur le paysage. Nous utilisons ici les schémas élaborés par D. Félix (2008 : 6-7) réadaptés à partir de nos observations et relevés de terrain (figures 22 et 23).

Avant les années 1970, trois éléments principaux formaient le paysage traditionnel : un territoire communautaire couvert dans sa grande majorité de végétation native, utilisée pour le pâturage des lamas, alpacas et ovins ; des parcelles cultivées (pommes de terre et quinoas) et des parcelles de jachère pâturées pour des durées plus ou moins longues. Ce paysage était aussi

caractérisé par un grand morcellement foncier et des parcelles de petite taille, en rapport avec la main-d'œuvre familiale disponible (parcelles excédant rarement un hectare).

La « descente » de la quinoa dans les zones de plaines a induit, par la même occasion, une relocalisation des pratiques d'élevage. La conséquence majeure est un effacement de la mosaïque du territoire communautaire et l'apparition d'un paysage agraire qui s'apparente à un vaste champ de quinoa uniforme sans *tholar* ni murets, dont la physionomie tranche avec les versants des montagnes largement (quoique pas complètement) abandonnés par la culture dans les communautés ayant accès aux deux écosystèmes (voir Encadré 6). L'élevage est ainsi relégué aux espaces marginaux, montagnes et plaines non cultivables. La figure antérieure de l'évolution des terres cultivées de Palaya reflète ces changements de localisation ainsi que l'accroissement des zones mises en culture. Mais le paysage agricole ne correspond pas nécessairement à des tailles de parcelles individuelles immenses. Chaque producteur continue de cultiver chaque année plusieurs parcelles dans des microenvironnements distincts pour disperser les risques agro-climatiques.

Encadré 6 : Transformations paysagères - Altiplano Sud



Photo 25 : Pentes délaissées et plaines cultivées



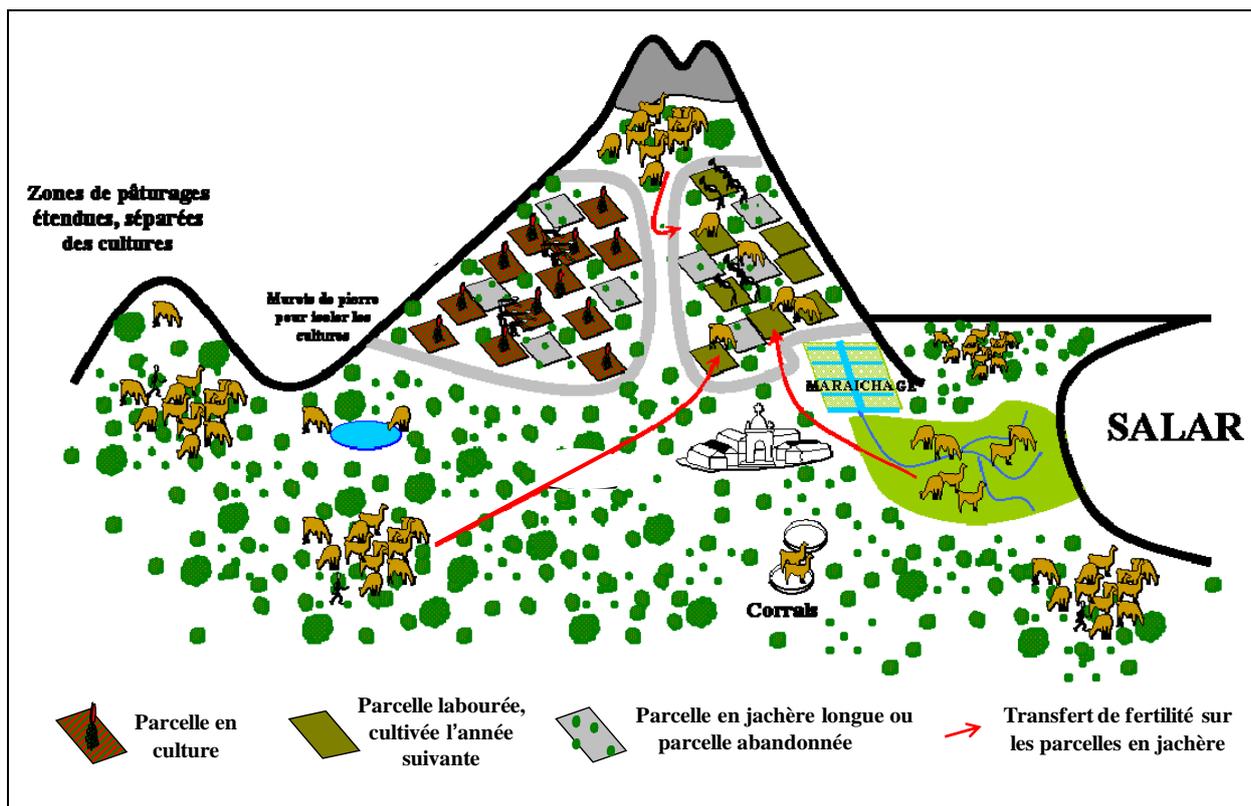
Photo 26 : Avancée de la frontière quinoa jusqu'aux bordures du *salar*



Photo 27 et 28 : Paysage de monoculture de quinoa sur les terres planes

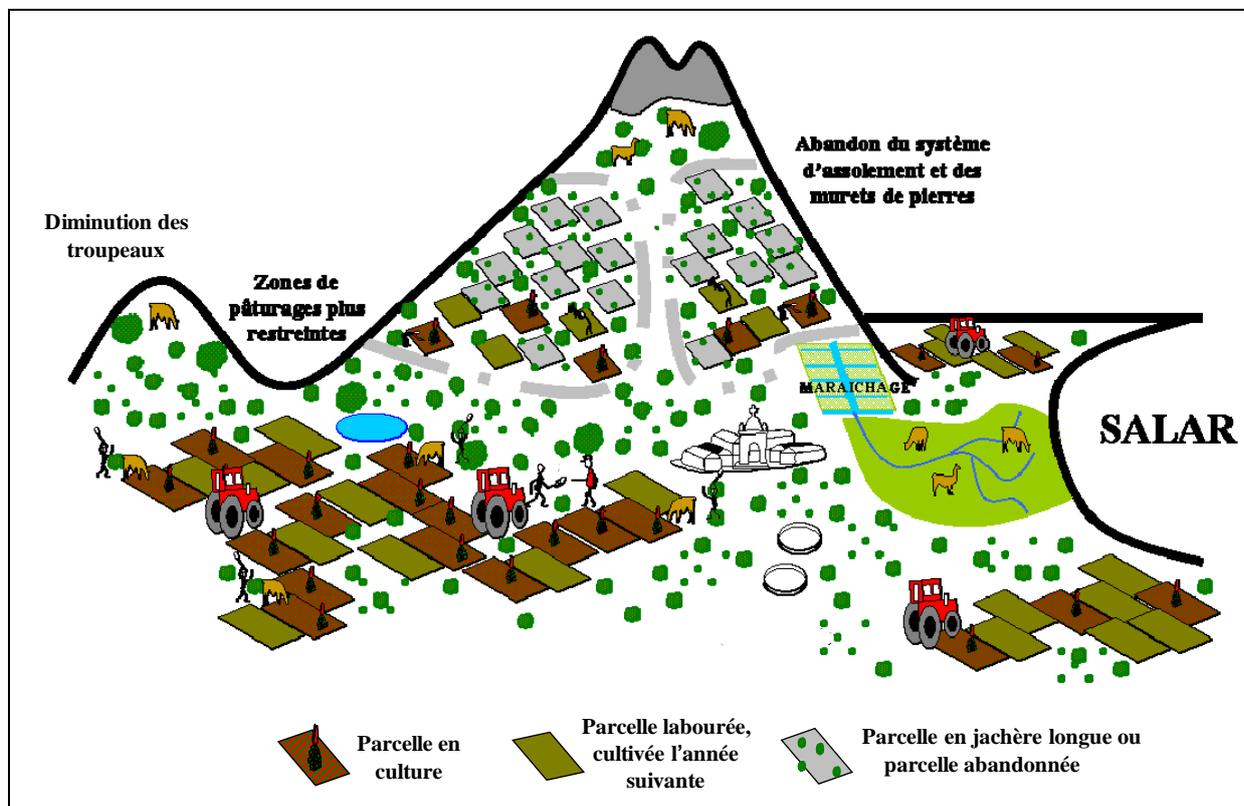
Source : clichés A. Vassas Toral 2008.

Figure 22 : Paysage agraire des régions productrices de quinoa de l'Altiplano Sud bolivien avant les années 1970



Source : d'après D. Félix, 2008, réadapté par A. Vassas Toral.

Figure 23 : Paysage agraire des régions productrices de quinoa de l'Altiplano Sud bolivien depuis les années 1970



Source : d'après D. Félix, 2008, réadapté par A. Vassas Toral.

3.2. Pressions sur la terre et nouveaux enjeux autour du foncier

La relocalisation des espaces de production de quinoa, évoluant d'un territoire mosaïque vers un « front de cultures », s'accompagne de changements majeurs de la structure et de la morphologie agraires. La relocalisation, en effet, va de paire avec un changement des modes d'accès au foncier et du statut des terres. Elle introduit aussi de nouveaux enjeux économiques et sociaux autour de l'appropriation individuelle de la ressource foncière, pouvant aller jusqu'à de nouvelles situations conflictuelles inédites dans la trajectoire territoriale de l'Altiplano Sud.

Ainsi, nous proposons de focaliser l'attention sur la question foncière comme enjeu situé au cœur du développement agricole dans la région, et plus largement en Bolivie. Quelles sont les modalités du partage des usages des ressources foncières sur le territoire communautaire ? Quelles sont les règles d'accès au foncier ainsi que celles de la gestion de la terre ? Quelles sont les entités décisionnaires et gestionnaires, les sphères familiale et communautaire étant largement imbriquées ?

À l'instar de P. Lavigne Delville (2002), il s'agit ici de décrypter les différentes dimensions de la question foncière. Le foncier est entendu comme l'ensemble des règles d'accès, d'exploitation et de contrôle s'exerçant sur les terres et les ressources renouvelables (eau, bois, etc.). Nous reprenons ici la définition de P. Lavigne Delville (*op. cit.* : 202) : « *le foncier n'est pas basé sur une relation entre l'homme et la terre, mais sur une relation entre les hommes, à propos de la terre et des ressources qu'elle porte. Le foncier est fondamentalement un rapport social, qui a des dimensions économiques, politiques, juridiques, techniques, institutionnelles. Il met en jeu les rapports sociaux internes à la société rurale locale, mais aussi les rapports entre l'État et les citoyens. [...] La terre n'est jamais un simple facteur de production, et le foncier mêle indissociablement des enjeux de richesse, de pouvoir et de sens* ».

3.2.1. Les formes d'accès au foncier pour la culture de quinoa

Dans les sociétés rurales andines, et plus largement latino-américaines, l'usage collectif de la terre et la gestion communautaire des ressources est une réalité ancienne. Il convient donc de différencier, dans les formes d'accès au foncier pour la culture de quinoa, l'évolution de la répartition des usages de la terre entre communauté et famille. Par ailleurs, nous devons distinguer les modes d'accès légaux, reconnus au niveau national, et les modes d'accès qui relèvent des faits, c'est-à-dire des pratiques foncières locales ou, pourrait-on dire, « territorialisées ».

3.2.1.1. Le partage des ressources : usage collectif et familial

La région a été faiblement affectée par l'extension du système des *haciendas* lors de la colonie et elle n'a donc pas été touchée non plus par la révolution nationale de 1952 qui, dans d'autres régions, a donné lieu à la réforme agraire et a vu l'émergence des organisations syndicales paysannes. En effet, si jusqu'en 1952 et sur la Bolivie prise dans son ensemble, « *quasiment 80% des terres appartenaient à des haciendas contre 22% aux communautés* » (Albó, 1990 : 101), dans la région du *salar* les communautés étaient et restent encore gestionnaires de leur territoire, contrôlant l'accès et les modes d'usage des terres.

L'instance communautaire est en charge de l'organisation et de la gestion de son territoire. Elle attribue donc à chaque portion du territoire communautaire un statut différencié en termes d'usage et de mode d'accès. On peut distinguer, d'une part, les espaces privés ou privatifs et, d'autre part, les espaces communautaires ou collectifs.

De ces deux types de statut dépendent les décisions quant à l'usage de la terre, sa mise en valeur et finalement, son mode de gestion. De toute évidence, ce sont les espaces collectifs qui suscitent certaines situations conflictuelles et tensions interfamiliales puisque chacun a sa propre représentation de ces espaces, y défend ses intérêts et souhaiterait y exercer son pouvoir. La communauté, en tant qu'institution arbitrale et souveraine, doit veiller à préserver l'équilibre entre intérêt individuel et intérêt général.

Le régime collectif de gestion des ressources foncières a perduré pour le pâturage des troupeaux. Toutes les terres communautaires de pâturage sont utilisées par l'ensemble des membres de la communauté, tandis que les terres à vocation agricole sont d'usufruit familial le temps du cycle agricole puis, lors de leur mise en jachère, elles retournent à un usage collectif destiné au pâturage. Dans le cas des terres agricoles, l'usufruit peut-être transmis par héritage, avec le droit de diviser ou prêter ces terres mais il n'existe pas de titre de propriété privée. C'est la communauté qui - selon la norme - contrôle le mode de distribution de nouvelles terres aux ayants droit en fonction des besoins familiaux. Nous verrons cependant, que ce mode de distribution est tombé en désuétude depuis le boom de la quinoa, les familles s'auto-attribuant sans aval de la communauté des terres collectives par défrichage.

On distingue donc deux modes d'accès aux terres correspondant à deux types d'usage : accès collectif pour les terres de pâturage et familial/privé pour les terres agricoles. Le changement d'accès de collectif à familial correspond donc à un changement d'usage de l'élevage à la mise en culture. Comme le signale le tableau 19, ce changement d'usage se traduit, en retour, par un changement d'investissement spatial des deux modes d'accès, les familles autrefois essentiellement cantonnées aux versants investissant les plaines pour la mise en culture.

Tableau 19 : Des espaces et des usages

Espace	Types d'usage	Destination de l'usage	Type d'accès
Versant et piémont (clôturé de murets de pierre)	Cultures non irriguées Cultures irriguées Canaux d'irrigation	Alimentation humaine et animale, vente	Familial Familial Communautaire
Piémont et plaine (non clôturé)	Pâturage Bois de chauffage (<i>thola</i>) Médicinal Source d'eau Cultures	Alimentation animale Usage domestique Usage domestique Alimentation humaine Alimentation humaine et animale, vente	Communautaire Communautaire Communautaire Communautaire Familial

Source : élaboration propre d'après entretiens.

3.2.1.2. Ce que nous disent droits et pratiques autour de l'usage des ressources foncières

Du côté du droit, il n'existe pas dans la région de cadastre et de titre de propriété individuel mais un titre communautaire d'indivision (*pro-indiviso*) délivré par l'État dans les années 1970. L'Institut National de la Réforme Agraire (INRA) a effectué des campagnes de reconnaissance de terrain pour dresser des croquis des communautés avec les points remarquables servant de limites et l'indication des ressources du territoire (pâturages, montagne, source)⁵¹. À ce croquis

⁵¹ Nous avons pu consulter un de ces plans et constater que les limites de la communauté étaient tracées à la règle. Pour cette raison, nous parlons de croquis. Pour ce qui est des ressources, les superficies ne sont pas précises mais toujours indiquées en dizaines ou centaines d'hectares.

a été ajoutée la liste des ayants droit de l'époque, le tout constituant un titre collectif de propriété. Aucun titre à un niveau inférieur n'a été délivré, c'est-à-dire au niveau familial ou individuel.

Dans les communautés qui entrent dans la constitution d'un Territoire Communautaire d'Origine (TCO), un autre titre a annulé celui d'indivision. Chaque TCO est constitué de plusieurs communautés et un titre collectif unique est délivré pour l'ensemble. Y figurent les ayants droit au moment de la constitution du TCO. Légalement, ce sont toujours les us et coutumes qui régissent l'accès et l'usufruit des ressources au sein de chaque communauté. Par le biais de ces titres, l'État reconnaît à la communauté la propriété ou, tout au moins, l'usufruit de la terre ainsi que son droit de l'administrer avec les ayants droit enregistrés.

Mais les communautés sont également régies par les lois promulguées au niveau national, ce qui entraîne des contradictions entre ces dernières et les « lois communautaires ». Deux exemples sont révélateurs de ces tensions. Le premier concerne les femmes. La constitution politique de l'État reconnaît le droit égal entre héritiers masculins et féminins mais les pratiques locales ne suivent pas ce principe puisque, traditionnellement, les femmes n'héritent pas du patrimoine foncier de leur père. Le deuxième exemple est celui de la mise en valeur des terres comme garantie de l'usufruit de la terre. La loi nationale de réforme agraire de 1953 promulguée contre les *haciendas*, et en particulier contre les propriétés agricoles non mises en valeur par leur propriétaire (ce qui n'est pas le cas dans l'Altiplano Sud), instaure le principe selon lequel « la terre est à celui qui la cultive ». La loi nationale stipule donc qu'en cas de non mise en valeur de la terre, celle-ci doit être retirée à celui qui en a l'usufruit. Mais en réalité, une terre qui n'est pas mise en valeur par son « propriétaire » peut être cultivée par une autre personne jusqu'à ce que le propriétaire se manifeste. En effet, comme l'indique E. Madrid Lara (1998 : 116) dans son étude sur l'Altiplano Central « *l'État soutient que l'usage de la terre est un élément fondamental pour accéder à sa possession. Si le critère de l'État était totalement valide à Huayllamarca et Llanquera, le droit de possession sur les terres de la communauté se distribuerait entre le peu d'habitants de ces communautés. Pourtant, dans ces régions les principaux mécanismes pour reconnaître les droits de possession des terres ne sont précisément pas ceux qu'établit l'État, les droits sur la terre étant attribués par l'appartenance à la communauté et le fait d'être membre d'une de ses familles. [...] L'accomplissement des charges est l'élément qui garantit la possession sur la terre plus encore que son usage* ». Il est important de signaler cependant un changement majeur dans ces règles d'usage. Car, si la mise en valeur de la terre n'est pas le premier critère retenu par les communautés pour qu'un individu en garde l'usufruit, le principe selon lequel « la terre est à celui qui la travaille » est aujourd'hui mis en avant au sein des communautés. Le conditionnement du droit d'usufruit à l'usage effectif de la terre devient l'argument utilisé pour justifier l'appropriation individuelle des terres dans le contexte de l'expansion de la culture de quinoa. Le principe fondateur de la réforme agraire est ainsi mobilisé pour revendiquer la mise en culture de terre des membres des communautés qui sont absents et qui ne cultivent pas, mais aussi pour la mise en culture de pâturages communautaires.

Ainsi, bien qu'il n'y ait effectivement pas de titre individuel de propriété, chacun connaît l'attribution des parcelles au sein des communautés. Chaque parcelle « appartient » de fait à une famille et fait l'objet d'une transmission de père en fils. Il n'y a donc pas de titre individuel de propriété mais bien reconnaissance d'un patrimoine foncier que chaque famille est en droit de gérer.

3.2.1.3. Les différentes règles d'accès au foncier

Nous abordons ici la question de l'accès au foncier pour l'activité agricole. Comme nous l'avons mentionné, l'accès pour les terres de pâturage n'est pas restrictif. Tout ayant droit peut faire paître ses animaux sur les terres communautaires même si, comme nous le verrons, chaque éleveur a ses « zones » de prédilection. La diversité et la complexité des modes d'accès au foncier se posent, en revanche, pour les terres de culture. Nous nous focaliserons ici sur les terres destinées à la culture de quinoa, sans considérer donc les terres irriguées lieu de production de pommes de terre, fève et luzerne.

Les membres des communautés ont différentes possibilités d'accéder au foncier. Nous avons vu qu'il n'existe pas de titre de propriété, mais la communauté reconnaît un droit d'usufruit familial qui est transmissible. Dans la mesure où l'on ne peut parler de propriété, les catégories des formes d'accès à la terre sont difficiles à décrire puisqu'en règle générale, achat, prêt, location renvoient à la propriété.

Pour ne pas alourdir l'analyse et afin de réduire les risques de confusion, nous utiliserons les termes « d'accès direct » et « d'accès indirect », tout en gardant à l'esprit qu'il ne s'agit pas de propriété mais de droits d'usufruit permanents et transmissibles.

Dans la catégorie de l'accès direct, nous rencontrons l'accès par héritage, par répartition, par achat et par appropriation (auto-attribution) ; l'accès indirect ne concerne que le système de métayage car il n'existe pas dans la région de location de terres ni de gardiennage. À l'instar de E. Le Roy (1995), nous considérons le prêt comme une forme d'accès à part car il se réalise au sein même des familles et il ne peut donc pas être considéré comme un accès indirect.

3.2.1.3.1. Accès direct

L'accès direct au foncier peut être le fait d'héritage familial, de répartition de terres communautaires, d'appropriation individuelle par défrichage d'une terre communautaire ou enfin d'achat de terres.

Les normes d'héritage familial sont en pleine évolution. Le système d'héritage des terres de montagne est régi par des normes anciennes et relativement stables. Il est donc facile à appréhender. En revanche, il est plus difficile d'explicitier avec précision les normes de transmission pour les terres de plaine, dans la mesure où elles ont été l'objet d'une appropriation récente et qu'elles n'ont pas encore été l'objet de transmission.

Le modèle traditionnel de transmission des parcelles de montagne est de type patrilinéaire, c'est-à-dire qu'elles sont réservées aux enfants de sexe masculin. En effet, les femmes lorsqu'elles se marient s'installent en principe sur les terres de leur mari. Le départ de la communauté légitime en quelque sorte cette modalité préférentielle de l'héritage⁵². Par ailleurs, de manière à éviter la fragmentation du patrimoine foncier, et donc le *minifundio*, tous les enfants reconnus ne reçoivent pas systématiquement de terres en héritage et les enfants non reconnus (enfants naturels) n'en reçoivent jamais. Le partage des terres s'effectue uniquement par testament, à la mort du père.

⁵² Le système est similaire à ce celui de Pampa Aullagas, communauté étudiée par R. Molina Rivero (1986 : 241) « Le système de transmission de l'héritage de la terre est essentiellement patrilinéaire, en conformité avec les règles de résidence patrilocal, c'est-à-dire que les femmes lorsqu'elles se marient et déménagent dans la maison de l'homme perdent le droit d'usage des terres dans leur communauté respective. En revanche, en ce qui concerne les animaux et autres biens, la transmission héréditaire est bilatérale, s'applique la règle d'héritage autant aux enfants de sexe masculin que féminin ».

Pour les enfants de sexe masculin, on rencontre diverses modalités d'héritage selon les familles :

- une répartition égalitaire entre tous les garçons ;
- une répartition inégalitaire fondée sur le « mérite ». Une plus grande part revient à celui qui sera resté avec ses parents pour les aider ;
- une répartition inégalitaire fondée sur l'ordre de naissance des enfants. La plus grande part est réservée au plus jeune des garçons. Cette règle, cependant, n'a été citée qu'à Candelaria de Viluyo : c'est le fils cadet qui hérite, à la condition qu'il assume la charge de ses parents pendant leur vieillesse. Autrement dit, la modalité préférentielle de l'héritage implique une obligation intergénérationnelle. Aujourd'hui, ce mode d'héritage tend à être délaissé et, dans beaucoup de familles, le père lègue des parts égales à chacun de ses fils.

Quant aux femmes, en règle générale, elles n'ont pas (ou très peu) d'héritage de terres. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'héritage mais bien souvent d'un usufruit de leur vivant, non transmissible à leur descendance. Elles reçoivent souvent des lopins de terre qui leur sont offerts (*pedazos regalados*) et qui n'excèdent pas deux parcelles d'un hectare chacune. Cela leur permet de maintenir un lien avec leur communauté d'origine et leur famille, en venant dans la communauté aux moments des travaux agricoles. Certaines voix se font entendre pour que ces biens constituent de réels héritages, c'est-à-dire soient transmissibles. Mais le débat est trop récent pour en connaître l'issue.

La transmission des terres va de pair avec la transmission du statut d'ayant droit. Il n'est pas exclu, cependant, que le statut d'ayant droit s'acquiert en dehors de la transmission de terre. C'est une situation observée, par exemple, à San Juan, où les jeunes qui atteignent l'âge de la majorité reçoivent le statut d'ayant droit. Ils peuvent donc cultiver en leur nom propre des terres familiales qui leur sont prêtées, des parcelles qu'ils se sont appropriées ou encore des terres que la communauté leur a attribuées.

Les diverses règles précédemment énoncées pour les terres de montagne peuvent faire exception dans certaines situations. S'il n'y a aucune descendance masculine au sein d'une famille, les femmes ont un droit d'héritage sous condition de leur célibat. Par ailleurs, lorsqu'un couple s'installe dans la communauté de la femme - le mari ayant renoncé à ses droits et devoirs dans sa communauté d'origine -, il peut alors prétendre, comme tout ayant droit, à l'accès à la terre dans la communauté d'installation.

Il est fort probable que ces règles de transmission de la terre seront transférées aux nouvelles superficies appropriées dans les zones de plaines. Ces appropriations étant récentes, il est difficile de savoir si ce transfert de normes ne s'accompagnera pas de modifications ou d'ajustements. De fait, de plus en plus de femmes réclament des terres en héritage, en particulier les terres familiales qui leur sont prêtées. Dans la mesure où les superficies nouvellement appropriées, et donc transmissibles, sont importantes (jusqu'à 100 hectares), la nécessité de ne répartir qu'à un petit nombre d'enfants pour éviter le *minifundio* devient moins pressante, et leur revendication pourrait être plus facilement satisfaite.

Outre le système de transmission familiale, l'accès direct à la terre peut s'opérer par répartition communautaire. Dans les faits cependant, ce mode d'accès par répartition de nouvelles terres tend à disparaître depuis le boom de la quinoa, la communauté étant plutôt dans une attitude passive et les familles s'auto-attribuant des terres. En effet, épisodiquement, la communauté procédait à des répartitions de terres entre les familles, en prélevant sur les réserves foncières collectives, soit sous forme de distribution générale, quand tous les ayants droit en bénéficiaient, soit sous forme de distribution ponctuelle pour un ayant droit dans le besoin et qui le sollicitait (généralement lors de son installation en ménage).

Un autre mode d'accès direct qui s'est développé plus récemment est l'appropriation individuelle par défrichage (ou auto-attribution). Autrefois, dans les secteurs de pente, les ayants droit défrichaient manuellement des terres, ce qui représentait un travail considérable ; ils acquéraient ainsi le droit héréditaire de cultiver les parcelles défrichées. La régulation se faisait par elle-même car personne ne pouvait accaparer beaucoup de superficie, faute de force de travail suffisante (AVSF, 2009 : 35). Ce mode d'accès par appropriation de la terre via le défrichage s'est considérablement développé depuis la mise en culture des plaines avec le tracteur. La communauté n'est pas à l'origine du processus d'attribution de ces parcelles, dans la mesure où, généralement, elle n'est pas consultée. Dans ce mode d'appropriation, chaque ayant droit défriche librement des parcelles étendues situées sur le territoire communautaire⁵³. Mise devant le fait accompli, la communauté semble prisonnière d'une règle ancienne - l'usufruit des terres défrichées - qu'elle n'a pas su, pas pu ou pas voulu adapter au changement technique apporté par la mécanisation du défrichage. N'ayant pas anticipé le changement d'échelle lié à ce changement technique, elle se retrouve à devoir, soit reconnaître les faits d'appropriation individuelle, soit gérer les conflits qui en découlent.

Enfin, quoique peu développé dans la région, l'achat - possible exclusivement dans la communauté d'origine - est aussi un mode d'accès direct à la terre. Ce sont surtout les ayants droit âgés sans héritiers, qui ne peuvent plus cultiver leurs parcelles qui les vendent. Il s'agit donc généralement de parcelles bien situées sur le territoire communautaire puisque cultivées de longue date mais qui sont en revanche « fatiguées »⁵⁴.

3.2.1.3.2. Accès indirect ou droit délégué

P. Lavigne Delville *et al.* dans un ouvrage de 2003 basé sur neuf études de cas en Afrique de l'Ouest définissent les « procédures de délégations de droits d'exploitation » (ou « droits délégués » en raccourci) comme « *les mécanismes par lesquels un acteur qui contrôle, à titre personnel ou au nom de son groupe familial, les droits d'accès et d'exploitation sur une parcelle agricole, accorde ses droits d'exploitation à un tiers, à titre non définitif, et selon des règles déterminées. On prend ici le mot « droits » au sens descriptif (ensemble de prérogatives et de devoirs) et non au sens juridique du terme. [...] Ce terme évite la connotation propriétaire du terme de « faire valoir indirects », qui présuppose une propriété privée de la terre, qui est loin d'être réalisée dans la majeure partie des zones rurales. [...] Un arrangement de délégation de droit foncier correspond à un accord entre deux acteurs, ayant des disponibilités différentes et complémentaires quant à deux ou plusieurs facteurs de production, dont la terre. Tout arrangement renvoie à une relation entre acteurs, et n'est jamais indépendant des relations sociales qui les lient. [...] La palette des formes de délégation de droit permet, en général, un ajustement efficient (sous contrainte) des dotations différentielles en facteurs (terre, travail, capital, capacité technologique, insertion dans les réseaux marchands, etc.) des acteurs » (op. cit. : 3-5).*

Dans notre zone d'étude, un propriétaire (ou usufruitier direct) de terres peut avoir divers motifs pour déléguer ses droits d'exploitation mais dans tous les cas, il s'agit d'individus qui ne peuvent réaliser eux-mêmes certaines ou l'ensemble des tâches agricoles. Les motifs pour déléguer les droits sont de quatre ordres, non exclusifs les uns des autres. Le premier motif est d'ordre économique, dans la mesure où il s'agit de la mise en valeur d'un patrimoine qui peut rapporter un revenu. Selon les modalités, le propriétaire bénéficiera de 25 à 75% de la récolte finale. Dans le pire des cas, le bénéfice représente donc un quart de la récolte, ce qui est tout de

⁵³ On rencontre parfois deux étapes pour cette appropriation, tout d'abord le marquage de la parcelle à ses quatre coins (par des cairns), puis le défrichage proprement dit quelques années après. L'étape de « préemption » par marquage ne semble pas faire débat au sein de la communauté.

⁵⁴ On parle localement de terres fatiguées pour désigner des terres qui nécessitent des temps longs de jachère avant de pouvoir être mise en culture à nouveau.

même conséquent par rapport à l'investissement nul qu'il représente. Une autre raison poussant les individus à déléguer leurs droits relève de la « légitimité » qu'ils retirent de la mise en valeur de leur terre. En effet, dans le contexte actuel de saturation du foncier, certains individus des communautés mettent en culture des parcelles ne leur appartenant pas (terres de migrants). Pour éviter ce risque, certains propriétaires migrants, faute de cultiver eux-mêmes, mettent en culture leurs terres par un tiers. En parallèle, le même principe - « la terre est à celui qui la travaille » - permet à des ayants droit, via le système de droits délégués, de mettre de nouvelles terres en valeur et donc de se les approprier. Enfin, déléguer ses droits d'exploitation à un parent qui réside sur place est une forme d'entraide puisque le bénéficiaire des droits d'usage obtient ainsi un accès à la terre.

L'accès indirect peut prendre deux modalités de contractualisation : le contrat avec partage de la récolte et le contrat avec accès à la terre contre prestation de travail.

Les contrats avec partage de la récolte correspondent au métayage qui, dans la région, se pratique pour une durée d'un an. P. Lavigne Delville *et al.* (*op. cit.* : 83) indiquent que « le type et le niveau de la contrepartie ne suffisent pas à caractériser le contenu de l'arrangement, ni les rapports entre les parties : le partage des coûts de production et la division du travail dans la mise en place et l'entretien des cultures sont des paramètres essentiels. En fonction des facteurs mis en jeu, ce type d'arrangement se rapproche :

a) d'un strict rapport foncier, lorsque le propriétaire n'intervient en rien dans la production et perçoit simplement une rente proportionnelle.

b) d'un simple contrat de travail, lorsque le « tenancier » payé au pourcentage de la production n'intervient pas dans la prise de décision et est un simple exécutant.

c) d'une mise en commun de facteurs entre des acteurs inégalement dotés. »

Dans les communautés de l'Altiplano Sud, nous rencontrons le premier type (a) que l'on nommera *al partir*⁵⁵, sans implication du propriétaire. Dans ce cas, le propriétaire met à disposition sa parcelle tandis que le métayer assume l'ensemble du processus de production et des charges financières, le produit de la récolte étant partagé à 25% pour le propriétaire et 75% pour le métayer. Nous ne rencontrons pas le deuxième type (b) dans la région, en revanche, le troisième type (c) est la configuration la plus répandue. Pour ce dernier type d'arrangement, il existe autant de contrats que de producteurs mais il est certain que les contrats se négocient en fonction des liens qui existent entre les deux individus. Quelques exemples illustrent la variété de ces contractualisations. Le premier est celui d'un propriétaire qui met à disposition sa parcelle, paye le labour et participe aux opérations de la post-récolte. Le métayer, de son côté réalise le semis, les traitements phytosanitaires, la récolte et les travaux de la post-récolte. Les deux parties (propriétaire et métayer) se partagent la récolte en parts égales. Le deuxième exemple est celui d'un propriétaire qui met à disposition sa parcelle, paye le labour et le semis au tracteur, le matériel et la moitié des salaires des journaliers qui effectuent la récolte. Celui qui travaille la terre (un de ses frères) s'occupe du labour, du semis et des traitements contre les ravageurs lorsque c'est nécessaire. Il paye également la moitié des salaires des journaliers qui sont chargés de la récolte. Finalement, les deux parties se partagent la récolte en parts égales.

Le type a), système *al partir*, est couramment pratiqué par les jeunes ménages qui s'installent et qui ont un accès direct à la terre restreint. Par ailleurs, c'est une option qui est de plus en plus adoptée par les ayants droit qui ne résident pas en permanence dans la communauté ainsi que par les chefs de ménages âgés résidant dans la communauté.

⁵⁵ Localement, le terme *al partir* désigne une forme de métayage qui peut concerner tout ou partie des opérations culturales (« labour *al partir* » « semis *al partir* » « terre *al partir* »), nous l'employons ici exclusivement lorsque le propriétaire délègue l'ensemble des travaux agricoles.

L'autre modalité de contractualisation est celle qui donne accès à la terre en échange de prestations spécialisées. Il s'agit d'un contrat appelé localement *al partir* avec un tractoriste. En échange d'une prestation, le propriétaire cède un droit de culture au tractoriste. Dans le cas de terres qui n'ont jamais été cultivées, le tractoriste défriche et laboure la première année la totalité de la superficie sans coût pour le propriétaire, suite à quoi chacun cultive la moitié de la parcelle à ses frais. La seconde et troisième année, le propriétaire laisse l'usufruit de la moitié de la parcelle au tractoriste. Dans le cas de terres déjà cultivées (jachère de 1 à 5 ans), le tractoriste laboure la totalité de la parcelle à ses frais. Puis elle est divisée en deux parts égales que les deux parties cultivent chacun de leur côté (pour une année). Ce type de contrat peut donc durer de un à trois ans.

3.2.1.3.3. Prêt

Le prêt s'inscrit dans le circuit d'échange de parcelles au sein même de la famille (parenté directe et compérage) et s'apparente à une forme d'entraide. Le prêt, qu'il soit à durée déterminée ou indéterminée, n'existe pas avec des membres externes à la famille. Il est commun de prêter des terres aux femmes, faute de pouvoir les leur transmettre (notamment aux femmes qui n'ont pas d'autres possibilités de revenus que l'agriculture). Il s'agit donc d'un prêt d'usufruit ne donnant pas normalement lieu à l'héritage pour les filles. Le prêt de terres aux hommes intervient dans des situations d'attente d'un héritage, ou bien dans le cas de situation économique difficile et de manque de terres. En cas de problème financier ou de difficulté en migration, certains reçoivent de leur famille l'usufruit de quelques parcelles, et cela peut également concerner les filles. Celui à qui l'on prête une parcelle est en charge de l'ensemble des décisions et des travaux agricoles, et toute la récolte lui revient.

Ainsi, un producteur ne possédant aucune terre peut cultiver par le biais du prêt et/ou du métayage et un producteur peut cultiver par le biais du métayage plus de terres qu'il n'en possède. Inversement, un ayant droit (propriétaire) absent de la communauté peut y faire cultiver ses terres en recourant à des arrangements familiaux ou en contractant des tiers extérieurs à la famille voire à la communauté.

3.2.3. Vers une privatisation et une répartition inégale de la terre

3.2.3.1. Un recul des terres collectives

Jusqu'à présent, toutes les terres sont demeurées propriété de la communauté avec un usufruit soit collectif pour les pâturages, soit familial pour les terres agricoles. Schématiquement, on pourrait avancer qu'autrefois 3/4 du territoire communautaire était destiné au pâturage (usage collectif) et 1/4 à l'agriculture (usage privé familial) : aujourd'hui la relation est inversée. La privatisation des terres, au sens d'un usage exclusif et restreint à un individu et sa famille, est donc en cours, même si ceux-ci n'ont pas de titres de propriété. Le changement de localisation décrit précédemment s'est donc traduit par un basculement du mode d'accès à la terre. L'espace pastoral de plaine, autrefois d'accès collectif, est aujourd'hui d'accès individuel. L'expansion de la quinoa est donc étroitement associée à un profond changement du régime foncier et du mode de régulation de la répartition de la terre. La communauté, qui traditionnellement régule l'accès aux nouvelles terres agricoles et qui était la seule instance à décider d'une réduction éventuelle des terres de pâturage, est aujourd'hui peu décisionnaire dans l'ensemble de la zone. Les processus d'appropriation individuelle des ressources en terres ne sont quasiment pas régulés, ou sinon de manière passive ou conflictuelle. De plus, la communauté n'a plus aucune prérogative quant aux décisions des pratiques agricoles, comme c'était le cas autrefois dans les zones de production.

Ces processus - c'est tout au moins notre hypothèse - semblent liés à une évolution des modes de représentation et de valeurs attribués à la ressource locale. Comme signalé plus haut, le slogan de la révolution agraire « la terre appartient à celui qui la travaille », mot d'ordre initialement donné pour redistribuer aux paysans les terres des *haciendas*, notamment dans les vallées inter-andines, a trouvé un écho renouvelé sur l'Altiplano, légitimant l'appropriation foncière individuelle et sans droit de regard d'autrui. Depuis le milieu des années 1960, le principe d'une répartition des terres gérée et contrôlée par les instances communautaires est ainsi fortement remis en cause, et aurait même quasiment disparu.

Un autre facteur susceptible d'expliquer le « laisser-faire » communautaire - plus ou moins affirmé selon les zones - serait la nouvelle configuration démographique de la zone. La pression sur la terre, en effet, est une nouvelle réalité, allant jusqu'à une saturation du foncier, phénomène survenu en plusieurs étapes. Au début du processus d'expansion de la culture de quinoa, la pression sur les ressources était relativement faible dans des communautés restant peu peuplées. Les surfaces défrichées n'étaient donc pas très étendues et la diffusion du phénomène, encore timide, n'entraînait pas de diminution drastique des terres de pâturage. Ensuite, et à mesure de l'augmentation des prix et d'une meilleure maîtrise technique de la production, les résidents ont augmenté les superficies et en parallèle les migrants se sont intéressés à la terre comme nouvelle source de revenus et de capitalisation, avec l'avantage considérable par rapport au travail salarié en ville ou dans les mines, d'être sous leur contrôle direct et presque exclusif. Le retour des migrants a été une des conséquences du boom de la quinoa, nous y reviendrons, introduisant une nouvelle forme de pression environnementale et sociale. Ainsi, la multiplication des producteurs s'est traduite par un changement profond de l'usage des terres. Dans certaines communautés, dix ans ont suffi pour « saturer » le foncier en plaine dans un espace autrefois presque exclusivement dédié au pâturage.

Enfin, on ne peut nier le fait qu'une communauté, en tant qu'institution formée et reconnue par ses habitants, est soumise à ses propres contradictions entre intérêts collectifs et individuels. Les normes qu'elle fixe sont par nature ajustables, ou tout au moins se font ici « silencieuses » dès lors que l'impératif du mieux être ou que les jeux de pouvoir⁵⁶ entrent en ligne de compte. Or cette nouvelle forme de valorisation du patrimoine local - à savoir la quinoa -, se traduisant par une hausse des revenus, est aujourd'hui considérée comme prioritaire par les habitants. Ce qui explique que cette mise à profit du bien commun (qui passe tout de même par une étape d'appropriation individuelle effrénée où les règles ne sont pas respectées ou, du moins, sont interprétées de façon abusive : « la terre à celui qui la cultive ») puisse s'opérer dans un relatif consensus alors même qu'elle aboutit à une certaine forme de « privatisation » de la ressource et du territoire. E. Mayer (1992 : 169) indique à ce propos que « *le processus de désintégration des zones de production implique un démantèlement progressif des contrôles communautaires et le triomphe de l'individualisme des décisions agricoles. Bien que souvent associées, désintégration et privatisation ne doivent pas être confondues* ».

3.2.3.2. Une distribution de la terre de plus en plus inégalitaire

Si l'on observe aujourd'hui une superficie moyenne cultivée par actif en forte croissance, les écarts entre familles tendent à se creuser. P. Laguna (in Winkel *et al.* 2008 : 61) indique que jusque dans le milieu des années 1970, chaque famille cultivait entre 0,5 et 1 ha par an dans la montagne, avec une distribution relativement égalitaire. D'après nos observations, les

⁵⁶ Sur les groupes d'intérêts et de pouvoir dans les villages, voir Mayer (1992).

superficies cultivées par an et par producteur dans leur communauté (toutes formes d'accès confondues) oscillent entre 0,1 ha et 38 ha⁵⁷ (tableau 20).

Tableau 20 : Superficies cultivées en quinoa par an par les producteurs des cinq communautés d'étude

	Superficie min-max cultivée par producteur dans leur communauté (ha/an) ¹	Superficie cultivée par la majorité des producteurs dans leur communauté (ha/an) ²
San Juan	1-15	9
Chilalo	0,1-6,5	1
Otuyo	1-16	3
Candelaria	1-38	10
Palaya	0,5-35	7

¹ L'éventail est valable pour les individus qui ont répondu et qui cultivaient en 2008, soit 146 individus au total.

² Superficie estimée par les représentants locaux considérant l'ensemble des producteurs ayants droit de chaque communauté.

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

On observe de fortes variations entre les communautés selon leur situation topographique et le nombre de familles qui la composent. Certaines communautés de montagne, comme Chilalo, ont un accès très réduit à des terres planes alors que d'autres ont un territoire beaucoup plus étendu dans la plaine. De façon générale, les producteurs cultivent dix fois plus à Candelaria qu'à Chilalo, proportionnellement à l'étendue des terres planes. Il est en revanche intéressant de remarquer les écarts entre producteurs au sein d'un même territoire. Ces écarts sont très marqués à Palaya et Candelaria (de 0,5 à 38 ha), deux communautés ayant pourtant des territoires avec de bonnes potentialités agricoles. Les chiffres minimaux sont quasiment équivalents pour l'ensemble des communautés (0,1 à 1 ha), correspondant généralement aux producteurs à qui l'on prête des terres. En revanche, le chiffre maximal reflète l'étendue des terres cultivables.

Les écarts peuvent s'avérer plus importants encore si l'on considère les superficies cultivées par certaines familles dans la communauté de l'épouse ou dans d'autres communautés par le biais du métayage. Il est fort probable qu'auparavant tous les ayants droit avaient accès à toutes les zones de production (*mantos*, irrigation, pâturage). Aujourd'hui, des familles n'ont pas accès à certaines (ex) zones de production. Elles n'ont de terres que dans un *manto* car il n'y a pas eu de répartition et de délimitation de nouvelles zones avec les règles qui les accompagnent.

Quant aux superficies « possédées », les écarts entre producteurs et entre communautés sont également importants (tableau 21). Ces écarts dans la distribution des ressources en terres sont relativement inhabituels dans le contexte des sociétés rurales en Bolivie, tout au moins celles qui peuplent les espaces de la Cordillère et des hauts plateaux, où les dynamiques actuelles vont plutôt vers une parcellisation de la terre et une réduction généralisée de la propriété foncière. C'est également une rupture des formes de différenciation économique traditionnelle dans cette région, dans la mesure où celles-ci concernaient la taille du troupeau et les activités à l'extérieur de la communauté, et non l'agriculture et la taille du foncier.

⁵⁷ Selon le Ministère bolivien du développement rural (2009 : 15) « Dans l'Altiplano Sud (départements de Oruro et de Potosi) [...] presque 40% des familles cultivent entre 3 et 4 ha ».

Tableau 21 : Superficies possédées par les producteurs des cinq communautés d'étude (par communauté)

	Superficie min-max possédée par producteur dans leur communauté (ha)*
San Juan	5-70
Chilalo	1-13
Otuyo	3-40
Candelaria	6,5-51
Palaya	5-80

* L'éventail est valable pour les individus qui ont répondu et qui possédaient des terres en 2008, soit 76 individus au total.

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Quoiqu'il en soit, il convient de mentionner le rôle d'un acteur clef dans ces processus d'appropriation et de privatisation de terres, à savoir les tractoristes. Il est commun d'entendre, dans les villages de l'Altiplano Sud, que ce sont les tractoristes qui ont le plus de terres dans leur communauté d'origine et qui, par contrat, en cultivent également le plus dans d'autres communautés que la leur. Les tractoristes ont pu s'approprier de grandes surfaces dans leur communauté grâce à la possession de l'outil : le tracteur. Ainsi, même si la pression sociale de la communauté a pu freiner l'appétit des tractoristes et donc l'appropriation d'immenses surfaces, ils sont jugés responsables en grande partie du changement d'usage des terres dans leur communauté. Ajoutons à cela que, à défaut de pouvoir être propriétaire dans les autres communautés, les tractoristes cultivent beaucoup *al partir*. Comme vu précédemment, ce type de contrat lie le propriétaire au tractoriste qui se charge de la défriche, puis de la culture. Les tractoristes poussent à cultiver de grandes surfaces - pour des raisons techniques -, conduisant à un paysage de vaste monoculture se substituant à celui d'une mosaïque qui prévalait avant la mécanisation. Le contrat *al partir* pouvant s'étendre sur trois années, le tractoriste cumule donc de nombreuses parcelles à cultiver. Être tractoriste est un statut privilégié puisque, contrairement aux simples producteurs, il permet d'avoir accès à la terre et à une activité agricole n'importe où.

Concernant le rapport entre les terres cultivées et les terres « possédées », nous ne disposons pas de données précises. Mais en règle générale, les familles mettent en culture entre 1/3 et 1/2 de la surface qu'elles possèdent, la surface non cultivée étant en jachère courte ou longue. Cette estimation exclue les producteurs à qui l'on prête des terres et les métayers puisque ce sont des familles qui ont très peu, voire aucune terre en propriété.

3.2.3.3. De nouveaux rapports générationnels dans l'accès aux ressources

Compte tenu du nouveau processus d'appropriation individuelle des terres, l'héritage n'est plus la voie d'accès à la terre qui prédomine. La capacité de chacun à créer ou augmenter son capital foncier est déterminante. Autrement dit, l'ordre de naissance des enfants ou la présence obligée dans la communauté sont des règles qui tendent à avoir moins d'importance. Le système de répartition communautaire, tend également à disparaître. Et c'est donc l'appropriation individuelle par défrichage sans aval de la communauté qui prime.

Ainsi le système foncier de l'Altiplano Sud vit des changements considérables et la région se trouve à un moment exceptionnel de sa trajectoire territoriale, rarement rencontré dans les économies paysannes boliviennes hors zone de colonisation agricole : le mode d'accès au

foncier par appropriation individuelle (ou auto-attribution) est prépondérant par rapport à l'accès à la terre par voie d'héritage. L'impact est majeur puisque la nouvelle génération dispose d'un capital foncier plus important que la génération qui l'a précédée.

Autrefois, en effet, lorsque l'agriculture n'était pas mécanisée et que les cultures étaient localisées sur les pentes, les jeunes avaient peu de possibilités d'avoir de nouvelles terres et tous les enfants aidaient sur l'exploitation agricole de leurs parents. Si les garçons voulaient constituer leur ménage dans la communauté, ils s'installaient alors comme nouvel exploitant agricole. Ils cultivaient les terres que leur prêtait leur père (terres de l'héritage futur), les terres que la communauté leur donnait ou celles qu'on leur confiait *al partir*. Les femmes, de leur côté, recevaient quelques parcelles dans leur communauté d'origine. Aujourd'hui, avec l'extension des terres cultivées dans les plaines, les enfants participent certes toujours aux travaux sur l'exploitation familiale au cours de leur jeunesse mais deux éléments nouveaux apparaissent : premièrement, les parents prêtent des terres à tous leurs enfants qui le souhaitent, filles et garçons. Ne résidant pas sur place, un jeune ménage peut ainsi cultiver des terres familiales prêtées pour une longue période. Deuxièmement, les jeunes ménages peuvent se constituer un capital foncier indépendamment de leurs parents (par exemple en s'appropriant des terres communautaires) et sont donc moins dans l'attente de l'héritage.

3.2.3.4. Les prises de décisions sur le foncier

L'avancée du front de quinoa, et les dynamiques foncières à laquelle elles sont associées, sont le résultat d'un système complexe de prises de décisions dépendantes, d'une part, de la famille et de la communauté, mais aussi des moyens financiers et humains dont dispose l'individu. Il convient donc de considérer la manière dont sont prises les décisions annuellement, mais aussi à plus long terme, sur chaque parcelle du patrimoine foncier familial et communautaire. Quels sont les paramètres qui interviennent dans les prises de décisions ? Quelle place y tiennent l'individu, la famille et la communauté ?

L'unité sociale de décision est importante à préciser. En effet, c'est le chef d'exploitation (ayant droit qui dispose d'un accès direct à des parcelles) qui décide pour lui et sa famille élargie⁵⁸ ce qu'il convient de faire sur ses parcelles. En revanche, pour la conduite de l'itinéraire technique, c'est le ménage (ayant droit ou non) qui est l'unité de décision.

Nous distinguons ici deux catégories de foncier : le foncier familial et le foncier communautaire. Nous allons détailler, pour ces deux ressources, les types et les facteurs de décision que les ayants droit des communautés peuvent prendre (voir figure 24).

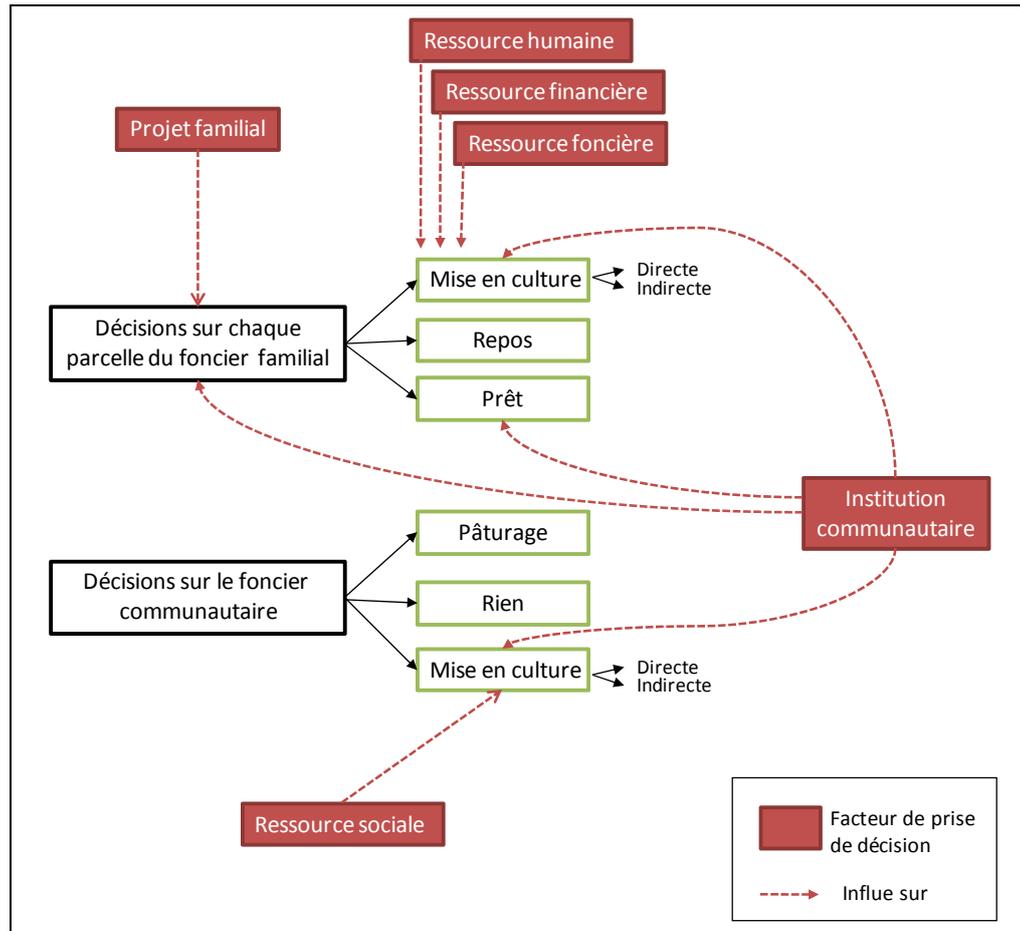
Les décisions sur chaque parcelle du foncier familial sont annuelles ou à plus long terme. Pour les décisions annuelles, on distingue les possibilités suivantes :

- 1) La mise en culture de façon directe (par le propriétaire ou son enfant) ou de façon indirecte
- 2) La mise au repos
- 3) Le prêt à un membre de la famille élargie

Quant au foncier communautaire, il peut être soit utilisé en pâturage, soit être mis en culture de façon directe ou indirecte, soit n'être pas utilisé.

⁵⁸ La famille élargie est constituée par les parents, les enfants ayant constitué leur ménage indépendant, les compères.

Figure 24 : Facteurs de prise de décision annuelle des ayants droit sur le foncier dans les communautés de l'Altiplano Sud



Source : élaboration propre d'après entretiens.

Les décisions sur le foncier (et donc les superficies mises en culture chaque année) vont se prendre en fonction de la combinaison de différents facteurs de production, ou ressources de l'individu que l'on peut décliner de la façon suivante : ressource humaine, financière, foncière et sociale. Nous pouvons considérer les trois premiers comme des facteurs de production (force de travail, biens matériels, terre). La ressource humaine est constituée par la main-d'œuvre mobilisable pour les travaux agricoles et renvoie à la gestion de l'allocation de la main-d'œuvre potentiellement disponible. Celle-ci est représentée par la famille dans la communauté et les membres de la famille résidant en dehors de la communauté. À ce propos, nous verrons dans un chapitre ultérieur le rôle majeur que jouent les dynamiques de mobilité dans l'accès à la ressource humaine. La ressource financière quant à elle se réfère à la disponibilité d'argent pour payer les travaux mécanisés et la main-d'œuvre salariée. Enfin, la ressource foncière représente les terres disponibles et leur état de « fatigue ». Selon le capital foncier dont il dispose, l'individu décide ou non de mettre toutes ses parcelles en culture⁵⁹. La ressource sociale, enfin, recouvre la place de l'individu dans la communauté, se réfère à son prestige et à son autorité.

À ces ressources s'ajoutent le projet familial et la place de l'institution communautaire. En effet, selon le projet familial et les besoins du foyer, les décisions seront différentes. Enfin, le chef d'exploitation prend ses décisions en fonction de l'institution communautaire qui fixe les dispositions et les normes autour du foncier : 1) en garantissant ou non la propriété sans mise en culture ; 2) en acceptant ou non le mode d'exploitation *al partir* ; 3) en acceptant ou non qu'un

⁵⁹ Les parcelles disponibles étant celles laissées en jachère une année au moins pour accumuler les précipitations.

producteur cultivant des terres prêtées ne soit pas ayant droit et n'ait pas d'obligation dans la communauté ; 4) en programmant ou non les lieux de culture (système d'assolement par *mantos*) ; 5) en acceptant ou non la possibilité d'agrandir le foncier familial. Autrement dit, l'institution communautaire intervient dans certains moments de la décision agricole familiale.

Au final, le boom de la quinoa est un vecteur de changement important des dynamiques foncières : nouvelles appropriations et distribution de la ressource, reformulation des modes et des règles d'accès à la terre, nouveaux rapports sociaux intra et interfamiliaux, ajustement des processus de décision, etc. Dans ce contexte, les conflits sur la terre, certes inhérents à toute société agraire, ont pris aujourd'hui un nouveau tournant et se manifestent aussi bien au sein des communautés qu'entre elles.

Les conflits sur les limites de territoire entre communautés sont historiques et récurrents. Ils ont toujours fait partie de la vie quotidienne des communautés, car sans reconnaissance juridique officielle, ces limites doivent sans cesse être réaffirmées par les autorités. Toutefois, ces tensions ont pris une autre envergure et ce sont aujourd'hui les terres de culture qui sont les plus fortes sources de tensions. Le point de friction tient en particulier au franchissement des limites de communauté par des agriculteurs qui investissent par défrichage le territoire d'une communauté voisine.

Au sein des communautés, les tensions naissent de la quasi-saturation du foncier communautaire à la suite notamment d'appropriations jugées abusives. L'enjeu est crucial puisque la nouvelle structure agraire, qui se met en place aujourd'hui, fixe le patrimoine foncier des générations à venir. À ce titre, les tensions entre producteurs résidents permanents sont moins importantes que celles qui opposent permanents et migrants. Mais c'est un point qui sera abordé plus en détail dans le sixième chapitre. Enfin, les conflits sur la ressource foncière, même si le fait n'est pas nouveau, concernent également les terres de pâturage et l'accès des animaux à ces espaces. Les conflits opposent ainsi éleveurs et cultivateurs (tous les éleveurs sont cultivateurs mais tous les cultivateurs ne sont pas éleveurs) dans une situation où les terres de pâturage ont drastiquement diminué et les terres de culture ne sont pas protégées. De fait, les troupeaux font parfois des dégâts dans les cultures, objet de conflits récurrents. Dans ce contexte, les instances communautaires ont bien du mal à intervenir dans le règlement des conflits puisqu'elles n'ont pas arbitré la répartition des terres nouvellement conquises et n'en ont pas fixé les règles au départ.

3.3. Des systèmes de production en forte mutation

Nous avons vu que le boom de la quinoa est en partie lié à la mécanisation de certaines opérations faisant partie de l'itinéraire technique⁶⁰. Observe-t-on une homogénéisation des pratiques et des systèmes de production ? L'agriculture de l'Altiplano Sud se résume-t-elle actuellement à la seule culture de quinoa, laissant à la marge l'élevage et les cultures irriguées ?

3.3.1. Des pratiques agricoles centrées sur la culture de quinoa

3.3.1.1. Des itinéraires techniques qui s'adaptent à la mécanisation

Malgré l'adaptation de la *quinua real* aux conditions climatiques locales, sa culture est fortement dépendante des ressources en eau disponibles. Les précipitations annuelles ne sont pas

⁶⁰ L'itinéraire technique est entendu comme « la suite logique et ordonnée des opérations culturelles appliquées à un couvert végétal cultivé en vue d'une production » (Sebillotte, 2006).

suffisantes pour permettre un cycle de culture de quinoa chaque année dans une parcelle donnée. Dans la zone d'étude, la culture de quinoa ne peut se faire qu'après une période de jachère dont la durée minimum est d'un an, période au cours de laquelle les précipitations accumulées auront permis la recharge de la réserve en eau du sol. Le cycle complet de développement de la culture se fera alors en utilisant deux années complètes de précipitations (Joffre et Acho, 2008). Le cycle de culture comprend donc la jachère courte plus la culture proprement dite. Il faut donc distinguer l'année de repos nécessaire pour accumuler l'eau et les jachères plus longues qui ont pour but de reconstituer la fertilité du sol (Hervé, 1994 ; Hervé *et al.*, 1994).

Ces conditions, auxquelles s'ajoutent celles du cycle végétatif naturel de la plante, imposent un calendrier agricole qui s'étend sur deux ans entre les premières opérations culturales et la récolte finales (figure 25).

Figure 25 : Calendrier de mise en culture d'une parcelle de quinoa

Année n					Année n+1												Année n+2								
Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	
Défrichage					Labour					Semis et resemis						Récolte									
																		Soins aux cultures				Post récolte			

Source : élaboration propre d'après entretiens.

Le défrichage consiste à éliminer la végétation native sur les parcelles qui n'ont jamais été cultivées ou qui n'ont pas été cultivées pendant de nombreuses années. Il se réalise en hiver (juin et juillet), soit manuellement lorsque la végétation native est très haute, soit de manière mécanisée. Pour de bons rendements, le défrichage s'effectue une à deux années avant la mise en culture mais l'on rencontre de plus en plus de mise en culture l'été suivant le défrichage.

Le labour consiste à retourner la terre sur sa partie superficielle, ce qui permet de décompacter la terre pour que l'humidité puisse être bien absorbée. Le labour est réalisé pendant la saison des pluies permettant selon les dires des producteurs de « faire pénétrer l'humidité ». Le labour se réalise traditionnellement à la main avec des outils tels que la *taquisa* et la *liukana*. Mais depuis l'introduction du tracteur et la charrue à disque, le labour est mécanisé sur l'ensemble des parcelles dont le relief le permet (plaine ou faible pente). (Voir Encadré 7 p. 124).

Le semis se réalise avec des graines conservées de la récolte précédente ou bien échangées avec d'autres producteurs, l'achat de graines sélectionnées restant très marginal (Baudouin-Farah, 2009). Le semis se réalise soit de façon manuelle en poquet, avec la *taquisa*, selon une profondeur variable (la profondeur de semis dépend du seuil d'humidité observé par le cultivateur), soit de façon mécanisée depuis l'introduction du semoir (ce semis se fait en ligne, avec des espacements et une profondeur réguliers). On semait traditionnellement diverses variétés sur une même parcelle mais aujourd'hui la diversité a tendance à se réduire dans les parcelles de culture commerciale. Le semis de la quinoa commence à la mi-août pour se terminer à la fin octobre. Mais en fonction de l'état de la première levée et des effets du vent qui peut recouvrir les plantules de sable, un nouveau semis, parfois deux re-semis peuvent être nécessaires, en général réalisés à la main en octobre et novembre, et parfois jusqu'en décembre.

Le seul engrais utilisé est d'origine animale (fumier de lama ou de mouton) mais l'apport n'est pas systématique. Il peut être incorporé lors du semis (pour le semis manuel directement dans le poquet et sinon, en semis mécanisé, l'engrais est mélangé aux semences) ou être incorporé lors du labour pour les parcelles qui sont travaillées au tracteur.

Le désherbage n'est nécessaire que dans les parcelles de montagne cultivées manuellement, les adventices ne se développant pas dans les parcelles cultivées au tracteur. Dans la montagne, un ou deux désherbages rapides doivent être effectués au moment des pluies.

Les ravageurs de la culture de quinoa sont de deux types : les grands ravageurs (oiseaux, rongeurs) et les insectes. Pour protéger la culture des grands ravageurs, les producteurs abritent physiquement les plants grâce à des plantes épineuses locales. Les attaques d'insectes (larves de papillons et autres) se sont multipliées ces dernières années dans la plaine et des traitements sont désormais nécessaires. Il s'agit soit de traitements phytosanitaires chimiques classiques, soit de « piégeages » par la lumière ou des phéromones, soit encore de l'épandage de répulsifs concoctés à partir de plantes sauvages locales. Ces deux dernières modalités sont les seules autorisées par la certification biologique.

La maturation des plantes d'une parcelle donnée est rarement uniforme, et c'est pourquoi une récolte optimale se réalise en plusieurs fois, selon le degré de maturation des grains. Mais cette pratique est le plus souvent abandonnée au profit d'une récolte en un seul passage, seule option possible dans les parcelles de grande extension. La récolte se faisait encore récemment par simple arrachage des plants mais la technique de la coupe à la faucille ou au rotofil, plus respectueuse de la structure et des ressources du sol, se répand de plus en plus. La récolte est d'abord entreposée sur la parcelle elle-même, le temps que les plantes sèchent complètement. La phase de post-récolte comprend ensuite plusieurs opérations avant l'obtention finale du grain propre : le battage, le tamisage et le vannage, et enfin la mise en sac. Le battage, qui consiste à séparer les graines de la paille se faisait traditionnellement - et aujourd'hui encore pour les parcelles inaccessibles au tracteur - à la main, à l'aide d'un grand bâton de bois. Aujourd'hui, là où le tracteur ou d'autres véhicules à moteur ont un accès, le battage se fait par le passage répété des épis sous les roues des engins. Le tamisage et le vannage se font traditionnellement à la main, sous le vent, mais des machines de plus en plus performantes sont maintenant utilisées, allant jusqu'à permettre une mise en sac par grosseur de grains. Notons, enfin, que la mise en sac représente un quintal volumétrique, soit 46,8 kg environ.

Parmi toutes les opérations culturales, certaines sont particulièrement cruciales, au regard d'un calendrier à respecter. Le labour est une tâche exigeant une attention particulière, car elle ne peut s'effectuer qu'au milieu de la période des pluies. Or celle-ci, non seulement n'est pas fixe (les premières pluies peuvent avoir lieu début décembre ou début janvier), mais elle est aussi de courte durée (un à trois mois au maximum). Le labour est donc souvent une véritable « course » contre le temps et, du même coup, la disponibilité d'un tracteur pour ceux qui n'en n'ont pas est un facteur limitant. Les tractoristes n'apprécient pas le *minifundio*. En effet, il n'est pas rentable pour eux de se déplacer pour labourer seulement un hectare, contrairement à de grandes superficies de 10 à 50 hectares. Dans l'organisation de leur temps de travail, ils donnent donc la priorité aux grands propriétaires, ce qui introduit d'emblée des rapports inégalitaires au sein des communautés dans les capacités d'usage et de gestion de la terre. Notons cependant que le réseau familial et l'échange de services sont, pour l'agriculteur, une bonne garantie pour que sa parcelle soit labourée à temps. En effet, un tractoriste ira toujours labourer les parcelles de son père dans le temps imparti même s'il ne s'agit que de deux hectares.

La récolte est également une tâche exigeant précaution et savoir-faire, car le mûrissement du grain de quinoa est très rapide sur la fin du cycle et, lorsque le grain est mûr, il faut rapidement effectuer la récolte afin d'éviter les dégâts occasionnés par le vent. Le producteur ne connaît la date de sa récolte qu'au dernier moment et doit, malgré cela, avoir une forte capacité de mobilisation, notamment de la main-d'œuvre.

Encadré 7 : Opérations culturales de la quinoa - Altiplano Sud



Photo 29 : Labour mécanisé en plaine



Photo 33 : Battage des grains manuel - Chilalo



Photo 30 : Semis mécanisé - Candelaria



Photo 34 : Vannage manuel - Chilalo



Photo 31 : Semis manuel - Chilalo



Photo 35 : Tamisage manuel - Palaya



Photo 32 : Traitement phytosanitaire - San Juan



Photo 36 : Vannage, tri des grains et mise en sac mécanisés - Otuyo

Source : clichés A. Vassas Toral, 2007.

Finally, the differentiation of technical itineraries is strongly determined by the degree of mechanization of operations. The itinerary entirely manual, where all operations are performed by hand, distinguishes itself from the semi-mechanized itinerary where only the labor is performed by tractor, and even more from the mechanized itinerary for which labor and sowing are performed by tractor. The decision processes regarding the choice of borrowing one or the other itinerary are relatively complex. For mountain plots, the producer has little alternative: all work must be done manually. For plain plots, all three itineraries are possible. To these decisions are added the choice of using or not using fertilizers and pesticides, and that of the fallow period between two crops.

Decisions on the degree of mechanization in the plain are essentially made in relation to the criteria of available time to devote to the crop and of the financial capacity of the producer. In fact, for producers cultivating very large areas or those practicing other activities outside the community, it is difficult to envisage practicing sowing by hand. However, at the same time, the quality of sowing and therefore the yield of the crop varies according to the itineraries. Or, in the absence of climatic risks (strong wind or frost) penalizing all plots equally, mechanized sowing does not produce as good results as manual sowing. Thus, producers often opt for a compromise and one sees more and more develop the semi-mechanized itinerary, that is to say the mechanized labor associated with sowing (or re-sowing) by hand.

The factors of decision concerning the application of insecticides, the incorporation of fertilizers and the fallow period between two crop cycles are difficult to grasp for conventional quinoa producers. On the contrary, organic quinoa producers are constrained by strict obligations: prohibition of use of chemical pesticides, animal fertilization of the land, cutting and not pulling plants at harvest. The respect of these obligations is the subject of controls by the certifying organizations. The type of production (certified or not) therefore necessarily intervenes in the decisions.

As for what concerns the labor, tradition wants that men devote themselves more to crops and women to herds. However, in the new crop system, where only the harvest, the intermediate care and sometimes the post-harvest are manual, both men and women participate in the work. Moreover, for households where some members do not reside permanently in the community and who do not have a herd, the feminization of agricultural work is particularly marked.

The quantity of labor necessary to perform the set of cultural operations is difficult to evaluate and its estimation is very variable according to the authors who have focused on the question. The synthesis of table 22 below gives us at the same time some orders of magnitude (see also annex 12 for more details).

⁶¹ Nous ne connaissons pas le nombre exact de producteurs certifiés biologique mais le rapport de la Cabolqui et du Vice Ministère des Sciences et Technologie bolivien sur la dynamique de la quinoa en Bolivie (2009 : 3) indique « *qu'au moins la moitié de la production bolivienne est certifiée biologique* ».

Tableau 22 : Quantité de main-d'œuvre pour la culture de quinoa selon les différents itinéraires techniques (par hectare)

Opérations (homme-jour)	Itinéraire technique	Manuel	Semi- mécanisé	Mécanisé
Défrichage		3 à 30 *	5	0
Labour		10 à 15	0	0
Semis		2,5 à 10	0 à 10	0 à 1
Désherbage		0,5 à 5	0	0
Récolte		5 à 12	10	5 à 12
Battage + tamisage + vannage		10 à 33	10 à 33	2 à 33
Contrôle des ravageurs		0 à 3	5	5
Épandage d'engrais			0 à 4	3,5
Total (selon les différents auteurs)		53-67	40-53	11-43

* selon le degré d'enrichissement

Sources : Félix, 2004 ; Acosta Alba, 2007 ; Fundación Autapo, 2008.

De toute évidence, la mécanisation des opérations de défrichage, labour et semis a considérablement réduit les besoins de main-d'œuvre (hors prestation du tractoriste). D. Félix (2008) estime à 20 jours le gain de temps par hectare, pour le labour et le semis, sans compter le défrichage. Une chose est certaine : le « pic » de travail est aujourd'hui celui de la récolte qui, jusqu'à présent, n'est pas mécanisée dans l'Altiplano Sud.

3.3.1.2. Rendements, bénéfiques et destinations des productions

L'estimation des rendements de quinoa doit tenir compte de la production proprement dite de graines de quinoa, mais également des sous-produits. Le premier concerne les déchets de culture (tiges, feuilles) laissés sur la parcelle et consommés par les animaux. Le second, appelé *jipi*, est constitué de la poussière résultant du vannage et de tout petits grains. Il est transformé en pâte (*lejía*) pour la consommation traditionnelle de la feuille de coca.

Les données sur les rendements en quinoa-grain par hectare sont très variables. Selon les estimations du programme Equeco, ces rendements varient entre 0 et 3 000 kg/ha. Ces rendements fluctuent en fonction de l'écosystème cultivé : si un producteur de plaine peut escompter récolter 500 kg/ha, celui de piémont récoltera 1000 kg par hectare et le producteur de montagne de 1 500 à 2 000 kg (R. Joffre, communication personnelle, 2008). Le rapport est donc de un à quatre. Cependant, les différences interannuelles dues au climat sont importantes, ainsi que les variations entre parcelles localisées au sein d'un même écosystème. Certaines parcelles ne seront pas récoltées à cause du gel ou seront très fortement attaquées par des insectes, par exemple.

En plus des contraintes climatiques et phytosanitaires que l'on trouve notamment dans les parcelles de plaine, certains facteurs techniques affectent aussi le rendement final :

- la mauvaise qualité des sols ou l'exposition peu favorable des parcelles ;
- la « fatigue » des parcelles, surtout si elles n'ont pas été enrichies avec de l'engrais ;
- l'irrégularité du labour mécanique ;
- l'uniformité du semis mécanique, sans attention à l'humidité du lit de semence ;
- le fait que la récolte n'ait pu se faire qu'en une seule fois.

Lorsque ces facteurs adverses sont cumulés, comme c'est le cas fréquemment en plaine, les rendements deviennent médiocres, notamment lorsque l'itinéraire technique est très mécanisé.

En montagne, en revanche, les parcelles sont moins fréquemment touchées par les attaques d'insectes ou par le gel, et les pratiques de culture sont plus soignées, ces parcelles connaissent donc de plus faibles variations de rendement. Mais la sécheresse reste, comme en plaine, une menace.

Les coûts de production par hectare, comme pour la main-d'œuvre, ne peuvent être estimés qu'en termes de fourchettes de valeur (pour le détail, voir Annexe 13). Dans les modes de calcul présentés ici, toutes les opérations sont chiffrées, y compris la main-d'œuvre non rémunérée. Selon trois sources différentes (Félix, 2004 ; Acosta Alba, 2007 ; Fundación Autapo, 2008), le coût de production d'un hectare de quinoa en plaine mécanisé oscille entre 159 et 340 USD. De toute évidence, le recours à une main-d'œuvre « gratuite », c'est-à-dire généralement familiale, est la seule marge de manœuvre possible pour réduire les coûts de production. La différence entre les revenus tirés de la culture et les coûts de production, autrement dit le bénéfice, fluctue donc en fonction des ressources en main-d'œuvre et, de toute évidence, selon le prix de vente du produit. Pour un hectare de culture mécanisée en plaine, avec un coût de mise en culture évalué à 340 dollars, le producteur va récolter 500 kg vendus à 200 USD pour 100 kg (moyenne sur la période d'étude), soit un bénéfice de 660 USD à l'hectare. Ce bénéfice représente, quoiqu'il en soit, un gain relativement élevé au regard des niveaux de vie dans la région, à condition que l'ensemble de la production puisse être vendue. Précisons enfin que pour les cultures en montagne, les coûts de production sont plus élevés mais les rendements sont supérieurs. Le bénéfice peut donc atteindre pour un hectare de quinoa de montagne plus de 1300 dollars⁶². On doit ajouter à ce bénéfice, celui des déchets de la récolte donnés aux animaux ainsi que la vente de *jipi*.

La destination de la production est de plusieurs types. Pour l'année 2008, le Ministère bolivien du développement rural estimait que le marché intérieur représentait 80% de la production nationale (en volume) et l'autoconsommation 65% (Ministerio de Desarrollo Rural y Tierra 2009 : 30). Mais ces données sont en cours de révision, et le marché intérieur pourrait ne représenter que 40% en volume de la production nationale (T. Winkel, communication personnelle, 2010). Malgré l'absence de statistiques fiables, nous savons par observation que la part de production vendue est aujourd'hui très élevée. Comme décrit p. 96, les producteurs ont le choix de leur mode de commercialisation : soit directement à des coopératives ou sociétés privées lorsqu'ils produisent de la quinoa biologique, soit au marché de Challapata, soit encore à des intermédiaires qui viennent dans les villages (le troc contre des produits de consommation courante est encore pratiqué). La part de la production non commercialisée se répartit entre l'autoconsommation (chaque famille garde plusieurs sacs), les semences conservées pour la saison suivante et le paiement en nature des travailleurs agricoles.

Parmi les sous produits, le *jipi* consommé puis mélangé à d'autres produits donnera la *lejía* consommée dans la famille et/ou vendue. Les autres déchets de culture (tiges essentiellement) sont consommés prioritairement par le troupeau du producteur s'il en a, et, éventuellement, par les troupeaux de l'ensemble de la communauté. On retrouve ainsi la configuration décrite par B. Kervyn (1992 : 459) à savoir que « le pâturage est privé au début, lorsque les résidus de récolte sont abondants et ne devient collectif que lorsque la récolte se termine. ».

Pour ceux qui voudraient saisir l'opportunité du nouveau système de production de la quinoa apparu dans l'Altiplano Sud, les prises de décisions et les formes de gestion agricole restent fortement conditionnées par les contraintes du calendrier des opérations culturales. Conformément à ce calendrier, le défrichage se fait l'année n pour une récolte à l'année n + 2,

⁶² Coût de production 390 USD, récolte 1000 kg à 200 USD/100 kg.

soit un bénéfice deux ans après le premier investissement dans le défrichage. C'est là un facteur très important à considérer dans la compréhension des arrangements pour la culture. En effet, certains producteurs n'ont pas les moyens d'attendre le retour sur investissement sur une période si longue. Ils n'ont pas le capital suffisant pour « tenter » la quinoa, d'autant plus dans un contexte marqué par de forts aléas climatiques (vent, gel, sécheresse). C'est d'ailleurs l'une des raisons qui incite de nombreux producteurs à se désengager des risques à court terme, en confiant leurs parcelles à d'autres membres de la communauté.

Par ailleurs, ce calendrier a des implications fortes sur la réactivité du système, et plus précisément sur le décalage de réaction suite, par exemple, à une envolée des prix du marché. Généralement, une hausse des prix de vente est une incitation à la mise en culture, mais dans le cas de la quinoa, cette mise en culture ne se fait qu'au mois de janvier (labour d'une parcelle défrichée disponible) pour une récolte un an et demi plus tard. Pour cette raison, la spéculation commence à s'installer. Certains choisissent de cultiver de grandes surfaces, quelles que soient les conditions présentes du marché, de manière à toujours garantir une récolte et donc, à profiter de prix élevés éventuels. Dans le cas où finalement le prix de vente est trop bas, le producteur peut stocker sa récolte et attendre un cours meilleur.

3.3.2. L'élevage en perte de vitesse

L'élevage sur l'Altiplano Sud concerne majoritairement les lamas (camélidés) et les moutons (ovins). Il se pratique de manière extensive. Si les lamas sont des espèces très adaptées aux conditions agro-écologiques locales, les ovins sont eux plus fragiles. Les écosystèmes les plus humides permettent l'élevage d'alpacas (camélidés) mais cet élevage reste relativement marginal dans la zone d'étude.

Comme déjà mentionné, les animaux pâturent sur les terres communautaires à vocation pastorale et sur les terres familiales entre la récolte et le semis. Dans la zone d'étude, il n'y a pas de terres de pâturage privées sauf les parcelles familiales clôturées. En revanche, on a pu observer des accès « privilégiés » à certaines parties du territoire communautaire par certains éleveurs. Autrement dit, si le principe veut que tout le territoire soit pâturable par tous, la réalité atteste de pratiques différenciées selon les espaces.

La constitution des troupeaux passe par une transmission des parents aux enfants, aux garçons comme aux filles. En effet, la coutume veut que tous les enfants originaires de la communauté dès leur jeune âge, reçoivent quelques têtes de bétail de la part de leurs parents, mais aussi d'autres parents proches. Lorsque les animaux donnés se reproduisent, les têtes sont conservées dans le cheptel familial jusqu'à ce que le propriétaire les prenne complètement à sa charge. Lors de l'installation d'un jeune ménage dans la communauté, homme et femme, chacun de son côté, récupère les têtes qui lui ont été données et, généralement le ménage s'engage en plus dans un contrat *al partir* par lequel il prend en charge le troupeau d'un autre membre de la communauté. C'est là une stratégie qui donne le temps de se constituer progressivement un troupeau important.

Comme pour la terre, les troupeaux peuvent être en faire valoir direct ou indirect. En revanche, dans le cas des troupeaux, on peut parler de réelle propriété privée. Le faire valoir direct signifie que le propriétaire s'occupe de son/ses troupeaux, ou qu'il rémunère (ponctuellement ou plus durablement) un berger. Il récupère alors tous les produits de l'élevage. Le mode de faire valoir indirect (ou *al partir*) correspond à la catégorie des « contrats avec partage du capital productif » décrit par P. Lavigne Delville *et al.* pour les cultures (2003 : 83). Autrement dit, la contrepartie de l'accès au troupeau se fait en pourcentage du capital productif créé par l'investissement en travail du preneur. Le contrat *al partir* pour l'élevage stipule le partage à

part égale de toutes les naissances qui surviennent au cours de l'année entre le berger et le propriétaire. Le contrat peut être renouvelé chaque année, sans obligation cependant. Dans ce type de contrat, le berger s'occupe au quotidien du troupeau agrandi, chaque partie repérant ses bêtes. Le propriétaire peut être amené à aider le berger en lui apportant de la nourriture et/ou des vêtements pour sa famille, ou de la luzerne pour les animaux nouveaux nés.

Les principales opérations liées à l'élevage sont le gardiennage et l'alimentation car la reproduction et les mises-bas se font seuls (voir le calendrier du système d'élevage en annexe 14). Le déparasitage pour les lamas est parfois pratiqué dans certaines communautés. Mener les troupeaux de lamas était autrefois plus exigeant en travail car mâles et femelles étaient séparés et la reproduction contrôlée, comme dans d'autres régions spécialisées en élevage (Tichit, 1998 ; Genin et Tichit, 2006).

Selon l'organisation de la communauté, et selon l'existence ou non de *mantos*, le mode de gardiennage des lamas sera différent. Dans le cas des *mantos* clôturés, les troupeaux de lamas peuvent être laissés en vaine pâture toute l'année, surveillés de temps à autre et de façon plus rapprochée lors de la période des mises bas. Dans le cas où il n'y a pas de *mantos* et où les parcelles ne sont pas clôturées, le gardiennage des lamas doit être quotidien entre novembre et mars/avril. I. Acosta Alba (2007) considère qu'un troupeau de lamas nécessite un temps de travail de l'ordre de 135 hommes-jour par an (hj/an). D. Félix, quant à lui (2004 : 48), indique 100 hj/an pour le système des *mantos* et jusqu'à 250 hj/an pour les parcelles non clôturées.

De leur côté, les ovins, plus fragiles et plus exigeants sur le plan alimentaire demandent un gardiennage journalier (soit 365 hj/an) et doivent être enfermés tous les soirs. Leur alimentation en pâturage doit être complétée avec de la luzerne à certaines périodes de l'année. L'élevage de moutons est donc plus contraignant et plus onéreux que celui des lamas.

La répartition des tâches d'élevage au sein de la famille est celle décrite par R. Molina Rivero (1986 : 202 et 233) : « *l'activité de pâturage est spécialement à charge des femmes et des enfants des deux sexes. Les enfants de 5 à 10 ans, ont un rôle très important dans la surveillance des animaux. C'est l'unique tâche productive qu'ils réalisent dans l'année. Mais au fur et à mesure qu'ils grandissent, les tâches productives des garçons se diversifient, participant de plus en plus aux tâches agricoles. Ce sont donc les femmes qui s'occupent le plus des troupeaux, en plus des adultes de plus de 51 ans des deux sexes. [...] Les filles s'occupent plus du pâturage des ovins alors que les garçons de celui des lamas* ».

La production de lamas a de multiples usages. Le rendement en viande, pour un lama adulte, est de 40 à 100 kg/tête, à quoi s'ajoutent le cuir, la laine, le fumier utilisable comme engrais ou comme combustible. Quant au mouton, chaque tête fournit de 11 à 16 kg de viande, mais aussi du fromage, du cuir, de la laine et du fumier utilisable comme engrais.

Les coûts d'élevage ne concernent que la main-d'œuvre dédiée à cette activité. L'étude d'I. Acosta Alba, réalisée (2007 : 59), nous donne quelques indications sur les revenus de l'élevage. D'après ses observations, le prix de vente de la viande varie selon l'époque de l'année : 2,6 USD/kg d'août à décembre et 2 USD/kg le reste de l'année. Un producteur retire donc d'un lama 50 USD environ. Pour le mouton, le prix varie entre 0,88 USD/kg de janvier à avril et 1,14 USD/kg le reste de l'année. Un producteur peut compter sur un bénéfice de l'ordre de 20 USD par tête.

L'élevage, cependant, a comme destination prioritaire l'autoconsommation, soit sous forme de produits frais, soit transformés en *charque* (viande séchée). La vente est donc irrégulière, souvent au gré des besoins monétaires sachant également qu'il existe très peu de débouchés commerciaux pour les produits de ce type d'élevage. I. Acosta Alba (*op. cit.* : 18) indique que « *le lama, au même titre que la quinoa a longtemps été considéré comme « nourriture d'indien* ». On disait

même dans le milieu métis que « la viande de lama transmettrait la syphilis et la trichine ». [...] Ce n'est qu'en 1987 que l'interdiction de la vente de viande de lama est levée ». Quand commercialisation il y a, elle se fait directement aux voisins de la même communauté⁶³ ou dans les foires locales (*ferias*). Il n'y a donc quasiment pas de filière de commercialisation, ni d'ailleurs, dans le cas de notre région d'étude, de coopératives.

Pour les autres produits d'élevage, les propos d'I. Acosta Alba (*op.cit.* : 29-30) concordent avec nos observations : « les moutons ne sont pas tondus. Il n'y a pas de marché pour ce sous-produit. Il y a quelques années, des marchands allaient dans les communautés acheter la laine, qui était payée 2 US\$ le kilo. Aujourd'hui, les producteurs préfèrent la brûler car le coût du filage n'est pas justifié par les prix du marché. Le prix du kilo de fibre de lama est d'environ 3 US\$ mais il varie en fonction de la couleur. [...] Les fèces du mouton et du lama ont un marché qui se réduit de plus en plus. Paradoxalement, le prix de ces produits est en augmentation. Il y a cinq ans, un sac de 50 kg coûtait 0,25 US\$ alors qu'aujourd'hui il peut atteindre 1 US\$ selon la zone. Avant, il était parfois échangé contre des cultures fourragères telles la luzerne. Un autre usage est celui de combustible mais il n'est pas généralisé. Le lait de brebis est utilisé pour faire du fromage. Un fromage est vendu 0,80 US\$. Il est en général fait par les femmes et vendu dans la communauté. Une famille peut produire environ 1 fromage par jour ou plus, en fonction de la taille du troupeau et de la main-d'œuvre disponible. Le marché des produits et des sous-produits animaux est extrêmement réduit. ».

Finalement, si l'élevage ovin a toujours nécessité un gardiennage quotidien, cela devient vrai également pour l'élevage de lamas puisque les zones de culture sont très étendues et rarement protégées par des clôtures. Traditionnellement, ce sont les femmes et les enfants qui s'occupaient de l'élevage, or aujourd'hui, les enfants sont de plus en plus scolarisés et les femmes sont, d'une part, plus sollicitées pour la culture de quinoa et d'autre part diversifient leurs activités. Ces deux facteurs conduisent à un manque crucial de main-d'œuvre pour une activité qui n'est plus considérée comme prioritaire. Dans ce contexte, l'élevage ovin est le premier touché par la baisse des effectifs, mais l'élevage de lamas l'est aussi de plus en plus.

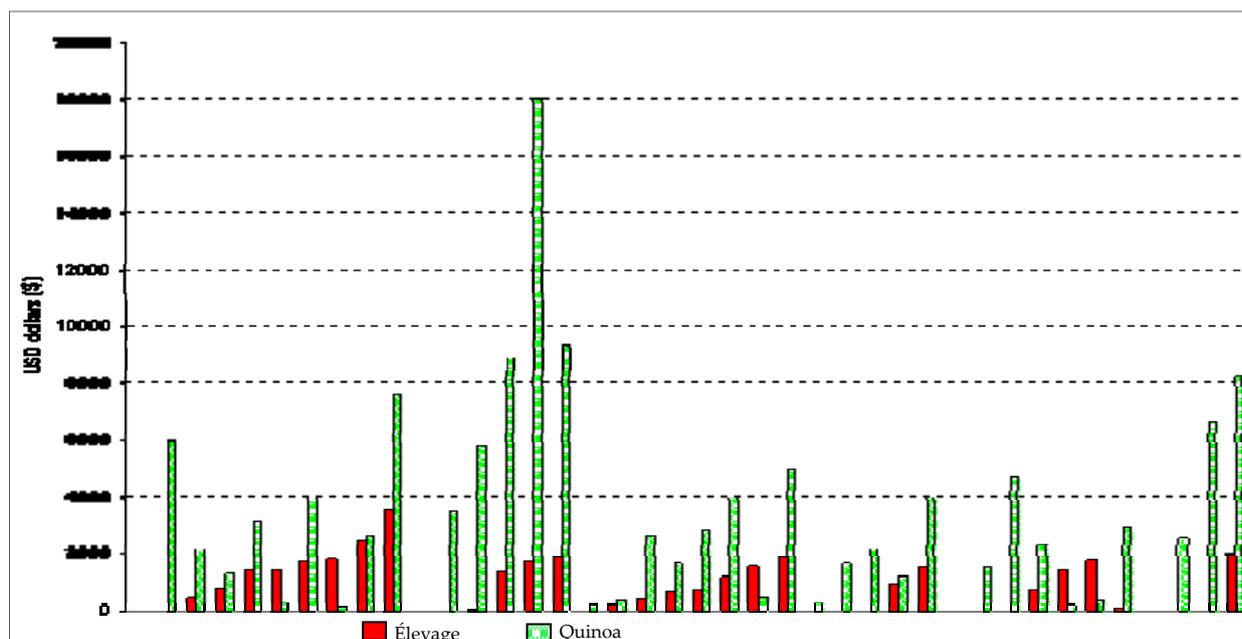
3.3.3. Bénéfices comparés de l'agriculture et de l'élevage

J. Parnaudeau (2006) a comparé les bénéfices économiques apportés par la quinoa et les lamas. La vente d'un lama permet de gagner entre 400 et 500 BOB (40 à 50 EUR) en comptant la vente du cuir. Chaque animal nécessite entre 3 et 4 hectares de pâturage pour lui seul. Ainsi la valorisation de la viande de lama, actuellement, est-elle d'un peu plus de 10 euros par hectare. En revanche, un hectare de quinoa en plaine permet de dégager, selon la même étude économique, un bénéfice net de l'ordre de 94 à 134 euros par hectare (en fonction du prix de vente). Ce calcul a été effectué en 2006, quand le prix de vente de la quinoa était encore trois fois inférieur à celui atteint en 2008.

I. Acosta Alba, quant à elle, a réalisé la comparaison des revenus de 37 familles enquêtées dans l'Altiplano Sud (figure 26).

⁶³ « Dans la zone d'étude, les producteurs ne vendent la viande en charque qu'aux membres de leur famille. La vente en dehors du cercle familial se fait toujours en frais [sous forme de carcasse] » Acosta Alba (2007 : 18).

Figure 26 : Comparaison des revenus annuels provenant de la quinoa et de l'élevage.
Enquêtes réalisées auprès de 37 familles



Source : Acosta Alba 2007, p. 30.

La différence des revenus entre quinoa et élevage est là aussi très éloquente. Les bénéfices possibles procurés par la culture de quinoa sont donc un facteur fondamental des changements observés aujourd'hui sur l'Altiplano Sud bolivien. Ces processus interrogent du même coup le devenir de l'élevage dans le système économique et social. À plus ou moins long terme, on peut imaginer qu'il se réduira sensiblement en termes d'emprise au sol et de volume de production (aggravant l'insuffisance des ressources en fumier pourtant utiles au renouvellement de la fertilité des sols cultivés), et qu'il perdra sa fonction traditionnelle alimentaire et d'épargne. Finalement, la réduction de l'élevage est source d'inquiétude et de tensions par la perte des fonctions complémentaires de l'agriculture qu'il assurait jusqu'ici (fertilité, sécurité alimentaire et financière).

3.3.4. Les autres productions agricoles (pommes de terre et cultures irriguées)

Si la quinoa est la production phare actuellement de l'Altiplano Sud, et l'élevage une pratique encore traditionnelle bien qu'en pleine évolution, d'autres productions font partie du système agricole de cette région, notamment la pomme de terre et les cultures irriguées. Ces cultures, en revanche, sont entièrement destinées à l'autoconsommation et, du même coup parfois un peu délaissées. En nous fondant sur l'étude de D. Félix (2004) nous donnons ici les éléments majeurs de ces productions, la pomme de terre tout d'abord. « *La pomme de terre constitue le deuxième aliment de base traditionnel aymara. Cette culture était autrefois associée au quinoa, elle était cultivée en début de cycle (juste après la défriche, pendant 2 à 5 cycles, permettant ainsi une aération du sol propice à la culture de quinoa qui suivait), mais cette pratique se perd. On la trouve également en monoculture dans les parcelles les moins exposées au froid, qu'elle tolère moins bien que le quinoa. [...] Les rotations pomme de terre/quinoa ont quasiment disparues des systèmes d'exploitation. Dans quelques communautés cependant subsistent des parcelles de montagne cultivées en pommes de terre* » (op. cit. : 40). L'itinéraire technique de la culture de pomme de terre, du point de vue de la gestion de la fertilité, est le même que celui de la quinoa (jachères courtes et longues). Il en est de même pour le défrichage, le travail du sol et le contrôle des adventices. Par contre, la pomme de terre nécessite un buttage qui est réalisé au mois de décembre. Les rendements varient

considérablement d'une parcelle à l'autre (470 à 2000 kg/ha) et dépendent essentiellement du climat, de la fertilité des sols et de la variété utilisée. La récolte se réalise de février à mai et demande en moyenne 20 homme-jours. La production de pomme de terre est entièrement destinée à la consommation familiale, sous forme de pommes de terre fraîches ou déshydratées (*chuño*).

Les terres irriguées sont des terres familiales. Chaque ayant droit a normalement un droit d'usage de l'eau qui n'est pas proportionnel à la taille ou au nombre de ses parcelles, mais simplement défini par une durée (ou tour d'eau). Il peut l'utiliser comme il le souhaite mais en respectant toujours le même tour d'eau. Les principales cultures irriguées sont les fèves en rotation avec la pomme de terre ainsi que la luzerne. On doit signaler également quelques petites parcelles de maraîchage qui se font préférentiellement autour des habitations.

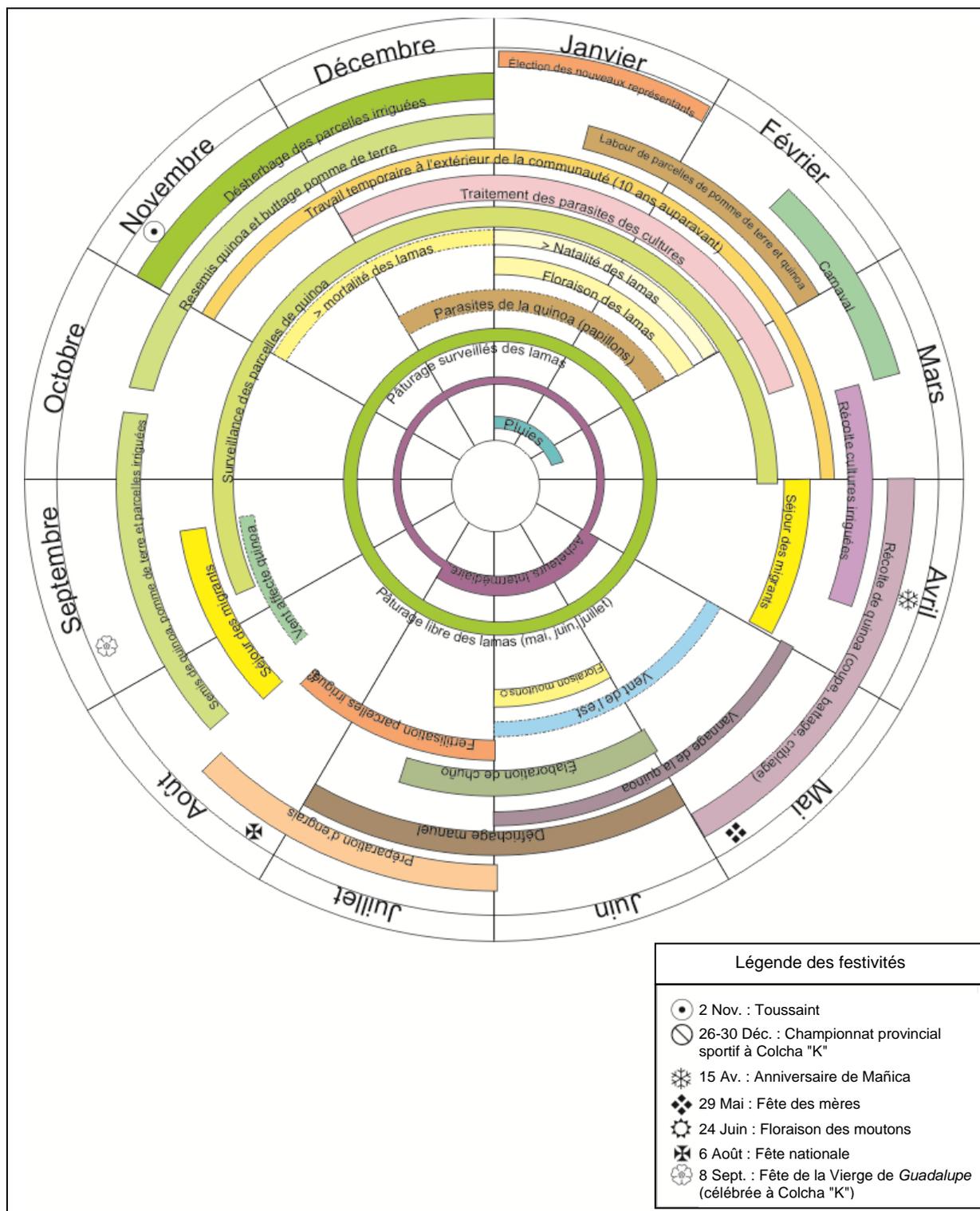
Pour la culture de fèves, mis à part l'irrigation réalisée deux à trois fois par mois et la pulvérisation d'insecticides en novembre et décembre, l'itinéraire technique ne diffère guère de celui de la pomme de terre. Cependant, la parcelle n'est jamais laissée en jachère, le maintien de la fertilité étant assuré par la plante elle-même (la fève est une légumineuse) et par l'ajout d'engrais lors de la plantation des pommes de terre. Les fèves sont beaucoup plus sensibles que la quinoa et la pomme de terre aux aléas climatiques et aux attaques de ravageurs. Elles peuvent être ramassées fraîches ou sèches et les rendements moyens sont voisins de 375 kg à l'hectare.

La luzerne, qui est une légumineuse fourragère, est utilisée pour la complément alimentaire des agneaux et de leurs mères. Cette plante est adaptée aux parcelles irriguées et il est possible de réaliser jusqu'à trois coupes par an. Les plants de luzerne restent productifs jusqu'à trente années consécutives, seules quelques semis à la volée doivent être réalisés dans les secteurs où la culture a subi des dégâts. Cette culture est donc peu exigeante en travail (31,6 homme-jour par an) et ne nécessite aucun intrant. Elle permet la récolte de 1400 kg de fourrage par an en moyenne.

Pour clore ce chapitre, nous présentons le calendrier réalisé par M. Vieira Pak dans le cadre du programme Equeco (figure 27)⁶⁴. Ce calendrier a été élaboré par méthode participative avec les producteurs de la communauté de Mañica (communauté située à proximité de San Juan). Il constitue une bonne synthèse de nos propos puisqu'il répertorie toutes les opérations agricoles qui se succèdent au cours de l'année auxquelles se rajoutent les activités festives dont on verra qu'elles jouent un rôle important dans la vie quotidienne des familles.

⁶⁴ Nous avons traduit en français le calendrier qui est originellement en espagnol (voir annexe 15).

Figure 27 : Calendrier agricole de la communauté de Mañica.
Atelier participatif réalisé par M. Vieira Pak le 24.02.08



Source : M. Vieira Pak, communication personnelle, 2008. Traduction A. Vassas et M. Vieira Pak.

Conclusion du chapitre

Les systèmes de production et l'organisation des pratiques agricoles et pastorales dans le Pélisalar de l'Altiplano Sud sont fondamentalement différents de ce qu'ils étaient encore il y a trente ou quarante ans. Si le calendrier agricole proprement dit n'a pas connu de forte évolution (les dates de chaque opération sont les mêmes qu'autrefois), le besoin en main-d'œuvre en revanche a été largement réduit par les avancées technologiques. Une baisse du temps nécessaire pour les travaux agricoles à l'hectare s'est opérée, mais chacun cultivant plus de terres, le travail lors des pics d'activité agricole est de plus en plus difficile à assumer. La main-d'œuvre autrefois employée pour la production était exclusivement familiale et interfamiliale (échange de services entre familles appelé *ayni*). Aujourd'hui, ces services entre familles ont tendance à s'affaiblir car les pics de travail agricole mobilisent l'ensemble des producteurs et leur famille au même moment. Ainsi, le recours à la main-d'œuvre salariée s'est quasiment généralisé via le recrutement de journaliers venant parfois d'autres régions de Bolivie, ce qui contribue à la monétisation du système de production. À ce titre, on voit apparaître un phénomène nouveau qui est celui de la rémunération des enfants lorsque, ne faisant plus partie de l'unité domestique du chef d'exploitation, ils reviennent l'aider au moment des pics d'activité agricole.

Le changement le plus important tient aux innovations techniques et culturelles. L'innovation ne concerne pas le type de production en tant que tel mais les manières de produire. En effet, la quinoa est travaillée, pensée et « vécue » comme une nouvelle culture. Ne faisant plus l'objet d'une pratique agricole de précision, elle est implantée de façon quasiment indiscriminée dans tous les secteurs de plaine, la sélection des écotypes cultivés répondant à la demande du marché. Cette dynamique très forte remet en cause la complémentarité culture-élevage, devenue beaucoup moins intéressante du point de vue des revenus respectifs des deux types de production. À ce titre, de nombreux producteurs ne sont plus éleveurs car l'élevage est beaucoup plus exigeant en main-d'œuvre et gourmand en espace pour un revenu économique très inférieur à celui de la culture de quinoa (Parnaudeau, 2006 ; Acosta Alba, 2007). En réalité, une conjonction de facteurs a abouti à un désintérêt croissant pour l'élevage qui apparaît de plus en plus incompatible avec les nouveaux projets de vie des populations locales orientés vers les activités extra-agricoles, la scolarisation des enfants ou la vie en ville.

Ce déclin de l'élevage a des conséquences plus lourdes, qui tiennent à la complémentarité traditionnelle entre agriculture et élevage. La complémentarité tient, tout d'abord, au transfert de fertilité. On sait que le renouvellement de la fertilité s'effectue par transfert entre élevage et culture lors des jachères longues pâturées (Hervé, 1994) et aussi par l'apport de fumier sur les parcelles. La complémentarité, en second lieu, tient au rôle économique des deux activités. L'activité d'élevage était conçue comme une activité « tampon », c'est-à-dire qu'en cas de mauvaise récolte, le troupeau servait de capital de réserve⁶⁵. Le troupeau était ainsi perçu comme un « capital sur pied », avec la possibilité de décapitaliser en cas de besoin, pour faire face aux dépenses lourdes dues à une maladie, un décès, des festivités. La remise en cause de ces deux formes de complémentarité constitue un des points d'achoppement du devenir des systèmes de production dans la région.

Ainsi, la monoculture - typique des agricultures d'exportation - tend à dominer les dynamiques en cours. Le passage du « tout à la main » au « tout au tracteur » en est la condition puisque les

⁶⁵ « La complémentarité se joue tout d'abord au regard de conditions climatiques, topographiques ou pédologiques, où la combinaison agriculture-élevage permet d'augmenter les capacités de subsistance en faisant face aux variations interannuelles » (Schiere et al., 2002 cité par Acosta Alba, 2007).

nouvelles techniques de culture permettent la valorisation de superficies non égalées jusqu'alors par les seuls bras humains. On assiste ainsi au passage d'un système de production traditionnel tourné vers l'autoconsommation, alliant agriculture et élevage sur un territoire en mosaïque, précis et très ajusté, à un système de production tourné majoritairement vers la vente, au dépend de l'élevage, et pratiqué sans références agro-techniques ni agro-écologiques éprouvées. Dans ce contexte, les bouleversements de l'itinéraire technique de la culture (labour et semis mécanisés) interrogent de toute évidence l'efficacité et la durabilité du système à plus long terme. Car la mécanisation empêche toute précision dans certaines opérations culturales comme celle, par exemple, de pouvoir semer à des profondeurs variables et adaptées à la localisation des ressources en eau dans le sol. Par ailleurs, le nombre des variétés cultivées en grandes parcelles tend à diminuer même si, à l'échelle du territoire, les parcelles d'autoconsommation entretiennent l'agro-biodiversité par la culture de quinoas non commercialisées répondant à des usages alimentaires locaux (quinoas pour le *pito*, les *pipocas*⁶⁶). La question de la qualité et de la fertilité des sols, à plus ou moins long terme, fait également débat du fait notamment de l'application d'insecticides dans la production conventionnelle ou encore de la diminution des temps de jachère.

On peut s'interroger tout autant sur les capacités ancestrales de ces populations andines à gérer et disperser le risque. La culture de quinoa en plaine est beaucoup plus risquée que celle qui se pratique en montagne du fait des risques de gelées accrus et des couloirs de vent qui balayent les territoires de plaines. Si autrefois le producteur acceptait un rendement même moyen en privilégiant la stabilité de sa production face aux caprices du climat, aujourd'hui la mise en culture de zones très mal exposées relève clairement d'une gestion spéculative du risque fondée sur la maximisation des gains espérés. La spéculation sur la production et les bénéfices attendus incite donc à mettre en culture le plus de terres possible sans prise en compte des conditions agro-écologiques et climatiques. La facilité du travail et l'attrait pour une activité autonome ont abouti à cette situation, encore renforcée par l'envolée récente des prix sur le marché d'exportation. Il convient sans doute de relativiser ce panorama puisque chaque producteur, selon la tradition de dispersion du risque, continue de cultiver chaque année plusieurs parcelles disséminées sur le territoire de la communauté. Mais il est vrai aussi que la mise en culture permet l'acquisition d'un capital foncier, en même temps qu'elle en garantit la propriété (ou du moins l'usufruit).

Il n'empêche que des signes d'essoufflement du système se font sentir. Producteurs, agents des organismes de développement, techniciens s'accordent tous sur le fait que les rendements de la quinoa ont baissé, mais sans qu'il y ait consensus sur les causes de ce phénomène. D'après l'ONG Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF, 2009 : 23), les rendements sont passés en 20 ans de 700-1 900 kg à 250-700 kg par hectare (en année climatique normale et selon les lieux de production). De mauvaises pratiques agricole seraient à l'origine de cette baisse : la fertilité des sols n'est plus entretenue par des jachères longues ou par apport de matière organique, et leur structure est fragilisée par la mécanisation qui favorise l'érosion éolienne. Mais pour certains chercheurs, le facteur principal de la baisse des rendements n'est peut-être pas la perte de fertilité du sol mais la médiocre qualité du semis mécanique, presque généralisé en plaine et produisant souvent une levée incomplète. De fait, les producteurs constatent que, sur les terres sableuses, le semis mécanique donne des rendements bien moindres que ceux du semis manuel. La structure même du paysage agraire est un autre facteur, rarement signalé, de perte de productivité. En effet, les vastes monocultures sont non seulement propices à l'érosion éolienne et aux pullulations de ravageurs, elles repoussent aussi chaque fois plus loin les

⁶⁶ Respectivement farine de quinoa utilisée pour la préparation de boissons épaisses et grains de quinoa soufflés.

espaces de végétation spontanée à partir desquels pourraient se reconstituer le stock de graines des terres laissées en jachère. Ces terres en repos tardent à être recolonisées par la végétation sauvage, et restent ainsi dénudées plus longtemps, exposées au vent et au ruissellement.

Ainsi, de nouveaux ajustements commencent à être identifiés. Le nombre de producteurs permanents qui pratiquent la culture *al partir* avec les tractoristes, par exemple, a diminué. Les contrats *al partir* avec un tractoriste pour une durée de trois ans subsistent seulement dans les communautés qui ont ouvert très récemment un front de quinoa, c'est-à-dire dans des communautés d'éleveurs qui se convertissent à la quinoa à grande échelle. N'ayant pas le savoir-faire de la culture de quinoa, ils s'adressent aux tractoristes pour les travaux agricoles. Dans les autres communautés, le système *al partir* pour un contrat d'un an est plus fréquent et il se pratique notamment dans le cas des producteurs migrants. De même, la prise de conscience des risques engendrés par les nouvelles techniques culturales est lisible dans un retour, certes encore timide, au semis manuel.

Des actions de développement local, comme celles conduites par AVSF, visent aussi à améliorer les pratiques de culture au niveau territorial, que ce soit en prônant la reconstitution d'un assolement dans les communautés où le système de *mantos* avait disparu, ou en encourageant la constitution de haies vives susceptibles de freiner l'érosion éolienne et de favoriser la recolonisation végétale des terres en jachère (voir Félix, 2008).

L'introduction de ces nouvelles pratiques, à la fois plus soucieuses des ressources du territoire et redynamisant leur gestion collective, paraît amorcer une quatrième phase du boom de la quinoa, celle d'une reprise de contrôle sur la course effrénée de la quinoa.

Enfin, il convient sans doute de s'interroger sur la fonction et le sens que représentent aujourd'hui la ressource terre et la culture de quinoa pour les populations de l'Altiplano Sud. Le boom de la quinoa a provoqué un changement dans le mode de représentation d'une culture ancestrale, à forte charge symbolique du point de vue historique et culturel. Si autrefois la production de quinoa jouait un rôle fondamental dans la transmission de savoir-faire locaux et dans la sécurité alimentaire, le produit a pris aujourd'hui une valeur essentiellement monétaire. Et la prise de valeur de la terre en est le corollaire. Autrement dit, les processus en cours interrogent directement le rapport vécu aux ressources naturelles, et plus largement la représentation du territoire développée par les populations locales. La terre est-elle encore perçue comme un patrimoine social et culturel, fondateur des identités paysannes andines ? Ou, en reprenant les propos de P. Hamelin (2002) à propos du Brésil, est-elle simplement un outil de production et d'extraction d'une richesse potentielle ? Mais il convient aussi de signaler que le territoire peut être valorisé par l'autonomie qu'il procure : en le réinvestissant, les populations locales ont retrouvé un contrôle perdu dans leurs activités extra-locales dont l'histoire récente (fermeture des mines dans les années 1980, ou crise économique en Argentine au tournant des années 2000 par exemple) a révélé le caractère précaire ou risqué.

Chapitre 4

Un territoire en mouvement.

Une approche des mobilités par les trajectoires de vie

Le boom de la quinoa constitue un tournant important dans la trajectoire agricole du territoire de l'Altiplano Sud, facteur de bouleversement à la fois des modes d'usage du sol, des systèmes de production, des rapports à la terre, de la perception des ressources. Dans ces régions périphériques de la Bolivie, marquées par une ancienneté des pratiques des mobilités, par une faible croissance démographique, voire un risque de déprise, ces transformations interrogent très directement les formes de peuplement et les systèmes migratoires des populations. Il convient dès lors d'éclairer les dynamiques territoriales de l'Altiplano Sud, et les recompositions qui se jouent au niveau local, à travers le prisme des mobilités spatiales. Le boom de la quinoa a-t-il reformulé les modalités spatio-temporelles des pratiques de mobilité ? Celles-ci, inversement, jouent-elle un rôle dans les transformations locales liées à la quinoa ?

Les dynamiques migratoires et la configuration des territoires de la mobilité sont donc au centre de ce chapitre. Il s'agit de s'interroger sur les mobilités résidentielles et professionnelles d'hier et d'aujourd'hui, de cerner l'évolution de la géographie migratoire à la fois des individus et des familles, d'identifier ceux qui bougent, leurs destinations, leurs temporalités de mobilité ; de saisir également l'organisation sociale et économique qui fondent les pratiques migratoires, l'existence d'éventuelles filières géographiques et de niches professionnelles dans les lieux de la migration. En d'autres termes, voit-on se dégager, dans le contexte du boom de la quinoa, des formes de continuité ou de rupture dans le modèle migratoire régional ?

Notre objectif est de caractériser les mobilités résidentielles et professionnelles des populations de l'Altiplano Sud par une reconstitution des trajectoires de mobilité dans le temps des cycles de vie. Par cette approche diachronique, nous cherchons à analyser les recompositions contemporaines des pratiques de la mobilité en lien avec le boom de la quinoa. Il s'agit de voir, en d'autres termes, la manière dont le boom de la quinoa s'inscrit dans les itinéraires de vie des familles et des individus et d'identifier les formes de réajustement des systèmes résidentiels et professionnels, liés en particulier aux « effet de retour » résidentiel dans les communautés. Ce chapitre n'examine pas les mobilités à court terme, les circulations entre lieu de migration et communauté liées aux visites et aux tâches agricoles par exemple (ces circulations intra-annuelles sont analysées dans le chapitre 6). Ce chapitre se base sur les entretiens et la reconstitution des biographies individuelles et familiales que nous avons réalisées auprès de 170 individus des cinq communautés rurales de l'Altiplano Sud (voir chapitre 1). Il convient de rappeler que notre population mère est constituée d'individus membres des communautés d'étude, c'est-à-dire des « originaires » ou bien des conjoints d'originaires. Le sens à donner au terme d'originaire renvoie non pas au critère du lieu de naissance, mais à celui de la parenté. Pour un individu, être membre originaire d'une communauté rurale signifie donc d'y être affilié du fait de son origine familiale. Le lien de parenté au père ou à la mère implique, de fait, la transmission du droit d'appartenance communautaire. Ainsi, tous les individus de notre échantillon, ne sont pas nés dans les communautés et/ou n'y résident pas au moment de l'enquête conduite en 2007 et 2008 (tableau 23).

Tableau 23 : Caractéristiques des 170 individus de l'échantillon

	San Juan	Chilalo	Otuyo	Candelaria	Palaya	Total
Nombre d'individus enquêtés ⁶⁷	56	37	29	27	21	170
Nombre de ménages enquêtés	48	28	26	26	19	147
Nombre d'individus originaires de la communauté par filiation directe*	51	32	25	27	19	154
Nombre d'individus nés dans la communauté	48	22	21	25	19	135
Nombre d'individus résidents en 2008 dans la communauté	51	18	19	26	17	131

* Nous distinguons ici les membres originaires par filiation directe (parent-enfant) et ceux par alliance (conjoints).

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

4.1. Configurations spatio-temporelles des mobilités résidentielles

Caractériser la mobilité résidentielle au cours du cycle de vie des individus vise plusieurs objectifs. Il s'agit d'identifier *i*) l'intensité des mobilités résidentielles et les membres concernés, *ii*) les types de destinations migratoires et leur enchaînement au cours des cycles de vie et *iii*) les temporalités des mobilités c'est-à-dire la fréquence et le rythme des événements de mobilité. Pour tous ces critères, nous portons une attention particulière à la place de la communauté d'origine dans la configuration spatio-temporelle des trajectoires résidentielles.

Nous rappelons ici que la résidence est définie par le lieu où l'individu a coutume d'habiter. Il y a changement de résidence dès lors que l'individu réside au moins 6 mois dans un lieu autre que sa résidence habituelle. Nous considérons ici qu'il y a changement de résidence lorsqu'il y a changement de localité de résidence au sens statistique⁶⁸, nous n'indiquons donc pas les changements de logement intra-urbains ou intra-localité, sachant qu'un individu peut déclarer avoir plusieurs lieux de résidence au même moment d'une étape de sa vie. Par ailleurs, nous prenons en compte les changements de résidence à partir de la première étape résidentielle dans la communauté d'origine de l'individu, donc soit à partir de la naissance pour ceux qui y sont nés, soit postérieurement pour ceux qui n'y sont pas nés mais sont venus s'y installer. Chaque trajectoire résidentielle est définie par un ensemble de critères spatiaux et temporels, à commencer par la succession de chaque lieu de résidence, lui-même qualifié par son caractère urbain ou rural⁶⁹ et sa localisation régionale (au sein des départements d'Oruro et de Potosi), nationale (autres départements de Bolivie) ou internationale. Quant au critère temporel, nous considérons la durée de résidence dans chaque lieu - communauté et lieu de migration -, à savoir les années de début et de fin du séjour résidentiel (rappelons que les circulations intra-annuelles ne sont pas prises en compte ici). L'analyse des trajectoires de mobilité résidentielle permet de cerner la configuration spatiale et temporelle des changements de résidence des individus au cours de leur vie. L'extension géographique de la succession des lieux de résidence, ainsi que la périodicité des séjours dans les différents lieux de l'espace résidentiel sont les descripteurs des systèmes de mobilité, et la caractérisation des trajectoires est donc le résultat de leur combinaison.

⁶⁷ Pour mémoire (voir chapitre 1 p. 60), la population permanente de plus de 15 ans en 2008 est de 299 à San Juan, de 18 à Chilalo, de 27 à Otuyo, de 153 à Candelaria de Viluyo et de 66 à Palaya.

⁶⁸ Nous prenons en compte les changements de résidence entre localités et non entre municipales comme dans le chapitre 2, car c'est ici l'échelle de la localité qui nous intéresse pour appréhender les étapes résidentielles.

⁶⁹ Selon l'INE, le caractère urbain d'une localité est défini par une population supérieure à 2000 habitants, critère que nous avons considéré ici.

L'encadré 8 ci-dessous précise l'ensemble des notions utilisées dans ce chapitre.

Encadré 8 : Définition des notions utilisées

Âge de la première migration : âge auquel l'individu a effectué sa première migration au départ de sa communauté d'origine.

Alternance résidentielle : succession d'étapes de résidence dans et hors de la communauté.

Changement de résidence : changement de localité de résidence pour une durée de 6 mois au moins. Cela inclut donc l'installation ou la réinstallation dans la communauté. L'installation en double résidence est considérée comme un changement résidentiel avec maintien de la résidence antérieure.

Cycle migratoire : étape des grands flux migratoires d'une population donnée prise à l'échelle de la communauté ou de la région.

Destination migratoire : destination vers laquelle s'opère un changement de résidence hors de la communauté. Le nouveau lieu relevant d'une installation en double résidence est également considéré comme une destination migratoire.

Double résidence : fait d'avoir, simultanément, deux lieux habituels de résidence dont un dans la communauté.

Durée migratoire : durée de chaque événement migratoire de l'individu. Elle s'exprime en années. En situation de double résidence, nous avons considéré la durée migratoire équivalente à 50%.

Durée migratoire cumulée : durée cumulée de l'ensemble des événements migratoires d'un individu au cours de son cycle de vie, soit le temps total de résidence hors de sa communauté. Elle s'exprime en années ou en pourcentage du temps de vie de l'individu.

Étape migratoire : série d'événements migratoires dans le cycle de vie d'un individu caractérisés par une même logique spatio-temporelle (destination résidentielle, rythme de mobilité).

Événement migratoire : changement de résidence qui implique un lieu en dehors de la communauté. Pour les individus nés en dehors de la communauté, on considère les événements migratoires à partir de leur première installation dans la communauté.

Expérience migratoire : fait d'avoir vécu un ou plusieurs événements migratoires au cours du cycle de vie depuis la première installation dans la communauté.

Intensité migratoire : nombre d'événements migratoires de l'individu au cours de son cycle de vie.

Ménage : ensemble des individus qui partagent le même logement.

Migrant : individu qui a une expérience migratoire.

Migration passive : en opposition à la migration autonome, la migration passive correspond aux migrations de l'enfance, lorsqu'un enfant suit son/ses parents sur leur lieu de migration, ou lorsqu'un adulte suit son conjoint.

Migration (ou mobilité résidentielle) : changement de localité de résidence pour une durée de 6 mois au moins hors de la communauté.

Mono résidence : fait d'avoir un seul lieu de résidence.

Récurrence des destinations : elle peut être définie par deux indicateurs : le nombre d'événements migratoires comptabilisés dans une destination ou le nombre d'individus ayant fréquenté une destination.

Récurrence des lieux de migration : il s'agit du nombre de fois qu'un lieu a été fréquenté par l'individu au cours de sa trajectoire de mobilité résidentielle.

Résidence : lieu où l'on a coutume d'habiter.

Retour résidentiel : changement de résidence impliquant un retour dans la communauté.

Trajectoire de mobilité résidentielle : succession dans le temps et dans l'espace des lieux de résidence au cours du cycle de vie de l'individu (de la naissance jusqu'à la date de l'entretien). L'échelle de lieu considérée est celle de la localité.

4.1.1. Intensité et rythmes de mobilité

Au sein de l'échantillon enquêté, l'analyse temporelle des événements de la mobilité résidentielle concerne les 139 individus qui ont une expérience migratoire (cf. tableau 24), individus que nous nommerons les « migrants ». Nous analyserons l'intensité et les rythmes de mobilité des individus migrants par communauté, puis nous caractériserons cette mobilité par âge et par genre.

Tableau 24 : Migrants et non migrants par communauté (170 individus)

	San Juan	Chilalo	Otuyo	Candelaria	Palaya	Total
Nombre d'individus enquêtés ayant une expérience migratoire (migrant)	40	31	25	25	18	139
Nombre d'individus enquêtés sans expérience migratoire (non migrant)	16	6	4	2	3	31

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

4.1.1.1. Des différenciations par communauté

Appréhendée à l'échelle des communautés, l'analyse des mobilités résidentielles prend en compte deux types d'indicateurs : ceux relatifs à l'âge (âge moyen des migrants et âge moyen au moment de la première migration) et ceux relatifs aux effets de temporalité, à savoir l'intensité migratoire moyenne, la durée migratoire moyenne et la durée migratoire cumulée sur le cycle de vie (tableau 25).

Tableau 25 : Caractéristiques temporelles moyennes des événements migratoires des individus par communauté (sur un total de 139 individus)

	San Juan	Chilalo	Otuyo	Candelaria	Palaya	Moyenne
Âge des individus migrants	41,8	45,5	58,2	48,3	54,0	48,3
Âge de la première migration	16,7	15,3	18,2	15,6	16,0	16,4
Intensité migratoire*	3,2	3,2	2,5	3,8	3,3	3,2
Durée migratoire (années)**	4,3	6,6	12,1	4,8	7,2	6,1
Durée migratoire cumulée (%)***	32,7	40,3	51	35	40,6	39

* Nombre d'événements migratoires de l'individu au cours de son cycle de vie

** Durée de chaque événement migratoire

*** Part du temps passé en migration sur le cycle de vie

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Notre échantillon de migrants est caractérisé par un âge moyen de 48 ans, allant de 42 ans à San Juan à 58 ans à Otuyo. L'âge moyen du premier départ en migration est de 16,4 ans pour l'ensemble des migrants, avec de faibles écarts entre les communautés (le plus fort écart est de 3 ans entre Chilalo et Otuyo). Précisons que le calcul de l'âge moyen du premier départ en migration écarte huit individus qui ont effectué leur première migration après leur installation tardive dans la communauté (ce qui surévaluerait artificiellement les moyennes). De façon générale, la première expérience migratoire intervient très tôt dans le cycle de vie des individus, ce qui s'explique certes par la migration passive (enfants qui suivent leur parents) mais aussi, comme nous le verrons, par des migrations précoces liées à la recherche d'un travail ou à la scolarisation.

L'intensité migratoire des individus enquêtés, c'est-à-dire le nombre d'événements migratoires au cours du cycle de vie, nous aide à définir le degré de mobilité de l'individu. Le nombre d'événements migratoires est compris entre 1 et 10, avec une moyenne de 3,2 (tableau 25).

La distribution de l'intensité migratoire est très variable selon les communautés (tableau 26). Otuyo, Chilalo et Palaya présentent le même profil avec une majorité d'individus (autour de 55%) ayant effectué une ou deux migrations au cours de leur cycle de vie. Dans le cas de Palaya, cependant, notons une part importante des migrants (28%) ayant changé plus de six fois de résidence au cours de leur vie. Les communautés de San Juan et de Candelaria présentent un profil opposé aux précédentes, puisque seulement 32% et 35% ont migré une ou deux fois, la très grande majorité ayant effectué trois migrations et plus.

Tableau 26 : Distribution de l'intensité migratoire des individus dans les différentes communautés (en % des individus migrants de la communauté)

Communauté \ Intensité migratoire*	San Juan (n=40)**	Chilalo (n=31)	Otuyo (n=25)	Candelaria (n=25)	Palaya (n=18)	Toutes communautés
1	15	26	32	8	33	22
2	20	29	24	24	22	24
3	28	13	20	24	11	20
4	17	10	8	12	6	11
5	15	13	16	16	0	13
6 à 10	5	9	0	16	28	10

* Nombre d'événements migratoires de l'individu au cours de son cycle de vie

** Nombre d'individus migrants dans la communauté

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

La durée migratoire moyenne (en années) des événements de la mobilité résidentielle, soit le temps de résidence moyen pour chaque destination, est de 6,1 ans pour l'ensemble de l'échantillon, mais la communauté d'Otuyo se démarque avec une durée moyenne de 12,1 ans (tableau 25). Ce critère de la durée est à mettre en parallèle avec l'intensité migratoire c'est-à-dire que, dans cette communauté, les individus réalisent peu de migrations mais chaque événement est long. À l'inverse, les individus des communautés de San Juan et de Candelaria présentent des durées migratoires moyennes faibles (4,3 et 4,8 années) avec des intensités migratoires importantes, ce qui reflète une tendance à migrer plus souvent mais pour des durées plus courtes.

Le dernier indicateur utilisé pour qualifier les temporalités migratoires est celui de la part du temps passé en migration dans le cycle de vie (tableau 25). La moyenne pour la totalité des individus migrants est de 39%, avec des variations de 32,7 à 51% selon les communautés, ce qui signifie dans tous les cas de longues expériences migratoires, surtout si l'on considère l'âge moyen de 48 ans des individus migrants. Pour les individus d'Otuyo, la moyenne s'élève à 51% soit la moitié du cycle de vie passé en migration.

Au final, on observe une assez nette différenciation de l'intensité et la temporalité des mobilités résidentielles entre les communautés et ce, en fonction de leur localisation dans la zone d'étude. Dans la communauté située la plus au sud, celle de San Juan, la tendance est à une première migration tardive qui donne lieu, ensuite, à une forte fréquence migratoire mais pour des durées de séjour assez courtes. Une plus faible intensité des événements migratoires mais une durée longue des séjours caractérisent, en revanche, les communautés de la zone Intersalar situées plus au nord, celles de Chilalo, d'Otuyo et, dans une moindre mesure, de Palaya. L'analyse des aires de migration résidentielle (cf. paragraphe 4.1.2.) apportera quelques éléments d'explication de cette différenciation entre nord et sud du *salar*. Par ailleurs, il est intéressant de noter que dans la communauté située le plus à l'est, à proximité des voies de circulation et de l'axe Uyuni-Oruro, on migre jeune, de façon plus intense et pour des durées

relativement courtes. Cette communauté rurale, plus connectée à l'espace régional, est donc celle où la « turbulence » des mobilités résidentielles est la plus marquée. Cette différenciation entre les communautés de l'Altiplano Sud est importante à retenir dans la mesure où, comme nous le verrons plus loin, ces communautés ne s'inscrivent pas toutes de la même manière dans le cycle du boom de la quinoa.

4.1.1.2. Des migrations sans distinction de genre, qui interviennent tôt dans le cycle de vie

L'intensité et les temporalités migratoires ne varient pas seulement en fonction des communautés et de leur localisation mais également des profils démographiques, en particulier selon l'âge et le sexe des migrants.

La prise en compte de l'âge dans l'analyse des temporalités migratoires est un point fondamental puisqu'elle reflète l'inscription des pratiques dans le temps des cycles de vie des individus. Nous présentons dans le tableau 27 les caractéristiques temporelles des événements migratoires des individus par classe d'âge. Nous distinguons les « jeunes » - entre 19 et 30 ans -, la classe d'âge intermédiaire - de 31 à 55 ans -, et enfin les individus âgés de plus de 56 ans.

Tableau 27 : Caractéristiques temporelles moyennes des événements migratoires des individus selon l'âge (sur un total de 139 individus)

Caractéristiques	Classes d'âge			Toutes classes
	[19 ; 30]	[31 ; 55]	[56 ; + [
Âge de la première migration	15,0	16,6	16,5	16,4
Intensité migratoire	2,8	3,3	3,1	3,2
Durée migratoire (années)	3,2	4,9	9,3	6,1
Durée migratoire cumulée (années)	9,2	16,4	29,2	19,7
Durée migratoire cumulée (%)	37,2	38,0	45,5	38,9

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

La tendance globale est une hausse des valeurs de tous les indicateurs avec l'âge, ce qui correspond à une logique attendue : plus l'individu est âgé, plus la probabilité d'avoir migré est forte. Il convient cependant de relever les comportements particuliers des jeunes générations. En ce qui concerne l'âge moyen à la première migration, les résultats présentent une certaine homogénéité entre les différentes tranches d'âge avec, cependant, une plus grande précocité du premier départ pour les jeunes générations. Par ailleurs, on aurait pu s'attendre à des écarts plus importants entre les trois tranches d'âge concernant les valeurs de l'intensité migratoire, qui sont très proches dans le cas des deux dernières tranches d'âge, et à peine plus faible pour la jeune génération. De même, il est logique de constater que la durée migratoire cumulée, ainsi que la part du temps passé en migration, croît avec l'âge. En revanche, le fait que la durée migratoire moyenne (temps moyen du séjour migratoire) soit plus faible dans le cas des jeunes générations indique des pratiques migratoires différenciées.

Autrement dit, il est relativement paradoxal de constater que les plus jeunes sont pratiquement aussi mobiles que leurs aînés (selon le critère du nombre d'événements migratoires au cours de leur vie) avec, parallèlement, une durée moyenne des séjours migratoires moins importante. Il est difficile de dire si nous avons là un effet générationnel lié au cycle de vie, mais auquel cas, la tendance devrait précisément être l'inverse puisque, comme l'ont montré certains travaux, la phase « initiatique » de la migration correspond généralement à des migrations de longue durée pour ensuite passer à des migrations circulaires de durée plus courte dès lors que l'expérience et la maîtrise des lieux sont plus effectives (Cortes, 2000). L'autre hypothèse serait celle d'un

changement plus structurel dans les modes de migrer, c'est-à-dire le passage à des migrations circulaires, plus fréquentes et de courte durée, facilitées par le développement des transports ou, comme nous verrons, suscitées par le boom de la quinoa.

Nous abordons, en deuxième lieu, la différenciation des pratiques migratoires selon le sexe dont les données sont présentées dans le tableau 28.

Tableau 28 : Caractéristiques temporelles moyennes des événements migratoires des individus selon le sexe (sur un total de 139 individus)

Caractéristiques	Sexe	
	Hommes	Femmes
Âge des individus migrants	50,8	44,2
Âge de la première migration	16,2	16,7
Intensité migratoire	3,6	2,6
Durée migratoire (années)	5,9	6,7
Durée migratoire cumulée (%)	39	38,7

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

En préalable, il convient de rappeler que la composition de notre échantillon n'est pas égalitaire entre hommes et femmes qui sont respectivement 99 et 71 individus dans l'échantillon complet, avec 37% de femmes parmi les 139 individus migrants, ce qui indique l'importance non négligeable des migrations féminines. Les indicateurs temporels de la migration montrent une relative homogénéité entre les sexes, même si nous notons quelques écarts. L'âge de la première migration (autour de 16 ans et demi) et la part du temps passé en migration au cours du cycle de vie (autour de 39%) sont quasiment équivalents entre hommes et femmes. Les quelques écarts concernent l'intensité migratoire : les hommes pratiquent en moyenne une migration de plus que les femmes et la durée migratoire est un peu plus faible chez les hommes.

Si les femmes apparaissent un peu moins mobiles que les hommes (en termes de nombre d'événements migratoires), l'homogénéité des données démontre, d'une part, que la migration n'est pas seulement une affaire d'hommes, modèle pourtant relativement classique dans les campagnes au Sud. Il est probable, d'autre part, que les migrations prennent un caractère plus familial qu'individuel. C'est un point sur lequel nous reviendrons dans l'analyse plus fine des trajectoires de mobilité.

4.1.2. Les contours géographiques de la mobilité résidentielle

Appréhendée sur le temps des cycles de vie, et donc sur les expériences cumulées des changements résidentiels, la géographie migratoire des populations rurales de l'Altiplano Sud peut être définie à partir de trois critères : l'aire et les échelles de la mobilité, la nature des lieux de destination (rural ou urbain) et, enfin, la récurrence des destinations comme indicateur des effets de filière.

4.1.2.1. Aires et échelles de la mobilité résidentielle

L'aire des destinations migratoires, pour l'ensemble des 139 individus migrants enquêtés a été réalisée à partir du recensement de toutes les destinations des individus ayant rythmé leur trajectoire résidentielle. Deux indicateurs de spatialisation sont considérés : a) le nombre d'individus ayant fréquenté au moins une fois le lieu au cours de leur trajectoire, b) le nombre de fois que le lieu est cité. Pour le premier indicateur, les résultats détaillés sont donnés sous forme de tableau en annexe 16 et sont repris dans des tableaux synthétiques plus loin dans cette partie. Le deuxième indicateur (nombre d'événements migratoires par destination) est pris en compte dans la carte 13.

Les migrations internes à échelle régionale correspondent à des lieux de destination localisés au sein des départements d'Oruro et de Potosi. Les destinations urbaines⁷⁰ les plus fréquentées sont les villes d'Uyuni (premier pôle parmi toutes des destinations migratoires), Oruro (pôle arrivant en deuxième position), Potosi et Challapata ainsi que le centre minier d'Atocha ; Llica est la seule destination rurale relativement fréquentée.

Au niveau national, trois destinations urbaines sont dominantes : La Paz et sa ville satellite d'El Alto que nous avons regroupées en un seul pôle (situé en troisième position pour l'ensemble des trajectoires), puis viennent par ordre d'importance décroissante, les villes de Cochabamba et de Santa Cruz. Les destinations rurales ne concernent que quelques individus.

À l'échelle internationale ne sont représentatives que certaines destinations dans les pays frontaliers (Chili et Argentine) avec deux exceptions au Brésil. De par sa proximité, le Chili est la destination internationale la plus largement représentée. La croissance économique de ce pays (plus tardive que celle de l'Argentine) s'est traduite, en effet, par une accélération des départs à partir des années 1990 (Hernández González, 1997 ; Gavilán Vega et Tapia Ladino, 2006)⁷¹. D'abord temporaires et rurales, les migrations et les activités vont changer de nature au fur et à mesure de la croissance et des besoins en main-d'œuvre du pays. Les destinations deviennent alors plus urbaines (Iquique, Calama, Antofagasta), ce que reflète les trajectoires de mobilité des paysans de l'Altiplano Sud. En comparaison avec d'autres régions en Bolivie (Potosi, Tarija, Cochabamba...), les populations de l'Altiplano Sud sont en revanche beaucoup moins tournées vers l'Argentine où nous observons seulement quelques destinations urbaines (Buenos Aires et Mendoza principalement). La migration des Boliviens vers l'Argentine, en effet, a fait l'objet de nombreux travaux du fait à la fois de son amplitude et de son ancienneté⁷². Le pays ayant connu une phase de forte croissance économique à partir des années 1950, et notamment un développement de l'agriculture intensive dans les régions du nord-ouest, la main-d'œuvre bolivienne, peu coûteuse, est recrutée pour les travaux agricoles sur les exploitations de canne à sucre, de fruits, de tabac (Foucher, 1977 ; Reboratti, 1988 ; Celton, 1995 ; Llanque, 1999 ; Hinojosa Gordonava *et al.*, 2000). Avec l'intensification et la capitalisation des systèmes agricoles argentins à partir des années 1970, une minorité de la population de l'Altiplano partira travailler dans le bâtiment, les ateliers de couture ou les exploitations maraîchères à Buenos Aires, secteurs qui ont attiré en revanche de nombreux Boliviens

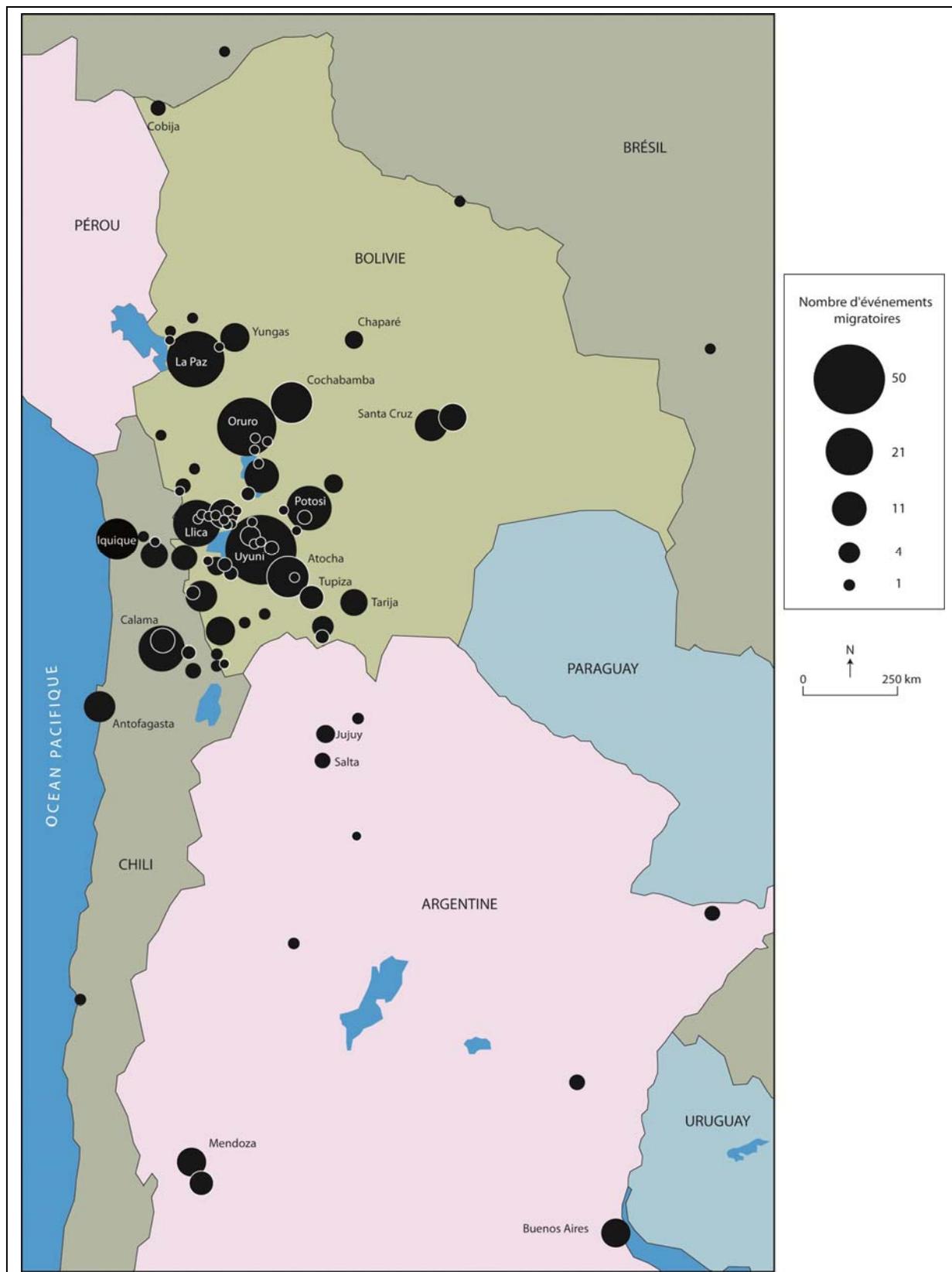
⁷⁰ Nous utilisons ici le critère de l'INE pour lequel une ville est définie par le seuil de 2000 habitants.

⁷¹ Selon le recensement chilien de 2002, environ 11 000 Boliviens résident au Chili, troisième nationalité en provenance de l'Amérique du Sud après les Argentins et les Péruviens. Ces données, de toute évidence, sous-estiment l'importance des migrations boliviennes dans la mesure où elles ne tiennent pas compte des migrants en situation irrégulière.

⁷² Selon le recensement de population argentin de 2001, environ 240 000 Boliviens résideraient en Argentine. Mais, selon la plupart des estimations, le nombre de résidents de nationalité ou d'origine bolivienne en Argentine serait de plus d'un million.

originaires des autres régions de Bolivie (Benencia et Karasik, 1995 ; Cortes, 2008 ; Sassone, 2008). Autrement dit, sur l'Altiplano Sud, la migration internationale se cantonne à ces deux pays frontaliers et, qui plus est, aux espaces à proximité du haut plateau bolivien.

Carte 13 : Aire des destinations migratoires des 139 individus enquêtés dans cinq communautés de l'Altiplano Sud (selon le nombre de citations du lieu entre 1934 et 2008)



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008. Réalisation S. Coursière, 2010.

La carte montre une aire globale des destinations migratoires relativement étendue, avec une dispersion des destinations dans 86 localités. Trois échelles de destinations se dégagent : l'échelle régionale, nationale et internationale.

Ainsi, les logiques de proximité, et donc le rapport à la distance-temps, déterminent les effets de polarisation migratoire et l'aire spatiale des destinations. Cette tendance est confirmée par le fait que l'échelle régionale (départements d'Oruro et Potosi) regroupe 53% des destinations alors que les échelles nationales et internationales représentent respectivement 22% et 25% des destinations.

L'analyse peut être complétée par la prise en compte de l'autre indicateur, à savoir les lieux pratiqués au moins une fois par les individus au cours de leur trajectoire. Parmi les 86 lieux cités, nous retenons ici les destinations les plus récurrentes, c'est-à-dire celles qui sont pratiquées par au moins 5% des individus de l'échantillon (tableau 29). Si l'ordre d'importance des pôles migratoires ne change pas, 19 localités au total sont citées par plus de 5% des migrants, et une seule (Uyuni) par plus de 30% des migrants.

Tableau 29 : Principales destinations migratoires citées au moins une fois dans la trajectoire des individus migrants (en % des 139 individus migrants)

Localisation	Caractère	Destination	% d'individus ayant cité le lieu
Régionale	Urbain	Uyuni	30,9
		Oruro	19,4
		Atocha	10,8
		Potosi	10,8
		Challapata	5,8
	Rural	Llica	9,4
		Salinas	5,0
Nationale	Urbain	La Paz/El Alto	18,7
		Cochabamba	11,5
		Santa Cruz	6,5
	Rural	Yungas rural	5,8
		Santa Cruz rural	5,0
Internationale	Urbain	Calama	12,2
		Iquique/Alto Hospicio	10,1
		Antofagasta	5,8
		Buenos Aires	5,8
		Mendoza	5,0
		Pica	5,0
	Rural	Ollagüe	5,8

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

La géographie migratoire des populations de l'Altiplano Sud, cependant, ne prend pas les mêmes configurations pour les cinq communautés d'étude. Comme pour les temporalités migratoires, leur localisation spatiale apparaît comme un facteur de variabilité des aires des destinations. Pour chaque communauté, celles-ci sont représentées dans les cartes suivantes, selon le critère du nombre d'événements de mobilité pour chaque lieu.

La communauté de San Juan se distingue des autres par l'importance des destinations internationales puisque 77% des individus ont migré vers l'étranger contre 65% vers des destinations régionales et seulement 22% à l'échelle nationale (voir en annexe 17 l'aire

d'extension des destinations migratoires des individus migrants). La communauté, en effet, située au sud en position frontalière, est fortement tournée vers la façade pacifique, à savoir le Chili (carte 14). En termes de distance-temps, la ville chilienne de Calama est plus accessible que les centres urbains d'Oruro et, *a fortiori* de La Paz. Par ailleurs, dans cette région des confins occidentaux de la Bolivie, les traditions d'échanges économiques, sociaux et culturels avec le littoral chilien, province bolivienne jusqu'à la fin du XIX^e siècle, sont très anciennes. Parmi les cinq communautés étudiées, c'est aussi celle où la migration vers l'Argentine est la plus prégnante (Buenos Aires et Mendoza) même si, depuis la crise économique qui a frappé ce pays en 2001, les flux migratoires se sont réorientés vers le Chili ou les proches localités boliviennes.

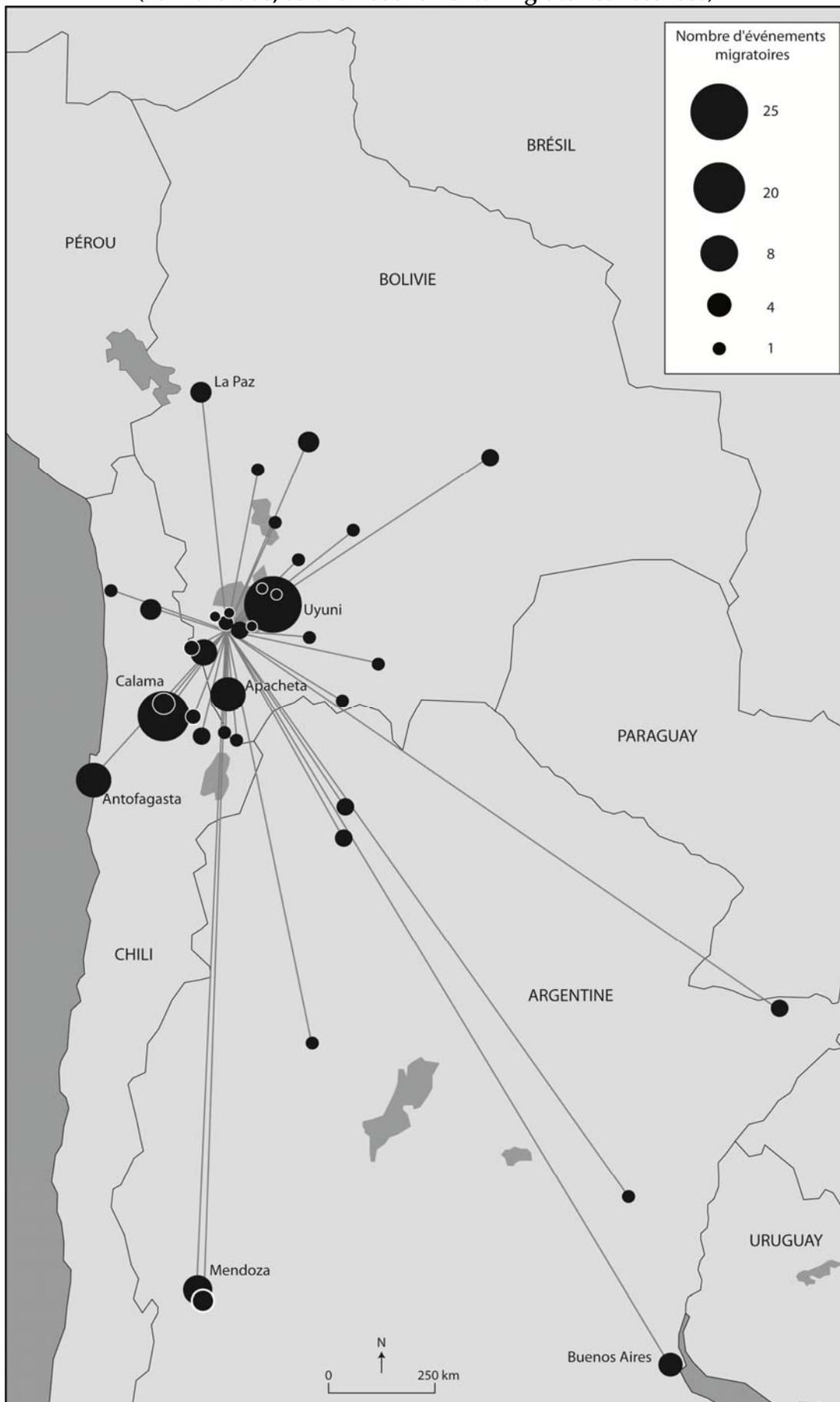
L'aire des destinations migratoires de Palaya (carte 15), communauté située le plus à l'ouest de notre zone d'étude, également en position frontalière avec le Chili, est orientée vers deux axes. À l'échelle régionale, qui reste l'aire préférentielle des flux migratoires pour 83% des migrants (contre 28% hors de la région et 39% à l'étranger), la localité très proche de Llica et celles du département de Potosi (Uyuni, Tupiza) constituent des pôles migratoires privilégiés. Cette tendance est liée au fait que cette zone en Bolivie a bénéficié très tôt d'une politique d'éducation et, donc, plusieurs membres de la communauté de Palaya sont des professeurs ruraux qui partent résider sur leur lieu de travail, soit dans le bourg de Llica, soit dans des zones rurales un peu plus éloignées. Le deuxième axe de polarisation, tout comme la communauté de San Juan, est le Chili où les populations depuis longtemps partent travailler, notamment dans le secteur agricole de l'oasis de Pica ou bien à Iquique. Enfin, de par sa position la plus extrême à l'ouest de l'Altiplano Sud, Palaya est la seule communauté où aucun migrant n'a cité l'Argentine comme lieu de destination.

Les communautés de Chilalo et d'Otuyo (cartes 16 et 17), dans la zone Intersalar, ont en commun d'avoir une extension plus restreinte de leur aire de destinations migratoires puisque ce sont celles où la migration internationale est la moins représentée (respectivement 29% et 12% des migrants ont une expérience migratoire à l'étranger). Chilalo est la communauté dont l'extension de l'aire migratoire en Bolivie est la plus réduite (84% des migrants ont migré à l'échelle régionale contre 45% en dehors de la région), et en particulier dans des localités relativement proches d'Uyuni, Atocha ou Oruro. L'aire des migrations à Otuyo, à l'inverse, a une extension plus élargie en Bolivie (56% des migrants ont migré dans la région et 80% en dehors), avec des flux préférentiels vers la ville de La Paz. Comme l'indique la carte 15, le Chili devient une destination attractive depuis les dernières années pour la communauté de Chilalo, depuis qu'une nouvelle filière s'est mise en place avec l'installation d'un membre de la communauté dans la ville d'Iquique.

Adoptant une configuration très différente des précédentes, l'aire de destinations des migrants de Candelaria (carte 18) est très dispersée, surtout à l'échelle régionale (85% des migrants ont expérience migratoire à cette échelle contre 52% hors de la région et 40% à l'étranger). Les populations de Candelaria sont des mineurs de longue date et, de fait, la configuration spatiale de leurs trajectoires de mobilité résidentielle suit les contours de la géographie minière du pays, notamment dans les départements d'Oruro et Potosi. Notons également la polarisation sur les centres urbains de Cochabamba ou encore les plaines tropicales, correspondant à des mineurs relocalisés qui ont participé à la colonisation agricole de *l'Oriente* dans les années 1960, phénomène qui a drainé une partie des populations boliviennes vers les plaines de l'est de l'Alto Béni et de Santa Cruz (CODEPO, 2004 ; Blanchard, 2005). Il faut rappeler aussi que cette communauté rurale bénéficie d'une plus grande proximité aux axes de circulation.

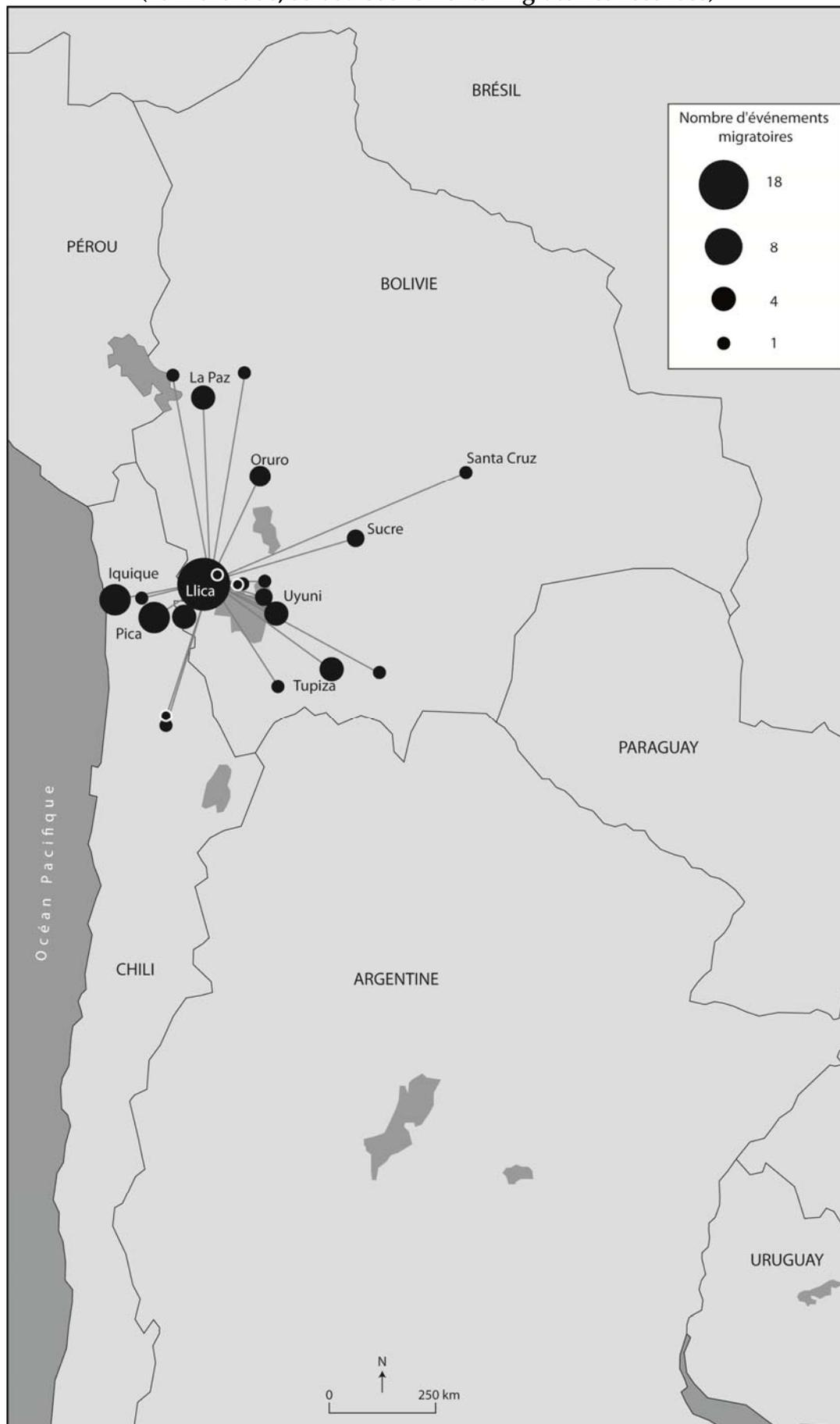
Le nombre total de destinations citées par communauté, reflet du degré de dispersion des migrants, est ainsi fort variable puisqu'il est compris entre 17 destinations à Otuyo et 43 à Candelaria.

Carte 14 : Destinations migratoires entre 1955 et 2008 des migrants de San Juan (40 individus, soit 131 événements migratoires recensés)



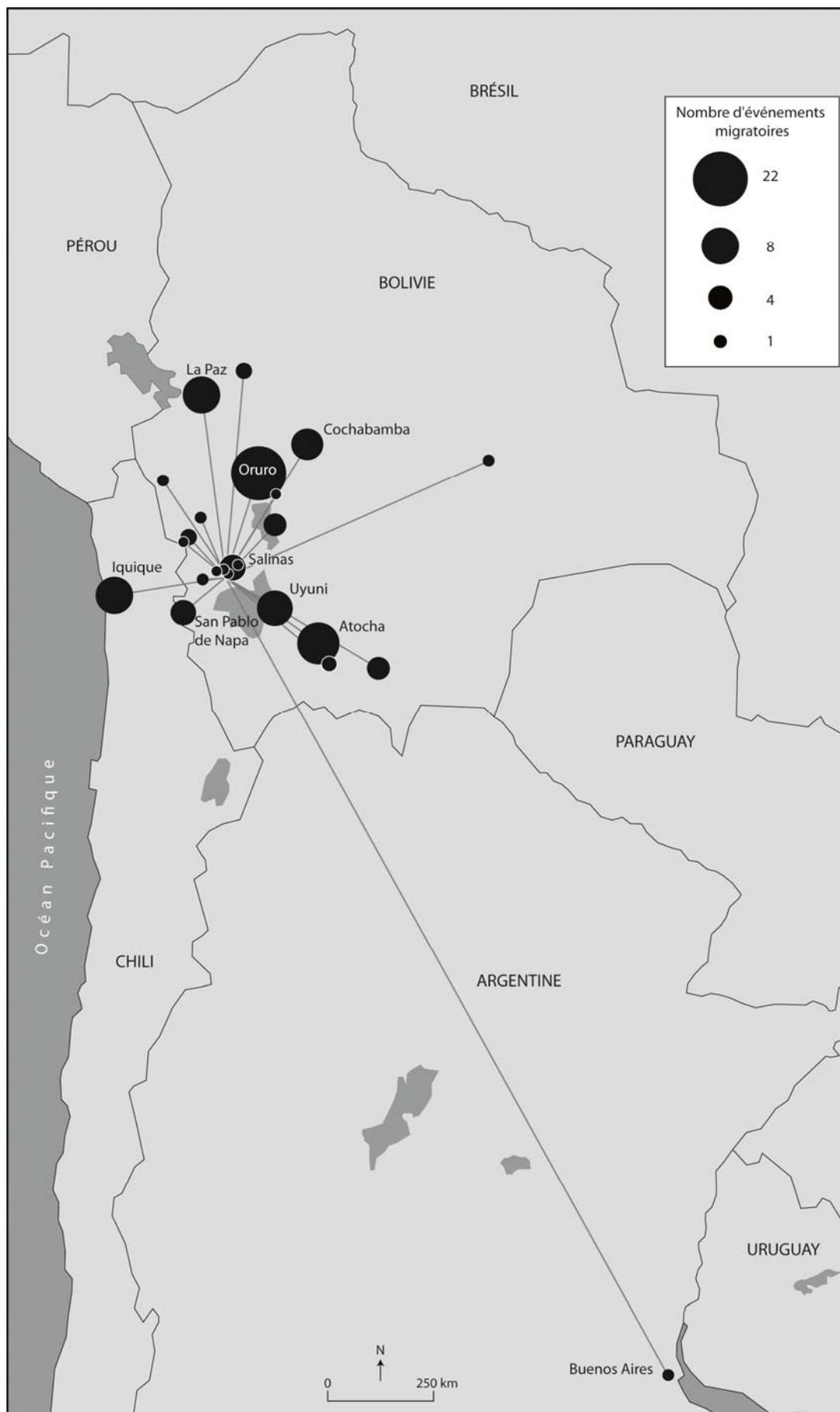
Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008. Réalisation S. Coursière, 2010.

Carte 15 : Destinations migratoires entre 1947 et 2008 des migrants de Palaya (18 individus, soit 59 événements migratoires recensés)



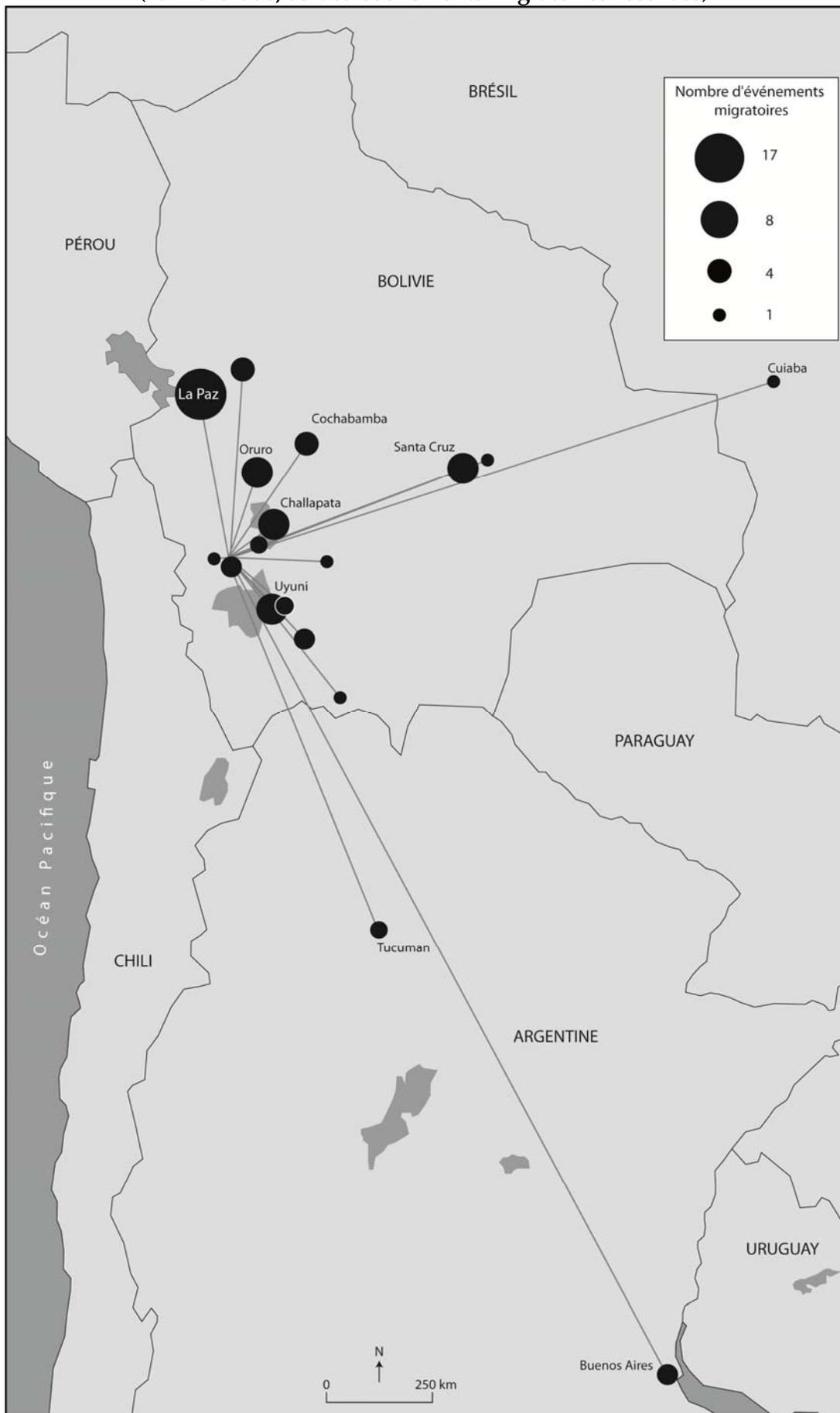
Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008. Réalisation S. Coursière, 2010.

**Carte 16 : Destinations migratoires entre 1934 et 2008 des migrants de Chilalo
(31 individus, soit 98 événements migratoires recensés)**



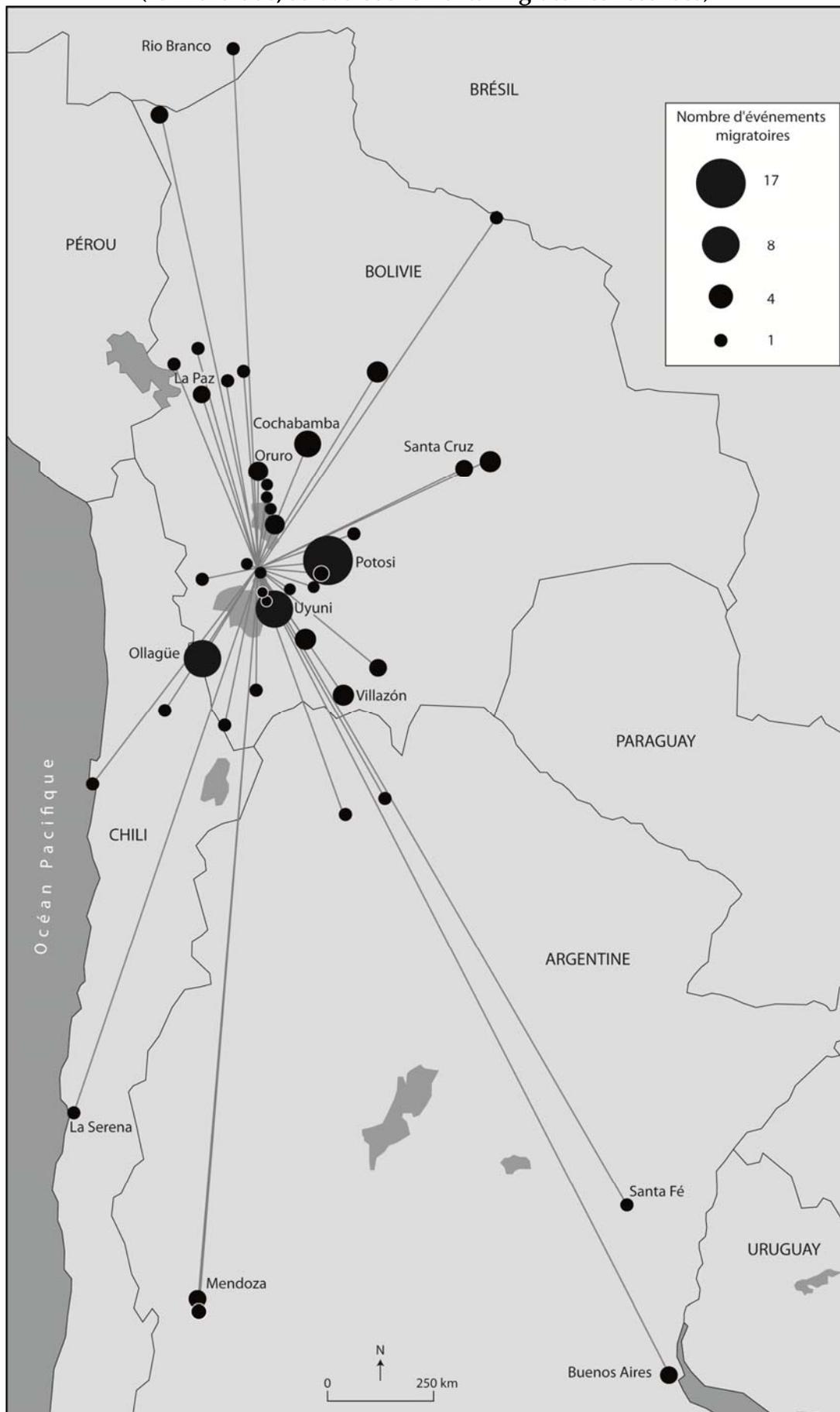
Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008. Réalisation S. Coursière, 2010.

**Carte 17 : Destinations migratoires entre 1938 et 2008 des migrants d'Otuyo
(25 individus, soit 63 événements migratoires recensés)**



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008. Réalisation S. Coursière, 2010.

Carte 18 : Destinations migratoires entre 1948 et 2008 des migrants de Candelaria (25 individus, soit 95 événements migratoires recensés)

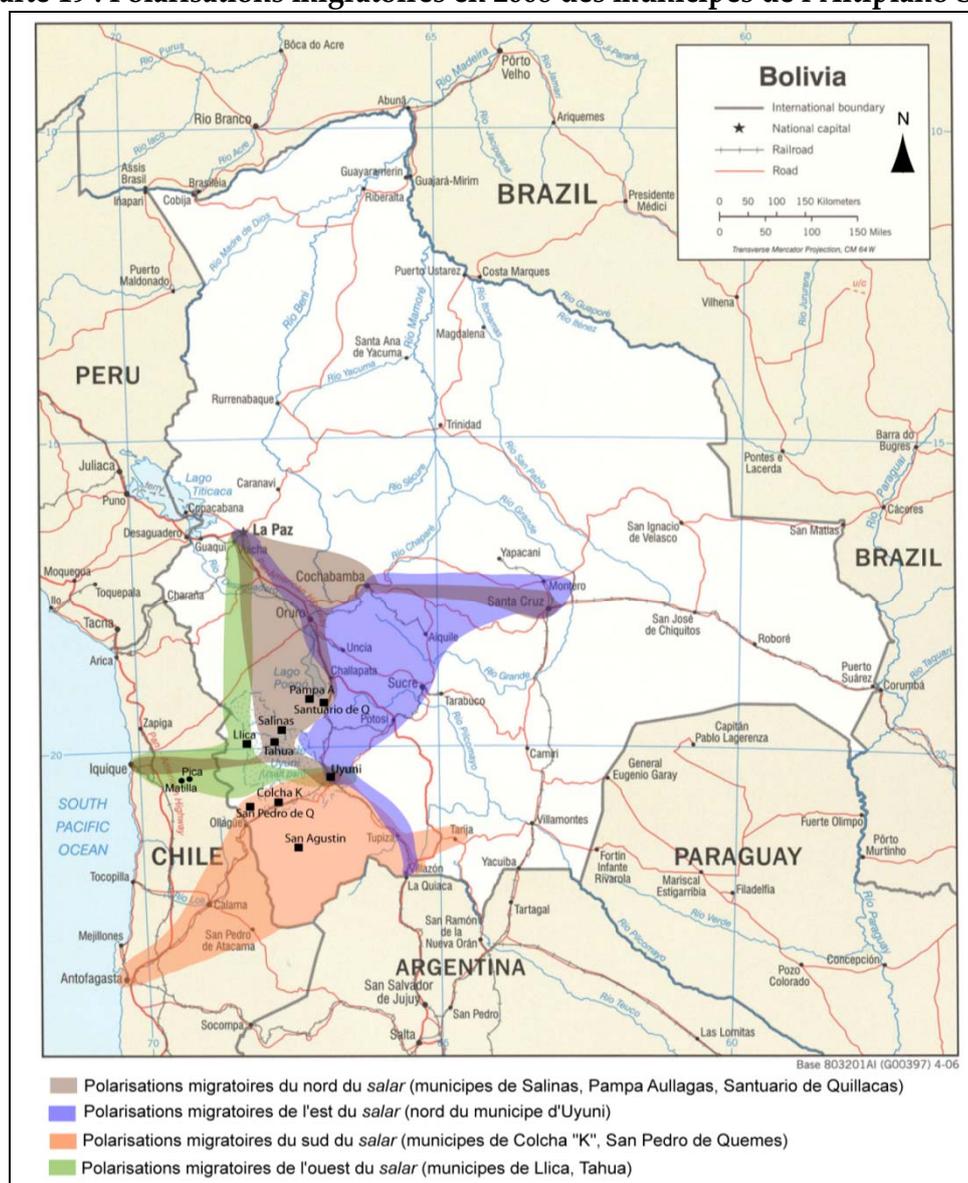


Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008. Réalisation S. Coursière, 2010.

Au final, certains lieux comme Uyuni, Oruro et La Paz/El Alto sont communs à l'espace migratoire régional et national des cinq communautés étudiées. Mais la configuration spatiale différenciée des aires des destinations obéit, en toute logique, aux effets de localisation, de proximité et d'accessibilité des lieux qui sont inscrits, dans certains cas, dans une forte tradition historique comme pour les migrations vers le Chili. Ces spécialisations ou filières migratoires aux échelles locales, comme nous le verrons plus loin, sont aussi à mettre en relation avec les formes d'insertion professionnelle des migrants dans les lieux de destination.

Il est possible dès lors, en croisant nos données d'enquêtes avec celles de J. Parnaudeau pour les municipes de Llica, Salinas et Tahua (Parnaudeau, 2006) et celles de l'INE (voir chapitre 2), d'avoir une vision plus large et plus complète des polarisations migratoires par grandes zones pour l'ensemble de l'Altiplano Sud (carte 19). Donnant lieu à une configuration en étoile, les aires migratoires de chaque grande zone de l'Altiplano Sud (repérée par rapport à sa position au *salar* d'Uyuni : nord, est, sud et ouest) ont chacune leur axe de polarisation préférentielle. Schématiquement, le nord et l'est du *salar* sont orientés vers les villes de l'intérieur de la Bolivie, tandis que la frange frontalière ouest et sud est orientée vers le Chili (depuis les années 2000 pour le sud et plus anciennement pour l'ouest du *salar*).

Carte 19 : Polarisations migratoires en 2008 des municipes de l'Altiplano Sud



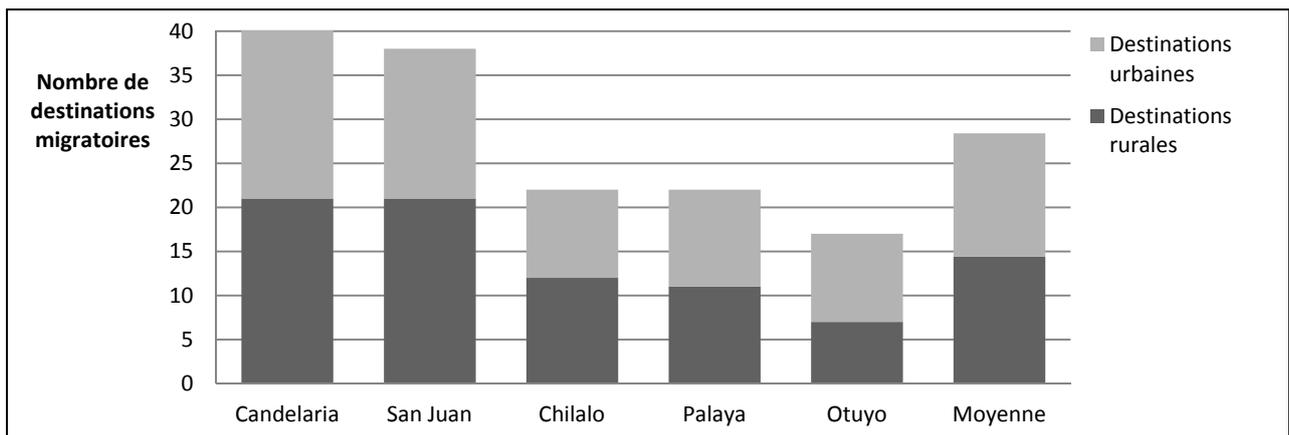
Élaboration propre à partir de différentes sources : enquêtes par entretiens 2007/2008 ; Parnaudeau, 2006 et INE, recensement 2001.

4.1.2.2. L'attraction croissante de la ville

Appréhendées sur le temps des cycles de vie des populations, les trajectoires de mobilité résidentielle des populations de cette région sont donc marquées par une relative dispersion des lieux de destination, guidée cependant par des logiques de proximité spatiale et des effets de filières géographiques préférentielles. Dans ce contexte, qu'en est-il de la différenciation entre destinations rurales et urbaines ? Voit-on apparaître des filières plus urbaines, ou d'autres plus rurales, selon les communautés ? Les individus, dans leurs parcours migratoires, ont-ils une pratique exclusive ou préférentielle de la ville ou alors de la campagne ? Ou combinent-ils les deux types de destinations ? Enfin, voit-on apparaître, au cours des dernières décennies, un changement dans les types de destination : la ville devient-elle de plus en plus attractive ?

Nous utilisons ici la définition statistique de l'urbain, à partir du critère des 2000 habitants. Nous présentons dans la figure 28 la répartition des destinations urbaines et rurales par communauté recensées, comme dans nos analyses précédentes, sur l'ensemble des 139 trajectoires migratoires des individus enquêtés. Aucune des communautés étudiées ne montre de filière préférentielle, soit vers l'urbain, soit vers le rural. On observe, au contraire, une répartition égale entre les deux types de destination.

Figure 28 : Caractère urbain ou rural des destinations migratoires par communauté de 1934 à 2008 (sur l'ensemble des migrants enquêtés par communauté)

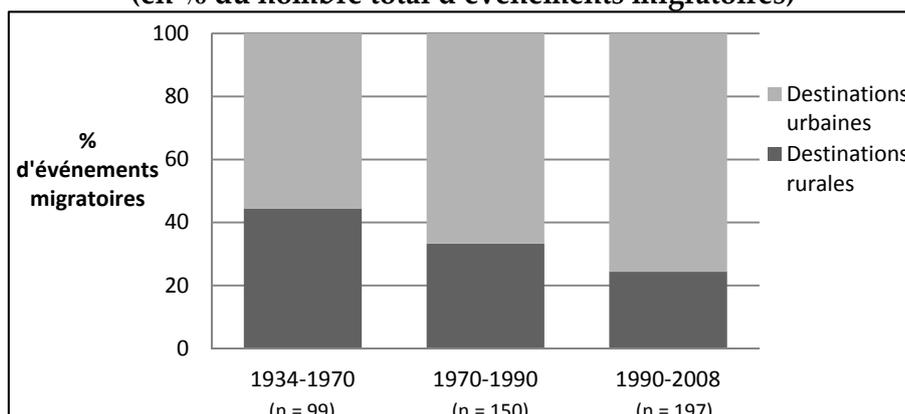


Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Cela étant, l'espace migratoire des populations de l'Altiplano Sud s'est reconfiguré au fil de l'histoire régionale et nationale. Les cycles se sont succédés, certaines destinations ont disparu tandis que d'autres sont apparues. Ces évolutions sont lisibles dans les trajectoires de la mobilité résidentielle à partir d'une analyse de la succession des destinations migratoires régionale, nationale ou internationale, que nous avons réparties en grandes périodes (voir en annexe 18 les figures qui restituent le détail des destinations par période).

La figure synthétique ci-dessous (Fig. 29), qui considère le nombre cumulé d'événements migratoires recensés dans les trajectoires individuelles, montre une forte croissance des destinations urbaines en l'espace d'un demi-siècle, allant de pair avec le processus d'urbanisation du pays qui démarre dans les années 1950 ; tandis que la part des destinations rurales est de presque 50% sur la totalité des événements migratoires recensés entre 1934 et 1970, elle n'est plus que de 20% sur la période 2000-2008.

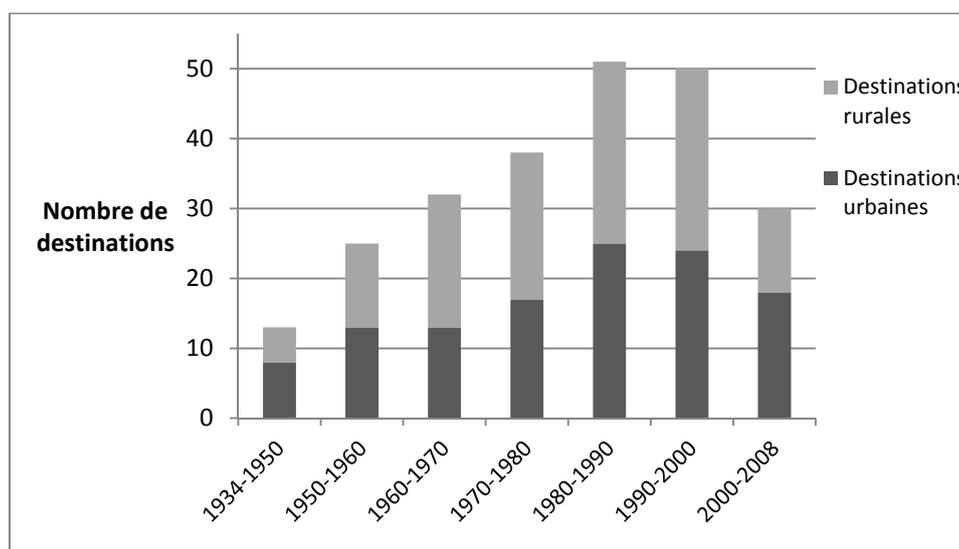
Figure 29 : Caractère urbain ou rural des événements migratoires par période (en % du nombre total d'événements migratoires)



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

En considérant cette fois le nombre absolu de destinations, tant urbaines que rurales (figure 30) et ce, sur un pas de temps décennal, nous constatons une augmentation continue du nombre des destinations jusqu'en 1980, suivi d'une réduction significative dans les années 2000 qui retombe au niveau des années 1960. Par ailleurs, une répartition pratiquement égale entre destinations rurales et urbaines se maintient, avec cependant une légère tendance à la baisse du nombre de destinations rurales dans la dernière décennie. Ce constat, qui vient largement nuancer le précédent, traduit le fait que ce n'est pas en termes de nombre de lieux pratiqués que la part des migrations rurales diminue, mais en termes de fréquence de la mobilité. Autrement dit, les migrations vers l'urbain cumulent plus d'événements migratoires que les destinations rurales⁷³.

Figure 30 : Évolution du nombre de destinations en fonction de leur caractère urbain ou rural par période (pour l'ensemble de l'échantillon, 139 individus)



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Enfin, à l'échelle des individus migrants (tableau 30), seulement 11,5% des individus ont une expérience exclusivement rurale contre 46% seulement en milieu urbain. Les autres migrants (42%) ont combiné au cours de leur trajectoire destinations rurales et urbaines. Une très grande

⁷³ Il faut tenir compte également du fait que certaines localités rurales, du fait de leur croissance démographique, ait pu passer dans la catégorie de l'urbain, ce dont ne tiennent pas compte les données présentées ici.

majorité de l'échantillon a donc une expérience migratoire en milieu urbain. Notons simplement que Palaya, la plus excentrée à l'ouest, est la communauté où les migrations sont le plus tournées vers le rural.

Tableau 30 : Part des destinations urbaines et rurales dans les expériences migratoires (en % des migrants enquêtés par communauté)

	San Juan	Chilalo	Otuyo	Candelaria	Palaya	Total
Expérience uniquement rurale	12,5	3,2	4,0	8,0	38,9	11,5
Expérience uniquement urbaine	37,5	71,0	52,0	40,0	22,2	46,0
Combinaison des expériences urbaines et rurales	50,0	25,8	44,0	52,0	38,9	41,7

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Cette tendance globale à l'urbanisation des destinations migratoires concerne aussi bien les échelles régionale et nationale, qu'internationale. Nous pouvons distinguer, d'un côté, les destinations migratoires qui se sont maintenues depuis les années 1950 et, de l'autre, celles qui ont disparu depuis une dizaine d'années. Ces dernières concernent en particulier les localités minières en Bolivie et au Chili. À l'échelle régionale (c'est-à-dire les départements d'Oruro et de Potosi), la part des migrations vers les centres urbains a connu une croissance surtout à partir des années 1970. Hors de ces départements, les destinations en Bolivie qui émergent également à cette même période concernent les capitales départementales (La Paz, Cochabamba, Santa Cruz). En revanche, les destinations rurales hors de la région, comme les *Yungas* ou le *Chapare*⁷⁴, ne sont plus des pôles migratoires, notamment depuis les années 2000. À l'échelle internationale, les villes du Chili deviennent des pôles migratoires surtout depuis les années 1990, alors que la migration vers l'Argentine a eu tendance à diminuer depuis les années 2000.

L'attraction de plus en plus marquée de la ville tient à plusieurs facteurs. Tout d'abord, la croissance urbaine en Bolivie, au Chili ou en Argentine a signifié l'ouverture de nouveaux bassins d'emploi pour les populations de l'Altiplano Sud. En deuxième lieu, la ville attire les ruraux par le mode de vie et de consommation qu'elle propose. Ce phénomène est généralisé dans tous les pays du Sud lorsque le pays s'urbanise, et il atteint aujourd'hui les zones rurales périphériques de la Bolivie, y compris les espaces marqués par les cultures indigènes aymara et quechua. Enfin, lorsqu'une filière géographique s'initie, il est fréquent que la migration se diffuse rapidement au sein de la communauté grâce aux réseaux sociaux de parenté, de compérage ou de voisinage. En effet, il est communément admis que la décision du lieu de migration n'est pas simplement guidée par l'opportunité d'un emploi mais aussi par l'activation des réseaux sociaux (Locoh, 1991 ; Ceriani *et al.*, 2004). D'après T. Locoh : « on émigre hors d'un lieu de résidence, rarement hors d'une famille. [...] Une migration est donc rarement un départ « à l'aventure ». Presque toujours la famille a déjà des représentants dans une zone d'accueil et l'on enverra le candidat de préférence là où il y a une possibilité d'accueil, une « tête de pont » de la famille. Dans l'amortissement des coûts liés à des migrations, les réseaux familiaux vont donc jouer un rôle clé, en l'absence quasi générale de structures institutionnelles. L'hébergement à l'arrivée, la recherche d'un emploi sont des domaines où les solidarités familiales sont les plus sollicitées » (Locoh, 1991 : 280-281). De leur côté, G. Ceriani *et al.* écrivent : « ce ne sont pas forcément les qualités intrinsèques du lieu qui les attirent [les migrants], comme le fait que l'économie y soit florissante ou qu'il y ait besoin de main-d'œuvre, mais ce sont les liens qu'ils ont avec d'autres migrants sur place qui vont déclencher la

⁷⁴ Les *Yungas* sont les vallées chaudes et humides qui se situent au nord-est de la Paz, à la retombées des Andes. Le *Chapare* se situe dans la partie orientale du département de Cochabamba, en direction de la ville de Santa Cruz.

migration. Ce n'est que dans une deuxième phase qu'ils vont prendre la mesure des opportunités et contraintes du lieu en question et mettre en place des stratégies pour s'y adapter » (op. cit., 2004 : 246).

Le réel tournant en Bolivie se situe dans les années 1950 mais s'amplifie à partir des années 1970. Aujourd'hui, les jeunes vont préférentiellement en ville : « Une façon de comprendre ces phénomènes est de prendre en compte le changement de conception du niveau de vie familial produit à partir de l'émergence de l'État-nation en 1952. Depuis lors, le niveau urbain est conçu comme optimal, entendu comme celui dans lequel la famille dispose de certaines facilités technologiques et qui a accès à l'éducation, la possibilité d'épargne et l'accumulation, etc. Ce changement, opéré dans la conception du niveau de vie, a entraîné une estimation d'insuffisance de la production agricole pour atteindre ce niveau de vie posé comme modèle » (Madrid Lara, 1998 : 94).

De fait, le mode de vie et le statut social des urbains sont plus valorisés que ceux des ruraux⁷⁵. Nous avançons aussi l'idée que la ville, avec son anonymat, peut représenter une échappatoire aux pesanteurs de la vie communautaire en milieu rural, où le contrôle social est fort, et offrir une plus grande indépendance individuelle. Comme l'indique M. Stock, « la mobilité participe d'un processus d'individualisation, c'est-à-dire d'autonomie par rapport aux autres membres de la société. Le modèle de l'habiter polytopique pourrait donc correspondre à la formule suivante de l'individualisation géographique : s'impliquer ailleurs, se distancier chez soi » (Stock, 2006 : 8).

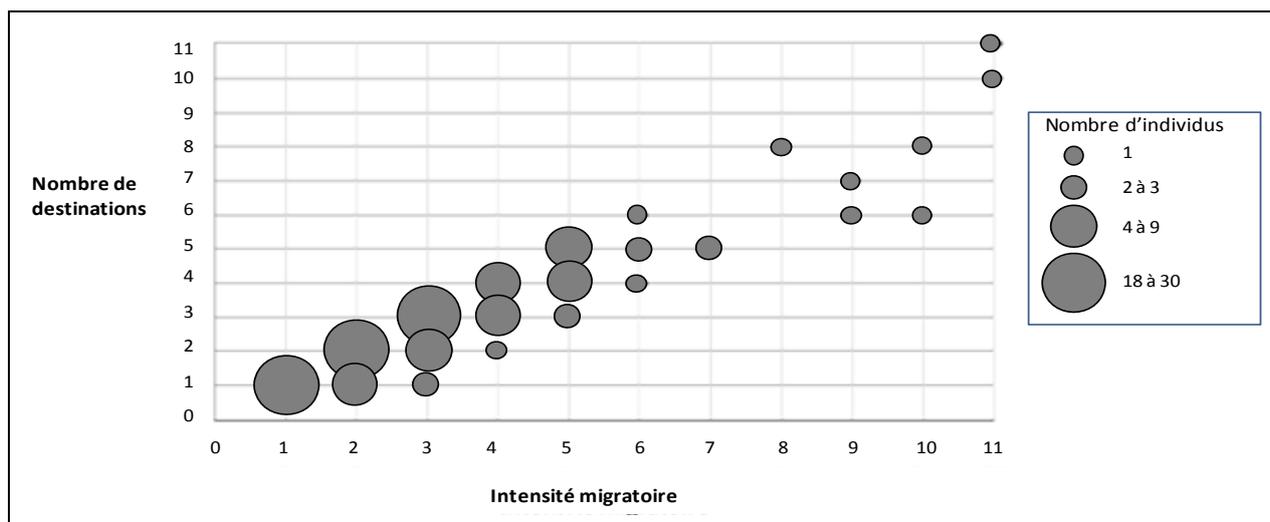
4.1.2.3. Récurrence de lieux ?

Après avoir repéré, au niveau des communautés, les effets de filières géographiques dans les pratiques de la mobilité résidentielle, nous proposons d'interroger la récurrence des lieux de migration dans les trajectoires individuelles. Les individus ont-ils, au cours de leur trajectoire de vie, l'habitude d'un ou plusieurs lieux de migration ?

L'indicateur relatif au nombre de destinations fréquentées au cours de la trajectoire de l'individu complète l'analyse de la différenciation des systèmes de mobilité par communauté. La figure 31 permet de voir, pour l'ensemble des individus enquêtés, les effets de récurrence des lieux de migration. Nous croisons ici deux indicateurs, celui de l'intensité migratoire (nombre d'événements migratoires) et le degré de diversité des destinations migratoires (nombre de destinations distinctes). Nous constatons que le nombre de destinations augmente de façon pratiquement linéaire avec le nombre d'événements migratoires, ce qui illustre une forte dispersion des destinations par individu, et donc une faible habitude d'un même lieu de migration au cours du cycle de vie.

⁷⁵ À ce propos, M. Bey (1997 : 389) indique pour le Pérou que « le savoir lié à la maîtrise de l'agriculture, qui fondait le pouvoir des anciens, se trouve détrôné par des connaissances livresques et universelles, qui placent la ville au centre du pouvoir. La communauté se trouve désormais en peine de retenir ses jeunes, n'ayant à leur offrir qu'un enseignement de deuxième ordre et, plus tard, des activités paysannes, objet de mépris dès l'école primaire ».

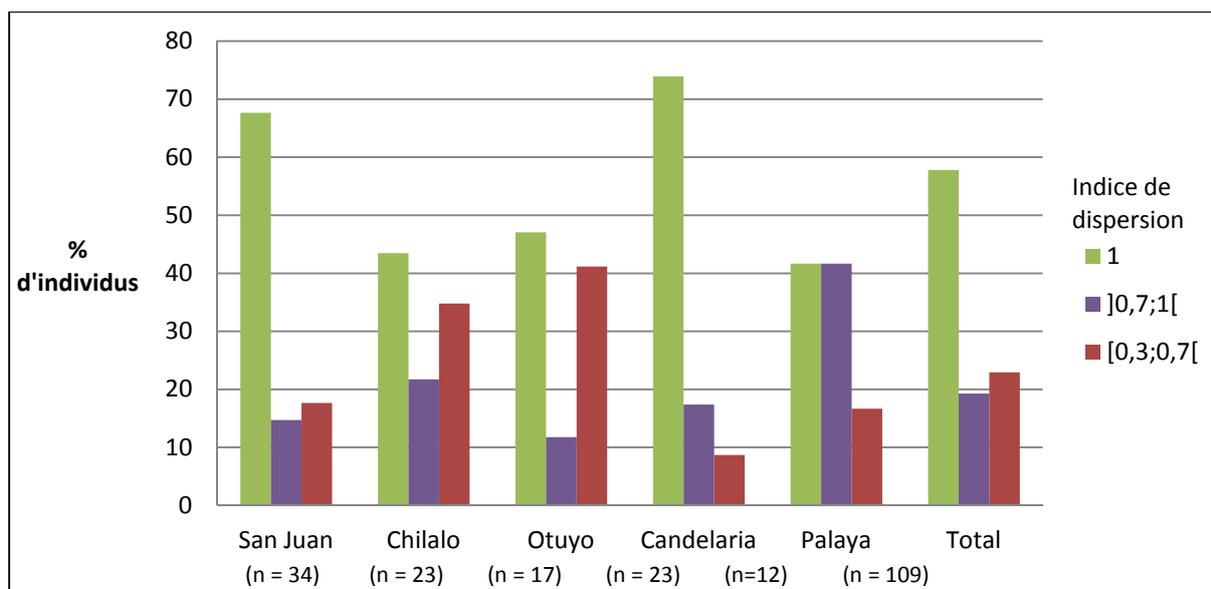
Figure 31 : Intensité migratoire et nombre de destinations des 139 migrants



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Pour compléter et clore l'analyse, le calcul de l'indice de dispersion par individu (nombre de destinations divisé par l'intensité migratoire) permet de rendre compte des habitudes de lieux de migration. Plus la valeur est faible, plus l'habitude est forte, et inversement. Les résultats par communauté sont indiqués dans la figure 32. Otuyo et Chilalo sont les communautés où la récurrence des lieux de migration est la plus marquée, ce qui est largement moins probant dans le cas de San Juan et de Candelaria. Ces données viennent confirmer les effets de différenciation entre les communautés situées plus à l'intérieur, au cœur du Pélisalar, et celles localisées sur la bordure sud et ouest du *salar* d'Uyuni, à plus forte proximité des axes de communication. L'accessibilité des lieux joue ainsi un rôle primordial dans la diversification de l'espace migratoire.

Figure 32 : Distribution de l'indice de dispersion des lieux de migration par communauté (en % des individus de la communauté ayant effectué plus d'une migration)



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

4.1.3. Enchaînement des lieux résidentiels : typologie des trajectoires résidentielles

Après avoir vu les contours géographiques de la mobilité résidentielle, nous focalisons notre attention sur la dynamique spatio-temporelle des trajectoires résidentielles. Quelle est la logique de succession des lieux de résidence au cours des cycles de vie ? De quelle manière les individus enchaînent-ils leurs lieux de résidence et ont-ils une habitude de migration circulaire entre la communauté et l'ailleurs ? Quelles sont les durées d'absence au lieu d'origine ? En somme, peut-on dégager des profils types des trajectoires migratoires ?

4.1.3.1. Les différentes trajectoires résidentielles

La construction de la typologie des trajectoires résidentielles, comprenant la totalité des individus enquêtés qu'ils aient eu ou non une expérience migratoire, adopte comme critère principal la place de la communauté d'origine dans la succession des lieux de résidence.

Comme nous l'avons vu dans le tableau 26, les individus ont vécu entre un et dix événements migratoires. La dynamique des systèmes résidentiels peut correspondre à différentes configurations. Ceux qui ont un seul événement migratoire peuvent résider aujourd'hui, soit dans leur communauté d'origine, soit dans un autre lieu. Ceux qui ont au moins deux événements migratoires peuvent avoir enchaîné des résidences dans différentes destinations en dehors de leur communauté, ou bien avoir alterné des phases de résidence dans leur communauté et à l'extérieur.

À partir de ce critère de la place de la communauté d'origine dans les trajectoires résidentielles, nous avons identifié quatre types de trajectoires résidentielles pour l'ensemble des 170 individus enquêtés : ceux qui n'ont jamais quitté leur résidence dans la communauté, ceux qui ne sont jamais revenus résider dans la communauté après en être partis, ceux qui ont alterné résidence dans la communauté et migration, et enfin ceux qui ont effectué un seul retour résidentiel dans leur communauté après une expérience migratoire.

La typologie, dans le détail, donne lieu aux profils suivants :

Type 1 : Les individus qui n'ont jamais quitté leur résidence dans la communauté depuis leur première installation. Dans tous les cas, ils sont tous résidents en 2008 dans leur communauté. Nous avons identifié deux sous-types selon le moment de l'installation dans la communauté :

Sous-type 1.1. : Individus nés dans la communauté et qui n'ont jamais quitté leur résidence dans celle-ci. Ce sous-type inclut des individus migrants qui ont pratiqué la double résidence au cours de leur trajectoire⁷⁶.

Sous-type 1.2. : Individus nés en dehors de la communauté, venus ensuite s'y installer et ne l'ayant jamais quitté depuis.

Type 2 : Les individus qui sont partis et ne sont jamais revenus résider dans la communauté (tout au moins jusqu'en 2008 à la date des enquêtes) ; aucun individu de ce type ne réside donc dans la communauté en 2008.

Type 3 : Les individus qui, après un ou plusieurs événements migratoires, sont revenus résider dans leur communauté et n'en sont plus repartis. Ils sont donc tous résidents dans la communauté en 2008.

⁷⁶ Si la pratique de la double résidence suppose une mobilité résidentielle, nous considérons qu'il ne s'agit pas d'un changement de résidence mais d'un élargissement de l'espace résidentiel, n'impliquant pas le départ de la communauté.

Sous-type 3.1. : Absence courte (6 mois à 3 ans).

Sous-type 3.2. : Absence moyenne (4 à 9 ans).

Sous-type 3.3. : Absence longue (plus de 10 ans).

Type 4 : Les individus qui ont pratiqué l’alternance résidentielle avec leur communauté, à partir de l’âge de 18 ans. L’alternance signifie que l’individu adulte a quitté au moins deux fois sa communauté pour partir en migration. Ces individus ne résident pas nécessairement en 2008 dans la communauté, ce qui était le cas de 20 migrants sur 38 migrants.

Tableau 31 : Répartition des 170 individus de l’échantillon par type de trajectoire résidentielle

Type	Type 1 Jamais quitté la résidence dans leur communauté depuis leur installation			Type 2 Jamais revenu résider	Type 3 Retour résidentiel dans la communauté après une seule expérience migratoire				Type 4 Alternance résidentielle entre communauté et lieu de migration
	Sous-type	Né dans la communauté	Né hors communauté	Total	Total	Absence 6 mois à 3 ans	Absence 4 à 9 ans	Absence + 10 ans	Total
Nombre d’individus	21	17	38	22	11	26	35	72	38

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

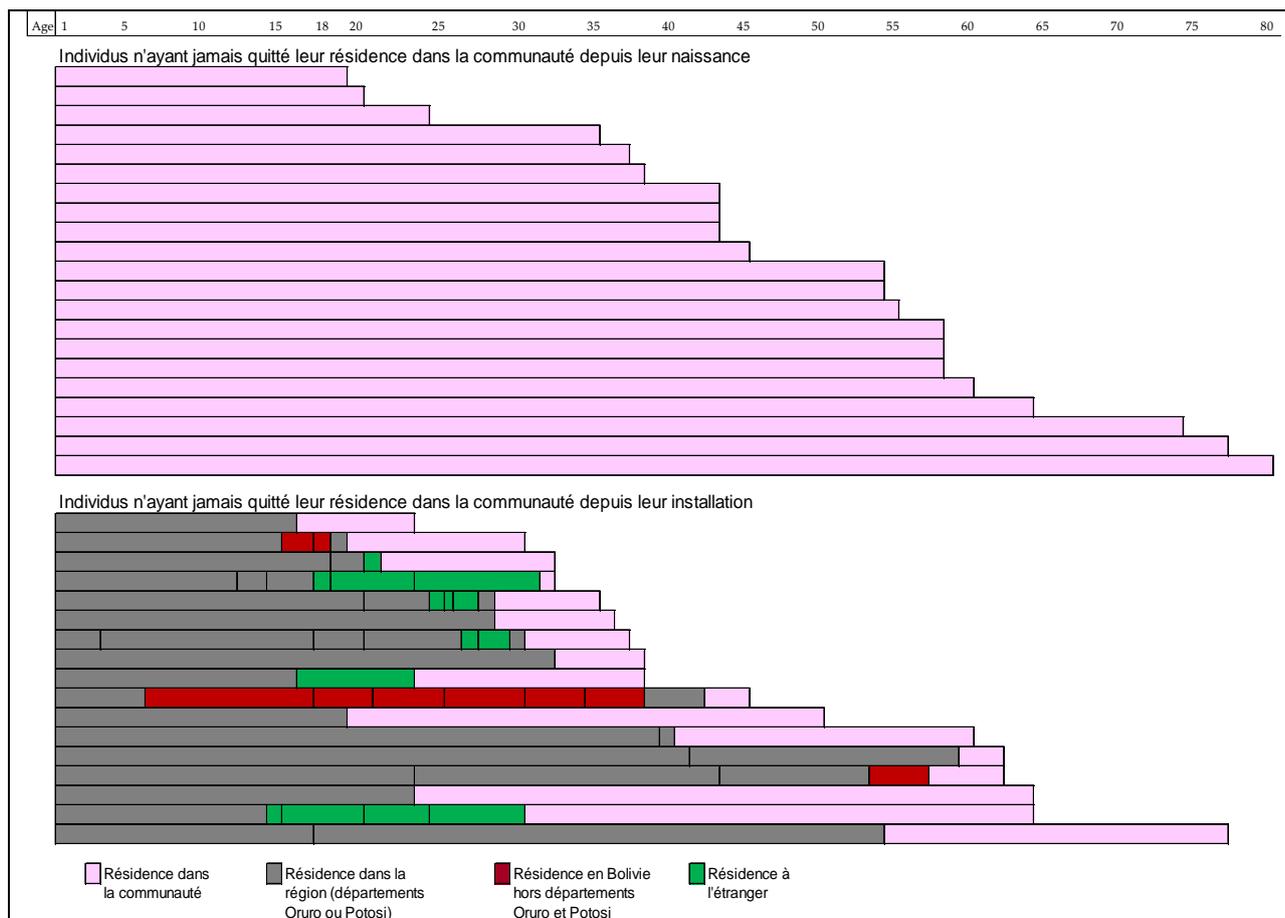
Nous verrons, en premier lieu, les deux premiers types qui sont les plus simples, puis nous nous attarderons davantage sur les types 3 et 4, plus complexes et intéressants à analyser.

Afin de visualiser les formes spatio-temporelles que prennent l’agencement des résidences et la place de la communauté dans les trajectoires, nous avons schématisé dans les figures qui suivent les trajectoires résidentielles selon l’âge de chaque individu, en indiquant la durée de chaque événement résidentiel et sa localisation selon la nomenclature simplifiée : régionale, nationale et internationale.

Type 1 : Les individus qui n’ont jamais quitté leur résidence dans leur communauté depuis leur installation

La figure 33 retrace l’ensemble des trajectoires des individus du premier type. Pour les individus nés dans la communauté, la trajectoire résidentielle est simple puisqu’ils n’ont jamais changé de résidence. En revanche, pour ceux qui se sont installés tardivement dans la communauté, les trajectoires sont différenciées, pouvant aller d’une installation résidentielle dans la communauté au moment du mariage - et cela concerne généralement des femmes - à des trajectoires plus complexes de résidences successives avant la première installation dans la communauté. Ce dernier cas correspond soit à des femmes qui ont eu des migrations autonomes avant de venir se marier et s’installer dans la communauté, soit à des hommes nés sur le lieu de migration de leurs parents et qui se sont installés tardivement dans leur communauté d’origine, soit encore à des femmes qui ont constitué leur ménage à l’extérieur de la communauté et qui s’y sont installées tardivement.

Figure 33 : Trajectoires résidentielles des 38 individus n'ayant jamais quitté leur résidence dans la communauté

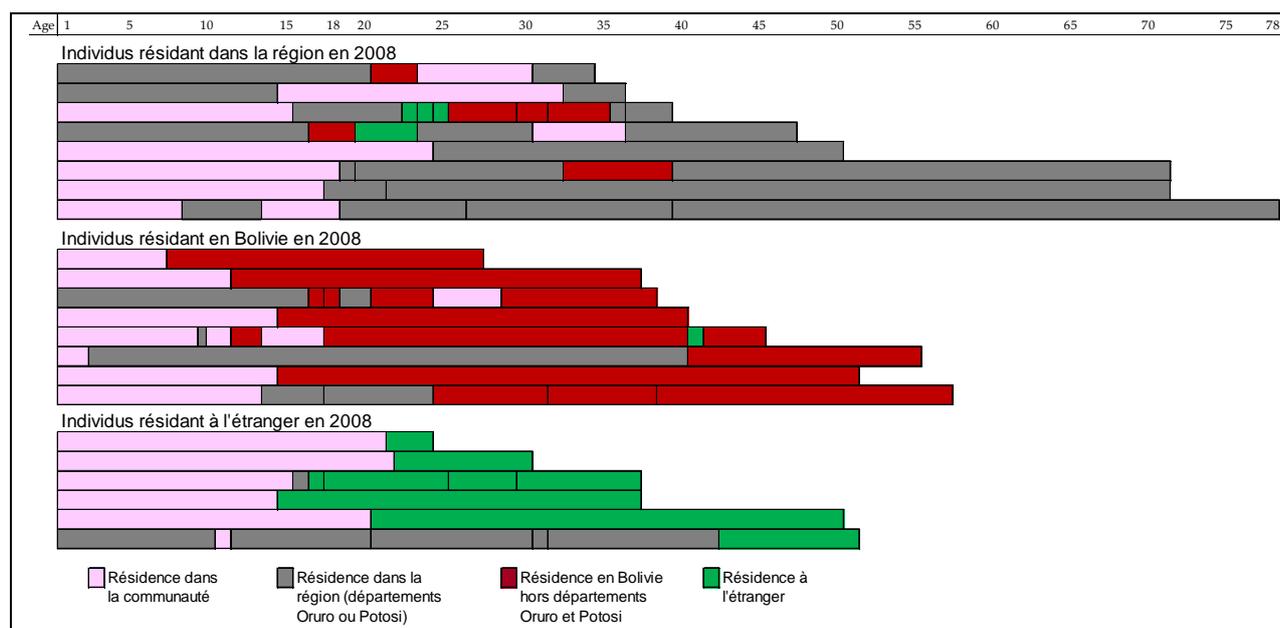


Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Type 2 : Individus migrants qui ne sont jamais revenus résider dans leur communauté

Pour ce qui est des individus migrants qui ne sont jamais revenus résider dans leur communauté (au moins jusqu'en 2008), les trajectoires résidentielles sont là aussi assez diversifiées (figure 34). Si presque la moitié d'entre eux sont partis vers une destination et y sont restés jusqu'à aujourd'hui, les autres ont connu plusieurs destinations. La distance ne paraît pas être un facteur explicatif, puisque l'on rencontre dans ce groupe, des individus qui résident actuellement dans la région, ailleurs en Bolivie ou encore à l'étranger. En revanche, la durée d'installation à l'extérieur paraît être un facteur explicatif puisque 13 trajectoires sur 22 indiquent des temps de résidence continue et stable dans le dernier lieu de résidence supérieurs à dix ans.

**Figure 34 : Trajectoires résidentielles des 22 individus migrants
qui ne sont jamais revenus résider dans leur communauté**



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

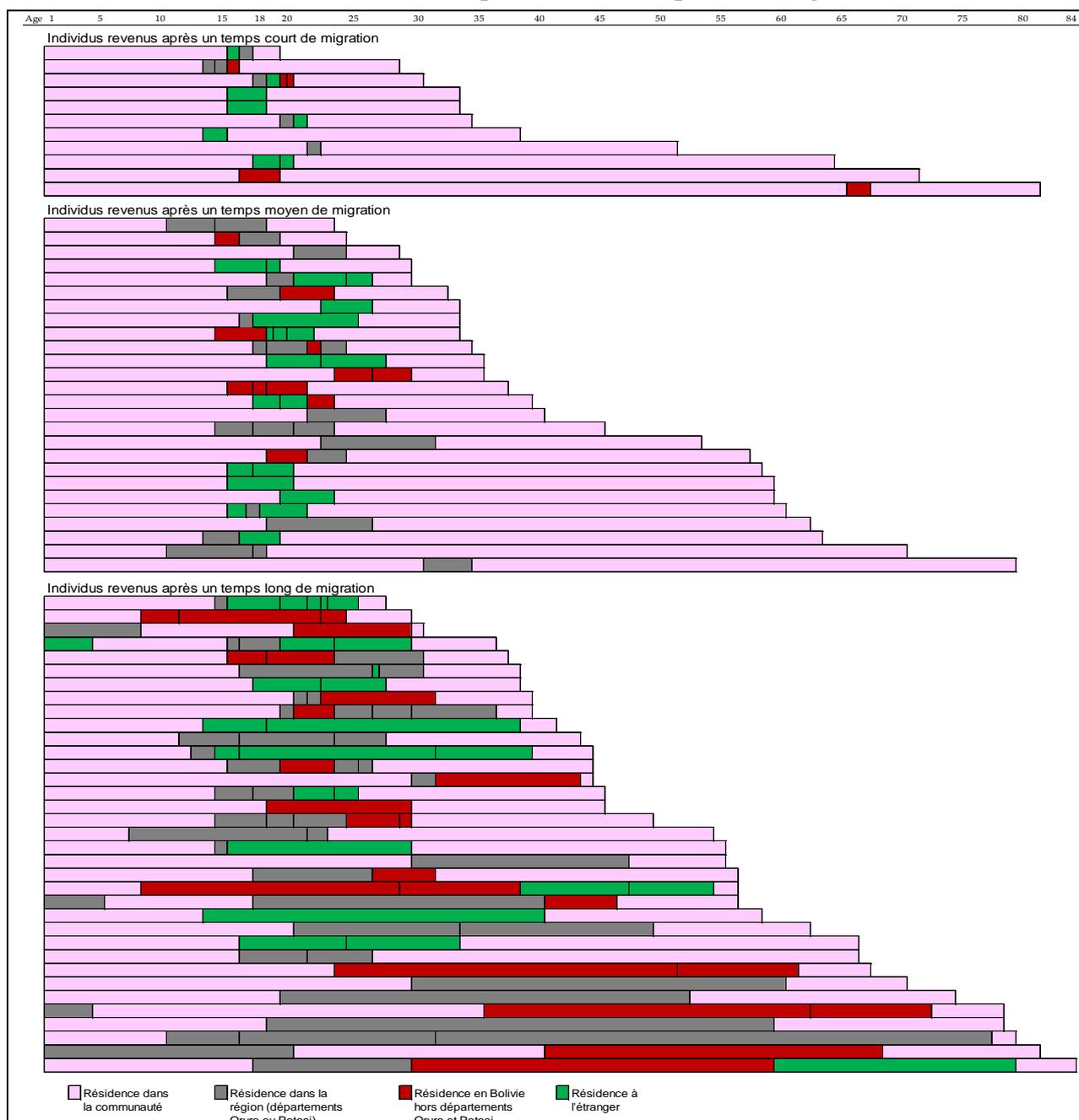
Type 3 : Retour résidentiel dans la communauté après une seule expérience migratoire

Ce groupe de migrants se distingue par le fait d’être revenus dans leur communauté après une période de migration et par le fait d’en n’être jamais repartis. Il s’agit d’un retour sans nouveau départ, et donc ces individus résident tous dans leur communauté en 2008. Comme nous le verrons, ce phénomène de retour dans les communautés constitue une des conséquences les plus remarquables du boom de la quinoa. On distingue les retours après une absence courte (6 mois à 4 ans), moyenne (de 5 à 9 ans) et enfin, les retours suite à une longue absence (plus de 10 ans) (figure 34).

Ces retours résidentiels peuvent correspondre à des migrations de jeunesse (pour le travail ou les études) avec une réinstallation choisie dans la communauté, par exemple lors de la stabilisation du ménage. Mais ces retours peuvent aussi coïncider avec des migrations de retraite dans la communauté après une longue phase d’absence. Ils peuvent également correspondre à une obligation familiale, pour s’occuper d’un parent. Enfin, ces retours résidentiels peuvent résulter d’un échec de la migration, les perspectives de revenus issus de la quinoa constituant alors une opportunité salvatrice pour la famille.

Dans tous les cas, mis à part les cas d’obligation familiale qui impliquent que le migrant vive avec le soutien économique de ses parents qu’il est venu aider, le retour résidentiel dans la communauté suppose la possibilité d’y avoir des perspectives de revenus suffisants issus de la quinoa et d’avoir un réseau social actif pour permettre la nouvelle insertion et l’accès aux ressources locales. La communauté rurale devient ainsi une destination plus attractive et plus facile qu’une autre en termes d’insertion personnelle et professionnelle. Dans ce cas, la terre comme outil de travail est généralement déjà acquise par droit d’héritage. C’est un point sur lequel nous reviendrons.

Figure 35 : Trajectoires résidentielles des 72 individus ayant effectué un retour résidentiel dans leur communauté après une seule expérience migratoire



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Tableau 32 : Part des migrants ayant effectué un retour résidentiel dans leur communauté après une seule expérience migratoire (en nombre et % des individus enquêtés par communauté)

	San Juan		Chilalo		Otuyo		Candelaria		Palaya		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	% moyen
Retour après 6 mois à 3 ans d'absence	5	8,9	1	2,7	1	3,4	3	11,1	1	4,8	11	6,5
Retour après 4 à 9 ans d'absence	12	21,4	3	8,1	2	6,9	8	29,6	1	4,8	25	14,7
Retour après plus de 10 ans d'absence	12	21,4	6	16,2	7	24,1	6	22,2	4	19,0	36	21,2
Total	29	52	10	27	10	34	17	63	6	29	72	42

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Les communautés de Candelaria et de San Juan sont celles où ces retours résidentiels uniques sont les plus représentés, puisque cela concerne plus de la moitié des individus enquêtés sur ces sites. Notons que, dans trois des cinq communautés, plus de 20% de ceux revenus vivre dans leur communauté avaient migré depuis plus de dix ans. La proportion est majoritaire dans la communauté d’Otuyo qui, comme mentionné antérieurement, a été désertée relativement tôt par rapport aux autres communautés, et une proportion élevée de la population était installée à l’extérieur de la communauté depuis plusieurs décennies.

Type 4 : Alternance résidentielle entre communauté et lieux de migration

Contrairement à la catégorie précédente, ce type de trajectoire traduit la succession de plusieurs phases résidentielles dans la communauté d’origine, et donc de retours suite à plusieurs expériences migratoires. En considérant les cinq communautés, environ 22% des trajectoires traduisent des logiques d’alternance résidentielle entre la communauté et d’autres lieux de résidence (tableau 33).

Tableau 33 : Part des migrants ayant pratiqué l’alternance résidentielle avec leur communauté d’origine (en % des individus enquêtés par communauté)

	San Juan		Chilalo		Otuyo		Candelaria		Palaya		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	% moyen
Alternances résidentielles	9	16,1	12	32,4	4	13,8	8	29,6	5	23,8	38	22,4

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

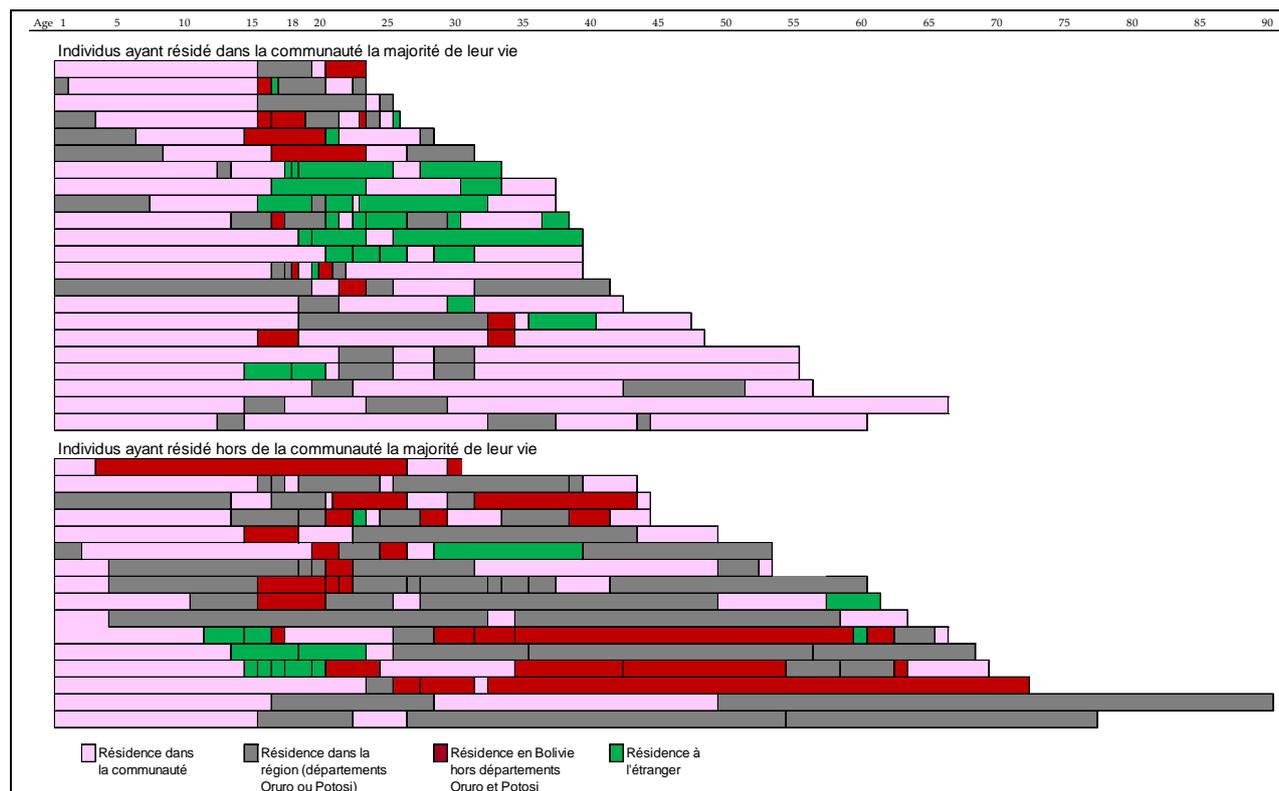
La figure 35, qui retrace l’ensemble des trajectoires faites d’alternances, indique des retours successifs dans la communauté, pouvant aller jusqu’à trois événements et pouvant intervenir à tous les âges du cycle de vie. Par ailleurs, nous observons que les temps de retour dans la communauté sont très variables, allant de 6 mois à 20 ans. Il en résulte deux catégories de migrants au sein de ce groupe : ceux qui ont passé la majorité de leur vie en dehors de leur communauté et ceux qui ont vécu la plus grande partie de leur existence dans leur communauté, les trajectoires du premier groupe étant un peu plus nombreuses.

Nos entretiens révèlent que ces alternances sont généralement une réponse à des contraintes ou des échecs qui entraînent un repli dans la communauté, puis à un besoin d’en repartir. C’est le cas de :

- ceux qui tentent un retour dans la communauté puis repartent à cause des difficultés économiques locales ;
- ceux qui rencontrent des difficultés économiques ou familiales sur leur lieu de migration et trouvent dans la communauté un espace-refuge transitoire avant de tenter une nouvelle migration ;
- ceux qui reviennent pour une obligation familiale et qui, finalement, repartent.

Cependant, parmi ces migrants alternants, une certaine partie sont de retour aujourd’hui dans leur communauté et font partie des familles qui ont saisi la nouvelle opportunité économique que constitue le boom de la quinoa. C’est aussi et surtout le cas des individus du type 3.

Figure 36 : Trajectoires résidentielles des 38 migrants ayant effectué des alternances résidentielles



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

4.1.3.2. Le sens à donner aux retours résidentiels

Qu'il s'agisse des trajectoires d'alternances ou de retour unique dans la communauté, elles impliquent des réinstallations dans le lieu d'origine, dimension cruciale dans le cadre de notre réflexion. Comme évoqué plus haut, concernant les trajectoires d'alternance résidentielle, ce sont souvent les difficultés économiques et familiales qui guident ces trajectoires et rarement des choix volontaires. La communauté, comme espace refuge, offre la possibilité de trajectoires flexibles faites d'étapes résidentielles transitoires avec, si nécessaire, des retours très courts.

Concernant les retours uniques, la logique n'est pas seulement celle d'un retour à l'âge mûr pour fonder son ménage ou bien celle d'un retour à l'âge de la retraite. On constate que les retours se produisent à tous les âges du cycle de vie et après des temps passés en migration parfois très longs, correspondant à des bifurcations dans les trajectoires de vie (Chaxel, 2007). Il y a quelques années en arrière, certains individus de ce type auraient été classés dans le Type 2 « jamais revenus », et ces retours montrent bien le caractère potentiellement réversible de tout phénomène migratoire. Par ailleurs, il n'est pas exclu que certains individus du Type 3 « retour unique » puissent passer, dans l'avenir, au Type 4 « alternance ».

Quoiqu'il en soit, ces deux types de trajectoires traduisent un phénomène de « circulation migratoire » plus ou moins intense, à savoir des changements successifs de résidence mais qui impliquent toujours un retour à la communauté, donc des séries d'allées et venues selon des rythmes variables.

4.1.3.3. Combinaison des lieux résidentiels : la double résidence

Outre l'alternance entre différents lieux de résidence, nombreux sont les individus qui ont eu (ou qui ont encore aujourd'hui) simultanément plusieurs résidences c'est-à-dire qui circulent entre deux ou plusieurs résidences au cours d'un même cycle annuel. On peut parler d'alternance de courte durée. Pour l'analyse, nous considérons ici seulement les cas de double résidence incluant la communauté, et donc nous excluons les multi-résidences qui associent d'autres lieux que la communauté. Précisons que les cas de double résidence existent dans tous les types de trajectoire résidentielle préalablement présentés.

La reconstitution des trajectoires met en lumière le fait que 30% des 170 individus ont pratiqué la double résidence au cours de leur cycle de vie (voir tableau 34 et figure 37). Il s'agit donc d'une pratique banalisée, d'autant plus que ce chiffre reste sous évalué car certaines bi-résidences ont échappé à nos entretiens.

La figure 36 présente les trajectoires résidentielles des individus ayant pratiqué la double résidence au cours de leur cycle de vie. Les trajectoires sont classées en fonction de la localisation du lieu de résidence associé à la communauté. Le terme d'hyper-proximité est utilisé pour qualifier les localités rurales ou urbaines très proches, c'est-à-dire situées à moins d'une heure et demie de trajet de la communauté. Les destinations régionales et nationales concernent les localités plus lointaines, au sein des départements d'Oruro et de Potosi, ou ailleurs en Bolivie. Il faut noter que certaines destinations internationales, dans le cas du Chili notamment, peuvent être plus proches que des destinations nationales, ce dont la figure ne rend pas compte. Quelques cas d'individus allient, au cours de leur trajectoire, des doubles résidences à ces diverses échelles.

Quelques faits remarquables se dégagent de la lecture de ces trajectoires. Tout d'abord, la majorité des doubles résidences se pratiquent à l'échelle de l'hyper-proximité et de la région, ce qui répond aux contraintes pratiques évidentes d'une circulation répétitive. Mais la relative importance des doubles résidences à l'échelle nationale et internationale interpelle : la distance n'est pas forcément un obstacle à la circulation. Autre fait remarquable : nous observons de très nombreux cas d'installations en double résidence en fin de trajectoire, c'est-à-dire depuis une période récente, vraisemblablement en relation avec le boom de la quinoa. Deux cas d'élargissement de l'espace résidentiel peuvent être distingués. Le premier concerne des retours résidentiels dans la communauté depuis un autre lieu de résidence à l'extérieur, pratique que l'on peut qualifier de « semi-retour ». L'autre cas de figure est celle des individus déjà installés dans la communauté qui élargissent leur espace résidentiel vers un autre lieu.

Figure 37 : Trajectoires résidentielles des 49 individus enquêtés ayant pratiqué la double résidence



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Les situations de double résidence ne prennent pas la même intensité ni les mêmes configurations spatiales dans les cinq communautés d'étude. D'une façon générale, la proportion d'individus ayant pratiqué la double résidence au cours de son cycle de vie se situe entre 20 et 30%, sauf à Palaya où elle s'élève à 62% (tableau 34). La singularité de cette communauté s'explique par sa proximité au bourg de Llica et le fort taux de professeurs qui exercent dans les environs et pratiquent donc la double résidence.

Tableau 34 : Part des individus ayant pratiqué la double résidence au cours de leur trajectoire (en % des individus enquêtés par communauté)

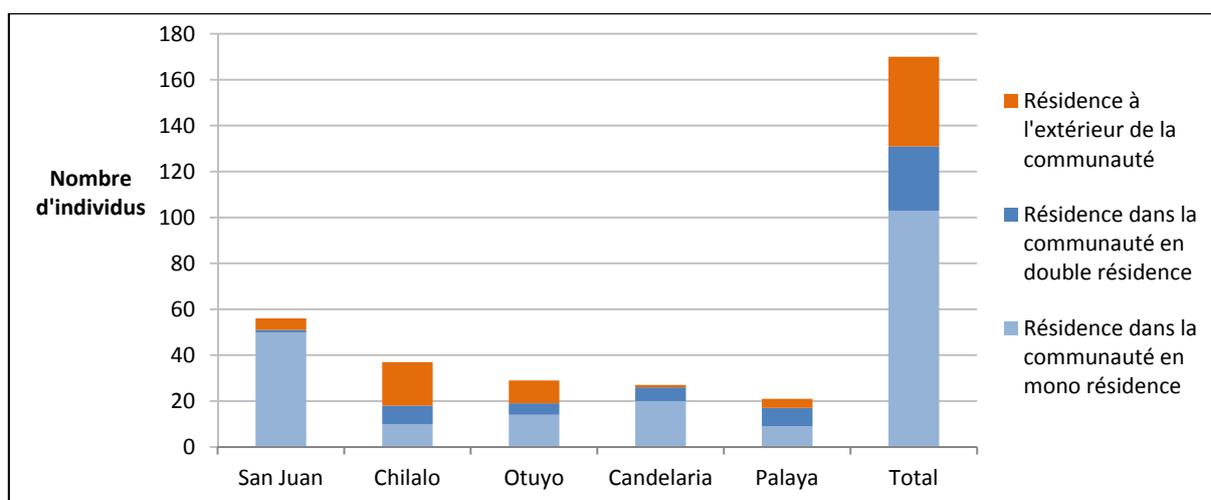
	San Juan	Chilalo	Otuyo	Candelaria	Palaya	Total
Pratique de la double résidence au cours de la trajectoire	19,6	27,0	27,6	25,9	61,9	29,4

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

En termes de localisation, la double résidence d'hyper-proximité domine à San Juan et Palaya : on dédouble sa résidence dans des localités rurales proches ou dans les centres miniers. À Otuyo et Chilalo, la double résidence intégrait auparavant les espaces miniers de proximité tandis qu'actuellement les doubles résidences associent plutôt les capitales départementales, parfois lointaines (Oruro, La Paz). À Candelaria, plus proche des axes de circulation, les configurations spatiales de double résidence sont, en revanche, bien plus diversifiées (Uyuni, Challapata, Potosi, Cochabamba, Oruro).

Enfin, si l'on considère la situation actuelle, c'est-à-dire le moment des enquêtes, l'importance de la double résidence mérite d'être nuancée. En effet, les situations de mono-résidence sont majoritaires dans toutes les communautés avec une spécificité dans le cas de Chilalo, puisque les migrants mono-résidents sont les plus nombreux (figure 38).

Figure 38 : Lieu de résidence en 2008 des 170 individus enquêtés



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Pour conclure sur les effets d'enchaînements des lieux résidentiels, il apparaît qu'il n'y a pas de modèle (ou d'ordre) dans la succession des lieux résidentiels au cours des trajectoires. Toutes les trajectoires sont originales du point de vue de leur configuration spatio-temporelle. En revanche, les pratiques de circulation migratoire sont récurrentes puisqu'elles concernent 119 trajectoires sur 170. Par ailleurs, le phénomène de retour résidentiel dans les communautés après des migrations longues, que l'on aurait pu croire définitives, est caractéristique de ces trajectoires en boucle. Ces systèmes résidentiels, où le lien à la communauté joue un rôle majeur mais selon diverses modalités de circulation, de combinaison et de retours résidentiels, s'articulent bien à la dynamique de la quinoa, territorialement ancrée dans l'espace communautaire mais n'exigeant pas une présence continue des exploitants. C'est un point essentiel sur lequel nous reviendrons dans les cinquième et sixième chapitres.

4.2. Mobilités professionnelles

Les trajectoires résidentielles ne peuvent être séparées des trajectoires professionnelles car les mobilités spatiales des populations de l'Altiplano Sud sont, pour beaucoup, liées à la recherche de travail et de sources de revenus. Nous nous intéresserons ici surtout à deux types d'activités des individus migrants : les activités professionnelles exercées sur le lieu de migration, et les activités saisonnières qui n'impliquent pas de changement de résidence.

L'activité professionnelle considérée est celle que l'enquêté déclare lui-même exercer sur son lieu de migration, caractérisée par le secteur de l'activité principale et la catégorie professionnelle de l'individu. Compte tenu des activités recensées, le secteur primaire est représenté par l'agriculture et la mine ; le secteur secondaire par le bâtiment, l'artisanat et le textile et enfin, dans le secteur tertiaire, on trouve les activités de commerce, la restauration, le service domestique, le transport, l'administration, l'éducation, la santé et l'armée. Quant à la catégorie professionnelle de l'individu, nous distinguons d'une part le « salariat informel » qui regroupe l'ensemble des emplois relevant du secteur informel (sans contrat et non déclaré), ce type d'emploi peut être journalier, hebdomadaire, mensuel ou annuel. Nous distinguons d'autre part, les emplois de « fonctionnaire et assimilé » pour lesquels les salariés ont des contrats et des emplois stables. Une troisième catégorie est celle d'« indépendant » qui regroupe les individus qui travaillent pour leur propre compte.

La trajectoire de mobilité professionnelle considère les changements de secteur d'activité et de statut mais pas les changements d'employeurs. L'activité professionnelle de l'individu est analysée de façon à la fois diachronique et synchronique. Dans le premier cas, nous parlons de poly-activité, définie comme la succession d'activités différentes au cours du cycle de vie et qui fait donc référence à la trajectoire professionnelle. Dans le deuxième, la pluriactivité est définie par la combinaison d'activités au cours d'une même année.

4.2.1. Un panel d'activités

Le tableau suivant (tableau 35) restitue les activités professionnelles ou autres (scolarité, service militaire) citées par les individus migrants au cours de leur trajectoire sur leur lieu de migration (soit 139 individus), ainsi que le pourcentage d'hommes et de femmes qui les ont pratiquées (voir en annexe 19 le détail des activités). Les activités citées dans les 139 trajectoires, correspondant à des événements migratoires survenus entre 1939 et 2008, sont au nombre de 45. Nous les avons regroupées en 16 types d'activités.

Pour le secteur de l'éducation, nous avons distingué les enfants qui sont scolarisés à l'école primaire et au collège/lycée, des étudiants qui suivent des études supérieures (post-baccalauréat ou baccalauréat technique dans un établissement pour adultes). Sous l'appellation générique d'« administration », nous avons regroupé les activités assimilées aux fonctionnaires de l'État, c'est-à-dire les infirmiers, professeurs, policiers et employés administratifs.

Parmi les activités exercées sur les lieux de migration, les plus citées par les hommes sont le salariat informel dans les mines (43,7% des hommes), dans l'agriculture (31%) et dans le bâtiment (28,7%). Quant aux femmes, qui participent depuis les années 1970 à l'obtention de revenus des ménages, la moitié ont été employées domestique au cours de leur vie⁷⁷ et 36,5% ont eu un commerce ou un restaurant à leur propre compte. Les autres activités se rencontrent dans des proportions moins importantes et sont exercées indifféremment par les hommes ou par les femmes.

⁷⁷ L'activité d'employée domestique recouvre les employées de jour (*cama afuera*) et les employées qui vivent chez leurs employeurs (*cama adentro*).

Tableau 35 : Activités professionnelles exercées au cours de la trajectoire migratoire (par sexe, en % du nombre total d'individus migrants)

			% d'hommes ayant cité l'activité	% de femmes ayant cité l'activité
Secteur I	Agriculture	Salariat informel	31,0	5,8
		Indépendant	10,3	13,5
	Mine	Salariat informel	43,7	0,0
Secteur II	Bâtiment	Salariat informel	28,7	0,0
		Indépendant	5,7	0,0
	Textile et Artisanat	Salariat informel	14,9	11,5
		Indépendant	2,3	1,9
Secteur III	Commerce et restauration	Salariat informel	13,7	9,6
		Indépendant	13,8	36,5
	Service automobile et transport	Salariat informel	10,1	0,0
		Indépendant	3,6	0,0
	Service domestique	Salariat informel	0,0	50,0
	Administration	Fonctionnaire et assimilé	16,0	0,0
	Éducation	Études supérieures	17,2	7,7
		Scolarisation	26,4	21,2
	Armée	Service militaire	39,1	0,0

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

La différenciation des activités professionnelles par communauté permet de détecter l'existence éventuelle de spécialisations ou niches professionnelles sur les lieux de migration. Nous tenons compte à nouveau de l'ensemble des activités pratiquées au cours des trajectoires.

Considérons tout d'abord les activités exercées par les hommes (tableau 36). Dans trois communautés, San Juan, Chilalo et Candelaria, le travail dans les mines est le plus souvent cité. Il est suivi, selon les cas, soit par le bâtiment (Chilalo), soit par l'agriculture (San Juan et Candelaria). À Palaya, à l'inverse, le travail dans l'agriculture arrive en première position, tandis que le secteur minier est très peu cité par les migrants. Arrivent ensuite l'emploi dans l'administration, les services de commerce et de restauration qui tiennent une place relativement importante. Le profil d'Otuyo est plus spécifique puisque le secteur tertiaire est dominant, en particulier le travail dans le transport, le commerce et la restauration.

Tableau 36 : Activités professionnelles exercées par les hommes au cours de leur trajectoire migratoire (en % du nombre d'hommes migrants par communauté)

Activité citée au moins une fois au cours de la trajectoire	San Juan	Chilalo	Otuyo	Candelaria	Palaya
Agriculture	36,0	13,3	50,0	45,8	72,7
Mine	48,0	46,7	16,7	62,5	18,2
Bâtiment	32,0	60,0	16,7	41,7	9,1
Textile et artisanat	22,0	20,1	25,0	4,2	18,2
Commerce et restauration	12,0	26,7	41,7	33,4	36,4
Service automobile et transport	28,0	13,3	66,6	4,2	9,1
Administration	8,0	13,3	8,3	16,7	45,5
Études supérieures	20,0	6,7	0,0	20,8	36,4

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Les secteurs d'insertion professionnelle des femmes sur les lieux de migration sont plus réduits puisque seulement 8 types d'activités sont représentés contre 13 chez les hommes (tableau 37). Ce chiffre cache des disparités puisqu'à San Juan, 80% des femmes ont pratiqué le service domestique pour seulement 5 types d'activités recensés. À Chilalo, 7 activités sont citées avec une prédominance du commerce indépendant dans une proportion quasi équivalente au service domestique. À Otuyo, parmi les 4 activités citées, le commerce indépendant est également plus cité que le service domestique, tandis que le secteur secondaire (textile et artisanat) est absent. Enfin, à Palaya, 6 activités sont citées par les femmes migrantes, dont très majoritairement également le commerce ou la restauration. Il est paradoxal de constater dans cette communauté, en revanche, qu'aucune femme n'ait déclaré avoir fait des études sur le lieu de migration. Car c'est précisément à Palaya où les hommes partent le plus pour étudier.

Tableau 37 : Activités professionnelles exercées par les femmes au cours de leur trajectoire migratoire (en % du nombre de femmes migrantes par communauté)

Activité citée au moins une fois au cours de la trajectoire	San Juan	Chilalo	Otuyo	Palaya
Agriculture	13,3	25,0	7,7	42,9
Textile et artisanat	6,7	25,0	0,0	28,6
Commerce et restauration	20,0	50,1	53,9	85,7
Service domestique	80,0	43,8	30,8	42,9
Études supérieures	6,7	12,5	7,7	0,0

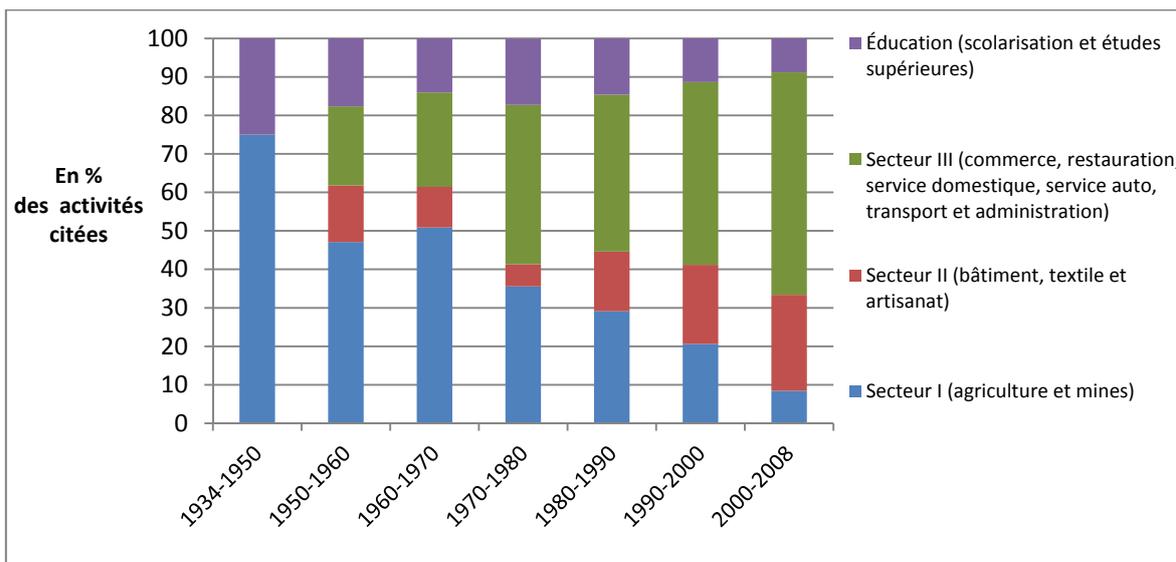
NB : À Candelaria, nous avons rencontré une seule femme migrante mais qui n'a pas exercé d'activité professionnelle.

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

On observe donc une certaine différenciation des activités exercées en migration avec, par communauté, des activités de « prédilection ». Ainsi, beaucoup d'hommes de Palaya sont professeurs ruraux ; à Candelaria, on rencontre de nombreux mineurs, employés agricoles et maçons ; à Otuyo et Chilalo, l'activité de construction pour les hommes et celle de commerce pour les femmes prédominent, alors qu'à San Juan beaucoup d'hommes sont employés dans les mines et les femmes travaillent comme employées domestiques. On peut faire l'hypothèse ici, qu'au-delà du rôle de la proximité, ce sont les réseaux intracommunautaires, familiaux et de parenté élargie, ainsi que l'effet de mimétisme, qui expliquent ces spécialisations par communauté.

Les lieux de migration, tout comme les formes d'insertion dans le marché de l'emploi, tant du point de vue du secteur d'activité que du statut, ont cependant fortement évolué au cours des cinquante dernières années. En considérant la totalité des activités citées pour toutes les trajectoires, la figure 38 montre que, sur la période 1938-2008, le secteur primaire a chuté au profit du secteur tertiaire (hors scolarisation et études supérieures), celui-ci devenant prédominant à partir des années 1970. Pour les activités du secteur secondaire, leur importance a varié au cours du temps, avec une valeur minimale dans les années 1970, puis à nouveau croissante pour atteindre plus de 20% dans les années 2000. Enfin, l'éducation concerne toujours entre 10 et 25% des individus, quelle que soit la période. La tendance est donc à une tertiarisation des activités sur les lieux de migration, signifiant aussi une moindre pénibilité du travail, ce dont témoignent les migrants.

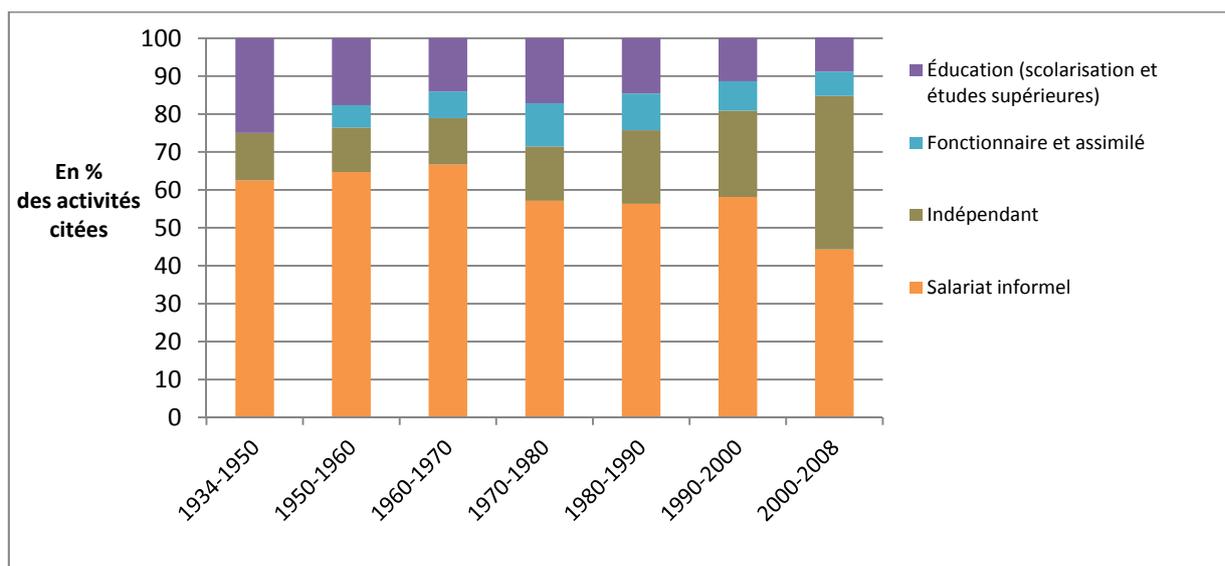
Figure 39 : Évolution des secteurs d'activité sur les lieux de migration (en % des individus ayant exercé une activité au cours de la période, sur un total de 139 individus)



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

En ce qui concerne le statut des emplois, la figure 39 montre que le salariat informel qui oscille entre 44 et 66% selon les périodes, représente toujours la majorité des emplois, ce qui est un indicateur de la forte précarité du travail sur les lieux de migration. Parallèlement, la proportion des salariés permanents (fonctionnaires ou assimilés) ne connaît guère d'évolution et reste inférieure à 10%. En revanche, les individus qui pratiquent leur activité de forme indépendante sont toujours plus nombreux, pour atteindre 40% dans les années 2000. Bien qu'il soit difficile de le vérifier en l'état de nos données, la hausse du nombre des travailleurs indépendants peut traduire une amélioration des conditions de travail, une certaine ascension sociale et probablement de meilleurs revenus dans les formes d'insertion professionnelle des migrants.

Figure 40 : Évolution du statut professionnel sur les lieux de migration (en % des individus ayant exercé une activité au cours de la période, sur un total de 139 individus)



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Finalement, l'évolution des activités pratiquées en migration est marquée par une diversification au cours du temps, mais aucune activité ne disparaît pour autant. Certes, le travail dans les mines et l'agriculture connaît un net recul. En effet, si l'activité minière était

prépondérante entre 1930 à 1970, elle devient très secondaire à partir de 1986 au moment de la privatisation d'une grande partie des mines du pays. L'emploi agricole a également tenu une place importante jusque dans les années 1970 alors qu'il n'est plus très significatif aujourd'hui. À ce titre, on trouve peu d'agriculteurs indépendants sur les lieux de migration, ce qui signifie que les populations de l'Altiplano Sud n'ont guère profité des fronts de colonisation agricole des terres basses dans le pays.

Si l'on tient compte seulement des activités pratiquées en migration au moment de l'enquête, c'est-à-dire lors de la dernière période 2000-2008, le commerce indépendant est devenu l'activité phare (plus d'un quart des migrants citent cette activité), suivi par le salariat informel dans les secteurs du textile et de l'artisanat (14%) et, pour les femmes, par le travail domestique (11%). Pour les hommes le salariat permanent dans l'administration, le salariat informel dans le bâtiment ou le service automobile demeurent des débouchés importants (entre 6 et 10% des hommes migrants au cours de la période ont pratiqué ou pratiquent encore l'une de ces activités).

La migration, comme déjà dit, est souvent liée à la recherche d'un meilleur revenu. Pour les jeunes générations de migrants, cependant, les conditions d'emploi sont souvent très précaires et le travail finalement peu rémunéré au regard du temps consacré. Au bas de l'échelle, on trouve en effet les emplois des jeunes gens qui, souvent, partent chez un parent pour une première expérience migratoire. T. Locoh (1991 : 283) signale que *« bien souvent le migrant, s'il est jeune et peu formé deviendra une aide-familiale ou l'apprenti de celui qui l'héberge, statut précaire où, pour le prix de l'hébergement on est corvéable à merci. Les filles sont particulièrement destinées à ce statut »*. Les jeunes filles des communautés de l'Altiplano Sud, qui partent comme employée domestique chez une tante ou une marraine, se trouvent précisément dans cette situation, ainsi que les garçons qui travaillent comme aide maçon chez un oncle ou un cousin. Leur salaire est symbolique mais, en compensation, ils ont parfois la possibilité d'étudier ou de se former à un métier.

Le salaire minimum en Bolivie, en 2007, était d'environ 50 euros par mois pour un travail non qualifié et déclaré, supposant des conditions et un temps de travail réglementaires. Sur l'Altiplano Sud, comme dans de nombreuses régions en Bolivie, la plupart des activités pratiquées sur les lieux de migration ne sont pas déclarées, et si les migrants se considèrent souvent comme des travailleurs « journaliers », assumant ainsi des conditions précaires et de forte pénibilité, c'est que les gains d'un travail non déclaré sont souvent plus élevés. Pour les adultes, le salaire d'un maçon ou de tout autre travailleur non qualifié est de 2 à 5 euros/jour (soit 50 à 125 euros/mois). Les conditions de travail sont variables, certains sont logés et nourris. En revanche, ceux qui sont embauchés dans de grandes entreprises (en général des entreprises étrangères), reçoivent un salaire plus élevé ; selon nos enquêtes, les opérateurs travaillant dans la mine d'Apacheta, par exemple, sont payés entre 250 et 400 euros/mois. Souvent, monter sa petite entreprise, que ce soit dans le commerce, la mécanique ou le bâtiment, reste l'activité la plus rémunératrice même si elle n'est pas toujours régulière. Enfin, pour les diplômés, le salaire d'un professeur rural se situe autour de 200-250 euros/mois, ce qui est supérieur au salaire d'un ouvrier mais inférieur à celui d'un entrepreneur. Si les enseignants bénéficient d'une retraite et de certains bonus, ils ont la plupart du temps une autre activité en dehors de l'éducation.

Les mêmes emplois à l'étranger sont bien mieux payés qu'en Bolivie. Pour exemple, une employée domestique à La Paz gagne 45 euros/mois contre 110-120 euros au Chili. Pour les entrepreneurs indépendants dans le bâtiment, la règle est la même : en Bolivie, ils peuvent gagner entre 650 et 800 euros/mois alors qu'en Argentine ou au Chili les gains mensuels peuvent atteindre 1 200 à 2 000 euros. Si ce différentiel de salaire est attractif, il s'accompagne cependant de difficultés de vie à l'étranger. En effet, le statut de la plupart des Boliviens au

Chili est illégal puisqu'ils migrent avec des visas de touristes valables pour trois mois ne donnant pas le droit d'exercer une activité professionnelle, et que leur migration se prolonge bien souvent après l'expiration du visa. Ils travaillent donc sans contrat et sont souvent surexploités au regard des salaires locaux déclarés. S'ajoute à cela la très forte discrimination des Chiliens envers les Boliviens.

4.2.2. Des trajectoires marquées par la poly-activité

La reconstitution des trajectoires de mobilité professionnelle permet de mettre en évidence la succession de toutes les activités exercées par les individus au cours de leur cycle de vie. Nous faisons figurer, dans le tableau suivant (tableau 38), le nombre d'activités exercées par les migrants au cours de leur trajectoire migratoire.

**Tableau 38 : Nombre d'activités exercées sur les lieux de migration
(en %, par sexe, sur un total de 139 individus)**

Nombre d'activités exercées au cours de la trajectoire migratoire	Hommes	Femmes	Total
0	3,4	15,4	7,9
1	18,4	44,2	28,1
2	24,1	28,8	25,9
3	33,3	9,6	24,5
4	13,8	1,9	9,4
5 à 8	6,9	0,0	4,3

NB : les migrants ne déclarant pas d'activité sont soit des femmes au foyer, soit des individus à la retraite, soit des enfants scolarisés sur leur lieu de migration.

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

La différenciation par le genre est particulièrement marquée puisqu'environ 40% seulement des femmes ont été poly-actives sur leur lieu de migration (elles ont pratiqué plus d'une activité) contre 80% des hommes. Ces données rendent compte de l'importance de la poly-activité masculine, supposant des compétences diversifiées et une adaptabilité constante des stratégies professionnelles au regard des opportunités de travail. C'est donc la diversité professionnelle qui caractérise les migrants masculins des communautés de l'Altiplano Sud. Les hommes sont polyvalents avec toutefois une prédominance pour des emplois non qualifiés. Ils sont à la fois ou successivement mineurs, maçons, agriculteurs, salariés dans des fabriques artisanales... Les femmes quant à elles, sont, en plus d'être femme au foyer, employée domestique ou commerçante.

En revanche, en considérant cette fois la variable de l'âge, aucune différenciation n'apparaît clairement et nous n'avons pas pu déterminer d'activités de « jeunesse ». Les types d'activités pratiquées ne se concentrent pas à certaines périodes de vie mais se dispersent tout au long des trajectoires. Il n'y a donc pas de « logique biographique d'activités », c'est-à-dire de lien entre la succession des types d'activités et le cycle de vie, même si l'on rencontre plus de travailleurs indépendants en fin de cycle de vie qu'en début. S'il n'y a pas de modèle commun de trajectoire professionnelle, il existe en revanche, tout comme nous avons observé une alternance résidentielle entre la communauté et le lieu de migration, une alternance entre activité agricole dans la communauté et une autre activité sur le lieu de migration.

Au final, la spécialisation des activités en lien avec les cycles de vie n'est pas avérée, mais elle existe au niveau intra-communautaire traduisant l'existence de niches d'activités préférentielles en fonction des lieux de migration. Parallèlement, la poly-activité des migrants est une norme

dans cette région de Bolivie, reflétant une capacité d'adaptabilité aux conditions et opportunités migratoires, dimension corolaire d'une forte instabilité et précarité des migrants dans leur quête d'alternatives économiques.

4.2.3. Les nouveaux visages de la pluriactivité

Nous définissons la pluriactivité d'un individu par le fait qu'il combine, au cours de l'année, plusieurs activités et sources de revenus. Cette combinaison n'implique pas nécessairement de changement résidentiel. Elle peut se faire sur place, au sein même des communautés rurales ou bien à l'extérieur, ce qui signifie que l'individu articule différents lieux de reproduction sociale et économique, entraînant nécessairement des mobilités spatiales relevant de circulations fréquentes et répétitives, pour des durées d'absences relativement courtes (pouvant aller de quelques jours à quelques mois).

Plusieurs questionnements nous préoccupent ici. L'agriculture, jusque dans les années 1980, procurait très peu d'excédents et la commercialisation des produits agricoles était marginale dans cette région. Dans ce contexte, et comme dans la plupart des campagnes du Sud, la pluriactivité est une pratique de longue date, ancrée dans la vie quotidienne des familles. Il était banal que l'homme parte chaque année pour travailler temporairement dans les mines ou dans une oasis agricole du Chili, en particulier les années de mauvaise récolte. Depuis le boom de la quinoa, qu'en est-il de ces vieilles pratiques de pluriactivité ? L'activité agricole devenue plus rémunératrice est-elle suffisante pour subvenir aux besoins des familles ? Autrement dit, quelles sont l'intensité et les modalités de la pratique de la pluriactivité des résidents des communautés rurales de l'Altiplano ? Et quelle est la place de l'agriculture dans ces pratiques ?

La pluriactivité semble s'être maintenue dans les campagnes rurales de l'Altiplano Sud. C'est ce que montre, en effet, J. Parnaudeau et S. Robin qui ont réalisé en 2006, dans le cadre d'un stage au sein d'AVSF, un important travail d'enquête dans douze communautés de la zone Intersalar (Parnaudeau, 2006 ; Robin, 2006). Le premier résultat fondamental de leur étude réside dans le fait que la grande majorité des familles de la région Intersalar qui pratiquent l'activité agricole sont pluriactives. En effet, elles combinent plusieurs activités et ce, à différentes échelles. Ces auteurs distinguent la pluriactivité localisée dans la communauté et les environs, de la pluriactivité impliquant des lieux plus éloignés. De même, ils différencient les familles permanentes (dont le temps cumulé de présence dans la communauté des différents membres de la famille est de plus de 6 mois dans l'année) des familles migrantes (qui résident de façon cumulée moins de 6 mois dans l'année dans la communauté).

Nos entretiens confirment cette tendance puisqu'ils mettent en lumière le fait que la pluriactivité des résidents permanents subsiste depuis le boom de la quinoa, mais qu'elle prend en même temps un nouveau visage. Si la vente de quinoa se réalise aujourd'hui à bon prix et que les superficies cultivées sont plus importantes qu'auparavant, cela n'empêche pas certaines années agricoles peu favorables, ou même catastrophiques, avec des volumes de récolte très faibles. Par ailleurs, comme nous le verrons ultérieurement, les inégalités d'accès à la terre au niveau intra-communautaire et le fait que certaines familles n'ont que très peu augmenté leurs superficies cultivées, sont également des facteurs de maintien de la pluriactivité.

Selon nos enquêtes, la pratique de la pluriactivité concerne avant tout les hommes. Les femmes sont largement occupées sur l'exploitation agricole, notamment par le gardiennage des animaux comme vu dans un chapitre précédent, et elles restent, par ailleurs, les gardiennes des lieux en l'absence des autres membres du foyer. Nombreux sont les hommes qui, localement, pratiquent une autre activité que l'agriculture : maçonnerie, tractoriste ou accueil touristique. La pluriactivité s'opère également dans un rayon plus large qui suppose une circulation

saisonnière de travail. Celle-ci est entendue comme une mobilité plus ou moins régulière qui s’opère aux mêmes périodes de l’année, avec une durée d’absence variant de trois jours à six mois par an. Elle vient s’articuler ou se superposer aux mobilités résidentielles et aux autres activités professionnelles. D’après nos entretiens, c’est la culture de quinoa, et non les autres productions agricoles, qui détermine les rythmes de la mobilité saisonnière. Cette dernière étant plus difficile à capter par des enquêtes, du fait de son extrême variabilité, nous n’avons pas pu les quantifier. Nous en donnons simplement les traits dominants.

La circulation de travail n’implique pas forcément les mêmes lieux que la mobilité résidentielle. Pour ce type de mobilité, chaque communauté a ses lieux de travail saisonnier de prédilection. Les habitants des communautés situées sur la frange frontalière (Palaya, San Juan) partent travailler au Chili alors que ceux qui « regardent » plus vers l’intérieur de la Bolivie (Chilalo, Otuyo, Candelaria) se dirigent dans les villes de l’intérieur, même si le Chili se développe comme destination pour les jeunes de toute la région.

Les circulations saisonnières de travail sont généralement conjoncturelles puisque les populations « sortent travailler » pour une saison, selon les besoins (et donc de la qualité de l’année agricole). Mais certaines circulations saisonnières de travail sont plus structurelles, les populations étant installées dans une circularité permanente.

Si les rythmes de circulation dépendent essentiellement de l’activité agricole développée dans la communauté, ils peuvent être déterminés par d’autres facteurs. Pour la migration saisonnière au Chili, par exemple, le rythme est généralement trimestriel, lié à l’obtention et le temps de validité du visa touristique auquel ont recours la très grande majorité des circulants pour travailler au Chili.

Nous présentons ici deux exemples de circularité assez représentatifs de l’ensemble de la zone. Le premier concerne Filemón, membre de la communauté de San Juan, et qui est installé dans la circulation depuis 2003. Après avoir passé une grande partie de sa vie en Argentine, Filemón s’installe à San Juan comme agriculteur à l’âge de 32 ans. En parallèle, il est contremaître en bâtiment à Uyuni et à Calama (Chili) où il se rend régulièrement. Avec l’argent gagné au Chili, il s’achète un tracteur et exerce le métier de tractoriste dans les environs de San Juan. Il combine au final trois activités au cours de l’année dont le calendrier est indiqué dans la figure 41.

Figure 41 : Calendrier annuel d’activités en 2008 de Filemón, résidant à San Juan

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Activité dans la communauté (quinoa)				Récolte et post-récolte					Semis			Surveillance parcelle + contrôle des ravageurs
Activités en dehors de la communauté	Contremaître dans le bâtiment (Uyuni)						Contremaître dans le bâtiment (Calama)			Tractoriste dans les environs (semis)		

Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

Le second exemple est celui de Nicanor, résident en 2008 à Candelaria de Viluyo. Nicanor a alterné au cours de sa trajectoire des périodes de résidence dans la communauté et à l’extérieur (Potosi, Villazón, Poopó, Porco⁷⁸). En 2003, il s’installe de façon plus stable dans la communauté avec toute sa famille, après 14 ans de migrations alternantes. Les années de mauvaise récolte, comme en 2007, Nicanor part avec toute sa famille à Potosi le temps des grandes vacances

⁷⁸ Villazón est une ville située à la frontière argentine, Poopó est une mine située entre Oruro et Challapata. Porco est une mine située proche de Potosi.

scolaires (décembre/janvier). À Potosi, il travaille comme journalier dans la mine alors que sa femme se dédie au commerce de rue. Cette activité à Potosi n'est pas régulière, la famille s'y rend seulement les années où la récolte de quinoa ne procure pas assez de revenus. Sachant que les mois de décembre et janvier correspondent à un creux dans le calendrier agricole de la quinoa, il peut confier son troupeau au frère de sa femme, et ce dernier surveille également ses parcelles. À la différence du cas précédent, qui reflétait une stratégie choisie de cumul de revenus et de capitalisation permise par le nouveau contexte de la quinoa, la logique de pluriactivité de Carlos correspond à une nécessité. Elle est très clairement une réponse aux aléas climatiques et économiques, selon le modèle traditionnel qui anime ces régions depuis plusieurs décennies.

Figure 42 : Calendrier annuel d'activités en 2008 de Nicanor, résidant à Candelaria

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Activité dans la communauté (quinoa)		Contrôle des ravageurs		Récolte et post-récolte					Semis			
Activités en dehors de la communauté	Journalier dans la mine (Potosi)										Journalier dans la mine (Potosi)	

Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

Il est important de signaler que la pluriactivité concerne également les originaires de la communauté résidents à l'extérieur. Le boom de la quinoa, en effet, a déclenché un regain d'intérêt pour la communauté chez nombre d'individus migrants, renouant avec l'activité agricole et faisant, du même coup, des allers et retours entre leur lieu de résidence et leur lieu d'origine. Nous reviendrons sur ce type spécifique de circulation, qui s'opère de la ville vers la campagne, dans le sixième chapitre traitant du lien entre mobilité et gestion des ressources locales.

Ainsi, la pluriactivité regroupe les activités en migration, les activités dans la communauté et les activités saisonnières qui n'impliquent pas de changement de résidence. Prenant des formes et des temporalités différenciées, elle peut-être conjoncturelle ou structurelle dans les stratégies individuelles. Mais la pluriactivité doit se lire à l'échelle de la famille nucléaire, dans la mesure où les agencements résidentiels mais aussi de la circulation, reposent sur des logiques de complémentarité. La pluriactivité, phénomène généralisé chez les familles de l'Altiplano Sud, révèle l'importance à donner aux espaces de vie fondés sur la multi-localisation et à la performance des familles à pouvoir combiner les activités dans le temps et dans l'espace.

4.3. Cycles migratoires et système de mobilité d'hier à aujourd'hui

Nous venons de traiter successivement de la mobilité résidentielle et de la mobilité professionnelle de 170 individus originaires de cinq communautés rurales de l'Altiplano Sud. Nous souhaitons reprendre ici, en guise de synthèse, les cycles migratoires des cinq communautés, c'est-à-dire les grandes étapes migratoires et d'activités ainsi que le mode résidentiel familial. Nous brosserons l'histoire des populations de l'Altiplano Sud depuis le début du XX^e siècle jusqu'à nos jours (2008), celle tout au moins qu'elles ont vécu et dont elles se souviennent. Cette partie historique se fonde sur la mémoire de certaines personnes ressources des communautés, ainsi que sur les trajectoires résidentielles et professionnelles des individus que nous avons enquêtés. Pour chacune des communautés, nous distinguons les cycles passés et les cycles actuels.

4.3.1. La communauté de San Juan de Rosario : de la complémentarité écologique à la complémentarité transfrontalière

La communauté de San Juan de Rosario du municpe de Colcha « K » est dans une position très périphérique à l'échelle de l'espace national, mais elle est fortement intégrée à l'espace transfrontalier Bolivie-Chili, et relativement proche de la frontière boliviano-argentine. À San Juan, nous pouvons dégager, parmi les cycles passés et actuels, cinq étapes migratoires en termes de destinations et de formes de mobilité (voir carte 20).

Historiquement, les populations de San Juan ont toujours entretenu des liens d'échange et de troc avec les vallées inter-andines situées au sud-est, en particulier avec la région de Tupiza. Nombreux sont les hommes de San Juan, âgés de plus de cinquante ans, qui se remémorent leur longue marche avec les caravanes de lamas : « *Au mois de juillet, il nous fallait 12 jours de marche pour aller à Tupiza, nous y restions une semaine pour faire les achats et nous reposer, et puis nous remontions sur l'Altiplano. Il nous fallait encore 12 jours de marche. On emportait du sel de Patana⁷⁹, des pommes de terre, de la quinoa et on sacrifiait des lamas sur place. On revenait avec du maïs* » (Evaristo Cruz). Un autre témoignage indique qu'à l'époque « *certaines communautaires de San Juan cultivaient un peu de quinoa, mais tous ne la cultivaient pas. Ils vivaient en partie du troc avec les vallées. Ils apportaient du sel de Patana, partaient en caravane de lamas dans les vallées de Tupiza et échangeaient le sel, la viande de lamas sacrifiés contre du maïs. Il y a avait aussi un commerce avec l'Argentine, les gens de San Juan échangeaient la laine de lama* » (Félix Yucra). À cette époque, le sel et le bétail représentaient toute la richesse de San Juan. Avec l'arrivée des camions, ces caravanes se sont arrêtées (on peut signaler quelques tentatives de les relancer aujourd'hui dans un but touristique).

Parallèlement à la conduite de ces caravanes qui garantissaient la sécurité alimentaire des populations par le biais des échanges entre étages écologiques, selon le modèle andin bien connu de d'archipel vertical (Murra, 1972), les habitants de San Juan pratiquent le commerce de plantes combustibles dès lors que le chemin de fer reliant Antofagasta (port du Chili) à Potosi a fonctionné. En effet, la ligne de chemin de fer passe à proximité du village. « *Les gens vivaient du commerce de yareta⁸⁰ et un peu de thola⁸¹. Ils partaient dans la montagne, deux fois par mois avec les lamas et y restaient chaque fois une semaine. D'abord, il fallait couper la yareta pour qu'elle sèche entre deux à quatre mois. Ensuite, on la chargeait sur les lamas, puis on descendait jusqu'à la station de train de Chiguana⁸². C'était pour les fonderies de la grande mine de Pulacayo* » (Evaristo Cruz). Puis « *la yareta s'est épuisée, on a trouvé le charbon et le pétrole, cette activité s'est arrêtée* » (Félix Yucra).

S'ajoute au troc et au commerce de ressources naturelles, le travail dans les mines à la frontière du Chili (Amincha, Kilcha, Santa Rosa, Puquios, Cavana). Le travail dans les mines se réalise sous forme de mobilités circulaires, des années 1930 jusqu'à la fin des années 1960. « *Ils revenaient à chaque fin de semaine* » (Félix Yucra).

Ces mobilités de proximité ont été pratiquées par tous les anciens de la communauté. Le ménage était constitué et fixé à San Juan et l'homme partait temporairement pour le troc, pour l'exploitation de *yareta* ou pour travailler à la mine.

À partir des années 1970, les systèmes de mobilité de la communauté de San Juan vont changer en profondeur. Le premier bouleversement tient au déclenchement des migrations féminines, tout au moins pour les générations nées à partir des années 1960. Ces migrations des femmes,

⁷⁹ Il y a sur le territoire de San Juan un petit *salar* : le *salar* de Patana.

⁸⁰ La *yareta* (*Azorella yareta* Hauman) est une plante que l'on trouve dans le sud de l'Altiplano Sud utilisée comme combustible dans les fonderies de minerais.

⁸¹ La *thola* est le nom générique de la formation végétale arbustive dominante dans l'Altiplano Sud.

⁸² Chiguana se situe à une trentaine de kilomètres au sud ouest de la communauté de San Juan.

par ailleurs, deviendront plus individuelles et plus autonomes, liées à la quête de revenus complémentaires. Celles-ci deviennent un acteur clé de l'obtention du revenu des ménages par leur entrée dans les circuits de l'économie monétaire (Guétat-Bernard, 2006). La migration vers l'Argentine devient également plus importante, les jeunes partant travailler comme employés agricoles dans les exploitations de Mendoza, Salta ou Jujuy. Ces migrations circulaires deviendront pour certains pratiquement définitives, puisque certains s'installeront de façon durable en Argentine.

À partir de 1980, jusqu'à aujourd'hui encore, les mines du sud de l'Altiplano vont devenir un autre pôle d'emploi pour les hommes de San Juan et de toute cette région. La grande mine de borax d'Apacheta (entreprise Tierra Limitada) continue à être un gros employeur régional. D'autres sites deviennent également attractifs : la mine de chaux de Rio Grande et de Julaca dans les années 1970 ainsi qu'au début des années 1990, la mine d'Amincha et de la Laguna Verde à la fin des années 1980, Horsu à la fin des années 1970 et enfin San Cristobal depuis 2005. Un point commun entre les migrations plus récentes et les mobilités des anciens est le fait que la famille réside à San Juan, tandis que les hommes sont en double résidence entre San Juan et le centre minier.

À partir du milieu des années 1990, les migrations vers l'Argentine s'intensifient et s'élargissent aux centres urbains, notamment à la ville de Buenos Aires. Les départs pour travailler dans les ateliers clandestins de couture, vont se poursuivre jusqu'à la crise de 2001. Celle-ci va déclencher un retour dans la communauté mais surtout une réorientation des flux, notamment vers le Chili. Les migrations vers les villes chiliennes de Calama et Antofagasta et la mine de Chuquicamata, en pleine expansion, vont en effet se développer à partir des années 1990 avec la croissance économique du pays⁸³ : travail comme manœuvre dans la construction et dans les ports pour les hommes, employée domestique pour les femmes. Certains migrants sont restés au Chili et y ont constitué leur ménage. Notons que durant les années 1990, la formation de couples mixtes est rare : les couples boliviens se rencontrent et se forment dans le Lipez, puis repartent ensemble au Chili. En revanche, la proportion de couples mixtes tend à augmenter ces dernières années sachant qu'il s'agit surtout de mariages entre jeunes migrants de nationalité bolivienne et enfants de migrants de la première génération installés au Chili. Ces jeunes sont nés au Chili et sont donc de nationalité chilienne. Ainsi, la majorité des jeunes de San Juan, continuent aujourd'hui de migrer au Chili, faisant des allers-retours en fonction des visas qu'ils parviennent à obtenir. Ces circulations concernent également les jeunes collégiens qui, pendant les vacances scolaires, partent se faire embaucher pour quelques semaines. Cette génération, en revanche, ne connaît pas l'Argentine.

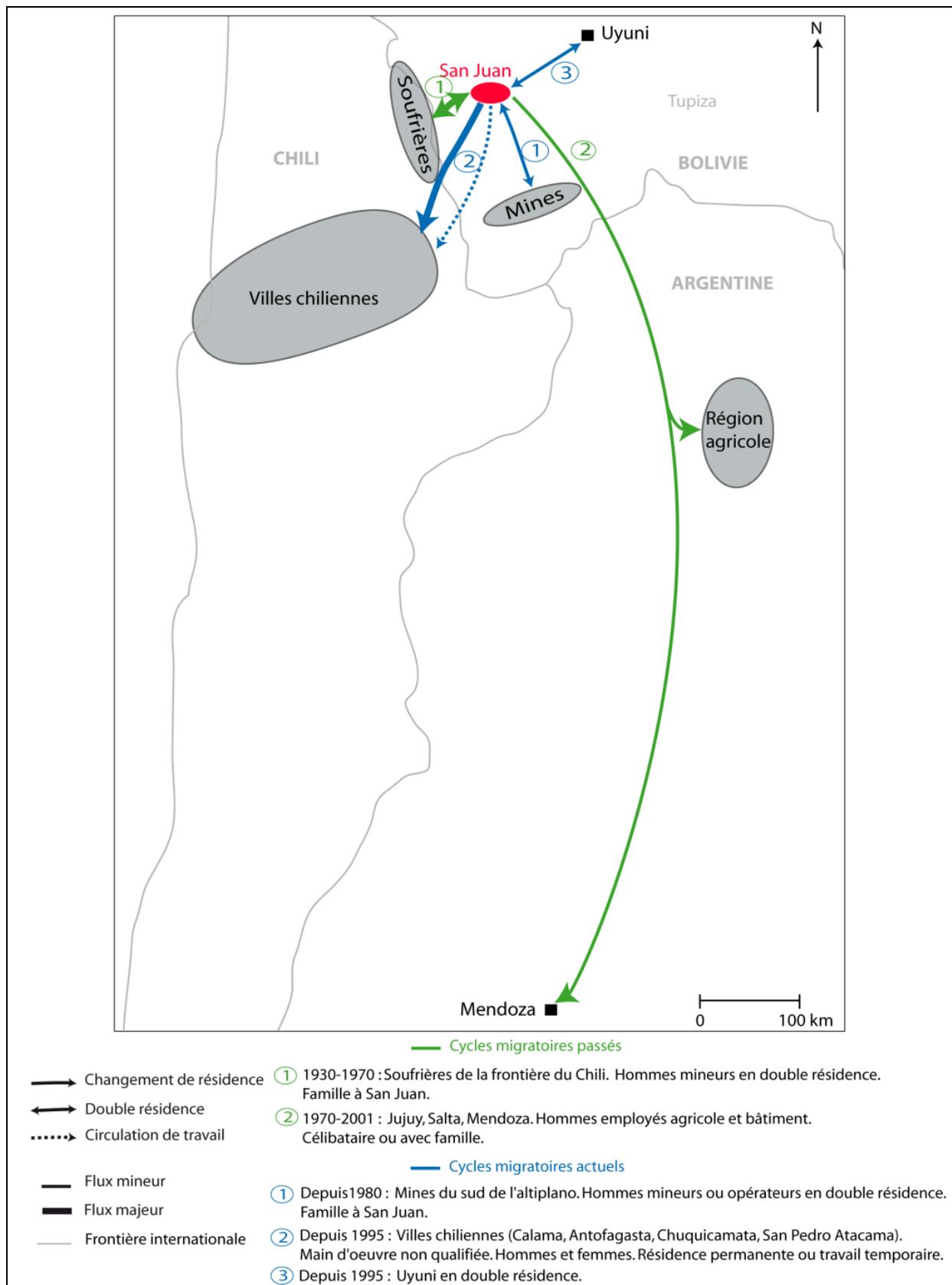
Pendant longtemps, la communauté de San Juan avait très peu de connexions avec la ville d'Uyuni, pourtant assez proche. À partir des années 1995, celle-ci va devenir un nouveau pôle d'attraction pour les habitants de San Juan, en particulier pour les études des enfants. Des logiques de double résidence liée à l'éducation vont alors se développer : « *La migration à Uyuni date des années 1995-2000 car, grâce à la quinoa, on peut faire étudier les enfants et donc les gens s'achètent une maison* » (Demesia Yucra).

Finalement, les changements survenus à San Juan, communauté de longue tradition de mobilité, tiennent à une diversification des destinations migratoires : depuis les années 1970, elles sont plus nombreuses et surtout plus lointaines. Le changement tient aussi aux formes d'insertion dans les lieux de migration. Aujourd'hui, les hommes ne se disent plus « mineurs » ; ils sont « employés dans les mines », assumant diverses fonctions dans ce secteur. Mais ils sont

⁸³ On a pu noter des départs au Chili à partir des années 1960 mais le mouvement massif se situe dans les années 1990.

aussi maçons, artisans, entrepreneurs indépendants... Les femmes, quant à elles, assument de plus en plus des migrations en solitaire dès leur adolescence. La complexification des systèmes résidentiels et des systèmes d'activités est donc un trait marquant des mutations contemporaines à San Juan.

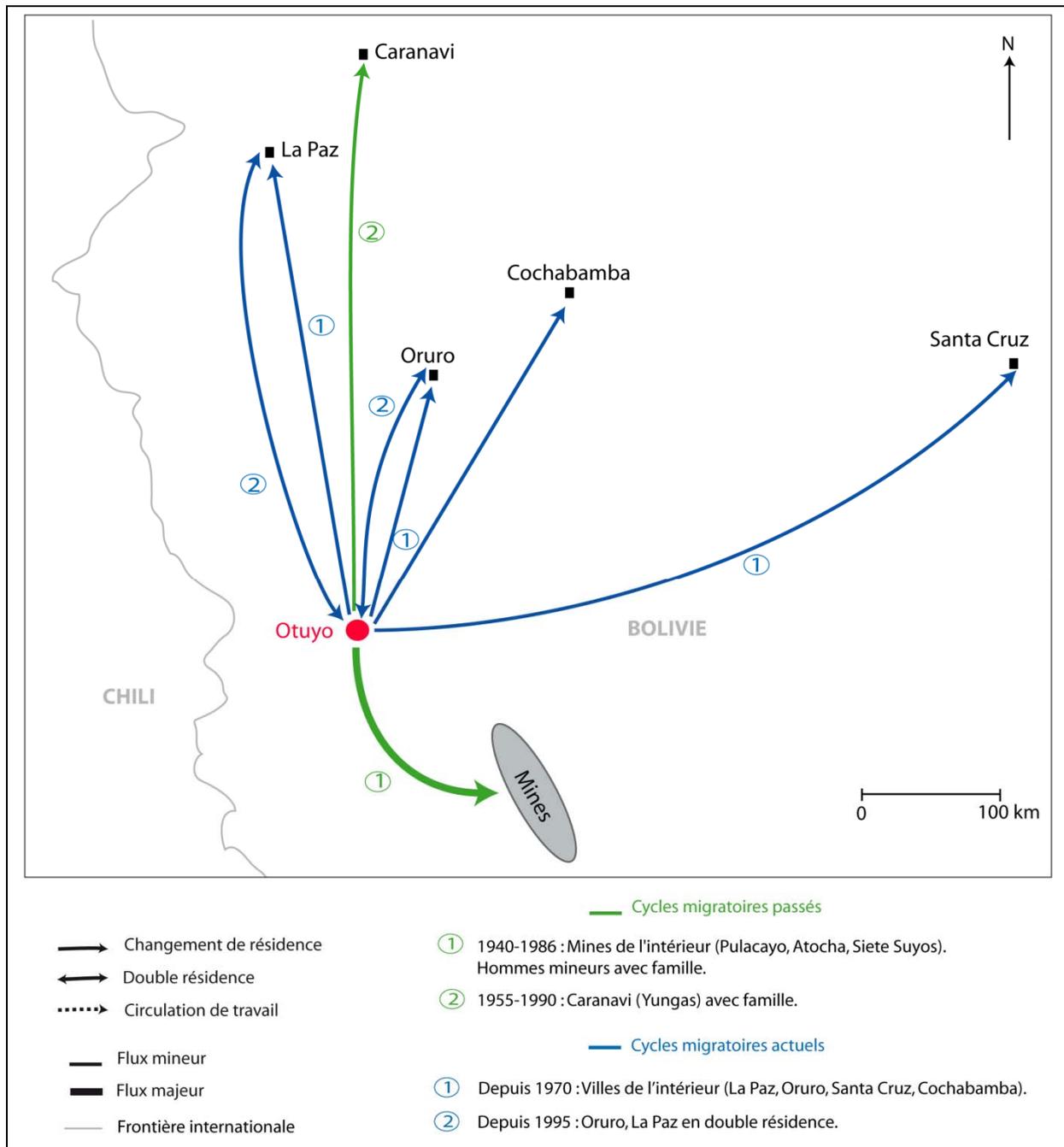
Carte 20 : Les cycles migratoires de la communauté de San Juan de Rosario de 1900 à 2008



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008. Élaboration propre.

4.3.2. La communauté d'Otuyo : de la tradition minière à la connexion urbaine

Carte 21 : Les cycles migratoires de la communauté d'Otuyo de 1900 à 2008



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008. Élaboration propre.

La communauté d'Otuyo (appartenant au municpe de Salinas) est proche du bourg de Salinas. Elle a donc accès à un réseau plus dense de moyens de communication, même rustiques (pistes carrossables). Cette communauté qui bénéficie de sources d'eau abondantes sur son territoire s'est spécialisée dans les cultures irriguées telles que la luzerne et le petit maraîchage, les habitants ayant toujours fait du commerce avec les communautés voisines pour échanger leurs productions.

La communauté d'Otuyo est marquée, parallèlement, par une grande tradition minière. Avant les années 1940, les hommes portaient déjà dans les mines de Quechilsa à Potosi et de Siete Suyos. Mais c'est surtout lors de la grande sécheresse de 1941/42, que les familles partent

s'installer dans les centres miniers de Pulacayo et de Siete Suyos : « Lors de la sécheresse de 1940 à 1942, de nombreux hommes d'Otuyo ont dû partir à la mine car il n'y avait aucune production, et beaucoup ne sont pas revenus » (Francisco Gonzales). Ces ménages, s'ils ont continué à cultiver à Otuyo pour leur propre consommation, ne sont pas pour autant revenus à la fin de la sécheresse. De même, moins de la moitié des enfants nés dans les mines dans les années 1940 à 1960, sont venus s'installer à Otuyo. Les autres sont partis vers d'autres destinations : Argentine dans les années 1950/70, Yungas des années 1955 à 1990. Mais ce sont surtout les capitales départementales qui vont les attirer : Oruro, Santa Cruz, La Paz notamment et, plus marginalement, Cochabamba. Ceux revenus ne resteront que peu de temps à Otuyo, ils repartiront aussi vers les mêmes destinations à partir des années 1970. « Vingt personnes d'Otuyo voulaient partir à Caranavi⁸⁴ créer une coopérative, car on leur donnait des terres. Le père de Berta est parti en éclaireur avec d'autres personnes mais deux sont revenus malades. Finalement, ceux qui étaient au départ intéressés, sont tous partis ailleurs. Nous sommes les seuls avec ma femme à être partis, de façon non organisée » (Primo Gonzales). La particularité d'Otuyo tient au fait que de nombreux membres de la communauté sont nés dans les centres miniers, lieux à partir desquels les départs en migration se sont déployés. Par ailleurs, Otuyo est très peu concernée par la migration internationale : seules quelques familles ont des liens avec l'Argentine mais aucune avec le Chili. La succession des cycles migratoires à Otuyo est donc marquée par un modèle relativement simple, à savoir le passage de migrations de proximité vers les centres miniers situés plus au sud à des migrations rurales-urbaines, orientées vers les villes du pays.

4.3.3. La communauté de Chilalo : de la tradition minière à l'émergence de liens avec le Chili

La communauté de Chilalo (municipe de Salinas), comme celle d'Otuyo, est dotée de sources d'eau permanentes. Elle s'est donc spécialisée dans les micro-cultures irriguées (luzerne, fèves) et l'élevage d'ânes. Les habitants de Chilalo faisaient du commerce avec leurs voisins qui montaient à Chilalo pour acheter de la viande de lama et des ânes. Les anciens (de 75 à 80 ans aujourd'hui) se souviennent également avoir fait plusieurs fois le voyage jusqu'au Chili (Noasa), avec des ânes et des lamas chargés de quinoa et de sel pour les échanger contre des poires.

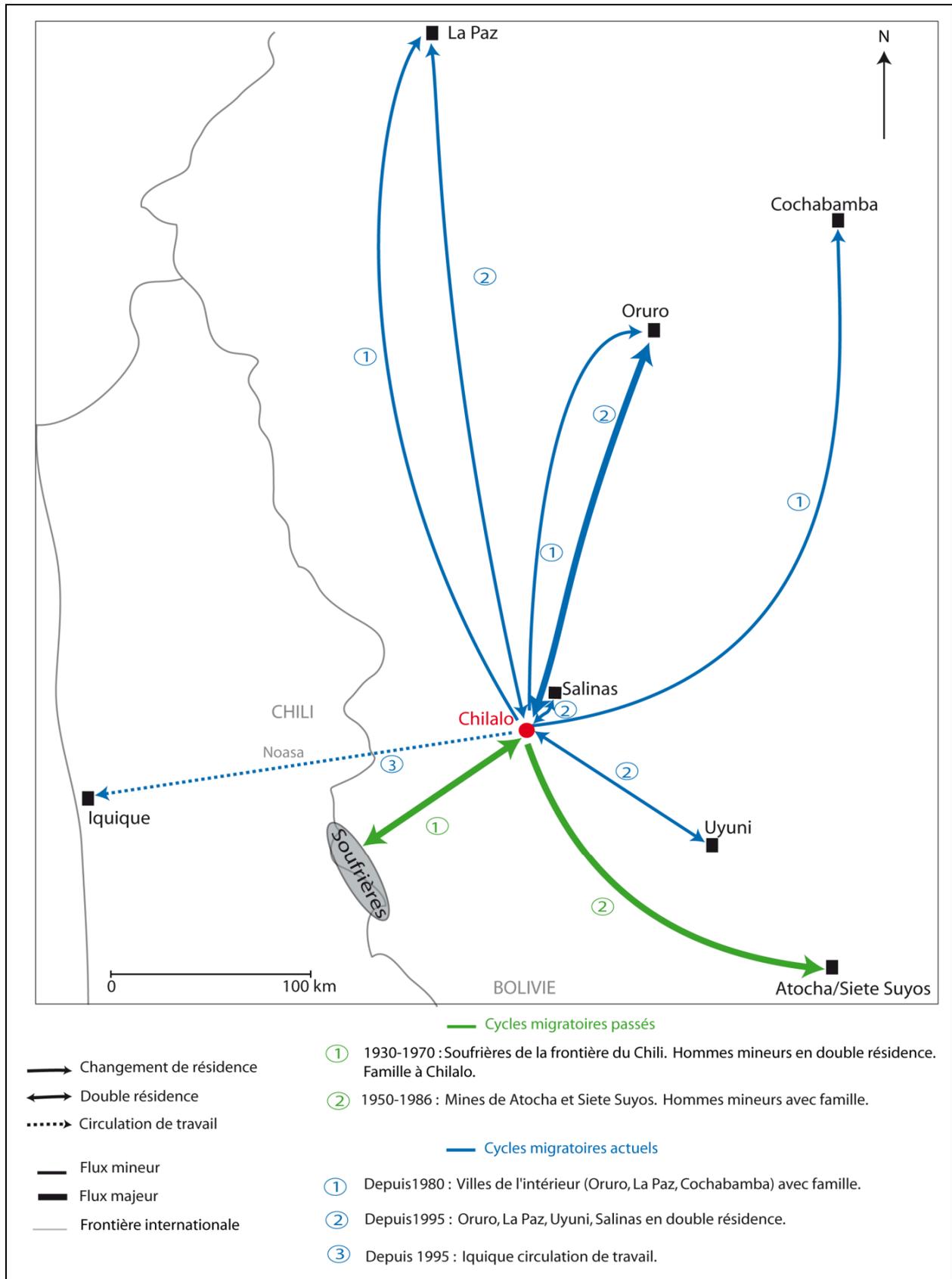
Jusque dans les années 1980, les habitants de Chilalo partent exclusivement dans les mines (Atocha principalement et les soufrières de la frontière chilienne). Les hommes sont mineurs et la famille réside sur le lieu de la mine mais, le plus souvent, les femmes continuent de cultiver à Chilalo. Après la fermeture des mines publiques en 1986, qui a touché de nombreux ménages de cette communauté, certaines familles sont revenues s'installer à Chilalo alors que d'autres sont parties vers Oruro, Uyuni ou Cochabamba. Les enfants nés dans les mines, quant à eux, sont partis à l'âge adulte soit vers les villes boliviennes, soit plus récemment vers Iquique. La migration vers le Chili est donc récente puisqu'elle s'est diffusée surtout à partir de 1995, les femmes partant travailler comme employées domestique et les hommes, dans une moindre mesure, comme mécanicien ou chauffeur. Si les hommes ont ainsi diversifié leur champ d'activité, les femmes sont aujourd'hui encore très centrées sur le travail domestique et le commerce.

La population de Chilalo est probablement celle qui a le plus long vécu dans les mines : Siete Suyos, Atocha, San Pablo de Napa, et plus marginalement Aramayo, Chorolque et Santana. La quasi majorité des Chilaleniens de plus de 20 ans a été mineur à un moment de leur vie. La

⁸⁴ Caranavi est situé dans les les Yungas, département de La Paz.

rupture avec le vécu des jeunes générations, fortement connectés aux espaces urbains du pays, est donc radicale.

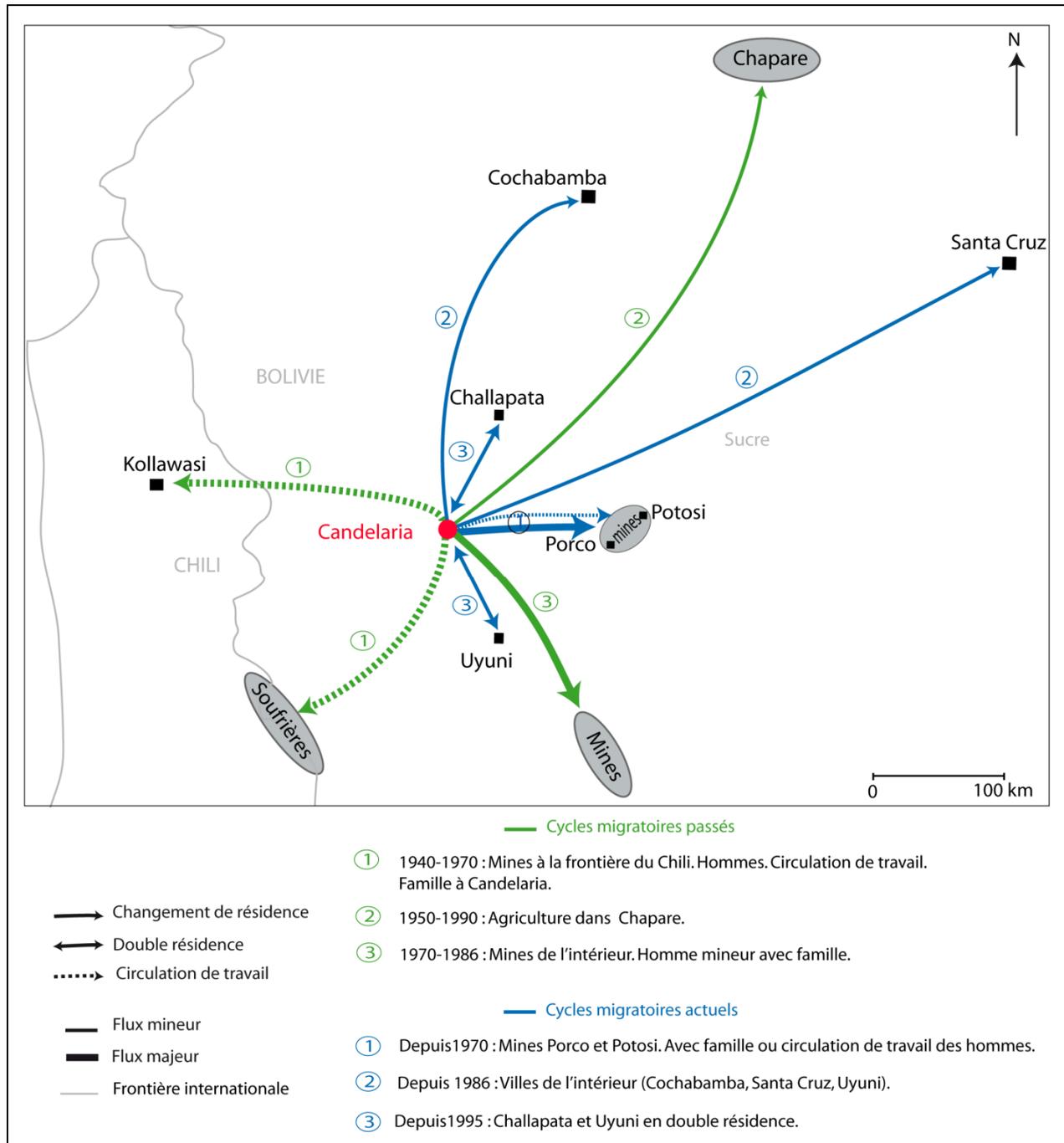
Carte 22 : Les cycles migratoires de la communauté de Chilalo de 1900 à 2008



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008. Élaboration propre.

4.3.4. La communauté de Candelaria de Viluyo : des liens anciens et encore actifs avec les vallées inter-andines et les terres basses

Carte 23 : Les cycles migratoires de la communauté de Candelaria de Viluyo de 1900 à 2008



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008. Élaboration propre.

La communauté de Candelaria de Viluyo (municipe d'Uyuni) est une communauté de *salar*. Apparemment mieux située sur le trajet Oruro-Uyuni, elle ne se trouvait cependant pas tout à fait sur le chemin de transport des minerais. En revanche, il y avait une mine sur son territoire, exploitée par les Espagnols. Le troc a démarré très tôt avec les vallées inter-andines de Potosi et de Sucre, et s'est maintenu jusque dans les années 1970. Les habitants de Candelaria s'y rendaient en caravanes de lamas, chargés de sel, pour l'échanger contre du maïs. Les voyages duraient trois mois. Les habitants de Candelaria vendaient aussi la viande de leurs troupeaux à Uyuni (pour approvisionner les mines), ce qu'ils continuent à faire mais à Challapata.

Dans les années 1940/50 et jusqu'à la fin des années 1960, les hommes migrent temporairement dans les soufrières de la frontière du Chili (Quilcha, Ollagüe, Santa Rosa, Abra de Napa, Desiertos) et la mine de cuivre de Kollawasi, du côté chilien. À partir des années 1950, les politiques de colonisation dans le *Chapare* et les terres basses boliviennes attirent certains habitants de Candelaria. Certains reviendront mais beaucoup, à partir des années 1990, prolongeront plus loin leur migration vers les villes des basses terres, à Santa Cruz notamment.

De 1970 à 1986, les hommes ou des familles entières partent également vers les mines de l'intérieur bolivien (Chorolque, Animas, Siete Suyos, San Vicente, Tatasi) et, après leur fermeture en 1986, le redéploiement se fait vers les villes de Cochabamba et de Santa Cruz. Les migrations vers les mines ne vont pas pour autant s'interrompre, puisqu'on observe de nombreux départs vers les centres miniers de Porco et de Potosi depuis les années 1980 et qui se poursuivent aujourd'hui. Enfin, depuis 1995, la double résidence se développe avec Challapata ou Uyuni.

Ainsi, Candelaria est également une communauté de mineurs (on les trouvait dans toutes les mines du pays et ce, depuis les années 1940), mais qui sont devenus ensuite des entrepreneurs agricoles regardant vers les terres basses. Si Candelaria est la seule communauté qui a des liens avec les terres basses, elle n'a en revanche aucun lien avec le Chili, et peu avec l'Argentine.

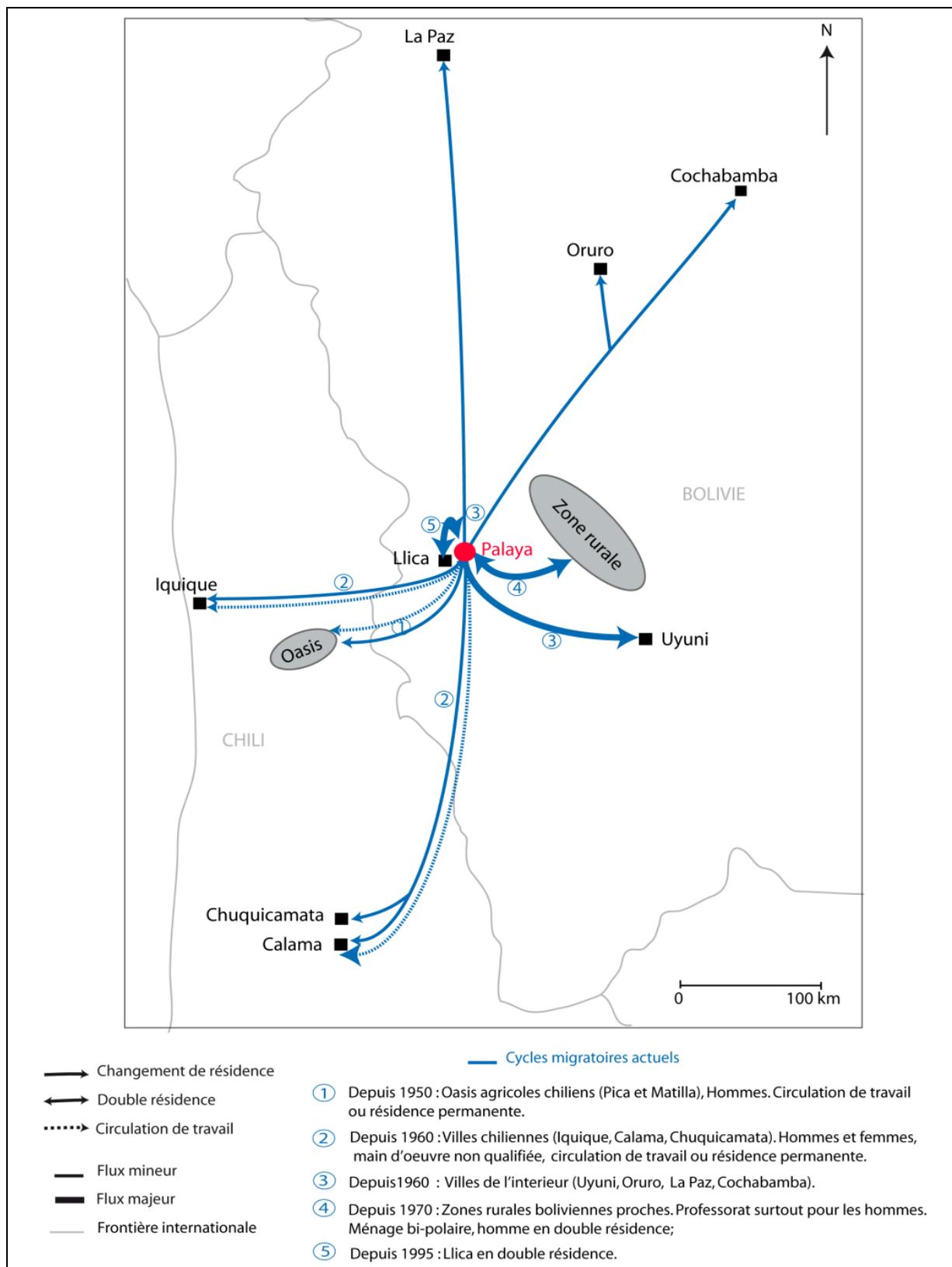
4.3.5. La communauté de Palaya : du transfrontalier à la proximité régionale en Bolivie

Les cycles migratoires de la communauté de Palaya (carte 24), située dans le municipe de Llica, n'ont pu être identifiés qu'à partir de 1950, par manque de données pour la période précédente. Les cycles migratoires de Palaya doivent beaucoup à sa position frontalière puisque, relativement isolés à l'échelle nationale, les habitants de toute cette petite région ont toujours « regardé » vers le Chili. Malgré des politiques nationales boliviennes pour qu'ils « restent » Boliviens (politique éducative préférentielle, construction de l'École Normale à Llica, etc.), les échanges puis les départs ont toujours été intenses. La pratique du troc avec les populations des oasis du Chili est ancienne et les liens avec ce pays sont encore forts aujourd'hui. Les oasis agricoles de Pica et Matilla sont peuplés en forte majorité de Boliviens ou de descendants de Boliviens, originaires de cette région. Si nous n'avons pas pu rencontrer beaucoup de Palayeniens installés dans ces oasis, on sait que les paysans originaires du municipe de Llica y sont très largement représentés. Beaucoup d'hommes de Palaya sont allés dans ces oasis dans leur jeunesse, pendant plusieurs années, et certains continuent de s'y rendre pour travailler comme ouvrier agricole. Ces oasis agricoles sont souvent des destinations de jeunesse (pour les vacances scolaires), destinations qui tendent cependant à être remplacées, depuis les années 1960 et surtout 1980, par les villes chiliennes alors en pleine croissance, où les jeunes partent travailler en particulier comme ouvrier dans la construction ou comme manutentionnaire dans les ports. Quasiment toutes les femmes âgées de moins de cinquante ans que nous avons rencontrées ont travaillé à l'extérieur de la communauté, dans les villes boliviennes à partir des années 1960, puis au Chili à partir des années 1980, pour la très grande majorité comme employée domestique.

La création de l'École Normale à Llica en 1962 a eu beaucoup d'influence sur les trajectoires de la population de Palaya. Depuis sa création, l'école recrute dans la région et le professorat rural a été une alternative de formation pour certains membres de la communauté. Ils exercent généralement dans le municipe de Llica ou dans les municipes voisins du département de Potosi (Tahua, Uyuni, Colcha « K »). Chaque professeur est muté dans une communauté différente tous les 2 à 4 ans. Si le professorat n'est pas réservé aux hommes, ceux-ci sont

largement plus représentés que les femmes. Ce type d'activité donne lieu à un système familial bipolarisé : femmes et enfants résident à Palaya alors que le mari rejoint sa famille le week-end. Enfin, on trouve des Palayeniens installés dans les grandes villes de Bolivie : La Paz, Uyuni, Oruro, Santa Cruz depuis les années 1960. Finalement, l'attrait des terres basses a été minime pour cette partie frontalière de la Bolivie et nous n'avons pas observé de liens avec l'Argentine.

Carte 24 : Les cycles migratoires de la communauté de Palaya de 1950 à 2008



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008. Élaboration propre.

Ainsi, chaque communauté est différente du point de vue de sa géographie et de son histoire migratoire, que ce soit en termes de lieux, d'activités, ou de temporalités. Chacune a connu une évolution singulière de son aire de polarisation migratoire entre Chili, Argentine et Bolivie. Il est important de rappeler également que les communautés rurales de l'Altiplano Sud ont été particulièrement sensibles aux conjonctures et cycles économiques de la Bolivie ou des pays voisins. Si jusque dans les années 1980-1990, l'emploi dans les centres miniers a joué un rôle fondamental dans les stratégies du quotidien pour les populations rurales de l'Altiplano, il ne reste important que pour deux communautés : Candelaria de Viluyo (mines de Potosi et Porco) et San Juan de Rosario (mines de borax).

4.4. Quels modèles migratoires ?

Les analyses précédentes font émerger de nouveaux questionnements : existent-ils des principes communs de la mobilité résidentielle et professionnelle ? Voit-on apparaître un modèle régional quant à des filières géographiques et des niches professionnelles ? Quel lien peut-on faire entre mobilité et cycle de vie ?

4.4.1. Des filières géographiques liées à des niches professionnelles ?

L'analyse du lien entre activité et lieu de migration met en évidence la géographie d'un bassin d'emploi pour les populations de l'Altiplano Sud, mais questionne également l'existence de filières géographiques liées à certaines niches professionnelles. À partir de nos entretiens, nous pouvons identifier, d'un côté, les lieux de migration où se pratiquent les activités professionnelles et de l'autre, les activités pratiquées dans chaque lieu de migration (voir tableaux en annexe 20). Il en ressort, certes, que certaines activités sont liées à la croissance urbaine (construction, commerce) ou à la hausse des niveaux de vie (employées domestiques⁸⁵), que le travail dans les mines, de toute évidence, est déterminé par la localisation de la ressource et sa valorisation sur le marché des matières premières. Mais les niches de travail restent très mouvantes et les individus se déplacent en fonction des opportunités, que ce soit en milieu rural (mine, agriculture) ou urbain (fabrique, atelier, commerce, restauration, emploi domestique).

Le fait que les activités ne soient pas exclusives de lieux, excepté dans le cas des centres miniers ou de localités rurales où s'exerce l'activité de professeur ou d'infirmier, induit une certaine dispersion de lieux de migration. On rencontre en effet des destinations « isolées », citées qu'une seule fois : Catamarca un employé agricole ; Cobija, un bûcheron ; Córdoba, un employé de restaurant ; Coroico un commerçant indépendant ; Jugar, un employé de commerce ; La Rivera, un maçon ; Ledesma, un employé agricole, etc. Dans d'autres destinations très représentées au contraire, l'activité est diversifiée. Il s'agit principalement des grandes villes (Oruro, Uyuni, La Paz, Cochabamba, Mendoza, Iquique, Buenos Aires, Calama, Potosi et Santa Cruz) où nous avons répertorié plus de sept activités.

Les systèmes de mobilité des populations de l'Altiplano Sud sont donc fort éloignés de ceux d'autres régions en Bolivie où l'on observe une certaine spécialisation à la fois des destinations et des secteurs d'insertion professionnelle. R. Benencia (2004), par exemple, a pu observer que les populations rurales originaires de Potosi travaillent préférentiellement dans l'agriculture comme ouvrier, métayer ou même chef d'exploitation dans la ceinture horticole de Buenos

⁸⁵ L'activité d'employée domestique peut se pratiquer dans toutes les villes de Bolivie mais le travail est mieux rémunéré à l'étranger. C'est d'ailleurs une activité qui s'est développée depuis le développement économique des pays frontaliers.

Aires ou d'autres villes argentines. A. Hinojosa Gordonava *et al.* (2000) montrent également que les populations originaires des campagnes de Tarija travaillent dans l'agriculture en milieu rural, de l'autre côté de la frontière, dans le nord ouest de l'Argentine. G. Cortes (2004), concernant également les migrations vers l'Argentine, met en évidence des effets de couple de lieux et de micro-filières (par communautés rurales) aussi bien dans la région de Cochabamba que de Tupiza.

Dans l'Altiplano Sud, la spécialisation géographique de la migration est très peu marquée et il est difficile de dégager un modèle de migration selon ce critère. Il est probable que dans cette région de Bolivie, soumise plus que d'autres à des conditions difficiles de subsistance, les populations aient diversifié au maximum les champs possibles de la pluriactivité et la polyvalence, de manière telle que leurs logiques spatiales de migration ne se cantonnent pas aux limites de simples filières collectives. L'accumulation d'expériences individuelles et familiales obéit à des trajectoires aléatoires, où chacun démultiplie ses stratégies socio-spatiales de mobilité, tout en s'appuyant sur les réseaux communautaires.

4.4.2. Migrations et cycle de vie

L'analyse des liens entre migrations et cycle de vie des individus renvoie, non plus à la logique des lieux en tant que telle, mais à la logique sociale qui organise la mobilité. À l'instar de B. Baccaini (1994 : 64), nous considérons que le cycle de vie est défini par « *la succession des événements d'ordre familial ou professionnel qui segmentent la vie de l'individu en étapes distinctes* ». Et à l'instar de D. Courgeau (1984 : 488) il s'agit « *d'éclairer les relations qui peuvent exister entre les diverses caractéristiques familiales, économiques, politiques de l'individu et de son comportement spatial. Nous ne cherchons pas de relations causales au niveau individuel, car une causalité ne peut jamais être montrée avec certitude. [...] Nous parlerons donc ici d'interactions entre mobilité spatiale et étapes du cycle de vie* ». T. Bruslé (2005) qui a travaillé sur les migrations des Népalais en Inde parle quant à lui des « *âges de la migration* », pour aborder le cycle de vie, les projets et les rapports à l'espace des migrants.

Il s'agit donc de considérer les comportements migratoires (changements, ruptures, etc.) au fil des différentes étapes du cycle vital de l'individu : enfance, jeunesse, constitution du ménage, âge adulte avec enfants, retraite et vieillesse. Nous emprunterons à G. Cortes la distinction qu'elle fait entre différents « *cycles migratoires* » définis par « *la mise en évidence de la cohérence interne du rythme migratoire en relation avec le cycle vital de l'individu et ses projets de vie qui ont abouti. À la notion de cycle migratoire sont donc sous-jacent les choix d'investissement du migrant dans sa communauté d'origine, eux-mêmes dépendant de son potentiel d'épargne* » (1998 : 268). Elle distingue deux cycles distincts : celui « *d'initiation et d'installation* », qui correspond aux premières expériences migratoires de l'individu liées à la volonté de fonder un foyer, et le cycle de « *construction et de consolidation* » lié à la volonté de consolider les assises économiques du groupe familial. Dans le cas qu'elle décrit, la consolidation se fait dans la communauté, c'est-à-dire que les cycles migratoires reflètent une volonté de « *partir pour rester* ».

Avons-nous le même schéma sur l'Altiplano Sud ? Retrouve-t-on des caractéristiques communes à l'ensemble des trajectoires de mobilité selon les différentes étapes du cycle de vie ? La migration est-elle vécue comme un moyen d'installation et de consolidation de la famille dans la communauté ? Finalement, est-ce que le projet (et donc les moyens mis en œuvre pour le réaliser) est de consolider une assise territoriale rurale ?

4.4.2.1. La migration de jeunesse

Pendant la période de l'enfance, c'est-à-dire jusqu'à 12/13 ans, la mobilité est passive : les enfants suivent leurs parents. Jusque dans les années 1960, l'éducation n'était pas une priorité : les jeunes hommes partaient travailler très jeunes dans les mines ou travaillaient pour d'autres familles de la communauté. Aujourd'hui, tous les enfants vont à l'école, ce qui retarde la date du premier départ en migration économique mais n'empêche pas des mobilités pour du travail saisonnier lors des vacances scolaires, en général chez un parent. En revanche, les femmes sont moins insérées dans le système éducatif et elles partent souvent vers 15 ans⁸⁶.

Après l'école donc, les enfants ou jeunes adultes deviennent des acteurs migrants plus autonomes. La période de célibat apparaît très souvent comme une étape cruciale dans le processus d'apprentissage migratoire, constituant ainsi une étape d'initiation. Dans une étude très approfondie sur les populations originaires de l'Altiplano et des vallées résidentes à Santa Cruz, S. Blanchard (2007) s'est intéressée aux parcours et aux expériences des jeunes migrantes. Concernant la période de jeune célibat, elle écrit : « *Le travail domestique [est] une étape dans les parcours migratoires. Le travail domestique apparaît en première analyse comme une forme classique d'initiation des jeunes femmes paysannes qui vont travailler en ville loin de leur famille. [...] Il s'agit d'une activité exercée principalement par des jeunes (voire très jeunes) femmes, qui quittent le foyer familial soit pour travailler chez des parents, soit pour prendre une certaine indépendance vis-à-vis de leur famille. [...] En Bolivie, le parallèle masculin de cette forme d'éducation est le service militaire* » (op. cit., 2007 : 270). Nous retrouvons la même situation dans nos communautés d'étude ; la première migration des hommes se fait après le service militaire et après l'école pour les femmes. Cette migration a une vocation économique (migration de travail) et/ou éducative (migration pour études⁸⁷) et obéit à une trajectoire complexe, avec plusieurs destinations successives. Lors de la période de jeune célibat, les individus n'ont pas en général de résidence fixe. Ils partent en migration dans différents lieux, au gré des opportunités, des réussites ou échecs successifs. C'est ce que l'on peut appeler « l'errance résidentielle ».

Au cours de cette étape migratoire, les retours dans la communauté sont sporadiques, en général à l'occasion des fêtes. Cette période de migration est l'occasion soit de se former, soit de capitaliser dans la perspective de constituer un foyer, parfois les deux en même temps. Rappelons que les jeunes migrants masculins n'ont pas accès à des terres en leur nom propre tant qu'ils n'ont pas de foyer.

Avant les années 1960, les femmes étaient exclusivement des migrantes passives c'est-à-dire qu'elles suivaient leur mari, soit dans leur communauté où ils fondaient leur ménage, soit sur leur lieu de migration. Aujourd'hui, la migration autonome des femmes tend à se développer : elles partent seules en migration et ont leur propre trajectoire. Elles partent souvent en migration autour de 15 ans, pour ensuite constituer leur ménage.

Ces migrations « d'initiation » sont souvent décisives pour la suite de la trajectoire de vie de l'individu : le but est soit de retourner dans la communauté et donc de consolider une « assise territoriale rurale » (Blanchard, 2007), soit de s'installer plus durablement en dehors de la communauté.

⁸⁶ Selon l'INE, au niveau national, en 2001, le taux d'analphabétisme des femmes est de 19,3% alors qu'il est de 6,9% pour les hommes. En milieu rural, les taux atteignent 37,9% pour les femmes et 14,4% pour les hommes. Parallèlement à cet indicateur, nous disposons de celui du nombre moyen d'années d'étude. Au niveau national, celui-ci s'élève à 8,2 ans pour les hommes et 6,7 pour les femmes, et en milieu rural, la moyenne tombe à 5,2 années pour les hommes et 3,1 années pour les femmes.

⁸⁷ La migration pour études touche encore peu de jeunes de la région (sauf autour de Llica) car les études supérieures commencent à peine à être valorisées. Ce motif, même s'il est parfois un alibi pour partir (finalement l'individu abandonne vite ses études et travaille), mérite d'être signalé.

4.4.2.2. L'étape de constitution du foyer : où s'installer ? où rester ?

L'étape de constitution du ménage ou « d'installation » (Cortes, 2000) constitue nécessairement un tournant important dans le cours de la trajectoire des individus. D'après B. Baccaini (1994 : 65), concernant une étude au Mexique, « *le mariage se traduit le plus souvent dans l'immédiat par la migration d'au moins l'un des deux futurs conjoints, il a aussi de profondes répercussions sur le comportement migratoire ultérieur des individus* ». Dans notre cas, nous observons que, traditionnellement, le mariage - ou sinon la « mise en concubinage » - signifie le départ de la femme de sa communauté et l'installation du nouveau ménage dans celle du mari (ce modèle a ses exceptions comme nous l'avons vu précédemment). Les mariages d'autrefois se contractaient très souvent entre individus du même *ayllu* mais on assiste actuellement à l'élargissement de l'espace de nuptialité par le mariage avec des individus qui ne sont pas originaires du même *ayllu*. Cet élargissement n'est pas généralisé mais lorsqu'il se produit et qu'il correspond à une rencontre des deux individus sur leur lieu de migration, il est souvent synonyme de l'installation du ménage dans ce même lieu.

Un critère fondamental pour envisager la constitution du ménage dans la communauté est d'avoir accès aux ressources locales (et notamment à la terre) et de pouvoir en retirer un revenu assurant l'autonomie du couple. Vu les conditions d'accès aux ressources que nous avons détaillées dans le chapitre précédent, l'homme peut envisager de constituer son ménage dans sa communauté d'origine car il peut prétendre à des terres, alors que la femme n'a pas ce choix. À moins d'habiter la même communauté que son futur mari, elle devra quitter sa communauté d'origine si elle souhaite constituer un foyer. Selon les situations, l'installation du ménage se fait dans la communauté ou ailleurs. Mais ce lieu d'installation n'est pas déterminant pour l'ensemble de la trajectoire, nous avons vu que nombreuses sont les trajectoires faites d'alternance ou de retour, ce qui signifie donc des installations dans la communauté parfois postérieures à la constitution du ménage.

L'extension de la culture de quinoa modifie les trajectoires de mobilité des individus puisque les communautés tendent à devenir un espace d'installation résidentielle dès la constitution du ménage. En effet, ces retours à moyen terme avaient quasiment disparu (sauf à San Juan) ayant provoqué une baisse de la croissance démographique dans les communautés. La tendance est donc à un rajeunissement de ces campagnes.

Tel que nous l'avons vu, la constitution du ménage ne constitue pas pour autant un arrêt des migrations et une stabilisation résidentielle, ni pour le couple, ni pour les enfants qui suivront. L'élargissement de la famille, lié à la naissance des enfants, n'entraîne pas nécessairement une stabilisation dans la trajectoire de mobilité résidentielle, mais plutôt une intensification de la circulation de travail de manière à augmenter les revenus. Lorsqu'il y a nouvelle migration, elle peut prendre la forme d'une dispersion du ménage. Aussi, la phase de consolidation du foyer ne rime pas toujours avec la cohabitation pérenne du couple. C'est à cette période que se mettent en place généralement des ménages bipolaires (le mari et la femme résident dans deux lieux différents) ou des logiques de double résidence. Signalons que les migrations liées à l'éducation des enfants prennent une importance nouvelle. Comme partout en Bolivie depuis une période récente, on décèle un lien fort entre stratégie migratoire et éducation, qu'il s'agisse du niveau primaire ou secondaire. Le développement des infrastructures éducatives ainsi que la hausse générale du niveau d'éducation à l'échelle nationale ne laisse pas la région en marge.

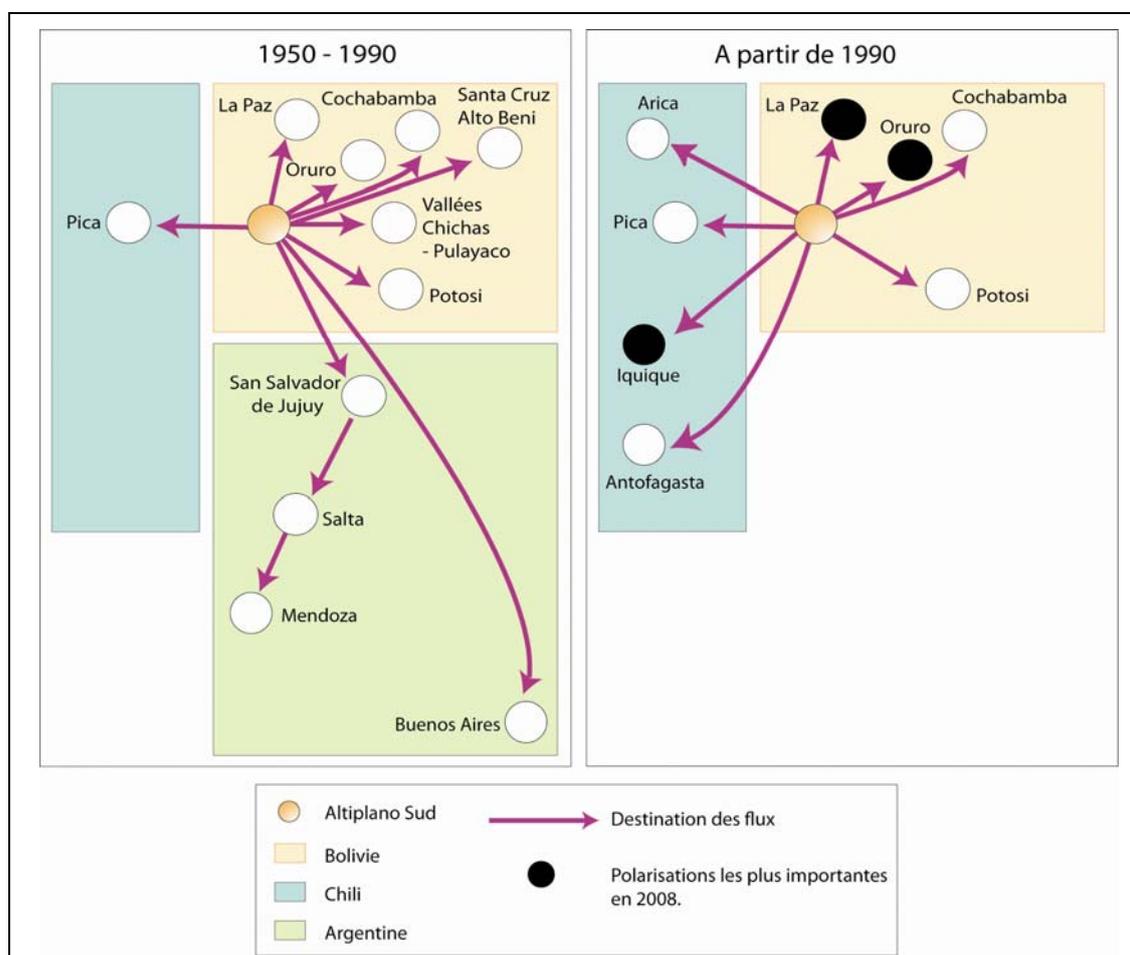
Signalons enfin que lorsque les individus n'ont plus d'enfants à charge et qu'ils ont terminé leur cycle de vie active, le retour dans la communauté est loin d'être systématique. Autrement dit, les migrations de retour liées à la retraite ne sont pas un phénomène très marqué dans la région. On rencontre de plus en plus d'individus des communautés qui ont passés leur vie à l'extérieur de celle-ci et qui y restent pour leur retraite.

4.4.3. Un modèle régional de mobilité fondé sur la proximité, les relations ville-campagne et la polyvalence

En considérant la littérature existante sur les dynamiques migratoires en Bolivie, le modèle de mobilité spatiale des populations de l'Altiplano Sud semble se distinguer par un espace et des formes migratoires singulières, en comparaison avec d'autres régions. Plusieurs caractéristiques méritent d'être ici synthétisées et mises en perspective.

En premier lieu, ce sont des logiques de proximité, à l'échelle régionale ou transfrontalière, qui guident les polarisations migratoires historiques et actuelles de la région. À ce titre, la région est ainsi restée en marge de la mondialisation des migrations internationales et des destinations lointaines que sont le Brésil, les États-Unis, l'Europe (l'Espagne, l'Italie), Israël ou le Japon que connaissent d'autres régions de Bolivie, comme celles de La Paz, Cochabamba ou Santa Cruz (Cortes, 2002, 2004 ; Blanchard, 2006 ; De La Torre Avila, 2006 ; Souchaud et Beaninger, 2009 ; Marzadro, 2010). Ces logiques de proximité, à l'échelle régionale et transfrontalière, se retrouvent en revanche dans d'autres zones rurales de la Bolivie, comme celle de Tarija frontalière avec l'Argentine (D'Andrea, 2004 ; Domenach *et al.*, 2007). Ainsi, pour notre région de l'Altiplano Sud, la ville la plus proche qu'est Uyuni, les capitales départementales du haut plateau et des vallées (Oruro, La Paz, Potosi) et les sites transfrontaliers ruraux et urbains au Chili (Iquique notamment) sont les pôles migratoires les plus importants. L'effet de proximité, avec le boom de la quinoa, tend aujourd'hui à s'accroître plus encore avec une rétraction globale de l'espace migratoire, comme l'illustre la figure suivante qui segmente en deux grandes périodes, et en les synthétisant, les dynamiques de mobilité de la région (figure 43).

Figure 43 : Espace migratoire de la zone Périsalar de l'Altiplano Sud (1950-2008)



Source : A. Vassas Toral, enquêtes de terrain. Réalisation en collaboration avec G. Cortes, d'après S. Coursière, 2008.

La deuxième caractéristique du modèle migratoire de l'Altiplano Sud, corollaire de la précédente, concerne ce que nous pourrions appeler la polyvalence socio-spatiale des individus. Polyvalence des lieux tout d'abord. Si les migrants de chaque communauté privilégient certaines destinations plus que d'autres, du fait de la proximité de ces lieux, il n'y a pas de véritables filières migratoires collectives au sein même des communautés rurales. De même, nous avons constaté que les destinations successives sont généralement choisies en fonction de la diversité des opportunités de travail parallèlement aux réseaux sociaux. Autrement dit, l'itinéraire migratoire se construit en le poursuivant. S'il y a une logique individuelle des lieux, nous n'avons pas identifié de logique collective des lieux c'est-à-dire qu'on ne rencontre pas de succession de destinations pour tous les individus (ou tout au moins pour une majorité) correspondant à des étapes migratoires bien déterminées au fil de leur cycle de vie. Le modèle n'est pas celui de l'apprentissage dans un lieu de destination puis consolidation dans un autre, tel que l'ont observé M. Vargas (1998) à propos de migrants qui commencent par l'agro-industrie en milieu rural avant d'aller en ville ou G. Cortes dans ses travaux sur les migrations rurales des « Cochabambinos » qui partent d'abord en Argentine ou dans les villes boliviennes, avant d'engager une migration plus lointaine aux États-Unis ou en Europe. Polyvalence des activités ensuite. Si l'on détecte certaines niches professionnelles, comme l'agriculture ou le travail domestique au Chili, les activités pratiquées, parallèlement à l'agriculture dans la communauté, sont remarquablement diversifiées et la correspondance entre logique des lieux et logique de travail est très peu lisible ; il n'y a donc pas de logique « communautaire » avec un réseau propre, avec sa ou ses filières géographiques, avec une transmission générationnelle des lieux et des activités. Ce phénomène est, a priori, assez paradoxal. On aurait pu supposer que des sociétés « traditionnelles », telles que celles des populations rurales aymaras ou quechuas de l'Altiplano, entretiennent des attaches fortes avec certains lieux exclusifs. C'est tout au moins ce qui organisait le modèle du troc auparavant quand, tablant sur les complémentarités de ressources offertes par l'« archipel vertical », chaque communauté entretenait un lien très privilégié avec une ou plusieurs autre(s) communauté(s). La polyvalence socio-spatiale des individus, continuellement remise en jeu au gré des opportunités économiques, montre qu'aujourd'hui c'est bien la capacité adaptative des logiques et des réseaux sociaux qui guide les trajectoires de mobilité.

Cette double logique de proximité et de polyvalence socio-spatiale s'accompagne, en dernier lieu, d'une forte complémentarité ville-campagne lisible dans les effets d'alternance résidentielle ou de double résidence, mais aussi dans les combinaisons du système d'activité (poly et pluri activité). Nous verrons ultérieurement comment ces combinaisons s'organisent au niveau familial et comment elles s'articulent à l'activité agricole.

Conclusion du chapitre

L'histoire longue de l'Altiplano Sud rend compte d'une société ayant une forte tradition de mobilité spatiale, et la région est depuis longtemps étroitement reliée à d'autres espaces par les mobilités. Elle connaît ainsi, depuis plus de cinquante ans, des « pulsations migratoires » (Cortes, 2008) faites de cycles successifs de circulation, d'allers et retours, de double résidence et de réinstallations plus durables. L'Altiplano Sud a donc été, et continue d'être mais de manière renforcée depuis le XX^e siècle dépendant de cycles économiques externes (mines, agriculture, croissance urbaine en Bolivie mais aussi dans les pays voisins, et aujourd'hui exportation de quinoa). Cette dépendance historique a pour corollaire l'habitude des populations à « s'adapter » à l'offre, c'est-à-dire à suivre les opportunités successives. Ces cycles, parfois courts ou interrompus brusquement, exigent une capacité d'adaptation constante, une culture et une compétence de mobilité (Tarrius, 2000 ; Faret, 2003), qui se traduisent par un changement de destination, d'activité et de dispositif résidentiel familial.

Notre démarche d'étude diachronique des mobilités spatiales des populations, à partir des trajectoires de vie, a donc mis en évidence une intensité particulièrement marquée et ce, sur le temps long des trajectoires, de la mobilité résidentielle vers des destinations surtout régionales de proximité, sans qu'il existe pour autant une « filiation » de lieux en fonction des types d'activités. Nous avons vu, par ailleurs, qu'il n'y a pas de spécialisation professionnelle chez les hommes, qui sont poly-actifs non qualifiés et qui peuvent changer fréquemment de type d'activités. Quant aux femmes, elles sont agricultrices, employées domestiques et/ou travaillent dans le commerce. À la polyvalence des lieux et des activités qui marquent la tradition de ce territoire, est venue s'ajouter au fil du XX^e siècle un renforcement de la capacité de réactivité des populations à faire face aux aléas économiques. Les changements de résidence et d'activité témoignent en effet de la rapidité d'ajustement des stratégies à un événement externe. Chaque événement conjoncturel (fermeture des mines en Bolivie, crise en Argentine...) se traduit dans les trajectoires, soit par un repli résidentiel dans la communauté, soit par un redéploiement vers d'autres destinations et d'autres activités. De façon plus structurelle en Bolivie, depuis les années 1970, l'urbanisation, l'amélioration des voies de communication, la démocratisation de l'éducation, l'alphabétisation en espagnol, sont autant de facteurs qui ont également contribué à augmenter l'aptitude au déplacement.

Le boom de la quinoa n'a donc pas arrêté les phénomènes migratoires, ni la pluriactivité des individus. J. Parnaudeau (2006 : 19) note même que « *la pluriactivité et la migration ont augmenté très fortement* » depuis l'augmentation du prix de vente de la quinoa. Mobilités spatiales et pluriactivité connaissent en réalité de fortes reconfigurations, notamment dans les formes et les rythmes migratoires qui se sont complexifiés par le développement des circulations et des alternances entre la communauté et l'extérieur. L'ensemble de ces éléments nous invite à poursuivre l'analyse puisqu'il questionne dès lors les formes d'ancrage au territoire d'origine des migrants et des circulants, ainsi que les projets individuels et familiaux qui sous-tendent les systèmes de mobilité.

Chapitre 5

Une analyse des trajectoires de mobilité par le prisme du centrage

Nous avons qualifié, dans le chapitre précédent, les systèmes de mobilité en caractérisant les mobilités résidentielles et professionnelles selon leur rythme, les destinations, les modèles d'hier et aujourd'hui. Cette restitution des faits et donc cette lecture « événementielle » de la mobilité, si elle est nécessaire, ne nous paraît pas suffisante pour saisir la complexité et le sens à donner aux trajectoires, pour comprendre les lieux « où se joue la reproduction sociale » de l'individu (Le Bris, 1981 : 130). Pour appréhender les faits migratoires et la place du lieu d'origine dans les systèmes de mobilité, nous aurons recours à la géographie sociale, aux notions d'espace de vie et d'espace vécu. Si l'espace de vie (Courgeau, 1975) est entendu comme les lieux fréquentés au quotidien ou plus épisodiquement pour toutes les activités de l'individu, l'espace vécu (Frémont, 1976) fait référence quant à lui à l'imaginaire, à la représentation que se font les individus d'un espace, à la manière dont ils se l'approprient et dont ils l'investissent matériellement mais aussi mentalement. Il s'agit de l'espace de la territorialisation et de l'identification. Dans la perspective de saisir les dynamiques des territoires ruraux d'origine et les transformations en cours, il est fondamental de considérer la territorialisation des individus pour saisir les populations actrices du territoire local, quelle que soit leur résidence. Nous faisons l'hypothèse, en effet, que le fait de ne pas résider dans un lieu ne remet pas en question l'appartenance à ce lieu et que par ailleurs, il ne suffit pas de résider dans un lieu pour se sentir de ce lieu.

Nous aborderons ici le sens donné aux faits de mobilité par l'acteur migrant. Quels sont les projets de l'acteur-mobile ? Quelle place tient la communauté d'origine dans ces projets et dans les logiques qui les sous-tendent ? Que devient la territorialisation de ces individus au cours de leur vie, au cours de leur trajectoire de mobilité ?

Pour investir ces questionnements, nous aurons recours aux notions de polarisation et de centrage. Si l'individu donne du sens à ses actes à chaque moment, il nous intéresse de savoir sur le temps long, au cours de sa trajectoire, s'il y a des constances ou au contraire des alternances dans le sens donné à ces actes. L'identification de types de comportements considérés sous l'angle des logiques socio-spatiales peut contribuer à mieux comprendre les choix et les décisions des acteurs migrants quant à l'usage de leur territoire.

5.1. Définition des critères de polarisation et de centrage des individus

Pour définir la polarisation, et *in fine* le centrage de l'individu au cours de sa trajectoire, nous analysons d'une part les lieux de résidence et les activités exercées (données objectives vues précédemment) et, d'autre part, les données de discours de l'acteur migrant : la manière dont il parle des lieux, ses modes d'identification et sa projection dans l'espace.

5.1.1. Polarisation

Nous définissons la polarisation d'un individu à un moment donné de sa vie, par le ou les lieux où se situe sa « vie », là où il investit et s'investit, là où il déploie son énergie. S'il n'y a pas d'indicateur objectif de la polarisation ; ses activités, ses investissements, ses relations quotidiennes, son projet de vie, en plus de sa résidence, sont autant d'éléments qui la définissent. Le Larousse définit le terme « se polariser sur » de la manière suivante : « *se concentrer, orienter toute son attention sur* ». R. Brunet (1992), dans son dictionnaire de la géographie, définit un pôle par un « *centre d'action autour duquel tout semble « tourner », avec ou sans mouvement* ».

En d'autres termes, il s'agit de déterminer, par les pratiques, les projections, la connaissance de l'individu ainsi que son discours, le lieu de polarisation au sein d'un espace de vie. Dit

autrement, quel est « son centre d'intérêt spatial » ? Quel espace « fait ressource » pour l'individu, au plan économique, sociale et identitaire ?

L'individu met en œuvre une stratégie de vie qui tend vers un lieu d'une manière ou d'une autre. La polarisation des individus est la résultante d'une stratégie individuelle et familiale du point de vue à la fois résidentiel, professionnel, éducatif, relationnel, etc. Comme nous le verrons, la famille devient une composante forte de l'explication de la polarisation de l'individu.

La polarisation d'un individu peut être unique ou multiple. Elle est unique lorsque l'individu déploie dans un même lieu ses pratiques et ses projections ; elle est multiple lorsqu'il y a notamment plusieurs lieux de résidence et d'activité (multi-polarisation), ou bien lorsqu'il n'y a pas conjonction entre le lieu de résidence et le lieu d'activité.

5.1.2. Centrage

Le parti pris de l'ensemble de notre thèse est de positionner notre référentiel d'analyse du point de vue de l'espace rural et de la communauté d'origine à partir desquels se déploient les dynamiques de mobilité et où se joue le devenir des agricultures familiales. Nous parlerons donc de centrage lorsque la polarisation de l'individu se situe dans la communauté et de décentrage lorsque la polarisation de l'individu se situe à l'extérieur de celle-ci. Enfin, nous parlerons de poly-centrage lorsque l'individu est polarisé dans plusieurs espaces à la fois : la communauté (invariablement) et un autre lieu (qui peut varier au cours de la trajectoire). Les logiques de centrage sont définies à partir de l'âge adulte⁸⁸.

Le processus de centrage/décentrage s'analyse également sur le temps long des cycles de vie (succession de phases de polarisation), ce qui nous conduira à caractériser des trajectoires d'individus centrés permanents, décentrés permanents, recentrés, ou encore à trajectoires complexes.

5.1.3. Les indicateurs de la polarisation et du centrage

Ce ne sont pas les caractéristiques objectives de la mobilité spatiale de l'individu (intensité, destination, temporalité, rythme) qui définissent son centrage mais le projet de vie et les représentations qui sous-tendent l'usage des lieux. Le centrage est donc indépendant des formes de mobilité, même s'il peut s'y refléter. La mobilité n'est qu'un indicateur qui aide à mieux comprendre les logiques sociales inscrites dans l'espace. Il peut y avoir une circulation de l'individu avec retour dans la communauté mais cette circulation n'est pas nécessairement liée à un centrage de l'individu dans ce lieu. S'il y revient mais qu'il ne s'y projette pas, il ne s'agit pas d'un nouveau centrage. Aussi, l'espace de polarisation n'est pas synonyme d'espace de vie, de même que le décentrage n'est pas synonyme de rupture avec la communauté. Un individu peut ainsi être décentré mais la communauté continue de faire partie de son espace de vie.

L'uni-polarisation, notamment dans la communauté d'origine, n'implique pas la fixité dans un lieu et n'empêche donc pas la mobilité temporaire. De même, l'uni-polarisation n'implique pas l'absence de référence symbolique ou mentale à un lieu autre.

⁸⁸ Nous parlerons de centrage tardif pour les personnes qui ne sont pas originaires de la communauté ou bien pour celles qui en sont originaires mais qui n'y sont pas nées. Les non originaires peuvent être des femmes mariées avec un homme originaire, ou l'inverse. Les originaires peuvent être des individus qui ne sont pas nés dans leur communauté mais sur le lieu de migration de leurs parents. Le centrage tardif concerne alors un individu qui s'est centré dans la communauté d'origine depuis son mariage ou à l'âge adulte.

La question de l'activité agricole complexifie la question de la définition du centrage. Suffit-il de pratiquer une activité agricole dans sa communauté pour y être centré ? Tout dépend du degré d'investissement de l'individu dans l'activité, c'est-à-dire sa place dans les décisions et la gestion de ses parcelles, ainsi que dans la vie sociale de la communauté. Nous considérons un individu centré lorsque celui-ci est actif dans la gestion de l'exploitation agricole et qu'il participe à la vie sociale de la communauté. En revanche, un individu qui se limite à mettre en culture des terres (ou qui les fait cultiver), sans que la communauté soit le lieu d'un investissement social et d'une projection identitaire, ou encore le lieu-référent d'un projet de vie, n'est pas considéré comme étant polarisé par ce lieu. On le qualifiera de décentré avec activité agricole sporadique. Autrement dit, on accepte l'idée selon laquelle on peut mener une activité dans un lieu sans y être centré, comme le font par exemple les producteurs de quinoa sans investissement social dans la communauté ou les travailleurs salariés dans l'agriculture au Chili. À contrario, un individu peut être centré dans un lieu sans y résider. Dans ce cas, il convient de prendre en compte la configuration résidentielle de sa famille ainsi que le sens donné à son projet de vie. Ce dernier cas correspond à un dispositif classique dans les campagnes des pays du Sud : l'homme est en double résidence alors que sa femme et ses enfants résident dans le lieu d'origine. L'individu est mobile, il circule mais sa mise en mobilité ne remet pas en cause son centrage.

Un changement de localisation résidentielle et d'activité professionnelle qui implique un autre lieu que la communauté n'empêche pas une forte polarisation dans la communauté d'origine (double résidence, circulation, activité agricole, liens sociaux). Ces individus sont donc considérés comme centrés. En revanche, ceux qui vivent ce changement mais qui n'entretiennent plus de liens résidentiels, ni de continuité d'activité dans leur communauté sont qualifiés de décentrés.

On le voit, cette notion de polarisation fait appel à celle de projet de vie qui, dans notre cas d'étude, inclut le projet migratoire des individus. Dans ce même sens, G. Dupuy (2001 : II) indique que les mobilités apparaissent « *comme des pratiques coutumières ou épisodiques au service de projets, de desseins qui les dépassent. Souvent peu conscients, difficile à cerner, ces projets, ces desseins donnent pourtant aux mobilités leur sens et leur valeur, en estompant les coûts et les contraintes. [...] L'essentiel est ailleurs, dans l'organisation sociale, dans le rôle et dans la place que chacun espère y trouver, dans les territoires que l'on voudrait marquer dans l'espace géographique* ».

Enfin, notons que la notion de polarisation que nous utilisons est synonyme de l'« ancrage » tel que défini par G. Cortes (2008 : 165) : « *L'image de l'ancrage serait [...] celle d'une barque mobile gardant un point ancré dans un lieu auquel une corde la relie. Et tirant sur la corde, la barque revient à l'un des lieux, lâchant la corde, elle s'en écarte. On peut alors imaginer plusieurs lieux d'ancrage, auxquels la barque est simultanément reliée, mais non amarrée, non enracinée* ». La polarisation (ou l'ancrage) ne signifie pas l'immobilisme, la fixité. On peut être ancré dans un lieu et en partir. Par ailleurs, l'auteur reconnaît la possibilité d'ancrages multiples, c'est-à-dire des individus qui se sentent de plusieurs lieux (rejoignant « l'habiter polytopique » de M. Stock (2006)), qui construisent leur territorialité à partir de plusieurs espaces d'activités et de résidence, de plusieurs lieux-ressources.

À partir de l'analyse de l'ensemble des trajectoires individuelles, notre objectif consiste à repérer des comportements communs selon le critère principal de la polarisation et du centrage et à engager une démarche typologique. Le risque de la démarche réside, cependant, dans le fait de fixer des situations et donc des individus dans des catégories que l'on peut penser figées. Or, comme l'explique A. Tarrius (2002 : 31) : « *La typologie est une commodité de méthode qui permet de rendre compte de convergences de sens et de proximités de formes à même d'articuler quantité d'observations empiriques microscopiques en unités de comportement. Mais définir des types, c'est aussi*

identifier les passages des uns aux autres : signaler comment des individus singuliers passent, au cours de leur histoire de vie, d'un type à l'autre ». Ainsi nous préférons parler de profil plutôt que de type en tant que tel. Car l'identification de profils nous paraît moins stéréotypée et plus souple. Cela nous permet aussi de mieux répondre au point de vue d'A. Tarrius, puisque les individus ne sont pas assimilés de manière définitive à un profil ; ils peuvent passer d'un profil à l'autre au cours de leur trajectoire de vie. L'identification des formes de polarisation pour chacune des trajectoires nous conduit à identifier quatre profils différents selon le critère du centrage de l'individu. Les deux premiers sont les plus simples : il s'agit du profil de centrage permanent (profil I) et du profil de décentrage permanent (profil II). Nous distinguons ensuite deux profils faits d'alternances de polarisation : le profil de décentrage, puis recentrage de l'individu (profil III) et le profil d'alternances complexes (profil IV).

5.2. Les centrés permanents (profil I)

Le centrage permanent signifie que l'individu a toujours eu, au cours de sa vie, une polarisation forte dans sa communauté. Il concerne, en quelque sorte, ceux qui ne sont jamais « partis » au sens où ils n'ont jamais « quitté, abandonné » leur communauté. Mais il ne s'agit pas pour autant d'individus qui n'ont pas d'expérience de mobilité en dehors de leur communauté, qui n'en sont jamais « sortis ». Cette permanence du centrage peut se manifester par le mono-centrage (la communauté est l'unique lieu de polarisation) ou par le poly-centrage (la communauté est un lieu parmi d'autres). Être centré toute sa vie dans la communauté peut prendre des formes distinctes en termes de résidence et de pratique d'activité. Nous rappelons que le centrage est indépendant des mobilités circulatoires, ce qui signifie donc qu'un individu centré peut partir saisonnièrement ou temporairement pour travailler.

Face à la diversité des trajectoires rencontrées qui correspondent à ce profil, nous avons identifié deux sous profils selon la localisation des activités pratiquées par l'individu. Nous distinguons :

- Les centrés permanents avec mono-localisation des activités dans la communauté (profil Ia) ;
- Les centrés permanents avec pluri-localisation temporaire ou durable des activités (profil Ib).

5.2.1. Les centrés permanents avec mono-localisation des activités (profil Ia)

Ce sous-profil concerne des individus originaires de la communauté et qui y ont toujours résidé en mono-résidence. Il s'agit en particulier des « anciens » qui ont toujours vécu de l'agriculture ou bien de ménages plus jeunes qui se sont installés dans la communauté dès le début de leur trajectoire de vie d'adulte pour se consacrer à l'activité agricole. Il s'agit donc de chefs d'exploitation masculins, ou des épouses de ces chefs d'exploitation, dans la mesure où ce sont les hommes qui ont accès à la terre.

Pour la génération des anciens, alors que les possibilités d'emplois à l'extérieur n'étaient pas aussi développées qu'aujourd'hui, la communauté est restée en permanence le lieu de référence de leur territorialisation. Trouvant leur conjoint dans la communauté même ou dans les environs, ils ont toujours vécu de l'agriculture et de quelques travaux en dehors de la communauté, notamment les mauvaises années agricoles. La mobilité de travail, selon un schéma classique, a donc joué un rôle de complément de revenus et de réponse aux aléas climatiques.

« Autrefois il n’y avait pas beaucoup de travail, nous on a toujours vécu ici, vivant de l’agriculture. On est juste partis deux ans à la mine avec ma femme alors que nous étions jeunes mariés, c’était la sécheresse. Quand il a plu à nouveau, nous sommes rentrés et on a passé toute notre vie ici. Nos enfants ont grandi ici et ils sont partis dans leur jeunesse. Deux sont à Salinas et deux à Oruro. Ils viennent pour cultiver la quinoa et nous, on leur rend visite » (Patricio, Chilalo, 78 ans).

« Je suis né dans un hameau de Candelaria, je suis allé à l’école ici et ensuite je suis parti travailler trois ans dans les soufrières de la frontière chilienne, je revenais très souvent ici. J’ai aidé mes parents sur leur exploitation et à 21 ans, lorsque j’ai fondé mon foyer, j’ai cultivé mes propres terres. Je suis toujours resté ici, et je m’investis dans la vie locale. Mes quatre plus grands enfants sont partis étudier à Challapata alors que les plus petits peuvent maintenant étudier au collège de Candelaria » (Rolando, Candelaria de Viluyo, 63 ans).

La trajectoire d’Alejandro, âgé de 43 ans en 2008, est assez représentative de ces profils de centrés permanents. Alejandro est toujours resté centré dans sa communauté (Palaya). Il s’agit d’un centré permanent « typique » du profil Ia, c’est-à-dire qu’il n’est jamais parti de Palaya, sa communauté de naissance, hormis deux années au collège de Llica, village situé à 15 km de sa communauté. Il a toujours pratiqué l’activité agricole depuis l’âge de 15 ans. Il a d’abord cultivé les parcelles d’autres membres de la communauté, en complément de l’aide qu’il apportait sur l’exploitation agricole familiale. Il s’est parallèlement constitué un patrimoine foncier en s’appropriant chaque année des parcelles de terres non cultivées sur le territoire de la communauté. Grâce à l’argent accumulé avec la production de quinoa ainsi qu’à un crédit, il achète en 1995 un tracteur, ce qui lui permet de diversifier son activité (tractoriste) et d’agrandir encore son patrimoine foncier. Depuis cette date, il se consacre entièrement à l’agriculture et au travail de tractoriste dans sa communauté. Il réside actuellement avec sa femme et ses jeunes enfants à Palaya tandis que ses enfants aînés habitent à Llica où ils suivent la formation de professorat. Alejandro est le seul enfant de sa famille qui n’ait pas fait d’études, il reste aujourd’hui dans la communauté pour s’occuper de ses parents. Avec le temps, il a pu capitaliser, investir dans l’activité agricole, mais aussi diversifier ses sources de revenus par l’activité de tractoriste. Toute sa vie a donc été polarisée dans sa communauté. Il est parmi ceux qui ont réussi dans la fixité.

5.2.2. Les centrés permanents avec pluri-localisation temporaire ou durable des activités (profil Ib)

Ce sous-profil est un peu plus complexe que le précédent puisque le système d’activité de l’individu est pluri-localisé supposant donc une pratique récurrente de mobilité. Il convient cependant de distinguer les hommes des femmes, dont les trajectoires ne relèvent pas de la même logique.

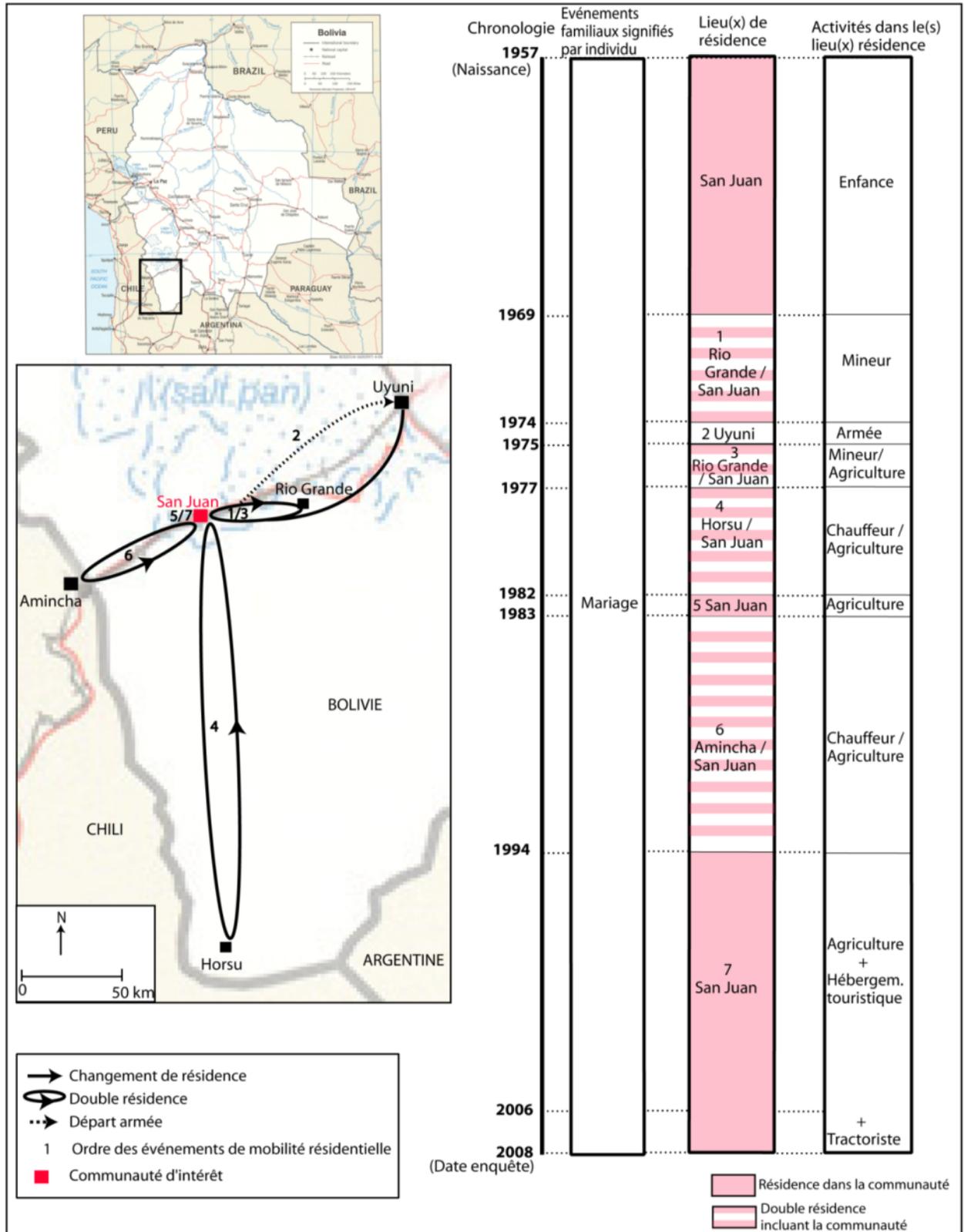
Les hommes sont originaires de la communauté où ils ont toujours résidé en mono résidence ou double résidence. Tous se consacrent à l’agriculture dans leur communauté tout en ayant eu, ou ayant encore aujourd’hui, d’autres activités et sources de revenus à l’extérieur. Il s’agit donc d’individus pluriactifs et mobiles mais qui sont restés en permanence ancrés dans leur communauté. L’épouse et les enfants, en revanche, sont généralement peu mobiles. Ce sous-profil concerne des agriculteurs qui ont également un travail qualifié (professeurs, infirmiers) ou qui travaillent dans les mines proches.

La première trajectoire (figure 44)⁸⁹ est celle de Cristobal, individu centré permanent mais qui a toujours vécu en double résidence de proximité. Il est né en 1957 à San Juan. Il y a passé son enfance entre école et aide aux travaux agricoles sur l'exploitation familiale (agriculture et élevage). Il effectue son premier départ à 12 ans dans la mine de chaux de Rio Grande à proximité. Il travaille comme ouvrier dans la mine pendant cinq années consécutives : travail d'enfance mal payé, son lieu de centrage reste la communauté. Cette phase est interrompue par l'année du service militaire, lorsqu'il a 17 ans, à Uyuni. Après le service militaire, il revient à Rio Grande dans la mine pour deux années consécutives pendant lesquelles il commence aussi sa propre activité agricole à San Juan sur des terres dont il a hérité : il s'installe alors en double résidence tout en restant centré dans sa communauté.

À l'âge de 20 ans (1977), Cristobal décide d'élargir son champ d'activité et, par là même, son espace migratoire. Il part travailler dans la soufrière d'Horsu aux confins Sud de la Bolivie, proche des frontières argentine et chilienne, au milieu du désert. Il exerce l'activité de chauffeur et revient pendant tous ses temps de repos à San Juan. Il est donc en double résidence pendant 5 ans. Puis en 1982, il passe une année entière à San Juan : c'est l'année de son mariage. Il repart l'année suivante dans la mine d'Amincha qui vient d'ouvrir tandis que sa femme reste à San Juan. Il travaillera à Amincha comme chauffeur de camions, transportant les minerais jusqu'au port chilien d'Antofagasta pendant dix ans, de 1983 à 1993, tout en revenant à San Juan ses jours de repos (45 jours de travail consécutifs et 10 jours de repos). Cristobal maintient ainsi un système de double résidence et de pluriactivité tandis qu'il agrandit son patrimoine foncier en s'appropriant de nouvelles terres. Dans ce dispositif, sa femme joue un rôle fondamental, puisqu'elle est en charge de l'exploitation agricole et de la culture de quinoa. La phase de regroupement familial intervient en 1994 puisqu'il s'installe « définitivement » à San Juan là où sa famille est toujours restée. Depuis cette date, il n'est plus reparti même temporairement. Cette stabilisation correspond en réalité à une phase de diversification des activités et d'investissement dans sa communauté puisqu'il construit un hébergement touristique en 1994. Et en 2006, il achète un tracteur. Au final, Cristobal, comme beaucoup de sa génération, est parti très jeune. L'éducation à cette époque se résumait à l'école primaire. Accumulant plusieurs expériences migratoires à proximité il n'est en fait jamais « parti ». Il a couplé, pendant 24 ans, une activité minière à l'extérieur de la communauté et une activité agricole dans la communauté où est centré son ménage. La multi-localisation des activités fonde ici le principe d'un centrage qui dure depuis plus de 25 ans.

⁸⁹ Dans certaines des trajectoires, s'insèrent les colonnes "événements familiaux signifiés par l'individu" et "activités hors lieu de résidence" lorsqu'elles sont renseignées.

Figure 44 : Trajectoire résidentielle et professionnelle de Cristobal, 50 ans, membre de la communauté de San Juan, résidant en 2008 à San Juan

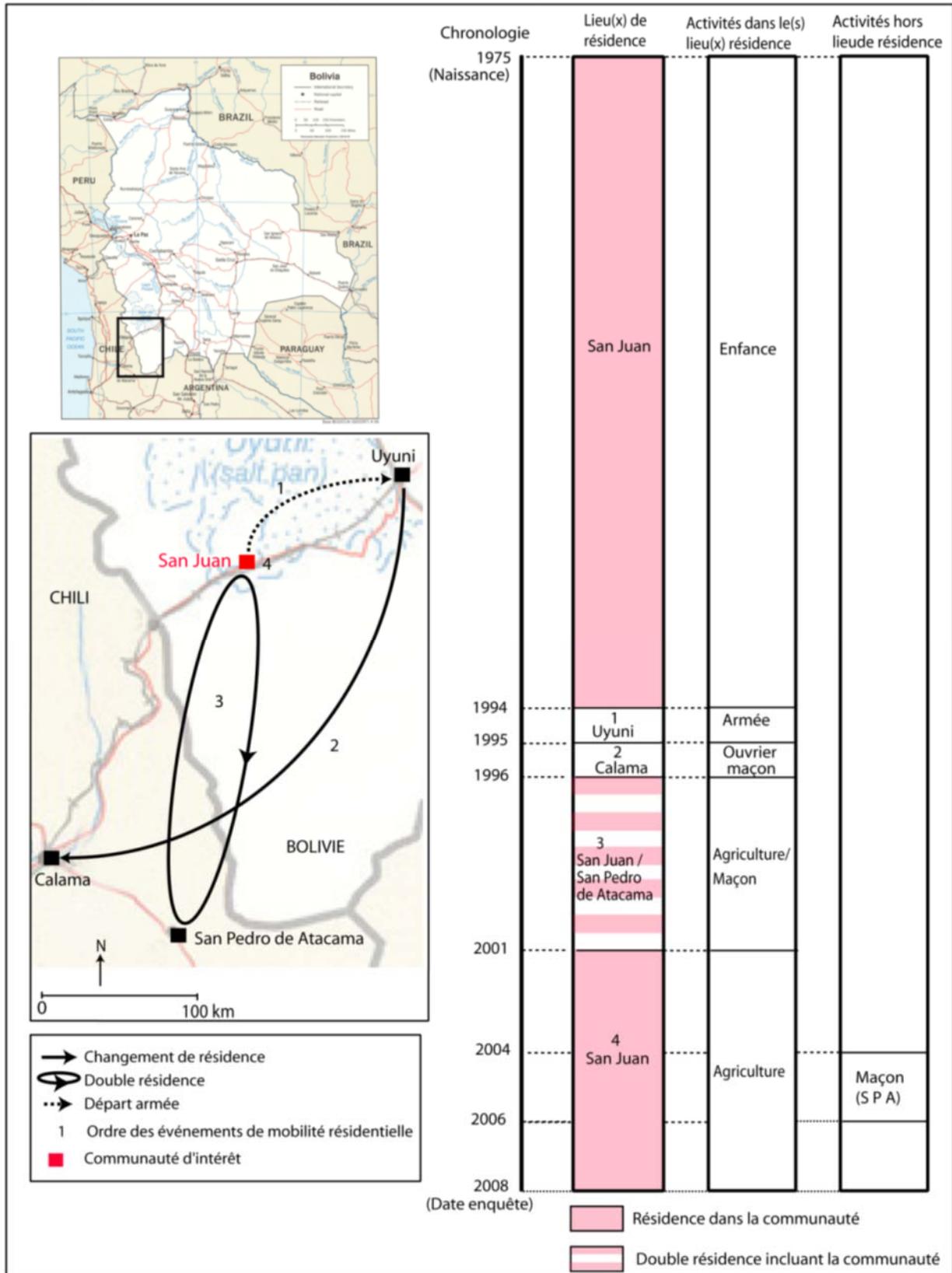


Source : A. Vassas Toral, entretiens 2007.

La seconde trajectoire (figure 45) est celle de Clemente, centré permanent ayant effectué quelques circulations saisonnières de travail au Chili. Il est né en 1975 dans un hameau de la communauté de San Juan. À 6 ans, il est scolarisé à l'école à San Juan, ses parents restent au hameau jusqu'à ce que tous les enfants entrent à l'école primaire. À 14 ans, il arrête l'école et aide son père sur l'exploitation agricole. À 18 ans, il part au service militaire à Uyuni puis, un an plus tard, il migre à Calama au Chili, chez une tante. Il reste une année travaillant comme maçon, puis il part à San Pedro de Atacama n'aimant pas Calama, ville trop grande à son goût : « À San Pedro c'est des paysans comme nous, on s'invite ». Clemente sera hébergé chez une autre tante. Pendant quatre années, il alterne son temps de vie entre San Pedro de Atacama et San Juan. Au Chili, il travaille d'abord dans l'agriculture, puis dans la construction et à San Juan il cultive les terres dont il a hérité. En 2001 et 2002, il doit assumer des charges pour le service de la communauté, il y reste donc en permanence. De 2003 à 2005, il repart temporairement (3 mois/an) à San Pedro où il travaille comme maçon. Depuis 2006, il ne part plus mais il en a le projet. Il souhaite épargner pour finir de construire sa maison à San Juan.

Clemente est un homme célibataire qui n'a pas encore constitué son ménage mais qui, depuis toujours, se projette et investit à San Juan. Son centrage est dans sa communauté d'origine, en témoigne la destination de l'argent gagné à l'extérieur : son travail de maçon lui sert à construire sa propre maison à San Juan et à mettre en culture ses terres. Aux dépens de sa mobilité et de ses gains à l'extérieur de la communauté, il s'est également impliqué dans la vie locale en assumant des charges pour la communauté. Malgré le temps passé de l'autre côté de la frontière, Clemente n'a jamais projeté sa vie au Chili. Ainsi, il n'y a jamais régularisé sa situation, ce qui le contraint à y résider dans l'illégalité.

Figure 45 : Trajectoire de mobilité résidentielle et professionnelle de Clemente, 33 ans, membre de la communauté de San Juan, résidant en 2008 à San Juan



Source : A. Vassas Toral, entretiens 2007.

Contrairement aux hommes, les femmes se trouvent confrontées à une contrainte majeure dans l'orientation de leur trajectoire puisqu'elles ne peuvent pas cultiver dans leur communauté d'origine, n'ayant pas d'accès direct à la terre. Elles partent donc généralement fonder leur foyer ailleurs en suivant leur mari. Cependant, certaines femmes, en particulier les mères célibataires, restent centrées dans leur communauté sans pratiquer d'activité agricole indépendante. Elles y résident, soit de façon totalement sédentaire, soit en pratiquant des circulations de travail dans d'autres lieux. La communauté reste le lieu-référence de leur territorialisation et, très souvent, elles s'occupent de leurs parents résidant dans la communauté. Deux témoignages illustrent cette situation.

« Je suis tombée enceinte quand j'avais 16 ans. J'habitais alors chez mes parents et je suis restée ici. Pour pouvoir subvenir aux besoins de ma famille, j'ai dû partir quelques fois à Iquique, je laissais mon enfant à mes parents et je partais trois mois, en dehors de la saison agricole. Ma vie est ici, où j'élève mon enfant. J'aide mes parents pour les tâches agricoles même si je n'ai pas de terres à moi » (Yolanda, San Juan, 30 ans).

« Nous sommes cinq filles, nous sommes toutes parties dans notre jeunesse à Santa Cruz pour travailler. Moi j'y suis restée trois ans, comme employée domestique. Je suis revenue dans ma communauté à 18 ans, pour m'occuper de mes parents. Je suis revenue enceinte et je suis restée jusqu'aux 5 ans de mon fils. Je suis repartie une autre fois à Santa Cruz pendant deux ans, pour travailler. J'ai dû revenir car c'est moi qui m'occupe de mes parents âgés. Comme nous ne sommes que des filles, c'est ma sœur aînée qui a hérité d'une partie des terres familiales mais comme celle-ci ne vient jamais, elle m'a transmis ses droits que je transmettrai certainement à mon fils. Nous cultivons tout en commun avec mes parents. Mes deux enfants vont au collège à Salinas, nous nous relayons avec ma mère pour nous occuper d'eux la semaine » (Patricia, Otuyo, 45 ans).

Comme nous le verrons plus loin, les centrés permanents appartiennent à toutes les générations. Ils ont conçu et bâti leur vie dans leur communauté, soit par choix, soit par obligation (s'occuper d'un parent) avec, quoiqu'il en soit, une identification et un attachement puissant au lieu d'origine. Ils sont en quelque sorte les « gardiens » de la communauté, gardiens vis-à-vis de l'extérieur (territorialement), gardiens du fonctionnement de l'instance communautaire et gardiens d'un certain dynamisme démographique local. À ce titre, les stratégies masculines de double résidence, avec la famille nucléaire ancrée dans la communauté, ont pour conséquence une certaine féminisation des communautés.

Un nouveau sous profil est en train de se développer : les centrés permanents qui mettent en place une double résidence en ville, d'abord pour l'éducation des enfants, ensuite pour la diversification des activités. Ils se polarisent petit à petit dans ce nouvel espace urbain, en alternant leur temps de vie entre les deux résidences, pratiquant l'activité agricole dans leur communauté et une autre activité en ville (commerce par exemple). On peut les considérer comme poly-centrés.

Au regard de la nouvelle opportunité économique que représente la quinoa, les centrés permanents seront-ils plus nombreux demain ? L'installation de ménages dans la communauté (sans décentrage) est susceptible en effet de se développer grâce aux perspectives que représente la quinoa. L'enjeu des années à venir tient aux conditions de production et de commercialisation de la quinoa (prix de vente notamment) qui, si elles se consolident, pourraient avoir une influence majeure sur les trajectoires de vie des populations originaires de la région. Nous reviendrons sur cet aspect dans le sixième chapitre.

5.3. Les décentrés permanents (profil II)

Le second profil « simple » concerne ce que l'on appelle classiquement les migrants, c'est-à-dire ceux qui ont quitté leur communauté et qui n'en n'ont pas fait un pôle de territorialisation durant leur vie. Ils sont partis. Ils représentent ces individus et ces familles qui ont quitté les communautés rurales pour un avenir meilleur, qu'ils soient partis avec ou sans projet de retour. Parmi les hommes (qui ont potentiellement accès à la terre), on distingue ceux partis pour une première expérience migratoire et qui ont choisi finalement de s'installer ailleurs, et ceux qui sont partis dans les mines et qui, au moment de la relocalisation (1986), se sont réinstallés en milieu urbain plutôt que dans leur communauté. Appartiennent également à ce profil toutes les femmes qui n'ont pas accès à la terre dans leur communauté d'origine, qui se sont mariées et installées ailleurs.

Le décentrage permanent ne signifie pas nécessairement une rupture complète avec la communauté, et notamment avec l'activité agricole. Nous reviendrons amplement sur cette dimension. Ceci étant, le décentrage sans activité agricole se conçoit tout à fait et c'est le cas, en premier lieu, des femmes. Mais nombreux sont les hommes également qui sont partis en laissant leurs terres sans être cultivées ou qui les ont « confiées » - c'est-à-dire prêtées - à un parent resté sur place. Si une grande majorité a abandonné l'activité agricole en quittant la communauté, certains ont renoué avec l'agriculture tout en continuant à être polarisés exclusivement dans leur lieu de migration. Ces « retours » pour l'activité agricole, mais sans réinstallation résidentielle, ne sont pas considérés comme un recentrage puisque l'individu n'investit pas dans sa communauté, ni en terme social, ni en termes matériel et financier. Nous rappelons que le décentrage est indépendant des mobilités circulatoires, ce qui signifie donc qu'un individu décentré peut faire des allers et retours entre son lieu de polarisation (et ici de résidence) et sa communauté.

On trouve donc dans ce profil deux sous-profils :

- Les décentrés permanents sans activité agricole dans la communauté (profil IIa) ;
- Les décentrés permanents avec activité agricole dans la communauté (profil IIb), que nous nommons les « agriculteurs citadins » (Albaladejo, 2002).

5.3.1. Les décentrés permanents sans activité agricole (profil IIa)

Les trajectoires de décentrés sans activité agricole sont très hétérogènes, impliquant une grande diversité de lieux de vie. Deux témoignages illustrent certains des motifs de départ et de choix de destinations.

« On est partis de la communauté car il n'y avait pas assez de production, la quinoa ne valait rien, il n'y avait pas de futur. Avec ma femme, on est partis à la mine. Les conditions étaient bonnes : les enfants allaient à l'école et moi j'étais bien payé. À la mine, on a été plusieurs familles d'Otuyo à partir. Quand la mine a fermé [en 1986], on s'est installés à Oruro et avec la prime de délocalisation, on a acheté un petit commerce. On avait régulièrement des nouvelles de ceux de la communauté et nous allions de temps en temps à la fête. La situation s'est améliorée il y a peu de temps avec le bon prix de la quinoa. Cultiver ? Non, on est trop vieux, c'est aux enfants maintenant. » (Manuel, Otuyo, 50 ans)

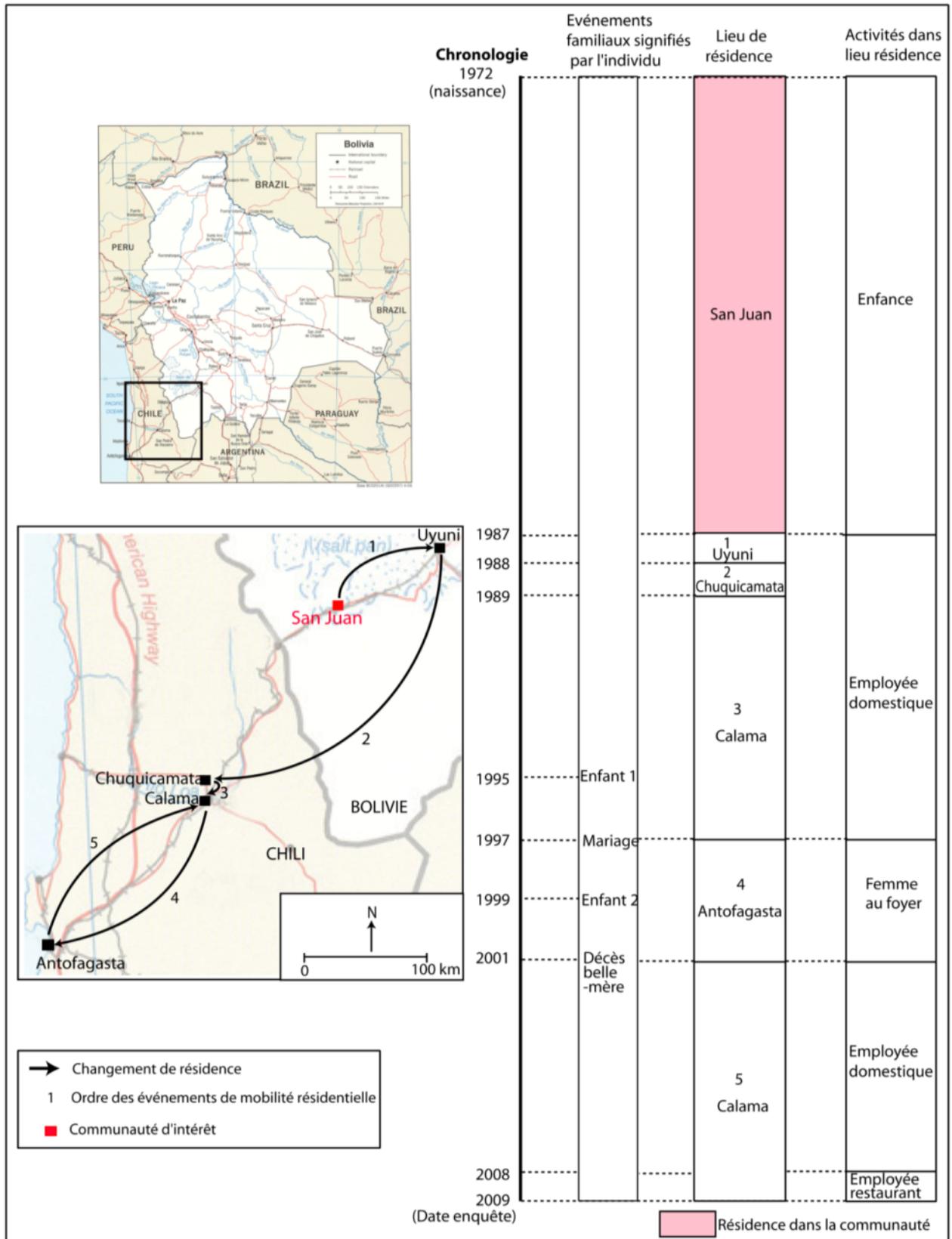
« À Chilalo, quand on est une famille nombreuse, il y a trop de peu de terres à cultiver. Moi je suis parti à 15 ans de Chilalo, je suis allé un peu partout en Bolivie pour chercher une vie meilleure. J'ai travaillé dans tout et puis je me suis marié avec une femme de La Paz. On est partis en Argentine, chez un de ses frères. Là-bas nous avons un gros commerce. Après vingt ans sans être revenu, je viens cette année à la fête de Salinas mais je ne compte pas cultiver, on est trop loin ». (Claudio, Chilalo, 55 ans)

Deux trajectoires de ces « migrants définitifs » permettent de mieux saisir les logiques de territorialisation du décentrage permanent.

La première trajectoire (figure 46) est celle d'Ines, une femme née à San Juan en 1972, qui a construit tout au long de sa vie son lieu de polarisation au Chili. Elle termine l'école primaire à San Juan, essaye une année de collège, puis abandonne. À 16 ans, elle part à Uyuni travailler comme employée domestique, elle voulait gagner de l'argent pour pouvoir partir au Chili. Ce qu'elle fait un an plus tard, puisqu'elle va à Chuquicamata avec une tante. En une semaine, elle trouve du travail comme employée domestique. Elle ne rentrera en Bolivie qu'au bout d'un an, pour seulement une semaine, le temps d'obtenir son passeport. Pendant les sept ans qui suivront, elle résidera et travaillera à Calama, revenant tous les ans à San Juan pendant un mois pour aider sa mère à la récolte de quinoa. En 1995 naît sa fille que le père ne reconnaît pas. Depuis 1997, Ines vit en couple avec un Chilien de Copiapo. Ils se sont rencontrés à Calama, puis il l'a emmenée à Antofagasta. Après la naissance d'un autre enfant, ils se marient et son mari reconnaît sa première fille. Pendant cette période, elle ne travaille pas et ne va plus aider sa mère à la récolte de quinoa. Au décès de la belle-mère d'Ines en 2001, le couple avec les deux enfants retournent à Calama. Là, elle travaille comme employée domestique pendant sept années et, depuis début 2008, elle est employée dans un restaurant. Pour la première fois, elle a un travail déclaré. Son mari, lui, est mineur à Santa Margarita. Cette trajectoire est représentative à plusieurs titres de cette génération de femmes originaires des campagnes de l'Altiplano Sud qui se lancent dans une migration autonome, marquant le début d'un parcours souvent difficile : un départ jeune, à 15 ans, un enfant naturel en migration et un travail exercé illégalement au Chili pendant de longues années.

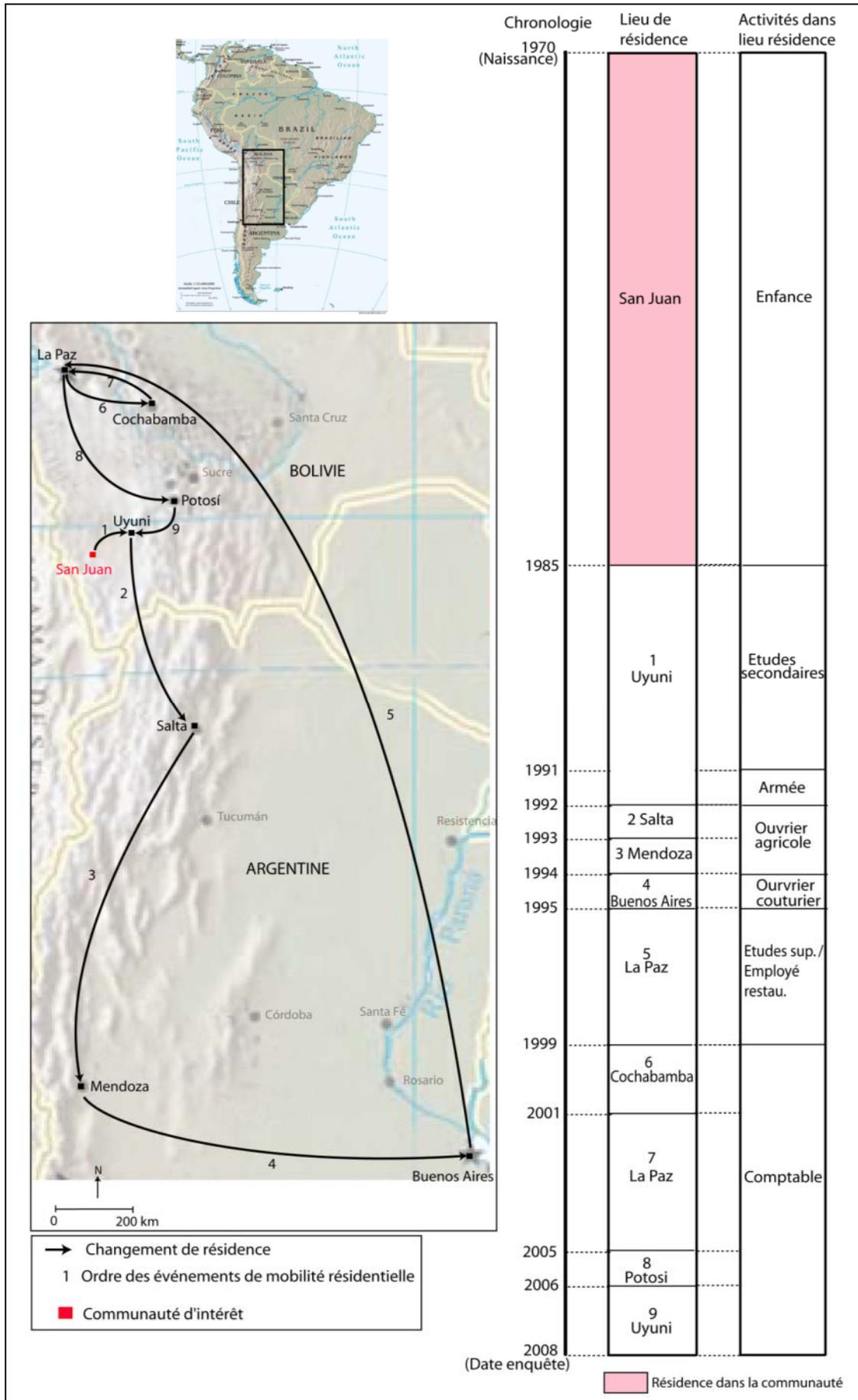
La seconde trajectoire est celle d'Alfonso, un décentré permanent avec rapprochement géographique de sa communauté. Il s'agit d'un homme de la même génération puisqu'il a 38 ans (figure 47). Après son enfance passée à San Juan, sa communauté d'origine et de naissance, il part à Uyuni pour le collège pendant 6 ans. Il fait son service militaire en 1991 puis part en migration, direction l'Argentine. Il a 21 ans. Il fait un parcours migratoire classique dans ce pays puisqu'il enchaîne trois destinations, en passant d'abord par les zones agricoles du nord-ouest (Salta et Mendoza) puis par la capitale argentine, Buenos Aires. Les activités professionnelles s'enchaînent : d'abord dans l'agriculture, puisqu'il travaille comme ouvrier agricole à Salta dans une exploitation d'agrumes, puis à Mendoza dans une exploitation de maraîchage alors qu'à Buenos Aires, il est employé dans un atelier de couture. Après trois ans de migration, il trouve la discrimination trop forte, les conditions de vie médiocre : « *j'ai eu faim* ». Il est jeune et a envie de se former, il revient à La Paz où il étudie la comptabilité tout en travaillant dans un restaurant et ce, pendant quatre années. Obtenant un premier travail de comptable, Alfonso s'installe à Cochabamba pendant deux années, puis à nouveau à La Paz durant cinq années. Il part ensuite une année à Potosi toujours comme comptable. Enfin, depuis 2006, il réside à Uyuni où il exerce toujours le même métier. Alfonso a donc résidé successivement dans neuf lieux différents, sans retour au lieu d'origine, mais la dernière destination témoigne d'une volonté de rapprochement géographique de sa communauté d'origine. En effet, il est l'unique garçon de sa fratrie et se sent le devoir de se rapprocher de sa mère veuve. Il va de plus en plus souvent à San Juan même s'il ne cultive pas de terres. Unique garçon, toutes les terres que cultive actuellement sa mère vont lui revenir à son décès.

Figure 46 : Trajectoire résidentielle et professionnelle d'Ines, 36 ans, membre de la communauté de San Juan, résidant en 2008 à Calama



Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

Figure 47 : Trajectoire résidentielle et professionnelle d'Alfonso, 38 ans, membre de la communauté de San Juan, résidant en 2008 à Uyuni



Source : A. Vassas Toral, entretiens 2007.

5.3.2. Les décentrés avec reprise de l'activité agricole dans leur communauté (profil IIb)

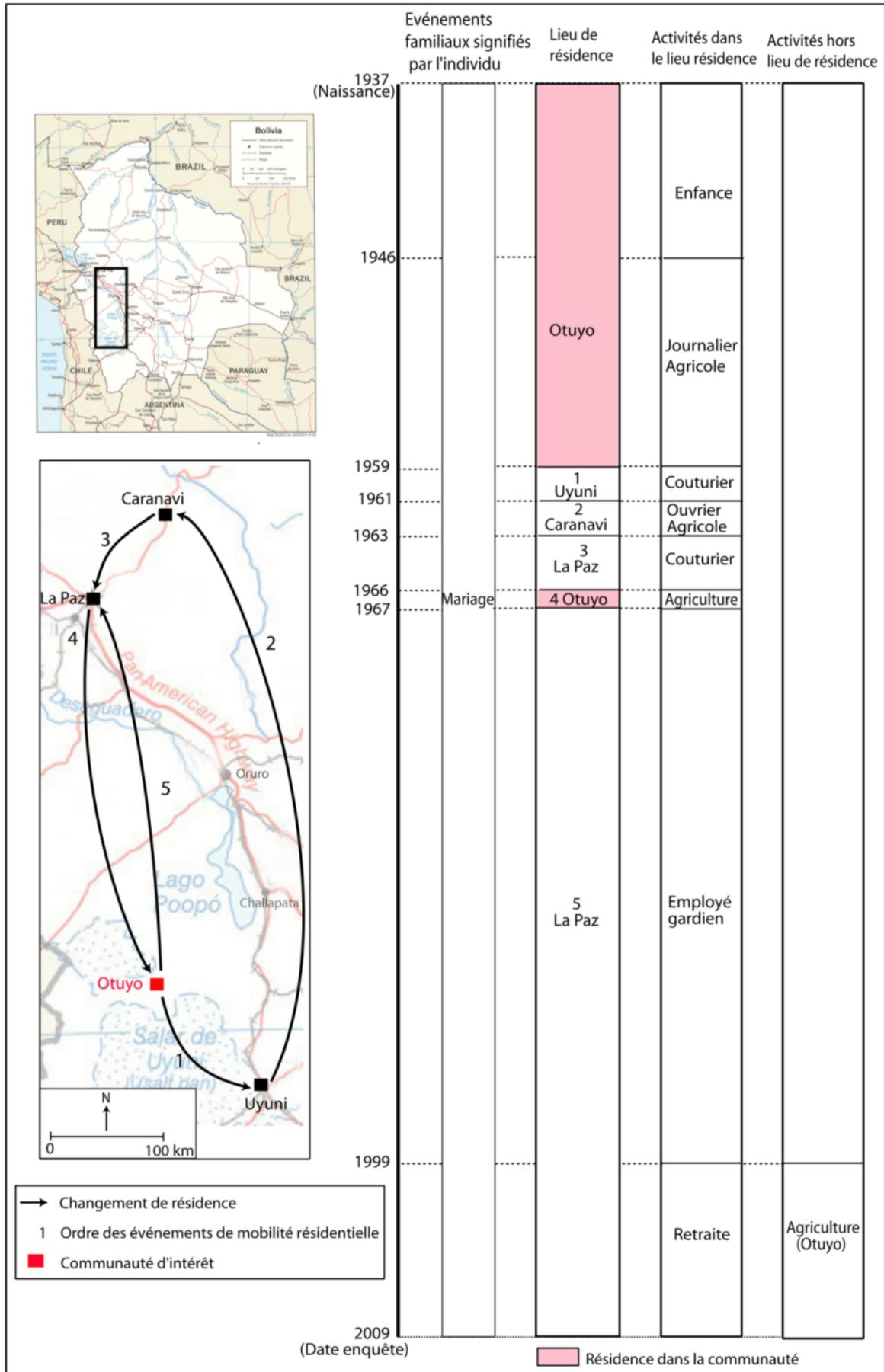
L'autre sous-profil, celui des décentrés avec reprise de l'activité agricole, est probablement le plus symptomatique des changements qui s'opèrent aujourd'hui dans les campagnes de l'Altiplano Sud depuis le boom de la quinoa. Comme les précédents, il s'agit d'individus qui ont quitté de façon durable leur communauté et qui ont finalement construit leur vie ailleurs. La reprise de l'activité agricole correspond soit à un changement dans leur vie (passage à la retraite qui signifie plus de temps disponible par exemple), soit à un rappel de la communauté pour ne pas perdre leurs droits fonciers ou, encore et surtout, à l'attraction économique exercée par le boom de la quinoa. La reprise de l'activité agricole n'implique pas forcément pour eux un investissement dans la vie locale, ni un projet de vie inscrit dans le territoire d'origine.

Le témoignage d'Esperidion rend compte de cette dernière situation.

« Je suis parti jeune de la communauté, j'avais 15 ans. On était six frères et sœurs et il n'y avait pas d'argent à la maison. Je suis donc parti travailler et me « chercher la vie ». Je suis d'abord allé à Villazón à la frontière Argentine puis je suis allé à Potosi. Là j'ai rencontré ma femme qui est de Potosi, il n'a donc pas été question de s'installer dans la communauté. On est restés à Potosi. Moi je travaillais dans la construction (j'ai aujourd'hui ma petite entreprise) et elle s'occupait des enfants tout en ayant un petit commerce ambulancier. Potosi c'est bien car il y a tout. Je n'étais jamais retourné dans ma communauté pendant quinze ans, il n'y a plus personne de ma famille proche là-bas. Mais là, depuis quelques années, j'ai entendu dire que beaucoup de migrants étaient revenus pour cultiver. J'y suis donc retourné, d'abord à la fête, et depuis deux ans je cultive la petite terre dont j'ai hérité. Je n'ai pas beaucoup de temps, c'est ma femme qui y va mais, comme elle ne connaît pas la culture de quinoa, on confie la culture à un voisin ». (Esperidion, Candelaria de Viluyo, 50 ans)

Deux trajectoires éclairent ces retours pour la culture de quinoa. La première est celle de Teodoro, décentré permanent pratiquant une activité agricole depuis sa retraite (figure 48). Teodoro est un homme de 71 ans, né à Otuyo en 1937. Après quelques années d'école, il travaille entre ses 10 et 21 ans à Otuyo comme journalier agricole dans les exploitations agricoles de la communauté. « À 22 ans j'ai abandonné Otuyo, quasiment tous mes animaux sont morts, je suis parti à Uyuni chercher une vie meilleure ». À Uyuni, il travaille deux ans chez un couturier. Puis il part à Caranavi, dans les Yungas, rejoindre son frère pendant deux années où il sera ouvrier agricole. De là, il déménage à La Paz où il est couturier pendant quatre années. En 1966, il se marie à Otuyo où le couple réside un an. Leur projet est de s'y installer mais ils se confrontent à des problèmes familiaux concernant l'accès aux terres ; le ménage se réinstallera donc à La Paz où ils résideront tout le reste de leur vie. Teodoro travaille pendant trente ans comme gardien dans une entreprise étrangère. En 1999, il prend sa retraite et recommence à cultiver à Otuyo après trente ans d'interruption. Il cultive cependant une année sur deux. En effet, il ne s'agit pas d'un retour résidentiel, et il s'investit peu dans la communauté. Il vient simplement pour les travaux agricoles, mais jamais pour les fêtes.

Figure 48 : Trajectoire résidentielle et professionnelle de Teodoro, 71 ans, membre de la communauté d'Otuyo, résidant en 2008 à Oruro



Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

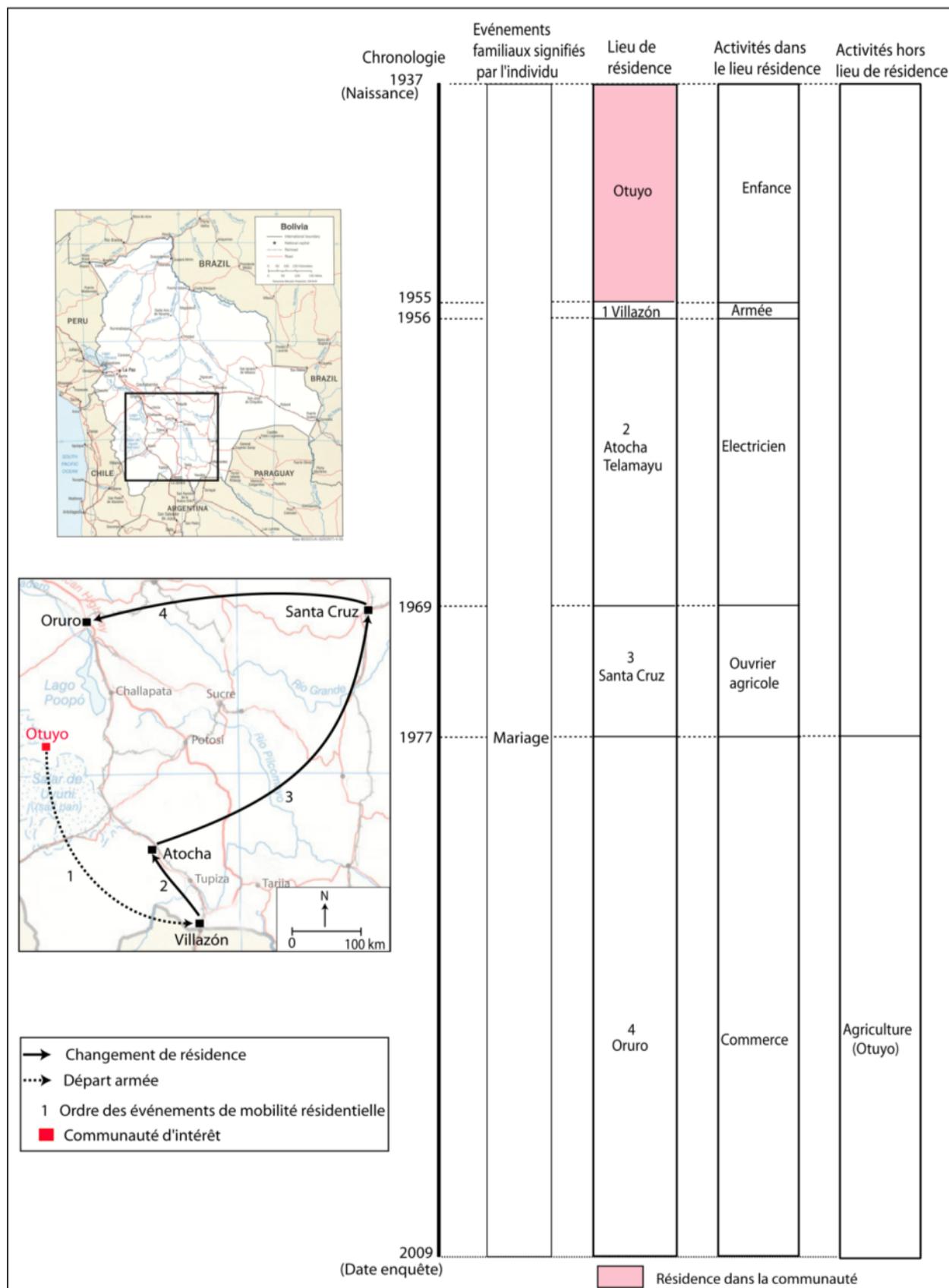
La trajectoire de Alberto, 71 ans, originaire d'Otuyo, est quelque peu différente (figure 49). Né à Salinas, il est resté à Otuyo jusqu'à ses 18 ans, puis il part au service militaire à Villazón l'année suivante. Il travaille ensuite dans la mine d'Atocha-Telamayu, mais à l'extérieur de la mine : il est électricien. Il y restera 12 ans avant de rejoindre ses frères à Santa Cruz. Là bas, il est ouvrier agricole dans les plantations de coton durant huit années. Mais il finira par remonter sur les hauts plateaux, le climat des terres basses ne lui convenant pas. Il s'installe alors à Oruro, là où il fondera son ménage et restera jusqu'à aujourd'hui. À Oruro, il a toujours travaillé dans le commerce, se consacrant avec sa femme à faire du négoce avec le Brésil. Lui amenait des grandes quantités et revendait en gros, sa femme fournissait toutes les commerçantes du marché d'Oruro. Parallèlement, il travaillait aussi comme électricien. Lors du décès de sa femme en 1998, il arrête le commerce en gros tout et ouvre une petite boutique à son domicile où il vend des produits de consommation courante. Ses enfants l'aident.

Il n'a jamais pratiqué l'agriculture étant jeune et pourtant il commence à cultiver à partir de 2003 « *pour ne pas perdre les terrains hérités et pour que mes enfants aient accès à de nouvelles terres* ». Il confie la majorité des travaux agricoles à quelqu'un de la communauté, lui ne participant quasiment à aucune tâche agricole. Il se rend deux fois par an à Otuyo, au moment de la protection de la culture contre les ravageurs et au moment de la récolte, mais il ne revient jamais pour les fêtes de la communauté.

Tous les individus correspondant à ce profil de décentrage sont des membres des communautés dans le sens où ils en sont originaires ; ils se revendiquent de la communauté et sont légitimes pour le faire au regard des normes qui régissent la vie collective locale. Les décentrés qui ont repris une activité agricole sont souvent d'anciens migrants en rupture avec la communauté et/ou l'activité agricole. Leur retour pour cultiver correspond souvent à un rappel de la communauté pour qu'ils cultivent leurs terres. Si les décentrés permanents ont tous leur vie ailleurs, ils gardent un pied dans la communauté sans qu'il s'agisse d'une polarisation. Est-ce une situation transitoire ou durable ? S'investiront-ils de façon très temporaire dans leur activité agricole tout en poursuivant un projet de vie urbain/citadin ? Autrement dit, resteront-ils des « agriculteurs citadins » ? Par ailleurs, quelle est leur place au sein de la communauté, comment sont-ils considérés, intégrés ? Est-ce que la communauté « n'imposera » pas de se recentrer ?

La question se pose d'autant plus pour la jeune génération, c'est-à-dire pour les enfants des migrants partis en ville. Ceux là sont de vrais citadins et semblent envisager l'agriculture comme une « activité » quelconque, au même titre qu'une autre. Tous ces points seront abordés en détail dans le chapitre suivant, concernant les rapports entre migrants et non migrants ainsi que l'évolution des normes communautaires.

Figure 49 : Trajectoire résidentielle et professionnelle d'Alberto, 71 ans, membre de la communauté d'Otuyo, résidant en 2008 à Oruro



Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

5.4. Les recentrés (profil III)

Le profil III est celui d'un décentrage, puis d'un recentrage unique. Le décentrage correspond à un arrêt de la polarisation dans la communauté, toujours accompagné d'une mobilité résidentielle (quelle que soit la destination), puis s'opère un recentrage dans la communauté généralement accompagné d'un retour résidentiel. Ce recentrage dans la communauté peut intervenir à des périodes différentes du cycle de vie, comme nous l'avons vu dans la partie antérieure. Si l'on parle de décentrage, c'est que ces individus ont, à un moment donné, quitté leur communauté. Ils n'avaient pas le projet de revenir et n'avaient pas déployé nécessairement de stratégies pour garder un pied dans leur communauté. Leur recentrage peut correspondre à divers motifs et signifie, dans tous les cas, des changements majeurs dans l'organisation de leur vie.

La différence fondamentale avec les centrés permanents tient au projet de vie qui organise les migrations. En effet, pour les centrés permanents, on peut considérer qu'il n'y a jamais eu de projet de s'investir ailleurs. En revanche, ceux qui se sont décentrés l'ont fait. Pour certains, le recentrage peut coïncider avec la fondation du foyer dans la communauté. Pour d'autres, au contraire, le recentrage intervient alors qu'ils ont déjà constitué leur foyer ailleurs. Ils reviennent alors avec une partie ou l'ensemble de leur famille.

Les trajectoires des individus que l'on rencontre dans ce profil sont également très hétérogènes. Pour les classer, nous considérons le motif du recentrage. Nous avons distingué ceux qui se recentrent pour motif agricole et ceux qui se recentrent pour d'autres motifs. On trouvera donc dans ce profil deux sous-profil distincts :

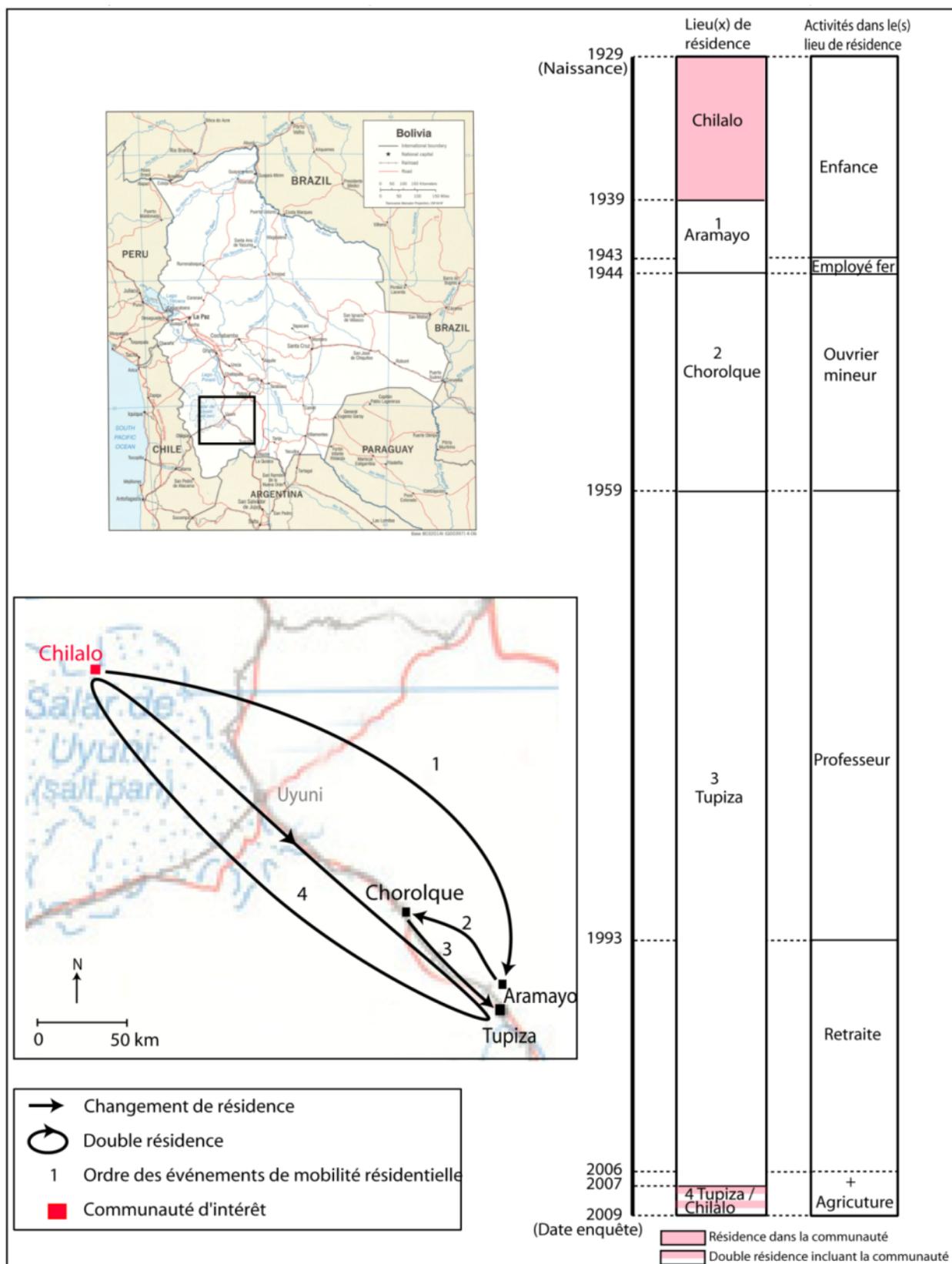
- Recentrage (mono ou polycentrage) pour motif agricole (profil IIIa) ;
- Recentrage (mono ou polycentrage) pour motif non agricole (profil IIIb).

5.4.1. Les recentrés pour motif agricole (profil IIIa)

Le recentrage pour motif agricole signifie un retour soit pour récupérer la terre et ne pas perdre les droits, soit pour régler des conflits sur le foncier familial, soit encore pour profiter de l'opportunité économique que représente la quinoa. Cinq trajectoires illustrent cette diversité de situations.

La première est celle de Máximo, âgé de 79 ans en 2008. Máximo est né en 1929 à Chilalo, sa trajectoire (figure 50) est celle d'un décentrage pendant plus de soixante ans, suivi d'un recentrage lié à la volonté de récupérer des droits sur la terre. En 1932, le père de Máximo part pour la guerre du Chaco et n'en est jamais revenu. Après quelques années à vivre de peu à Chilalo, sa mère veuve part avec sa sœur et ses trois enfants à la mine d'Aramayo, proche de la frontière Argentine. Máximo a 10 ans. Il va à l'école pendant 4 ans, puis se met à travailler dans le chemin de fer pendant un an. Il travaille ensuite, jusqu'à l'âge de 30 ans, dans la mine de Chorolque, suite à quoi il sera professeur jusqu'à ses 64 ans dans les écoles du district de Tupiza. Depuis sa retraite, en 1993, il travaille comme secrétaire des anciens combattants du Chaco à Tupiza. Alors qu'il n'avait jamais résidé dans sa communauté d'origine en tant qu'adulte, ni même cultivé des terres (elles avaient été confiées à sa sœur, puis abandonnées), il revient pour cultiver à partir de 2006. La communauté, en effet, le rappelle pour statuer sur le destin de ses terres. Après consensus familial, ses fils lui demandent de retourner à Chilalo pour ne pas perdre les droits sur les terres familiales. De retour à Chilalo, il se met à cultiver et, petit à petit, rénove la maison familiale. En 2007, Máximo doit assumer une charge pour la communauté. Il opte donc pour une double résidence, partageant son temps entre la communauté de Chilalo et la petite ville de Tupiza. Ce recentrage de retraite signifie ici une bipolarisation territoriale, entre ville et campagne, entre vallées inter-andines et hauts plateaux.

Figure 50 : Trajectoire de mobilité résidentielle et professionnelle de Máximo, 79 ans, membre de la communauté de Chilalo, résidant en 2008 à Chilalo et Tupiza



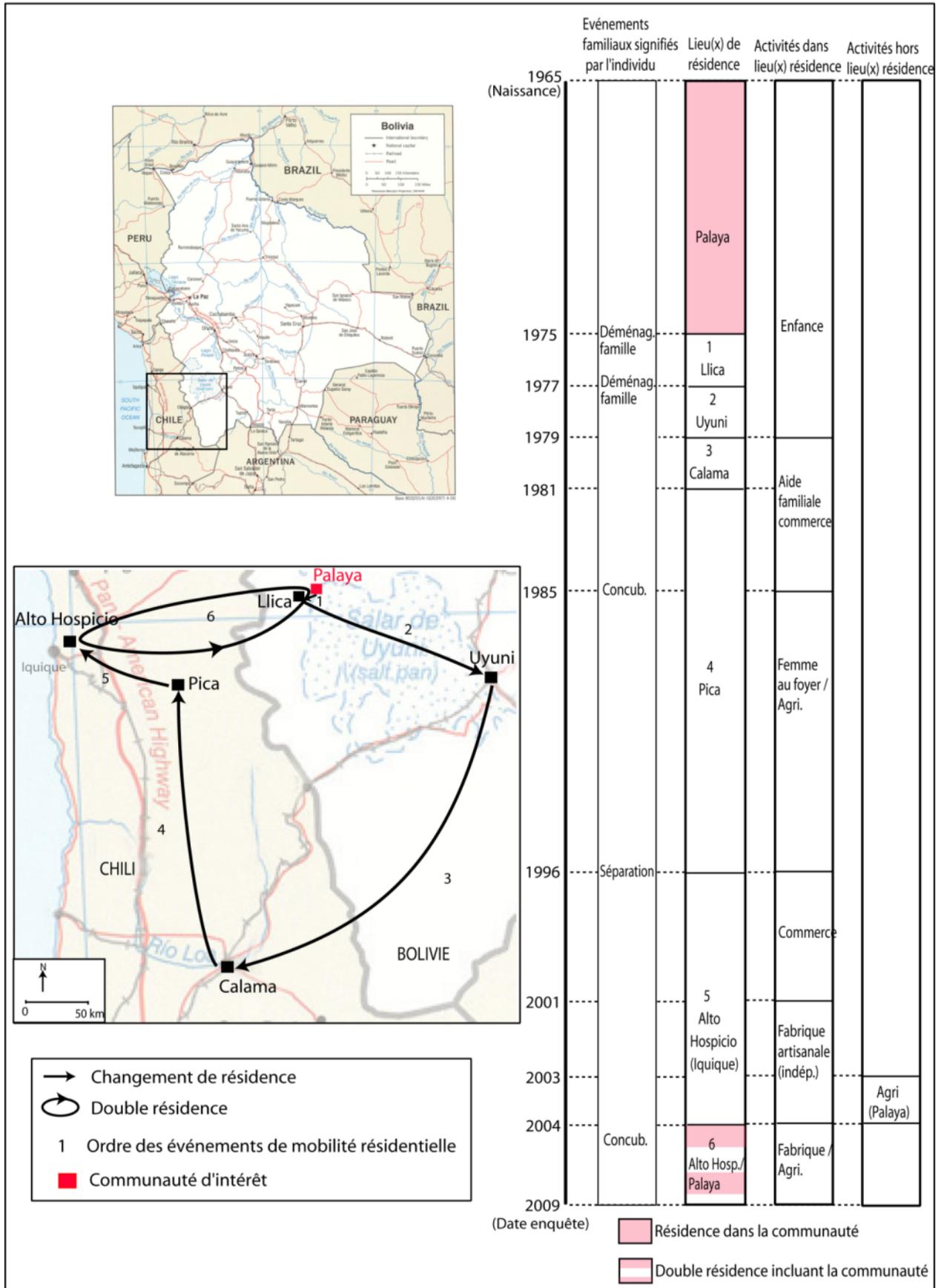
Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

La seconde trajectoire est celle de Jenny (figure 51), 43 ans, née à Palaya. Femme décentrée pendant 26 ans, elle renoue avec sa communauté en 2003 et s'installe dans un système de

double résidence. Nous retrouvons ici une trajectoire de recentrage liée à la volonté de ne pas perdre les droits sur la terre. Elle a grandi à Palaya avec sa mère, ses frères et sœurs jusqu'à l'âge de 10 ans. Ensuite, toute la famille rejoint le père qui travaille à Llica, pour y rester pendant deux ans. Puis celui-ci est muté comme professeur rural dans une localité du municipe d'Uyuni. La famille s'installe alors dans la ville d'Uyuni. À 14 ans, Jenny part à Calama au Chili chez une tante, pour l'aider dans son commerce. Au bout de deux ans, sa tante l'envoie chez une autre tante à Pica pour les vacances. Elle y restera et c'est là qu'elle constituera son ménage. Elle se marie avec un Chilien, propriétaire d'une maison et ayant un emploi. Ils auront trois enfants et elle sera femme au foyer. En 1996, Jenny se sépare de son mari et obtient une maison à Alto Hospicio, proche d'Iquique, maison qu'elle ne quittera plus. Elle commence par faire du petit commerce puis, en économisant et avec l'aide d'un prêt de la banque, monte une petite fabrique artisanale de gâteaux (*alfajores*). En 2008, elle avait embauché quatre personnes. Mais entre temps, à partir de 2003, elle est chargée par sa fratrie de renouer avec l'activité agricole dans la communauté, pour ne pas perdre les droits sur les terres familiales. À partir de 2004, elle s'investit dans la communauté et s'installe en double résidence entre Alto Hospicio et Palaya. L'intégration récente de la communauté dans l'espace de vie de Jenny lui a aussi ouvert de nouveaux horizons commerciaux. En effet, à chaque retour dans la communauté ou à Llica pour les fêtes, elle apporte des produits chiliens qu'elle revend.

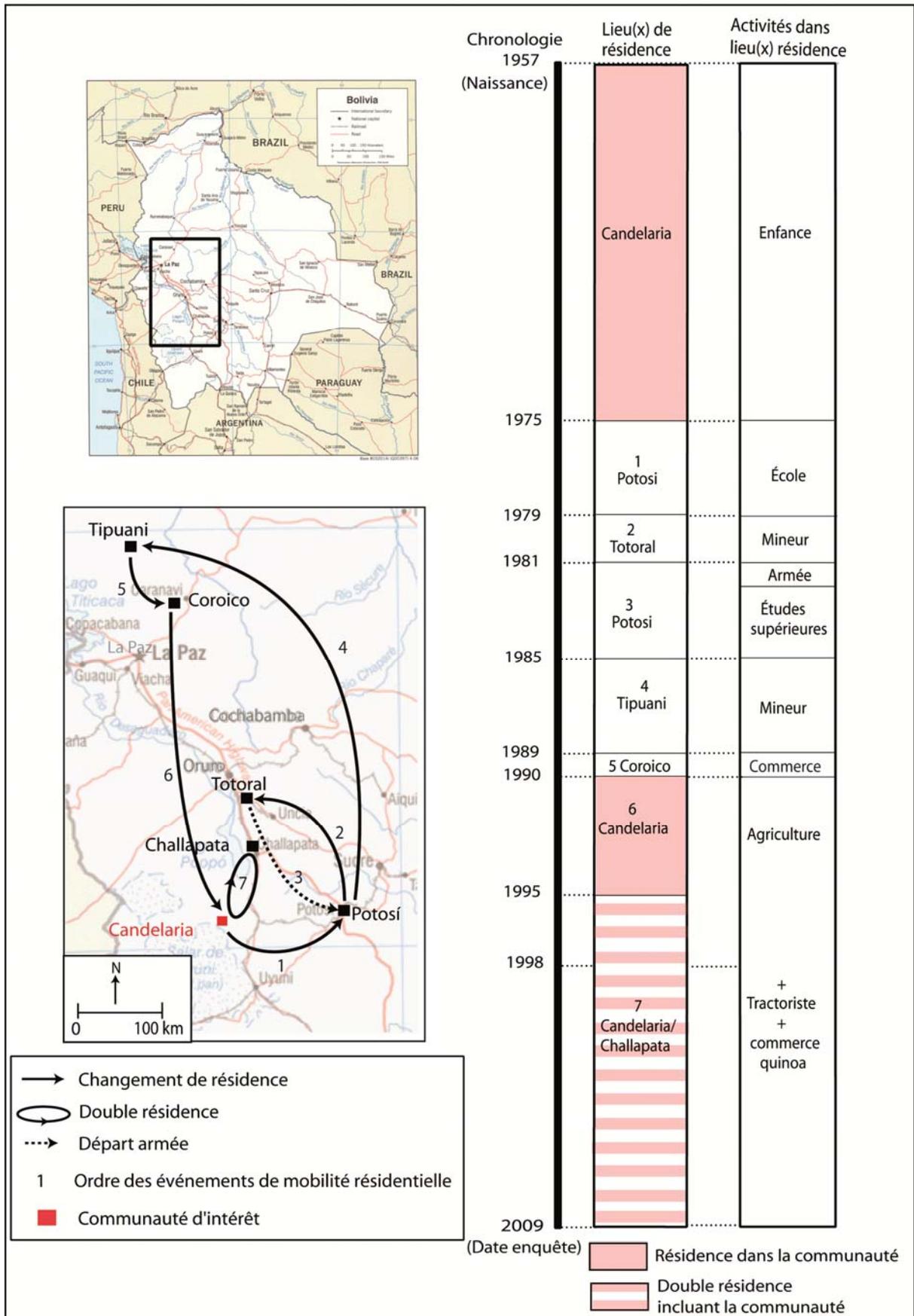
La troisième trajectoire (figure 52) est celle d'un poly-actif entrepreneur dans la quinoa. Il s'agit d'un recentrage qui correspond à un retour pour régler les conflits sur la terre familiale. Raul, 48 ans, est né dans le hameau de Mulasi de la communauté de Candelaria. Il va à l'école à Viluyo (10 km à pied) puis, pour le collège, il part à Potosi. Il obtient son bac en 1979 et part travailler comme mineur dans la mine de Totoral. Le service militaire l'appelle en 1981, à Potosi. Après cette étape, il fait des études supérieures à l'école polytechnique de Potosi. Sans terminer son cursus, il part pour la mine aurifère de Tipuani où il travaillera trois années, pour faire ensuite du commerce à Coroico durant une année. En 1990, son père l'informe qu'il est en conflit sur ses terres avec les voisins. Raul revient donc à Mulasi, ainsi que ses deux autres frères. Il va y rester jusqu'en 1994, à plein temps, pour aider son père et ses oncles. Depuis 1995, il vit en alternance entre Candelaria et Challapata où ses enfants vont à l'école. En 1998, il fonde une entreprise familiale avec ses frères et son père : ils achètent un camion pour le transport de quinoa ainsi qu'un tracteur. Depuis lors, il est producteur, tractoriste et fait le commerce de quinoa. Il commence aussi la fabrication de semoirs pour quinoa, mais abandonne du fait d'un coût trop élevé. Raul a ainsi vécu dans divers lieux, enchaînant les migrations de jeunesse. Alors qu'il n'a pas vraiment encore de lieu de polarisation, il vient dans la communauté suite à un problème sur les terres familiales. Il s'y recentrera pour se consacrer à la quinoa et fondera son ménage. Mais l'éducation des enfants entraînera un poly-centrage de proximité avec une double résidence.

Figure 51 : Trajectoire de mobilité résidentielle et professionnelle de Jenny, 43 ans, membre de la communauté de Palaya, résidant en 2008 à Palaya et Alto Hospicio (Chili)



Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

Figure 52 : Trajectoire résidentielle et professionnelle de Raul, 48 ans, membre de la communauté de Candelaria, résidant en 2008 à Candelaria et Challapata



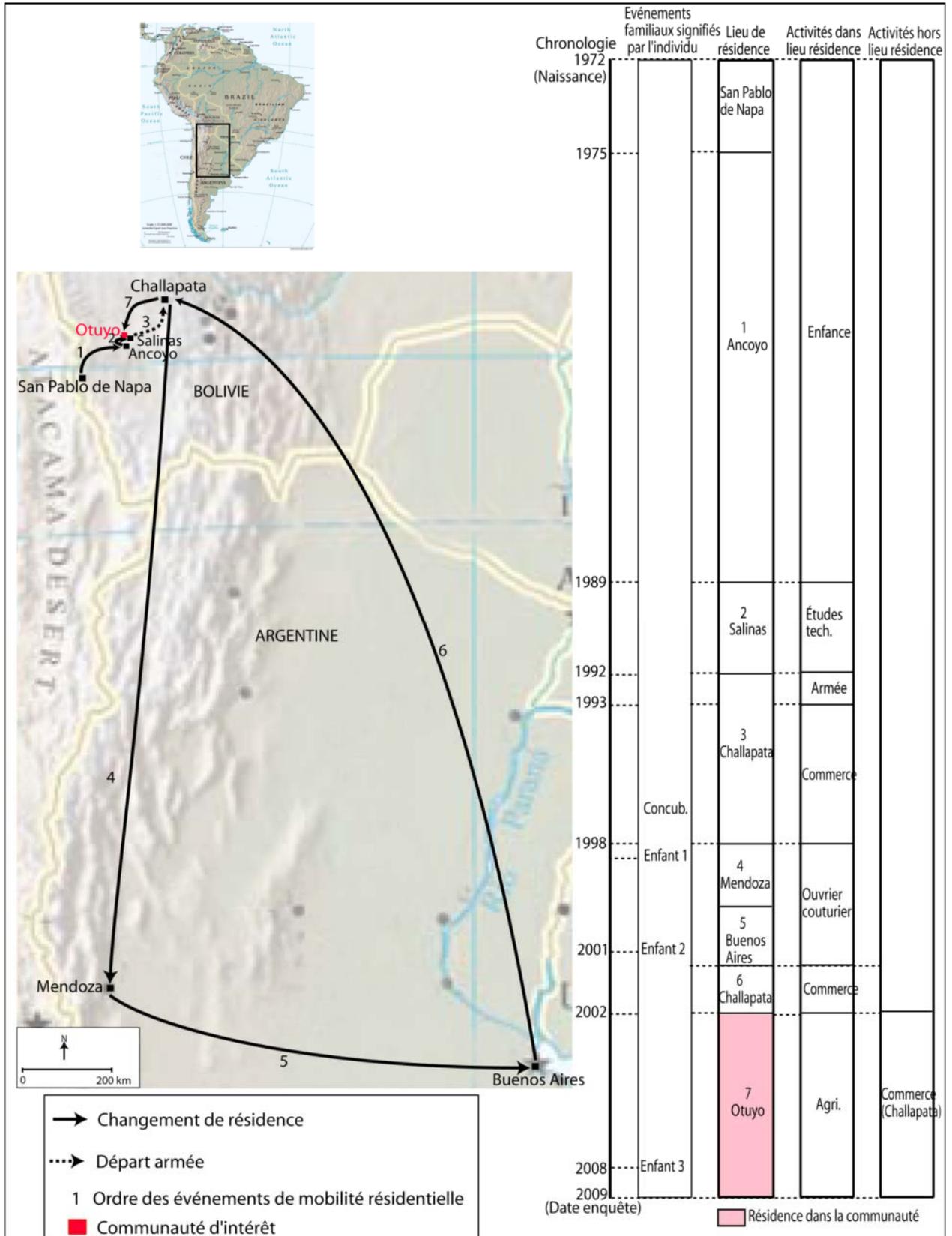
Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

La quatrième trajectoire, celle de Juan, constitue un cas intéressant car il s'agit d'un recentrage tardif lié à l'opportunité de la quinoa (figure 53). Juan est devenu membre de la communauté d'Otuyo en 2002. Il est né à San Pablo de Napa (soufrière de la frontière chilienne) et à l'âge de 3 ans, il part avec sa mère à Ancoyo, communauté d'origine de son père qui ne l'a pas reconnu. Il y grandit, élevé par des parents adoptifs, jusqu'aux années de collège. À 17 ans, il part à Salinas pour apprendre le métier de couturier dans l'établissement technique du CETHA³. Juste après l'obtention de son diplôme en 1991, il fait son service militaire à Challapata où il reste ensuite pendant quatre ans pour y faire du commerce. Avec sa femme, il entreprend alors sa première migration en Argentine : d'abord à Mendoza où ils ont de la famille, puis à Buenos Aires où il travaillera toujours dans la couture. Leur séjour durera cinq ans en Argentine. À leur retour en Bolivie, ils s'installent à Challapata pour faire du commerce de légumes et viande produits à Salinas, mais la concurrence est rude et le commerce difficile. En 2002, une tante lui propose de récupérer les terres qu'elle détient à Otuyo car c'est son seul héritier potentiel. Il accepte et, depuis, Juan et sa femme vivent de l'agriculture parallèlement à leur activité de commerce qu'ils poursuivent à Challapata.

Profiter de l'opportunité quinoa a aussi été le motif du retour de Germán à Candelaria où il est né (figure 54). Il a 13 ans et va encore à l'école lorsque sa mère décède. Aîné de cinq enfants, il doit alors aider financièrement sa famille. Il va saisonnièrement travailler dans les champs de quinoa de la province de Ladislao Cabrera (chef-lieu Salinas). À 16 ans, il part chez un oncle à Cochabamba qu'il aidera comme ouvrier maçon pendant deux ans. Puis, après son service militaire à Challapata, il part à 19 ans dans les basses terres du *Chapare* près de Villa Tunari pour travailler d'abord comme ouvrier agricole. Il s'achète très vite 20 hectares de terres, des parcelles déjà mises en culture (arbres fruitiers et coca). Mais au début des années 1990, le contrôle et la répression contre la culture de coca deviennent drastiques. Germán sent la situation dangereuse d'autant que ses parcelles sont mal situées. Le développement à Candelaria de la culture de quinoa à grande échelle sera alors pour lui l'occasion de revenir dans sa communauté. La première récolte étant satisfaisante, il décide de rester et de vendre ses terrains du *Chapare*. Depuis 1994, Germán vit à Candelaria où il a fondé sa famille en 1997.

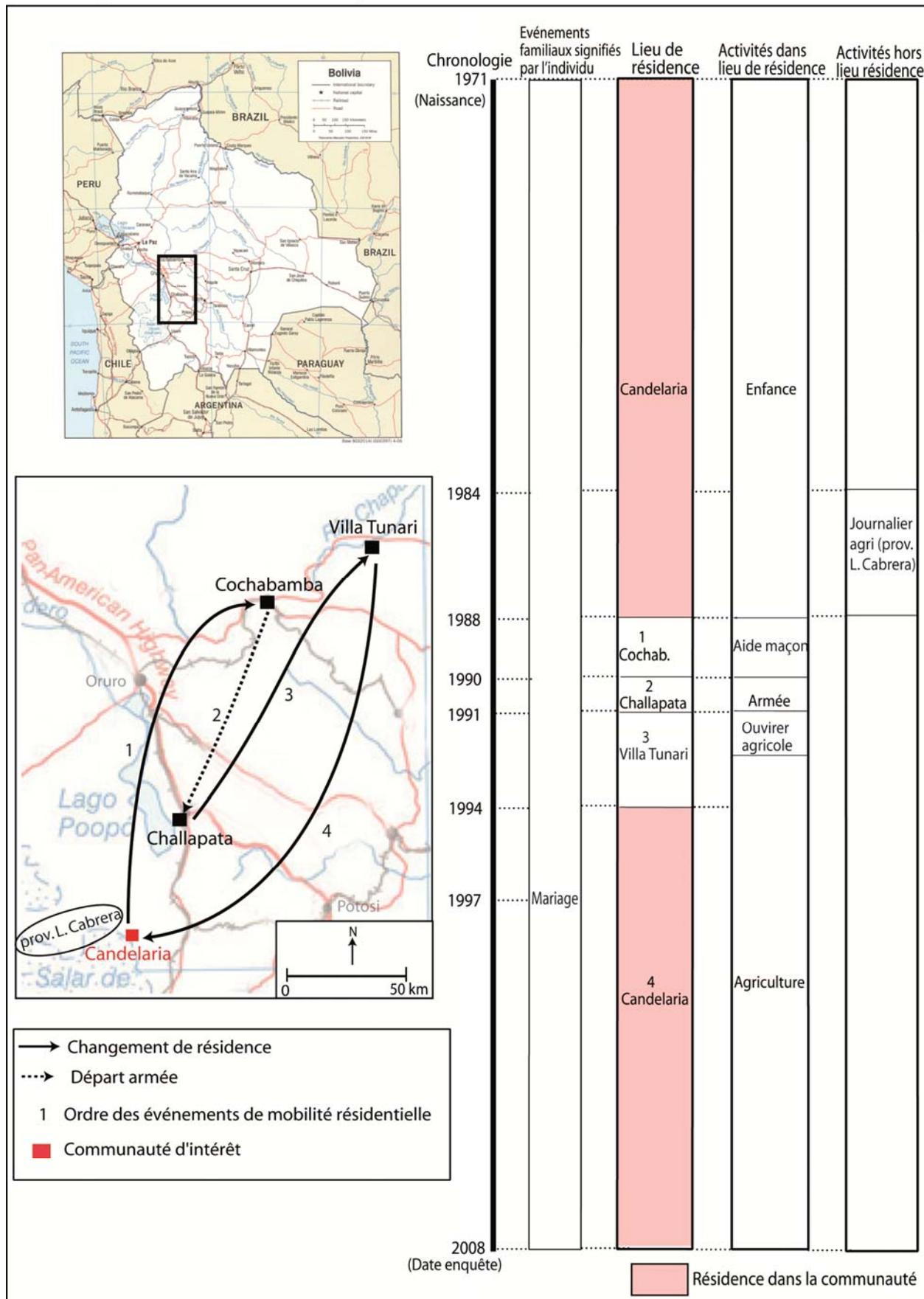
³ CETHA : Centro de Educación Técnico Humanístico Agropecuario.

Figure 53 : Trajectoire de mobilité résidentielle et professionnelle de Juan, 37 ans, membre de la communauté d’Otuyo, résidant en 2008 à Otuyo



Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

Figure 54 : Trajectoire de mobilité résidentielle et professionnelle de Germán, 37 ans, membre de la communauté de Candelaria, résidant en 2008 à Candelaria.



Source : A. Vassas Toral, entretiens 2007.

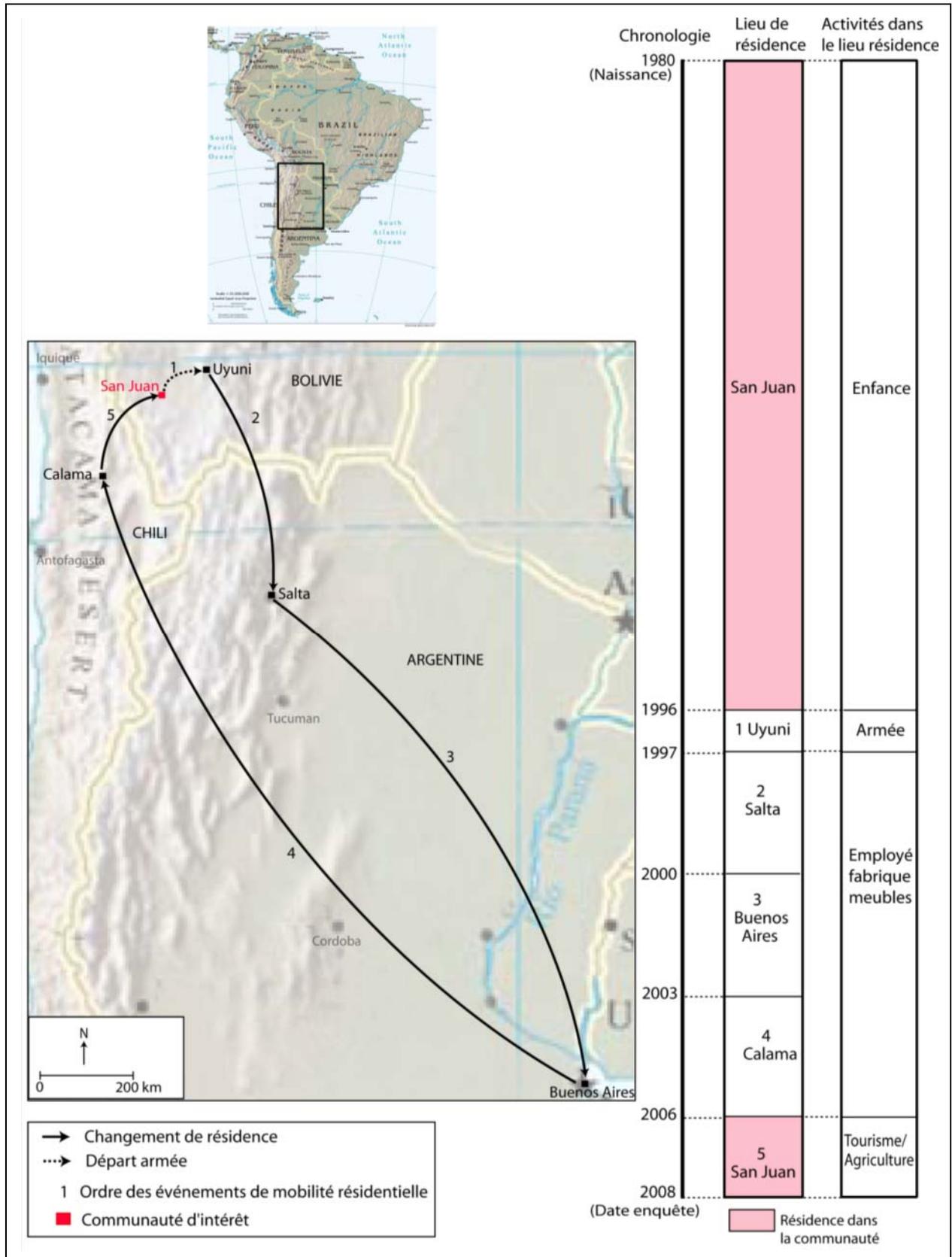
5.4.2. Les recentrés pour motif non agricole (profil IIIb)

Le fait de se recentrer sur sa communauté n'est pas exclusivement lié à la reprise de l'activité agricole. Certaines trajectoires montrent d'autres motifs et logiques de retour.

Calixto (figure 55), jeune homme de 28 ans, est parti pendant dix ans de San Juan, sa communauté (1996-2006). En 2006, il revient s'y installer pour implanter une activité touristique. Cette rupture dans la trajectoire fait suite, en réalité, à la crise en Argentine où il vivait, et donc à la révision de son projet de vie. Calixto a passé son enfance dans la communauté de San Juan et il en part, la première fois, à 16 ans pour faire son service militaire, à Uyuni. Puis, il migre directement en Argentine, à Salta rejoindre ses frères, où il reste trois ans. Il travaille dans une fabrique de meubles. Poursuivant la même activité, il s'installe à Buenos Aires jusqu'en 2003. Conséquence de la crise argentine, il devra rentrer à San Juan mais deux mois plus tard, il repart à Calama au Chili. Pendant trois ans, il alternera des séjours de six mois à Calama et quinze jours à San Juan en fonction de l'obtention de visas. En 2006, il vient s'installer à San Juan « *pour ne plus repartir* » nous dit-il. Avec l'épargne de l'Argentine et du Chili, il construit une petite auberge pour l'accueil des touristes et, parallèlement, il se consacre à l'agriculture. La trajectoire de Calixto est rythmée par des mobilités circulaires avec deux étapes migratoires en Argentine, puis un redéploiement vers le Chili pour enfin revenir dans sa communauté. Son installation à San Juan correspond au développement d'une d'activité commerciale grâce aux transferts de la migration. À 28 ans, Calixto a déjà dix ans d'expérience migratoire derrière lui et il est propriétaire d'un petit hôtel.

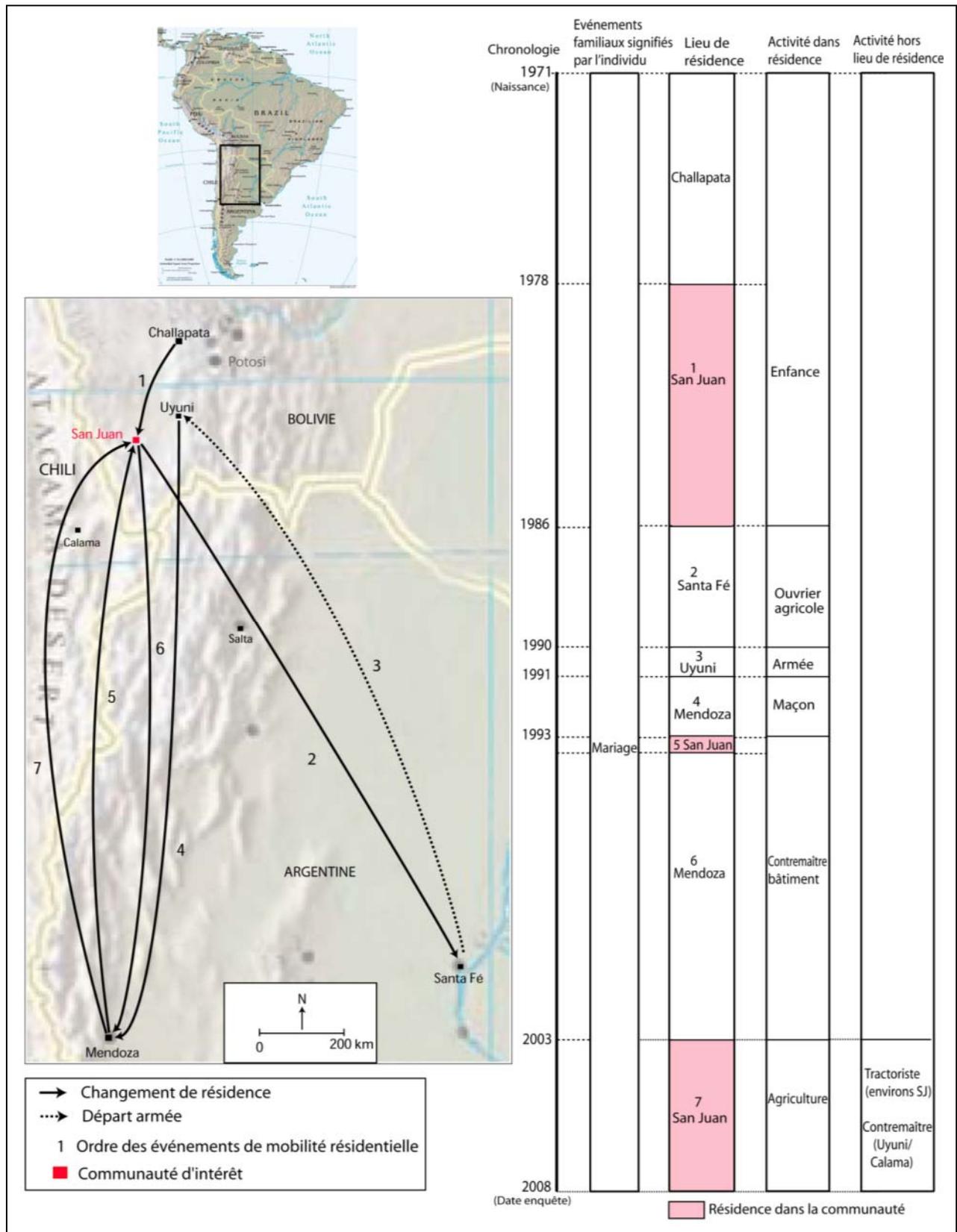
La seconde trajectoire, celle de Filemón est quelque peu similaire à la précédente puisqu'il s'agit d'un recentrage, suite à la crise en Argentine, avec une logique d'investissement dans sa communauté d'origine. Filemón, âgé de 36 ans en 2008 (figure 56), est né dans la communauté de sa mère, proche de Challapata. À sept ans, il vient dans la communauté de son père : San Juan. À quinze ans, il se lance dans une première migration en Argentine. Après un bref séjour à Salta, il restera un an et demi à Santa Fé, travaillant comme ouvrier dans une plantation de maraîchage. À 19 ans, il revient en Bolivie, pour faire son service militaire à Uyuni. Il repart immédiatement à Mendoza en Argentine où il travaille comme maçon pendant deux ans. Après un bref retour à San Juan pour se marier, Filemón et sa femme repartent à Mendoza où ils résideront pendant dix années consécutives. Il travaillera cette fois comme entrepreneur dans le bâtiment. Alors que toute la famille est installée à Mendoza et qu'il a une bonne situation financière, professionnelle et matérielle, la crise argentine et la déflation de la monnaie les incitent à revenir à San Juan en 2003. Depuis, Filemón est pluriactif et pluri-localisé. Il part travailler temporairement dans le secteur du bâtiment à Calama au Chili et à Uyuni. Parallèlement, il investit dans un tracteur. Il alterne ainsi son travail dans le bâtiment avec celui de tractoriste dans la zone et celui d'agriculteur à San Juan où il cultive d'abord les terres de son père, puis celles qu'il s'approprie dans les secteurs de plaine (voir exemple de calendrier annuel du chapitre 4 p. 178).

Figure 55 : Trajectoire résidentielle et professionnelle de Calixto, 28 ans, membre de la communauté de San Juan, résidant en 2008 à San Juan



Source : A. Vassas Toral, entretiens 2007.

Figure 56 : Trajectoire résidentielle et professionnelle de Filemón, 36 ans, membre de la communauté de San Juan, résidant en 2008 à San Juan

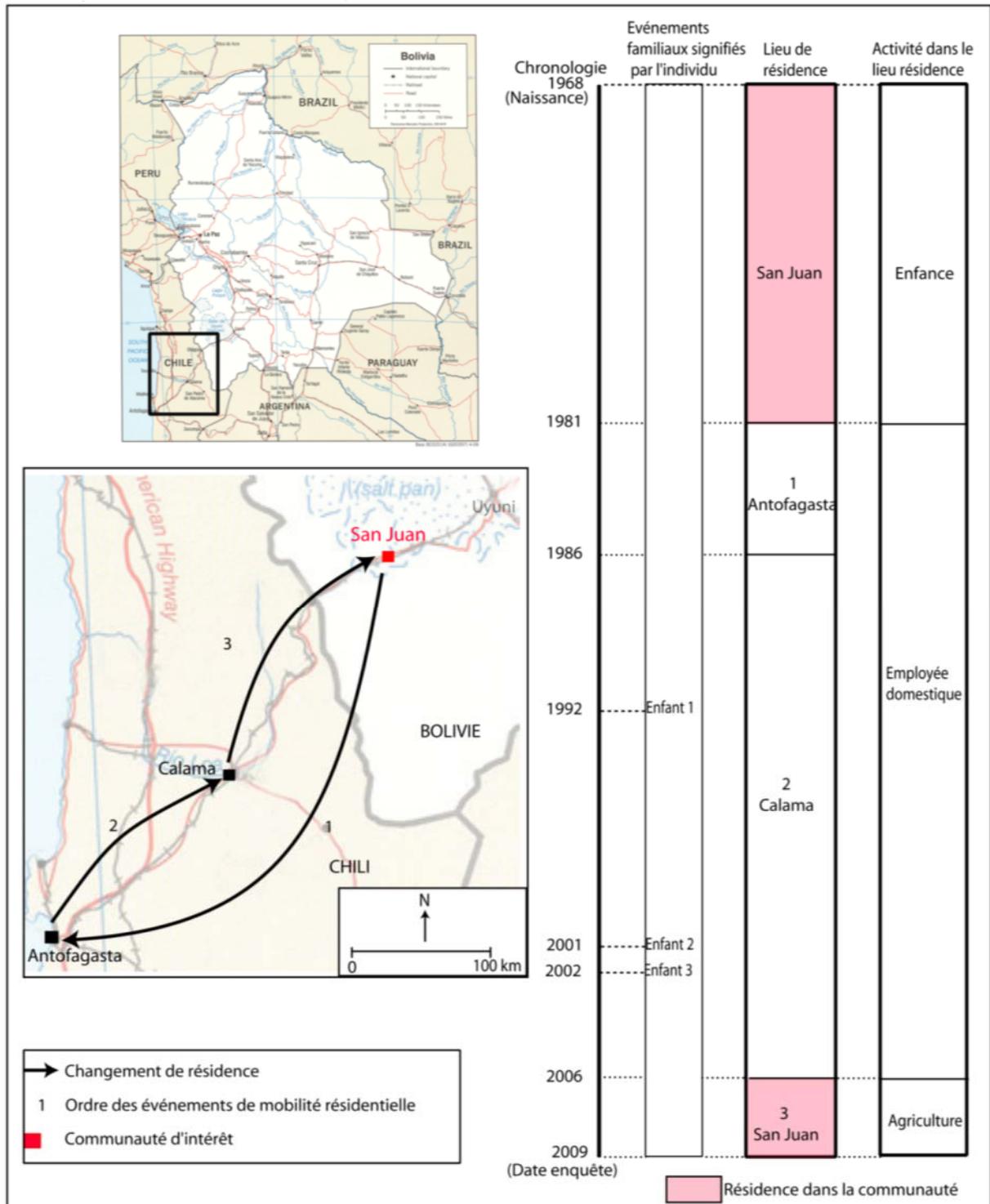


Source : A. Vassas Toral, entretiens 2007.

La dernière trajectoire (figure 57) est celle d'une femme de 40 ans, Juana, qui s'est décentrée puis recentrée en raison de l'échec de sa migration. Née à San Juan, elle part à l'âge de 13 ans à Antofagasta travailler comme employée domestique chez la fille de sa voisine. Après cinq années de service, et à la suite d'un incident chez ses employeurs, elle part à Calama pour le

même type d'emploi après un bref retour sans sa communauté. Elle se met alors en ménage avec un chilien et aura trois filles. Juana restera au total vingt ans à Calama. Elle a toujours vécu au Chili en situation irrégulière puisque sans papier ; et ses deux dernières filles n'ont pas d'acte de naissance. Sa situation d'illégalité se solde par une expulsion du territoire chilien en 2006. Elle quitte donc définitivement le Chili et rentre en Bolivie, à San Juan, après 25 ans d'expérience migratoire continue. Depuis, elle est accueillie et entretenue par sa mère à San Juan en échange de sa participation aux travaux agricoles (quinoa et élevage).

Figure 57 : Trajectoire de mobilité résidentielle et professionnelle de Juana, 40 ans, membre de la communauté de San Juan, résidant en 2008 à San Juan



Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

Au final, les individus qui correspondent à ce profil des « recentrés » avaient comme projet initial celui de vivre ailleurs que dans leur communauté. Raisons professionnelles et familiales souvent se combinent pour expliquer les changements de polarisation. La volonté de retour à l'agriculture apparaît cependant comme le motif le plus fréquent, même s'il s'inscrit également dans un système d'injonction des communautés qui, dans un nouveau contexte où la terre est précieuse et disputée, « rappellent à l'ordre » ceux qui ont des droits d'usage des ressources locales.

Le recentrage après un échec en migration (ou un contexte de crise) n'est pas l'unique option puisque nombreux sont ceux qui, après la crise argentine ne sont pas revenus et ont continué leur parcours migratoire. La situation bolivienne en 1986, avec la fermeture des mines publiques, témoigne de processus similaires. Certains ont continué leurs parcours tandis que d'autres se sont repliés dans leur communauté, qui reste donc un espace de refuge en cas d'échec de la migration. Or, beaucoup de migrants de retour, rentrés pour des raisons conjoncturelles, ont fini par rester dans leur communauté. L'opportunité économique que représente aujourd'hui la culture de quinoa, et les perspectives de revenus qu'elle promet, exercent ainsi une attraction nouvelle, susceptible - au moins pour un temps ? - de « fixer » la population dans cette zone qui, rappelons-le, est la première région exportatrice de quinoa au monde.

Enfin, comme nous le verrons plus loin, le recentrage concerne des individus d'âge divers. Si certains se sont recentrés alors qu'ils étaient encore jeunes célibataires ou, au contraire, avaient déjà un âge avancé, d'autres le font au moment de la constitution de leur ménage, ce qui semble ouvrir des perspectives de reprise démographique sur le territoire de l'Altiplano Sud.

5.5. Les trajectoires complexes (profil IV)

Les schémas simples du centrage, du décentrage ou du recentrage sont loin de correspondre à toutes les trajectoires individuelles. Certaines, plus difficile à saisir du point de vue des logiques socio-spatiales qui les sous-tendent, sont faites d'alternances entre centrage, décentrage et parfois poly-centrage. Ces trajectoires concernent soit des individus qui n'ont pas encore « fixé » leur polarisation dans un projet de vie clairement énoncé, soit des individus dont le mode de vie repose sur l'alternance entre différents lieux de polarisation. Nous retrouvons les mêmes motifs de recentrage que dans le cas précédent (activité agricole, raisons familiales, échec de la migration) mais avec une succession de décentrages, généralement synonyme d'échec de l'installation dans la communauté. Les alternances signifient souvent des quêtes continues d'alternatives et d'opportunités, ou bien des changements de cap en cas d'échec.

Les sous-profils identifiés sont les suivants :

- Alternance répétée de polarisation : centrage, décentrage et poly-centrage (profil IVa) ;
- Polarisation indéfinie c'est-à-dire les individus qui sont - au moment de l'enquête - dans une sorte de « tâtonnement » résidentiel et de polarisation (profil IVb).

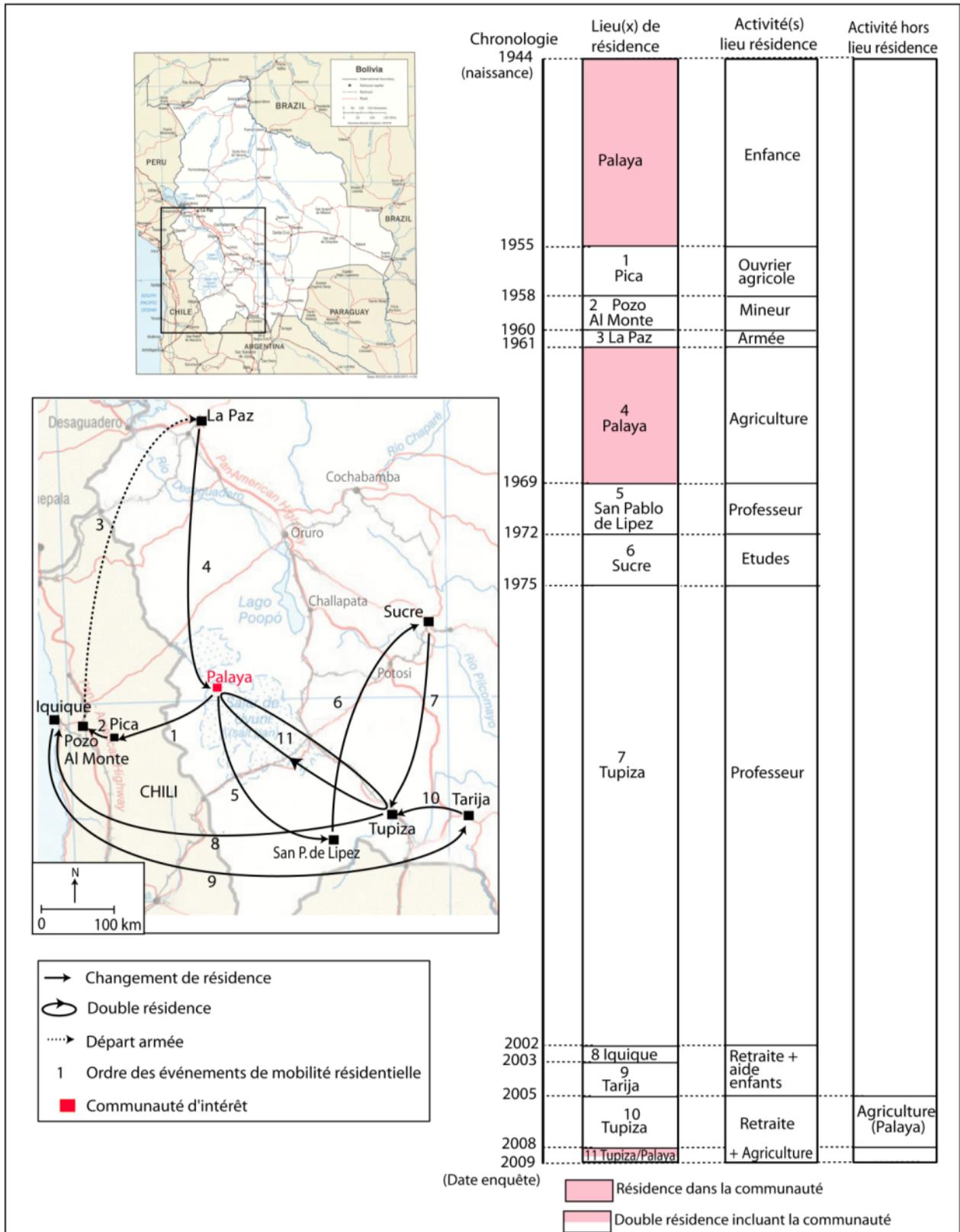
5.5.1. Des alternances répétées (profil IVa)

Les logiques de polarisation des individus qui alternent entre lieux successifs de travail et de résidence sont difficiles à cerner. L'exemple de Benedicto (figure 58), 64 ans, né à Palaya, est symptomatique d'une trajectoire complexe de type circulaire. Sa mère décède alors qu'il n'a que douze ans. Un oncle l'emmène au Chili, à Pica, où il est « embauché » comme aide dans une famille italienne. Pendant quatre ans, il travaille pour assurer sa subsistance tout en allant à l'école. Puis, grâce à un ami, il part à Pozo Al Monte, dans la salpêtrière, travailler comme

ouvrier dans l'élaboration du sulfate de sodium. Durant deux ans, il est bien payé et très apprécié de ses patrons. À 17 ans, il revient en Bolivie pour faire son service militaire. Suite à cette étape, il retourne à la salpêtrière mais on ne veut plus de lui : les patrons ont changé. Benedicto revient à Palaya, constitue son ménage et devient agriculteur. Au bout de 8 ans, il se sépare de sa femme et repart. Il travaille d'abord à la frontière de Villazón où il passe les marchandises. Il voudrait aller à Buenos Aires, mais on lui propose d'être professeur à San Pablo de Lipez, ce qu'il sera pendant trois ans. C'est ensuite à l'École Normale de Sucre qu'il se formera pendant trois ans pour devenir professeur diplômé. Il y rencontrera son actuelle femme. Il sera envoyé à Tupiza, en milieu rural, où le couple résidera pendant 27 ans, jusqu'en 2002, moment de la retraite. Ils s'engagent alors dans leur première migration au Chili où ils partent cher leur fille à Iquique pendant six mois, puis à Alto Hospicio (ils travaillent chez une nièce qui a une fabrique de gâteaux), puis à Pica où ils sont embauchés dans la cueillette des fruits. En 2004, ils s'installeront pour deux ans à Tarija, pour aider leurs fils qui sont commerçants. Ils retournent finalement à Tupiza en 2005 et reprennent une activité agricole à Palaya pour récupérer leurs terres que d'autres ayants droit cultivent sans leur autorisation. En 2008, Benedicto doit assumer une charge pour la communauté, il s'installe alors en double résidence entre Palaya et Tupiza.

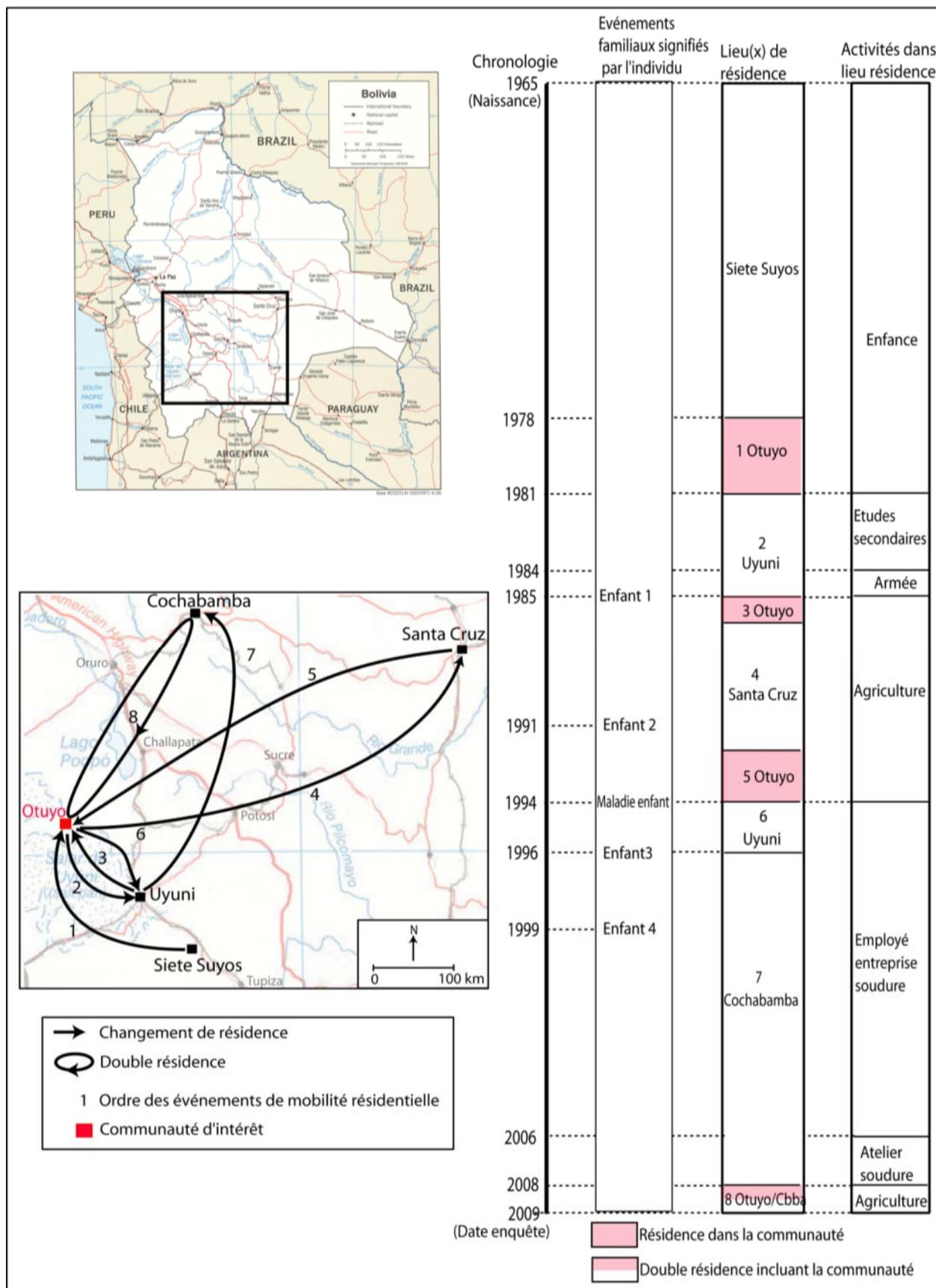
La seconde trajectoire (figure 59) est celle d'un homme de 44 ans, Felipe, né et élevé à la mine de Siete Suyos où travaillait son père. Au moment de sa retraite, son père le ramène à Otuyo, sa communauté d'origine. Felipe a alors 13 ans. Fils cadet, son père lui apprend la mécanique. Il va au collège à Uyuni et obtient son bac en 1984. Après son service militaire à Uyuni, il revient à Otuyo et se met en ménage. Un premier enfant naît en 1985. Laissant sa famille à Otuyo, il part travailler à Santa Cruz dans un atelier de soudure. Il y restera de 1986 à 1991. Mais son deuxième fils tombe malade en 1993, et il décide avec sa famille de quitter Otuyo pour Uyuni pour avoir accès aux services de santé. L'état de l'enfant s'aggravant, la famille part au bout de deux ans à Cochabamba. Elle y restera jusqu'en 2007. Felipe travaille pendant toutes ces années comme mécanicien-constructeur pour de grandes entreprises. Le travail devenant trop dangereux, il décide de monter son propre atelier de soudure chez lui. Mais en 2008, s'opère un nouveau changement : la famille vient s'installer à Otuyo et seule leur fille aînée reste à Cochabamba chez une marraine. Deux causes à ce changement résidentiel. Tout d'abord, un relatif échec économique avec la micro-entreprise. Par ailleurs, ils évoquent le fait que la communauté les a obligés à venir à Otuyo pour mettre un enfant à l'école au moins pendant un an : condition pour qu'ils puissent continuer à cultiver. Ce retour en 2008 est vécu comme un échec. Loin de se sentir stabilisé, Felipe est partagé entre Cochabamba et la communauté. Il est la figure même d'un poly-centré qui poursuivra sa trajectoire en quête d'alternatives meilleures.

Figure 58 : Trajectoire de mobilité résidentielle et professionnelle de Benedicto, 64 ans, membre de la communauté de Palaya, résidant en 2008 à Palaya et Tupiza



Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

Figure 59 : Trajectoire de mobilité résidentielle et professionnelle de Felipe, 44 ans, membre de la communauté d’Otuyo, résidant en 2008 à Otuyo et Cochabamba



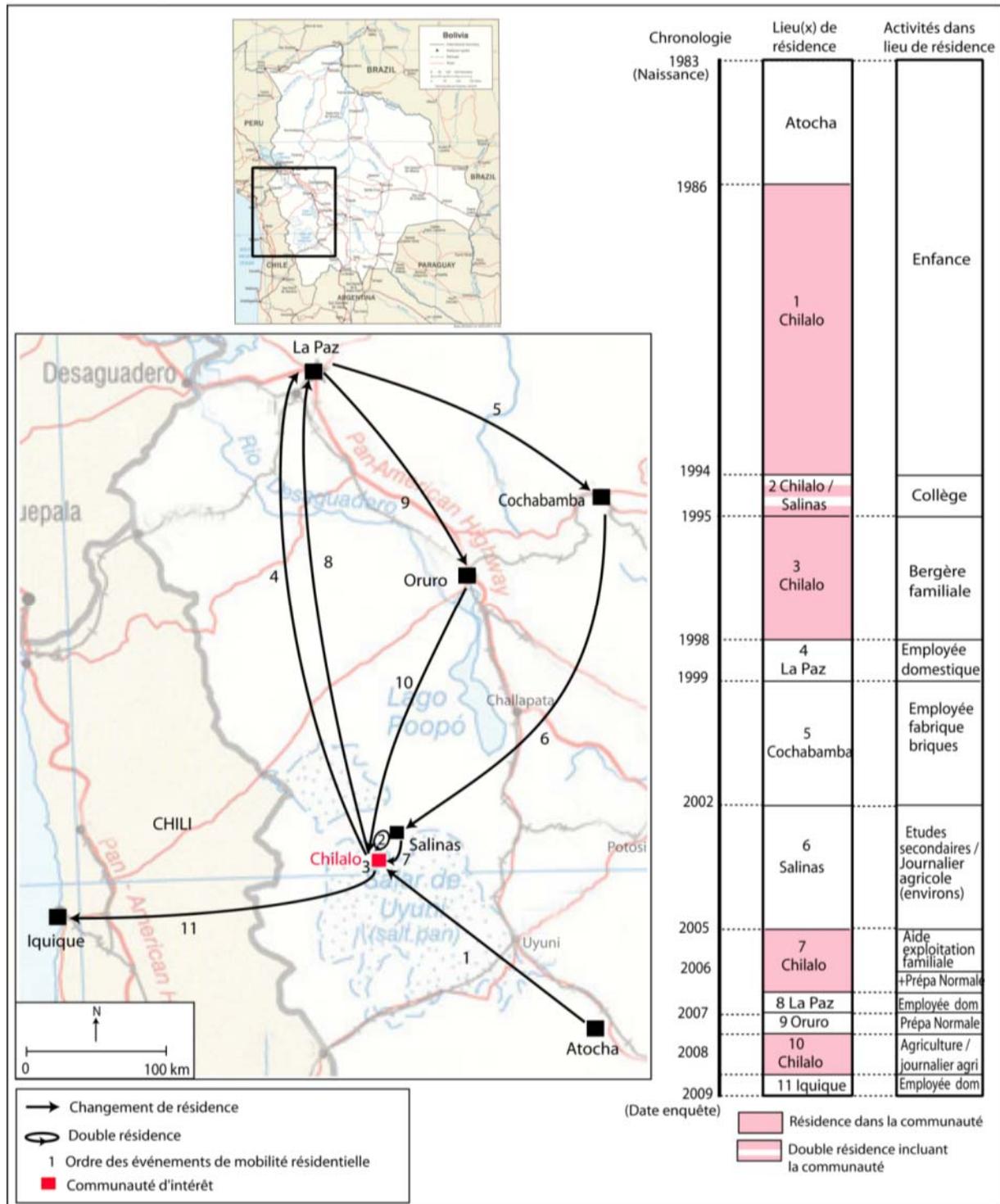
Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

5.5.2. Des « tâtonnements » résidentiels (profil IVb)

Avant de se fixer quelque part, nombreux sont les jeunes qui passent par divers lieux de migration et qui alternent différentes activités. N'ayant pas choisi un lieu de polarisation, ils maintiennent un constant rapport à la résidence de leur parent qui reste souvent leur espace de référence, le lieu où ils ne cessent de revenir. Les garçons, comme les filles, suivent cette trajectoire, sachant que les hommes ont l'avantage de pouvoir potentiellement se « fixer » dans leur communauté, ayant accès à la terre. Nous parlons ici de « tâtonnement résidentiel » dans le sens où ces premières étapes de mobilité constituent une expérimentation et un apprentissage de l'espace. Le tâtonnement résidentiel est ce moment où les jeunes accumulent et acquièrent une sorte de « capital de lieux » qui leur permettra, au fil de leur trajectoire, d'y avoir recours. Mais c'est aussi et surtout une période où les jeunes générations cherchent une voie pour construire leur vie, pour se former.

La trajectoire de Carolina est assez typique (figure 60). Née à Atocha (mine de Siete Suyos) en 1983, elle revient avec ses parents à Chilalo lors de la privatisation des mines publiques en 1986. Elle va à l'école primaire et reste à Chilalo jusqu'à ses dix ans. Elle part ensuite à Salinas pour une année d'école, logée par sa grand-mère. Elle interrompt sa scolarisation et vient trois ans à Chilalo pour être bergère pour la famille. À 14 ans, elle part travailler chez un parrain à La Paz comme employée domestique, recevant un salaire dérisoire. Au bout d'un an, elle revient deux mois à Chilalo, puis repart à Cochabamba rejoindre deux de ses sœurs qui travaillent comme employées dans une fabrique de briques. Elle reste trois ans à Cochabamba et ne revient qu'une seule fois à Chilalo. Elle décide alors de se former à Salinas au centre de formation CETHA pendant trois ans, où elle passera son bac et obtiendra un diplôme de tissage. Le travail des fins de semaine comme journalier agricole lui paie ses études. Puis elle revient un an à Chilalo, pour aider sa mère sur l'exploitation agricole. En 2006, elle prépare depuis Chilalo le concours pour entrer à l'École Normale de Llica. Ayant échoué au concours, elle part à La Paz chez son parrain qui l'emploie comme employée domestique. En 2007, elle prépare à nouveau le concours pour entrer à l'École Normale de Caracoya, cette fois-ci depuis Oruro, concours auquel elle échouera une nouvelle fois. Elle optera pour un nouveau retour à Chilalo, où son père lui prêtera un lopin de terre et où elle sera aussi employée comme journalier agricole chez d'autres familles. Finalement, mi-2008, elle part à Iquique où elle travaille à nouveau comme employée domestique. Carolina a la trajectoire typique d'une célibataire qui « cherche » sa vie en raison des difficultés à se former et à trouver un moyen de subsistance stable, et dont la polarisation spatiale reste indéfinie.

Figure 60 : Trajectoire de mobilité résidentielle et professionnelle de Carolina, 25 ans, membre de la communauté de Chilalo, sans résidence fixe en 2008



Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

La complexité de ces trajectoires, faites d'alternance résidentielle, se traduit par un brouillage de la polarisation. S'il n'est pas aisé d'identifier, et encore moins de présager, du lieu futur de la polarisation, la quasi-totalité des individus maintiennent un pôle de référence territoriale. Les réversibilités résidentielles sont souvent le reflet d'une instabilité, voire d'une précarité professionnelle ou familiale, ou bien encore d'une absence d'accès à la terre ou d'un accès non sécurisé. L'alternance de lieux et d'activités montre combien la communauté d'origine peut être à la fois un espace-référence où l'on souhaite revenir, un espace-refuge où l'on est contraint de revenir et, le plus souvent, un lieu-tremplin vers d'autres destinations.

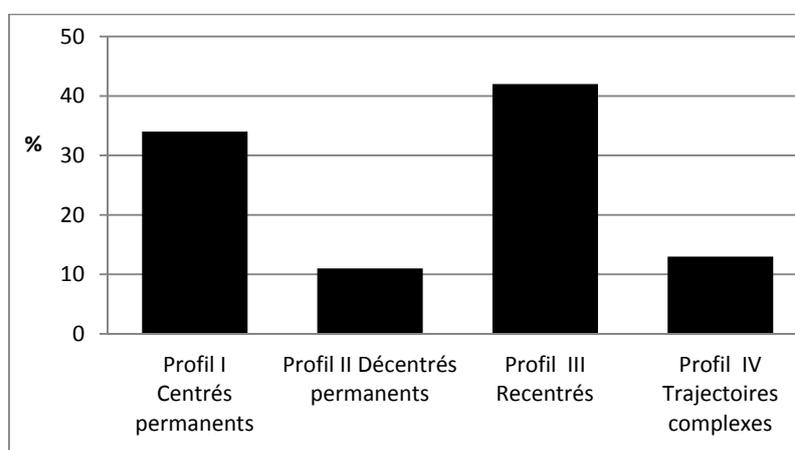
5.6. Caractérisation de l'ensemble de l'échantillon

Au terme de cette identification des profils de trajectoires à travers le prisme du centrage, nous présentons la distribution des profils au sein de notre échantillon, c'est-à-dire la proportion d'individus ayant une trajectoire de profil I, II, III ou IV dans chaque communauté. Il convient de rappeler ici le biais de notre échantillon puisqu'il n'est pas représentatif statistiquement de la totalité des individus de chaque communauté. Comme précisé dans la première partie de ce travail, la forte mobilité des populations et la difficulté à saisir les résidents des communautés, d'une part, et le choix d'une méthodologie fondée sur la reconstitution détaillée des trajectoires de vie familiale, d'autre part, expliquent ce biais. Ainsi, les données chiffrées sont donc à considérer ici comme des ordres de grandeur et le reflet des grandes tendances.

5.6.1. Importance des logiques de centrage

Voyons tout d'abord, pour l'ensemble des 170 trajectoires de l'échantillon quelle est l'importance des logiques de centrage (figure 61).

Figure 61 : Dispersion des profils sur l'ensemble de l'échantillon (en %)



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008

Nous observons que les profils les plus représentés sur l'ensemble de l'échantillon sont les profils I et III, puisqu'ils regroupent 73% des trajectoires. Notre échantillon étant constitué en grande majorité par des individus rencontrés dans les communautés, c'est-à-dire ceux qui sont potentiellement polarisés dans la communauté, il est logique de rencontrer une majorité d'individus dont la trajectoire obéit à une logique de centrage permanent ou de recentrage.

Cependant, le fait que la plus grande proportion se regroupe au sein du profil III (40%), à savoir les décentrés puis recentrés, traduit l'importance des projets de vie qui se conçoivent en dehors des communautés, sans intention initiale d'y revenir. Il reflète également l'importance actuelle des changements de trajectoires liés à un véritable phénomène de retour dans les campagnes de l'Altiplano Sud du fait de l'expansion de la quinoa. Le recentrage sans capitalisation, ainsi que le recentrage interrompant une vie professionnelle ailleurs avec épargne, témoignent du grand changement survenu dans la région dans les dernières décennies.

Nous observons en deuxième position le profil I (33%), c'est-à-dire les centrés permanents qui correspondent aux résidents « stables », aux « gardiens de la communauté ». Comme vu précédemment, ces individus ont la particularité de développer, dans de nombreux cas, un système d'activité pluri-localisé ne remettant pas en cause leur mono-centrage dans leur communauté. Ils misent sur plusieurs lieux-ressources tout en s'investissant dans un seul.

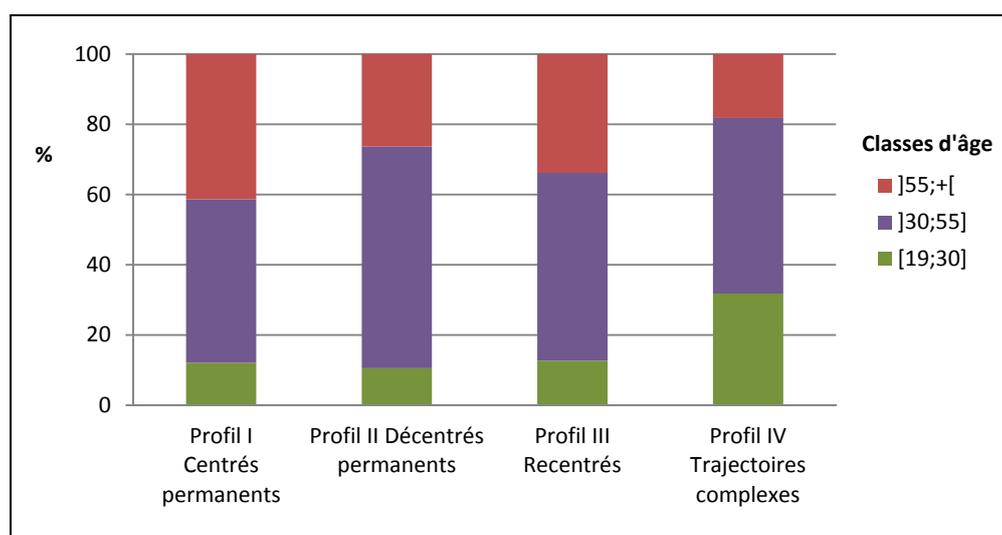
Les trajectoires complexes ne représentent que 13% de l'échantillon. Peu d'individus, au final, alternent centrage et décentrage sur l'ensemble de leur trajectoire. Enfin, il est logique que nous n'ayons que peu de trajectoires de décentrage permanent car nous nous sommes focalisée, dans l'étude, sur les individus originaires des communautés rencontrés dans celles-ci. Ceux n'ayant plus aucun lien avec la communauté - à supposer qu'ils existent - sont donc passés sous silence. Cependant, les autorités locales des communautés en donnent une estimation à partir du récit de l'histoire de la communauté. Ils parlent d'individus qui se sont « perdus » (*se han perdido*). À San Juan et Chilalo, ils seraient entre 5 et 10% de la population originaire et, à Otuyo, on parle de 20%. Quant à Candelaria et à Palaya, les estimations sont un peu moins fiables mais on peut avancer la proportion de 10% pour ces deux communautés.

5.6.2. Distribution des profils en fonction de l'âge et du genre

Les distributions des profils par âge et par genre sont intéressantes à observer car elles permettent d'appréhender, d'une part, les évolutions et les éventuels écarts générationnels et, d'autre part, les différenciations entre hommes et femmes. Les deux dépendent pour beaucoup des contextes locaux.

La distribution des profils selon l'âge (figure 62) indique peu d'effets de différenciation. Quelques nuances peuvent être apportées cependant. La classe d'âge des jeunes (19 à 30 ans), en effet, se démarque par une plus forte proportion de trajectoires complexes (profil IV), ce qui vient confirmer l'importance du « tâtonnement » résidentiel parmi les jeunes générations. Mais pour cette classe d'âge, on observe également une forte proportion de recentrés, correspondant aux jeunes qui ont tenté de s'installer ailleurs que dans leur communauté mais qui, finalement, sont revenus s'y installer au moment du boom de la quinoa. Environ 40% des individus de la classe d'âge intermédiaire (30 à 55 ans) correspondent à une trajectoire de recentrage. Au sein de cette génération, nombreux sont ceux qui étaient partis sans projets de retour. Enfin, la plus vieille génération (les plus de 55 ans) se distingue, logiquement, par de plus fortes proportions de centrés permanents et de recentrés. De fait, la population des anciens est scindée en deux groupes : ceux qui sont toujours restés dans leur communauté et ceux qui sont partis pour construire leur vie ailleurs mais qui se sont finalement recentrés depuis le boom de la quinoa.

Figure 62 : Distribution des profils par classe d'âge (en %)

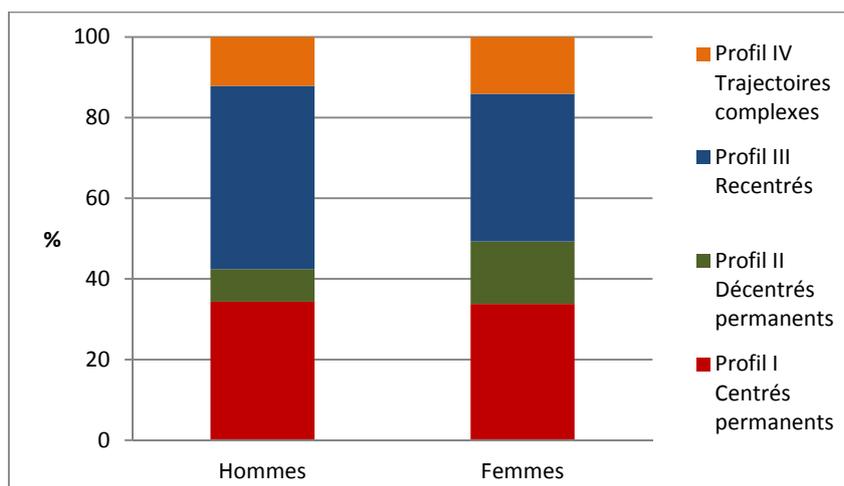


Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

La distribution des profils par genre (figure 63) a globalement la même configuration pour les hommes et les femmes. Nous trouvons en effet une proportion équivalente des profils I pour les

deux sexes. Rappelons ici que l'on a considéré comme centrées permanentes les femmes qui se sont mariées dans une autre communauté que la leur, et qui y sont restées centrées depuis la date de mise en ménage. Nous trouvons également des proportions équivalentes pour le profil IV, ce qui montre que les femmes migrantes passent tout autant que les hommes par des phases de « tâtonnement » résidentiel même si, globalement, elles sont beaucoup plus vulnérables face à un échec migratoire. Une différence notable, en revanche concerne le profil II, celui des décentrés permanents, qui regroupe proportionnellement plus de femmes que d'hommes. Il est probable que cet écart soit lié aux conditions d'accès à la terre, pénalisantes pour les femmes, constituant un frein à une projection et une installation dans la communauté d'origine.

Figure 63 : Distribution des profils par genre (%)



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

5.6.3. Répartition des profils entre les communautés

La distribution spatiale des profils de trajectoire, par communauté (Tableau 39), est significative dans le sens où elle est le reflet de dynamiques démographiques et économiques différenciées.

Tableau 39 : Classification des 170 trajectoires par communauté

Profil / Communauté	Centrés permanents I		Décentrés permanents		Recentrés		Trajectoires complexes		Total des trajectoires	
	Individus	%	Individus	%	Individus	%	Individus	%	Individus	%
San Juan	26	46	3	5	21	38	6	11	56	33
Chilalo	9	24	4	11	13	35	11	30	37	22
Otuyo	5	17	9	31	13	45	2	7	29	17
Candelaria	11	41	0	0	13	48	3	11	27	16
Palaya	7	33	3	14	11	52	0	0	21	12
Total	58	34	19	11	71	42	22	13	170	100

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

La communauté de San Juan se distingue par le fait qu'elle est la communauté la plus peuplée parmi les cinq étudiées : il y règne un certain dynamisme démographique et économique. C'est dans cette communauté que l'on rencontre le plus de trajectoires de centrés permanents. La forte tradition de diversification des activités, à l'échelle locale ou à proximité, est sans doute une des raisons de ce maintien démographique. Chez les hommes, la pluriactivité pluri-localisée est particulièrement marquée, supposant d'intenses circulations saisonnières de

travail. Cela explique que l'on rencontre beaucoup de femmes dans les réunions de la communauté qui, elles, sont moins mobiles. Nombreux sont les originaires de San Juan qui se sont nouvellement polarisés dans leur communauté dans les années 2000, suite à la crise argentine couplée au bon potentiel de la culture de quinoa dans cette communauté. Ces deux profils - centrés permanents et recentrés - regroupent à eux seuls 84% des individus enquêtés à San Juan, proportion venant confirmer la vitalité de cette communauté rurale.

Nous rencontrons à Chilalo une distribution des trajectoires que l'on ne retrouve pas dans les autres communautés. En effet, la proportion de trajectoires complexes est particulièrement représentée (30%). Il s'agit d'individus qui se sont recentrés dans leur communauté à l'âge adulte mais qui sont à nouveau partis en migration. Pour certains, ces ré-émigrations se sont traduites par un nouveau décentrage alors que pour d'autres, l'espace de polarisation s'est simplement élargi, ce qui se traduit par un pluri-centrage, supposant la poursuite de l'activité agricole et de l'investissement social dans la communauté. Pour tous ces individus, cependant, les tentatives de (ré)installation dans la communauté, pour y maintenir une résidence unique, ont échoué. Le pluri-centrage a pour motif, en effet, l'éducation des enfants (l'école de Chilalo se termine en primaire) et surtout le manque de revenus du fait de l'exiguïté des surfaces cultivables du territoire communautaire (voir chapitre 3 p. 101 les croquis des territoires communautaires).

L'élément le plus caractéristique concernant la communauté d'Otuyo est la forte proportion de décentrés permanents (31%) avec le maintien cependant, d'une activité agricole dans la communauté, supposant là encore des circulations saisonnières. En effet, cette communauté s'est dépeuplée assez tôt par rapport aux autres, ce qui explique aussi que la proportion de centrés permanents soit la plus faible parmi les cinq communautés. Pourtant, toutes les terres sont aujourd'hui cultivées. Les membres de la communauté d'Otuyo sont partis il y a déjà bien longtemps, surtout dans les mines. Le flux de départs n'a pas cessé depuis la grande sécheresse de 1942-43. Les producteurs d'aujourd'hui sont donc soit des anciens partis en migration (45% de « recentrés »), soit des jeunes (leurs enfants) qui ne sont pas nés ou n'ont pas grandi dans la communauté. Ces derniers n'ont donc pas vraiment d'expérience du monde rural et s'installent peu dans la communauté. « Agriculteurs citadins », ils cultivent à distance.

À Candelaria, la moitié de l'échantillon est composée d'individus dont la trajectoire est celle d'un décentrage, puis recentrage. Il s'agit, en grande majorité, de recentrages récents (années 2000), c'est-à-dire d'individus adultes qui, après une longue période migratoire, sont venus s'installer dans la communauté. Cette tendance est à mettre en relation avec le boom de la quinoa qui est plus récent dans cette partie de l'Altiplano Sud. Par ailleurs, il n'y a pas d'individus correspondant au profil II (décentrés permanents), non qu'ils n'existent pas, mais plutôt que nous ne les avons pas rencontrés. Pour des raisons de contraintes de terrain, nous n'avons pas participé dans cette communauté à une fête qui nous aurait permis de rencontrer les migrants de retour, ni interrogé les migrants sur leur lieu de résidence en ville.

À Palaya, enfin, les profils qui sont les plus représentés sont ceux de centrage permanent et de décentrage/recentrage, situation comparable à celle de San Juan. En effet, on rencontre dans cette communauté de nombreux professeurs d'école, qui sont centrés tout en pratiquant une pluriactivité pluri-localisée. Par ailleurs, la forte proportion de décentrés/recentrés s'explique par le fort potentiel agricole de la communauté en termes de surfaces cultivables et par un micro-climat plus favorable à l'agriculture du fait de la forte proximité du *salar* (Palaya est la communauté qui produit le plus de quinoa dans le municipe de Llica).

Finalement, les facteurs de différenciation spatiale des logiques de polarisation des populations, et donc de centrage, sont de plusieurs natures. L'histoire locale est prépondérante pour comprendre certaines tendances : Otuyo s'est dépeuplé très tôt, Palaya a un fort taux de

professeurs ruraux, San Juan est une communauté touristique donc aux activités plus diversifiées. Mais la dynamique de la quinoa est sans aucun doute le principal facteur explicatif. En effet, le potentiel agricole de la communauté (c'est-à-dire la superficie de plaine cultivable en quinoa), ainsi que le degré d'ancienneté du processus de développement de la culture, déterminent fortement les effets de rupture ou de continuité dans les trajectoires. Ainsi, la communauté de Palaya a un fort potentiel agricole et elle est entrée plus tôt que d'autres dans le boom de la quinoa tandis que celle de Candelaria est entrée très récemment dans le processus.

Ainsi, réfléchir en termes de logiques de centrage nous conduit à nous interroger sur le lien entre, d'un côté, le mode de polarisation et, de l'autre, les formes d'investissement (social et financier) dans la communauté et, par là même, dans l'activité agricole. Nous avons précisément défini la polarisation par le degré d'investissement social dans un lieu. En revanche, le décentrage se traduit par un faible investissement ; ceux qui cultivent, alors que leur polarisation est ailleurs, sont des agriculteurs de « passage », ce qui pose la question de leur implication dans la vie communautaire. Ce sont finalement les producteurs « absents » qui vont avoir des répercussions tant sur la vie sociale (pas de présence quotidienne et peu d'investissement) et sur la dynamique agricole : les absents, contraints par le temps d'un simple passage, font au plus vite et ne sont pas, en général, affiliés à la production biologique. Nous verrons ces éléments plus en détail dans le chapitre suivant.

Si nous raisonnons en termes de projet de vie, ceux qui ne sont jamais partis et ont fondé leur vie dans la communauté s'opposent à ceux qui sont partis sans projet de revenir et qui, selon les circonstances, soit construisent leur vie ailleurs, soit finissent par revenir dans la communauté suite à une difficulté en migration ou bien parce que la communauté les « rappelle ». On a donc des retours (recentrage) plus ou moins contraints, même si la culture de quinoa constitue une opportunité qu'il s'agit aussi de saisir. Alors que le modèle « partir pour partir », c'est-à-dire sans projet d'installation, ni même de retour dans la communauté, caractérisait cette région périphérique et déshéritée de Bolivie, il est aujourd'hui remis en cause par le boom de la quinoa. S'il y a toujours eu des retours pour raison familiale, rares étaient les retours pour cause de pression, de concurrence et de conflits sur la terre. Le boom de la quinoa a donc eu deux répercussions majeures. La première est la possibilité de rester dans la communauté, d'y trouver un refuge viable après un retour forcé pour des raisons économiques, familiales ou, dans le cas de séjours à l'étranger, de situations d'illégalité. La seconde est de pouvoir envisager son installation dans la communauté tout en conservant une logique de pluri-localisation et de pluriactivité sur la base de liens ville-campagne plus resserrés.

Conclusion du chapitre

La lecture générationnelle des trajectoires, permettant de détecter une éventuelle répétitivité des formes migratoires, ou au contraire des phénomènes de rupture, fait émerger trois temps distincts. Le premier, que l'on situe avant les années 1970, se caractérise par des migrations temporaires et circulaires touchant essentiellement les hommes alors que femmes et enfants restaient dans la communauté. Cette circulation de travail, en particulier les années de sécheresse, était instituée au sein des familles comme une réponse aux aléas climatiques et comme complément à l'activité agricole alors destinée encore essentiellement à l'autoconsommation. Le territoire de reproduction de la famille se concevait exclusivement en référence à la communauté, la migration permettant de limiter l'exode rural. Selon le schéma décrit par G. Cortes (2000), la mobilité « servait le territoire rural » et le maintien d'une société paysanne, grâce à des activités et des revenus externes. En parallèle, les départs définitifs maintenaient un équilibre ressource/population au sein de la communauté.

Le second temps, depuis les années 1970 et jusqu'aux années 1990, est marqué par le départ massif d'individus, enchaînant les lieux de migration et constituant leur ménage à l'extérieur de la communauté. Leurs migrations de jeunesse se sont transformées en changement de résidence durable, sans projection de revenir s'installer dans leur communauté. Ces individus ne pratiquaient pas l'agriculture et n'avaient de liens avec la communauté que pour les fêtes, à moins qu'il y ait rupture complète, ce qui restait toutefois beaucoup plus rare. C'est la période où certaines communautés ont été véritablement « désertées ». La migration ne servait plus le « local » puisque les populations n'avaient aucun projet d'y revenir, aucun investissement n'était réalisé, ni même envisagé. Les configurations n'étaient pas celles, cette fois, du « partir pour rester » (Cortes, 2000), ni même « pour revenir » (Farrell *et al.*, 1988 ; Dupont et Lelièvre, 1993 ; Guétat-Bernard, 1998,).

Enfin, le troisième temps démarre dans les années 1990, pour se confirmer à partir des années 2000. Deux phénomènes caractérisent cette période contemporaine. Le premier tient au fait que de nombreux ménages, tout en ayant leur résidence base à l'extérieur de la communauté, pratiquent une activité agricole dans celle-ci. Il y a donc un retournement de situation puisque c'est l'activité agricole qui devient, en quelque sorte, le complément de l'activité pratiquée à l'extérieur de la communauté. Parallèlement à ce phénomène, une autre situation se développe : les centrés permanents, après avoir été les premiers à capitaliser les gains de la culture de quinoa, installent une partie de leur famille en ville, dans une logique d'ascension sociale pour leurs enfants. S'ils pratiquent eux-mêmes la double résidence et la double présence, on peut s'interroger sur le référentiel territorial de leurs enfants. De même, ces figures de producteurs résidant en milieu urbain, et de leurs enfants doubles résidents éduqués en ville, mettent en exergue l'émergence d'un modèle d'« agriculteurs citadins », agriculteurs qui ont leur espace de reproduction en ville, qui sont citadins dans leur comportement, leur identité, leur référentiel mais qui maintiennent une présence et une activité dans la communauté rurale d'origine.

Concernant les quatre profils identifiés - centrés permanents, décentrés permanents, décentrés puis recentrés et trajectoires complexes -, le critère principal est le centrage des individus, entendu comme une polarisation forte dans la communauté. S'il s'agit d'une lecture méthodologique qui facilite l'analyse, elle enferme aussi dans des catégories. Car il convient de rappeler que ces profils sont réversibles ; la logique de centrage peut évoluer au cours de la vie des individus. Il nous est apparu fondamental, cependant, de considérer les individus centrés dans leur communauté dès lors que celle-ci représentait un pôle fort de leur existence, qu'il soit unique (mono-centré) ou simultané avec d'autres lieux (poly-centré). Le parti pris de raisonner en terme de polarisation était de comprendre *in fine* les lieux d'investissement des individus, ce

qui les guide dans leur choix, la raison pour laquelle à un moment donné de leur parcours de vie ils vont choisir de s'investir là plutôt qu'ailleurs, la raison pour laquelle ils vont choisir de préserver des ressources et chercher à acquérir de la terre, ici plutôt qu'ailleurs. Si les individus correspondent chacun à un profil, tous forment la communauté et tous sont acteurs des dynamiques de développement local. Les profils n'étant pas isolés les uns des autres, l'enjeu est de comprendre dès lors les formes d'interactions sociales pour la gestion du territoire local. La question de la diversité des formes du retour se pose, même chez les décentrés : retour pour l'activité agricole seulement ? Retour résidentiel ? Retour de transit pour passer une charge ou pour aider un parent ? Les formes de retour ont chacune leur temporalité de présence dans la communauté et leurs logiques sociales qui les définissent.

On peut présager que certains profils prendront de l'importance dans les années à venir. Si le boom de la quinoa perdure, le profil décentré permanent sans activité agricole, devrait diminuer ses effectifs au bénéfice du profil décentré permanent avec activité agricole (agriculteurs citadins) et du profil à trajectoires complexes. Ceci dit, les pistes d'interprétations sont trop peu tangibles pour pouvoir présager avec certitude d'une future croissance des agriculteurs citadins. En effet, comme nous le verrons, l'institution communautaire, dans ses réorganisations actuelles, ne paraît pas vouloir leur laisser trop de place, encore moins à ceux qui reviennent pour s'accaparer de grandes superficies. Seront-ils obligés de se recentrer ? Par ailleurs, vu l'opportunité que représente désormais la culture de quinoa, le profil des centrés permanents pourrait aussi se développer : les jeunes générations tendraient à envisager leur avenir dans la communauté, mais selon le principe du poly-centrage, de manière à pouvoir jouer d'un territoire de ressources multi-localisées entre ville et campagne, entre l'ici et l'ailleurs.

Au final, la caractérisation des systèmes et des trajectoires de mobilité, et le sens à leur donner en termes de développement local, nous projette dans un nouveau champ de questionnements concernant les formes de gestion familiale et communautaire du territoire et des ressources locales, et leur impact sur la durabilité sociale et économique du système agricole.

Chapitre 6

Du territoire multi-situé au territoire local

Les trajectoires de mobilité et les formes de « centrage » des individus, analysées dans les chapitres antérieurs, posent la question du lien avec le lieu d'origine. Elles soulèvent, du même coup, la question du rapport à l'activité agricole comme élément fondamental des dynamiques territoriales de l'Altiplano Sud. Cependant, l'analyse des trajectoires de la mobilité résidentielle et professionnelle à l'échelle de l'individu s'avère insuffisante pour comprendre les mutations liées au boom de la quinoa qui se jouent dans cette région. De toute évidence, les stratégies individuelles s'inscrivent dans des logiques collectives qui engagent en particulier les sphères familiales et communautaires. Dans le cadre d'une réflexion sur les articulations entre mobilité, ressources, territoire et développement, il s'agit donc d'engager dans ce chapitre une analyse combinée des « systèmes d'activité familiaux » (pluriactivité familiale) et des « systèmes de résidence familiaux » (pluri-localisation familiale) dans leurs rapports aux formes de gestion des ressources locales et de l'activité agricole, dans leurs rapports également aux formes d'appartenance communautaire. Territoires familiaux et territoires communautaires, sont ici au cœur de la démarche, soulevant la question plus large des modes d'identification à l'espace d'origine de populations en mobilité. Nous cherchons à prendre la mesure de ce que nous appelons les « territoires multi-situés », c'est-à-dire les configurations des territoires fonctionnels et organisationnels qui, du point de vue des pratiques socio-spatiales des populations, s'organisent autour de dispositifs de multi-localisation et de liens qui articulent les lieux mobilisés par ces populations⁹¹.

Quelles sont les formes prises par ces territoires multi-situés et comment les articuler aux dynamiques qui se jouent à l'échelle locale ? Dans quelle mesure les sphères familiales et communautaires influent-elles les trajectoires de mobilité individuelles qui tissent les territoires des pratiques ? Quelles places tiennent-elles dans les dispositifs de localisation résidentielle et les pratiques de mobilité, dans les prises de décisions liées aux stratégies économiques et sociales, dans la conduite des activités agricoles et non agricoles ? Comment, dans ce nouveau contexte d'opportunités économiques que représente la quinoa, les familles se sont-elles organisées ? Comment ont-elles réajusté leur système d'activité, leur manière de gérer la ressource locale, leur rapport à la terre ? Voit-on émerger, au final, une transformation des rapports et des arrangements sociaux inter ou intra familiaux, entre résidents et non résidents, entre familles et instance communautaire ?

En reprenant la même démarche diachronique fondée sur l'analyse des trajectoires, il s'agit de décrypter, dans un premier volet, les configurations sociales et spatiales différenciées de la multipolarité familiale et les relations d'interdépendance entre les membres de la famille qui animent ces dispositifs. Le second volet interroge plus directement l'organisation du lien au territoire d'origine d'abord sous l'angle du rapport à la terre et des dynamiques foncières, puis sous celui des formes de réajustement des systèmes de production agricole. Cette dimension est également explorée à travers une analyse plus fine des trajectoires de circulation liées à la culture de quinoa. Le troisième et dernier volet est consacré à l'expression des formes d'appartenance et aux droits d'accès au territoire communautaire.

⁹¹ Cette notion de territoire multi-situé est inspirée d'un séminaire de recherche tenu en décembre 2010 à Montpellier, organisé par G. Cortes et D. Pesche. Nous reprenons ici la définition formulée dans l'appel à participation.

6.1. Multipolarités et interdépendances familiales

En quel sens peut-on, dans le contexte de l'Altiplano Sud bolivien, parler de territoires familiaux multi-situés ? Cette question renvoie à la manière dont s'organise la famille nucléaire - voire élargie - pour assurer sa subsistance quotidienne (obtention de revenus, accès à la santé, éducation des enfants, etc.) à travers un dispositif de dispersion spatiale fondé sur des rapports d'interdépendance, de solidarité et d'entraide. Quelles sont les formes spatiales et les formes organisationnelles de cette dispersion familiale ? Quelles sont les logiques sociales, économiques - voire identitaires - qui les sous-tendent ? Quels sont les modes d'arrangements sociaux qui les accompagnent ?

6.1.1. Arrangements et interdépendances familiales

Afin de cerner la configuration des territoires familiaux (Authier et Bidou, 2005 ; Bonvalet, Lelièvre, 2005 ; Cortes, 2011), ainsi que les organisations familiales liées aux logiques de mobilité et de dispersion, nous devons considérer les arrangements et interdépendances non seulement au sein de la famille nucléaire (le ménage) mais également dans le cadre de la famille élargie et des relations de compérage. Nous verrons, à ce titre, que l'entraide liée à l'installation dans les lieux de migrations (accès à la résidence, au travail, à l'éducation) implique des relations de parenté plus lâches (les cousins) ainsi que les compères (*compadre, comadre*), tandis que l'entraide liée à la pratique agricole associe généralement des membres de parenté directe.

Les formes de dons et contre-dons, que l'on retrouve dans de nombreuses relations sociales au sein des sociétés rurales, sont fondamentales pour comprendre les formes d'arrangement et interdépendance liées aux mobilités. À ce titre, T. Locoh (1991 : 281) indique qu'en Afrique de l'Ouest : « *Les échanges migratoires sont une des formes de dons et contre-dons qui jalonnent les relations familiales. La politique des « enfants confiés » maintenant largement étudiée s'explique bien ainsi. L'enfant qui va chez un oncle, une tante, un grand-frère, est une charge économique pour celui-ci mais aussi un appoint de main-d'œuvre, domestique ou non. Entre celui qui reçoit cet enfant et la famille qui le confie, des liens d'interdépendance sont tissés* ». Dans le cas des familles de l'Altiplano Sud, on retrouve cette politique des enfants confiés et des liens d'interdépendances qu'elle crée. Nous pouvons, en revanche, élargir ces formes de dons et contre-dons à d'autres domaines. Par exemple, un père qui prête des terres à l'un de ses enfants attend de lui qu'il l'aide à cultiver ; un père qui envoie un de ses enfants étudier chez un autre de ses fils, surveillera en contrepartie les parcelles de ce dernier dans la communauté ; ou encore, une femme qui garde l'enfant de sa fille dans la communauté escompte, qu'en contrepartie, celle-ci l'aide sur l'exploitation, etc.

Par ailleurs, il convient de considérer les liens entretenus entre parents et enfants au cours du cycle de vie. Quels que soient l'âge des enfants et leur statut matrimonial, les parents ont le devoir d'aider leurs enfants. Du simple fait de l'âge d'abord (lorsqu'ils ne sont pas autonomes) ou en cas de difficultés ensuite (séparation, manque de temps ou d'argent...). À l'inverse, ce sont les enfants qui ont le devoir d'aider leurs parents lorsque ceux-ci avancent en âge. Ces devoirs impliquent donc des arrangements au sein des familles.

Les arrangements pour éviter la migration sont tout aussi importants. Un cas significatif correspond au fait d'envoyer chez un parent en ville les enfants en âge d'entrer à l'école ou au collège, et d'éviter ainsi le déménagement de toute la famille. Les arrangements, au contraire, pour permettre la migration temporaire ou la circulation sont fréquents. En effet, avoir des enfants en âge d'être scolarisés, ou même en bas-âge, peut constituer un frein à la mobilité de travail. Les familles s'organisent pour mettre en place un système de « garde d'enfants » qui permet au(x) parent(s) de partir travailler. C'est le cas de nombreuses mères célibataires de San

Juan qui laissent leur enfant à leur mère, le temps d'une migration saisonnière de trois mois au Chili. Comme le relate Marisol, membre de la communauté de San Juan : « *On peut travailler avec les enfants dans le dos mais après, les patrons ne sont plus d'accord. Moi je laisse ma fille à ma mère à San Juan quand je pars travailler à Calama. Je pars trois mois et ensuite je rentre* ».

L'attention portée aux parents, dès lors qu'ils atteignent un certain âge, fait aussi l'objet d'ententes au sein de la famille. La priorité est donnée à la permanence d'au moins un membre de la famille auprès des parents âgés qui résident dans la communauté. La mission est souvent confiée à la fille la plus jeune qui n'est pas encore mariée et qui, la plupart du temps, ne s'engage pas dans des études, ou alors à un enfant, membre de la famille élargie, qui reste une ou plusieurs années auprès du couple âgé. Cet enfant resté dans la communauté aide alors les parents dans la vie quotidienne et aussi, le cas échéant pour l'activité agricole.

Les « arrangements résidentiels », tels que les conçoit F. Dureau (1999 : 341), consistent à mettre en place une cohabitation sous un même toit entre plusieurs générations, situation souvent temporaire en vue d'une stabilisation résidentielle indépendante. Chez les familles de l'Altiplano Sud, on rencontre ce type d'arrangements surtout lorsqu'un jeune, bien qu'ayant déjà constitué ailleurs son unité domestique propre, revient au foyer familial pour quelques mois ou quelques années alors qu'il traverse une période de difficultés. De même, il n'est pas rare que les grands-mères s'occupent de leurs petits-enfants dans la semaine, en l'absence des parents. Ainsi, selon les périodes du cycle de vie, et les nécessités de mobilité des uns et des autres, la morphologie des ménages connaît une grande variation et une pluralité de configurations. Ces arrangements, nous le verrons plus loin, prennent des formes tout aussi particulières lorsqu'elles obéissent aux nouvelles exigences des systèmes de production agricole.

6.1.2. Multipolarité résidentielle familiale et espaces de vie multiples

Quel est le degré de dispersion de la famille nucléaire ? Arrive-t-elle à répondre à ses besoins depuis un même lieu de résidence ? Dans quelle mesure la famille peut-elle compter sur la circulation de ses membres, pour assurer diverses activités et différentes sources de revenus, dans le cadre d'une logique partagée, voire solidaire ?

6.1.2.1. Dispositif résidentiel familial

Les dispositifs résidentiels familiaux prennent des configurations très variables allant de la situation de mono-résidence permanente de tout le noyau familial jusqu'à celle d'une dispersion de pratiquement tous les membres de la famille. Nous pouvons distinguer les configurations suivantes :

- un *espace résidentiel familial mono-localisé*. Cette situation, correspond au fait que l'ensemble des membres de la famille nucléaire réside dans le même lieu, ou qu'un de ses membres est en migration circulaire. Mais cela ne signifie pas forcément une mono-activité.
- un *dédoublage temporaire de l'espace résidentiel* lorsque toute la famille se déplace entre plusieurs résidences, et notamment entre la communauté au moment des travaux agricoles et un lieu de résidence à l'extérieur le reste de l'année ;
- un *éclatement permanent de l'espace résidentiel familial* qui correspond aux familles bipolaires (deux lieux résidentiels) et multipolaires (plusieurs lieux). L'éclatement de l'espace résidentiel correspond à de nombreuses familles bipolaires de San Juan où l'homme travaille de façon quasi permanente à l'extérieur de la communauté, principalement dans les mines ou à l'étranger. C'est aussi le cas des professeurs de Palaya dont la femme et les enfants sont restés vivre dans la communauté. Notons que, pour ces deux communautés, la présence d'une école et

d'un collège permet à la famille de rester sur place. Dans ces situations, la femme - qu'elle soit *yerna*⁹² ou originaire de la communauté - assume les charges collectives dans la communauté (réunions, charge temporaire...). Mais elle n'est pas pour autant considérée comme « chef de ménage » et maîtresse des prises de décisions au niveau de l'exploitation familiale. Quoiqu'il en soit, la bi ou multi polarité est toujours liée à la nécessité d'une pluriactivité des ménages, c'est-à-dire la mobilisation de ressources à la fois au lieu d'origine et dans un ou plusieurs autres lieux à l'extérieur. Précisons, cependant, que la scolarisation des enfants est également un facteur incitatif de ces dispositifs de dispersion.

6.1.2.2. Évolutions des dispositifs familiaux : des configurations conjoncturelles

Comme indiqué antérieurement, les dispositifs de dispersion familiale fluctuent au fil des cycles de vie des individus dont les projets et les fonctions au sein de la famille sont évolutifs : cultiver la terre, s'éduquer, s'occuper d'un parent... Certains exemples sont significatifs de ces changements de systèmes résidentiels familiaux.

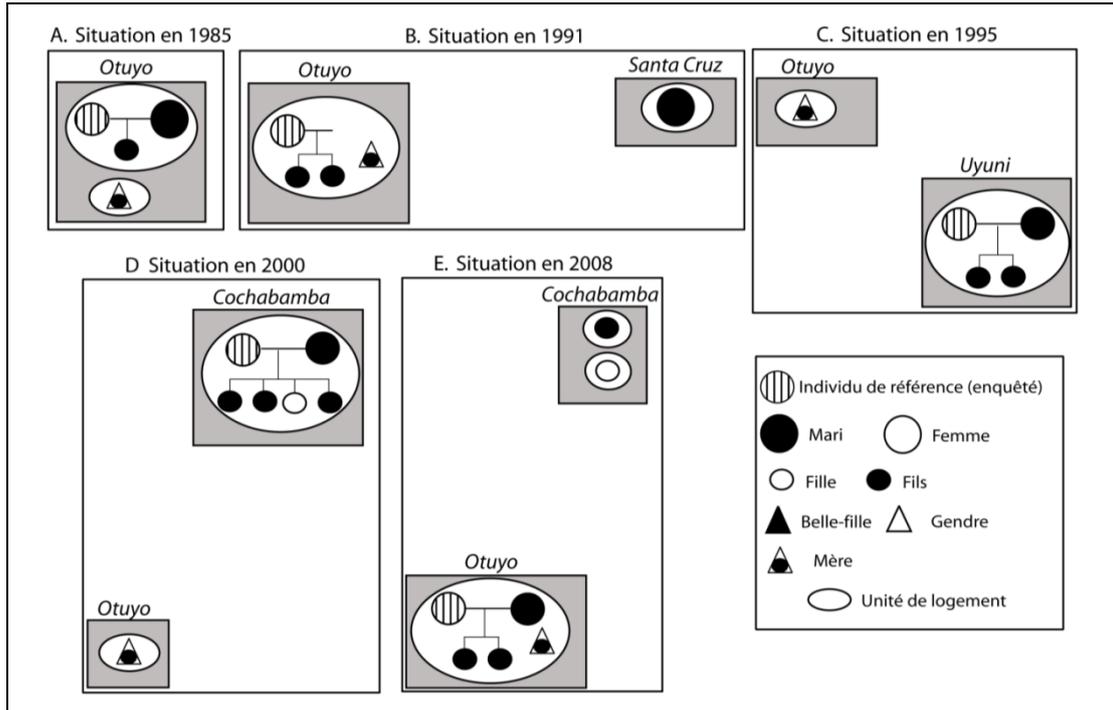
Le premier est celui de la famille Yapiri, originaire de la communauté d'Otuyo (figure 64)⁹³. Felipe et Ana se sont mis en ménage en 1985 à Otuyo. En 1986, Felipe part travailler à Santa Cruz pour subvenir aux besoins de la famille, tandis qu'Ana reste à Otuyo avec leur premier fils. Suite à la maladie de leur second fils, la famille décide de déménager à Uyuni en 1993 puis à Cochabamba en 1996. De 1996 à 2007, tous ne constituent qu'un seul ménage résidant à Cochabamba. En 2008, le couple décide de s'installer à Otuyo pour trois raisons : tout d'abord, ils rencontrent de graves difficultés économiques à Cochabamba, ensuite, la communauté les oblige à mettre un enfant à l'école pour ne pas perdre leurs droits sur leurs terres et enfin, la mère d'Ana, qui réside à Otuyo, est très âgée et malade. Ils décident donc de revenir dans leur communauté et de s'installer avec elle. Les accompagnent un de leur fils, lui aussi malade, et le cadet qui peut suivre l'école primaire dans la communauté. Le fils aîné de 22 ans, quant à lui, réside seul à Cochabamba tandis que leur fille de 13 ans réside chez sa marraine et poursuit sa scolarisation au collège. Dans ce dispositif de dispersion intergénérationnel, c'est le père qui assure le lien en faisant des allers-retours constants entre Otuyo et Cochabamba, ce qui nécessite à chaque fois des trajets de plus de dix heures.

Le second exemple est celui de la famille Garcia, dont la femme est originaire de Chilalo. Nous avons reconstitué quatre périodes de son système résidentiel (figure 65). Tout d'abord en 1975, le ménage se forme dans la mine de Siete Suyos (Atocha) après des périodes individuelles de migration. En 1986, lors de la fermeture de la mine, le ménage s'installe à Oruro. En 1989, le père part travailler au Chili, à Alto Hospicio où il réside, tandis que sa femme et leurs quatre enfants résident à Oruro. En 1998, alors que la famille compte huit enfants, la femme décide de rejoindre son mari au Chili avec leurs quatre enfants aînés. Elle « place » deux de leurs filles chez leur grand-mère à Chilalo et deux autres enfants restent à Oruro chez leur tante. En 2008, les parents font venir au Chili leurs deux filles qui étaient restées à Chilalo (dont une avec un nouveau né) tandis que leurs enfants aînés ont constitué leurs propres unités domestiques à Alto Hospicio. Les deux enfants restés à Oruro continuent leurs études. Ainsi, au moment des enquêtes, cette famille était éclatée entre Oruro et Alto Hospicio, entre la Bolivie et le Chili. Ce couple n'a plus de liens avec la communauté d'origine de la femme, suite à des différends sur l'héritage, mais il retourne chaque année à la fête de Salinas.

⁹² Femme d'un membre originaire d'une communauté.

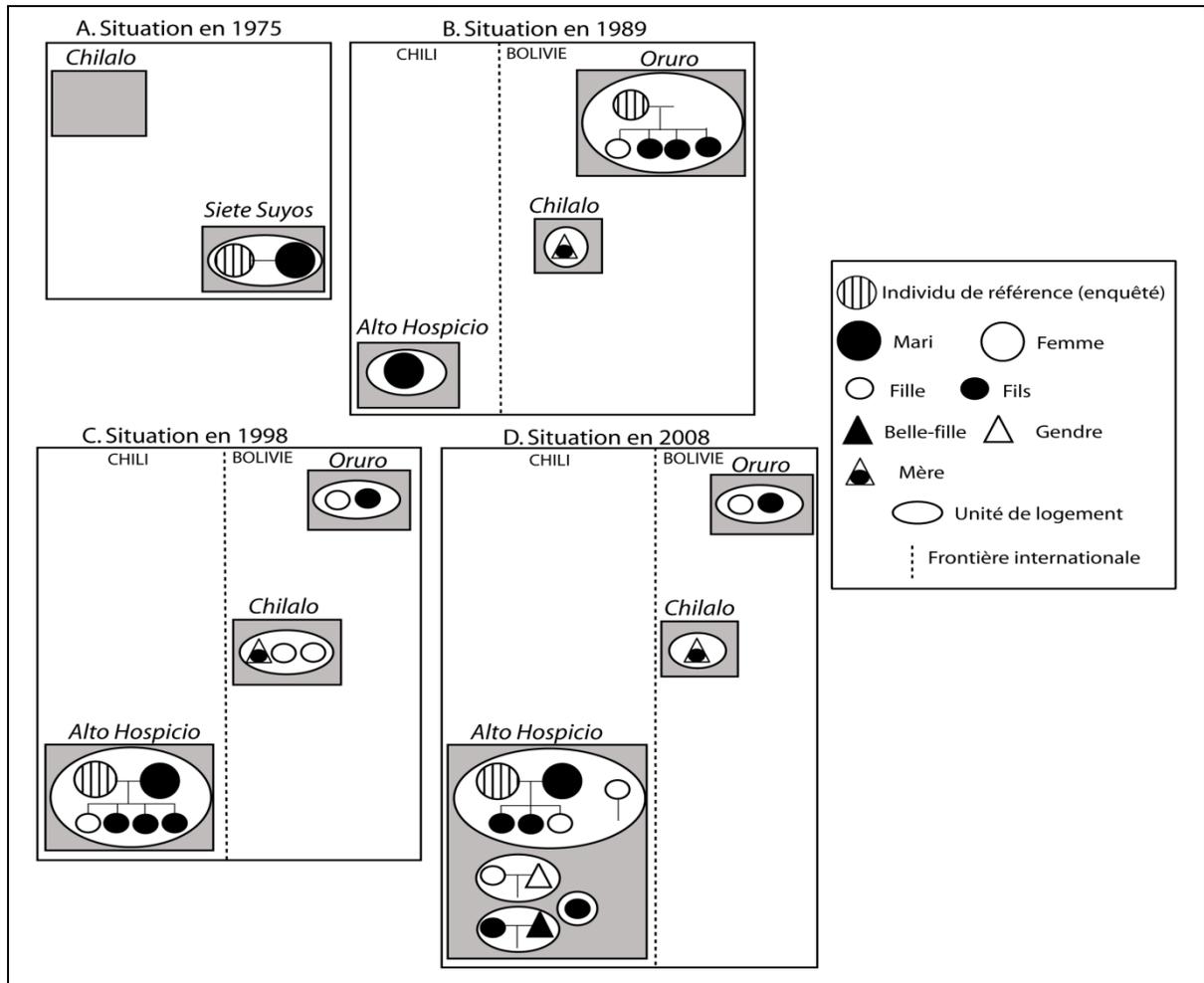
⁹³ Voir également la trajectoire de Felipe p. 232 du chapitre 5. Les figures 64 et 65 s'inspirent de celles élaborées par G. Cortes dans un récent article sur les familles transnationales (Cortes, 2011).

Figure 64 : Évolution du système résidentiel de la famille Yapiri, originaire de Otuyo (1985-2008)



Source : A. Vassas Toral, entretiens 2007/2008.

Figure 65 : Évolution du système résidentiel de la famille Garcia, originaire de Chilalo (1975-2008)



Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

Les dispositifs résidentiels et de circulation des familles, qui construisent des territoires de vie fondés sur le lien maintenu entre plusieurs lieux et sur une organisation réticulaire, s'adaptent en permanence aux besoins familiaux. Dans ces systèmes extrêmement modulables, la dispersion familiale et la mobilité sont perçues comme une ressource socio-spatiale qui permet d'ajuster constamment le système d'activité familial. Si la composition du ménage varie, de toute évidence, en fonction des périodes du cycle de vie de chaque membre de la famille (formation, autonomisation), les parents décident de la localisation résidentielle de leurs enfants en fonction d'objectifs précis : rester dans la communauté pour aider aux travaux agricoles, y retourner pour s'occuper d'une grand-mère très âgée, rester en ville chez un parent pour étudier, etc.

Ce que l'on a observé avec le boom de la quinoa, ce n'est pas tant un retour de familles entières dans les communautés. Généralement, un membre du couple (homme ou femme), faute de résider dans la communauté, fait des allées et venues et sa circulation suffit à réintégrer toute la famille au sein de la communauté. Finalement, la caractéristique générale qui ressort de l'étude des trajectoires est le caractère très flexible des dispositifs résidentiels et circulatoires familiaux. La réversibilité des pratiques résidentielles est avérée et l'organisation en réseau des familles permet une adaptation aux différents effets de conjonctures. Il est dès lors difficile de créer des catégories selon le lieu de résidence car un producteur résident permanent aujourd'hui peut-être producteur migrant demain. À l'inverse, un producteur migrant aujourd'hui peut devenir, demain, producteur résident permanent.

6.1.3. Un cas exemplaire de trajectoire familiale

La compréhension des territoires multipolaires familiaux, on le voit, suppose la prise en compte de ses formes changeantes sur le temps long des cycles de vie et ce, pour l'ensemble des membres de la famille, de manière à saisir les logiques d'interdépendance et de solidarité intrafamiliale. Cependant, d'un point de vue méthodologique, la reconstitution complète de la trajectoire familiale, tant du point de vue résidentiel que professionnel, et pour chacun des membres de la famille, est une entreprise difficile, exigeant de longues heures d'entretien, de dialogue et d'écoute, surtout si l'on exclut la restitution indirecte de l'information par seulement certains membres de la famille.

C'est ce que nous avons pu entreprendre auprès d'une famille de la communauté de Chilalo, au nord du *salar* d'Uyuni (municipe de Salinas), composée des deux parents et de huit enfants. La figure 66 qui juxtapose chacune des trajectoires de mobilité des dix individus permet de saisir, dans une vision diachronique, la succession à la fois des lieux de résidence et d'activité de chacun des membres de la famille et donc de visualiser les effets de « coïncidence » dans le temps et dans l'espace de toutes les trajectoires individuelles. Ce sont précisément ces effets de coïncidence qui nous intéressent ici, dans la mesure où ils traduisent les alternances de dispersion et de regroupement de la famille et l'interdépendance des individus en lien avec leurs propres stratégies de reproduction sociale.

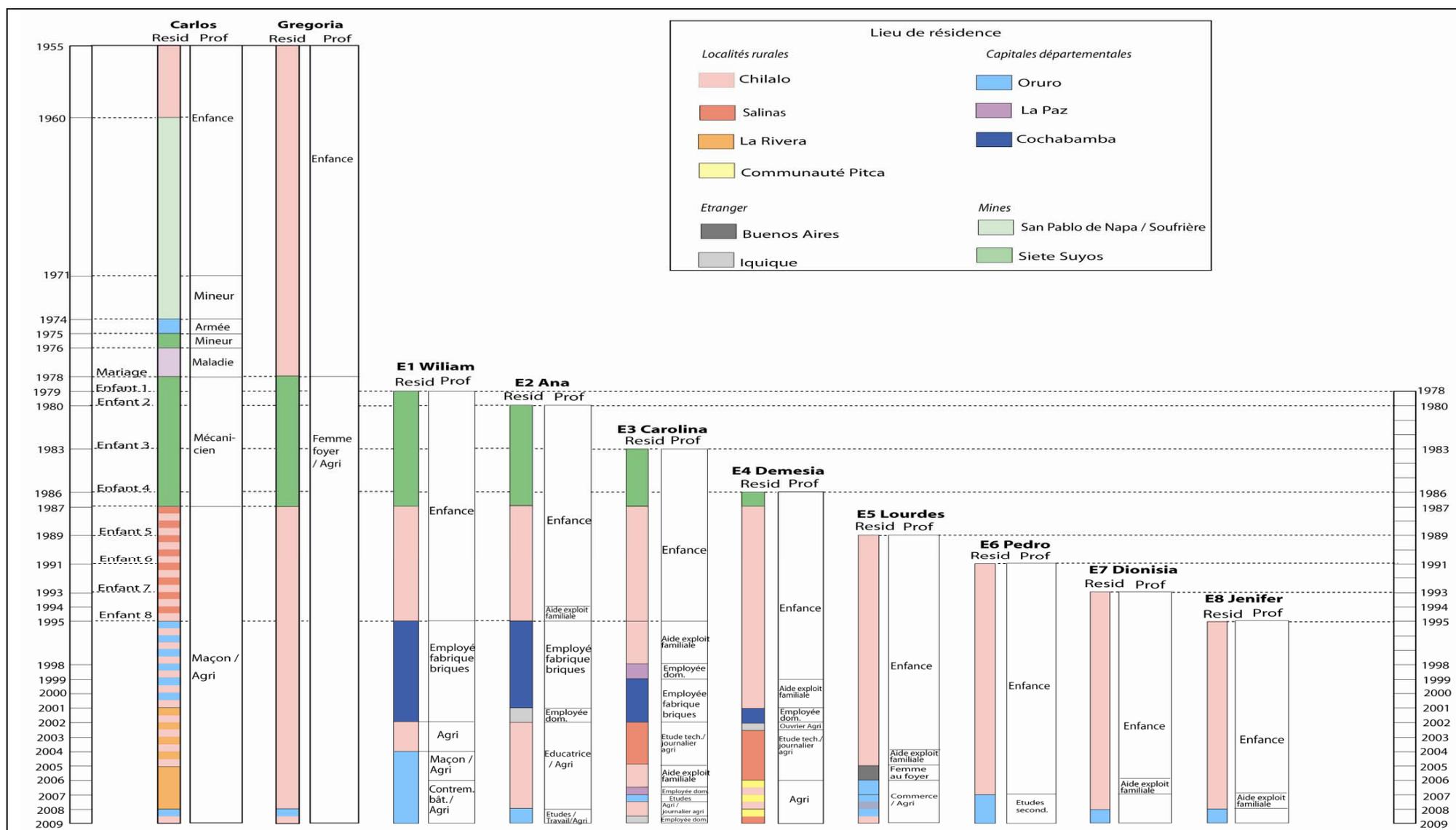
Tout d'abord, la trajectoire des parents, tous deux nés en 1955, est typique de cette génération. Carlos part à 5 ans à San Pablo de Napa où son père va travailler à la mine. À partir de l'âge de 16 ans, il travaille lui-même comme mineur. Après son service militaire, il s'engage dans une migration plus autonome puisqu'il part dans la mine publique de Siete Suyos (Atocha). Sa future épouse, Gregoria, passe quant à elle toute son enfance dans la communauté de Chilalo. Elle est la dernière d'une famille de neuf enfants et elle aide ses parents sur l'exploitation agricole. Lorsqu'ils se marient en 1978, tous deux étant originaires de la communauté, ils partent vivre dans le centre minier de Siete Suyos. Gregoria ne revient pas les deux premières

années à Chilalo. C'est à partir de la troisième année qu'elle revient cultiver, en circulant entre les deux lieux. Suite à un accident, Carlos doit abandonner l'activité de mineur, et se met à travailler comme mécanicien, travail moins pénible, toujours dans le centre minier de Siete Suyos. En 1986, suite à la politique nationale de privatisation et de relocalisation, la mine publique licencie. Le couple avec ses quatre enfants doivent alors quitter les lieux avec une prime de licenciement. Cette même année, la quinoa d'exportation commence à se développer, incitant la famille à revenir s'installer à Chilalo, et à cultiver les terres dont Carlos avait hérité. Cependant, Carlos s'installe en double résidence entre sa communauté et Salinas, dans un premier temps, où il travaille comme maçon, puis Oruro et La Rivera. Gregoria, de son côté, reste en permanence dans la communauté et se consacre à l'agriculture. Mais la distance réduit progressivement la fréquence des retours de Carlos à Chilalo. C'est ainsi que ses filles, chacune à leur tour, vont prendre le relais sur l'exploitation. En 2008, le couple décide de se rejoindre à Oruro, revenant à Chilalo le temps des travaux agricoles tout en embauchant un berger à l'année pour le gardiennage du troupeau. La mise en parallèle de ces deux trajectoires montre que Gregoria est la garante du lien à la communauté d'origine, lieu de centrage constant au cours de son cycle de vie tandis que le décentrage de son mari est intervenu assez tôt, tout en maintenant une circulation quasi constante entre la communauté et les lieux de travail à l'extérieur. Sa trajectoire est assez représentative de ce que nous avons largement décrit antérieurement, à savoir un producteur de quinoa qui articule espaces urbain et rural par le biais d'un système de double résidence et d'une pluriactivité.

La trajectoire du fils aîné est également intéressante. À 16 ans, Wiliam s'engage dans le processus migratoire puisqu'il part travailler à Cochabamba dans une briqueterie. Il est, dès son arrivée, logé chez une tante. C'est là qu'il rencontrera sa future épouse (originaire de Carangas dans le département de Oruro), venue aussi à Cochabamba travailler dans la briqueterie avec l'un de ses frères. Après s'être mariés en 2000, ils restent à Cochabamba pour y travailler pendant deux ans avant de s'installer à Chilalo dans l'espoir pour Wiliam d'obtenir le concours d'entrée à l'École Normale de Llica. Il n'est finalement pas accepté mais sa femme et lui restent deux ans à Chilalo où ils construisent une maison et cultivent les terres que le père leur prête : 0,7 ha mécanisable et 0,3 ha en culture manuelle. Mais ils partiront très vite à Oruro car la quinoa ne suffit pas à assurer leur subsistance. Le problème de l'accès trop restreint à des terres cultivables est ici le facteur déterminant d'un échec de retour et d'une ré-émigration. À Oruro, Wiliam travaille d'abord avec son père comme maçon, puis il monte sa propre activité. Sa femme est employée domestique deux jours par semaine, en plus de quelques travaux ponctuels. Depuis le départ de Chilalo, c'est elle qui repart chaque année cultiver les terres et aider ses beaux-parents au moment de la récolte. Ses enfants, non scolarisés, l'accompagnent à chaque retour dans la communauté.

Quand aux filles de Carlos et Gregoria, la première, Ana, est d'abord partie avec son frère à Cochabamba pour travailler dans la briqueterie. Elle rejoint ensuite sa cousine à Iquique où elle trouve un emploi d'employée domestique pendant un an. Tombée enceinte, elle revient s'installer à Chilalo où elle cohabite avec ses parents (dans la maison familiale) qui lui prêtent quelques petites parcelles. Parallèlement, elle est embauchée comme éducatrice pour les enfants en bas âge dans la garderie de la communauté. Finalement en 2008, lors d'un changement du système résidentiel familial, elle aussi part s'installer à Oruro avec son fils. Elle y travaille la journée et étudie le soir pour devenir professeur rural.

Figure 66 : Trajectoires résidentielle et professionnelle des membres de la famille Ayma, communauté de Chilalo



Source : A. Vassas Toral, entretiens 2007/2008.

La trajectoire de Carolina⁹⁴, la deuxième fille est typique d'une errance résidentielle qui s'installe dans la durée. Carolina a connu La Paz où elle est partie travailler en 1998, à l'âge de quinze ans, chez son parrain comme employée domestique, puis un an plus tard à Cochabamba où elle a rejoint ses frères et sœurs pour travailler dans la briqueterie. Carolina est très déterminée et souhaite étudier. Pendant trois ans, elle vivra à Salinas où elle passe son bac technique. Pour payer ses études, elle travaille dans les champs de quinoa. Après cette période, elle revient en 2005 à Chilalo pour aider sa mère. Mais elle repart après une année à La Paz chez son parrain, puis à Oruro chez une tante pour se consacrer à nouveau à ses études. N'ayant pas réussi au concours qu'elle préparait, elle revient à Chilalo où elle cultive des terres que ses parents lui prêtent et se fait embaucher comme journalier agricole. Finalement, après la saison agricole (juillet), elle part au Chili, à Iquique. Carolina alterne donc des périodes résidentielles instables dans la communauté et à l'extérieur.

Demesia, la troisième fille, après l'école primaire, aide pendant une année la famille sur l'exploitation familiale puis, dès l'âge de quatorze ans, elle part à Cochabamba rejoindre ses frères et sœurs. Elle sera employée domestique pendant un an chez des parents. Elle revient brièvement à Chilalo avant de tenter une expérience à Iquique où sa cousine lui trouve un emploi dans une exploitation maraîchère. Comme elle ne parvient pas à s'habituer, elle rentre au bout de 4 mois à Chilalo. En 2002, alors qu'elle a seize ans, elle commence une formation à l'institut technique de Salinas, comme sa sœur, et obtient son bac en 2005. L'année suivante, elle s'installe en ménage avec un homme originaire de Pitca (communauté proche de Chilalo) qui fait des études dans le département de Sucre. C'est elle alors qui s'occupe de l'activité agricole dans les deux communautés : Pitca où son mari a hérité des terres et Chilalo où ses parents lui prêtent 0,7 ha. Parallèlement, sa mère l'embauche pour les travaux agricoles à Chilalo. En 2008, lorsque le système résidentiel familial évolue, elle s'installe à Salinas dans la maison familiale. Son mari, lui, travaille temporairement dans la mine de Salinas qui a ouvert à nouveau depuis la hausse des cours des minerais.

La quatrième fille, Lourdes, n'a pas fait d'études. Après l'école primaire à Chilalo, elle reste un an pour aider sa mère sur l'exploitation. Elle constitue ensuite son ménage à 17 ans. Le couple part à Buenos Aires pendant un an où son mari travaillera dans un atelier de couture. Tous deux rentrent ensuite s'installer à Oruro où lui travaille comme maçon et elle dans le commerce alimentaire de rue. Finalement, sa mère lui propose de l'aider pour les travaux agricoles et de lui prêter des terres. C'est ainsi que Lourdes, au moment des enquêtes, alternait son temps de vie entre Oruro et Chilalo.

Enfin, les trois plus jeunes enfants, après une étape de scolarisation à l'école primaire de Chilalo, partiront à Oruro. Le plus jeune fils, à ses quinze ans, y partira chez son frère pour poursuivre le collège. Ses deux jeunes sœurs, lorsque le système résidentiel familial se modifie en 2008, accompagneront toutes les deux leurs parents à Oruro.

L'analyse croisée de ces trajectoires individuelles met en évidence, pour la génération des enfants, une alternance entre périodes de résidence dans la communauté et de migration dans plusieurs lieux successifs. La communauté reste cependant le lieu de la centralité, le lieu de retour systématique. La transmission générationnelle au lieu d'origine est assurée.

Les espaces-ressources de cette famille sont multiples et sont mobilisés tour à tour, grâce à des prises de relais successives par les membres ou parents de la famille qui permettent l'accueil et l'insertion dans les divers lieux de migration. La ville de Cochabamba a été le premier lieu-ressource pour la famille, pratiqué par quatre des enfants accueillis par une tante. Oruro est un lieu également structurant dans la trajectoire familiale puisque c'est là que les parents louaient

⁹⁴ Voir également la trajectoire p. 234 du chapitre 5

en 2008 une maison. Finalement, Salinas situé à proximité de la communauté, a constitué un lieu-relais tout aussi important où les parents sont propriétaires d'une maison. La Paz est intervenu plus tard, et de façon plus ponctuelle, comme espace-ressource de la famille, en particulier pour l'une des filles qui a été embauchée à deux reprises comme employée domestique par son parrain qui y résidait. Finalement, l'étranger ne constitue pas un espace-ressource pour cette famille, exceptée la ville d'Iquique au Chili, où les jeunes filles sont parties travailler ponctuellement, hébergées à leur arrivée par une cousine installée là. Le dispositif familial de résidence se déploie à partir d'un certain nombre de lieux-ressources où les individus peuvent travailler et résider, tandis que la communauté constitue, selon les périodes du cycle de vie, le lieu où l'on tente de se recentrer et de se stabiliser, le lieu-refuge ou le lieu-tremplin avant un nouveau départ et, dans tous les cas, le lieu de référence des individus. L'espace d'origine est ainsi le lieu de la centralité fonctionnelle et identitaire de cette famille autour duquel s'organisent des espaces satellites sur lesquels elle joue.

Au final, la lecture générationnelle des trajectoires de mobilité révèle chez cette famille - comme chez beaucoup d'autres - l'importance des logiques d'articulation et d'interdépendance des membres dispersés dans la formation de territoires familiaux multi-situés. Dans ce dispositif, et quelle que soit la trajectoire migratoire, celle-ci s'articule sans cesse à l'espace d'origine. Tous les ménages de cette famille sont pluriactifs et tous participent aux travaux agricoles sur les terres de leurs parents, que ce soit pendant l'enfance ou lorsqu'ils forment un ménage indépendant. Cette lecture vient confirmer, par ailleurs, la grande flexibilité des systèmes résidentiels, et leur réversibilité permanente, deux caractéristiques qui s'appliquent aussi au système d'activité agricole. Appréhendées à l'échelle de la famille, et au travers des ajustements ou arrangements permanents qui s'opèrent entre ses membres, les trajectoires de mobilité viennent ici relativiser la catégorie de centrage/décentrage définie à l'échelle des individus.

6.1.4. Usage des revenus et investissements au sein des dispositifs de multipolarité

La destination des revenus tirés des différentes activités est un bon indicateur du lieu d'investissement des familles, reflet de leur vision de l'avenir et, par là même, de leurs modes de centrage. Il est donc intéressant de savoir dans quels lieux les familles choisissent d'investir leur épargne, quand elle existe, et dans quel domaine. Est-ce que l'argent de la quinoa sert à consolider l'assise rurale en permettant aux familles d'investir dans la communauté ou, au contraire, contribue-t-il à ce qu'elles projettent leur avenir à l'extérieur et ainsi, à renforcer les multipolarités ? De même, est-ce que les revenus de la quinoa, qui ont permis à certains ayants droit de se recentrer dans leur communauté d'origine, sont utilisés pour mieux investir le local ou bien pour mieux se multi-polariser ?

Il s'avère très difficile de connaître le montant précis des revenus des ménages, tout comme il est délicat de savoir « quel argent sert à quoi ». À défaut de pouvoir fournir ici des données quantifiées et précises sur ce sujet, les entretiens réalisés auprès de 149 producteurs nous ont permis d'identifier la récurrence d'investissements réalisés avec les revenus de la quinoa, ainsi que le lieu et la nature de ces investissements.

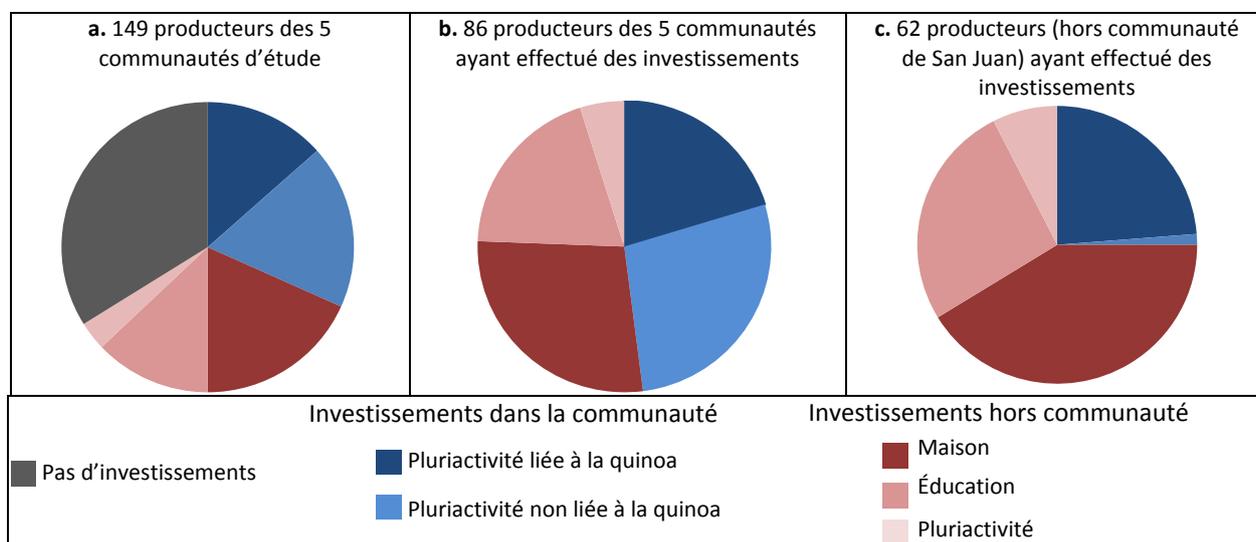
En premier lieu, un facteur fondamental est à considérer : la culture de quinoa est une activité agricole soumise aux aléas climatiques, et la récolte n'est donc pas assurée chaque année, ni les revenus escomptés garantis. Dans le cas de ménages pluriactifs, nous pouvons avancer l'idée que l'argent de la quinoa est un « plus » sur lequel ces ménages ne misent pas pour assurer la subsistance quotidienne de leur famille. Ces revenus sont plutôt perçus comme une source

potentielle d'épargne et sont généralement employés pour réaliser des investissements, tandis que les autres activités conduites à l'extérieur procurent les revenus destinés à assurer les besoins quotidiens (alimentation, vêtements, etc.).

Les investissements dans la communauté concernent généralement le développement de la pluriactivité, soit directement liée à la quinoa (achat d'un tracteur et/ou d'un camion pour le transport de quinoa), soit dans un autre secteur que l'agriculture (construction d'un hébergement touristique, mise en place d'un petit commerce). À l'extérieur de la communauté, les investissements sont de nature plus variée et peuvent concerner l'achat ou la construction d'une maison, l'éducation des enfants ou, là encore, le développement d'une activité en ville (commerce, artisanat, etc.).

Sur les 149 producteurs enquêtés, 86 ont réalisé un ou plusieurs investissements grâce aux revenus de la quinoa. La figure 67, composée de trois graphiques, synthétise les résultats des enquêtes. Le premier graphique (a.) a été réalisé sur la base de l'ensemble des entretiens, alors que le second (b.) ne reprend que les individus qui ont réalisé des investissements avec les revenus de la quinoa. Les investissements se répartissent pour moitié dans la communauté et pour moitié en dehors de celle-ci. Le troisième graphique (c.) a été réalisé sans les producteurs de San Juan. Dans cette communauté, en effet, l'activité touristique fausse d'une certaine manière les résultats car de nombreux producteurs investissent localement dans cette activité très spécifique (hébergement ou commerce). Ainsi, sans les producteurs de San Juan, les investissements liés au développement de la pluriactivité au sein même des communautés concernent seulement 25% des producteurs. En revanche, 41% ont investi dans l'achat ou la construction d'une maison et 26% dans l'éducation de leurs enfants en dehors de la communauté.

Figure 67 : Types d'investissements réalisés grâce aux revenus de la quinoa (en %)

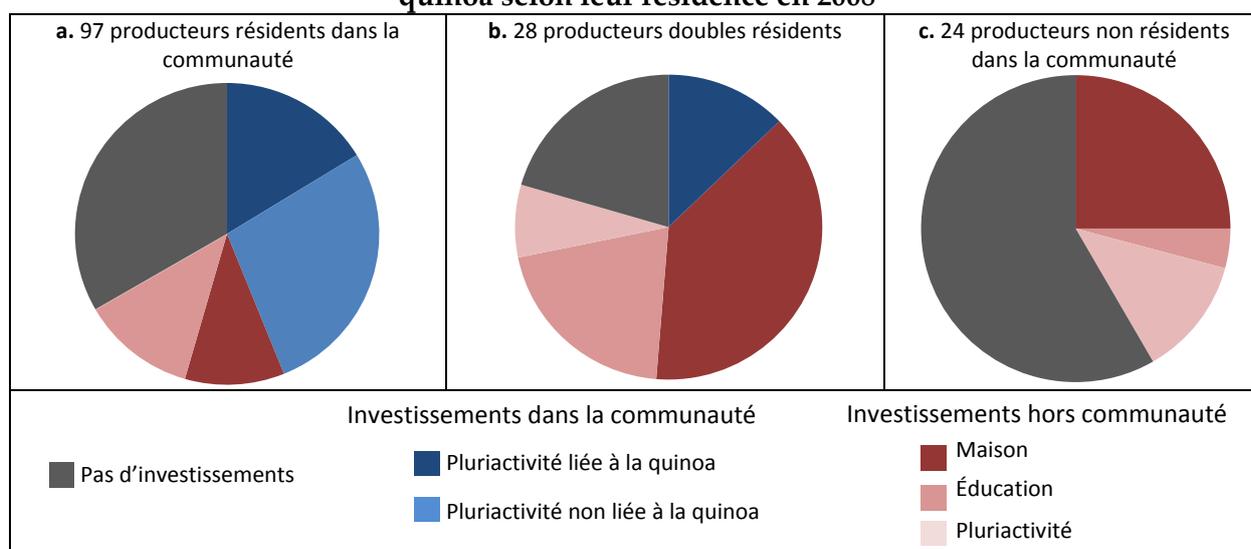


Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

En considérant maintenant la répartition des types d'investissements réalisés grâce aux revenus de la quinoa selon le critère de la résidence du producteur en 2008, les différences sont marquées. La figure 68 présente trois graphiques : le graphique (a.) concerne les producteurs qui résident uniquement dans leur communauté ; le graphique (b.) considère les producteurs en double résidence associant la communauté alors que le graphique (c.) concerne uniquement les producteurs qui résident à l'extérieur de la communauté. Premier constat : ce sont les producteurs non résidents qui investissent le moins. Le résultat est logique puisque ce sont ceux qui cultivent le moins en termes de superficie et qui retirent donc moins de revenus de la

culture de quinoa. Les producteurs résidents se situent dans une position intermédiaire ; pour un certain nombre d'entre eux, la pluriactivité est réduite et les revenus de la quinoa deviennent leur ressource principale, utilisée pour satisfaire les besoins quotidiens. Les doubles résidents finalement sont ceux qui investissent le plus grâce aux revenus de la quinoa, en particulier dans l'achat d'une maison à l'extérieur de la communauté. Notons, par ailleurs, que 66% des producteurs résidents dans leur communauté ont investi dans la mise en place d'une activité locale contre seulement 13 % des producteurs doubles résidents. Aucun investissement au niveau local n'a été mentionné par les producteurs non résidents, résultat relativement logique, là aussi, mais qui vient confirmer l'idée selon laquelle la production de quinoa pour ces familles non résidentes constitue une forme d'extraction et de transferts de ressources de la campagne vers la ville.

Figure 68 : Types d'investissements réalisés par les producteurs grâce aux revenus de la quinoa selon leur résidence en 2008



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Ainsi, ces données nous renseignent sur les logiques familiales d'investissements liées à la production de quinoa, et donc sur les dynamiques de développement local qui se jouent entre les différentes polarités que constituent l'espace d'origine et l'extérieur. Il convient de souligner cependant que 60% des producteurs enquêtés utilisent les revenus de la quinoa aux dépenses du quotidien, à moins que la récolte ne soit réservée à l'autoconsommation lorsqu'elle est faible. Le boom de la quinoa, malgré les perspectives de revenus relativement élevés qu'elle peut offrir, semble donc s'accompagner d'une grande sélectivité en termes de niveaux de revenus et d'épargne potentielle.

6.2. Mobilités, ressources foncières et système de production agricole

L'analyse des trajectoires de vie a démontré le maintien des liens avec le lieu origine, y compris dans des situations de constantes mobilités. Comment les familles s'organisent-elles maintenir ce lien, pour cultiver, parfois à distance ? Comment, dans un système marqué à la fois par la pluriactivité et la mobilité, est gérée l'exploitation agricole ? Quelles sont les formes sociales d'organisation du travail et d'accès aux ressources aux échelles familiale et communautaire ? Quels avantages et contraintes représente le développement de l'activité agricole pour ceux qui ne résident pas dans la communauté ?

La communauté d'origine, comme lieu géographique de l'activité agricole mais aussi comme entité socio-spatiale d'appartenance, a des fonctions différenciées au cours de la vie des familles. La fonction d'espace de reproduction sociale est la plus « totale » ou « englobante », puisqu'elle recouvre à la fois la fonction résidentielle, la fonction économique et la fonction sociale. Mais nous verrons aussi que, dans des systèmes de mobilité et de pluri-localisation, la fonction de la communauté d'origine peut être partielle : elle peut être lieu de résidence sans pour autant être le lieu de l'activité professionnelle et inversement. La communauté d'origine peut n'être ni lieu de résidence, ni lieu de l'activité mais se maintenir comme lieu d'appartenance sociale et identitaire. Le fait de ne plus résider dans la communauté de son origine peut signifier une rupture mais, dans bien des cas aussi, le maintien de liens par le biais de circulations physiques (mobilités spatiales) ou de circulations matérielles ou immatérielles sans nécessairement mobilité spatiale des individus (informations, argent...). Le devenir de l'activité agricole, est donc décrypté ici au regard de ce rapport complexe au territoire local d'origine et des agencements socio-spatiaux des familles qui organisent le lien entre ce territoire et l'extérieur.

6.2.1. Migration et ressources foncières

Il est essentiel de s'interroger en premier lieu, sur les multiples interactions qui peuvent exister entre la mobilité et le foncier. Il convient tout d'abord d'examiner l'acceptation de la mobilité par la famille et la communauté : comment régissent-elles les terres de ceux qui partent ? Est-ce que les règles de répartition et de gestion de la ressource en terre ont évolué ? Un deuxième champ de questionnement porte sur la place du foncier dans les trajectoires individuelles : l'accès à la terre est-il un motif pour partir ou, au contraire, revenir dans la communauté ? Enfin, un troisième type d'interrogation porte sur les effets induits de la migration en termes d'accès à la terre : la migration permet-elle un accès favorisé, un accès préservé, ou au contraire pénalise-t-elle l'accès à la terre (Cortes, 2002) ?

6.2.1.1. L'accès au foncier : une affaire à la fois familiale et communautaire

Nous avons détaillé, dans le troisième chapitre, les règles d'accès au foncier. Nous allons examiner plus spécifiquement ici quelles sont les règles appliquées aux ayants droit qui pratiquent la migration et ce, aux deux échelles fondamentales de l'organisation sociale : la famille et la communauté.

6.2.1.1.1. La mobilité, la terre et la famille

La migration en milieu rural est souvent abordée comme un système d'allègement de la pression démographique sur les ressources en terres, en particulier dans des espaces où l'occupation du foncier est saturée (Domenach et Picouet, 2000, 2002) : ceux qui partent laissent vacantes des terres qui peuvent être mises en culture par ceux qui restent. Les situations, cependant, revêtent une grande complexité, en partie dépendante des normes d'usage de la terre propre à chaque société locale. Qu'en est-il sur l'Altiplano Sud ? Les ayants droit qui partent, pour une durée plus ou moins longue, laissent-ils leurs terres à ceux qui restent ? Gardent-ils un droit d'usage de leurs terres ou l'usage de la terre est-il réservé, par principe, à ceux qui restent ?

S'installer durablement en dehors de la communauté signifiait jusqu'à une période récente, la réduction de la superficie cultivée et donc de l'activité agricole dans la communauté dans la mesure où la terre n'était pas nécessairement revendiquée, ni récupérée par un autre membre de la communauté. La faible pression démographique sur les ressources, ainsi que le peu de

perspectives offertes par l'activité agricole, peuvent expliquer sans doute cette situation. Le boom de la quinoa a introduit une situation inédite autour de la question foncière puisqu'elle signifie, comme on l'a vu, une véritable course au foncier et donc une nouvelle forme de pression sur la ressource. La terre devient dès lors un objet d'appropriation individuelle, y compris au sein même de la famille. Arrangements, négociations, contractualisations, mais aussi querelles et conflits, sont désormais au cœur de la gestion des terres, notamment entre membres migrants et non migrants.

Quelles sont les formes de contractualisation intergénérationnelles autour du foncier ? Dans la région d'émigration du Veracruz au Mexique, étudiée par A. Quesnel et A. del Rey (2005a), le père donne le patrimoine foncier comme garantie pour obtenir un prêt pour le départ de son fils aux États-Unis ou pour des migrations internes lointaines en échange de quoi, le fils sera l'héritier de ces terres. Le fils organise donc son retour dans la communauté et envoie l'argent de la migration qui est utilisé pour le quotidien ou l'augmentation du capital foncier. Ces formes de contractualisation entre père et fils, n'existent pas sur l'Altiplano Sud, sans doute parce que les migrations lointaines et coûteuses qui nécessiteraient des garanties sont absentes.

Un autre type de contractualisation consisterait à donner les terres en héritage à celui qui reste dans la communauté auprès des parents. Sur l'Altiplano Sud, la terre n'est pas réservée exclusivement à celui qui reste auprès des parents. Sans doute aussi parce que l'accès au patrimoine foncier familial par voie d'héritage n'est plus l'enjeu des relations intrafamiliales, l'appropriation de terres jusque là non occupées par la culture de quinoa étant aujourd'hui au cœur des dynamiques foncières. En réalité, nous avons observé un seul cas correspondant à un retour dans la communauté pour accéder à l'héritage de terres. Mais il s'agissait d'un jeune célibataire de Chilalo, communauté où la frontière agricole n'a pas pu s'étendre, faute de terres en plaine. En revanche, lorsqu'il s'agit de deux ménages autonomes (le fils a constitué son unité domestique et les parents ont leur propre foyer), le fils prend en charge la culture des terres de ses parents tout en gérant son propre foncier comme une unité distincte. Dans ce cas, le fils qui aura choisi de rester dans la communauté aura certainement plus de terres en héritage que ceux qui ont migré mais ce n'est pas une règle systématique. Rappelons que cela concerne les hommes et non des femmes puisque celles-ci n'ont pas accès au foncier familial sauf dans de rares exceptions.

Le contexte de forte mobilité, par ailleurs, tend à modifier certaines normes d'accès à la terre. Nous constatons, en effet, un contournement des normes d'accès par le prêt de terres à des enfants non résidents permanents qui ont constitué leur propre unité domestique. Autrefois, un jeune ménage s'installait sur des terres héritées et/ou données par la communauté, lorsqu'il devenait ayant droit. Aujourd'hui, un jeune ménage qui ne réside pas de façon permanente dans la communauté cultive souvent des terres prêtées alors qu'il est lui-même l'entité de décision du système de production. Cette ambiguïté est née, selon nous, de la mobilité croissante des producteurs. En effet, il est plus confortable pour un producteur de cultiver sous la houlette de son père et de contourner ainsi les obligations envers la communauté. Qui plus est, cela avantage le père qui peut, sous couvert de terres prêtées à ses enfants, s'approprier de grandes superficies.

Si l'on observe une forte évolution dans le prêt de terres à des enfants en ménage, il est en revanche difficile de savoir si les règles d'accès au foncier au sein des familles ont évolué dans la mesure où nous sommes face à une situation nouvelle de mise en culture dans les plaines. Le point fondamental est qu'autrefois les individus ou les familles partaient en abandonnant l'activité agricole ou en confiant leurs terres à un parent. Aujourd'hui, plus personne n'opte

pour cette solution, tous trouvent un moyen de préserver l'accès à leurs terres et de poursuivre leur mise en culture.

6.2.1.1.2. La mobilité, la terre et la communauté

Si la migration est une ancienne pratique dans les communautés de l'Altiplano Sud, elle pose nouvellement aujourd'hui la question du devenir du patrimoine foncier des absents. La communauté, comme gardienne des terres et comme entité sociale régissant les droits à cultiver, autorise-t-elle la migration ? Observe-t-on des évolutions avec le boom de la quinoa et la prise de valeur de la terre qui l'accompagne ?

Traditionnellement, la terre est un bien inaliénable : le patrimoine foncier reste au sein de la famille même s'il n'est exploité que périodiquement. En effet, nous avons vu qu'au cours des cycles de vie des familles, il pouvait y avoir une alternance entre utilisation et non utilisation du patrimoine foncier en fonction des besoins. L'installation durable à l'extérieur de la communauté, sans cultiver la terre, ne signifie pas un abandon car on sait que la migration est rarement définitive, surtout à l'échelle de plusieurs générations. Traditionnellement, le patrimoine foncier de chaque ayant droit est donc respecté, c'est-à-dire non cultivé et non redistribué par la communauté, car il est admis que la migration peut être réversible et que le patrimoine peut servir à la génération suivante.

Plusieurs facteurs concomitants ont toutefois abouti à une évolution de la situation. La consolidation du mode de production en plaine, le maintien d'un prix de vente élevé de la quinoa et l'avancée de la frontière agricole vers des terres de moins en moins aptes pour l'agriculture ont encouragé les résidents permanents des communautés à cultiver les terres d'ayants droit absents. Il s'agit donc de l'intrusion de membres de la communauté sur des terres ne leur appartenant pas. L'institution communautaire est généralement restée muette sur cet état de fait, et c'est souvent l'existence de conflits entre des familles de permanents qui ont incité la communauté à se mettre en relation avec les migrants ayants droit qui ne cultivaient pas. Cet « appel aux migrants », datant des années 2000-2005, a consisté à signifier aux migrants que, s'ils souhaitaient conserver leur patrimoine foncier, ils devaient revenir cultiver leurs terres et se mettre à jour avec leurs obligations envers la communauté. Dans le cas contraire, leurs terres pouvaient être redistribuées à d'autres ayants droit de la communauté. Il s'agit là d'une évolution remarquable. Désormais, la terre doit servir et la devise de la réforme agraire de 1952 - « la terre est à celui qui la cultive » - est de rigueur. Cette dérogation aux normes traditionnelles, à savoir le non respect - pourrait-on dire - de la propriété d'autrui, a été pour beaucoup de migrants ayants droit une alerte les incitant à remettre en valeur leurs terres. Ceci étant, nous n'avons observé aucun cas de confiscation de terre par la communauté en vue d'une redistribution à d'autres familles. En revanche, certains ayants droit ont cédé leurs terres à la communauté qui en a donné l'accès à l'ensemble des familles.

Le changement est donc celui d'un passage du respect absolu des terres appartenant aux ayants droit absents à leur possible mise en valeur par d'autres. En ce sens, la valorisation de la terre est devenue une obligation pour tous les ayants droit de la communauté ce qui a entraîné, de fait, une hausse du nombre de producteurs.

6.2.1.2. La migration dans ses rapports au patrimoine foncier

Nous venons de voir que les règles sur le foncier des absents sont à la fois une affaire familiale et communautaire. Par ailleurs, l'accès au foncier est régi par des normes en forte évolution. Il s'agit dès lors de questionner les liens entre migration, centrage et accès au foncier. Est-ce que certains quittent leur communauté car ils n'ont pas ou trop peu d'accès à des terres cultivables ? La migration devient-elle, paradoxalement, une stratégie visant à augmenter son capital foncier dans la communauté d'origine ? Préserver son patrimoine foncier peut-il être une raison pour se recentrer dans la communauté ? Enfin, observe-t-on une différenciation entre producteurs selon la superficie de terres possédées ?

6.2.1.2.1. Le manque de terres : une raison pour partir, se décentrer ?

Examinons tout d'abord le manque de terre comme facteur de départ de la communauté et de décentrage. Dans la majorité des communautés étudiées, l'activité agricole est l'unique activité qui puisse, à l'échelle locale, procurer des revenus. Lorsqu'un individu n'a pas accès au moyen de production qu'est la terre, il n'a pas donc pas d'autre choix que de partir pour trouver un autre moyen de subsistance.

Pour les femmes, la situation est simple : elles sont vouées à quitter leur communauté car elles n'ont pas d'accès aux terres. Elles peuvent difficilement entrevoir leur avenir au sein de la communauté puisqu'elles n'auront localement aucune source de revenus. En revanche, elles gardent généralement des liens forts avec leur communauté d'origine.

Le cas des hommes est plus complexe. Ce n'est pas le manque de terres, en tant que tel, qui motive un départ, mais le manque de débouchés de la production et donc de revenus issus de l'agriculture. Avant le boom de la quinoa, la production agricole et l'élevage avaient peu de valeur marchande. Ce n'était donc pas l'accès au foncier qui déterminait en soi la migration et, qui plus est, l'Altiplano Sud est largement moins marqué par le problème du *minifundio* que d'autres régions en Bolivie. De même, les réserves du foncier pastoral étaient suffisamment importantes pour avoir de grands troupeaux. Mais l'insuffisance des revenus, aggravée par l'irrégularité des volumes de production agricole du fait des aléas climatiques, conditionnaient le recours à une mobilité plus ou moins longue.

Le boom économique de la quinoa, l'accroissement par la mécanisation des superficies cultivées par ayant droit, et donc l'avancée de la frontière agricole grignotant les terres pastorales, ont totalement bouleversé cette relation entre migrations et dynamiques foncières. Mis à part les ayants droit de Chilalo, qui n'ont pas pu augmenter leur superficie cultivée du fait d'un espace agricole peu extensible, les producteurs des autres communautés vivent un nouveau rapport à la migration : les familles partent désormais, non pas chassées par le manque de terres et l'impossibilité de vivre de l'activité agricole, mais parce qu'elles souhaitent bénéficier du confort de la ville.

Ainsi, si autrefois les individus migraient par manque de débouchés suffisants dans le secteur agricole, ils s'engagent aujourd'hui dans des « semi-départs » sous forme de mobilités circulatoires et de double résidence pour bénéficier à la fois des avantages de la ville et de l'essor de l'agriculture dans leur communauté d'origine. On passe, en d'autres termes, de mobilités contraintes à des mobilités choisies.

6.2.1.2.2. Migrer pour augmenter son capital foncier ?

La migration est-elle une stratégie pour augmenter le capital foncier du migrant ou de sa famille ? Dans le cas du Mexique, A. Quesnel et A. del Rey (2005b : 4) indiquent que « *parmi les*

familles des propriétaires terriens, qui vivent dans les colonias, la migration internationale des plus jeunes hommes s'intègre comme une ressource qui permettra de renforcer le patrimoine familial ». G. Cortes (2002) signale le même phénomène dans son étude dans le département de Cochabamba. Dans la région de l'Altiplano Sud, il n'y a pas de marché foncier puisque, par tradition, la terre ne se vend pas. L'augmentation du capital foncier ne peut donc se réaliser que par appropriation de terres communautaires. Pour acquérir ces terres, un capital financier de départ peut permettre de payer les services d'un tractoriste pour réaliser le défrichage et engager la mise en culture. Mais sans capital financier, l'acquisition de terres nouvelles reste possible si le producteur recourt à un contrat *al partir*⁹⁵ avec un tractoriste. Migrer pour accumuler un capital financier peut donc être utile à celui qui cherche à augmenter son capital foncier, mais cet investissement n'est pas une condition indispensable, l'appropriation de nouvelles terres étant avant tout affaire d'appartenance communautaire.

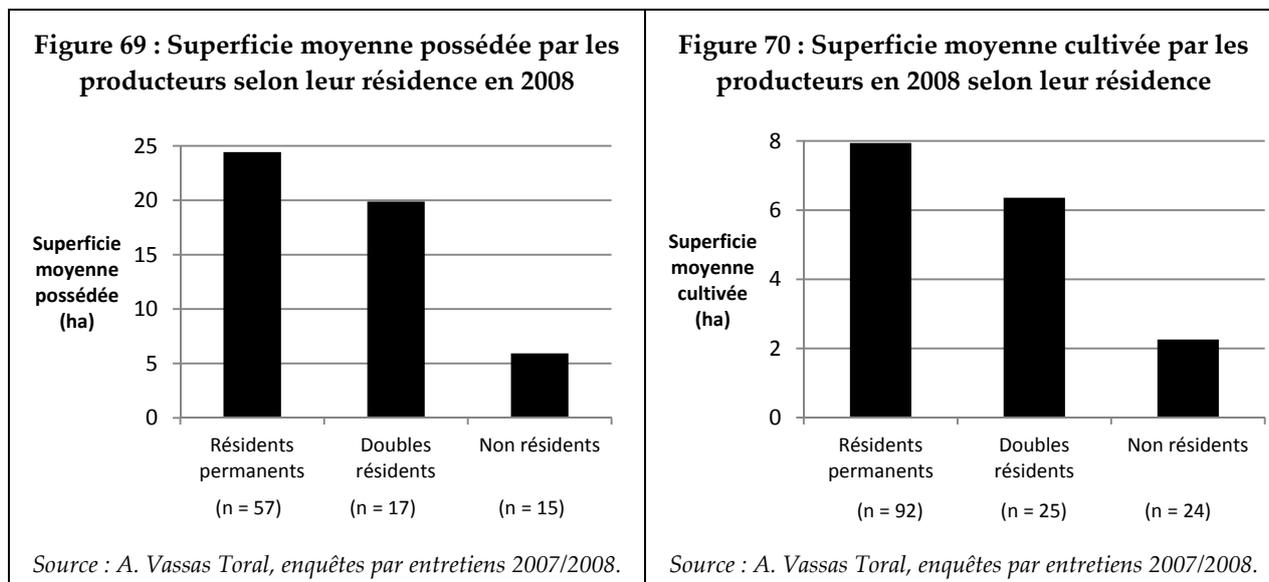
6.2.1.2.3. *Migration et accès inégal au foncier : les migrants sont-ils plus avantagés que les permanents ?*

Nous interrogeons ici les effets de différenciation d'accès au foncier en fonction des trajectoires résidentielles. En somme, est-ce que les migrants ont plus de terres que les permanents ? G. Cortes (*op. cit.* : 95) dans son étude sur Cochabamba a rencontré trois tendances des effets de la migration interne et internationale sur les dynamiques foncières : « *un accès favorisé à la terre (extension de la propriété foncière), un accès préservé à la terre (maintien de la mise en valeur des ressources foncières) et un accès pénalisé à la terre (décapitalisation)* ».

Tout d'abord, rappelons que les migrations internationales qui animent cette région - vers le Chili et l'Argentine - ne nécessitent pas un capital de départ important. Le patrimoine foncier n'est donc pas mis en gage, ni cédé pour rembourser un éventuel emprunt. Parallèlement, il n'y a pas de marché foncier, ce qui exclut d'éventuels processus de décapitalisation du patrimoine foncier. En revanche, la migration peut engendrer un accès favorisé à la terre dès lors que les revenus issus d'autres activités que l'agriculture - ceux généralement obtenus en ville - permettent l'appropriation de plus grandes surfaces de terres. Nombre de non résidents permanents ont pu en effet financer plus facilement, et plus rapidement surtout, les frais du tractoriste pour la mise en valeur de nouvelles terres. Les résidents permanents, quant à eux, ont plus recours au système *al partir* avec un tractoriste, généralement pour une durée de trois ans. Les migrants n'ont de ce fait pas plus de terres que les permanents.

Nos entretiens comportaient une question relative à la superficie de terre possédée par l'individu enquêté ainsi que celle de terre cultivée au cours de l'année 2007 et/ou 2008. Les réponses ont été le plus souvent approximatives, donnant lieu à des résultats généralement sous estimés. Nous pouvons cependant fournir, pour chaque communauté, un ordre de grandeur de la répartition de la terre entre les producteurs en fonction de leur situation résidentielle (figure 69). Tout en gardant à l'esprit que la situation résidentielle a été définie l'année de l'entretien, et donc qu'elle peut correspondre à des configurations très transitoires, nous observons peu de différence entre producteurs résidents permanents et doubles résidents quant à la terre possédée. En revanche, les migrants (ou non résidents dans les communautés) possèdent moins de terres. Cette différenciation est encore plus nette concernant la superficie cultivée par producteur (figure 70).

⁹⁵ En échange de la prestation de défrichage, le propriétaire cède un droit de culture au tractoriste.



6.2.1.3. Migration, extension des terres cultivées et tensions foncières

Nous venons de voir que les migrants n'ont pas un accès plus favorisé à la terre que les autres. Mais il convient de s'interroger, d'une part, sur leur rôle dans le processus de changement d'usage des terres et, d'autre part, sur l'émergence de tensions foncières opposant en particulier producteurs résidents et producteurs non résidents.

6.2.1.3.1. Migration et extension des terres cultivées

En quoi la migration a-t-elle joué ou continue-t-elle de jouer un rôle dans l'extension des terres cultivées ? Les situations sont complexes. De façon générale, les résidents permanents (ceux pratiquant des circulations de travail, ceux ayant accumulé un capital lors de précédentes migrations longues ou bien ayant décapitalisé leurs troupeaux) ont été les premiers à saisir l'opportunité offerte par le marché de la quinoa, et donc participer au changement d'usage des terres au profit de la culture de quinoa. Des expériences migratoires antérieures (en Bolivie ou à l'étranger) ont pu jouer, dans certains cas, un rôle de « levier » économique (par le capital accumulé et la possibilité de réinvestir) pour l'extension des superficies cultivées. Mais dans les années qui ont suivi le déclenchement du processus, l'extension des terres mises en culture a été le fait des producteurs ayant réussi à tirer de bons revenus des premières années du boom de la quinoa et donc épargner suffisamment pour poursuivre l'extension de leur patrimoine foncier. À ceux là se sont ajoutés les migrants de retour interpellés par les instances communautaires et les non résidents cultivant à distance. De fait, aujourd'hui, l'avancée des cultures n'est plus sous le contrôle des seuls résidents permanents, ce qui conduit précisément à faire naître certaines tensions autour de l'accès aux ressources.

6.2.1.3.2. Tensions autour de la terre

Les conflits, ou plutôt les tensions foncières dans la région, coïncident avec un changement de perception du territoire communautaire. En effet, au début du processus d'extension des superficies cultivées, l'espace communautaire voué à la culture de quinoa était perçu comme « infini ». Avec l'avancée de la frontière agricole, une nouvelle perception a progressivement remplacé l'ancienne, celle de la « finitude de l'espace ». Les producteurs de l'Altiplano Sud ont pris conscience de la saturation des terres exploitables pour la culture de quinoa, tout au moins avec les moyens techniques disponibles. Cette nouvelle perception s'est accompagnée,

chronologiquement, de la mise en valeur de terres d'ayants droit absents, puis du retour de certains d'entre eux, aggravant les situations de tensions autour des ressources foncières. Ce basculement de perception a été graduel, apparaissant à des dates différentes selon les communautés et leur potentiel d'extension des surfaces cultivables. Aujourd'hui, les tensions sont généralisées, et opposent non seulement les ayants droit migrants et permanents, mais également les familles permanentes entre elles.

Les migrants de retour depuis les années 2000 sont d'abord revenus pour réclamer leur patrimoine foncier familial, c'est-à-dire le foncier acquis ou reconnu comme appartenant à leur famille, et qui avait été souvent investi par d'autres membres de la communauté. Dans un deuxième temps, ils ont souhaité également agrandir leur patrimoine par l'appropriation de nouvelles terres dans les espaces de plaine. Le conflit naît donc des revendications par les ayants droit de retour, alors qu'ils n'ont souvent jamais résidé dans les communautés, ni cultivé leurs terres jusqu'alors. Beaucoup, lorsqu'ils reviennent, ignorent même la superficie dont ils disposent et où sont localisées leurs parcelles. La première difficulté qu'ils rencontrent est de convaincre un des anciens de la communauté de lui indiquer la localisation et les limites de leurs terres. Il s'agit ensuite de récupérer ces terres sans trop de heurts : soit celui qui les cultive sans autorisation accepte de rendre les parcelles, soit l'ayant droit est obligé de négocier avec lui moyennant compensation financière, autrement dit en lui « rachetant » ses propres terres. Le processus de récupération des terres peut donc parfois être long. L'exemple de Máximo, membre de la communauté de Chilalo, mais ayant quitté la communauté à l'âge de 10 ans, est assez significatif de ce processus. Les terres de son père ont d'abord été à la charge de sa sœur, puis de sa marraine jusqu'en 1993. Celle-ci cesse de cultiver suite à de trop nombreuses critiques subies de la part de certains membres de la communauté qui remettaient en cause sa légitimité. Depuis cette date, aucun parent n'est en charge des terres. Máximo, qui est l'ayant droit, est l'héritier légal du patrimoine familial. Il revient en 2005 après soixante dix ans d'absence, suite à un courrier lui indiquant qu'un membre de la communauté résident permanent était en train de cultiver ses terres. Deux de ses parcelles (soit 1 ha) étaient cultivées et deux autres (soit 1 ha) étaient en cours de défrichement. À son retour, il n'a pu récupérer les parcelles déjà cultivées que l'année suivante, une fois la récolte passée. Pour celles qui étaient défrichées, en revanche, il a dû payer à la personne qui avait prévu de la mettre en culture le prix du défrichage et donc, en quelque sorte, racheter le droit d'accès à ses propres terres.

L'appropriation des terres qui ne font pas partie du patrimoine familial hérité se fait, on l'a dit, dans un contexte de saturation progressive du foncier agricole. De fait, les migrants ayants droit revenus récemment ne trouvent plus de terres à défricher et se sentent donc lésés car ils n'ont pas pu augmenter leur patrimoine foncier. Certains n'hésitent pas à revendiquer une redistribution générale de ce qui a été approprié en leur absence, ce qui provoque de toute évidence des conflits avec les producteurs permanents. Ces derniers arguent du fait que, contrairement aux migrants, eux n'ont pas de situation professionnelle en ville, et donc pas de revenus stables à l'extérieur, et par ailleurs que les migrants se sont absentés pendant des années sans participer à la vie de la communauté. Cette position est, de toute évidence, exacerbée par la saturation du foncier et la perception de finitude de l'espace. Les résidents permanents sont toutefois contraints de prendre en considération ces revendications car elles émanent d'ayants droit de la communauté. Par ailleurs, les permanents se sont appropriés tellement de terres sans penser aux ayants droit absents qu'ils sont mal à l'aise face à ces tensions. Ce sont eux qui ont mis en place les nouvelles règles, en particulier celle qui valide le fait que les terres ne relèvent pas d'une répartition collective, et se retrouvent aujourd'hui, de fait, dans une impasse face aux migrants. La proposition des migrants de redistribuer les terres appropriées est actuellement discutée dans la plupart des communautés.

6.2.2. Organisation sociale des systèmes de production

Les liens entre l'accès aux ressources foncières et la migration renvoient, de façon corollaire, aux transformations des systèmes de production agricole. La description du système de production abordée dans le troisième chapitre a fait apparaître des variantes quant à la combinaison des activités agricole et d'élevage, aux itinéraires techniques, à la mobilisation en travail et en ressources financières. Les systèmes de production connaissent une grande variabilité de pratiques au sein desquelles les formes de mobilité jouent un certain rôle. La mécanisation du labour, du semis et d'une partie du traitement post-récolte ont réduit le besoin de main-d'œuvre à l'hectare, permettant ainsi à des producteurs de ne pas résider de façon permanente sur le lieu de production. La culture mécanisée a permis à certains ayants droit migrants, par ailleurs, de revenir cultiver sans résider dans la communauté. Les producteurs mobiles, par définition, ne sont pas toujours là et même si le système de culture autorise une présence non continue, certaines opérations culturales ainsi que l'élevage exigent une présence. La question se pose donc de savoir si les situations de mobilité impliquent certaines contraintes dans la conduite des pratiques agricoles. Est-ce que la présence ponctuelle des producteurs dans leur communauté signifie des pratiques culturales distinctes ? Autrement dit, observe-t-on une différenciation des systèmes de production entre producteurs circulants et producteurs permanents ?

Il s'agit de s'intéresser à la manière dont les producteurs qui ne résident pas en permanence dans la communauté s'organisent pour la mise en culture de leurs terres. Quels sont les arrangements familiaux et interfamiliaux qui permettent une agriculture compatible avec la mobilité spatiale ? L'absence au quotidien impose des aménagements et des relations pour la mise en œuvre de l'activité agricole, des formes sociales spécifiques de mise en culture. Nous traiterons tout d'abord les modes de gestion à distance de la production de quinoa tant du point de vue de la mise en valeur que des relations induites avec les producteurs permanents. Nous verrons, dans un deuxième temps, les relations de travail, l'organisation de la main-d'œuvre et de l'emploi du temps annuel.

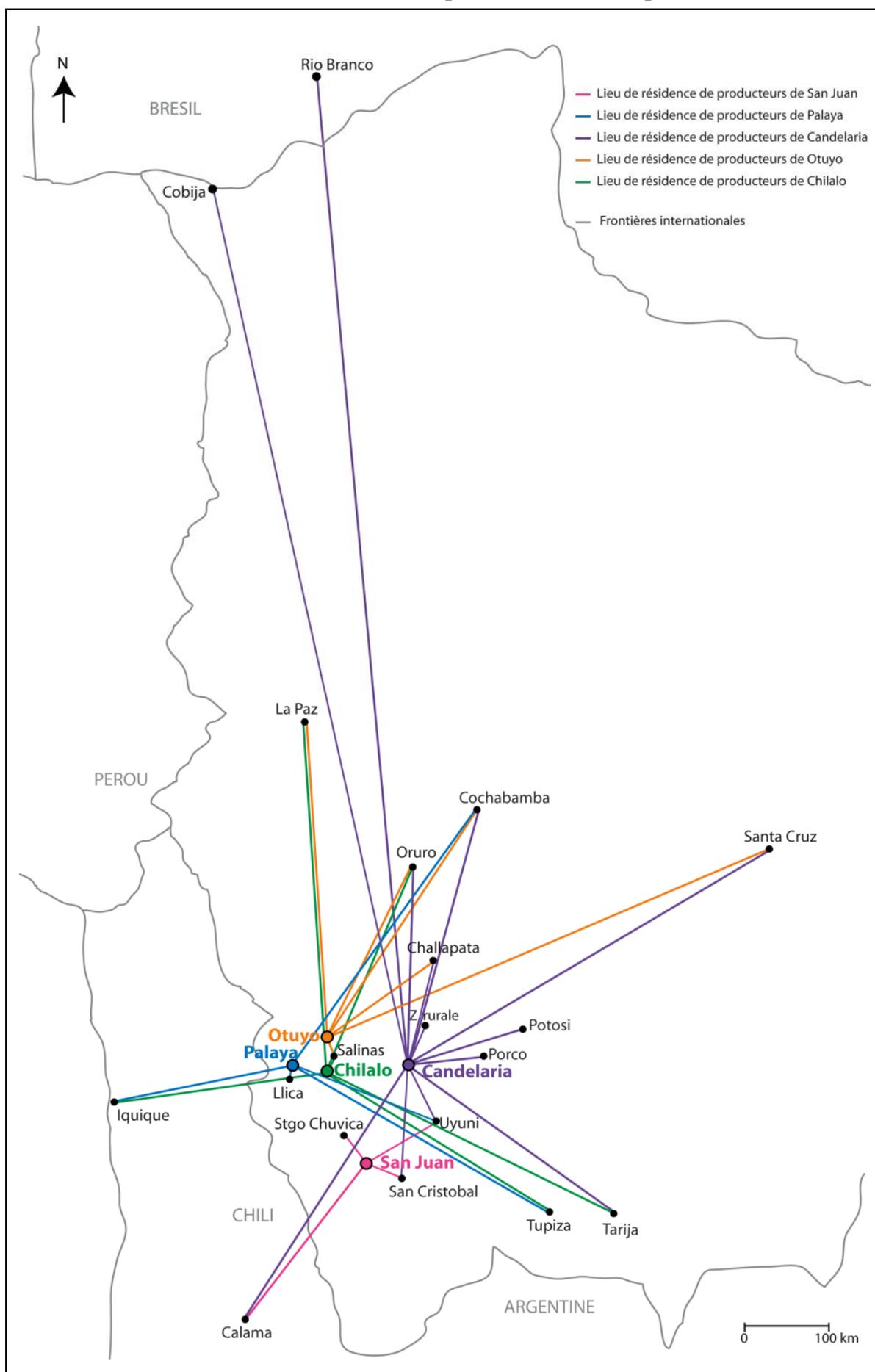
Nous considérerons, dans ces paragraphes, l'ensemble des producteurs - plus nombreux que les ayants droit - qu'ils aient un accès direct ou indirect à la terre. Nous parlons donc ici de producteur en tant qu'entité décisionnaire et non comme ayant droit. Dans les cinq communautés étudiées, leur nombre varie de 24 à 132.

6.2.2.1. Aire de dispersion résidentielle des producteurs

Les entretiens que nous avons menés ont permis d'estimer le nombre de producteurs des cinq communautés d'étude et d'identifier leur(s) lieu(x) de résidence. Nous avons localisé le lieu de résidence des producteurs en 2008 pour chaque communauté (cf. cartes en annexe 21). La carte 25 constitue une synthèse de l'aire de dispersion résidentielle des producteurs de l'ensemble des communautés.

À **San Juan de Rosario**, le nombre de producteurs est d'environ 132. La grande majorité (114 sur 132, soit quasiment 90%) réside exclusivement à San Juan. Quelques producteurs vivent en double résidence entre leur communauté et Santiago de Chuvica, San Cristobal ou Uyuni. Enfin, trois producteurs résident exclusivement à Calama. À San Juan, cette très forte proportion de producteurs résidents est à mettre en relation avec les profils rencontrés dans cette communauté c'est-à-dire une proportion importante de « centrés permanents » qui sont, soit en mono résidence, soit en double résidence de proximité. La carte indique à la fois une très faible extension de l'aire de résidence des producteurs et une grande proximité géographique des lieux de résidence extérieurs.

Carte 25 : Aire d'extension résidentielle des producteurs des cinq communautés d'étude



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008. Élaboration propre.

À **Palaya**, le nombre de producteurs est d'environ 46. Dans leur grande majorité (33 sur 46 soit 72%), les producteurs résident à Palaya et 13% sont en double résidence entre la communauté et Llica. Les producteurs résidents à Uyuni, Tupiza, Cochabamba et Iquique font des va-et-vient fréquents. La forte proportion de producteurs résidents, là aussi, est à mettre en relation avec l'importance des « centrés permanents » aujourd'hui en situation de mono résidence ou de double résidence de proximité. L'aire d'extension, relativement importante par rapport à celle de San Juan, est liée aux lieux de résidence des nouveaux producteurs ayant réinvesti l'activité agricole aux cours des dernières années.

À **Chilalo**, on dénombre environ 24 producteurs et, dans 42% des cas (10 sur 24), les producteurs résident uniquement à Chilalo tandis que 29% sont doubles résidents, soit à proximité (Salinas), soit dans des villes plus éloignées comme Oruro, Tupiza et Tarija. Chilalo est la communauté où les situations résidentielles sont les plus diverses, avec des phénomènes de retour et réinstallation en résidence permanente, de bi-résidence ou encore de résidence à l'extérieur avec des circulations saisonnières. L'aire d'extension de l'aire résidentielle des producteurs est, de ce fait, relativement étendue allant jusqu'à Iquique au Chili.

À **Otuyo**, le nombre de producteurs est d'environ de 49 en 2008. Cette communauté est celle qui compte la part la plus faible de producteurs résidents, qu'ils soient permanents ou doubles résidents. En effet, à Otuyo seulement 40% des producteurs sont résidents pour 60% de non résidents. Ces derniers sont pour la plupart dans des villes relativement éloignées comme La Paz, Cochabamba ou Santa Cruz. Cette situation est à mettre en relation avec les types de profils rencontrés dans cette communauté c'est-à-dire une majorité de décentrés ou, comme évoqué antérieurement, d'« agriculteurs citadins ».

Enfin, la communauté de **Candelaria de Viluyo** compte 129 producteurs en 2008. Comparativement à San Juan, qui a un nombre quasi équivalent de producteurs, l'aire d'extension est bien plus importante puisque le nombre de lieux de résidence des producteurs, autre que la communauté, est de 18 contre 4 pour San Juan. Tandis que la moitié des producteurs réside exclusivement dans la communauté, 16% d'entre eux résident dans la ville minière de Potosi et les villes ou zones rurales de proximité, sous forme de double résidence ou de ménages bipolaires (Uyuni, Challapata, zone rurale proche). Le reste correspond à des producteurs non résidents et circulants, vivant dans des villes parfois très éloignées au Chili ou au Brésil.

La carte de l'aire de résidence des producteurs de l'Altiplano Sud, si elle avait été dressée quelques années auparavant, auraient montré des résultats très différents avec une extension de l'aire résidentielle beaucoup plus réduite et une proportion de producteurs résidant dans la communauté bien plus importante. Les nouveaux producteurs, en situation de double résidence ou résidant exclusivement à l'extérieur de la communauté, sont venus bouleverser les dynamiques locales, les manières de vivre ainsi que les rapports à l'espace d'origine. Parallèlement, on voit apparaître des producteurs permanents qui ont élargi leur espace résidentiel et qui pratiquent désormais la double résidence.

La dispersion résidentielle des producteurs n'est pas anecdotique car elle suppose des modes de gestion à distance de l'agriculture qui concernent au final entre 14 et 76% des producteurs selon les communautés (en comptabilisant à la fois ceux qui résident à l'extérieur et ceux qui sont en double résidence). Ajoutons à cela le fait que les permanents circulent également pour travailler à l'extérieur ou qu'ils mobilisent une main-d'œuvre familiale résidente à l'extérieur. En somme, les systèmes de production liés à la culture de quinoa sur l'Altiplano Sud sont loin d'être fondés sur la stabilité et l'ancrage classiquement assimilés à la gestion d'un terroir agricole. Le principe de la dispersion et de la mobilité suppose alors une organisation sociale de l'activité agricole qui implique l'ensemble des producteurs

6.2.2.2. S'organiser pour cultiver

La question de l'organisation sociale de la production, susceptible de répondre à la contrainte de la distance et de l'absence, se pose en particulier pour les producteurs présents de façon discontinue dans leur communauté. Comment s'organisent ces producteurs circulants pour la mise en valeur de leurs terres ? Comment s'opère la répartition du travail ? Quels sont les formes d'arrangements, de contractualisation et de rapports sociaux qui en découlent ? Selon quel calendrier d'activité ? Car, si la production est aujourd'hui en grande partie mécanisée, elle nécessite tout de même la mobilisation d'une main-d'œuvre importante.

6.2.2.2.1. Les modes de gestion à distance de la production de quinoa : modes de mise en valeur et relations sociales

Nous avons vu dans le troisième chapitre, consacré à la description des systèmes de production et aux modes de faire valoir de la terre (p. 111 à 115), que les parcelles mises en culture par un producteur peuvent être soit d'accès direct (ou en propriété pour simplifier), soit prêtées, soit encore en métayage (*al partir*). Les formes d'accès à la terre sont donc multiples, sans être exclusives les unes des autres : un producteur peut cumuler des terres d'accès différents, et passer d'une forme à l'autre au cours de son cycle de vie.

Le système de production actuel ne demande pas un travail continu tout au long de l'année. Nous estimons qu'il varie de 27 à 40 homme jour/ha, ce qui permet donc des temps d'absence sur le lieu de production. Les opérations culturales les plus décisives (labour, semis et récolte) nécessitent cependant d'être réalisées à des moments très précis au cours de l'année et sont relativement peu planifiables puisque dépendantes des aléas climatiques.

Pour la mise en culture de terres en accès direct, le producteur a trois options : le faire valoir direct sans arrangements, le faire valoir direct avec arrangements et enfin le métayage (*al partir*). En revanche, pour les terres qui lui sont prêtées, le producteur met en valeur directement, sauf exception. Pour la mise en culture de terres confiées *al partir*, il s'agit d'un contrat d'un an où le métayer se charge de l'ensemble du cycle de production. Celui-ci partage ensuite la récolte avec le propriétaire en fin de cycle. Pour les terres confiées *al partir*, le métayer met en valeur directement. Il y a donc un gradient du degré d'implication du propriétaire pour la mise en culture de ses terres, allant de la prise en charge totale des travaux jusqu'à les confier entièrement. Analysons le détail les différentes formes d'arrangements.

a) Mise en valeur directe de la terre sans arrangement

Lorsque le propriétaire (et sa famille) prend en charge l'ensemble des travaux, on parle de mise en valeur directe de la terre sans arrangement. Dans le cas d'un producteur non permanent, cette prise en charge, supposant des va-et-vient très fréquents, nécessite une relation et une communication constante avec un parent ou une personne de la communauté qui la tient au fait des événements survenant sur ses parcelles (gel, attaque de parasites...).

b) Mise en valeur directe de la terre avec arrangements

Le propriétaire qui décide de ne réaliser qu'une partie des travaux agricoles s'engage dans une mise en valeur directe avec arrangements. Il convient de distinguer deux types d'arrangements avec la personne qui s'occupe de la parcelle, selon que les relations sont normées ou non.

Dans le cas de relations non normées, les relations avec un parent résident permanent, qu'il s'agisse d'un parent direct ou d'un parrain, sont essentielles. Le lien de parenté est exclusif dans ce type d'arrangement. Deux types sont possibles :

- le parent surveille la/les parcelles (*cuida la chacra*) et informe le propriétaire en cas de problèmes ou lorsqu'il faut qu'il vienne (par exemple, lorsque la parcelle est prête à être récoltée, en cas d'attaque de parasites, etc.) ;

- le parent sur place a une part active dans les travaux agricoles. Il peut par exemple se charger des traitements phytosanitaires et/ou de la protection des plants contre les oiseaux ou, dans certains cas, contracter le tractoriste et/ou les travailleurs journaliers.

Dans les deux cas, le propriétaire n'est présent que pour la récolte et, souvent également pour le semis, le labour et les traitements intermédiaires. La « rémunération » du travail assumé par le parent sur place prend des formes diverses. Dans la mesure où il s'agit de relations familiales, elle prend souvent la forme de « dons de reconnaissance » : à l'occasion de ses retours, le propriétaire des terres apporte à son parent sur place des biens alimentaires, parfois le rétribue par une somme d'argent relativement symbolique ou encore lui offre une petite part de la récolte de quinoa. Dans ce type d'arrangement, les règles d'usage ne sont pas figées : elles restent non normées, fondées sur le principe de la réciprocité, du don et du contre-don, très commun dans les sociétés paysannes andines.

D'autres types d'arrangements supposent, en revanche, des relations normées qui contractualisent le propriétaire avec un parent résident permanent ou avec un tractoriste. Il s'agit d'un véritable « contrat » pour lequel la contribution et le rôle de chaque partie (propriétaire et travailleur) sont bien déterminés : apport de main-d'œuvre, de matériel, apports financiers, etc. Dans ce cas, on rencontre une diversité d'implication du propriétaire, le travailleur étant chargé soit uniquement du labour, soit du semis, soit encore de la récolte.

c) Faire valoir indirect de la terre : métayage

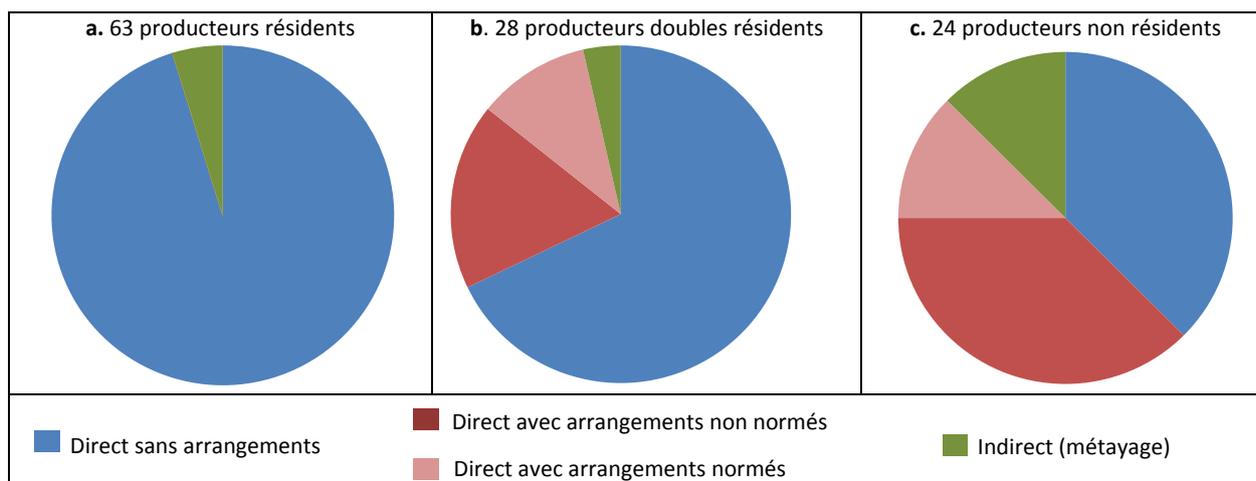
Le faire valoir indirect de la terre correspond au fait que le propriétaire confie l'ensemble des opérations à une tierce personne : un métayer. Dans ce cas, le propriétaire ne s'implique pas du tout dans la gestion de la parcelle et ne réalise aucune tâche agricole. Le propriétaire récupère 25% de la récolte à la fin de la campagne agricole. Comme en témoigne un couple de tractoristes : « *Les propriétaires nous apportent simplement les sacs de manière à ce que nous puissions y mettre la part de récolte qui leur revient* ».

Ainsi, les producteurs circulants sont largement dépendants des producteurs permanents. Dans ce contexte, un ayant droit qui n'a pas de parents sur place préfère soit ne pas cultiver, soit laisser la culture *a la de Dios*⁹⁶, soit encore donner ses parcelles en métayage. Cependant, d'après de nombreux tractoristes, les producteurs migrants confient de moins en moins leurs terres en métayage car, les prix de vente de la quinoa étant très élevés, cela représente un manque à gagner trop important pour eux.

De ces dispositifs naît une différenciation des modes de faire valoir des terres cultivées selon le critère de la résidence (figure 71). Nous observons que les producteurs doubles résidents (a), dans une très large part, réalisent eux-mêmes l'ensemble des travaux agricoles alors que les non résidents (b) comptent sur un parent sur place.

⁹⁶ « *A la de Dios* » signifie « comme Dieu le veut » ou « comme Dieu le décide » c'est à dire sans aucun traitement intermédiaire à la culture. Sont juste effectués le labour, le semis puis la récolte.

Figure 71 : Modes de faire valoir des terres cultivées selon la résidence des producteurs en 2008



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

6.2.2.2.2. Les options pour la main-d'œuvre agricole

Les modes de mise en valeur vont déterminer, en partie, le besoin de main-d'œuvre sur les parcelles. Trois options s'offrent au producteur. Il peut soit utiliser la main-d'œuvre familiale, soit pratiquer *l'ayni*⁹⁷ avec d'autres familles, soit embaucher des journaliers agricoles ; chaque option n'étant pas exclusive l'une de l'autre.

La main-d'œuvre familiale potentiellement mobilisable par un producteur est constituée par sa famille nucléaire, et parfois les membres de la famille élargie vivant dans la communauté ou à l'extérieur. L'aide aux travaux agricoles sur l'exploitation des parents peut intervenir à deux moments du cycle de vie des individus : soit pendant l'enfance (ou adolescence), soit à l'âge adulte lorsque l'individu a lui-même formé son unité domestique.

À partir de l'âge de cinq ans, les enfants d'agriculteurs participent déjà aux travaux agricoles sur l'exploitation familiale. Qu'ils habitent dans la communauté avec leurs parents, qu'ils soient étudiants dans un autre lieu ou encore qu'ils résident en ville avec leurs parents, les enfants et adolescents participent toujours aux travaux agricoles, soit quotidiennement, soit pendant les vacances scolaires. Ils participent aux travaux agricoles (semis, récolte, etc.) mais également à l'activité pastorale (garde des troupeaux). Dans les familles résidentes en permanence dans la communauté, les enfants font parfois une coupure dans leurs études en se consacrant exclusivement à l'exploitation familiale. Le terme employé pour cette coupure est *descanso* qui se traduit littéralement par « repos »⁹⁸. Ces enfants se « reposent » donc de l'école. La durée de l'interruption est généralement d'une année et elle peut intervenir soit entre l'école primaire et le collège, soit après le collège.

Nous observons cependant des changements puisqu'auparavant les enfants n'allaient à l'école que jusqu'à 10-12 ans. À cet âge, certains restaient sur l'exploitation tandis que d'autres partaient travailler saisonnièrement dans les mines et revenaient sur l'exploitation lors des gros travaux agricoles. Aujourd'hui, les enfants sont scolarisés plus longtemps et partent travailler pendant les vacances scolaires. Ils ne sont mobilisés comme main-d'œuvre que pendant les week-ends et les petites vacances scolaires.

⁹⁷ Échange de journées de travail.

⁹⁸ Ce même terme de *descanso* est celui employé pour la terre mise en jachère : « la terre se repose ».

À l'âge adulte, les membres des communautés sont mobilisés dans plusieurs modes d'entraide. Lorsque l'individu ne cultive pas de parcelles et qu'il vit à l'extérieur, il vient aider ses parents pour la mise en culture de leurs terres, ce qui représente un moment important au cours duquel il renoue avec son lieu d'origine. Le producteur non résident pratique l'*ayni* avec ses parents. Le producteur résident, en revanche, a recours à une entraide familiale allant jusqu'à la mise en commun totale des terres et des moyens de production entre parents et enfants. Par ailleurs, certaines femmes cohabitent un temps dans la communauté avec leurs parents et les aident en échange d'un prêt de terre.

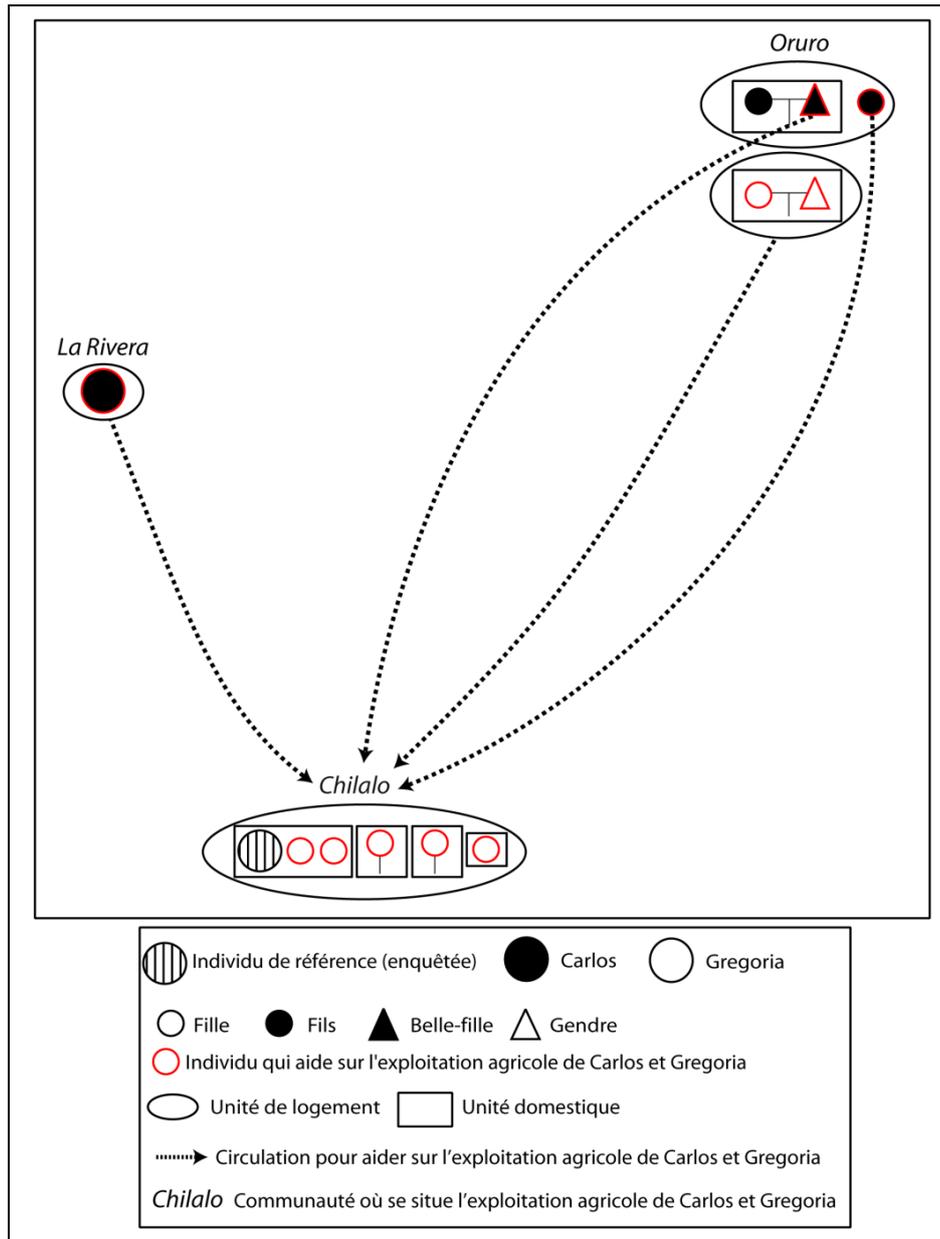
Dans le cas de la famille Ayma de Chilalo, que nous avons présenté précédemment (p. 250-254), tous les enfants (hormis les deux garçons Wiliam et Pedro) ont été à disposition de l'exploitation pendant un ou deux ans, de sorte que la mère a quasiment toujours eu une aide sur l'exploitation, le père étant souvent absent. La manière dont la famille s'organise aujourd'hui pour les travaux agricoles est intéressante à analyser plus en détail. La figure 72 indique le lieu de résidence en 2007 de l'ensemble des enfants du couple, les unités de logement et les unités domestiques autonomes. La famille nucléaire est composée d'un couple en résidence bipolaire (le mari réside à La Rivera et la femme à Chilalo) avec trois enfants à leur charge et cinq enfants ayant constitué leur propre unité domestique. Des trois enfants à leur charge, une fille est à l'école à Chilalo, une autre est en repos pendant un an (elle est bergère) et, enfin, un fils est au collège à Oruro où il réside chez son grand frère et vient aider pour tous les travaux agricoles. Le couple a, en outre, une des filles mariée à Oruro mais qui vient cultiver des parcelles prêtées par ses parents à Chilalo. Elle les aide également lors des travaux agricoles. Le fils aîné, également établi à Oruro, est un ayant droit de la communauté. C'est sa femme qui vient s'occuper de ses parcelles. Parallèlement, elle aide ses beaux-parents pour la mise en culture de leurs parcelles moyennant une rémunération. Les trois filles les plus jeunes, que l'on pourrait dire être en phase d'errance résidentielle, vivent en 2007 à Chilalo où leurs parents leur prêtent des terres en contrepartie de leur aide pour les travaux agricoles.

Outre la mobilisation de la main-d'œuvre familiale, les producteurs ont recours au système d'échange de journées de travail (*ayni*) et ont ainsi accès à une main-d'œuvre issue de la communauté, mais non rémunérée.

Lorsque le producteur fait appel à des travailleurs journaliers, il s'agit des membres de la communauté qui ont peu de terres, mais également de personnes provenant des environs (jeunes étudiants, paysans sans terres, etc.) ou de régions plus lointaines de l'est du département d'Oruro (autour d'Uncia et de Llallagua). Ces derniers se rendent disponibles à la feria de Challapata qui devient le lieu d'embauche des journaliers. Il peut arriver que les migrants résidents à l'extérieur des communautés recrutent leurs journaliers en ville et les amènent travailler sur leur parcelles.

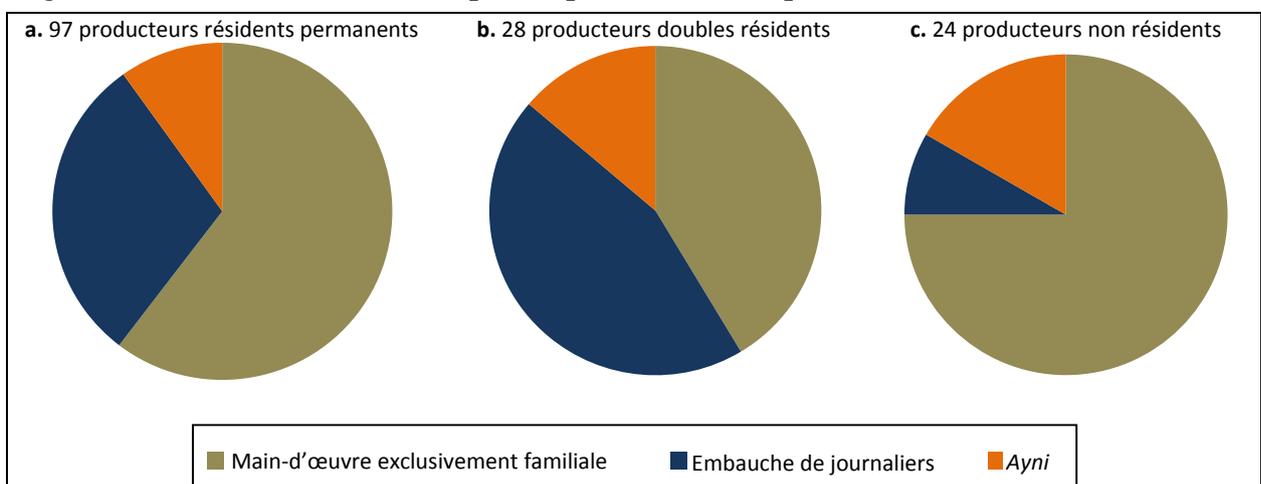
La figure 73 rend compte de la main-d'œuvre utilisée par les producteurs selon leur résidence. Nous distinguons la main-d'œuvre exclusivement familiale, le travail salarié (les journaliers) et l'*ayni* qui complètent, dans tous les cas, l'utilisation de main-d'œuvre familiale.

Figure 72 : Main-d'œuvre familiale sur les parcelles du couple Ayma, producteur de Chilalo, 2007



Source : A. Vassas Toral, entretiens 2007/2008.

Figure 73 : Main-d'œuvre utilisée par les producteurs de quinoa en 2008 selon leur résidence



Source : A. Vassas Toral, entretiens 2007/2008.

Nous observons de nettes différences quant à l'origine de la main-d'œuvre utilisée. Les producteurs non résidents sont ceux qui utilisent le plus la main-d'œuvre familiale, tendance à mettre en relation avec le fait que ce sont ces producteurs qui cultivent le moins de superficies, et le font surtout pour maintenir le lien avec la communauté et pour préserver leurs droits fonciers. Ils ne sont donc pas dans une logique « productiviste ». À ce propos, une femme de Villa Alota, rencontrée à San Pedro de Atacama, témoigne : « *J'ai de petites parcelles, comme ça s'est plus vite fait ; je ne veux pas payer pour de la main-d'œuvre et je n'ai pas le temps de faire l'ayni* ». Les producteurs doubles résidents, en revanche, embauchent préférentiellement des journaliers. N'ayant généralement pas leur famille qui réside dans la communauté, un des membres du couple se charge de la mise en culture. Il est obligé d'avoir recours, du même coup, à des journaliers. Enfin, les producteurs résidents se démarquent par la forte proportion de main-d'œuvre exclusivement familiale, tendance attendue dans la mesure où toute la famille sur place peut être à tout moment mobilisée pour les travaux agricoles.

Soulignons, pour clore nos propos sur la main-d'œuvre, la place particulière des femmes dans le dispositif de production de quinoa. Dans le cas de ménages bipolaires, c'est quasiment toujours la femme qui reste dans la communauté et l'homme qui réside à l'extérieur. C'est le cas à San Juan, pour les hommes qui travaillent dans les mines, à Palaya, dans le cas des hommes qui travaillent comme professeur d'école. La femme est donc chargée au quotidien des travaux agricoles et, par ailleurs, elle représente le ménage pour les affaires sociales. Dans le cas des producteurs non résidents permanents, c'est également très souvent la femme qui vient dans la communauté pour se charger de la conduite des travaux agricoles. C'est elle qui se libère tandis que l'homme continue son activité dans leur lieu de résidence. La femme assure ainsi une continuité dans le cycle productif de sa communauté d'adoption (la communauté de son mari). Enfin, bien que les femmes soient exclues des droits d'accès à la terre dans leur communauté d'origine (puisqu'elles ne sont pas ayants droit), ce sont elles qui assument une présence, parfois très contraignante, auprès de leurs parents âgés et donc qui s'occupent encore de l'exploitation familiale dans ces communautés.

6.2.2.3. S'organiser pour l'élevage

Si l'élevage n'est pas la production phare actuellement, les producteurs étaient autrefois tous éleveurs. Nous avons vu aussi que l'activité pastorale réclame une main-d'œuvre continue. Dans ce contexte, les producteurs mobiles conservent-ils un cheptel ? Si oui, comment s'organisent-ils ?

Comme explicité dans le troisième chapitre (p. 128), le mode de constitution du troupeau individuel répond à la norme selon laquelle, généralement, chaque enfant hérite d'un petit cheptel. Lors des migrations de jeunesse qui débouchent, finalement, sur un changement de résidence, le cheptel est conservé dans le troupeau familial si celui-ci subsiste. Sinon le jeune doit s'en séparer. L'activité d'élevage, contrairement à l'activité de culture, est une activité quotidienne. Il n'est donc pas possible de pratiquer un élevage sans résider dans la communauté. Dans tous les cas, les troupeaux de migrants sont confiés (quel que soit le mode) et le propriétaire n'investit aucune main-d'œuvre dans cette activité. Mais dans le cas d'un départ de la communauté à l'âge adulte, rares sont ceux qui se séparent de leur troupeau. Soit ils le réduisent à une dizaine de têtes et le confient à un parent, un compère ou *al partir*⁹⁹, soit ils le conservent mais cela implique un autre mode d'organisation.

⁹⁹ À noter, le cheptel peut être dans la communauté de l'homme ou de la femme.

6.2.2.3.1. Troupeau confié

Dans le cas où le troupeau est confié, généralement à la famille ou à des parents, l'élevage n'est pas envisagé réellement comme une activité économique mais plutôt comme un moyen de maintenir un lien avec la communauté. Ce lien s'exprime au moment des retours, notamment lors de la cérémonie annuelle durant laquelle on « fleurit »¹⁰⁰ le troupeau. À l'occasion de ces retours, les propriétaires procurent de la nourriture à la personne qui s'est chargée de leurs animaux. Lorsqu'il s'agit de quelques têtes confiées à un parent, comme dans le cas de la terre, les arrangements ne sont pas fixes. Les services rendus se font dans les deux sens. En règle générale, un animal est tué lorsque le propriétaire est présent et la viande est partagée entre tous. Les revenus issus de la vente des animaux servent souvent à acheter des denrées alimentaires pour celui qui est chargé du bétail (sucre, pâtes...).

6.2.2.3.2. Troupeau al partir

Les personnes qui projettent de partir de la communauté pour une période relativement courte ne se séparent pas de leur troupeau. Ainsi, on rencontre des troupeaux confiés *al partir* assez conséquents. Mais en règle générale, il s'agit plutôt d'une dizaine de têtes de bétail.

Nombreux sont ceux qui témoignent du fait que, confier leur bétail *al partir*, n'est pas très avantageux pour eux. En effet, celui qui est chargé du troupeau est le seul intervenant dans l'élevage et en a tout le contrôle. Lorsqu'il y a des animaux nouveau-nés tués par des prédateurs, par exemple, le berger peut toujours les imputer à la part du propriétaire. De même, il peut toujours occulter des naissances, ce que le propriétaire n'est pas en mesure de vérifier. Malgré ces désavantages, avérés ou exagérés, cette pratique est courante.

6.2.2.3.3. Embauche d'un berger

On entend dans toutes les communautés de l'Intersalar¹⁰¹ le récit de bergers qui sont venus d'autres communautés pour se faire embaucher et qui sont finalement restés vivre dans la communauté. Actuellement, ce sont essentiellement les producteurs résidents permanents qui embauchent un berger, soit à plein temps durant toute une année, soit uniquement le temps des gros travaux agricoles. Les producteurs qui ne résident pas en permanence dans la communauté embauchent plus rarement un berger à l'année. Il est probable que cette pratique tende à se réduire dans la mesure où elle est cause de conflits. En effet, l'espace pastoral se réduisant, les résidents permanents ne souhaitent pas qu'il soit utilisé par des éleveurs absentéistes.

De toute évidence, la mobilité des membres des communautés est un frein à l'élevage et, du même coup, à la complémentarité entre agriculture et élevage pourtant considérée comme fondamentale pour le renouvellement de la fertilité des sols.

6.2.2.4. Des pratiques agricoles spécifiques aux producteurs mobiles ?

Observe-t-on une différenciation entre le système de production des producteurs circulants et celui des producteurs permanents ? On présuppose que le temps passé dans la communauté peut déterminer une gestion plus fine et plus souple du territoire, des pratiques agricoles plus

¹⁰⁰ Le *floreo* est une fête rituelle qui se déroule en février pour les lamas et en juin pour les moutons.

¹⁰¹ Les communautés situées entre le *salar* d'Uyuni et le *salar* de Coipasa mais pas dans celles situées au sud et à l'est du *salar* d'Uyuni qui sont traditionnellement plus des communautés d'éleveurs.

soignées. Trois aspects seront abordés : les itinéraires techniques, la main-d'œuvre utilisée et enfin, la complémentarité agriculture/élevage.

Tout d'abord, pour pouvoir distinguer les pratiques agricoles des producteurs permanents et circulants, il convient de connaître l'entité décisionnaire de la mise en valeur des terres. Dans le cas de terres prêtées ou confiées *al partir*, c'est la personne qui cultive - en règle générale un résident permanent -, qui prend les décisions et non le propriétaire. Dans le cas des terres mises en culture impliquant des arrangements pour la surveillance, le labour ou toute autre tâche agricole, les décisions sont partagées entre permanents et circulants. Cela signifie que les permanents agissent au-delà de la gestion de leurs propres parcelles. Mais le principal acteur positionné au cœur des systèmes décisionnels liés à la culture de la quinoa est le tractoriste. Celui-ci agit pour le compte de dizaines, voire de centaines de producteurs dans la zone, au moment des labours et des semis. Concernant les itinéraires techniques, les enquêtes réalisées par R. Joffre et R. Tapia (communication personnelle, 2008) n'ont pas mis en évidence de différences dans les temps de jachère, les variétés cultivées, l'apport d'engrais, la technique de semis ou encore la conservation de haies vives. Ces résultats infirment l'hypothèse de départ selon laquelle des pratiques différenciées correspondraient aux producteurs circulants et résidents. En revanche, pour ce qui est de la certification biologique, plusieurs éléments méritent d'être relevés. Tout d'abord, il faut rappeler que cohabitent au sein des communautés des producteurs de quinoa « certifiée biologique » (qui doivent donc se conformer à un cahier des charges de pratiques agricoles) et des producteurs de quinoa « conventionnelle » (qui n'ont aucune contrainte de mode de production). Dans le groupe des non certifiés biologiques se trouve l'ensemble des producteurs circulants mais également beaucoup de permanents. Au moment où nous étions sur le terrain, en 2007-2008, il était difficile pour un producteur non résident permanent de s'engager dans la production de quinoa certifiée biologique. L'affiliation est difficile, en effet, car l'organisme certificateur demande une présence continue sur l'exploitation pour qu'il y ait toujours un référent lors de son passage¹⁰². Dans le cas des familles bi-polaires, en revanche, l'affiliation est possible. Ainsi, l'hétérogénéité du type de production et des modes de commercialisation au sein des communautés posent le problème de l'hétérogénéité des pratiques. Cette question de la certification est importante à signaler en raison des répercussions qu'elle peut engendrer sur l'organisation sociale et la gestion territoriale au niveau communautaire. En effet, les normes imposées dans le cahier des charges de production biologique demandent une certaine approbation collective pour être appliquées efficacement, surtout concernant la lutte biologique contre les ravageurs ou le respect des haies vives entre les parcelles. De ce fait, les effets de différenciation des systèmes de production liés aux pratiques de mobilité engendrent des difficultés pour la mise en place de normes de gestion territoriale collectives.

Pour ce qui est de la main-d'œuvre, cela a été déjà souligné, le salariat est généralisé parmi les circulants et les permanents. Mais au delà de la résidence, c'est aussi la taille de l'exploitation qui détermine le recours à une main-d'œuvre salariée. Concernant la pratique de l'élevage, on l'a vu également, il est très rare que des circulants aient des troupeaux, pour des raisons de disponibilité en temps. Mais on rencontre de plus en plus de permanents qui ne pratiquent plus l'élevage non plus. Autrefois, l'agriculture et l'élevage étaient considérés comme complémentaires. Cela impliquait une utilisation complémentaire de l'espace et certaines règles pour les cultures spécifiques : dates fixées à l'avance pour les semis et la récolte de manière à permettre aux animaux de paître, protection des parcelles de culture pour éviter que les bêtes y accèdent en saison de culture. Le changement actuel du système de production, où l'élevage est

¹⁰² En revanche, il est possible pour un producteur permanent de suspendre son affiliation un an s'il part en migration.

relégué aux espaces marginaux, rend difficile le respect des règles collectives. Cela signifie aussi de plus en plus de tensions entre producteurs éleveurs et producteurs non éleveurs ; les premiers se plaignant du manque d'espace disponible pour le pâturage et les seconds des dégâts causés par les animaux sur leurs cultures.

De ces observations, il ressort que le critère de résidence des producteurs, bien qu'ayant des répercussions directes sur la certification et la commercialisation de la quinoa ainsi que sur la gestion des troupeaux, n'est pas réellement déterminant pour différencier les itinéraires techniques de culture de la quinoa. C'est un indicateur fort de l'efficacité du mode d'organisation sociale permettant une pratique agricole à distance.

Pour conclure plus largement sur l'organisation sociale des systèmes de production, retenons que la mécanisation a introduit un nouveau rapport au territoire et à l'activité agricole puisqu'elle permet une présence non continue sur l'exploitation. Les nouvelles façons de produire facilitent, en quelque sorte, le recours à la mobilité, à la fois pour ceux qui résident dans la communauté et pour les non résidents qui veulent cultiver à distance. Par ailleurs, on l'a vu, le système de production de la quinoa est intégré dans un système d'activités lui-même fondé sur le principe de dispersion des risques et de circulation des producteurs et de leur famille. Il est donc intéressant d'observer un schéma inversé par rapport à celui classiquement mis en évidence en milieu rural : ce ne sont pas les migrations qui modifient les systèmes productifs mais plutôt les transformations des systèmes de production agricole qui, sous l'effet de l'appel du marché international, engendrent un réajustement des mobilités spatiales et des systèmes résidentiels.

6.2.3. Des pratiques circulatoires stratégiques dans leurs liens à la terre et à l'activité agricole

L'approche des parcours de mobilité sur le temps des cycles de vie a montré l'importance de la réversibilité migratoire et des mobilités résidentielles circulaires. Mais on l'a vu, les pratiques circulatoires dépassent largement les strictes pratiques résidentielles puisqu'elles peuvent prendre une intensité et des rythmes parfois très soutenus liés à des retours pour des temps courts dans les communautés d'origine. Ce qu'il nous intéresse d'analyser ici ce sont les trajectoires de circulation proprement dite, c'est-à-dire celles qui concernent les mobilités de retour que l'on peut qualifier d'« interstitielles » dans la mesure où elles interviennent dans les interstices des étapes de mobilité résidentielle. Les entretiens réalisés dans les cinq communautés ont permis en effet de compléter les trajectoires résidentielles et professionnelles par des informations plus précises sur les rythmes de circulations de retour dans la communauté d'origine. Trois motifs de retours périodiques dans la communauté ont été identifiés : participation aux fêtes, visite faite à la famille (circulation socio-identitaire) et pratique d'une activité agricole (circulation productive). Notre propos ici est de montrer comment ces pratiques circulatoires prennent un caractère stratégique du point de vue des rapports à la terre, des modes de gestion des ressources locales et des pratiques agricoles.

La démarche, en termes de reconstitution des trajectoires, a donc consisté cette fois à mettre en parallèle (figures 73 à 80) :

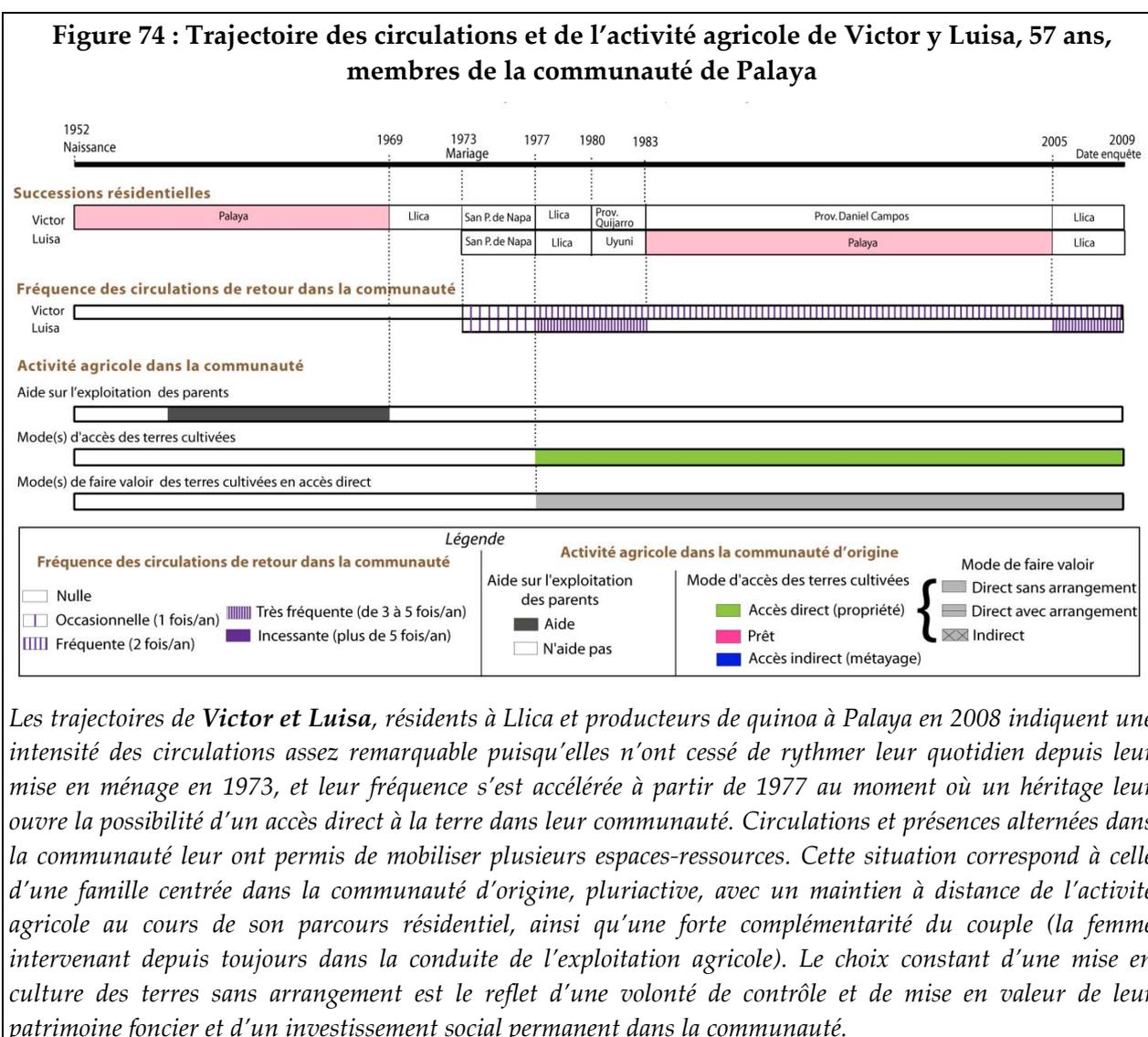
- les trajectoires résidentielles (durée dans chaque lieu) de l'individu (dans le cas de membres célibataires) ou des deux membres du ménage (le couple) ;
- les événements de la mobilité circulatoire. À l'échelle des cycles de vie des individus, les circulations de retour ont été repérées sur un pas de temps annuel, en distinguant cinq fréquences : nulle, occasionnelle (une fois/an), fréquente (2 fois/an), très fréquente (3 à 5 fois par an) et continue (plus de 5 fois/an) ;

- l'activité agricole dans la communauté selon différentes modalités : aide sur les terres des parents ou activité agricole indépendante. Dans le cas de mise en culture indépendante, nous observons les modalités d'accès à la terre ainsi que les modes de mise en valeur de ces terres.

6.2.3.1. Des circulations intenses permettant le maintien de l'agriculture

La circulation intense, selon des rythmes très soutenus d'allers et retours, peut être liée au maintien d'une activité agricole constante dans la communauté d'origine tout au long du cycle de vie et ce, au-delà de la configuration prise par la trajectoire résidentielle. Cette forme circulatoire correspond le plus souvent à ceux qui ont la possibilité d'un accès à la terre direct (foncier en propriété). Ces situations peuvent concerner des centrés permanents mais ayant connu une forte mobilité résidentielle, comme dans le cas de Victor et Luisa (figure 74), ou des recentrés ayant connu une période d'émigration relativement longue dans leur parcours de vie sans pour autant interrompre les liens à l'activité agricole comme l'illustre le cas de Gregorio (figure 75).

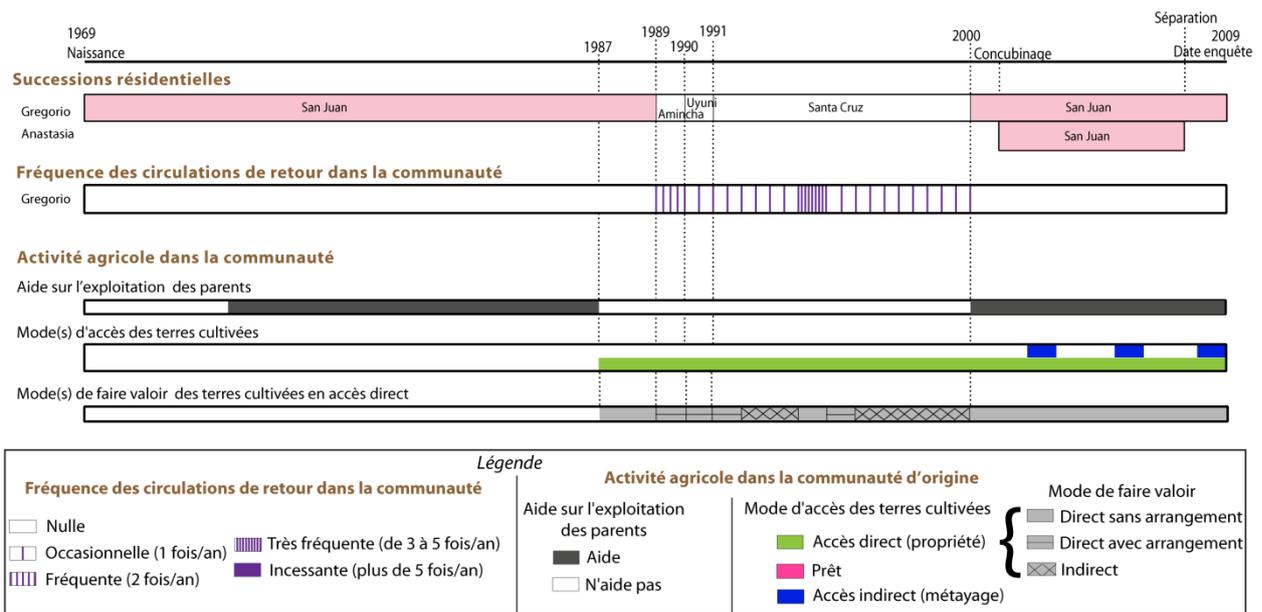
Figure 74 : Trajectoire des circulations et de l'activité agricole de Victor y Luisa, 57 ans, membres de la communauté de Palaya



Les trajectoires de **Victor et Luisa**, résidents à Llica et producteurs de quinoa à Palaya en 2008 indiquent une intensité des circulations assez remarquable puisqu'elles n'ont cessé de rythmer leur quotidien depuis leur mise en ménage en 1973, et leur fréquence s'est accélérée à partir de 1977 au moment où un héritage leur ouvre la possibilité d'un accès direct à la terre dans leur communauté. Circulations et présences alternées dans la communauté leur ont permis de mobiliser plusieurs espaces-ressources. Cette situation correspond à celle d'une famille centrée dans la communauté d'origine, pluriactive, avec un maintien à distance de l'activité agricole au cours de son parcours résidentiel, ainsi qu'une forte complémentarité du couple (la femme intervenant depuis toujours dans la conduite de l'exploitation agricole). Le choix constant d'une mise en culture des terres sans arrangement est le reflet d'une volonté de contrôle et de mise en valeur de leur patrimoine foncier et d'un investissement social permanent dans la communauté.

Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

Figure 75 : Trajectoire des circulations et de l'activité agricole de Gregorio, 39 ans, membre de la communauté de San Juan de Rosario



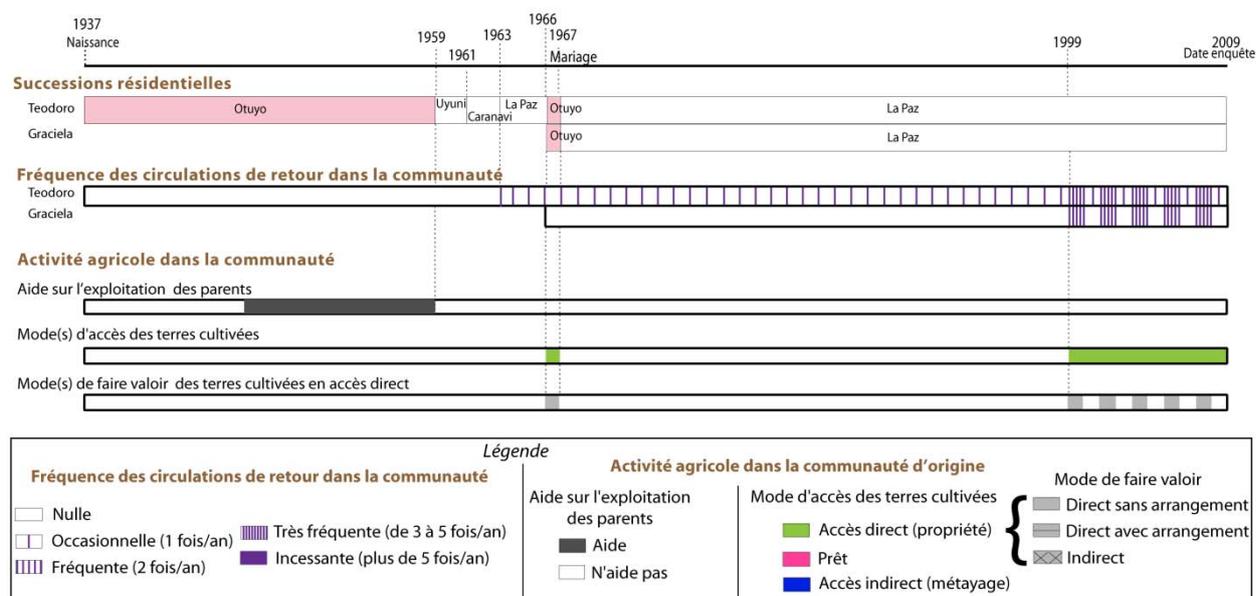
La trajectoire de **Gregorio**, résident en 2008 à Palaya, sa communauté d'origine, est marquée par une intensité des circulations de retour dans la communauté d'origine durant toute son expérience migratoire. Le recentrage de Gregorio se traduit par un retour résidentiel dans la communauté au moment du boom de la quinoa dans les années 2000, mais l'activité agricole n'a jamais été interrompue traduisant un lien fort à la terre tout au long de son parcours de vie. Durant ses huit années de résidence à Santa Cruz, il revient très régulièrement dans sa communauté soit pour cultiver lui-même en prolongeant ses temps de retour, soit pour organiser la mise en culture par son père ou un métayer. L'alternance des modes de faire valoir des terres en accès direct (direct avec ou sans arrangement ou indirect) traduit la capacité d'une gestion à distance et la forte volonté de maintien de l'activité agricole. Ce cas de figure illustre par ailleurs la complémentarité et la prise de relais entre les résidents permanents et les migrants/circulants avec, au final, une mise en commun du patrimoine familial et un principe de réciprocité entre les membres de la famille. À partir de 2000, alors que jusque là son père s'occupait de ses terres en son absence, c'est au tour de Gregorio de remplir ce rôle pour les terres de son père et de ses frères et sœurs.

Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

6.2.3.2. Des circulations continues garantissant le retour à l'agriculture

Les circulations de retour dans la communauté, indépendamment d'une trajectoire résidentielle complexe et aux destinations parfois lointaines, peuvent ponctuer l'ensemble du cycle de vie des individus. Ces circulations continues, selon des rythmes de fréquence variables, permettent le lien permanent à la communauté, de se tenir au courant des changements mais aussi d'être à jour avec les obligations d'intérêt collectif. Être en règle avec l'institution communautaire signifie des droits fonciers préservés, ainsi qu'un accès au foncier sans entrave pour les jeunes qui n'ont pas encore de patrimoine. De cette façon, certains maintiennent le lien toute leur vie et ont pu ainsi revenir cultiver leurs terres, sans être inquiétés par la communauté (cas de Teodoro et Graciela, figure 76). D'autres, par ce lien, peuvent faire valoir leur appartenance de plein droit à la communauté et s'approprier des terres collectives, en étant assuré de leur légitimité localement (cas de Félix, figure 77).

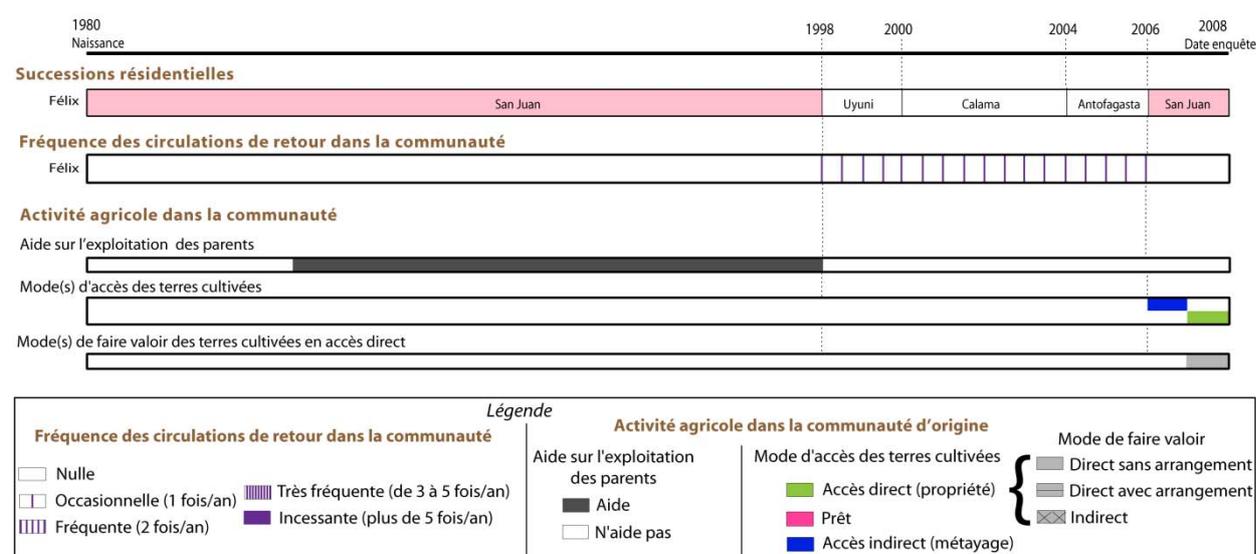
Figure 76 : Trajectoire des circulations et de l'activité agricole de Teodoro et Graciela, 71 ans, membres de la communauté d'Otuyo



Les trajectoires de **Teodoro et Graciela**, résidents en 2008 à La Paz et producteurs de quinoa à Otuyo, indiquent des circulations annuelles continues pour Teodoro puis leur intensification pour les deux membres du couple à partir de leur reprise de l'activité agricole. En effet, après une première tentative d'installation comme agriculteurs dans la communauté, au moment de leur mariage, le ménage s'installe à La Paz pendant trente ans. Les retours annuels de Teodoro dans la communauté visent à « être en règle avec la communauté » selon ses propos, et à pouvoir préserver ses droits d'accès aux ressources. De fait, ces circulations faciliteront son retour à l'agriculture en 1999. Depuis cette date, Teodoro et Graciela circulent de façon intense entre leur communauté et La Paz, assumant eux-mêmes l'ensemble des travaux agricoles sur leurs parcelles.

Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

Figure 77 : Trajectoire des circulations et de l'activité agricole de Félix, 28 ans, membre de la communauté de San Juan de Rosario



La trajectoire de **Félix**, résident en 2008 à San Juan, sa communauté d'origine, est marquée par un retour dans la communauté et à l'agriculture après une migration au Chili de plus de huit ans. Félix n'a jamais cessé de circuler pendant tout son temps de migration, avec des retours réguliers dans la communauté. En revanche, il

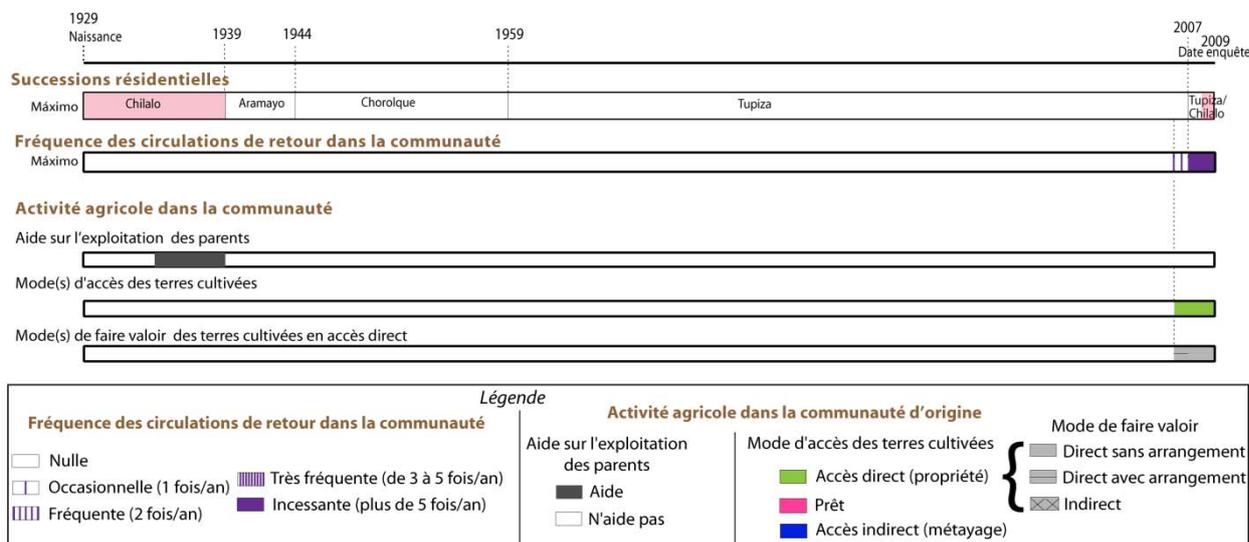
a interrompu complètement le travail de la terre pendant 10 ans. Son retour en 2006 est clairement lié à la volonté de se constituer un capital foncier compte tenu de l'opportunité économique que représente la quinoa. Félix renoue avec l'agriculture en semant d'abord al partir pour d'autres agriculteurs car il n'est pas propriétaire de terres et son père est toujours en activité. En 2007, il défriche des terres collectives et cultive donc ses propres terres. Cette trajectoire est représentative de l'évolution du mode d'accès aux terres des jeunes depuis le boom de la quinoa : tout d'abord il cultive la terre d'autres ayants droit, puis se constitue peu à peu son patrimoine foncier. Les circulations même annuelles lui ont permis un retour à l'activité agricole sans entraves de la part de la communauté.

Source : A. Vassas Toral, entretiens 2007.

6.2.3.3. De la non circulation à la circulation obligée

La non circulation pendant une longue période du cycle de vie, souvent liée à une rupture avec la vie communautaire est toujours synonyme de l'arrêt de l'activité agricole. Au cours de cette période, la terre est soit confiée à un parent, soit abandonnée. Le rappel de la communauté ou de la famille pour revenir cultiver et ne pas perdre les droits sur la terre implique généralement une reprise de l'activité agricole et par voie de conséquence des retours circulaires dans la communauté pour cultiver mais aussi remplir les obligations d'intérêt collectif. Ces circulations obligées sont la contrepartie d'un retour autorisé à la terre. Cette situation concerne généralement des recentrés pour motif agricole qui n'avaient jamais pratiqué d'activité agricole indépendante, comme c'est le cas de Máximo (figure 78) ou bien des individus aux trajectoires complexes qui ont, à un moment de leur cycle de vie, tenté l'activité agricole mais qui l'ont abandonnée. C'est le cas de Benedicto et Lutgarda (figure 79).

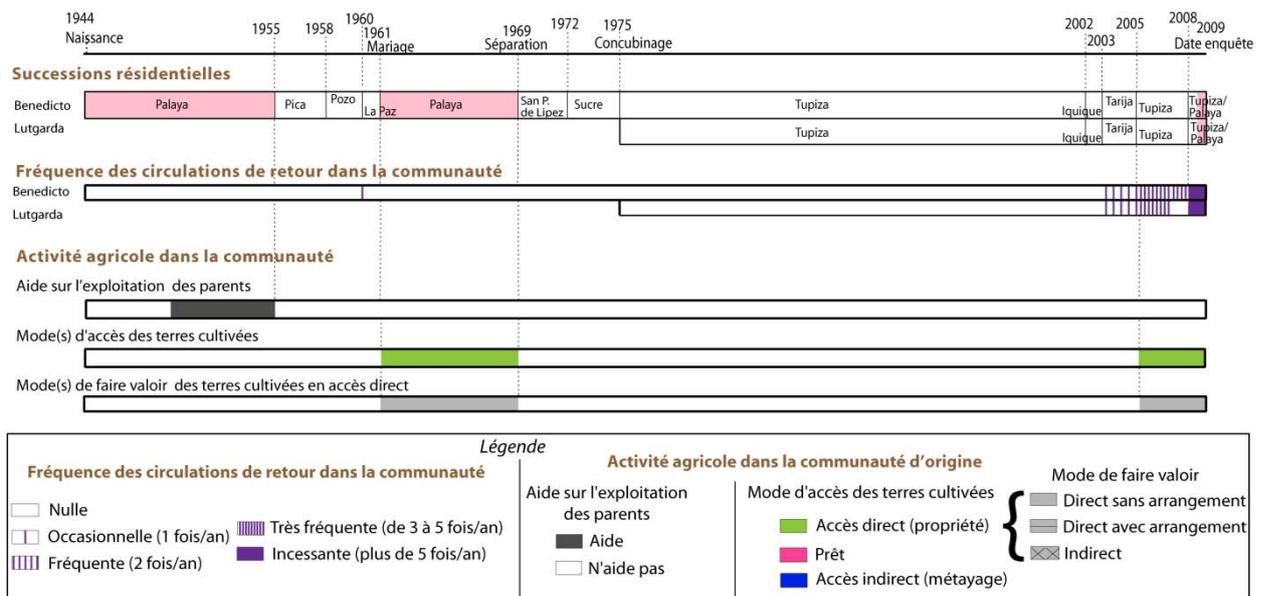
Figure 78 : Trajectoires des circulations et de l'activité agricole de Máximo, 79 ans, membre de la communauté de Chilalo



En 2008 Máximo, membre de la communauté de Chilalo, alternait son temps de résidence entre la communauté et Tupiza. Sa trajectoire reflète une rupture complète avec la communauté d'origine pendant plus de 60 ans. Orphelin de père, il part jeune de la communauté et n'y reviendra pas, n'entretenant aucun lien avec celle-ci. En 2005, la communauté le « rappelle » pour qu'il prenne une décision sur les terres de son patrimoine familial : veut-il les conserver - auquel cas il doit il les cultiver - ou sinon souhaite t-il les céder à la communauté ? En concertation avec sa famille, il est décidé que Máximo reviendra cultiver, ce qui le contraint à une présence dans sa communauté pour cultiver et être à jour avec ses obligations communautaires. Ainsi, à l'âge de 76 ans, Máximo opère un changement radical dans sa vie en renouant avec la communauté afin ne pas conserver ses droits fonciers et pouvoir les transmettre à sa descendance.

Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

Figure 79 : Trajectoires des circulations et de l'activité agricole de Benedicto et Lutgarda, 64 ans, membres de la communauté de Palaya



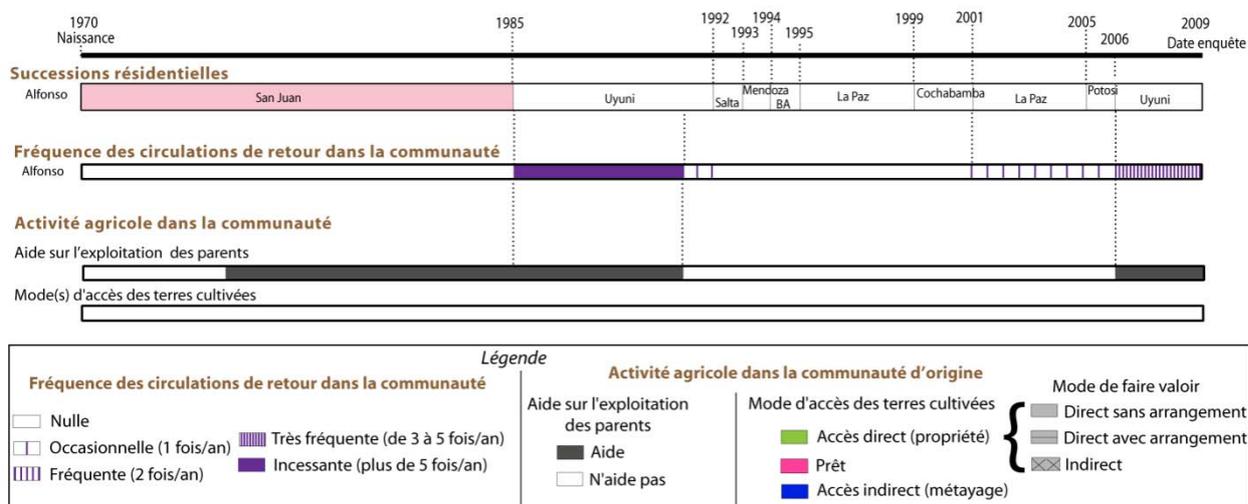
Les trajectoires de **Benedicto et Lutgarda**, membres de la communauté de Palaya, et résidant alternativement à Tupiza et Palaya en 2008, reflètent une reprise de circulations entre leur lieu de résidence et la communauté, suite à une rupture de plus de 35 ans. Après des migrations successives de jeunesse, Teodoro revient à Palaya pour constituer son ménage, il y restera et cultivera pendant 8 ans. Mais lorsqu'il repart en migration à Sucre, puis Tupiza, il rompt tous les liens avec la communauté et abandonne l'activité agricole. En 2004, une cousine l'informe que certains membres de la communauté cultivent ses terres. En 2005, après avoir récupéré une partie de son patrimoine foncier, il recommencera à cultiver une petite superficie tout en maintenant sa résidence à Tupiza. Il se charge de l'ensemble des travaux agricoles avec l'aide de sa femme. Il récupère lentement l'ensemble de ses terres et cultive chaque année une surface plus grande. Ce retour à l'activité agricole aboutit en 2008 à un dispositif de double résidence et des circulations intenses pendant toute l'année.

Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

6.2.3.4. Des circulations liées à la solidarité intergénérationnelle

Certaines formes de circulation, d'intensité fort variable et plus ou moins continue au long du cycle de vie, servent très clairement une logique de solidarité et d'entraide intergénérationnels, celles des enfants envers leur parents dès lors que les retours sont liés à une volonté de soutien des parents au moment des périodes de travaux agricoles (cas d'Alfonso, figure 80) ou celles des parents envers leurs enfants lorsque la communauté d'origine et l'activité agricole deviennent une solution d'urgence et de refuge face à des difficultés familiales (cas d'Ana, figure 81). Quoiqu'il en soit ces circulations de retour relèvent d'une motivation qui est d'ordre plus social et identitaire que productif (volonté de cultiver), et concerne des individus décentrés permanents ou dont le recentrage n'est pas lié à un retour à l'activité agricole.

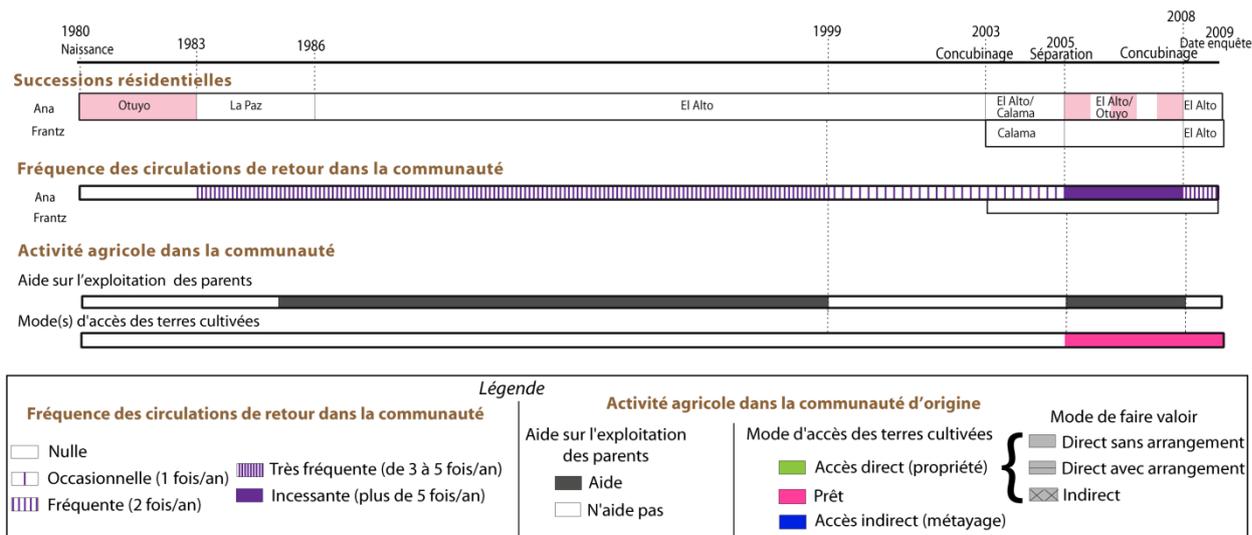
Figure 80 : Trajectoire des circulations et de l'activité agricole d'Alfonso, 38 ans, membre de la communauté de San Juan



Alfonso, résident à Uyuni en 2008 et membre de la communauté de Palaya, a alterné au cours de sa vie de multiples lieux de résidence en Bolivie et en Argentine. Sa trajectoire est rythmée par des étapes sporadiques de retours dans la communauté. Celle-ci n'a pas représenté un pôle fonctionnel au cours de son existence (en termes de résidence ou de système d'activités) et Alfonso est passé par plusieurs étapes dans ses pratiques circulatoires de retour, avec une période de rupture de plus de cinq ans. Au début de sa trajectoire, les retours sont intenses pour aider ses parents sur l'exploitation agricole puis, les circulations de retour s'interrompent pendant la période migratoire en Argentine, à La Paz et Cochabamba suite à une volonté de couper les liens avec la communauté. Il renouera avec elle en 2001 mais sans toutefois s'engager dans l'activité agricole. En réalité, Alfonso est l'unique garçon de la fratrie et doit donc s'occuper de sa mère veuve. Ainsi, il rapproche sa résidence et intensifie ses retours à partir de 2006 de manière à pouvoir décharger sa mère des tâches agricoles, sans pour autant cultiver de terres en son nom propre.

Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

Figure 81 : Trajectoire des circulations et de l'activité agricole d'Ana, 27 ans, membre de la communauté d'Otuyo



L'exemple d'Ana, résidente à El Alto en 2008 et membre de la communauté d'Otuyo, illustre l'importance de circulations de retour intenses et ininterrompues qui rythment toute une vie migratoire. Partie avec sa mère à La Paz dès l'âge de trois ans, Ana restera à El Alto pendant plus de vingt ans en alternant quelques séjours à Calama au Chili. Son divorce et les difficultés financières sont la cause de son retour dans la communauté en

2005. Ce parcours traduit une forte solidarité intergénérationnelle réciproque puisque les retours constants d'Ana au lieu d'origine ont été liés, en grande partie, à la volonté et la nécessité d'aider ses parents sur l'exploitation agricole. Mais cette trajectoire montre également combien la communauté d'origine peut jouer à son tour un rôle refuge en cas de coup dur. La solidarité intergénérationnelle joue alors en sens inverse puisque, n'ayant pas de possibilité d'avoir en usufruit des terres, faute de droit d'héritage, Ana aura accès à certaines parcelles prêtées par ses parents.

Source : A. Vassas Toral, entretiens 2008.

L'analyse des trajectoires de circulation de retour et de l'activité agricole des familles de l'Altiplano Sud montre que la forte mobilité résidentielle n'est pas synonyme d'une rupture de liens avec la communauté d'origine. Ce lien peut être plus ou moins fort selon les périodes du cycle de vie, et peut être associé ou non à la pratique d'une activité agricole. Le rapport à la terre, rapport d'ordre à la fois productif, patrimonial et socio-identitaire, sous-tend les logiques de circulations et le maintien du lien à la communauté. Rompre avec la communauté veut dire courir le risque d'un droit suspendu d'accès aux ressources et d'une difficulté à pouvoir renouer avec l'activité agricole. Le rapport à la terre et à l'activité agricole guide ainsi fortement les trajectoires de mobilité et les pratiques de retour dans la communauté. Pour nombre de familles, l'enjeu réside ainsi dans leur compétence à maîtriser et organiser leur mobilité circulatoire, ainsi que les formes d'arrangements intra et interfamiliaux qui permettent la mise en culture des terres. C'est cette compétence circulatoire qui, d'une certaine manière, aura rendu possible le boom de la quinoa.

6.3. Appartenance, liens et « droit » au territoire communautaire

Tous les individus originaires d'une communauté sont membres de droit de celle-ci. Cette appartenance s'hérite à la naissance. Cependant, si l'appartenance est un acquis, l'identité territoriale, elle, se construit de façon permanente par les actes, les représentations et les projections. On l'a vu, un individu peut appartenir à une communauté et s'identifier à celle-ci sans pour autant y résider. De même, il peut maintenir des liens avec sa communauté d'origine sans forcément s'y rendre physiquement. Le rapport à l'espace d'origine s'exprime donc par une diversité de liens, de nature physique, matérielle et/ou idéelle. Mais il s'exprime aussi par un rapport à la communauté qui est à la fois institution régulatrice d'une gestion territoriale et groupe social dont les membres sont liés par une même appartenance.

L'objectif est donc de mieux comprendre les formes d'expression de cette appartenance et les rapports sociaux qui lient les membres de la communauté, qu'ils résident dans la communauté ou à l'extérieur, qu'ils soient ou non ayants droit, qu'ils soient ou non producteurs. Quelles complémentarités trouvent-ils au sein et autour de leur communauté ? Est-ce que le boom de la quinoa s'est accompagné de nouveaux rapports sociaux et identitaires à la communauté en tant qu'institution d'appartenance, de référence, de régulation ? Comment, dans un contexte de forte mobilité, évoluent les normes collectives qui régissent les droits et les obligations des uns et des autres ?

6.3.1. Les obligations communautaires pour les ayants droit

Être ayant droit d'une communauté ne signifie pas simplement le droit de cultiver, le droit d'usage de terres de pâturage ou encore le droit d'accès aux terres communautaires. Cela implique également des devoirs et des obligations envers la communauté, quelle que soit la situation résidentielle de l'individu. Comme le rappelle E. Madrid Lara (1998 : 99) « le migrant doit rendre service à la communauté, pas seulement comme une obligation pour conserver ses terres car cela doit être fait par tous les composants de la communauté. Ces mécanismes de service ratifient à la fois

les droits du migrant sur la terre et son appartenance comme membre de la communauté ». Et, si le producteur migrant devait oublier ses obligations, la communauté le lui rappellerait très vite.

La communauté, en tant qu'institution, n'impose pas la résidence stable de ses ayants droit mais tous, quelle que soit leur résidence, sont soumis au même système d'obligations. Ce sont les normes internes à chaque communauté, qui peuvent être très variables, qui fixent ces obligations. Elles varient souvent en fonction de la taille de la communauté : plus la population est importante, moins les obligations des ayants droit sont rigides, tant pour les résidents permanents que pour les non résidents (voir Encadré 9).

Encadré 9 : Des obligations différentes selon la taille de la communauté

Dans la communauté de Chilalo, qui n'a que huit ayants droit résidents permanents, la présence de tous est obligatoire aux travaux collectifs et aux réunions. Par ailleurs, tous les ayants droits non résidents, quel que soit leur âge, sont mis à contribution pour le passage des charges, permettant ainsi un certain renouvellement. Ainsi, en 2007, le *corregidor* (représentant de la communauté) était une personne souffrante de 79 ans, double résident entre Chilalo et Tupiza. En revanche, dans une communauté comme San Juan qui compte 135 ayants droit, l'assistance de tous aux réunions est moins fondamentale. De même, pour les travaux collectifs, l'absence de certains est relativement « invisible » vu le nombre important de participants. À Villa Alota, communauté qui compte environ 100 ayants droit, les hommes de plus de 50 ans ne figurent plus sur la liste des charges, ils sont considérés comme étant « à la retraite », c'est-à-dire déchargés des obligations communautaires.

Les normes communautaires fixant les obligations d'intérêt collectif des ayants droit sont relativement nombreuses puisqu'elles concernent le passage de charges rotatives, la participation aux réunions, aux travaux collectifs et aux fêtes, ainsi que la contribution financière pour des actions communautaires. Ces deux derniers points n'étant pas spécifiques aux ayants droit, nous les traiterons ultérieurement.

6.3.1.1. Passage de charges rotatives

La définition des charges rotatives a été détaillée dans le deuxième chapitre. Nous n'y reviendrons pas. Signalons simplement que le terme de charge est devenu un nom générique pour désigner tout service rendu à la communauté. Nous en distinguons ici deux types : les charges décisionnelles et de représentation, et les charges fonctionnelles qui n'existent pas dans toutes les communautés. Les secondes sont accomplies par les permanents alors que les charges décisionnelles et de représentation doivent être accomplies par l'ensemble des ayants droit. Nous nous intéressons donc ici aux charges décisionnelles.

Il est très difficile pour un ayant droit de refuser de passer une charge sauf cas de force majeure. Dans tous les cas, celui qui est désigné doit accomplir son service mais il est toléré qu'il ait un suppléant, c'est-à-dire quelqu'un qui se charge des affaires lorsqu'il est absent, à condition que la communauté ait donné son approbation. Le passage d'une charge demande une organisation de la part du migrant pour être le plus présent possible dans la communauté lors de son service. Cela peut l'amener à réorganiser, tout au moins le temps de la charge (1 à 3 ans), son système résidentiel et son rythme de circulations. Il peut choisir notamment de se rapprocher de la communauté sans pour autant y résider totalement. À San Juan par exemple, les migrants veillent à épargner une somme d'argent suffisante pour pouvoir rester dans la communauté le

temps de leur charge, dans la mesure où leur « assignation à résidence » peut signifier une suspension de leurs activités et de leurs sources de revenus. Qui plus est, le passage d'une charge signifie un certain coût financier puisque la personne est amenée à se déplacer et à recevoir. Peu de migrants, lorsqu'ils reviennent cultiver, échappent à cette injonction communautaire. Ils sont très vite désignés pour passer une charge dans les années qui suivent leur retour. C'est une façon de leur faire « rattraper le temps où ils n'ont pas servi la communauté ».

Concrètement, tous les migrants qui passaient une charge au moment de nos enquêtes, mettaient beaucoup de bonne volonté dans l'accomplissement de leurs tâches. Cependant, les contraintes d'allers-retours incessants, et le fait de ne pas être constamment au courant des affaires de la communauté, les empêchent souvent de les assumer correctement. Outre l'acharnement nécessaire pour pouvoir suivre et régler les différents dossiers administratifs (électrification, demande de financement pour un projet, etc.), celui qui assume la charge collective est tenu d'être au fait des nouveautés et des événements au sein de la communauté pour être à même de gérer d'éventuels conflits.

Dans le cas des charges décisionnelles et de représentation (cas de *corregidor* et OTB), certaines communautés remettent parfois en cause le bien fondé et l'efficacité d'une charge assumée par un migrant. On le juge peu au fait de la vie quotidienne locale, parfois incompetent sur le fonctionnement des administrations ou lorsqu'il met à l'ordre du jour des questions que les résidents permanents ne veulent pas voir traiter. Dans ce contexte, il n'est pas impossible que les normes communautaires puissent évoluer et aller vers une exclusion des ayants droit non résidents du domaine des charges collectives. Le nombre futur d'ayants droit de la communauté, non résidents, aura sans doute un poids important dans cette évolution, alors même que les migrants peuvent apporter de nouvelles compétences au sein des communautés comme l'illustre l'encadré 10.

Encadré 10 : Expérience migratoire et passage de charges

En 2007, le *corregidor* de la communauté d'Otuyo était Felicia. Celle-ci est partie de la communauté à l'âge de 7 ans et vit, depuis, à l'extérieur. Son père étant décédé en 1998, elle est l'unique héritière de toute la lignée familiale. Elle garde alors le troupeau et les terres dont elle a hérité, mais en les confiant au berger familial, selon le mode *al partir*. Il était écrit dans le cahier communautaire depuis 1998 qu'elle serait *corregidor* en 2007. Elle s'est donc préparée à cette obligation tout en n'étant pas sûre de pouvoir être présente à cette date. En 2002, elle signe un contrat pour travailler dans la région, et elle est donc présente en 2007 pour assumer personnellement la charge de *corregidor*. Même si elle ne réside pas au quotidien à Otuyo, elle essaye d'être sur place le plus possible.

Ayant suivi des études supérieures, Felicia travaille pour une ONG dans le domaine de la gestion et du développement territorial. Son expérience professionnelle a donc eu une forte influence sur la manière dont elle a passé la charge de *corregidor* en 2007. En effet, lors de sa gestion, elle a fortement mis l'accent sur les normes communautaires de gestion du territoire tandis que, parallèlement, en tant que migrante elle-même, elle a essayé de tempérer les frictions entre permanents et migrants.

6.3.1.2. Participation aux réunions

La participation de l'ensemble des ayants droit à certaines réunions communautaires est obligatoire. Comme précisé dans le deuxième chapitre, il convient de distinguer les réunions ordinaires de celles à caractère plus exceptionnel. Les premières concernent des problèmes quotidiens qui souvent n'intéressent pas les migrants : l'école, les dégâts d'un troupeau, etc. Dans tous les cas, n'étant pas là au quotidien, ils leur est difficile de participer aux réunions, d'autant plus si elles ne sont pas programmées à date fixe. La communauté, d'ailleurs, ne les y oblige pas. Cependant, lors de ces réunions, si les présents ressentent le besoin d'avoir l'opinion des migrants ou leur appui, la prise de décision peut être remise à plus tard.

En revanche, les réunions exceptionnelles (une à deux par an) supposent que tous les ayants droit soient présents. À cette occasion sont discutés les problèmes généraux de la communauté, les futures charges, les conflits fonciers.

6.3.1.3. Participation aux travaux pour la communauté

Les travaux d'intérêt communautaire (*faenas*) impliquent la participation de tous les ayants droit lorsqu'ils relèvent de l'intérêt commun (nettoyage des chemins, construction de salle de classe, construction d'un local communautaire, nettoyage des réservoirs d'eau pour l'abreuvement des troupeaux...) ou seulement de certains ayants droit lorsque l'intérêt n'est pas partagé par tous (nettoyage des canaux d'irrigation par exemple).

Pour ces travaux, la règle est la même pour tous : participation d'un membre par famille d'ayant droit. Les migrants sont donc sur la liste mais, de fait, ne participent pas toujours aux travaux. Ce peut être aussi le cas, d'ailleurs, des membres permanents selon le degré de tolérance des dirigeants communautaires, et sous réserve que les absences ne se répètent pas trop. Un des moyens de compenser l'absence est de rémunérer quelqu'un pour être remplacé ou bien de payer à la communauté l'équivalent d'un salaire journalier. Il existe cependant une ambiguïté dans cette forme d'obligation, car nombreux sont les migrants - même ceux qui font des allers-retours fréquents - qui ne sont pas au courant des dates de travaux communautaires. Cette obligation de participation aux travaux n'est donc pas strictement encadrée. En réalité, la règle sera surtout rappelée dans des moments de différends ou de conflits. Dans ces situations, une trop forte absence sera un argument en défaveur de l'ayant droit.

Au final, les obligations communautaires des ayants droit sont fondées sur le principe de l'égalité pour tous, tant en termes de droits et de devoirs, aussi bien pour les ayants droit résidents permanents dans la communauté pour les non résidents. Dans les faits cependant, hormis pour le système de charge, les obligations de présence sont plus souples pour les non résidents. Leur statut spécifique, en effet, est largement admis et on leur reconnaît aussi d'autres services rendus à la communauté (transferts de compétences, relai pour l'accueil de futurs migrants, etc.).

Les normes communautaires ne sont pas, à ce jour, écrites (sauf dans les communautés où travaille l'ONG AVSF) et sont, par définition, très évolutives. Il s'agit de normes sociales établies par le collectif, sans cesse débattues et négociées. Elles fixent, quoiqu'il en soit, les obligations de chacun et la communauté intervient dans le cas où les règles ne sont pas respectées. Si un ayant droit ne remplit pas ses obligations, la norme indique qu'en dernier recours la communauté peut interdire à l'individu de cultiver, voire même peut lui imposer de quitter ses terres. Dans les faits, cependant, nous n'avons pas rencontré de telles situations. Il y a souvent un pas entre les normes en tant que telles, leur application et leur contournement.

6.3.2. Participation aux fêtes

Les fêtes sont un moment vital de la communauté, celui où se réactive le lien social et identitaire qui « re-ratifie » l'appartenance à la communauté. Ces fêtes ont une valeur extrêmement symbolique, moments très forts qui rythment la vie sociale des individus et de la communauté. La participation aux fêtes familiales ou communautaires est donc un motif important du retour des migrants, phénomène banal en milieu rural, surtout dans les Andes. Il est rare qu'un migrant néglige ce moment, d'autant que les fêtes sont l'occasion de rendre visite aux proches en même temps que de faire valoir son appartenance à la communauté.

6.3.2.1. La fête : une quasi obligation de participation

La participation aux fêtes n'est pas obligatoire mais elle est fortement recommandée pour l'ensemble des membres de la communauté. En revanche, assumer la charge de *pasante*, c'est-à-dire assumer la charge de la fête patronale selon le système rotatif, est une obligation pour les ayants droit qui cultivent, quel que soit leur lieu de résidence. Assumer la charge financière et organisationnelle d'une fête représente un sacrifice mais c'est, aussi, le prix à payer pour préserver son droit d'usage des ressources locales.

Pour les fêtes de *l'ayllu*, qui sont beaucoup plus lourdes en organisation et en dépenses, le *pasante* (ou *aferéz*) est en règle générale une personne qui se propose d'elle-même pour assumer cette charge. Mais la communauté dans son ensemble est alors représentée, et donc tous ses membres contribuent en temps, en argent et en matériel. Ces fêtes sont source de prestige, des occasions pour toute une communauté de montrer sa capacité et sa force à rassembler, le nombre de participants réunis sous la bannière de la fête étant une démonstration de sa vitalité. La participation des migrants est donc quasiment obligatoire, d'autant plus qu'ils représentent des apports financiers considérables ainsi qu'une main-d'œuvre importante pour l'organisation, avant et pendant la fête.

Aujourd'hui, les membres des communautés demeurent encore très nombreux à résider à l'extérieur, notamment à Chilalo, Otuyo, Candelaria et Palaya. Les moments festifs, qu'ils s'agissent des fêtes patronales ou de celle de *l'ayllu*, engendrent ainsi un afflux de population tout à fait remarquable.

6.3.2.2. La fête comme mise en scène des appartenances et des résidences

La fête est un grand moment de démonstration, une « mise en scène des appartenances ». Tout doit être le plus parfait et le plus grandiose possible, dans la mesure des moyens à disposition. L'honneur en rayonnera durablement sur les organisateurs, soit le seul couple de *pasantes* dans le cas de fête patronale, soit le couple de *pasantes* et l'ensemble des membres de la communauté dans le cas des fêtes d'*ayllu*.

Nous avons participé à l'organisation et au déroulement de la fête de Salinas le 29 juin 2007 où la communauté de Chilalo représentait *l'ayllu* Huatari. Pour la préparation de la fête, les populations se regroupent à la fois selon leur communauté d'origine et leur lieu de résidence, et forment des groupes de danse. Ainsi, tous ceux se reconnaissant de Chilalo ont préparé la fête de leur côté et se sont retrouvés le jour J à Salinas. Dans la première partie de la fête, les danseurs font une démonstration sur la place. Le groupe des résidents de Chilalo entre en premier, puis suivent les migrants originaires de Chilalo venus d'Oruro, d'Iquique, puis de La Paz. La fête est donc à la fois un lieu d'expression de l'identité en référence à la communauté d'origine et le lieu d'une distinction selon les destinations migratoires.

6.3.2.3. La fête, moment de tensions

Si la fête est un moment de joie, de plaisirs et de rencontres pour la communauté, elle suppose aussi des tensions, des « règlements de comptes » ou la mise à plat de certains malentendus et histoires anciennes.

Deux jours avant la fête de Salinas en 2007, un conflit éclate : ceux résidant à Chilalo ne veulent pas danser dans le même groupe que leurs concitoyens qui résident à Salinas mais se considèrent pourtant comme des résidents permanents¹⁰³. La question de l'appartenance est ici au cœur des tensions : ceux qui vivent en double résidence, même à proximité, sont-ils des résidents permanents ou des migrants ? Au moment de cette fête se sont donc cristallisées des tensions identitaires autour du droit d'appartenance qui, bien souvent, se mêlent à des tensions intrafamiliales puisque les principaux acteurs du conflit étaient deux ménages liés par une parenté directe.

Par ailleurs, précisons que dans ce fameux groupe de Chilalo, notre présence était acceptée aux côtés de six autres jeunes : deux filles résidentes permanentes à Chilalo, trois filles originaires mais sans résidence stable, une autre invitée originaire d'une autre communauté. Le sens donné au terme « d'originaire » et à celui de « résident permanent » - critère a priori d'un droit à participer - est donc, à tout moment, négociable.

6.3.2.4. Les migrants ne sont pas toujours les rois de la fête

Pour l'organisation des fêtes, les *pasantes* sont alternativement migrants ou permanents. Cette fonction est donc partagée. Dans d'autres régions, contrairement à ce que nous avons observé sur l'Altiplano Sud, les migrants qui disposent de plus de moyens sont souvent les seuls à assumer les charges financières et organisationnelles de la fête. C'est ce que montrent, par exemple, E. Madrid Lara dans le cas de l'Altiplano Central (1998) et G. Cortes dans les vallées de Cochabamba (1998). Dans la région du Pésalar, l'apport financier des migrants est bien sûr primordial, mais au même titre que celui des résidents permanents. Ce ne sont donc pas les migrants qui décident du déroulement de la fête même si, à la fête de Salinas en 2007, tous les groupes ont dansé la *morenada*¹⁰⁴ et non pas les danses traditionnelles locales. Signalons enfin le cas d'une fête où les migrants sont particulièrement à l'honneur : à Llica, la fête annuelle traditionnelle du 15 août, tous les trois ans, prend la forme d'une célébration spéciale pour les migrants.

6.3.3. Les migrants et leur communauté : autres formes du lien à l'espace d'origine

Pour les migrants, le lien à la communauté d'origine ne passe pas seulement par leur présence physique, même ponctuelle. Le maintien du lien prend d'autres formes, surtout lorsque la circulation de retour est impossible et ce, pour diverses raisons : manque de moyens financiers, trop grande distance, manque de temps, assignation à résidence dans le lieu de migration en cas de statut irrégulier dans un pays voisin, etc. Ces liens avec la communauté d'origine sans circulation physique, qu'ils soient matériels ou idéels, peuvent s'entretenir de façon individuelle ou organisée.

¹⁰³ Le prétexte de cette « scission » est tout à fait anodin puisque ceux de Chilalo présument que les costumes loués par ceux de Salinas ne sont pas assez neufs et assez chers.

¹⁰⁴ Danse de carnaval qui représente plus l'identité nationale et urbaine qu'indigène et rurale.

6.3.3.1. Participation financière

Tous les ayants droit de la communauté, y compris les non résidents, sont tenus de participer financièrement aux besoins quotidiens de la communauté, que ce soit pour acheter du matériel pour le local de la communauté, pour assurer l'entretien d'un ouvrage ou pour la fête de l'école.

En plus de ces participations financières liées au fonctionnement de la communauté, l'ensemble des membres non résidents (et pas seulement les ayants droit) est sollicité régulièrement pour des apports financiers plus « exceptionnels » : achat de tenues pour les jeunes du club de foot, de couvertures, salaire des maçons pour la construction du local social, etc. Pour une affaire quelconque aujourd'hui, il est commun d'entendre lors des réunions : « *on peut faire appel aux migrants* ».

Une anecdote illustre cette forme d'entraide ou de complémentarité entre ville et campagne. L'association de producteurs de la communauté de San Juan achète en 2007 un autobus - investissement très coûteux - pour faciliter la circulation des habitants. Au même moment, la communauté fait appel à ses migrants résidents au Chili (producteurs et non producteurs) pour qu'ils envoient des couvertures pour équiper le centre de santé, ce qui représente de toute évidence un coût bien moindre que l'achat d'un autobus. En fait, l'habitude de faire appel aux non résidents pour des actions dans la communauté est si ancrée (cette aide était autrefois nécessaire car les migrants avaient plus de moyens que les permanents) que l'aide est aujourd'hui demandée par « principe », sans rapport souvent avec les réels besoins de la communauté. C'est une manière aussi d'obliger les non résidents à maintenir leur implication dans la vie de leur communauté.

6.3.3.2. Les services rendus en dehors de la communauté

À l'implication des migrants au sein même de la communauté, s'ajoute leur contribution par des services rendus à celle-ci sur leur lieu de migration. Les migrants peuvent constituer, en effet, des personnes-ressource selon les besoins de la communauté. L'organisation de ces services se fait au coup par coup, de façon individuelle ou collective. Les migrants résidents en ville, du fait de leur proximité aux centres de décisions (préfecture, fondations...), peuvent être des acteurs-clefs pour l'avancement d'un dossier ou pour assister à des réunions qui impliquent la vie de la communauté. Leur facilité d'accès aux services de la ville les rend également mobilisables pour certains achats pour la communauté. De même, et c'est une nouveauté, la communauté peut aujourd'hui compter sur des personnes diplômées (enfants de la communauté qui ont étudié) pour des conseils ou pour des affaires d'ordre administratif.

Par ailleurs, pour l'organisation des grandes fêtes, des comités sont désignés par la communauté pour s'occuper de l'organisation de ces fêtes depuis la ville. L'organisation des fêtes locales est révélatrice du lien fonctionnel et constant qui se joue entre ville et campagne, entre migrants et non migrants. Ainsi, l'organisation de la fête de la communauté de Chilalo à Salinas en 2007 s'est préparée entre l'ici (Chilalo) et le là-bas (Oruro, La Paz, Cochabamba, Iquique). Participent au comité d'organisation à la fois un membre résident à Chilalo et un autre résidant à l'extérieur. Sans que l'on comprenne bien comment la communication passe et se passe, il s'agit de trouver la fanfare, la cuisinière, le local pour les musiciens... Dans tous les cas le jour de la fête, tout est prêt.

Enfin, les migrants sont impliqués au quotidien dans un système de réciprocité interfamiliale puisque celui qui réside en ville est souvent le relai incontournable d'un premier départ en migration. Il loge souvent les jeunes migrants, en particulier les jeunes venant étudier, les insère dans un réseau professionnel. Il accueille également les membres de la communauté lors d'un

bref passage en ville. Il n'est pas rare que deux familles soit liées entre elles par un arrangement mutuel : l'une surveille les terres en culture dans la communauté et l'autre assure un point de chute permanent aux membres migrants ou circulants.

Ainsi, les services rendus par les migrants, qu'ils s'opèrent au niveau de l'instance communautaire ou au niveau interfamilial, montrent un jeu permanent de réciprocité, et du même coup des logiques de complémentarité et d'interdépendance socio-spatiales qui tissent les liens entre villes et campagnes.

6.3.3.3. Liens symboliques ou idéels

Les liens maintenus à la communauté d'origine prennent des formes particulières dans les lieux mêmes de migration. La re-création des liens communautaires est un processus bien connu dans l'analyse des phénomènes migratoires, dès lors qu'une proximité « naturelle » s'établit entre individus d'une même communauté d'origine, voire ici d'un même municipale. Ce jeu identitaire se donne à voir en particulier à l'étranger ou dans les villes de l'intérieur de Bolivie. Les membres d'une même communauté tendent en effet à se regrouper dans un même quartier de résidence. Recréer la communauté, alors qu'on ne réside plus dans le lieu d'origine ou que l'on n'y va plus que très rarement, implique des modes organisationnels plus ou moins formalisés. Cela peut prendre la forme d'une forte proximité sociale ou de simples « moments partagés » qui rythment la vie du quotidien. Les activités sportives pratiquées en fin de semaine sont des moments privilégiés de rencontres et d'échanges à propos de la communauté. À Calama au Chili, par exemple, est depuis cinq ans organisé un grand championnat de foot et de basket. Il réunit tous les Boliviens des municipales du Nord Lipez et d'Uyuni qui résident à Calama, et les matches se déroulent tous les dimanches pendant huit mois consécutifs. Chaque année, ce sont les originaires d'une communauté différente qui organisent l'événement et qui récoltent les bénéfices de la manifestation en faveur de leur communauté. Soirées et fêtes patriotiques sont également des moments importants pour maintenir le lien. Ainsi le migrant, dans le lieu de migration, est très rarement isolé. Il rencontrera toujours des membres de sa communauté, habitera souvent à proximité d'autres compatriotes, facilitant les rencontres quotidiennes. De même, le migrant accueillant un membre de sa communauté qui est de passage ou vient travailler de façon temporaire, trouve un intérêt dans l'opportunité de maintenir un contact, d'avoir des nouvelles de la communauté.

Ceci étant, et nous avons pu le constater surtout au Chili, les migrants travaillent généralement six jours par semaine avec des horaires contraignants, ce qui leur laisse peu le loisir de se retrouver sauf le dimanche. Par ailleurs, certains lieux de migration sont plus propices que d'autres à une recréation de la communauté. Les témoignages ont aussi parfois fait ressortir un sentiment de solitude ou d'isolement, subi et mal vécu le plus souvent mais, pour certains, recherché quand il résulte d'une volonté très nette de couper les ponts. Ces migrants n'entreprennent alors aucune démarche pour faciliter les rencontres avec les membres de leur communauté.

6.3.3.4. Des structures qui facilitent les liens : les centres de migrants

Les liens avec la communauté d'origine sont donc multiples et certaines structures, comme les centres de migrants (*centros de residentes*), jouent un rôle non négligeable dans leur création ou leur renforcement. J. Parnaudeau (2006 : 184) définit les centres de migrants comme suit : « association regroupant dans chaque ville les migrants d'une zone donnée, qui a essentiellement un rôle de ciment social et d'organisation d'événements culturels ou sportifs, mais également un rôle d'appui aux communautés ».

Cependant, les centres de migrants à l'étranger, notamment au Chili doivent être distingués des centres de migrants dans les villes boliviennes. Au Chili, nous avons eu la connaissance de trois centres de migrants reconnus légalement, un dans chaque grande ville où nous nous sommes rendue : Arica, Calama et Iquique. Nous avons rencontré les présidents des centres de migrants d'Arica et d'Iquique. Dans le premier cas, le *Circulo de residentes bolivianos en Arica* (Cercle des migrants boliviens à Arica), est une association qui existe depuis 25 ans et qui a été créée pour l'organisation des fêtes patriotiques. En phase de restructuration, l'association souhaite élargir sa vocation en renforçant le lien avec le pays, par le biais notamment du transfert de technologie, et en aidant les Boliviens qui rencontrent des difficultés d'intégration à Arica. Le centre de migrants d'Iquique, la *Sociedad Boliviana de Socorros Mutuos* (Société bolivienne de secours mutuels), est reconnu comme seule association de migrants dans cette ville. La principale vocation qu'elle affiche est celle de la solidarité sociale. En 2007, elle se lançait dans l'organisation de repas et de fêtes pour aider ceux qui étaient en prison ou pour des funérailles. Cette association travaille par ailleurs en étroite collaboration avec le Consulat, qui apporte un soutien financier pour les actions menées par le centre. À Calama, enfin, le *Centro de residentes de los Bolivianos* (centre des migrants boliviens), a été créé en 1930. Cette association compte aujourd'hui seulement 22 membres et, d'après le Consulat, elle a peu d'activités.

Ces centres de migrants sont des associations de Boliviens ; elles ne s'organisent pas en fonction des lieux d'origine, qu'il s'agisse de la communauté ou du municipe. Elles s'adressent à l'ensemble de la communauté bolivienne du lieu de migration. L'objectif principal de ces associations est d'ordre social et identitaire mais nous observons une évolution vers des objectifs d'entraide. En dehors de ces centres de migrants se sont mises en place des associations plus informelles regroupant des membres d'une même communauté ou d'un même municipe. Généralement plus actives, elles ont pour objectif d'organiser des événements pour récolter des fonds et les envoyer dans la communauté.

De la même façon qu'au Chili, il existe en Bolivie des centres de migrants dans les différentes villes d'immigration. Nous n'avons pas pu, faute de temps, mener des entretiens auprès des responsables de ces centres. En revanche, J. Parnaudeau et A-S. Robin, ont rencontré huit leaders d'associations regroupant des populations originaires des municipes de Llica et Tahua en 2006¹⁰⁵. Selon les auteurs, les migrants du municipe de Salinas en revanche sont beaucoup moins organisés. Comme au Chili, ces centres sont des lieux ressources pour les migrants puisqu'ils organisent des manifestations festives ou culturelles, et représentent un lieu d'accès à l'information concernant la vie de la communauté.

Le rôle joué par les centres de migrants n'est pas un cas spécifique de l'Altiplano Sud bolivien. M. Bey (1995), par exemple, dans une étude au Pérou, montre que les associations de migrants en ville ont une valeur plus symbolique que réelle, et que leur dynamisme et les activités

¹⁰⁵ *Centro de Residentes* de Llica à Uyuni ; *residentes* de Llica à Potosí ; *residentes* de Llica à Santa Cruz ; *residentes* de Llica à Cochabamba ; *residentes* de Llica à Oruro ; *residentes* de Huanaque à Uyuni ; *residentes* de Tahua à Uyuni ; *residentes* de Challacota à Cochabamba ; et deux *centros de residentes* au Chili : *residentes* de Tahua à Matilla ; *residentes* de Llica à Matilla.

organisées dépendent des personnalités qui sont à leur tête. Elle écrit : « *il convient [...] de relativiser leur importance aux yeux des membres de ces associations : la participation effective de chacun, les activités programmées et les objectifs effectivement atteints sont bien plus réduits qu'il n'apparaît de l'extérieur* » (op. cit., 1995 : 220).

En revanche, dans notre région d'étude, nous n'avons pas rencontré de structures fortes qui seraient le « bras » de l'instance communautaire en ville, à savoir une organisation légale chargée en particulier du règlement des affaires de la communauté en ville. Un cas de centre de migrants de ce type, reconnu juridiquement comme étant « le bras urbain » de la communauté, a été identifié dans l'Altiplano Central. Il s'agit du centre des migrants de Llanquera situé à Oruro. E. Madrid Lara (1998) en explique le fonctionnement dans un article au titre évocateur : « *La terre est à celui qui assume des charges [communautaires]* »¹⁰⁶. Situé dans le département d'Oruro, le village de Llanquera regroupe trois *ayllus* et une population de 830 personnes en 1992. Le centre des migrants de Llanquera a été créé en 1968 avec toutes les autorités locales. « *Ce centre représente la communauté face à l'Etat et aux institutions. [...] En plus d'être un lien d'information général entre migrants et communauté, il est un lieu où les migrants s'informent sur les bénéfices de la gestion et l'état de certaines démarches. La direction du centre, à partir de ces rapports, requiert la participation effective des migrants en apports économiques ou en travail. [...] L'action du centre des migrants a permis et a garanti l'obtention de bénéfices qui, sans elle, auraient été difficiles à obtenir. [...] L'action des migrants ne se limite pas à la gestion administrative. Ils réalisent également des apports directs pour la communauté, en organisant des collectes de fonds ou des donations au village* » (op. cit. : 112-113). Dans le cas décrit, la très grande majorité des migrants originaires de cette communauté réside à Oruro. La mono-localisation résidentielle des migrants facilite donc leur mobilisation, ce qui n'est pas le cas des communautés que nous avons étudiées. Malgré leur forte dispersion résidentielle, certains migrants ont essayé de faire des réunions communautaires en ville : le représentant de la communauté d'Otuayo, par exemple, a proposé de faire la réunion annuelle de 2008 à Oruro mais le principe n'a pas été accepté par les résidents permanents. De même, pour la fête de Chilalo en 2007, le responsable de la fête (*pasante*) souhaitait faire les rituels à Oruro, mais cela a été également rejeté par les permanents.

6.3.4. Relations et tensions sociales dans un contexte de mobilités de retour

Les multiples formes de mobilité spatiale qui animent le territoire de l'Altiplano Sud, et plus particulièrement les migrations de retour ou encore les pratiques circulatoires des nouveaux producteurs qui cherchent à gérer au mieux leur absence continue dans le lieu tout en y maintenant une forte présence en termes d'accès aux ressources, entraînent un renouvellement des rapports sociaux au sein des communautés. La confrontation entre résidents permanents, migrants de retour et « producteurs à distance » a un impact social fort au sein des communautés puisqu'elle tend à remettre en cause sa cohésion, à introduire une nouvelle hiérarchie sociale et à faire émerger certaines tensions, voire des conflits.

Comme vu précédemment, les liens entre les migrants et leur communauté d'origine sont divers et souvent intenses. Le boom de la quinoa a sans aucun doute réactivé ces liens et incité les migrants à renouer avec leur espace d'origine, à l'occasion notamment des fêtes qui ont connu un certain renouveau. Les originaires qui ne revendiquent aucun droit foncier et qui, par ailleurs, apportent leur contribution au fonctionnement de la communauté sont toujours les bienvenus et ils ne sont pas source de conflits dans la vie sociale. En revanche, le retour d'ayants droit qui revendiquent justement leurs droits est problématique. Ce retour à l'activité agricole, qui s'accompagne souvent d'un recentrage dans la communauté, est parfois mal perçu

¹⁰⁶ « *La tierra es de quien pasa cargos. La relación de los "residentes" con su pueblo (Huayllamarca y Llanquera)* ».

par les centrés permanents, eux qui n'ont jamais « quitté » leur communauté. Cependant, accepter le retour d'un ayant droit est une obligation communautaire. Chez les membres permanents, la situation est parfois vécue comme une intrusion dans la vie communautaire. S'ils peuvent esquiver ou refuser ce rapport dans le cas de personnes réellement extérieures (comme par exemple les membres d'ONG), ils sont tenus de respecter le droit d'appartenance des originaires de la communauté. Il s'agit donc de trouver un équilibre entre la tentation du rejet et l'obligation d'acceptation.

6.3.4.1. Vie quotidienne : entre tensions et recherche d'un équilibre

Le retour d'anciens migrants pour la culture de quinoa est parfois difficilement accepté. Car - et c'est ce qu'énoncent de nombreux centrés permanents - si la communauté existe encore comme territoire vivant et comme institution, c'est bien parce qu'ils ont toujours contribué à la « maintenir », à la faire vivre, à la défendre, à la faire reconnaître comme organisation territoriale de base (OTB), ce qui les a conduit à capter un budget pour se doter d'infrastructures qui fonctionnent. Ils trouvent alors un peu « facile » que ceux qui n'ont participé en rien à la vie de la communauté et à son évolution, reviennent en réclamant leurs droits sans compensation.

Parallèlement, les permanents doivent sans cesse rappeler aux migrants qu'être membre producteur de la communauté, ce n'est pas simplement cultiver, surtout s'il s'agit de ne venir que le temps de quelques travaux agricoles puis de repartir aussitôt après. La tension vient souvent d'une position contradictoire de la part des permanents : ils souhaiteraient que les migrants participent un peu plus à la vie communautaire mais, en même temps, qu'ils ne se mêlent trop des affaires locales.

Dans les communautés, les remarques négatives sur les producteurs non résidents sont quotidiennes. Celle d'un membre permanent de Chilalo résume l'esprit général : « *les gens de la communauté se sont sacrifiés, les autres [les migrants] en profitent et s'en vont* »¹⁰⁷. Ce terme de sacrifice revient régulièrement. La communauté sans commodité, le travail agricole difficile et constant, des années sans récoltes... ceux qui vivent dans la communauté trouvent leur vie difficile même si la situation change. Aujourd'hui, le travail agricole est moins pénible avec l'arrivée des tracteurs, l'électricité et les routes ont amélioré la qualité de vie. *A contrario*, beaucoup jugent que les conditions de vie en ville sont désormais plus difficiles qu'avant.

Un migrant qui assume le passage des charges, surtout celle de *corregidor*, est souvent la cible de reproches : il ne convoque pas assez de réunions, il n'est pas assez présent, il n'a pas su gérer un conflit, etc. Cette mise à l'épreuve s'exprime également au moment des réunions communautaires. Au delà de la présence exigée des membres de la communauté, la prise de parole de chacun est un critère important d'une « bonne » participation. Les réunions communautaires sont des assemblées démocratiques où chacun peut, et même doit, participer et s'exprimer. Dans les faits, l'histoire de chaque individu a un poids dans l'écoute qui lui est accordée. Ceux qui ont été élevés dans la communauté, et qui y ont passé la plus grande partie de leur vie, bénéficient d'une plus grande écoute que ceux qui y sont nés mais ont été élevés ailleurs, ou encore que ceux n'ayant jamais vécu dans la communauté. Cette hiérarchie sociale implicite montre que, si la communauté est pour tous le lieu de l'origine et de l'appartenance (« ma communauté »), elle est avant tout le lieu d'un vécu dont dépendent le degré d'insertion locale et la légitimité à y être écouté. Ainsi, ceux qui ont vécu la plupart de leur vie en dehors de la communauté, de fait, sont moins considérés dans les prises de paroles, d'autant qu'ils sont

¹⁰⁷ "La gente de la comunidad se sacrificaron, los demás aprovechan y se van" (Esperidion, résident permanent de Chilalo, 06/2007).

généralement peu au courant des affaires de la communauté, ce qui leur est fréquemment rappelé.

La forte dépendance des producteurs migrants ou circulants vis-à-vis des résidents permanents qui les aident (contre rémunération) lorsqu'ils reviennent - pour le logement et la nourriture, pour le travail dans les champs - instaure un certain équilibre dans les liens sociaux tout en confirmant ces relations hiérarchiques.

Ainsi, l'Altiplano Sud ne répond pas au schéma classique décrit dans de nombreuses autres situations rurales du monde, selon lequel la migration crée une différenciation sociale en faveur du migrant qui se positionne de façon privilégiée par rapport au non migrant en termes de revenus économiques, de prestige et de reconnaissance sociale, d'accès à des réseaux. Le migrant de l'Altiplano Sud n'est pas forcément dans une position privilégiée par rapport au non migrant et ce, pour plusieurs raisons :

- si quelques migrants reviennent enrichis et qu'ils le montrent, la plupart n'ont pas forcément plus de moyens que les permanents. Car même si le phénomène est récent et non généralisable, l'Altiplano Sud d'aujourd'hui permet de dégager de hauts revenus grâce à la culture de quinoa en comparaison d'activités pratiquées en ville notamment.

- tous les permanents connaissent la vie dans les lieux de migration, souvent difficile du point de vue des conditions de travail et de logement. Donc il est difficile pour les migrants de construire leur prestige sur l'image positive et le privilège de la migration comme cela peut être le cas, par exemple, pour les migrations lointaines à l'étranger.

Les tensions entre migrants et non migrants sont quotidiennes, se traduisant plus par des paroles que par des actes, même si certaines formes de malveillance existent (on ne montre pas les parcelles, on n'écoute pas la personne). Mais l'acceptation est la norme communautaire, et au final, les retours ponctuels mais fréquents des migrants sont aussi un moment attendu par les membres permanents dans la mesure où ils contribuent à repeupler et renouveler la vie de la communauté à certaines périodes de l'année.

6.3.4.2. Contrôle et gestion territoriale

La hiérarchie sociale entre ayants droit permanents et non permanents s'exprime tout autant dans les formes de contrôle et de gestion territoriale, c'est-à-dire dans les prises de décisions et relations de pouvoir au sein de la communauté.

Il nous est clairement apparu que ce sont les résidents permanents et, dans certains cas, quelques membres doubles résidents qui prennent des décisions sur la marche de la communauté. Les autres ayants droit, doivent respecter les décisions prises, sous peine de tensions ou conflits (rappelons que l'activité agricole se réalise par tous sur des terres collectives). Ainsi, bien qu'il n'y ait pas de contrôle restrictif sur l'accès à de nouvelles terres, les producteurs permanents exercent une pression sociale sur l'ayant droit qui prétend s'approprier de trop grandes superficies. Les producteurs permanents sont, par ailleurs, les acteurs de l'interface avec l'extérieur : avec les communautés voisines, avec les agents de l'État, ou encore des ONG. Ils sont les décisionnaires d'éventuelles négociations ou contractualisations, en particulier lorsque des financements de projets sont en jeu.

L'ensemble de nos observations relatives aux relations qui se nouent entre résidents permanents et non permanents, mais dans tous les cas des producteurs ayants droit, conduit au constat d'un contrôle social fort qui reste entre les mains de ceux qui, par leur stabilité résidentielle au sein de la communauté, sont les plus légitimes à détenir le pouvoir de décision. En d'autres termes, la communauté translocale (c'est-à-dire située dans plusieurs lieux du fait

de la dispersion de ses membres) n'est pas prête à évoluer en communauté extra-locale (gérée par l'extérieur).

6.3.4.3. Au delà de la dichotomie résidents permanents/migrants

Pour clore cette réflexion sur les rapports sociaux entre migrants et non migrants, nous souhaitons questionner la profondeur de l'opposition entre producteurs selon le critère de leur résidence.

Reprenons pour cela les analyses de l'ONG française Agronomes et Vétérinaires Sans Frontière (AVSF) qui, depuis plusieurs années, travaille dans la zone et qui, en 2009¹⁰⁸, synthétise son expérience d'appui au développement dans les communautés productrices de quinoa :

« Beaucoup de migrants continuent de revenir dans leur communauté pour cultiver leurs terres, mais la majorité d'entre eux considèrent la terre comme une source de revenus complémentaires qu'ils exploitent sans penser à sa conservation. Le défaut d'accords et de visions partagées entre certains migrants et le reste de la communauté crée de forts conflits sociaux, où se confrontent d'un côté les intérêts individuels à court terme de ceux qui comptent sur d'autres sources de revenus pour assurer le futur de leur enfants et de l'autre côté, l'intérêt communautaire de ceux qui basent leur économie familiale sur la durabilité des systèmes de production et une bonne gestion du territoire communautaire » (p. 19).

« Beaucoup de migrants sont revenus dans leur communauté pour compléter leurs revenus avec la culture de quinoa ; ces derniers, dans leur majorité, ne respectent pas les règles ancestrales des communautés, ne participent pas aux réunions, ni aux travaux communautaires, démotivait les autres et contribuant à l'abandon progressif des us et coutumes communautaires et à la désorganisation territoriale » (p. 24).

« ... on observe beaucoup de négligences de la part des corregidores pour convoquer les membres de leur communauté. Surtout lorsque celui-ci est un migrant qui vit loin de sa communauté, il remplit difficilement ses obligations » (p. 42).

L'analyse d'AVSF parvient au constat d'une forte dualité entre, d'un côté, les producteurs migrants qui seraient les « mauvais élèves du développement durable » et sources de conflits et, de l'autre, les producteurs permanents qui auraient des pratiques durables, une « bonne » gestion territoriale perpétuant les pratiques ancestrales.

Nos observations nous conduisent à relativiser ce point de vue dans la mesure où nous n'avons pas identifié une catégorie unique de producteurs migrants. De la même façon, nous n'avons pas identifié une catégorie unique de producteurs résidents permanents. La dichotomie résidents permanents/migrants, récurrente à la fois dans les discours quotidiens des membres des communautés comme dans celui de l'ONG AVSF, mérite donc des nuances d'interprétation tant les configurations et les ajustements sociaux sont complexes, on l'a vu. Il nous semble que les dualités ne se jouent pas tant entre ces deux catégories mais plutôt entre, d'une part, individus et familles qui ont des statuts et des légitimités différenciés au sein des communautés de par leur parcours de vie, et, d'autre part, entre générations.

Les situations de conflit mettent face à face tout autant les permanents entre eux (animaux piétinant ou pâturant les terres cultivées, problème de limites de parcelles) que les permanents et les migrants. Ainsi, les conflits fonciers, qui sont dans une phase d'exacerbation aujourd'hui du fait, en partie, de la nouvelle pression sur les ressources qu'exercent le retour des ayants

¹⁰⁸ "Quinua y territorio. Experiencias de acompañamiento a la gestión del territorio y a la autogestión comunal en la zona Intersalar del altiplano boliviano" (Quinoa et territoire. Expériences de l'accompagnement de la gestion du territoire et de l'autogestion communautaire dans la zone Intersalar de l'altiplano bolivien).

droit non résidents, ne sont pas les seuls objets de tension. Et finalement, les ayants droit permanents reconnaissent qu'ils sont eux-mêmes passés au dessus des lois communautaires dans la mesure où ils auraient dû distribuer la terre pour un usage agricole à tous les ayants droit, y compris les non résidents. Ne l'ayant pas fait, l'heure est aujourd'hui à la négociation. Mais la course à la terre, dans un contexte de saturation des territoires communautaires et de hausse des prix de vente de la quinoa, est désormais l'affaire de tous, des migrants et des non migrants.

De même, le passage des charges rotatives, on l'a vu, tend à sanctionner moralement les non permanents pour leur manière d'assumer leur fonction. Il convient là aussi de relativiser cette dualité dans la mesure où certains membres permanents peuvent également manquer à leur devoir au même titre qu'un quelconque autre ayant droit de la communauté. Pour les fêtes, enfin, les migrants chargés de l'organisation sont souvent montrés du doigt du fait de leur absence, de leur méconnaissance des rituels ou du déroulement de la fête, même s'il y a toujours un ancien pour montrer la marche à suivre. Mais en réalité, les dualités sont bien plus visibles entre les différentes générations. Les jeunes, de plus en plus happés par les désirs de consommation et de confort, sont peu enclins à apprendre les rituels liés aux festivités¹⁰⁹ et, de fait, les anciennes générations s'interrogent sur les perspectives de transmission des pratiques traditionnelles.

6.3.4.4. Du sens à donner aux retours dans les communautés : gérer le présent pour anticiper l'avenir

Les trajectoires de la circulation et du lien à l'activité agricole, au-delà de leur particularité, questionnent le sens à donner aux retours des migrants dans leur communauté. Ces dernières années, dans toutes les communautés, le retour des ayants droit qui renouent avec l'activité agricole alors qu'ils n'avaient plus cultivé depuis de nombreuses années, ni même confié leurs terres à cultiver, est un phénomène qui a pris de l'ampleur. Pourquoi reviennent-ils ?

Le retour des migrants, parfois après de longues années d'absence, est lié de toute évidence à l'attrait des perspectives de bénéfices économiques que représente désormais la quinoa. Mais les dimensions identitaires, sociales et patrimoniales, inscrites dans un rapport au temps passé et futur, sont également au cœur des enjeux de ces mobilités de retour.

6.3.4.4.1. Préserver un futur patrimonial

En premier lieu, c'est au moment où leurs droits sur la terre ne sont plus respectés que les migrants reviennent. En effet, jusqu'à une période récente, la terre des absents était protégée de toute forme d'appropriation : l'ayant droit qui ne cultivait pas sa terre en gardait l'accès exclusif et personne ne pouvait la cultiver sans son accord. La dérogation à cette règle, constatée en plusieurs endroits, met en péril la nature patrimoniale de l'usufruit de la terre qui, en principe, est garantie à tout ayant droit de la communauté, présent ou absent.

Deuxièmement, avec la disparition des « zones de production » décrites par E. Mayer (1992) où chaque espace était régi par des règles d'usage spécifiques, un autre droit est « bafoué » : la communauté ne répartit plus les terres à l'ensemble des ayants droit. Cette répartition, ou cette régulation active du domaine foncier par la communauté, permettait un accès à la terre relativement équitable entre tous. Avec l'arrêt de cette pratique communautaire, les absents n'ont pas pu bénéficier de l'accès à de nouvelles terres lors de l'expansion de la quinoa.

¹⁰⁹ Notamment les offrandes à la *Pachamama* qui, suivant un rituel bien établi se déroulent sur le territoire de la communauté selon un calendrier précis qui diffère selon la nature de la fête.

Ces nouvelles pratiques introduisent des incertitudes quant à la capacité des familles à construire et anticiper, à long terme, leur patrimoine foncier : à sa perte potentielle, du fait de l'obligation de présence, s'ajoute l'exclusion de certains membres du processus de mise en valeur de nouvelles terres, puisque l'avancée de la frontière agricole ne s'est pas faite par répartition communautaire mais par appropriation individuelle directe.

Le premier point a des répercussions qui vont bien au delà du simple fait de la perte d'un bien matériel. L'appartenance et le statut d'un ayant droit d'une communauté sont d'abord définis par son droit d'accès à la terre. Sans terre, il perd sa légitimité et sa place au sein de la communauté, pour lui et toute sa descendance. Le second point est tout aussi crucial. Être absent à ce moment-clé de l'histoire agraire de la région, au cours de laquelle se décide finalement le futur de la répartition des terres entre familles signifie également la perte d'un potentiel pour la descendance. Ainsi, pour ne pas perdre ses droits, il faut « occuper le terrain », c'est-à-dire être présent dans la communauté pour à la fois cultiver et y remplir ses obligations. En ce sens, le retour pour cultiver est un marquage du territoire. Car la terre représente une sécurité absolue, définitive et inaliénable. Et les familles savent qu'elles, ou leurs enfants, pourront toujours se replier sur la mise en valeur de leurs terres en cas de besoin.

6.3.4.4.2. Les coûts économiques et sociaux du retour

Le retour est donc un investissement sur l'avenir, par la préservation d'un patrimoine familial, mais aussi par les coûts actuels, tant économiques que sociaux, qu'il représente. S'engager dans la culture de quinoa suppose des coûts financiers inhérents au système de culture : location des services du tractoriste et embauche de journaliers notamment. Ces coûts financiers doivent être assumés sans assurance de rentabilité, dès lors qu'une sécheresse et/ou le gel peuvent endommager tout ou partie de la récolte. Pour les producteurs pluriactifs, l'activité non agricole sert à financer les coûts de production, à moins qu'ils épargnent les bénéfices de la quinoa pour les réinjecter dans la mise en culture de l'année suivante. À ces coûts de production, s'ajoutent ceux qui relèvent de la participation à la vie communautaire (cotisations, festivités), sans compter l'argent nécessaire à la réinstallation dans la communauté qui signifie la rénovation ou la construction d'une maison. Les membres partis depuis longtemps de la communauté, en effet, n'ont souvent jamais eu leur propre maison. Quand ils le peuvent, ils viennent donc d'abord habiter chez des parents, puis vont construire une maison neuve avec des matériaux modernes.

Passer du temps dans la communauté signifie un aménagement de l'espace résidentiel familial et une réorganisation de son temps. Et lorsque la famille ne vient que pour des visites, cela n'implique pas nécessairement de logement sur place, mais il faut dans tous les cas dégager du temps et assumer les coûts de déplacement. Les trajectoires de circulation, mises en parallèle avec celles des parcours résidentiels et professionnels, montrent différentes étapes dans le processus du retour, même si celles-ci ne sont pas franchies par tous et selon la même temporalité. La première est la reprise de contact par des visites ponctuelles, pour voir la famille et les terres, éventuellement participer aux fêtes, etc. La seconde étape consiste à venir cultiver, ce qui implique des séjours prolongés dans la communauté le temps des travaux agricoles. Enfin, la troisième étape est le moment de l'insertion locale qui nécessite des temps de séjour plus longs, d'y amener les enfants pour les vacances, en d'autres termes d'investir les lieux. Si certains n'entrevoient pas cette dernière étape, elle sera quasiment obligatoire au moment de passer une charge puisqu'elle nécessite une présence soutenue, bien que non continue, dans la communauté.

Au final, l'acte du retour revêt trois dimensions temporelles dans lesquelles le migrant se projette : le passé (« *je reviens parce que je suis d'ici* »), le présent (« *je reviens pour gagner de l'argent et vivre mieux* ») et le futur (« *je reviens pour constituer un capital foncier pour mes enfants* »)¹¹⁰. Dans une démarche de pure rationalité économique, on pourrait penser que l'ayant droit de la communauté calcule son coût d'opportunité pour penser son retour (coût, bénéfice, risque). Une première objection réside dans le fait que pour les Aymaras, le facteur temps n'est pas considéré comme un coût. Selon Hector Gonzales (communication personnelle, 2008), « *Les Aymaras peuvent supporter un équilibre économique plus bas que d'autres [Chiliens]. C'est-à-dire qu'ils peuvent affronter des coûts élevés pour des petits revenus parce qu'ils ne comptent pas de nombreuses variables comme la main-d'œuvre, la terre... Alors que pour certains, ce comportement n'est pas économiquement rationnel, pour eux ça l'est. Ils appliquent la théorie économique de la minimisation des risques et l'investissement minimal* »¹¹¹. Ensuite, comme nous l'avons vu, au delà des facteurs économiques, les facteurs sociaux et le potentiel que représente la terre communautaire influent beaucoup dans la prise de décision de revenir. C'est donc bien au-delà de la dimension économique que nous devons envisager ce « retour » des migrants pour l'activité agricole, dont nous synthétisons dans le tableau 40 les avantages et contraintes.

Tableau 40 : Re-venir cultiver, entre avantages et contraintes

Dimension	Les coûts et contraintes du retour pour cultiver	Les avantages ou bénéfices du retour pour cultiver
Économique	Réalisation des travaux agricoles sans assurance de pouvoir rentabiliser les coûts de production (mécanisation et embauche de journaliers)	Revenus de la quinoa
	Nécessité de recourir à une main-d'œuvre (qui devient alors indisponible pour une autre activité au même moment)	Possibilité de combiner des activités du fait des creux saisonniers
	Coût du transport pour se rendre dans la communauté	
	Construction d'une maison	
	Participation aux fêtes*	
	Réorganisation des activités avec passage de charges temporaires*	
Temps	Pour la culture	
	Pour les activités de la communauté (fêtes, réunions)*	
Social	Peu de commodités dans la communauté	Renouer avec ses racines
	"Coût" de l'insertion locale	Nouveau statut social et éventuellement politique
Accès aux ressources locales		Maintien du droit d'accès aux ressources collectives* et du patrimoine familial*
		Ne pas perdre un potentiel de terres à s'approprier*

* Imposé par les normes communautaires
Élaboration propre.

¹¹⁰ "yo soy de acá", "hacer plata para vivir mejor", "acaso para los hijos".

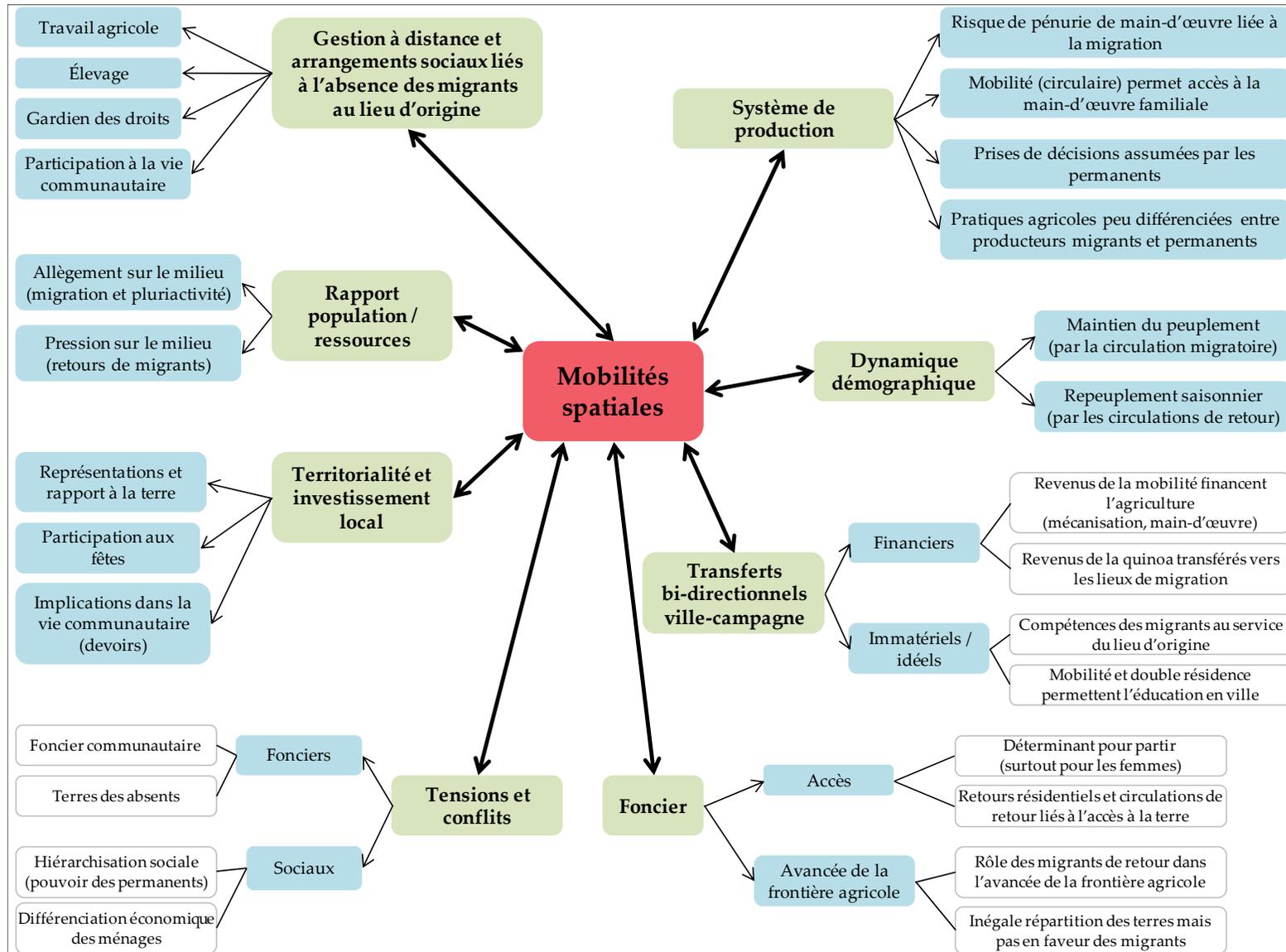
¹¹¹ « Los Aymaras pueden soportar un equilibrio económico más bajo que otros. Es decir que pueden enfrentar gastos elevados por ingresos pequeños porque no cuentan muchos valores como mano de obra, tierra... Entonces para uno no es racional económicamente mientras que por ellos lo es. Aplican la teoría económica de la minimización de los riesgos y la inversión a mínima ».

Conclusion du chapitre

Ce dernier chapitre visait à saisir les différentes formes d'interactions entre mobilités spatiales, gestion des ressources et dynamiques locales liées au boom de la quinoa. L'analyse a mis en évidence un système complexe d'interférences, tel que l'indique la figure 82. La mobilité spatiale des populations, dans ses formes et ses rythmes divers, joue de multiples manières dans les changements locaux puisqu'elle interfère à la fois dans les reconfigurations des modes de gestion des ressources en terres, dans les mutations des systèmes de production, et surtout dans les arrangements sociaux qui s'opèrent au niveau intra et interfamilial, au niveau communautaire également. L'étude de ces liens qui articulent système de mobilité et système productif a mis à jour, par ailleurs, l'originalité d'une organisation socio-spatiale et d'un rapport au territoire fondés sur des logiques plurielles d'interdépendance et de complémentarité entre migrants et non migrants, entre ville et campagne, entre l'ici et l'ailleurs. En effet, les familles originaires des communautés de l'Altiplano Sud, perpétuant une longue tradition de complémentarité des espaces, cultivent la pluralité. Pluralité de lieux, pluralité d'activités. Elles « jouent » sur plusieurs lieux mais aussi sur plusieurs références identitaires (Charbit, 1997 ; Tarrus, 2004). Le vécu des paysans de l'Altiplano Sud montre qu'ils ne cherchent pas à choisir entre deux cultures (d'un côté la « ville globalisée » et de l'autre la « campagne traditionnelle »), mais qu'ils vivent et s'identifient aux deux à la fois. Ils sont, pourrait-on dire, à la fois « mondialisés » et attachés à la *Pachamama*. Le génie de cette société rurale s'exprime dans les arrangements qu'elle met en œuvre pour combiner les lieux, les activités et les identités. Les arrangements au sein des familles visent des objectifs multiples : organiser la production, maintenir le lien au lieu d'origine, remplir les obligations communautaires, allier l'ensemble des besoins quotidiens. Ainsi, la configuration des territoires multi-situés à l'échelle familiale se combine à une plasticité des configurations résidentielles et circulatoires. La mobilité des individus, bien souvent, « sert » le projet familial et chacun, en quelque sorte, est « mobilisable » en fonction des besoins sur l'espace d'origine. C'est ce qui permet aux familles, au final, de développer localement une activité agricole. Pour celles qui avaient cessé de cultiver et qui ont repris l'activité agricole, cela correspond à la réactivation d'un espace-ressource et un redéploiement du dispositif familial. Au final, les familles de l'Altiplano sont multipolaires, leur territorialité est multi-située et leur organisation est plastique.

Le lien fort entre mobilité et ressources foncières est apparu dans l'ensemble des trajectoires migratoires. La question de l'accès au foncier est un facteur déterminant des formes prises par les trajectoires : on émigre car on manque de terres ; on revient ou se recentre pour préserver son patrimoine foncier ; on circule pour cultiver, etc. Le boom de la quinoa a impliqué pour les familles une adaptation de leurs systèmes d'activité, de leur dispositif de dispersion résidentielle et de leurs pratiques de circulation. Les trajectoires individuelles de mobilité (migration et circulation) doivent être lues en regard des sphères communautaire et familiale. Chaque individu n'est pas totalement « libre » de choisir ses liens à la communauté, ses modes de circulation. La communauté et la famille établissent des normes d'accès aux ressources auxquelles les individus doivent se conformer. Parallèlement, les parents sont en mesure d'imposer à ses enfants une partie de leur trajectoire résidentielle et de circulation.

Figure 82 : Complexité des interrelations entre mobilités spatiales, gestion des ressources et dynamiques locales



Source : A. Vassas Toral.

Les arrangements familiaux, ainsi que les multipolarités familiales, posent cependant la question de leurs répercussions locales et à l'échelle collective : ne rencontre-t-on pas des blocages, ou du moins des limites, à ces arrangements et ces multipolarités ? Ainsi, l'investissement des revenus issus de la culture de quinoa à l'extérieur de la communauté signifie un manque à gagner au niveau local ; mettre ses enfants à l'école en ville signifie trop peu d'enfants pour maintenir une école ouverte au sein de la communauté et constitue donc un frein au dynamisme local à plus long terme ; un système qui repose en grande partie sur l'entraide familiale signifie que ceux qui sont isolés en sont exclus ; les droits d'usage des ressources qui se prêtent sans obligation de présence entérinent le risque d'une déprise démographique et d'une plus faible implication des populations dans les enjeux du développement local.

Les communautés, conscientes de la ressource que représente la dispersion de leurs membres, n'en sont pas moins inquiètes pour leur avenir et leur dynamisme propres. Si le fonctionnement et la pérennité de la communauté sont fondés sur des relations de complémentarité et d'interdépendance entre migrants et non migrants, l'heure est à l'adaptation et à la réorganisation des obligations sociales.

Finalement, l'étude des pratiques de mobilité, dans leurs liens avec le devenir du territoire d'origine, fait émerger un système complexe nécessitant non seulement la prise en compte des effets d'interdépendance des différentes unités sociales (individu, couple, famille, communauté) mais également de la double échelle temporelle du cycle annuel du système de production et des cycles de vie.

Conclusion générale

Le boom de la quinoa : une parenthèse dans la trajectoire territoriale de l'Altiplano Sud ?

Retour sur le terrain

Mars 2011 : retour en Bolivie, deux ans et demi après avoir terminé les enquêtes de terrain sur l'Altiplano Sud. L'objectif est de présenter mes résultats, et plus globalement ceux du programme de recherche Equeco, aux différents acteurs de la quinoa, d'abord à l'occasion d'un séminaire tenu à La Paz, puis aux dirigeants et populations des communautés d'étude. Pour moi, ce retour sur le terrain est aussi l'occasion de prendre la mesure des changements survenus depuis 2008, l'occasion de pouvoir confirmer certaines tendances observées deux ans auparavant ou de saisir, au contraire, l'émergence de nouveaux processus.

Six jours avant mon arrivée à La Paz (le 22 mars 2011), une loi encourageant la production, l'industrialisation et l'exportation de la quinoa¹¹² est promulguée par le gouvernement d'Evo Morales. L'objectif affiché du gouvernement est d'appuyer et financer un programme national visant la hausse de la production de quinoa, sa transformation et sa commercialisation et ce, dans les trois départements producteurs de l'Altiplano : Potosi, Oruro et La Paz. Le gouvernement entend ainsi miser sur la graine ancestrale comme alternative de développement local et régional¹¹³. Ainsi, au moment même où les collègues du programme Equeco et moi-même, nous nous apprêtons à faire notre présentation lors du séminaire du 28 mars 2011, l'attente est forte. Désormais au cœur d'une politique nationale clairement affichée, les acteurs de la filière quinoa, qu'il s'agisse des producteurs, des intermédiaires, des coopératives ou encore des agents de développement, sont donc très demandeurs d'informations, de données, de pistes à suivre pour s'engager dans un projet de développement de la culture de quinoa à plus grande échelle. Cependant, notre exposé, en particulier celui de mon collègue écologue¹¹⁴ Richard Joffre, donne une vision plutôt pessimiste de la situation de l'Altiplano Sud et des perspectives à venir. Car la mécanisation et la course à la terre traduisent bel et bien un désir de produire plus pour gagner plus. Nous expliquons que le choix actuel de mise en valeur se confronte à plusieurs réalités : des pratiques agricoles peu adéquates avec le milieu fragile de l'Altiplano Sud, une réduction de l'élevage, de fortes tensions sociales autour de la terre, etc. Peu de personnes dans la salle réfutent ce constat. Mais à entendre le gouvernement, la coopérative ANAPQUI ou d'autres institutions de développement, l'extension de la frontière agricole n'a pas de limite. Dans la salle, le débat s'instaure. On cherche des arguments en faveur de l'extension de la quinoa.

Ne sommes-nous pas dans un pays qui a précisément une politique de colonisation des terres agricoles par l'ouverture de fronts pionniers ? Ne sommes-nous pas dans un pays qui a vécu et vit encore aujourd'hui de l'exploitation de ses ressources minières impliquant une certaine dégradation du milieu ? Ne sommes-nous pas dans un pays - et plus particulièrement une région qui est celle de l'Altiplano - peuplé d'indigènes, dévalorisés et pauvres, population ayant peu profité de la croissance du pays ? Ne sommes-nous pas dans le paradoxe de la mondialisation qui propulse des régions et leurs populations dans des règles de commerce

¹¹² Ley n°680 de incentivo a la producción, industrialización y exportación de la quinua.

¹¹³ Dix millions de dollars vont être accordés sous forme de crédits aux producteurs, pour la technification de la production (protection des aires de culture par clôture), la perforation de puits pour l'irrigation, l'amélioration de la récolte, la transformation, l'industrialisation et la commercialisation du produit et des sous produits sur les marchés local, national et international.

¹¹⁴ Richard Joffre, ayant également exposé lors de ce séminaire, est chercheur écologue au CNRS et membre participant au programme Equeco.

international qu'elles ne contrôlent pas et dans un marché imprévisible ? Ne sommes-nous pas dans une région où la vie est un miracle et la production agricole nécessairement aléatoire et risquée ?

Deux jours après la conférence, un article dans la presse¹¹⁵ insiste sur le fait que des chercheurs appellent à la prudence : si le processus d'extension des superficies de quinoa se poursuit avec les mêmes pratiques qui sont celles d'aujourd'hui, la production n'augmentera pas. Elle pourrait même diminuer du fait des pressions exercées sur le milieu naturel, sans compter avec les effets de concurrence internationale qui risquent de s'exacerber. Le président de la plus grosse coopérative de producteurs (ANAPQUI) a le dernier mot de l'article en indiquant que la vision des chercheurs est largement contestable. La preuve : la production aujourd'hui ne fait qu'augmenter.

Au lendemain de la conférence, je prends la route pour le *salar*. Les changements en deux ans sont impressionnants. De La Paz à Salinas, la quinoa s'étend à perte de vue. L'avancée des cultures est fulgurante. Dans les communautés rurales de la région de La Paz et d'Oruro, la quinoa se substitue à la pomme de terre ou à la *thola*, végétation de pâturage. Les terres labourées atteignent les rives du lac Poopó, jusqu'au bord du *salar* d'Uyuni. Dans certaines communautés, seul le terrain de foot n'est pas labouré.

En 2008, une grande superficie dans les zones de plaine avait entièrement gelé et les plants de quinoa offraient un spectacle désolant. En 2011, au même endroit, les plants de quinoa sont prêts à être récoltés. Ils sont magnifiques. Les producteurs n'ont-ils pas raison de parier lorsque la tonne se vend à 2000 dollars ? D'autant qu'avec les premières années de bénéfices autour de la quinoa, les producteurs ne sont plus freinés par les coûts de mise en culture. Le pari sur la production s'est bel et bien généralisé à tout l'Altiplano.

Dans le village de Salinas, des petits immeubles en briques, de trois étages, sont en construction. De futurs hébergements, me dit-on. Un étage supplémentaire a été rajouté à de nombreuses maisons. Dans toutes les rues sont stationnés des 4x4 et des tracteurs. Désormais, il y aura une feria tous les 15 jours, le nombre de bus connectant Salinas et Oruro est passé de 3 à 6 par semaine. La plupart des personnes enquêtées en 2007/2008 nous confient qu'elles n'ont plus d'animaux, ou très peu. La tendance se confirme : les paysans de l'Altiplano Sud étaient *llameros* (éleveurs de lamas). Ils sont aujourd'hui *quineros* (producteurs de quinoa). La mise en culture des terres communautaires ne fait plus l'objet de conflits, ni même de discussions. Le principe est acquis. En revanche, la régulation de l'accès à de nouvelles terres paraît toujours être un problème récurrent. Le changement de statut des producteurs également se confirme : alors que tous étaient *peón* (ouvrier agricole), la plupart sont aujourd'hui *patrón* (employeur). Les producteurs embauchent désormais les journaliers provenant du Nord Potosi et des campagnes d'Oruro.

Toutes les communautés visitées en 2011 ont maintenant l'électricité. Chacun a son téléphone cellulaire (si le réseau ne passe pas dans la communauté elle-même, il est actif à proximité). Les paraboles se multiplient sur les toits des maisons. Le changement est de taille ; l'Altiplano Sud a aujourd'hui accès au monde. Les mutations touchent tout autant les rapports sociaux, et plus particulièrement la place de femmes. Celles-ci, désormais, revendiquent un accès à l'héritage des terres,

¹¹⁵ Voir annexe 22.

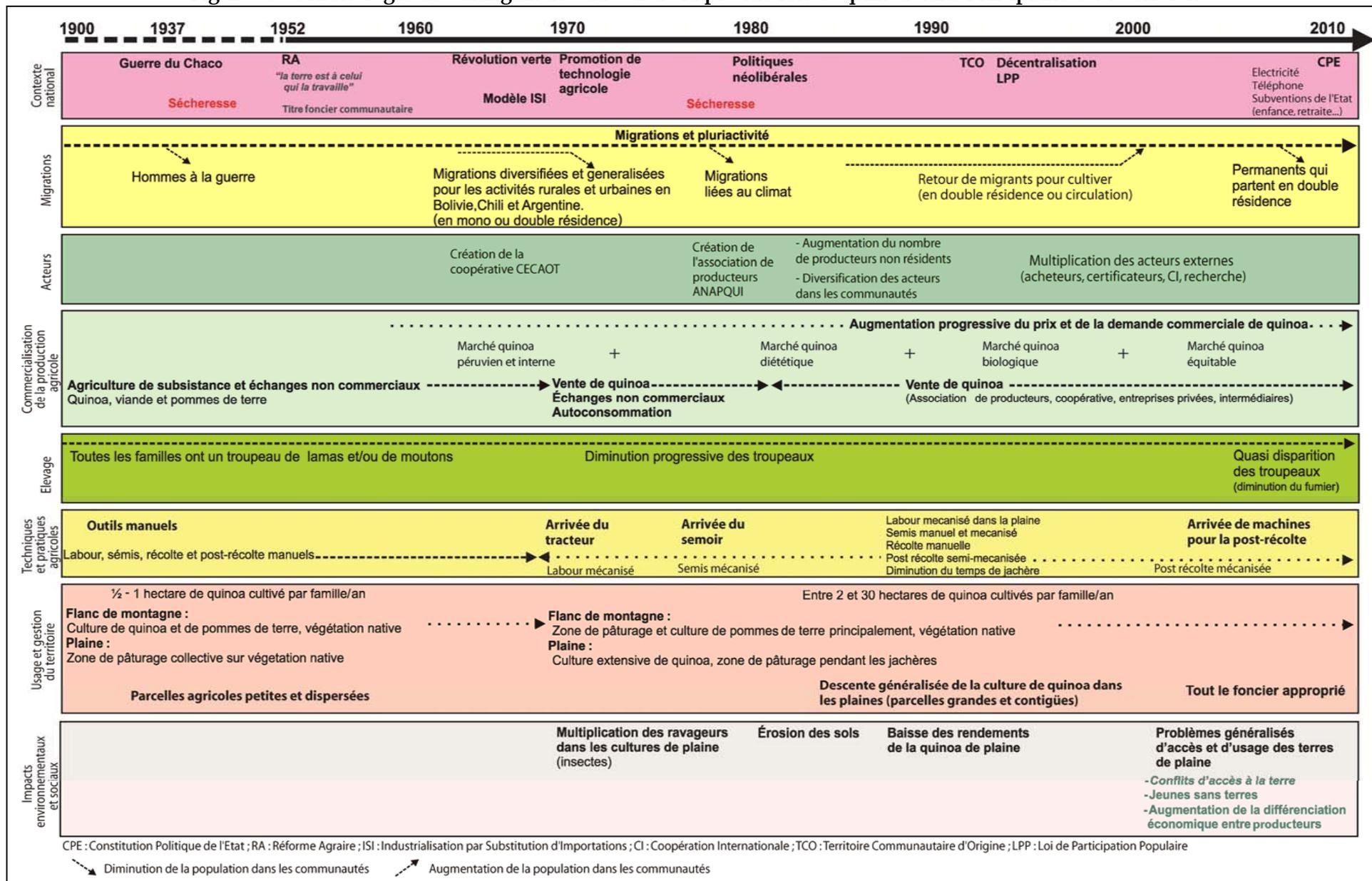
à l'égal des hommes. En 2008, leur voix commençait à se faire entendre. Le mouvement s'est clairement confirmé depuis.

La privatisation des terres a pris également un nouveau tournant. Dans certaines communautés, un cadastrage non officiel qui marque les délimitations des parcelles agricoles avec leur « propriétaire » et les aires de pâturage est engagé. Ce processus est à l'initiative d'une coopérative pour assurer la traçabilité de la quinoa produite et d'une ONG pour réduire les conflits fonciers et entériner les terres pastorales actuelles. Ce tournant pourrait encourager plus encore la course à l'appropriation individuelle de la terre comme stratégie de construction d'un patrimoine familial et conduire à la disparition de la gestion collective des ressources et des pratiques agricoles.

Une région en profonde mutation

La mondialisation est un vecteur de changements profonds dans la plupart des régions du monde. L'Altiplano Sud de Bolivie, région jusque là restée en marge des axes stratégiques de développement dans le pays, voit aujourd'hui son agriculture engagée dans un processus d'insertion dans le marché mondial et devient, du même coup, un espace-enjeu dans les stratégies de développement territorial tant au niveau régional que national. Dans ce contexte, notre thèse s'est intéressée aux impacts locaux du boom de la quinoa, et plus précisément aux mutations territoriales et transformations rurales dans leurs liens aux systèmes d'activité et aux pratiques de mobilité des populations. Le boom de la quinoa pour l'exportation, déclenché depuis plus d'une vingtaine d'années, interroge en effet de multiples dimensions du changement social et spatial. Il nous semble que l'Altiplano Sud est aujourd'hui à un tournant de sa trajectoire territoriale. Car, si le boom de la quinoa questionne en premier lieu le passage d'une agriculture paysanne d'autosubsistance à une agriculture familiale d'exportation, et donc les modèles de développement agricole au Sud, il est source de mutations plus profondes, plus complexes aussi, qui touchent tout autant aux dimensions environnementales, économiques, sociales ou encore identitaires. Ces mutations, dès lors, doivent être resituées dans une dynamique de long terme tel que le propose la synthèse chronologique des changements qui s'opèrent sur l'Altiplano Sud bolivien, synthèse réalisée avec Manuela Vieira Pak, doctorante du projet Equeco (figure 83). Cette fresque historique, qui met en parallèle les changements survenus à différents niveaux (contexte national, migrations, acteurs, commercialisation de la production agricole, élevage, techniques et pratiques agricoles, usage et gestion du territoire, impacts environnementaux et sociaux), constitue une base de réflexion conclusive de la thèse.

Figure 83 : Chronologie des changements autour de la production de quinoa dans l'Altiplano Sud bolivien



Source : Vassas et Vieira Pak, 2010 p. 8, modifié par A. Vassas Toral.

Une réorganisation des systèmes d'activités et de mobilité

Le terme même de « boom de la quinoa », qui renvoie à une conjoncture économique favorable à la hausse de la production et des prix de vente sur le marché, laisse entendre que les mutations que vit aujourd'hui la région de l'Altiplano Sud sont peut-être momentanées ou passagères, voire réversibles. Mais, de notre point de vue, le boom de la quinoa a engendré un profond changement territorial qui se joue à long terme, touchant à la fois à la fonction économique et productive de ces espaces, aux organisations sociales inter et intrafamiliales, aux rapports d'identification et d'appartenance des populations au territoire local, aux systèmes d'activités et de mobilité.

Comme dans la plupart des campagnes andines, les familles de l'Altiplano Sud ont recours, depuis longtemps, à une stratégie de dispersion des risques (agro-climatiques, économiques) via la pratique combinée de plusieurs activités. Si autrefois agriculture et élevage étaient les deux activités dominantes et complémentaires, l'élevage a peu à peu été abandonné au profit de la culture de quinoa, mais aussi d'autres activités développées à l'extérieur des communautés rurales. La pluriactivité multi-localisée est plus que jamais, aujourd'hui, le fondement des économies des familles rurales et de leur rapport à l'espace.

La pluriactivité garantit une certaine sécurité des revenus du fait de la diversité de leur source et signifie donc moins d'expectatives portées sur chaque activité. Mais, en même temps, cette sécurité peut s'amenuiser dès lors que de nouveaux facteurs de risques interviennent, comme dans le cas de la production de quinoa sur des terres peu aptes à l'agriculture et soumises à de fortes pressions environnementales. La pluriactivité permet, par ailleurs, des transferts monétaires au sein du système d'activité. À ce titre, les revenus de la migration ont financé, dans certains cas et à un certain moment, les coûts ou les investissements liés à la production de quinoa. Inversement, les revenus agricoles sont transférés aujourd'hui vers d'autres secteurs d'activités (tourisme, commerce...).

La réorganisation des systèmes d'activités est inséparable de celle qui concerne les pratiques de mobilité. Jusqu'aux années 1970, la quinoa était une production vouée à l'autoconsommation et au troc. Les agriculteurs étaient contraints de chercher ailleurs des sources de revenu et des compléments pour leur approvisionnement alimentaire. La migration était donc au cœur des stratégies de reproduction sociale des familles. Celle-ci était temporaire ou saisonnière, parfois circulaire (double résidence) dans le cas du travail dans les mines ou des emplois agricoles au Chili. Une partie de ces mouvements se sont convertis ensuite en migrations « définitives » dans le cas des déplacements vers les villes du pays.

Le boom de la quinoa d'exportation entraîne aujourd'hui un réel changement dans les trajectoires migratoires de cette région. En premier lieu, il a induit un mouvement de contre-migration avec le retour à l'agriculture des anciens migrants, ceux partis à La Paz, Oruro, Cochabamba, Santa Cruz ou encore dans le Haut-Béni, ceux qui avaient été licenciés des mines dans les années 1980, ou ceux encore qui avaient tenté leur chance au Chili ou en Argentine. Les nouveaux modes de production, et la mécanisation en particulier, ont engendré, en deuxième lieu, une complexification des formes migratoires et des pratiques de mobilité. En effet, ces mouvements de retour à l'agriculture n'ont pas signifié des installations résidentielles systématiques dans les communautés rurales. Ils se sont accompagnés plutôt d'une intensification de la mise en mobilité des populations, à l'échelle régionale surtout, qui s'est traduite par le déploiement de logiques de double résidence, de circulation, de mouvements d'allées et venues.

Les systèmes de mobilité des agriculteurs et de leur famille ayant leur résidence permanente dans la communauté indiquent, en revanche, des tendances assez contradictoires. Les revenus de la quinoa et la pluriactivité locale associée ont permis, d'un côté, la réduction des mouvements de mobilité et des circulations liés au travail temporaire ou saisonnier ailleurs que dans les communautés. Et dans certains cas, la quinoa a permis à des jeunes de construire leur avenir dans la communauté. Mais d'un autre côté, les aspirations en matière d'éducation et de formation des enfants ont réactivé les stratégies de mobilité vers la ville. Car l'élévation du niveau de vie, grâce aux revenus de la quinoa, a incité de nombreuses familles à préférer une scolarisation de leurs enfants en ville et déployer des stratégies résidentielles urbaines qui se sont traduites, là aussi, par le développement de la multi-résidence. Les motivations guidant les mobilités ont donc changé puisque ce n'est pas, en tant que telle, la recherche d'une source de revenu qui prime pour ces familles mais une quête d'ascension et d'une mobilité sociale pour leurs enfants. Ceci étant, la scolarisation et les études supérieures ayant des coûts élevés, ces familles, en plus de la culture de la quinoa, ont recours à d'autres activités en ville (commerce en particulier).

Complexification des territorialités et fabrique de territoires multi-situés

Le boom de la quinoa a modifié et complexifié les territorialités individuelles et familiales. Si les retours ont entraîné des recentrages dans les communautés d'origine, ce sont surtout les logiques de multi-polarisation qui sont les plus prégnantes. La dispersion des membres de la famille maintenant des liens de solidarité et de complémentarité, et la mobilisation d'un réseau de lieux qui tisse un espace élargi fondent l'organisation sociale à la fois intrafamiliale et interfamiliale. Ces dispositifs socio-spatiaux permettent également, dans un contexte où les systèmes de production agricole ne signifient pas une activité à temps plein, de développer des stratégies de mise en culture « à distance » de la quinoa.

La plasticité des formes de territorialisation des populations de l'Altiplano Sud tient donc à leur inscription dans des espaces de vie multiples. Les trajectoires de vie des individus et des familles, au sein desquels les événements de mobilité relèvent plus de déplacements que de migrations au sens classique du terme, ont montré la capacité des populations à élargir ou réduire sans cesse leur espace résidentiel, en intégrant à leur espace de vie des lieux nouveaux ou déjà familiers (Domenach et Picouet, 1987 ; Courgeau, 1988 ; Sassonne, 2008). Dans ces dispositifs, les fonctions des espaces changent, les logiques d'investissement matériel ou immatériel glissent d'un lieu à l'autre, l'organisation des déplacements quotidiens ainsi que les temps de présence dans les lieux sont sans cesse réaménagés. L'organisation polycentrique de nombreuses familles, qui déploient leurs stratégies quotidiennes au sein d'un territoire multi-situé, rompt ainsi avec la conception d'un monde rural « uni-centré », c'est-à-dire fondé sur un ancrage et un référentiel uniques. Ces formes de multi-localisation, qui ne fragmentent pas les multiples lieux de l'espace de vie, se révèle être une ressource spatiale au sens où l'entend E. Mung (1999), même si la dispersion familiale comporte également des coûts et des risques sociaux : instabilité, séparation et éclatement des familles. Celles-ci « jouent » ainsi sur plusieurs activités et plusieurs espaces, elles se ménagent plusieurs assises territoriales, navigant entre ville et campagne. Parce qu'elle est circulation plutôt que migration, cette forme de mobilité est finalement un substitut à la fois au retour résidentiel stable dans la communauté et à l'exode définitif en ville.

Ainsi, on voit combien les pratiques de mobilité, étroitement liées aux systèmes d'activités familiaux, se sont ajustées aux effets de conjonctures et d'opportunités ; combien également leur analyse permet de révéler de fortes capacités de réactivité et d'adaptation au nouveau contexte d'une quinoa mondialisée. Par la plasticité de leur organisation sociale et de leur inscription

spatiale, les populations de l'Altiplano Sud ont une grande capacité de réponse face aux champs des possibles. Elles peuvent et savent saisir des opportunités de travail et d'activité, en adaptant sans cesse leurs pratiques du quotidien, leur manière de résider et leur mode d'habiter.

La multi-polarisation territoriale des populations, si elle n'est pas nouvelle en soi, et plus encore dans le contexte des sociétés andines, a été renforcée. Rappelons enfin que ces territoires multi-situés se fabriquent dans des temporalités longues, tout au long des cycles de vie. En effet, la multi-polarisation territoriale n'est rendue possible que par la permanence des liens qu'entretiennent les migrants avec leur communauté d'origine, au fil de leur parcours migratoire. C'est là une dimension essentielle mise en lumière par l'analyse des trajectoires de mobilité. Cette continuité du lien communautaire, condition même de l'appartenance et de la préservation de l'accès aux ressources locales, a permis à de nombreux originaires de revenir cultiver, ou de pouvoir constituer un patrimoine foncier.

Reformulation d'un continuum ville-campagne

Pour les populations de l'Altiplano Sud, ville et campagne ne sont pas des mondes disjoints. L'économie de la quinoa repose en effet sur une organisation territoriale où la dispersion résidentielle des agriculteurs donne lieu à des communautés rurales « translocales » (Gundermann Kröll et González Cortéz, 2008), où les réseaux sociaux structurent les circulations et tissent un continuum entre mondes urbain et rural qui sont totalement imbriqués et complémentaires, liés entre eux par une « *interdépendance réticulaire* » (Antheaume *et al.*, 1987). Tous les individus originaires de communautés de l'Altiplano Sud, en effet, ont une expérience de la ville, soit pour le travail, soit pour d'autres activités (commerce, éducation, etc.). On a vu combien, par ailleurs, toute l'organisation sociale autour du travail agricole et de la mobilisation de la main-d'œuvre familiale reposait sur l'interdépendance ville-campagne et, plus précisément le recours aux migrants. Autrement dit, la campagne puise ses ressources dans la ville, mais inversement aussi, puisque les agriculteurs citadins trouvent une nouvelle source de revenus dans leur communauté d'origine. Le succès de la quinoa doit beaucoup, en fin de compte, à ce capital extra-communautaire (Arriaza Gajardo, 2007) que représentent les membres des communautés qui vivent à l'extérieur mais qui s'identifient à leur espace d'origine, cultivent, participent à la vie locale, aux travaux collectifs, aux fêtes... Le capital extra-communautaire apparaît bien comme une ressource et une force mobilisable. Mais il peut être aussi source de profonde transformation et fragilisation des formes collectives de gestion du territoire local. Le processus pourrait être celui d'une extra-territorialisation, c'est à dire le passage d'une communauté translocale à une communauté extra-locale, se traduisant par le glissement du centre de décision vers l'extérieur, avec le risque d'une prise de pouvoir et de contrôle des ressources locales par les migrants¹¹⁶. Il semble cependant que nous soyons loin d'un tel processus, même si certains signes peuvent émerger dans quelques communautés. Les résidents permanents, circulants ou non, double résidents ou non, tout autant que l'instance communautaire qui permet l'appropriation foncière dans une certaine limite, entendent garder un droit de regard sur les modes d'usage des ressources locales. Les tensions ou conflits autour de la terre en sont le révélateur. Il est vrai aussi que la dispersion des lieux de migration, à l'échelle nationale et internationale, peut freiner une éventuelle organisation des migrants en vue d'une action extra-locale concertée.

¹¹⁶ Ce processus est souvent observé dans le cas des migrations internationales où les communautés de migrants à l'étranger acquièrent un prestige social dans leur communauté d'origine et un pouvoir de contrôle des ressources locales du fait de leurs niveaux de revenus et de leur capacité d'épargne.

Un autre élément majeur, et qui s'est affirmé au cours des dernières années, tient à l'accumulation monétaire permise par la culture de la quinoa. Outre l'augmentation du niveau de vie des populations, cette épargne lorsqu'elle est réinvestie localement permet en effet de renforcer la pluriactivité, par exemple par l'achat de tracteurs ou la construction d'infrastructures touristiques. Ainsi, la différenciation sociale liée aux niveaux de revenus, qui pouvait être autrefois en faveur des migrants ayant pu se former et s'insérer en ville, adopte de nouvelles formes. Désormais, les producteurs résidents permanents peuvent être mieux dotés que ceux qui résident à l'extérieur. Depuis le boom de la quinoa, il est possible de gagner plus d'argent dans l'agriculture que dans une activité en ville. Celui qui a réinvesti une part des gains de la quinoa dans l'achat d'un tracteur est définitivement plus riche que le maçon à Oruro. Cette revalorisation de l'activité agricole est un renversement majeur des ruralités de ces régions andines.

Le modèle centre-périphérie, qui oppose classiquement ville et campagne, est donc ici pleinement inversé. Les logiques de transfert d'argent expriment cette inversion puisque, si ces transferts s'opéraient autrefois de l'extérieur vers les communautés (d'ailleurs parfois investis dans la culture de quinoa...), ce sont aujourd'hui les producteurs de quinoa qui envoient de l'argent aux migrants ou qui investissent en ville dans un logement, un commerce, ou l'éducation de leurs enfants. En comparaison, les investissements dans des projets productifs au sein même des communautés demeurent relativement limités, tant pour les producteurs circulants que pour les producteurs permanents qui, tous, donnent l'impression de préparer leur « sortie » des communautés. En d'autres termes, les retombées économiques à l'échelle locale sont minimales au regard des bénéfices liés à la production de quinoa dont la plus-value est, pour la plus grande part, transférée vers la ville.

Un autre rapport à l'espace rural d'origine ?

L'analyse des formes de centrage, au travers des trajectoires de mobilité et des rapports au lieu d'origine, a montré que les producteurs de quinoa attribuent des fonctions à l'espace rural qui peuvent être fort diverses. En effet, la communauté d'origine peut être la base de la reproduction sociale et la source essentielle des revenus familiaux. Mais elle peut aussi ne fournir qu'un complément de revenus, dès lors que l'agriculture est essentiellement destinée à l'autoconsommation et que l'argent est trouvé à l'extérieur. Dans d'autres cas, notamment pour les agriculteurs citadins, la communauté d'origine peut être réduite à sa seule fonction productive. Prévalent alors un rapport pécuniaire à l'espace et une logique « extractiviste », sans identification forte au lieu d'origine. À l'inverse, la communauté peut être le lieu d'une stratégie patrimoniale et identitaire. C'est le cas de nombreux migrants-circulants ou résidents sporadiques qui trouvent un moyen de rester ayant droit, malgré leur absence. En confiant leurs parcelles et leur cheptel, sans chercher à en retirer de bénéfices économiques conséquents, ils préservent leurs droits d'accès aux ressources locales, maintiennent leur appartenance à la communauté et anticipent un éventuel retour.

Cette pluralité des rapports à l'espace d'origine est à mettre en parallèle avec la complexification de l'échiquier social local. En effet, le boom de la quinoa s'accompagne d'une multiplication et d'une diversification des acteurs locaux. Tout d'abord, les profils des producteurs sont plus divers qu'autrefois du fait de la multiplicité de leurs trajectoires de vie et de leurs aspirations ; ensuite, les intermédiaires commerciaux (que ce soit des indépendants, des entreprises privées ou des coopératives), même lorsqu'ils viennent de loin pour acheter la quinoa, sont devenus des acteurs de première importance à travers les normes de production qu'ils imposent (Carimentrand et Ballet, 2008) ; enfin, le boom de la quinoa intervient au moment où se produisent des changements politiques majeurs au niveau national avec le rôle

croissant de projets et programmes de développement autour de la production de quinoa. Cette multiplication des acteurs participe là aussi d'une mutation profonde du tissu social des campagnes de l'Altiplano où le paysan-éleveur aymara ou quechua n'est plus la seule figure de ces hauts plateaux.

Ils reviennent... mais resteront-ils ?

La quinoa a eu un effet majeur, et spectaculaire au regard de la trajectoire de cette région : le retour à l'agriculture de nombreux migrants, certains partis depuis longtemps. Cette attractivité signifie-t-elle pour autant un renouveau démographique de la région?

Aujourd'hui, les communautés de l'Altiplano Sud vivent des pulsations démographiques au cours de l'année, dépendantes des cycles productifs de la quinoa, mais aussi de la vie festive et collective locale. Les mobilités circulaires des producteurs se traduisent par une alternance de pleins et de vides démographiques. Le boom de la quinoa a permis en cela une repopulation au moins saisonnière des communautés rurales. Un renouveau démographique plus pérenne, plus stable semble toutefois difficile à concevoir dans la mesure où les conditions économiques, sociales et écologiques d'une durabilité agricole ne sont pas réunies.

En moins d'une quinzaine d'années, cela a été amplement évoqué, la flexibilité territoriale de ces populations a permis aux familles de l'Altiplano Sud de saisir l'opportunité que représente aujourd'hui la quinoa. La longue tradition de mobilité spatiale et de pluriactivité de cette société est incontestablement un facteur d'adaptabilité aux changements externes. Mais, cette capacité d'adaptation peut aussi se traduire par des logiques « opportunistes », individualistes, allant à contre sens d'une organisation collective. Par exemple, les producteurs de quinoa vendent à l'acheteur le plus offrant au détriment parfois de la mise en place ou de l'existence d'organisations collectives de producteurs qui peuvent représenter une force face au marché. Par ailleurs, cette même flexibilité incite à penser que, lorsque le boom de la quinoa sera passé, les populations se redéployeront vers d'autres opportunités. Inutile pour elles, dans ce cas, de s'investir localement, de se projeter dans un projet d'installation pérenne dans la communauté. À ce titre, les populations n'expriment pas de vision très claire des conditions nécessaires à cette pérennisation, notamment des conditions économiques, sociales et écologiques d'une durabilité agricole et ce, dans le contexte nouveau d'une économie locale mondialisée faisant rupture avec les pratiques antérieures.

De toute évidence, la culture de quinoa est à la fois trop aléatoire et trop incertaine pour être conçue comme seule source de revenu pour les familles. Trop aléatoire à cause des accidents climatiques (sécheresse, grêle, gel), la récolte de quinoa n'est pas garantie chaque année, et trop incertaine dans le futur du fait de l'évolution du climat (Pouteau, 2008), de la volatilité du marché et de l'émergence de la concurrence commerciale de pays proches (Équateur, Pérou, Chili, Argentine) ou lointains (les États-Unis et le Canada commencent à produire de la quinoa de façon significative, et des projets naissent au Maroc, en Inde, au Vietnam et ailleurs).

Qui plus est, les potentialités de l'espace agricole sont en voie de saturation. Jusqu'à présent, l'augmentation de la production agricole était permise par l'accroissement des superficies cultivées, et non par l'amélioration des rendements à l'hectare. Mais l'extension du territoire agricole atteignant ses limites, notamment dans les zones les plus anciennes de l'expansion de la quinoa, la poursuite du processus devra passer par une phase d'intensification du système de production (pratiques de culture plus soignées, fertilisation du sol, lutte contre les ravageurs et, éventuellement, irrigation). Or les pratiques agricoles actuelles ont d'ores et déjà un fort impact sur le milieu très fragile de l'Altiplano Sud : abandon de l'élevage, mécanisation, disparition progressive de la végétation native dans les plaines, érosion éolienne intense, faible

renouvellement de la fertilité de la terre du fait de ressources en fumier insuffisantes, prolifération des ravageurs, etc. Ainsi, les potentialités agricoles de l'Altiplano Sud sont menacées, autant pour l'activité agricole (terres fatiguées ou surexploitées) que pour l'élevage car la reconstitution de la couverture végétale nécessaire à la reconversion des cultures en pâturages exigera de longues années (Joffre et Acho, 2008). L'ensemble de ces tendances conduit certains auteurs à parler aujourd'hui de véritable désastre environnemental (Jacobsen et Sorensen, 2010).

Parallèlement, les nouvelles différenciations liées aux modes d'accès au foncier vont se répercuter sur les générations futures. Si la constitution du capital foncier était jusque là basée sur la transmission par héritage et l'attribution communautaire des terres, elle est actuellement, en grande partie, issue de l'appropriation individuelle des terres collectives. On peut déjà entrevoir le scénario de demain : lorsque les limites de l'avancée des cultures seront atteintes, l'ensemble des terres collectives aura été approprié et le patrimoine foncier communautaire ne pourra plus répondre à une régulation des inégalités d'accès à la terre. Celles-ci seront dès lors entérinées par la transmission des terres par héritage puisque le fractionnement du domaine foncier laissera peu de terres aux enfants des familles qui n'auront pas pu s'approprier de grandes superficies (avec, peut-être cependant, un droit acquis pour les femmes si leurs revendications aboutissent).

Dans ce contexte, le lien entre mobilités et développement rural, qui est au cœur de notre réflexion, est complexe à appréhender. La relation relève, pour une part, d'un cercle vicieux. Car d'un côté, les familles sont contraintes de continuer à diversifier leurs activités car la seule production agricole est trop aléatoire. De l'autre, les possibilités pour diversifier l'économie locale sont très réduites. La diversification des sources de revenus et la pluriactivité impliquent donc de recourir à d'autres lieux et à la mobilité spatiale. À leur tour, la migration et l'instabilité résidentielle des familles, la dispersion de leurs membres et les pratiques circulatoires, même si elles prennent un caractère stratégique du point de vue de la conduite de l'activité agricole, freine l'impulsion d'un véritable développement local lié à l'implantation d'activités non-agricoles, de commerce ou de services. Qui plus est, en l'absence d'un maillage de bourgs-relais et de petites villes dans cette région de Bolivie, les populations de l'Altiplano Sur ont développé une habitude de mobilité quotidienne tant pour la commercialisation de leur production que pour leur approvisionnement, l'éducation de leurs enfants ou le travail temporaire. Si les bourgs de Salinas et de Llica connaissent une certaine croissance et un dynamisme sous l'effet du boom de la quinoa, leur offre d'équipements et de services restent très limitée.

Tenter d'anticiper sur le devenir des espaces ruraux de l'Altiplano Sud conduit à s'interroger, par ailleurs, sur les attentes et les projections des jeunes générations. À ce titre, un facteur limitant une éventuelle fixation des populations et un véritable développement local tient à ce que P. Hamelin appelle le « désir d'urbanité » (Hamelin, 2004). Au-delà des nouvelles attentes offertes par le boom de la quinoa, les populations ne souhaitent pas perdre leur assise urbaine. P. Hamelin (2004 : 94-95) écrit : *« les ruraux resteront seulement si on répond à leur désir d'urbanité et s'ils ne se sentent pas exclus du processus de mondialisation en cours. [...] Il faut bien sûr construire des routes, mais, c'est insuffisant dans une civilisation de l'information. L'accès au téléphone, à l'Internet et à la télévision doit être un objectif. L'électrification rurale, traditionnelle ou alternative (panneau solaire, éolienne, etc.) est une priorité pour que les ruraux ne se sentent pas exclus de la modernisation du pays. Si la construction de routes peut inciter au départ, elle est une condition essentielle des retours. Les moyens de communication permettent de garder le contact avec le lieu d'origine et, donc, les liens sociaux qui facilitent la réversibilité des migrations »*. Notre étude a montré une diversification des profils des agriculteurs - résidents permanents, double résidents, agriculteurs citadins - ainsi que l'importance de jeunes producteurs qui n'ont pas vécu dans

leur communauté d'origine dans leur enfance (enfants éduqués en ville de parents double résidents), ce qui les rend moins enclins à s'installer dans leur communauté. C'est le cas notamment des jeunes qui sont nés ou ont été élevés dans les centres miniers et qui, à l'âge adulte, sont peu centrés dans la communauté d'origine de leurs parents. La question du référentiel territorial de ces actuels ou futurs producteurs, et de leur investissement social en milieu rural, est largement posée. Comme l'indiquent C. Beauchemin *et al.* (2007 : 160) en Côte d'Ivoire, « *pour les enfants nés hors du village d'origine de leurs parents, en ville ou à l'étranger, l'attachement au village ne va pas de soi* ».

Parallèlement, le « désir d'éducation », qu'il faut relier à une nette progression de l'alphabétisation et à l'amélioration des possibilités et conditions d'accès à l'école en milieu rural, projette l'avenir des jeunes en dehors de la communauté. Les enquêtes de terrain ont montré que la réussite sociale ne s'entrevoit pas dans l'agriculture, ou si ce n'est peut-être dans le négoce ou les services à l'agriculture (comme tractoriste par exemple). Ainsi, s'éduquer n'est pas rester car, même si les emplois en milieu urbain relèvent souvent du secteur informel et sont marqués par la précarité, il est peu probable que les jeunes diplômés reviennent à la campagne pour y vivre s'ils ne peuvent exercer une activité correspondant à leur qualification. À ce propos, A. Quesnel et P. Vimard expliquent bien ce changement en Afrique de l'Ouest (1996 : 12) : « *le développement de la scolarisation modifie l'équilibre ancien des relations entre parents et enfants. Ceux des chefs de famille qui disposent de moyens suffisants, notamment dans les zones d'agriculture commerciale, scolarisent au maximum leurs descendants, afin qu'ils puissent s'insérer dans les sphères d'activité moderne. Ils considèrent la scolarisation comme un investissement, certes aléatoire et à long terme, mais qui peut apparaître pleinement justifié dans une période de revenu élevé, d'emplois urbains nombreux et de cohésion familiale encore forte. Cette scolarisation a un effet important en milieu rural car l'enfant durant toute sa scolarité, qui peut être très longue en Afrique subsaharienne, devient, de producteur qu'il était, un consommateur. Plus tard, son activité tendra à s'exercer indépendamment de celle de ses parents et, le plus souvent, dans d'autres secteurs de production* ».

Ainsi, sans doute faut-il renoncer à une conception de la ruralité fondée sur la sédentarité et la fixité territoriale comme modèle d'un futur développement de l'Altiplano Sud. L'entre deux, entre ville et campagne, est le mode de vie qui anime aujourd'hui ces campagnes, et sans doute celles de nombreuses régions au Sud.

Une mise en tension de l'instance communautaire dans la régulation sociale et le développement territorial

Les mutations qui animent les espaces ruraux andins de l'Altiplano Sud renvoient à un questionnement autour du développement territorial et des acteurs collectifs engagés dans la régulation sociale et la gestion des ressources locales. L'instance communautaire, dont on a vu l'importance dans les formes d'organisation sociale, est le premier acteur concerné.

Au niveau local, la communauté vit une période de mise en tension du point de vue à la fois de son rôle, de son fonctionnement et de sa place à venir. On a pu observer combien les jeux d'appartenances multiples des populations, que l'intensification des mobilités et des retours tendent à complexifier, combien la course à la terre et les conflits qui en résultent, impliquent un réajustement des normes de gestion des ressources et du territoire. Dans ce contexte, quel espace, social et physique, restera sous l'autorité de l'instance communautaire ? Quelles obligations est-elle en mesure d'imposer dans un contexte d'individualisation croissante des prises de décisions ?

Les normes de régulation et de gestion collective des ressources ne sont pas écrites et surtout, elles sont flexibles et évolutives, fondées sur la recherche permanente d'un consensus. La

communauté - à l'image des familles qui la composent - s'adapte aux changements. Avant le boom de la quinoa, elle gérait un territoire marqué par une faible pression démographique et une grande disponibilité des ressources. Elle pouvait donc octroyer des terres à des non originaires, voire les intégrer en tant que membres à part entière de la communauté. Par ailleurs, l'absence des migrants, gardant cependant leurs droits d'ayant droit, est une réalité anciennement admise au sein des communautés. Et dans ce cadre, la terre des absents étaient toujours respectée et préservée de toute forme d'appropriation. Le boom de la quinoa introduit désormais de nouvelles contraintes et une rupture forte dans le rapport aux ressources locales. La communauté est aujourd'hui confrontée à la nécessité de trouver des réponses sociales face à la pression sur la terre.

La communauté reste l'entité gestionnaire du domaine foncier, la gardienne des terres, et jusqu'à présent, elle n'autorise pas la vente, ni même la location de terres à des membres non originaires de la communauté. Mais parallèlement, la communauté a accompagné la dynamique de changement d'usage du foncier et, même si les terres restent de statut communautaire et d'usufruit familial, l'appropriation individuelle et la privatisation de leur usage est une réalité admise. Concrètement, le changement majeur réside dans la part prise par les terres cultivées au sein du territoire communautaire. Les terres d'usufruit familial sont aujourd'hui plus étendues que celles d'usufruit collectif, traditionnellement dédiées aux troupeaux. La privatisation de l'espace cultivé et la diminution de l'usage collectif des terres posent ainsi très directement la question du rôle à venir de la communauté. Peut-elle subsister, en tant qu'instance de régulation sociale, sans un territoire à gérer ? Quelles seront ses prérogatives en termes de devoirs et d'obligations ?

De fait, la communauté, en tant qu'institution, est de plus en plus contournée, voire contestée. Elle est contournée lorsque des ayants droit s'approprient des terres collectives sans son aval ; quand des ayants droit prêtent des terres à leurs enfants afin qu'ils ne passent pas de charges ; elle est contournée encore quand un ayant droit confie sa charge à un parent pour éviter de revenir résider en permanence dans la communauté. Enfin, elle est contournée par les tractoristes, qui, faute de pouvoir accumuler des terres dans leur propre communauté cultivent des terres par contractualisation dans un large rayon géographique¹¹⁷. L'institution communautaire commence également à être contestée lorsqu'elle applique le principe de la participation égale aux travaux ou aux contributions financières pour tous les ayants droit, quels que soient leurs biens en usufruit.

Les populations de l'Altiplano Sud vivent une tension paradoxale. Car si la communauté peut être perçue comme un frein ou une contrainte au développement familial/individuel, ces mêmes populations sont conscientes que la communauté est aussi la garante d'un droit d'usage de la terre et d'une certaine cohésion socio-identitaire. Si le statut collectif des terres empêche aujourd'hui que les membres originaires ne se fassent déposséder de leur patrimoine par des individus extérieurs à la communauté, il n'est pas une barrière contre l'individualisation des pratiques agricoles. De fait, aujourd'hui, ce sont les organisations de producteurs et les organismes certificateurs, à travers leurs normes de production, qui assument de plus en plus souvent cette régulation des pratiques individuelles.

La composante culturelle et les représentations liées à la cosmovision andine interviennent également dans cette mise en tension de la communauté et ce rapport ambivalent que les populations sont amenées à nouer avec leur territoire. Si la continuité des rituels en référence à

¹¹⁷ Avec les contractualisations *al partir*, les tractoristes ont accès à de nombreuses terres mais pour une durée limitée. Certaines communautés ont décidé d'interdire la présence de tractoristes venant d'autres communautés pour éviter que l'argent ne "fuit".

la *Pachamama* (la terre-mère) ne fait aucun doute, expression forte du lien entre les hommes et la terre, les populations expriment très clairement le fait que leurs actions ne sont pas en concordance avec cette pensée, qu'il n'est pas bon de ne pas laisser de place aux animaux, qu'il n'est pas bon de ne pas laisser la terre se reposer. Autre contradiction : les résidents permanents prônent la vie locale et souhaiteraient être plus nombreux à faire vivre les institutions. Mais, en même temps, ils sont fort tentés avec les revenus de la quinoa de quitter leur communauté ou de s'installer en double résidence en ville, afin que leurs enfants aient accès à d'autres perspectives d'avenir. Par ailleurs, les résidents permanents, mettent en cause les non permanents alors qu'ils sont conscients de leur propre part de responsabilité dans les conflits qui les opposent. Les tiraillements sont nombreux et cette société est visiblement à la recherche d'un nouvel équilibre.

En réalité, la question du devenir de la communauté rurale en Bolivie fait l'objet depuis longtemps de multiples débats. À ce titre, X. Albó identifiait dans les années 1990 trois types de tensions : « 1. *L'avalanche de structures organisationnelles plus modernes* ; 2. *La tension entre propriété communautaire et individuelle de la terre* ; 3. *La différenciation socio-économique croissante au sein de la communauté* » (Albó, 1994 : 105). Le boom de la quinoa, en somme, exacerbe ces tensions. Si le devenir de l'instance communautaire au sein de ces sociétés rurales renvoie très clairement aux nouvelles formes de différenciation sociale, aux rapports complexes qui mettent en tension logiques individuelles et collectives, il s'inscrit également dans le contexte plus large des transformations sociopolitiques qui se jouent depuis une dizaine d'année en Bolivie : processus de décentralisation, réorganisation du maillage territorial, force prise par les populations indigènes avec les risques que l'on connaît de fracture territoriale entre hautes et basses terres.

Dans le contexte global de la mondialisation des échanges mais aussi de la multiplication des structures administratives et des échelons de pouvoir liée au processus de décentralisation, les défis à relever sont nombreux pour les populations locales. Car si leurs spécificités culturelles sont des forces héritées d'une tradition multiséculaire, elles doivent aussi s'adapter aux nouvelles conjonctures. À ce titre, ces populations hyper-réactives doivent jouer et « bricoler » avec l'espace, et dont les formes d'arrangements sociaux permettent une permanente adaptabilité, doivent désormais composer avec de multiples structures organisationnelles et territoriales qui, certes, les appellent à plus de participation à la vie politique, mais qui en même temps leur laissent moins de créativité et de liberté dans la gestion de leur territoire local. Ces populations et leurs communautés doivent s'articuler aux autres échelons du pouvoir territorial que représentent les municipalités, les départements lesquels, de leur côté, sont en charge de programmes de développement, de plans de gestion et d'aménagements. Ceci étant, les réformes entreprises par l'actuel gouvernement bolivien mettent au cœur des enjeux de développement la question fondamentale de l'autonomie territoriale. La loi-cadre sur l'autonomie et la décentralisation de 2010, suite à la nouvelle constitution politique de l'État de 2009, définit nouvellement les Territoires Indigènes Originaires Paysans (TIOC¹¹⁸). S'il s'agit d'un nouvel échelon de la décentralisation qui ne supprime pas les anciens, cette loi laisse entrevoir plus d'autonomie à l'échelle locale.

Ceci étant, les populations de l'Altiplano Sud ont toujours saisi les opportunités économiques au coup par coup, devant se réadapter lorsque ces opportunités disparaissaient. Elles ont ainsi suivi les cycles économiques de la Bolivie ou des pays voisins, celui du travail dans les mines, celui du travail sur les exploitations agricoles de l'Orient, du Chili ou de l'Argentine. Mais la production de quinoa pour l'exportation est la première opportunité économique qui repose sur la maîtrise de leur propre ressource territoriale. Maîtrise de la terre, des plantes, des savoirs et savoir-faire, de la main-d'œuvre et maîtrise du marché pour partie. Les paysans de l'Altiplano

¹¹⁸ Territorio Indígena Originario Campesino.

ont la main sur ce nouveau cycle productif et sa base territoriale leur appartient. C'est un retournement de l'histoire pour eux qui étaient jusqu'alors contraints de travailler pour les autres, dans des conditions misérables. Ils sont maîtres de la ressource, même s'ils sont dépendants du marché et si cette ressource est aujourd'hui fortement convoitée.

L'enjeu à venir, dont ont pleinement conscience les producteurs, mais aussi le gouvernement bolivien, est donc de garder la maîtrise de la ressource et d'en défendre la spécificité sur le marché mondial¹¹⁹. Le passage d'un système agropastoral à un système agro-exportateur spécialisé implique l'intégration des agriculteurs dans une filière de production et de commercialisation de plus en plus organisée, mais de plus en plus dépendante aussi de la demande des pays importateurs et des exigences des consommateurs occidentaux qui, depuis les communautés rurales de ces hauts plateaux, sont parfaitement invisibles. Pour les producteurs de l'Altiplano Sud, cela suppose des choix et des décisions individuels contractualisés à l'extérieur de la communauté, et non plus des choix et décisions négociés au sein de la communauté. On peut alors supposer que leurs marges de manœuvre tendront à se réduire. Un premier pas a déjà été franchi avec la mécanisation : le savoir-faire savant d'une pratique agricole ancestrale ne guide plus le labour et le semis. Si la récolte demain se mécanise, il en sera de même pour cette opération. En parallèle, le marché dicte les variétés à semer et les producteurs certifiés « agriculture biologique » doivent suivre un cahier des charges strict. L'évolution vers une filière de production de plus en plus intégrée laisse présager une perte d'autonomie des décisions agricoles de l'agriculteur pouvant aller même jusqu'à une réelle dépendance totale : imposition des types de semences à acheter, des traitements à appliquer, des temps de jachère à respecter, des volumes de production à fournir. La perpétuation et la transmission des savoirs locaux, tout comme le maintien de l'agro-biodiversité, seraient alors profondément remis en cause.

Finalement, avec les cycles productifs antérieurs, les populations de l'Altiplano Sud ne se posaient pas la question de la durabilité de leur forme d'organisation sociale, de leur manière de cultiver et produire, de leur façon de gérer et d'habiter leur territoire. Si cette préoccupation anime les débats des experts et agents du développement, des ONG, ou encore des chercheurs, elle prend des formes tangibles et vécues au quotidien pour les producteurs eux-mêmes. Il s'agit là d'un changement crucial de la perception par le bas des potentialités du territoire et des futurs possibles.

Au final, le boom de la quinoa est loin d'être une simple parenthèse dans la trajectoire territoriale de l'Altiplano Sud. Par les profondes transformations qu'il engendre, par les contradictions et les multiples tensions qu'il suscite, il constitue pour cette région une véritable mise à l'épreuve de ce que chacun appelle aujourd'hui le développement durable. Comment, dans cette périphérie des « périphéries du monde » pour reprendre les termes de L. Arreghini (2011), la quinoa peut-elle être le levier d'un développement fondé sur une véritable durabilité économique, sociale et écologique ?

¹¹⁹ Est actuellement en débat la protection de la production locale par une appellation géographique. Voir à ce propos le travail de J. Bourliaud et M. Chevarria Lazo (2011) dans le cadre du programme Equeco.

Bibliographie

- Acosta Alba I.**, 2007. *Durabilité des systèmes de production de l'altiplano sud bolivien : quels équilibres entre élevage et agriculture*. Master Sciences et Technologies du vivant, AgroParisTech, 52 p.
- Albaladejo C.**, 2002. Une campagne « d'agriculteurs citadins » : le Sud-Ouest de la province de Buenos Aires. *Caravelle*, n° 79, p. 197-217.
- Alber E.**, 2005. *¿Migración o movilidad en Huayopampa? Nuevos temas y tendencias en la discusión sobre la comunidad campesina en los Andes*. Lima : IEP. 231 p.
- Albó X.**, 1994. Institutions y alternativas organizativas para la producción. In : Albó X., Galo Ramo V. (eds.), *Comunidades andinas desde dentro. Dinámicas organizativas y asistencia técnica*. Quito : CECI, Abya-Yala. p. 91-135.
- Albó X.**, 2004. Retornando a la solidaridad y faccionalismo aymara. In : Sanchez G., Lair E. (eds.), *Violencias y estrategias colectivas en la región andina. Bolivia, Colombia, Ecuador, Perú y Venezuela*. Colombia : NORMA. p. 443-514.
- Albó X., Greaves T., Sandoval G.**, 1981. *Chukiyawu, la cara aymara de La Paz. Tomo I "El paso a la ciudad"*. La Paz : Cipca. 150 p.
- Albó X., Greaves T., Sandoval G.**, 1982. *Chukiyawu, la cara aymara de La Paz. Tomo II "Una odisea: buscar "pega" "*. La Paz : Cipca. 203 p.
- Albó X., Greaves T., Sandoval G.**, 1983. *Chukiyawu, la cara aymara de La Paz. Tomo III "Cabalgando entre dos mundos"*. La Paz : Cipca. 196 p.
- Albó X., Greaves T., Sandoval G.**, 1987. *Chukiyawu, la cara aymara de La Paz. Tomo IV "Nuevos lazos con el campo"*. La Paz : Cipca. 195 p.
- Albó X., Liberman K., Godínez A., Pifarré F.**, 1990. *Para comprender las culturas rurales en Bolivia*. La Paz : MEC, Cipca, Unicef. 298 p.
- Allemand S.**, 2004. La mobilité comme « capital ». *Sciences humaines*, n° 145, 5 p.
- Altamirano T.**, 1992. Migración y estrategias de supervivencia de origen rural entre los campesinos de la ciudad. In : Kingman Garcés E. (ed.), *Ciudades de los Andes. Visión histórica y contemporánea*. Quito : IFEA. p. 389-425.
- Alzérreca H. A., Laura J. C., Prieto G. C., Céspedes J. E., Calle P. M., Vargas A. A., Cardozo A. G.** 2002. Estudio de la tola y su capacidad de soporte para ovinos y camelidos en el ambiente boliviano del sistema T.D.P.S. Informe Final de Consultoría, Subcontrato 21.07. La Paz : Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (UNEP/GEF).
- Amilhat Szary A-L.**, 2004. Les nouvelles traversées andines : de la montagne-obstacle à la montagne-interface. *Cahiers de Géographie – Collection EDYTEM*, n° 2, p. 121-128.
- Amilhat Szary A-L.**, 2006. L'émergence d'un référent territorial : ethnologie, frontière et projet de territoire dans les Andes. In : *Premières Rencontres Internationales du programme CORUS (Les recompositions territoriales et leurs référents), Les territoires à l'épreuve : décentralisation et dévolution*. Marrakech, Université Cadi Ayyad, 9 au 11 novembre, 15 p.
- Amselle J. L., Aghassian M., Saliou-Baldé M.**, 1978. *Les Migrations africaines. Réseaux et processus migratoires*. Paris : Maspero. 127 p.
- Anderson B.**, 1981. *Importancia de la migración temporal desde áreas rurales a las ciudades argentinas: un estudio de caso sobre el Valle de Cochabamba, Bolivia y Buenos Aires*. La Paz : CEDES, CERES. 76 p.
- Antezana Urquieta F.**, 2006. *La Participation Populaire. Exclusion sociale et affirmation identitaire dans les Andes de Bolivie*. Thèse de Doctorat d'Etude Latino-américaine (mention sociologie), Université Toulouse Le Mirail, 291 p.

- Antheaume B., Delaunay D., Portais M.,** 1987. L'abeille et l'araignée : de l'autonomie territoriale à l'interdépendance réticulaire. *Bulletin de liaison n°7, « Espace et territoire »*, ORSTOM, p. 3-6.
- Arellano López J., Berberían E.,** 1981. Mallku: el señorío post-Tiwanaku del altiplano sur de Bolivia. Provincia Nor y Sur Lípez. Dpto. de Potosí de Bolivia. *Bulletin de l'IFEA*, tome X, n° 1-2, p. 51-84.
- Aroni J. C., Aroni G., Quispe R., Bonifacio A.,** 2003. *Catálogo de quinua real*. La Paz : Fundación McKnight, Fundación PROINPA, MACIA-SINARGEAA. 51 p.
- Arreghini L.,** 2011. *Formes et acteurs du changement territorial dans les périphéries du Monde. Dynamiques urbaines et mutations rurales en Bolivie*. Thèse de Doctorat de géographie, Université d'Avignon. 424 p.
- Arriaza Gajardo P.,** 2007. Cambios en el patrón de residencia de la población indígena rural de Tarapacá. Los aymaras de origen altiplánico y bolivianos asentados en localidades de precordillera de la provincia de Iquique. El caso de la quebrada alta de Tarapacá y Camiña. In : *Sociedades de Frontera, Montaña y desierto*. Iquique : INTE. p. 41-71.
- Aubron C.,** 2005. Individus et collectifs dans l'appropriation des ressources : le cas d'une communauté andine péruvienne. *Autrepart*, n° 34, p. 65-84.
- Authier J-Y., Bidou C.,** 2005. Editorial. La famille dans tous ses espaces... ou presque ! *Espaces et Sociétés*, n° 120-121, p. 8-14.
- AVSF,** 2009. *Quinua y territorio. Experiencias de acompañamiento a la gestión del territorio y a la autogestión comunal en la zona Intersalar del altiplano boliviano*. La Paz : Plural. 156 p.
- Baby V.,** 1998. El Alto de La Paz, cité pauvre d'altitude au cœur de l'Amérique latine. *Espace Géographique*, n° 2, p. 155-168.
- Baby Collin V.,** 2000. *Marginaux et citadins. Construire une urbanité métisse en Amérique latine. Étude comparée des barrios de Caracas (Venezuela) et des villas d'El Alto de La Paz (Bolivie)*. Thèse de doctorat de géographie, Université de Toulouse II Le Mirail, 620 p.
- Baby-Collin V., Cortes G., Faret L.,** 2009. Une approche comparée des circulations migratoires latino-américaines : les cas bolivien et mexicain. In : Cortes G., Faret L. (dir.), *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*. Paris : Armand Collin. p. 91-108.
- Baby-Collin V., Cortes G., Faret L., Guétat-Bernard H., (dir.)** 2009. *Migrants des Suds*. Paris : IRD. Coll. Objectifs Suds. 503p.
- Baccaini B.,** 1994. Comportements migratoires et cycle de vie. *Espace populations sociétés*, n° 1, p. 61-74.
- Banque mondiale,** 2011. <http://datos.bancomundial.org/pais/bolivia>
- Barbary O., Dureau F., Hoffmann O.,** 2000. Mobilité et systèmes de lieux. In : Dureau F., Barbary O., Goueset V., Pissot O. (eds.), *Villes et sociétés en mutations. Lectures croisées sur la Colombie*. Paris : Anthropos, IRD. p. 69-122.
- Barfield, L.,** 1961. Recent Discoveries in the Atacama Desert and the Bolivian Altiplano. *American Antiquity*, n° 27, p. 93-100.
- Beauchemin C., Henry S., Schoumaker B.,** 2007. Côte d'Ivoire-Burkina Faso (1970-2000) : une étude rétrospective des déterminants individuels et contextuels du retour. In : AIDELF, *Les Migrations internationales : observation, analyse et perspectives*. Paris : AIDELF. p. 157-177.
- Beaud S., Weber F.,** 2003. *Guide de l'enquête de terrain*. Paris : La Découverte. 357 p.
- Beck S. G.,** 1985. Flórula ecológica de Bolivia. Puna semiárida en el Altiplano boliviano. *Ecología en Bolivia*, n° 6, p. 1-41.
- Benencia R.** 2004. Bolivianización de la horticultura en la Argentina. Procesos de migración transnacional y construcción de territorios productivos. In : *Migraciones regionales hacia la Argentina. Diferencia, desigualdad y derechos*. Buenos Aires.

- Benencia R., Karasik G.,** 1995. *Inmigración limítrofe : los Bolivianos en Buenos Aires*. Buenos Aires : CELA. 127 p.
- Bernabé Uño A. (coord.), Felipe Condori E., Valencia Salinas G., Bernabé Martínez F., Arrázola Serrano R.,** 2002. *Las ferias campesinas una estrategia socioeconómica. Estudio realizado en la Provincia Cercado y Saucarí en Oruro*. La Paz : PIEB. 21 p.
- Bertaux D.,** 1997. *Les récits de vie*. Paris : Nathan. 128 p.
- Beteille R.,** 1981. Une nouvelle approche géographique des faits migratoires : champs, relations, espaces relationnels. *L'Espace géographique*, n° 3, p. 187-197.
- Bey M.,** 1995. La continuité entre villes et campagnes au Pérou. Le rôle des associations urbaines. *Tiers-Monde*, vol. 36, n° 141, p. 211-222.
- Bey M.,** 1997. Que sont les communautés andines devenues ? Changements dans la société rurale péruvienne. In : Gastellu J-M., Marchal J-Y. (eds.), *La ruralité dans les pays du sud à la fin du XX^e siècle*. Paris : ORSTOM. p. 381-400.
- Blanchard S.,** 2005. *Être colla à Santa Cruz. Identités et territoires des migrants andins à Santa Cruz de la Sierra (Bolivie)*. Thèse de Doctorat de Géographie, Université Paris I, 458 p.
- Blanchard S.,** 2006. Les migrants andins dans les Basses Terres boliviennes : mondialisation des stratégies migratoires. In : Lombard J., Mesclier E., Velut S. (eds.), *La mondialisation côté Sud. Acteurs et territoires*. Paris : IRD, ENS. p. 163-179.
- Blanchard S.,** 2007. Les stratégies migratoires des domestiques andines boliviennes : des migrations de la campagne vers la ville aux circulations mondialisées. In : Audebert C., Ma Mung E. (eds.), *Les migrations internationales : enjeux contemporains et questions nouvelles*. Bilbao : Publications de l'Université de Deusto. p. 269-282.
- Blanes, J.,** 1983. Bolivia: consecuencias de los movimientos migratorios en el ámbito rural. In : *Congreso Latinoamericano de Población y de Desarrollo*, México, 8-10 nov. La Paz, Ceres: 11-39.
- Bonnemaison J.,** 1981. Voyage autour du territoire. *L'Espace géographique*, n° 4, p. 249-262.
- Bonvalet C., Lelièvre E.,** 2005. Les lieux de la famille. *Espaces et Sociétés*, n° 120-121, p. 99-122.
- Bourliaud J., Dobremez J-F., Vigny F., (eds.),** 1990. *Sociétés rurales des Andes et de l'Himalaya : actes du colloque « Méthodologie des recherches pluridisciplinaires sur les sociétés rurales des montagnes Andes et Himalay » (Grenoble, juin 1987)*. Grenoble : Versants. 254 p.
- Bourliaud J., Chevarria Lazo M.,** 2011. Gestión legal de los recursos genéticos de Quinoa en Bolivia. In : Winkel T. (coord.), *Para durar, cambiemos: paradojas y lecciones del éxito de la quinua. Informe científico final del proyecto EQUICO - ANR-06-PADD-011*. Montpellier : CIRAD / CNRS / EHESS / INRA / IRD (coord.) / UM3. p. 58-67. Accessible sur <http://www.ird.fr/equico/IMG/pdf/EQUICO-Informe-Cientifico-Final-pl-2.pdf>
- Brenes E-R., Madrigal K., Condo A.** 2001. El cluster de quinua en Bolivia: Diagnóstico competitivo y recomendaciones estratégicas. La Paz : Instituto Centroamericano de Administración de Empresas, INCAE. 54 p.
- Brulhardt M-C., Bassand M.,** 1981. La mobilité spatiale en tant que système. *La Revue suisse d'économie et de statistique*, vol. 117 (III), p. 505-519.
- Brunet R.** 1992. *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*. Reclus, La Documentation Française.
- Bruslé T.,** 2009. Les âges de la migration. Cycle de vie, projets et rapports à l'espace des migrants népalais en Inde. In : Baby-Collin V., Cortes G., Faret L, Guétat-Bernard H. (dir.), *Migrants des Suds*. Paris : IRD. p. 349-365.
- Bruslé T.,** 2006. *Aller et venir pour survivre ou s'enrichir. Circulations de travail, logiques migratoires et construction du monde des Népalais en Inde*. Thèse de doctorat de Géographie, Université de Poitiers, 651 p.
- Cabolqui, Vice ministerio de Ciencia y Tecnología,** 2009. *Dinámica actual del rubro quinuero en Bolivia*. 13 p.

- Capron G., Cortes G., Guétat-Bernard H., (eds.),** 2005. *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*. Paris : Belin. 345 p.
- Carimentrand A.,** 2008. *Les enjeux de la certification biologique et équitable du quinoa (Chenopodium Quinoa Willd.) du consommateur au producteur*. Thèse de doctorat de Sciences Economiques, Université de Versailles, 466 p.
- Carimentrand A., Ballet J.,** 2008. La responsabilité des firmes vis-à-vis du développement : le cas de la filière quinoa du commerce équitable en Bolivie. *Mondes en développement*, vol. 144, n°4, p. 13-26.
- Carter W., Albó X.,** 1988. La comunidad aymara: un mini-estado en conflicto. In : Albó, X. (comp.), *Raíces de América: el mundo aymara*. Madrid : Alianza América, UNESCO. p. 451-494.
- Celton D.,** 1995. Plus d'un siècle d'immigration internationale en Argentine. *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 11, n° 2, p. 145-165.
- Ceriani Sebgondi G.,** 2007. La circulation migratoire aujourd'hui : Émergence d'un capital mobilitaire et d'une culture de la mobilité. Le cas des migrants marocains en Europe du Sud. In : Audebert C. et Ma Mung E. (eds.), *Les nouveaux territoires migratoires : entre logiques globales et dynamiques locales*. Bilbao : Publications de l'Université de Deusto. p. 243-254.
- Ceriani G., Knafou R., Stock M.,** 2004. Les compétences cachées du touriste. *Sciences humaines*, n° 145, p. 28-30.
- Chaléard J-L.,** 2007. Agriculture et mondialisation dans les pays en développement. In : Cadène P. (dir.), *La Mondialisation. L'intégration des pays en développement*. Paris : SEDES. p. 79-92.
- Chaléard J-L., Dubresson A.,** 1999. *Villes et campagnes dans les pays du Sud. Géographie des relations*. Paris : Karthala. 259 p.
- Chaléard J-L., Mesclier E.,** 2010. Question foncière et dynamiques territoriales dans les pays du Sud. Nouveaux liens, nouvelles approches. *Annales de Géographie*, n°676, p. 587-596.
- Charbit Y.,** 1997. *Le va-et-vient identitaire : migrants portugais et villages d'origine*. Paris : PUF. 144 p.
- Charvet J. P.,** 2007. *L'agriculture mondialisée*. Paris : La Documentation Française. 64 p.
- Chaxel S.,** 2007. *Trajectoires de vie des familles de la zone Intersalar (Bolivie) et changements de pratiques agricoles*. Ingénieur Agronome et Agronomie tropicale, SUPAGRO, IRC-SUPAGRO Montpellier, 154 p.
- Chia E., Dugué P., Sakho-Jimbira S.,** 2006. Les exploitations agricoles familiales sont-elles des institutions ? *Cahiers Agricultures*, vol. 15, n° 6, p. 498-505.
- CODEPO,** 2004. *Estudio de la migración interna en Bolivia*. La Paz : CODEPO. 234 p.
- Colin J-P., Château-Thierry H., Rouy C., Navarro H.,** 1997. Systèmes de production et migration dans un village mexicain. In : Gastellu J-M., Marchal J-Y. (eds.), *La ruralité dans les pays du sud à la fin du XX^e siècle*. Paris : ORSTOM. p. 553-573.
- Cortes G.,** 1998. Migrations, systèmes de mobilité, espaces de vie : à la recherche de modèles. *L'Espace géographique*, tome 27, n° 3, p. 265-275.
- Cortes G.,** 2000. *Partir pour rester : survie et mutations de sociétés paysannes andines (Bolivie)*. Paris : IRD. 413 p.
- Cortes G.,** 2002. L'accès aux ressources foncières, enjeu de l'émigration rurale andine. Essai de lecture systémique à partir de l'exemple bolivien. *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 18, n° 2, p. 83-103.
- Cortes G.,** 2004. Una ruralidad de la ausencia. Dinámicas migratorias internacionales en los valles interandinos de Bolivia en un contexto de crisis. In : Hinojosa Gordonova A. (ed.), *Migraciones transnacionales. Visiones del norte y Sudamérica*. La Paz : CEPLAG-UMSS, Université Toulouse, PIEB, Plural. p. 167-199.
- Cortes G.,** 2008. *Migrations, espaces et développement. Une lecture des systèmes de mobilité et des constructions territoriales en Amérique latine*. HDR, Université de Poitiers, volume 3, 251 p.

- Cortes G.**, 2011. La fabrique de la famille transnationale. Approche diachronique des espaces migratoires et de la dispersion des familles rurales boliviennes. *Revue Autrepart*, n°57/58, juin, numéro double : « La famille transnationale dans tous ses états ».
- Cortes G., Faret L., (dir.)**, 2009. *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*. Paris : Armand Collin. 244 p.
- Courgeau D.**, 1975. Le concept de migration. In : *Migrations, état civil, recensements administratifs*, actes du IV colloque de démographie africaine, Ouagadougou, 20-24 janvier, Institut national de la statistique et de la démographie, p. 27-32.
- Courgeau D.**, 1984. Relations entre cycle de vie et migrations. *Population*, n° 3, p. 483-514.
- Courgeau D.**, 1988. *Méthodes de mesure de la mobilité spatiale. Migrations internes, mobilité temporaire, navettes*. Paris : INED. 301 p.
- Courgeau D.**, 1997. Nouvelles approches méthodologiques en sciences sociales. Une vue d'ensemble. *Population*, vol. 52, n° 4, p. 793-802.
- Courtet C., Berlan-Darqué M., Demarne Y.**, 1994. *Territoires ruraux et développement. Quels rôles pour la recherche*. Paris : CEMAGREF. 240 p.
- Cruz, P.**, 2010. Huacas olvidadas y cerros santos. Apuntes metodológicos en torno a la cartografía sagrada en los Andes del sur de Bolivia (Potosí, Chuquisaca). *Estudios Atacameños*, n° 38, p. 55-74.
- Cruz P., Nielsen A., Téreygeol F., Deroin J.-P., Guillot I.**, 2011. "La pacificación del mineral". Cerro Lípez, un enclave minero en la contienda sobre el Nuevo Mundo. VIII Congreso de etnohistoria "La etnohistoria más allá de las etnias". Sucre, 26 al 29 de junio.
- D'Andréa N.**, 2004. *Effets de frontière, migrations et redistribution du peuplement en Bolivie : les dynamiques territoriales dans le département de Tarija*. Thèse de doctorat d'Aménagement de l'espace et urbanisme, Université d'Aix Marseille III, 294 p.
- Dandler J., Anderson B., Leon R., Sage C., Torrico J.**, 1982. *Economía campesina en los valles y serranías de Cochabamba: procesos de diversificación y trabajo*. Cochabamba : CERES. 133 p.
- De La Torre Avila L.**, 2006. *No llores, prenda, pronto volveré. Migración, movilidad social, herida familiar y desarrollo*. La Paz : PIEB. 216 p.
- De Morrée D.**, 1998. Organización comunal y sistemas de producción: interrelación no percibida por instituciones de desarrollo. In : Zoomers A. (comp.), *Estrategias campesinas en el surandino de Bolivia. Intervenciones y desarrollo rural en el norte de Chuquisaca y Potosí*. La Paz : KIT, CEDLA, CID. p. 339-360.
- De Tapia S.**, 1996. Echanges, transports et communications : circulation et champs migratoires turcs. *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 12, n° 2, p. 45-71.
- De Vericourt V.**, 2000. *Rituels et croyances chamaniques dans les Andes boliviennes : les semences de la foudre*. Paris : L'Harmattan. 297 p.
- Debarbieux B., Vanier M., (dir.)**, 2002. *Ces territorialités qui se dessinent*. La Tour d'Aigues : L'Aube. 267 p.
- Del Castillo C., Mahy G., Winkel T.**, 2008. La quinoa en Bolivie : une culture ancestrale devenue culture de rente "bio-équitable". *Biotechnologie, Agronomie, Société et Environnement*, vol. 12, n° 4, p. 421-435.
- Del Castillo Gutierrez C.**, 2008. *Diversité génétique et réponse aux contraintes du climat : une étude de cas à partir de la biologie des populations de quinoa (Chenopodium quinoa Willd.) de Bolivie*. Thèse de Doctorat de Sciences Agronomiques et Ingénierie Biologique, Faculté Universitaire des Sciences Agronomiques de Gembloux (Belgique), 140 p.
- Di Méo G.**, 1996. *Les territoires du quotidien*. Paris : L'Harmattan. 207 p.
- Di Méo G.**, 1998. *Géographie sociale et territoires*. Paris : Nathan. 317 p.
- Di Méo G.**, 2000. Que voulons nous dire quand nous parlons d'espace ? In : Levy J. et Lussault M. (eds.), *Logiques de l'espace, esprit des lieux*. Paris : Belin. p. 37-48.

- Dollfus O.**, 1982. Development of Land-Use Patterns in the Central Andes. *Mountain Research and Development*, vol. 2, n° 1, p. 39-48.
- Domenach H., Celton D.**, 1998. *La comunidad boliviana en Córdoba: caracterización y proceso migratorio*. Córdoba : Copiar. 291 p.
- Domenach H., Celton D., Arze H., Hamelin P. (eds.)**, 2007. *Movilidad y procesos migratorios en el espacio de frontera Argentina-Boliviana*. Córdoba: IRD, Editorial CEA – Universidad Nacional de Córdoba. 274 p.
- Domenach H., Picouet M.**, 1987. Le caractère de réversibilité dans l'étude de la migration. *Population*, n°3, p. 469-484.
- Domenach H., Picouet M.**, 1995. *Les migrations*. Paris : PUF. 128 p.
- Domenach H., Picouet M.**, 2000. *Population et environnement*. Paris : PUF. 127 p.
- Domenach H., Picouet M.**, 2002. Environnement et pressions démographiques. In : Charbit Y. (ed.), *Le monde en développement*. Paris : La Documentation française, p. 117-138.
- Drevon J-J., Treche S.**, 1976. Développement du capitalisme agraire en Bolivie. *Tiers Monde*, tome 17, n° 67, p. 699-720.
- Dupont V., Dureau F.**, 1994. Rôle des mobilités circulaires dans les dynamiques urbaines. Illustrations à partir de l'Équateur et de l'Inde. *Tiers-Monde*, tome 35, n° 140, p. 801-829.
- Dupont V., Lelièvre E.**, 1993. La ville, antenne villageoise. Observations indiennes. In : AIDELF, *Croissance démographique et urbanisation (Actes du colloque de Rabat, 1990)*. Paris : AIDELF. p. 117-130.
- Duprat J-R.**, 2008. Stage au sein du programme Equeco sur l'expansion spatiale du domaine agricole de six communautés du Périsalar. CD-Rom.
- Dupuy G.**, 2001. Introduction. In : Lassave P., Haumont A. (dir.), *Mobilités spatiales, une question de société*. Paris : L'Harmattan. p. I-II.
- Dureau F.**, 1991. A propos de l'analyse des systèmes résidentiels. Présentation de l'enquête Migrations réalisée à Quito (Equateur) en décembre 1987. In : *Migrations, Changements sociaux et développement*. Paris : ORSTOM p. 61-82.
- Dureau F.**, 1999. Les mobilités à géométrie variable des habitants de Bogota. *Espace populations sociétés*, n° 2, p. 329-344.
- Dureau F.**, 2002. Les systèmes résidentiels : concepts et applications. In : Levy J. P. et Dureau F. (eds.), *L'accès à la ville. Les mobilités spatiales en question*. Paris : L'Harmattan. p. 355-382.
- Dureau F., Hily M-A., (dir.)**, 2009. *Les mondes de la mobilité*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes. Col. Essais. 189 p.
- Fairbairn J.**, 1999. *Estrategias de sobrevivencia de hogares: el altiplano Tarijeño y el valle del Río San Juan del Oro*. Tarija. 15 p.
- FAO.** 2011. <http://faostat.fao.org/site/339/default.aspx>
- Faret L.**, 2003. *Les territoires de la mobilité. Migration et communautés transnationales entre le Mexique et les Etats-Unis*. Paris : CNRS. 347 p.
- Félix D.**, 2004. *Diagnostic agraire de la province Daniel Campos : le développement de la filière du quinoa et ses conséquences sur l'équilibre du système agraire aymara*. Ingénieur agronome, CNEARC, 113 p.
- Félix D.**, 2008. *Culture durable du quinoa en Bolivie : pratiques individuelles et règles communautaires*. Lyon, France : Ruralter. 21 p.
- Ferrarotti F.**, 1983. *Histoire et histoire de vie. La méthode biographique dans les sciences sociales*. Paris : Librairie des Méridiens. 195 p.
- Fioravanti Molinié A.**, 1981. Variations actuelles sur un vieux thème andin : l'idéal vertical. *Etudes Rurales*, vol. 81-82, p. 89-107.
- Foucher M.**, 1977. Argentine : les migrations des travailleurs des pays limitrophes. *Tiers Monde*, tome 18, n° 69, p. 139-150.

- Franqueville A.**, 2000. *La Bolivie d'un pillage à l'autre*. Toulouse : Presses du Mirail. 292 p.
- Frémont A.**, 1976. *La région, espace vécu*. Paris : PUF. 233 p.
- Frémont A.**, 1998. Les territoires des hommes. *Projet*, n° 254, p. 33-38.
- Fundación Autapo**, 2008. Línea base 2008. Municipios productores de quinua real del altiplano sur de Bolivia. Potosí : Fundación Autapo. 133 p.
- Gasselin P.**, 2009. Flexibilidad de los sistemas de actividades familiares en contextos inciertos. In : *La calificación de las capacidades de adaptación de los sistemas en contextos adversos : flexibilidad y resiliencia*. Buenos Aires, 23 mars.
- Gastellu J-M.**, 1997. L'archipel écologique à la fin du XX^e siècle. Une expérience au Pérou. In : Blanc-Pamard C., Boutrais, J. (eds.), *Thème et variations : nouvelles recherches rurales au sud*. Paris : ORSTOM. p. 241-260.
- Gastellu J-M., Marchal J-Y., (eds.)**, 1997. *La ruralité dans les pays du sud à la fin du XXe siècle*. Paris : ORSTOM. 530 p.
- Gavilán Vega V., Tapia Ladino M.**, 2006. Diagnóstico de los procesos migratorios en el norte de Chile. *Revista Electrónica Parinas*, vol. II, n° 2, 26 p.
- Geerts S., Raes D., Garcia M., Del Castillo C., Buytaert W.**, 2006. Agro-climatic suitability mapping for crop production in the Bolivian Altiplano: A case study for quinoa. *Agricultural and Forest Meteorology*, vol. 139, n° 3-4, p. 399-412.
- Geffroy Komadina C.**, 2008. *La invención de la comunidad. Migración de retorno y economía solidaria en Huancarani*. La Paz : Plural. 50 p.
- Genin D., Tichit M.**, 2006. Mixed camelids-sheep herds, management practices and viability analysis: some considerations for a sustainability framework of Andean pastoral systems. *South American Camelids Research*, vol. 1, p. 37-46.
- Gil Montero R., Nielsen A.**, 2010. The forasteros of Lipez: Ethnohistorical and Archeological perspectives on the peoples of Bolivia's Southern Altiplano (Thirteenth to Eighteenth Centuries). *Colonial Latin American Review*, vol. 19, n° 3, p. 437-459.
- Gonzalez Miranda S.**, 2006. Densidad, integración y conflicto en la triple frontera (Perú, Bolivia, Chile). In : *La integración y el desarrollo social fronterizo*. Bogotá : Convenio Andrés Bello. p. 25-50.
- Gonzalez Miranda S., Rouvière L., Ovando C.**, 2008. De "Aymaras en la frontera" a "Aymaras sin fronteras". Los gobiernos locales de la triple-frontera andina (Perú, Bolivia y Chile) y la globalización. *Revista Diálogo Andino*, n° 31, p. 31-46.
- Gozalves B., Gonzales Tapia I., Roux J. C.**, 2000. De l'enclavement à la globalisation, une ouverture risquée pour la Bolivie. *Cahiers d'Outre Mer* n° 212, p. 317-342.
- Groupe de réflexion sur l'approche biographique**, 1999. *Biographies d'enquêtes : bilan de 14 collectes biographiques*. INED. 341 p.
- Guétat-Bernard H.**, 1998. Nouvelles articulations villes-campagnes. Pluriappartenance et mobilité spatiale et professionnelle des ruraux du delta du Nil. *L'Espace géographique*, n° 3, p. 253-264.
- Guétat-Bernard H.**, 2006. Temps et espaces de travail : des assignations et des bousclements des places des hommes et des femmes, chez les bamiléké du Cameroun. In : Granié A. M., Guétat-Bernard H., (coord), *Empreintes et inventivités des femmes dans le développement rural*. Toulouse-Paris : PUM-IRD, coll. « Ruralités Nord-Sud », p. 143-166.
- Guibert M., Jean Y.**, 2011. Dynamiques des espaces ruraux dans le monde. Paris : Armand Colin. 407 p.
- Gumuchian H., Grasset E., Lajarge R., Roux E.**, 2003. *Les acteurs ces oubliés du territoire*. Paris : Economica. 186 p.

- Gundermann Kröll H., González Cortéz H.,** 2008. Pautas de integración regional, migración, movilidad y redes sociales en los pueblos Indígenas de Chile. *Revista UNIVERSUM*, n° 23, vol. 1, p. 82-115.
- Hamelin P.,** 2002. Frontière, migration et environnement en Amazonie. *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 18, n° 2, p. 67-82.
- Hamelin P.,** 2004. La transformation des espaces ruraux : de la production agricole au développement rural. In : Domenach H., Picouet M. (eds.), *Environnement et populations : la durabilité en question*. Paris : L'Harmattan. p. 77-100.
- Henry L.,** 1981. *Dictionnaire démographique multilingue, vol. français*. Liège : UIESP (Union Internationale pour l'Etude Scientifique de la Population). 179 p.
- Hernández González P.** 1997. Perfil de la migración limítrofe en Chile. Descripción y análisis de la inmigración peruana y boliviana. Santiago de Chile : OIM-Chile. 258 p.
- Hervé D.,** 1994. Desarrollo sostenible en los Andes altos. Los sistemas de cultivo con descanso largo pastoreado. In : Hervé D., Genin D., Rivière G. (eds.), *Dinámicas del descanso de la tierra en los Andes*. La Paz : IBTA, ORSTOM. p. 15-36.
- Hervé D., Genin D., Migueis J. S. J.,** 2002. A modelling approach of the agropastoral activity at the one-farm level. *Agricultural Systems*, vol. 71, n° 3, p. 187-206.
- Hervé D., Genin D., Rivière G., (ed.),** 1994. *Dinámicas del descanso de la tierra en los Andes*. La Paz : IBTA, ORSTOM. 356 p.
- Hinojosa Gordonava A., Perez L., Cortez G.,** 2000. *Idas y venidas. Campesinos tarijeños en el norte Argentino*. La Paz : PIEB. 105 p.
- Hoffman O.,** 1994. Mobilité et stabilité d'une société rurale du Veracruz. Les deux termes d'une tension. *Géographie et cultures*, n° 10, p. 35-52.
- INE, 2001a. Bolivia, mapa de pobreza 2001. 15p.
- INE, 2001b. Indicadores de pobreza y desarrollo humano según municipio (1992 y 2001). Disponible sur www.ine.gob.bo
- INE, 2004a. Potosi, indicadores sociodemográficos por provincia y secciones de provincia. La Paz : INE. 152 p.
- INE, 2004b. Oruro, indicadores sociodemográficos por provincia y secciones de provincia. La Paz : INE. 152 p.
- INE. Recensement général de la population 1950.
- INE. Recensement général de la population 1976.
- INE. Recensement général de la population 1992. Données en partie disponible sur le site www.ine.gob.bo
- INE. Recensement général de la population 2001. Données disponibles sur le site www.ine.gob.bo
- INE, 2011. Volume des exportations boliviennes par produits, en quantité et valeurs. Données disponibles sur le site www.ine.gob.bo
- INFORURO,** 1991. Somos un pueblo que camina. *INFORURO*, n° 18, 15 p.
- Jacobsen S-E., Sorensen M.,** 2010. Quinoa y su producción en Bolivia: de éxito económico a desastre ambiental. In : Prudencio Böhr J. (comp.), *Desafíos de la globalización a los sistemas agroalimentarios en America Latina*. La Paz : DANIDA. p. 87-96
- Joffre R., Acho J.,** 2008. Quinoa, descanso y tholares en el sur del Altiplano Boliviano. *Hábitat*, n° 75, p. 38-41.
- Kervyn B.,** 1992. L'économie paysanne au Pérou : théories et politiques. In : Morlon P. (ed.), *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes Centrales*. Paris : INRA. p. 436-470.
- Laguna P.,** 2002. Competitividad, externalidades e internacionalidades: un reto para las organizaciones económicas campesinas. *Debate Agrario*, n° 34, p. 95-169.

- Laguna P.**, 2003. ¿Capital social o caja de Pandora ? Contestación y deformación de la acción colectiva en comunidades y organizaciones económicas campesinas de cara a la mercantilización de la quinua. *Fondo Mink'a Chorlavi*, 45 p.
- Laguna P., Caceres Z., Carimentrand A.**, 2006. Del Altiplano sur boliviano hasta el mercado global : coordinación y estructuras de gobernanza en la cadena de valor de la quinua orgánica y del comercio justo. *Agroalimentaria*, vol. 12, n° 22, p. 65-76.
- Lamarche H. (coord.)**, 1994. *L'agriculture familiale II Du mythe à la réalité*. Paris : L'Harmattan. 304 p.
- Landy F.**, 1993. Campagnes et villes de l'Inde : deux cultures antagonistes ? *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 29, n° 2-3, p. 313-332.
- Laurent C., Remy J.**, 2004. Multifonctionnalité, activités, identités. *Les Cahiers de la multifonctionnalité* n° 7, p. 5-16.
- Lavigne Delville P.**, 2002. Le foncier et la gestion des ressources naturelles. In : CIRAD (ed.), *Mémento de l'agronome*. Paris : Cirad, GRET, MAE. p. 201-221.
- Lavigne Delville P., Toulmin C., Colin J-P., Chauveau J-P.**, 2003. *L'accès à la terre par les procédures de délégation foncière (Afrique de l'Ouest rurale). Modalités, dynamiques et enjeux*. Paris : IIED, GRET, IRD. 207 p.
- Le Bris E.**, 1981. Contenu géographique et contenu social de la notion de résidence. Quelques réflexions à partir de résultats d'enquêtes biographiques effectuées à Lomé (Togo) et Accra (Ghana). *Cahiers d'études africaines*, vol. 21, n° 81-83, p. 129-174.
- Le Bris E., Marie A., Osmont A., Sinou A.**, 1985. Résidence, stratégies, parenté dans les villes africaines. *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 25, p. 13-30.
- Le Roy E.**, 1995. La sécurisation foncière dans un contexte africain de marchandisation imparfaite de la terre. In : Blanc-Pamard C., Cambrézy L. (eds.), *Terre, terroir, territoire. Les tensions foncières*. Paris : ORSTOM. p. 455-472.
- Lecoq P.**, 1987. Caravanes de lamas, sel et échanges dans une communauté de Potosí, en Bolivie. *Bulletin de l'IFEA*, tome 16, n° 3-4, p. 1-38.
- Ledo Garcia C.**, 2005. *Pobreza, vulnerabilidad y exclusión social en Bolivia*. Cochabamba : CEPLAG. 196 p.
- Lelievre E.**, 1999. Collecter les données de mobilité : des histoires migratoires aux biographies d'entourage. *Espace populations sociétés*, n° 2, p. 195-205.
- Lelievre E., Vivier G.**, 2001. Evaluation d'une collecte à la croisée du quantitatif et du qualitatif. L'enquête Biographies et entourage. *Population*, vol. 56, n° 6, p. 1043-1074.
- Léonard E., Quesnel A., del Rey A.**, 2004. De la comunidad territorial al archipiélago familiar. Movilidad, contractualización de las relaciones intergeneracionales y desarrollo local en el estado de Veracruz. *Estudios Sociológicos*, vol. 22, n° 3, p. 557-589.
- Lesourd M.**, 1997. L'archipel rural africain en mouvement. In : Gastellu J-M., Marchal J-Y. (eds.), *La ruralité dans les pays du sud à la fin du XX^e siècle*. Paris : ORSTOM. p. 363-378.
- Levy J.**, 2000. Les nouveaux espaces de la mobilité. In : Bonnet M., Desjeux D. (eds.), *Les territoires de la mobilité*. Paris : PUF. p. 153-170.
- Levy J.**, 2003. Capital spatial. In : Lévy J., Lussault M. (eds.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris : Belin. p. 124-126.
- Liberman Cruz M.**, 1986. Impacto ambiental del uso actual de la tierra en el Altiplano Sur de Bolivia con énfasis en el cultivo de *Chenopodium quinoa* Willd. *Revista di Agricultura Subtropical e Tropical*, année LXXX, n° 4, p. 509-538.
- Little M. A.**, 1981. Human Populations in the Andes: The Human Science Basis for Research Planning. *Mountain Research and Development*, vol. 1, n° 2, p. 145-170.
- Llanque R. J.**, 1999. *Migración e identidad. Los bolivianos en el norte argentino (San Salvador de Jujuy)*. Oruro, Bolivie : CEPA, Centro de ecología y pueblos andinos. 55 p.

- Locoh T.**, 1991. Structures familiales d'accueil des migrants et développement des structures familiales multipolaires en Afrique. In : Quesnel A., Vimard P. (eds.), *Migration, changements sociaux et développement*. Paris : ORSTOM. p. 279-295.
- Loubaud E.**, 2009. *Enjeux géopolitiques des risques et des catastrophes d'origine naturelle. Cas des inondations affectant la ville de Trinidad (Bolivie)*. Thèse de doctorat de géographie, Université de La Rochelle, 572 p.
- Ma Mung E.**, 1999. La dispersion comme ressource. *Cultures & Conflits*, n° 33-34, p. 89-103.
- Ma Mung E. (dir.), Dorai M. K., Hily M.-A., Loyer F.**, 1998. *Bilan des travaux sur la circulation migratoire*. Poitiers : Ministère de la solidarité et de l'emploi, Migrinter. 105 p.
- Madrid Lara E.**, 1998. La tierra es de quien pasa cargos. La relación de los "residentes" con su pueblo (Huayllamarca y Llanquera). *Eco Andino*, año 3, n° 6, p. 83-120.
- Malassis L.**, 2006. *Ils vous nourriront tous, les paysans du monde, si ...* Paris : Quae. 460 p.
- Mamani M.**, 1994. Tenencia y uso de las tierras comunales, algunas preguntas y respuestas para el futuro. In : Hervé D., Genin D., Rivière G. (eds.), *Dinámicas del descanso de la tierra en los Andes*. La Paz : IBTA, ORSTOM. p. 259-270.
- Marshall E., Bonneville J. R., Francfort I.**, 1994. *Fonctionnement et diagnostic global de l'exploitation agricole. Une méthode interdisciplinaire pour la formation et le développement*. Dijon : ENESAD, SED. 174 p.
- Martin C.**, 2005. *Complexe migratoire et distribution spatiale de population dans le Sud bolivien*. Thèse de doctorat de géo-démographie, Université Paris 5, 443 p.
- Martínez, J-L.**, 1992. Acerca de las etnicidades en la Puna árida en el siglo XVI. In : Arze S., Barragán R., Escobari L., Medinacelli X. (Comps.), *Etnicidad, economía y simbolismo en los Andes..* La Paz : Hisbol, IFEA, SBH-ASUR. p. 35-66.
- Martínez, J-L.**, 2011. *Gente de la tierra de guerra. Los lipes en las tradiciones andinas y el imaginario colonial*. Lima : Fondo Editorial de la PUCP. 420 p.
- Marzadro M.**, 2010. Bérghamo, capital migratoria boliviana en Italia? Prácticas transnacionales y formación de territorio migratorio. *Decursos, Revista de Ciencias Sociales*, année XII, n° 21, p. 112-143.
- Mayer E.**, 1992. Zones de production : autonomie individuelle et contrôle communal. In : Morlon P. (ed.), *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes Centrales*. Paris : INRA. p. 159-178.
- Mayer E.**, 2004. *Casa, chacra y dinero. Economías domésticas y ecología en los Andes*. Lima : IEP. 412 p.
- Mazurek H.**, 2008. Tres preceptos sobre migración interna en Bolivia. *Revista de Humanidades y Ciencias Sociales*, vol. 14, n° 1-2, p. 203-228.
- Ministerio de Desarrollo Rural y Tierra**, 2009. *Formulación y validación de la política nacional de la quinua*. La Paz : Ministerio de Desarrollo Rural y Tierra, Concejo Nacional de Comercializadores y Productores de Quinua. 39 p.
- Molina Rivero R.**, 1986. Estrategias socio económicas y reproductivas en la comunidad de Pampa-Aullagas Oruro. In : Izko Gastón J., Molina Rivero R., Pereira Morató R. (eds.), *Tiempo de vida y muerte. Estudio de caso en dos contextos andinos de Bolivia*. La Paz : CONAPO, CIID. p. 171-276.
- Molinié A.**, 2009. Anthropologue prends garde ! Trois assignations périlleuses sur trois terrains andins. *Ateliers d'anthropologie*, n° 33, 10 p. <http://ateliers.revues.org/document8215.html>.
- Montes de Oca I.**, 2005. *Enciclopedia geográfica de Bolivia*. La Paz : Atenea S.R.L. 871 p.
- Morlon P.**, 1992. *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes centrales : Pérou, Bolivie*. Paris : INRA. 519 p.

- Mujica A., Izquierdo J., Marathée J. P.**, 2001. Origen y descripción de la quinua. In : Mujica A., Jacobsen S-E., Izquierdo J., Marathée J. P. (eds.), *Quinua (Chenopodium quinoa Willd.). Ancestral cultivo andino, alimento del presente y futuro*. Santiago de Chile : FAO, UNA, CIP. p. 9-29.
- Murra J. V.**, 1972. El control vertical de un máximo de pisos ecológicos en la economía de las sociedades andinas. In : Murra, J. V. (ed.), *Visita de la Provincia de Léon de Huánuco en 1562 por Iñigo Ortiz de Zuñiga, Huánuco*. Huánuco (Pérou) : Universidad Hermilio Valdizán. p. 427-476.
- Nielsen A.**, 1997. Aproximaciones arqueológicas y etnohistoricas a la diversidad cultural tardía en el Altiplano de Lípez. Actas del XIV Congreso Nacional de Arqueología Chilena, Tomo I, p. 95-129. Copiapó.
- Nielsen A.**, 1998. Tendencias de larga duración en la ocupación humana del Altiplano de Lípez (Potosí, Bolivia). In : Cremonte B. (comp.), *Los Desarrollos Locales y Sus Territorios: Arqueología del NOA y Sur de Bolivia*. San Salvador de Jujuy : Universidad Nacional de Jujuy. p. 65-102.
- Nielsen, A.**, 2001. Ethnoarchaeological perspectives on caravan trade in the South-Central Andes. In : Kuznar L. A. (ed.), *Ethnoarchaeology of Andean South America: Contributions to Archaeological Method and Theory*. Ann Arbor : International Monographs in Prehistory. p. 163-201.
- Nielsen A.**, 2002. Asentamientos, conflicto y cambio social en el Altiplano de Lípez (Potosí, Bolivia). *Revista Española de Antropología Americana*, vol. 32, p. 179-205.
- Núñez L., Dillehay T.**, 1995. *Movilidad giratoria, armonía social y desarrollo en los Andes Meridionales: Patrones de Tráfico e interacción económica. Ensayo*. Antofagasta : Universidad Católica del Norte. 190 p.
- Núñez R.**, 1998. *Intermediarios comerciantes y productores, la dinámica socioeconómica de la feria de Challapata*. Universidad Técnica de Oruro-UTO, 100 p.
- Olivier de Sardan J. P.**, 2001. Les trois approches en anthropologie du développement. *Tiers Monde*, tome 42, n° 168, p. 729-754.
- Parnaudeau J.**, 2006. *Pluriactivité, logiques familiales et durabilité des systèmes de production agricole*. Master of Science CIHEAM/IAMM Montpellier, 194 p.
- Paul J-L., Bory A., Bellande A., Garganta E., Antoine F.**, 1994. Quel système de référence pour la prise en compte de la rationalité de l'agriculteur : du système de production agricole au système d'activité. *Les Cahiers de la recherche-développement*, n° 39, p. 7-19.
- Perrier Bruslé L.**, 2005. *La dernière frontière, loin des Andes, trop près du Brésil, la frontière orientale et la construction du territoire en Bolivie*. Thèse de doctorat de géographie, Université Paris 1, 734 p.
- PIEB**, 2010. Producción de quinua. Oruro y Potosí. La Paz : PIEB. 100 p.
- Plan de Desarrollo Municipal de Llica 2007-2011**. 195 p.
- Plan de Desarrollo Municipal de Tahua 2007-2011**. 194 p.
- Plan de Desarrollo Municipal de Colcha ""K"" 2007-2011**. 248 p.
- Plan de Desarrollo Municipal de San Pedro de Quemes 2007-2011**. 162 p.
- Plan de Desarrollo Municipal de San Agustín 2007-2011**. 160 p.
- Plan de Desarrollo Municipal de Uyuni 2008-2012**. 151 p.
- Plan de Desarrollo Municipal de Salinas de Garci Mendoza 2005-2009**. 150 p.
- Plata Quispe W. C., Colque Fernandez G., Calle Pairumani N.**, 2002. *Visiones de desarrollo en comunidades aymaras. Un estudio en Jesús, San Andrés y Santiago de Machaca*. La Paz : PIEB. 21 p.
- PNUD-Bolivia, INE**, 2005. *Bolivia. Atlas estadístico de Municipios*. La Paz : INE, PNUD. 697 p.
- Potot S.**, 2005. Le réseau de sociabilité migrant : un dispositif adapté à la circulation transnationale en Europe. In : *Circulations et territoires dans la migration internationale*. Université de Toulouse le Mirail, 16-18 mars. 18 p.

- Pouteau R.**, 2008. *Risques de gel et scénarios climatiques dans l'altiplano sud de Bolivie : spatialisation de la vulnérabilité écologique des cultures de quinoa*. Master 2, Université des sciences et techniques du Languedoc, 65 p.
- Pouteau R., Rambal S., Ratte J-P., Gogé F., Joffre R., Winkel T.**, 2011. Downscaling MODIS-derived maps using GIS and boosted regression trees: the case of frost occurrence over the arid Andean highlands of Bolivia. *Remote Sensing of Environment*, n° 115, p. 117-129.
- Prudencio Böhr J.**, 2001. Políticas específicas para la producción campesina en el contexto de la globalización. In : Ton G. (ed.), *Luchando con desventajas. Integración regional y agricultura de pequeños productores*. La Paz : CIOEC Bolivia. p. 67-78.
- Punch S.**, 1995. Rural emigration as a livelihood strategy for young people in Southern Bolivia: escape or necessity ? Working Paper 95/02. In : *Farmers Strategies and Production Systems in Fragile environments in Mountainous Areas Latin America*. Université de Leeds. 36 p.
- Puschiasis O.**, 2009. *La fertilité : une ressource "chuchotée". Analyse de la valorisation de la ressource territoriale fertilité par les familles de la zone Intersalar, Bolivie*. Master 2 Recherche, Université Montpellier 3, Supagro, I.A.M., 112 p.
- Quesnel A.**, 2001. Peuplement rural, dynamique agricole et régimes fonciers. In : Lery A., Vimard P. (coord.), *Population et développement : les principaux enjeux cinq ans après la conférence du Caire*. Paris : CEPED. p. 25-37.
- Quesnel A.**, 2004. Dynamiques de peuplement, appropriation de l'espace rural et environnement. In : Domenach H., Picouet M. (eds.), *Environnement et populations : la durabilité en question*. Paris : L'Harmattan. p. 53-75.
- Quesnel A., del Rey A.**, 2005a. La construcción de una economía familiar de archipiélago: movilidad y recomposición de las relaciones intergeneracionales en el medio rural mexicano. *Estudios Demográficos y Urbanos*, vol. 20, n° 2, p. 197-228.
- Quesnel A., del Rey A.**, 2005b. Dynamiques intra-familiales et migration internationale. Obligations et ancrages des migrants du Veracruz (Mexique). In : *Circulations et territoires dans la migration internationale*. Université de Toulouse le Mirail, 16-18 mars. 15 p.
- Quesnel A., Vimard P.**, 1996. Recompositions familiales et transformations agraires. Une lecture de cas africains et mexicains. Paris : ORSTOM. 23 p.
- Racine J-L.**, 1994. *Les attaches de l'homme. Enracinement paysan et logiques migratoires en Inde du Sud*. Paris : IFP, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme. 402 p.
- Rahnema M.**, 2003. *Quand la misère chasse la pauvreté*. Arles : Acte Sud. 336 p.
- Reboratti C.**, 1988. Migrations de travailleurs Andes-Piémont et articulation des types agraires dans le Nord-Ouest de l'Argentine. *Revue de géographie alpine*, n° 1, p. 75-81.
- Rivière G.**, 1994. El sistema de aynuaq: memoria e historia de la comunidad (comunidades aymara del altiplano boliviano). In : Hervé D., Genin D., Rivière G. (eds.), *Dinámicas del descanso de la tierra en los Andes*. La Paz : IBTA, ORSTOM. p. 89-105.
- Rivière G., Pacheco L., Hervé D.**, 1996. Espaces, droits et jachères dans une communauté Aymara des haut-plateaux boliviens. *Journal d'Agriculture Traditionnelle et de Botanique Appliquée*, vol. 37, n° 1, p. 83-104.
- Robin A-S.**, 2006. *Analyse-diagnostic des systèmes d'activités des familles dans la zone Intersalar (Bolivie) Propositions de pistes pour l'action*. Diplôme d'agronomie approfondie, Agro M, 71 p. + annexes.
- Rouvière L.**, 2007. ¿Un territorio político transfronterizo? Formas de legitimación de acción política intermunicipal entre Bolivia, Chile y Perú (BCP): el caso de la Alianza Estratégica Aymaras Sin Fronteras. *Revista Electrónica Parinas, Instituto de Estudios Internacionales – INTE Universidad Arturo Prat, Chile*, vol. III, n° 1, 13 p.

- Sassone S.**, 2008. Espacios de vida y espacios vividos. El caso de los inmigrantes bolivianos en el área metropolitana de Buenos Aires. In : Salman T., Zoomers A. (eds.), *The Andean Exodus. Transnational Migration from Bolivia, Ecuador and Peru*. Amsterdam : CEDLA. p. 91-121.
- Sayad A.**, 1998. Le retour, élément constitutif de la condition de l'immigré. *Migrations Société*, vol. 10, n° 57, p. 9-45.
- Sebillotte M.**, 2006. Préface. Penser et agir en agronome. In : Doré T., Le Bail M., Martin P., Roger-Estrade J. (eds.), *L'agronomie aujourd'hui*. Versailles : Quae. p. 1-29.
- Simon, G.**, 2008. La planète migratoire dans la mondialisation. Paris : Armand Colin, coll. U. 255 p.
- Souchaud S., Beaninger R.**, 2009. Étudier les liens entre les migrations intérieures et les migrations internationales en suivant les trajectoires migratoires des Boliviens au Brésil. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 25, n° 1, p. 195-213.
- Spedding A.**, 2006. Metodologías cualitativas: ingreso al trabajo de campo y recolección de datos. In : Yapu M. (ed.), *Pautas metodológicas para investigaciones cualitativas y cuantitativas en ciencias sociales y humanas*. La Paz : PIEB. p. 117-197.
- Spedding A., Llanos D.**, 1999. *No hay ley para la cosecha. Un estudio comparativo del sistema productivo y las relaciones en Chari y Chulumani*. La Paz : PIEB, SINERGIA. 361 p.
- Stock M.**, 2005. Les sociétés à individus mobiles : vers un nouveau mode d'habiter ? *EspacesTemps.net*, Textuel, 25.05.2005, <http://www.espacestemp.net/document1353.html>.
- Stock M.**, 2006. L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans les sociétés à individus mobiles. *EspacesTemps.net*, Textuel, 26.02.2006, <http://espacestemp.net/document1853.html>.
- Tarrius A.**, 1996. Territoires circulatoires des migrants et espaces européens. In : Hirschhorn M., Berthelot J-M. (eds.). Paris : L'Harmattan. p. 93-100.
- Tarrius A.**, 2000. *Les nouveaux cosmopolitismes. Mobilité, identité, territoires*. Paris : L'Aube. 266 p.
- Tarrius A.**, 2002. *La mondialisation par le bas*. Paris : Balland. 172 p.
- Tarrius A.**, 2004. Être d'ici et de là-bas. *Sciences humaines*, n° 145, 7 p.
- Tichit M.**, 1998. *Cheptels multi-espèces et stratégies d'élevage en milieu aride : modélisation de la viabilité des systèmes pastoraux camélidés - ovins sur les hauts plateaux boliviens*. Thèse de doctorat, mention sciences animales, Institut National Agronomique Paris-Grignon, 165 p.
- Troll C.**, 1968. The Cordilleras of the tropical Americas: aspects of climatic, phytogeographical and agrarian ecology. In : Troll C. (ed.), *Proceedings of the UNESCO Mexico Symposium, August 1-3 1966. Colloquium Geographicum, vol.9*. Bonn : Ferd. Dümmlers Verlag. p. 15-56.
- Tulet J-C.**, 2002. L'expansion paysanne en Amérique Latine. *Caravelle*, n° 79, p. 21-41.
- Tulet J-C.**, 2011. Mise à profit des ressources engendrées par l'altitude dans les montagnes tropicales. In : Antoine J-M., Milian J. (dir.), *La ressource montagne entre potentialités et contraintes*. Paris : L'Harmattan, p. 117-139.
- UMR ARFDev**, 2010. Compte rendu du séminaire « Territoires multi-situés », séminaires TerreDev/CIRAD. MSH-Montpellier, 14 décembre, 7 p.
- Urioste M.**, 1992. *Fortalecer las comunidades, una utopía subversiva, democrática... y posible*. La Paz : Aipe, Procom, Cedela, 264 p.
- Urioste M.**, 2002a. *Desarrollo Rural con Participación Popular*. La Paz : Fundación Tierra. 300 p.
- Urioste M.**, 2002b. *Nueva ruralidad en Los Andes*. La Paz : Fundación Tierra. 6 p.
- Vacaflores V.**, 2003. Migración interna e intraregional en Bolivia. Una de las caras del neoliberalismo. *Aportes Andinos PADH/UASB Ecuador*, vol. 7, 8 p.
- Vargas M.**, 1998. La migración temporal en la dinámica de la unidad doméstica. In : Zoomers A. (comp.), *Intervención y desarrollo rural en el norte de Chuquisaca y Potosí. Intervenciones y desarrollo rural en el norte de Chuquisaca y Potosí*. La Paz : KIT, CEDLA, CID. p. 149-174.

- Vassas A., Vieira Pak M.,** 2010. La production de quinoa dans l'altiplano sud de la Bolivie : entre crises et innovations. In : *Inovation and sustainable development in agriculture and food*. Montpellier, France, 28-30 juin. 10 p. <http://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00521945/fr/>
- Vassas A., Vieira Pak M., Duprat J-R.,** 2008. El Auge de la quinua: cambios y perspectivas desde una visión social. *Hábitat*, n° 75, p. 31-35.
- Viard J.,** 1994. *La société d'archipel*. La Tour d'Aigues : L'Aube. 127 p.
- Vuille M., Francou B., Wagnon P., Juen I., Kaser G., Mark B., Bradley R.,** 2008. Climate change and tropical Andean glaciers: past, present and future. *Earth-Science Reviews*, vol. 89, n° 3-4, p. 79-96.
- Winkel T.,** 2008. *Changements globaux et agriculture durable : vulnérabilité des agro-écosystèmes andins, entre réchauffement climatique et opportunités commerciales*. Conférence invitée. Journée Thématique du CEFÉ : Des sciences humaines et sociales dans un centre d'écologie. Agropolis, Montpellier. 14 novembre 2008.
- Winkel T., (coord.)**. 2008. Rapport scientifique à mi-parcours du projet EQUICO. Programme ANR-06-PADD-011. 71 p.
- Zoomers A.,** 2002. *Vinculando estrategias campesinas al desarrollo. Experiencias en los Andes bolivianos*. La Paz : DFID, Plural. 150 p.
- Zoomers A. (comp.)**, 1998. *Estrategias campesinas en el surandino de Bolivia. Intervenciones y desarrollo rural en el norte de Chuquisaca y Potosí*. La Paz : KIT, CEDLA, CID. 619 p.

Lexique (termes en espagnol, aymara ou quechua)

Alcalde de agua : ayant droit d'une communauté chargé d'administrer l'eau d'irrigation.

Al partir : mode d'exploitation équivalent à un métayage.

Autoridad : autorité, représentant.

Ayllu : division territoriale traditionnelle, correspondant dans l'actualité à un regroupement de communautés.

Aymara : groupe ethnique andin de langue aymara ; seconde communauté linguistique de Bolivie par le nombre.

Aynoqa : sole soumise à rotation collective située loin du village (par différence avec la *sayaña*). En général, toutes les familles de la communauté ont des parcelles dans chaque sole mais leur mise en culture est traditionnellement soumise aux décisions communautaires. Lors d'une campagne agricole, les *aynoqas* comme unités de production se sèment avec une seule culture.

Ayni : échange mutuel de services, entre deux parents, voisins ou *compadres*.

Bofedal : zone humide sur l'Altiplano.

Boliviano : monnaie bolivienne ; 1 EUR = 11 BOB environ en 2008.

Cargo : charge administrative, religieuse ou festive d'utilité collective. Dans les Andes, le système de *cargos* est rotatif, chaque membre de la communauté assumant les charges à tour de rôle et pour une durée donnée.

Centro de residentes : association regroupant les membres originaires d'une communauté rurale dans leur zone ou ville d'émigration. Cette association a un rôle de ciment social et d'organisation d'événements culturels ou sportifs, mais également un rôle d'appui à la communauté d'origine.

Club de madres : association de femmes des communautés, qui organise des activités artisanales.

Charque : viande, de lama le plus souvent, salée et séchée au soleil pour être conservée.

Chuño : pomme de terre déshydratée par l'alternance entre le gel nocturne et l'intense rayonnement diurne, en conditions très sèches d'altitude.

Compadrazgo : compérage.

Compadre : compère.

Comunario/a : terme générique qui désigne une personne originaire d'une communauté.

Comunidad : communauté rurale paysanne.

Contribuyente : membre d'une communauté ayant un certain nombre de droits et de devoirs qui lui permettent d'être considéré comme ayant droit de la communauté.

Corregidor auxiliar : première autorité d'une communauté. Charge exercée de forme rotative par les ayants droit de la communauté, durant une année.

Curaka : représentant de l'*ayllu*.

Curandero : guérisseur.

Descanso : repos. *Tierra en descanso* : jachère ; *niño en descanso* : enfant au repos.

Estancia : hameau rattaché à une communauté (synonyme de *villorio*).

Estante : résident permanent d'une communauté (synonyme de *permanente*, opposé de *residente*).

Faena : travail communautaire.

Feria : marché en plein air.

Floreo : cérémonie annuelle durant laquelle on « fleurit » le troupeau, c'est-à-dire qu'on décore les animaux de pompons de laines. Cérémonie avec rituels.

Flota : autobus.

Hacienda : grand domaine foncier hérité de la colonisation espagnole.

Jilakata : personne dirigeant l'*ayllu* pour une durée de un an, traditionnellement choisie par le précédent *Jilakata* pour veiller à l'application de certaines règles.

Jipi : restes de la récolte ou du vannage de la quinoa, utilisées pour l'alimentation du bétail ou la préparation de la *lejía*.

Jornal : équivalent du salaire d'une journée de travail.

Jornalero : travailleur journalier (synonyme de *peón*).

Latifundio : très grande propriété foncière à la mise en valeur incertaine et dont le propriétaire pratique l'absentéisme.

Lejía : pâte élaborée à partir d'aliments (quinoa, banane, etc.) utilisée pour la consommation traditionnelle de la feuille de coca.

Liukana : outil traditionnel utilisé pour la préparation du sol et le semis.

Mancomunidad : association de municipes.

Manta ou *manto* : sole soumise à rotation collective où les familles ont des parcelles individuelles. Dans l'actualité, dans le cas des communautés d'étude, il s'agit de la division du territoire communautaire, un *manto* est cultivé en quinoa chaque année alors que les autres sont en jachère.

Marka : division territoriale traditionnelle, correspondant dans l'actualité à un regroupement d'*ayllus*.

Minifundio : structure agraire caractérisée par des exploitations agricoles de superficie réduite et un émiettement marqué du parcellaire.

Mitayos : système de travail forcé dans les mines d'argent.

Morenada : danse traditionnelle.

Municipio : municipe. Découpage administratif, échelon le plus bas de la décentralisation promulguée en 1994.

Normal (la): Institut Normal Supérieur assurant la formation des professeurs ruraux.

Oriente : région de Santa Cruz, synonyme de Terres Basses. S'oppose aux Andes.

Originario : originaire.

Pampa : étendue de terrain plane, en général en situation basse.

Pasante : personne déléguée à l'organisation d'une fête.

Peón : journalier agricole salarié, rémunéré monétairement (synonyme de *jornalero*).

Pelar : bordure argileuse des *salars*.

Permanente : résident permanent d'une communauté (synonyme de *estante*).

Pipoca : grains de quinoa soufflés.

Pito : farine de quinoa légèrement toastée utilisée pour la préparation de boissons épaisses.

Rescatista/Rescatiri : intermédiaire du commerce de quinoa, peut échanger des produits divers contre des sacs de quinoa.

Puna : étage écologique andin situé à plus de 3 000 mètres d'altitude ; steppe des hauts plateaux arides et froids.

Quechua : groupe ethnique andin de langue quechua ; première communauté linguistique de Bolivie par le nombre.

Quinoa Real : ensemble d'une vingtaine d'écotypes de quinoa caractérisés par des grains gros et une bonne tolérance à l'aridité de l'Altiplano Sud.

Quintal : unité de poids (= 46,8 kg).

Reducción : pendant la période coloniale, regroupement de la population indigène dans des bourgs.

Residente : originaire d'une communauté n'y résidant pas en permanence (s'oppose à *estante* ou *permanente*).

Salar : désert de sel.

Sayaña : terres gérées et utilisées par les familles, situées à proximité des unités d'habitation (par différence avec l'*aynoqa*).

Taquisa : outil traditionnel utilisé pour la préparation du sol et le semis.

Tarea : unité de mesure des surfaces cultivées. 1 tarea = 80 X 80 mètres, soit 0,64 ha.

Thola/Tholar : nom générique désignant les formations végétales arbustives caractéristiques des hauts plateaux andins.

Titulo pro-indiviso : titre communautaire d'indivision.

Turno : tour d'irrigation, ou de charge collective.

Usos y costumbres : us et coutumes.

Villorio : hameau rattaché à une communauté (synonyme *estancia*).

Yareta : plante du sud de l'Altiplano utilisée notamment comme combustible dans les fonderies de minerais (*Azorella yareta* Hauman).

Yerno/a : Se dit d'une personne qui n'est pas originaire de la communauté mais mariée avec l'un de ses membres.

Sigles utilisés

ANAPQUI : Asociación Nacional de Productores de Quinoa. Association nationale de producteurs de quinoa.

AVSF : Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières.

BOB : Boliviano (monnaie bolivienne).

CECAOT : Central de Cooperativas Agropecuarias Operación Tierra. Coopérative de producteurs de quinoa.

CETHA : Centro de Educación Técnico Humanístico y Agropecuario. Centre d'éducation humaniste et agricole.

CODEPO : Consejo de Población para el Desarrollo Sostenible. Conseil de la population pour le développement durable - ministère du développement durable, vice-ministère de la planification.

EUR : Euro.

INE : Instituto Nacional de la Estadística. Institut national bolivien de la statistique.

INRA : Instituto Nacional de Reforma Agraria. Institut national bolivien de la réforme agraire.

IRD : Institut de Recherche pour le Développement.

LPP : Ley de Participación Popular. Loi de décentralisation municipale et de participation populaire.

MAS : Movimiento Al Socialismo.

NBI : Necesidades básicas Insatisfechas. Besoins basiques insatisfaits. Utilisé pour le calcul de l'indice de pauvreté.

OTB : Organización Territorial de Base. Organisation territoriale de base.

PDM : Plan de Desarrollo Municipal. Plan de développement municipal.

TCO : Territorio Comunitario de Origen. Territoire communautaire d'origine.

TIOC : Territorio Indígena Originario Campesino. Territoire indigène originaire paysan.

USD : Dollar américain.

Table des figures

Figure 1 : Volume de production et d'exportation de quinoa des pays des Andes centrales (2008).....	8
Figure 2 : Les interactions étudiées par le programme de recherche EQUICO.....	9
Figure 3 : Profil physiographique de la Bolivie : Altiplano, vallées d'altitude et plaines tropicales	17
Figure 4 : Production totale de « quinoa real » par municipes de l'Altiplano Sud en 2008.....	32
Figure 5 : Transect géologique du Périssalar	45
Figure 6 : Évolution de la population rurale et urbaine des départements boliviens lors des quatre derniers recensements nationaux (1950, 1976, 1992 et 2001)	50
Figure 7 : Répartition de la population bolivienne par secteur urbain et rural, 1950-2001.....	51
Figure 8 : Répartition de la population bolivienne par grandes zones écologiques	51
Figure 9 : Pyramides des âges des municipes d'étude et de la Bolivie, 2001	56
Figure 10 : Part des émigrants parmi la population née dans les municipes d'étude	62
Figure 11 : Taux net de migration interne des municipes d'étude (1996-2001)	68
Figure 12 : Répartition de la population rurale bolivienne par groupe de satisfaction des nécessités basiques, recensements de 1992 et 2001 (en %).....	71
Figure 13 : Temps de trajet depuis Salinas vers les principales villes fréquentées par la population.....	78
Figure 14 : Temps de trajet depuis Llica vers les principales villes fréquentées par la population.....	78
Figure 15 : Évolution du prix annuel moyen de la quinoa real payée au producteur de l'Altiplano Sud entre 1963 et 2010 (en dollar américain par tonne).....	95
Figure 16 : Évolution de la superficie cultivée en quinoa en Bolivie de 1967 à 2008	96
Figure 17 : Évolution de la production de quinoa en Bolivie de 1967 à 2008.....	97
Figure 18 : Évolution de la superficie du domaine agricole de six communautés du Périssalar, 1963, 1972 et 2006	97
Figure 19 : Relief et usages agricoles des territoires communautaires	101
Figure 20 : Expansion du domaine agricole de la communauté de Palaya entre 1963 et 2006.....	105
Figure 21 : Répartition des terres cultivées par classe d'altitude en 1963, 1972 et 2006 dans six communautés du Périssalar	105
Figure 22 : Paysage agraire des régions productrices de quinoa de l'Altiplano Sud bolivien avant les années 1970	107
Figure 23 : Paysage agraire des régions productrices de quinoa de l'Altiplano Sud bolivien depuis les années 1970	107
Figure 24 : Facteurs de prise de décision annuelle des ayants droit sur le foncier dans les communautés de l'Altiplano Sud.....	120
Figure 25 : Calendrier de mise en culture d'une parcelle de quinoa.....	122
Figure 26 : Comparaison des revenus annuels provenant de la quinoa et de l'élevage. Enquêtes réalisées auprès de 37 familles	131
Figure 27 : Calendrier agricole de la communauté de Mañica. Atelier participatif réalisé par M. Vieira Pak le 24.02.08.	133
Figure 28 : Caractère urbain ou rural des destinations migratoires par communauté de 1934 à 2008 (sur l'ensemble des migrants enquêtés par communauté).....	156
Figure 29 : Caractère urbain ou rural des événements migratoires par période (en % du nombre total d'événements migratoires)	157
Figure 30 : Évolution du nombre de destinations en fonction de leur caractère urbain ou rural par période (pour l'ensemble de l'échantillon, 139 individus)	157
Figure 31 : Intensité migratoire et nombre de destinations des 139 migrants	160
Figure 32 : Distribution de l'indice de dispersion des lieux de migration par communauté (en % des individus de la communauté ayant effectué plus d'une migration).....	160
Figure 33 : Trajectoires résidentielles des 38 individus n'ayant jamais quitté leur résidence dans la communauté	163
Figure 34 : Trajectoires résidentielles des 22 individus migrants qui ne sont jamais revenus résider dans leur communauté	164

Figure 35 : Trajectoires résidentielles des 72 individus ayant effectué un retour résidentiel dans leur communauté après une seule expérience migratoire.....	165
Figure 36 : Trajectoires résidentielles des 38 migrants ayant effectué des alternances résidentielles	167
Figure 37 : Trajectoires résidentielles des 49 individus enquêtés ayant pratiqué la double résidence	169
Figure 38 : Lieu de résidence en 2008 des 170 individus enquêtés.....	170
Figure 39 : Évolution des secteurs d'activité sur les lieux de migration (en % des individus ayant pratiqué une activité au cours de la période, sur un total de 139 individus)	174
Figure 40 : Évolution du statut professionnel sur les lieux de migration (en % des individus ayant pratiqué une activité au cours de la période, sur un total de 139 individus)	174
Figure 41 : Calendrier annuel d'activités en 2008 de Filemón, résidant à San Juan.....	178
Figure 42 : Calendrier annuel d'activités en 2008 de Nicanor, résidant à Candelaria	179
Figure 43 : Espace migratoire de la zone Périsalar de l'Altiplano Sud (1950-2008)	193
Figure 44 : Trajectoire résidentielle et professionnelle de Cristobal, 50 ans, membre de la communauté de San Juan, résidant en 2008 à San Juan	205
Figure 45 : Trajectoire de mobilité résidentielle et professionnelle de Clemente, 33 ans, membre de la communauté de San Juan, résidant en 2008 à San Juan.....	207
Figure 46 : Trajectoire résidentielle et professionnelle d'Ines, 36 ans, membre de la communauté de San Juan, résidant en 2008 à Calama.....	211
Figure 47 : Trajectoire résidentielle et professionnelle d'Alfonso, 38 ans, membre de la communauté de San Juan, résidant en 2008 à Uyuni	212
Figure 48 : Trajectoire résidentielle et professionnelle de Teodoro, 71 ans, membre de la communauté d'Otuyo, résidant en 2008 à Oruro	214
Figure 49 : Trajectoire résidentielle et professionnelle d'Alberto, 71 ans, membre de la communauté d'Otuyo, résidant en 2008 à Oruro	216
Figure 50 : Trajectoire de mobilité résidentielle et professionnelle de Máximo, 79 ans, membre de la communauté de Chilalo, résidant en 2008 à Chilalo et Tupiza	218
Figure 51 : Trajectoire de mobilité résidentielle et professionnelle de Jenny, 43 ans, membre de la communauté de Palaya, résidant en 2008 à Palaya et Alto Hospicio (Chili)	220
Figure 52 : Trajectoire résidentielle et professionnelle de Raul, 48 ans, membre de la communauté de Candelaria, résidant en 2008 à Candelaria et Challapata	221
Figure 53 : Trajectoire de mobilité résidentielle et professionnelle de Juan, 37 ans, membre de la communauté d'Otuyo, résidant en 2008 à Otuyo.....	223
Figure 54 : Trajectoire de mobilité résidentielle et professionnelle de Germán, 37 ans, membre de la communauté de Candelaria, résidant en 2008 à Candelaria.....	224
Figure 55 : Trajectoire résidentielle et professionnelle de Calixto, 28 ans, membre de la communauté de San Juan, résidant en 2008 à San Juan	226
Figure 56 : Trajectoire résidentielle et professionnelle de Filemón, 36 ans, membre de la communauté de San Juan, résidant en 2008 à San Juan	227
Figure 57 : Trajectoire de mobilité résidentielle et professionnelle de Juana, 40 ans, membre de la communauté de San Juan, résidant en 2008 à San Juan.....	228
Figure 58 : Trajectoire de mobilité résidentielle et professionnelle de Benedicto, 64 ans, membre de la communauté de Palaya, résidant en 2008 à Palaya et Tupiza.....	231
Figure 59 : Trajectoire de mobilité résidentielle et professionnelle de Felipe, 44 ans, membre de la communauté d'Otuyo, résidant en 2008 à Otuyo et Cochabamba.....	232
Figure 60 : Trajectoire de mobilité résidentielle et professionnelle de Carolina, 25 ans, membre de la communauté de Chilalo, sans résidence fixe en 2008	234
Figure 61 : Dispersion des profils sur l'ensemble de l'échantillon (en %).....	235
Figure 62 : Distribution des profils par classe d'âge (en %)	236
Figure 63 : Distribution des profils par genre (%)	237
Figure 64 : Évolution du système résidentiel de la famille Yapiri, originaire d'Otuyo (1985-2008)	249
Figure 65 : Évolution du système résidentiel de la famille Garcia, originaire de Chilalo (1975-2008)	249
Figure 66 : Trajectoires résidentielle et professionnelle des membres de la famille Ayma, communauté de Chilalo.....	252
Figure 67 : Types d'investissements réalisés grâce aux revenus de la quinoa (en %).....	255

Figure 68 : Types d'investissements réalisés par les producteurs grâce aux revenus de la quinoa selon leur résidence en 2008.....	256
Figure 69 : Superficie moyenne possédée par les producteurs selon leur résidence en 2008.....	262
Figure 70 : Superficie moyenne cultivée par les producteurs en 2008 selon leur résidence.....	262
Figure 71 : Modes de faire valoir des terres cultivées selon la résidence.....	269
Figure 72 : Main-d'œuvre familiale sur les parcelles du couple Ayma, producteur de Chilalo, 2007.....	271
Figure 73 : Main-d'œuvre utilisée par les producteurs de quinoa en 2008 selon leur résidence.....	271
Figure 74 : Trajectoire des circulations et de l'activité agricole de Victor y Luisa, 57 ans, membres de la communauté de Palaya.....	276
Figure 75 : Trajectoire des circulations et de l'activité agricole de Gregorio, 39 ans, membre de la communauté de San Juan de Rosario.....	277
Figure 76 : Trajectoire des circulations et de l'activité agricole de Teodoro et Graciela, 71 ans, membres de la communauté d'Otuyo.....	278
Figure 77 : Trajectoire des circulations et de l'activité agricole de Félix, 28 ans, membre de la communauté de San Juan de Rosario.....	278
Figure 78 : Trajectoires des circulations et de l'activité agricole de Máximo, 79 ans, membre de la communauté de Chilalo.....	279
Figure 79 : Trajectoires des circulations et de l'activité agricole de Benedicto et Lutgarda, 64 ans, membres de la communauté de Palaya.....	280
Figure 80 : Trajectoire des circulations et de l'activité agricole d'Alfonso, 38 ans, membre de la communauté de San Juan.....	281
Figure 81 : Trajectoire des circulations et de l'activité agricole d'Ana, 27 ans, membre de la communauté d'Otuyo.....	281
Figure 82 : Complexité des interrelations entre mobilités spatiales, gestion des ressources et dynamiques locales.....	299
Figure 83 : Chronologie des changements autour de la production de quinoa dans l'Altiplano Sud bolivien.....	306

Table des tableaux

Tableau 1 : Nombre d'individus enquêtés par communauté et par sexe.....	35
Tableau 2 : Caractéristiques générales de l'échantillon par communauté.....	35
Tableau 3 : Statut des individus enquêtés dans l'échantillon total.....	35
Tableau 4 : Principales caractéristiques climatiques de l'Altiplano en Bolivie.....	44
Tableau 5 : Population totale de Bolivie (recensements de 1950, 1976, 1992 et 2001).....	50
Tableau 6 : Évolution de la population des municipes du Pésalar de 1950 à 2001.....	52
Tableau 7 : Indice de masculinité de la population des municipes d'étude en 2001.....	57
Tableau 8 : Densité de population des municipes d'étude en 2001.....	58
Tableau 9 : Population des cinq communautés d'étude en 2008.....	60
Tableau 10 : Population née dans les municipes d'étude et part des émigrants.....	62
Tableau 11 : Part des immigrants parmi les résidents dans les municipes d'étude en 2001 (selon le lieu de naissance).....	63
Tableau 12 : Part de la population active par activité économique de l'activité principale à l'échelle nationale (en %).....	69
Tableau 13 : Secteur d'activité de la population active par municipe en 2001 (sans les « sans réponse »)..	69
Tableau 14 : Part de population pauvre et rang municipal NBI des municipes d'étude.....	72
Tableau 15 : Indices sociodémographiques de base des municipes d'étude.....	73
Tableau 16 : Évolution du taux d'analphabétisme et du nombre moyen d'années d'étude de la population des municipes d'étude entre 1992 et 2001.....	74
Tableau 17 : Nombre d'habitants et temps de trajet depuis Salinas vers les principales villes fréquentées par les habitants du municipe.....	78
Tableau 18 : Nombre d'habitants et temps de trajet depuis Llica vers les principales villes fréquentées par les habitants du municipe.....	78
Tableau 19 : Des espaces et des usages.....	109

Tableau 20 : Superficies cultivées en quinoa par an par les producteurs des cinq communautés d'étude	117
Tableau 21 : Superficies possédées par les producteurs des cinq communautés d'étude (par communauté)	118
Tableau 22 : Quantité de main-d'œuvre pour la culture de quinoa selon les différents itinéraires techniques (par hectare)	126
Tableau 23 : Caractéristiques des 170 individus de l'échantillon	140
Tableau 24 : Migrants et non migrants par communauté (170 individus)	142
Tableau 25 : Caractéristiques temporelles moyennes des événements migratoires des individus par communauté (sur un total de 139 individus)	142
Tableau 26 : Distribution de l'intensité migratoire des individus dans les différentes communautés (en % des individus migrants de la communauté)	143
Tableau 27 : Caractéristiques temporelles moyennes des événements migratoires des individus selon l'âge (sur un total de 139 individus)	144
Tableau 28 : Caractéristiques temporelles moyennes des événements migratoires des individus selon le sexe (sur un total de 139 individus)	145
Tableau 29 : Principales destinations migratoires citées au moins une fois dans la trajectoire des individus migrants (en % des 139 individus migrants)	148
Tableau 30 : Part des destinations urbaines et rurales dans les expériences migratoires (en % des migrants enquêtés par communauté)	158
Tableau 31 : Répartition des 170 individus de l'échantillon par type de trajectoire résidentielle	162
Tableau 32 : Part des migrants ayant effectué un retour résidentiel dans leur communauté après une seule expérience migratoire (en nombre et % des individus enquêtés par communauté)	165
Tableau 33 : Part des migrants ayant pratiqué l'alternance résidentielle avec leur communauté d'origine (en % des individus enquêtés par communauté)	166
Tableau 34 : Part des individus ayant pratiqué la double résidence au cours de leur trajectoire (en % des individus enquêtés par communauté)	169
Tableau 35 : Activités professionnelles exercées au cours de la trajectoire migratoire (par sexe, en % du nombre total d'individus migrants)	172
Tableau 36 : Activités professionnelles exercées par les hommes au cours de leur trajectoire migratoire (en % du nombre d'hommes migrants par communauté)	172
Tableau 37 : Activités professionnelles exercées par les femmes au cours de leur trajectoire migratoire (en % du nombre de femmes migrantes par communauté)	173
Tableau 38 : Nombre d'activités exercées sur les lieux de migration (en %, par sexe, sur un total de 139 individus)	176
Tableau 39 : Classification des 170 trajectoires par communauté	237
Tableau 40 : Re-venir cultiver, entre avantages et contraintes	297

Table des cartes

Carte 1 : Distribution géographique de la culture traditionnelle de quinoa en Amérique du Sud	8
Carte 2 : Les grandes régions naturelles de Bolivie	16
Carte 3 : Localisation des municipes et des communautés d'étude. Zone Pésisalar, Bolivie.	33
Carte 4 : Évapotranspiration moyenne (E_0) au mois de février sur l'Altiplano bolivien	44
Carte 5 : Évolution de la population des municipes du Pésisalar (1950-2001)	53
Carte 6 : Répartition de la population dans les communautés du Pésisalar en 2001	59
Carte 7 : Résidence en 2001 des émigrants des municipes d'étude	64
Carte 8 : Lieu de naissance des immigrants résidant dans les municipes d'étude en 2001	65
Carte 9 : Taux net de migration interne en Bolivie (1996-2001)	67
Carte 10 : Indice de pauvreté en Bolivie (2001)	71
Carte 11 : Réseaux de transports collectifs desservant l'Altiplano Sud et connexions externes	76
Carte 12 : Localisation des communautés du Pésisalar de l'Altiplano Sud	102
Carte 13 : Aire des destinations migratoires des 139 individus enquêtés dans cinq communautés de l'Altiplano Sud (selon le nombre de citations du lieu entre 1934 et 2008)	147

Carte 14 : Destinations migratoires entre 1955 et 2008 des migrants de San Juan (40 individus, soit 131 événements migratoires recensés)	150
Carte 15 : Destinations migratoires entre 1947 et 2008 des migrants de Palaya (18 individus, soit 59 événements migratoires recensés)	151
Carte 16 : Destinations migratoires entre 1934 et 2008 des migrants de Chilalo (31 individus, soit 98 événements migratoires recensés)	152
Carte 17 : Destinations migratoires entre 1938 et 2008 des migrants d’Otuyo (25 individus, soit 63 événements migratoires recensés)	153
Carte 18 : Destinations migratoires entre 1948 et 2008 des migrants de Candelaria (25 individus, soit 95 événements migratoires recensés)	154
Carte 19 : Polarisations migratoires en 2008 des municipes de l’Altiplano Sud.....	155
Carte 20 : Les cycles migratoires de la communauté de San Juan de Rosario de 1900 à 2008.....	182
Carte 21 : Les cycles migratoires de la communauté d’Otuyo de 1900 à 2008.....	183
Carte 22 : Les cycles migratoires de la communauté de Chilalo de 1900 à 2008	185
Carte 23 : Les cycles migratoires de la communauté de Candelaria de Viluyo de 1900 à 2008.....	186
Carte 24 : Les cycles migratoires de la communauté de Palaya de 1950 à 2008	188
Carte 25 : Aire d’extension résidentielle des producteurs des cinq communautés d’étude	265

Table des encadrés

Encadré 1 : Paysages et végétation naturelle de l’Altiplano Sud.....	46
Encadré 2 : Formes d’habitat dans l’Altiplano Sud	55
Encadré 3 : Types de voies de communication dans l’Altiplano Sud	77
Encadré 4 : Quinoas - Altiplano Sud	93
Encadré 5 : Différents aspects des territoires communautaires	99
Encadré 6 : Transformations paysagères - Altiplano Sud.....	106
Encadré 7 : Opérations culturelles de la quinoa - Altiplano Sud.....	124
Encadré 8 : Définition des notions utilisées.....	141
Encadré 9 : Des obligations différentes selon la taille de la communauté.....	283
Encadré 10 : Expérience migratoire et passage de charges	284

Table des photos

Photo 1 : Au premier plan <i>thola</i> , au second plan <i>pelar</i> puis <i>salar</i> et volcan	46
Photo 2 : Plaine et flanc de montagne. À l’arrière plan le volcan Thunupa.....	46
Photo 3 : Piste dans le sable et se prolongeant sur le <i>pelar</i>	46
Photo 4 : Lamas pâturant un <i>tholar</i>	46
Photo 5 : <i>Queñua</i> et <i>yareta</i> sur les flancs du Thunupa	46
Photo 6 : Lamas pâturant et s’abreuvant dans un <i>bofedal</i>	46
Photo 7 : Mélange de maisons abandonnées et de maisons neuves - Jirira	55
Photo 8 : Maisons abandonnées - Chilalo	55
Photo 9 : Bourg de Llica.....	55
Photo 10 : Hameau	55
Photo 11 : Piste en cours d’aménagement entre Salinas et Challapata	77
Photo 12 : Piste impraticable pendant la saison des pluies	77
Photo 13 : Un tronçon du corridor bi-océanique achevé, passant à proximité de San Juan	77
Photo 14 : Piste de qualité moyenne reliant Otuyo à Salinas	77
Photo 15 : Bus revenant de la <i>feria</i> de Challapata	77
Photo 16 : Bus Llica-Uyuni en pause technique sur le <i>salar</i>	77
Photos 17, 18 et 19 : Différents écotypes de « quinoa real »	93
Photo 20 : Otuyo, <i>manto</i> de kakawinto.....	99
Photo 21 : Une partie de l’immense territoire de San Juan.....	99
Photo 22 : Chilalo, un territoire montagnard	99

Photo 23 : Palaya, entre montagne et plaine.....	99
Photo 24 : Candelaria, de grandes plaines entaillées de montagnes.....	99
Photo 25 : Pentas délaissées et plaines cultivées.....	106
Photo 26 : Avancée de la frontière quinoa jusqu'aux bordures du <i>salar</i>	106
Photo 27 et 28 : Paysage de monoculture de quinoa sur les terres planes	106
Photo 29 : Labour mécanisé en plaine	124
Photo 30 : Semis mécanisé - Candelaria.....	124
Photo 31 : Semis manuel - Chilalo	124
Photo 32 : Traitement phytosanitaire - San Juan.....	124
Photo 33 : Battage des grains manuel - Chilalo.....	124
Photo 34 : Vannage manuel - Chilalo	124
Photo 35 : Tamisage manuel - Palaya	124
Photo 36 : Vannage, tri des grains et mise en sac mécanisés - Otuyo	124

Table des annexes

Annexe 1 : Salinas de Garci Mendoza « Capital de la quinua real de Bolivia »	I
Annexe 2 : Mode de sélection des communautés rurales étudiées	I
Annexe 3 : Liste des entretiens réalisés dans les cinq communautés rurales de l'Altiplano Sud en 2007/2008	III
Annexe 4 : Synthèse de la méthodologie des "trajectoires croisées"	VII
Annexe 5 : Planning du travail de terrain.....	VIII
Annexe 6 : Taux de croissance annuel moyen intercensitaire des municipes d'étude.....	VIII
Annexe 7 : Origine des immigrants et lieu de naissance des émigrants par municipe	X
Annexe 8 : Personnel de santé et nombre d'établissements de santé dans les municipes d'étude.....	XIX
Annexe 9 : Nombre d'unités éducatives dans les municipes d'étude	XIX
Annexe 10 : Les différents échelons auxquels appartiennent les communautés d'étude	XX
Annexe 11 : Dynamique du changement d'usage des terres dans les communautés d'Otuyo, Chilalo et Candelaria	XX
Annexe 12 : Main-d'œuvre pour les travaux agricoles de la culture de quinoa selon différents auteurs.....	XXII
Annexe 13 : Coûts de production d'un hectare de quinoa selon différents auteurs.....	XXIII
Annexe 14 : Calendrier du système d'élevage (d'après Acosta Alba, 2007)	XXV
Annexe 15 : Calendrier agricole (original) de la communauté de Mañica. Atelier participatif réalisé par Manuela Vieira Pak le 24.02.08.....	XXVI
Annexe 16 : Destinations migratoires des individus enquêtés, citées au moins une fois dans les trajectoires individuelles (en pourcentage des individus migrants)	XXVII
Annexe 17 : Aire d'extension des destinations migratoires des individus migrants.....	XXVIII
Annexe 18 : Evolution temporelle de la fréquentation des lieux migratoires.....	XXIX
Annexe 19 : Liste des activités citées par les 139 migrants par secteur d'activité et statut de l'emploi	XXXI
Annexe 20 : Lien entre activité professionnelle et résidence.....	XXXII
Annexe 21 : Aires de dispersion résidentielle des producteurs des communautés d'étude	XL
Annexe 22 : Article paru dans la revue « La Prensa » le 30 mars 2011	XLIII

Table des matières

Remerciements	1
Sommaire général	3
Introduction générale	5
Chapitre 1. Contexte de la recherche et éléments de positionnement	11
1.1. Dynamiques territoriales des espaces ruraux, mondialisation des agricultures et mobilités spatiales : éléments de débat.....	13
1.1.1. <i>Les espaces ruraux au Sud à l'heure de la mondialisation</i>	13
1.1.2. <i>L'Altiplano Sud bolivien : une région historiquement en marge des dynamiques de développement, marquée par une vieille tradition de mobilité</i>	16
1.1.3. <i>L'entrée de la région sur la scène internationale du commerce agricole</i>	19
1.2. Éléments d'une démarche autour de l'étude des mobilités spatiales dans ses liens avec les dynamiques rurales	21
1.2.1. <i>Les antécédents de recherche en Bolivie sur le lien entre migrations et dynamiques territoriales</i>	22
1.2.2. <i>Les mobilités dans les territoires ruraux ou comment dépasser le mythe de la sédentarité rurale</i>	23
1.2.3. <i>De la nécessité de prendre en compte les effets de circulation et de connexion entre les lieux de la mobilité</i>	25
1.2.3.1. Appréhender les différentes formes de mobilité	25
1.2.3.2. Élargir le spectre des acteurs en présence.....	26
1.2.3.3. Saisir les logiques sociales de la mobilité et les formes d'ancrage territorial	26
1.2.3.4. La mobilité comme ressource ?	28
1.2.3.5. Articuler les échelles spatiales et temporelles d'observation	29
1.3. Éléments de méthodologie.....	29
1.3.1. <i>Le programme Equeco comme cadre de la recherche</i>	30
1.3.2. <i>L'outil statistique et cartographique</i>	30
1.3.3. <i>Enquêtes et observations de terrain</i>	31
1.3.3.1. Choix de la zone d'étude, des communautés et des familles, caractéristiques de l'échantillon	31
1.3.3.2. Déroulement et difficultés du travail de terrain	35
1.3.3.3. Modalités et contenus des enquêtes par entretien.....	36
1.3.3.4. Insertion dans la vie locale et difficultés	37
Chapitre 2. Dynamiques territoriales et organisations sociales dans le Pésisalar de l'Altiplano Sud	41
2.1. Les paradoxes du Pésisalar : un territoire rude anciennement peuplé.....	43
2.1.1. <i>Un milieu naturel particulièrement contraignant</i>	43
2.1.2. <i>Histoire du mode de peuplement de la période préhispanique à 1950</i>	47
2.2. Les dynamiques de peuplement depuis 1950 : l'Altiplano Sud en déprise démographique ?	49
2.2.1. <i>Statistiques de la population par municipe de 1950 à 2001 : une très faible croissance</i>	50
2.2.2. <i>La physionomie de l'habitat : émigration ou relocalisation ?</i>	54
2.2.3. <i>Structure démographique de la population en 2001</i>	55
2.2.4. <i>Répartition de la population au sein des municipes et des communautés d'étude</i>	57
2.2.5. <i>Caractérisation statistique de la migration interne sur l'Altiplano Sud</i>	61
2.2.5.1. Part des émigrants et des immigrants dans les municipes d'étude selon le lieu de naissance.....	61
2.2.5.2. Lieu de résidence des émigrants des municipes d'étude et origine des immigrants, selon le lieu de naissance	63
2.2.5.3. Migration récente (1996-2001)	66
2.3. Difficultés et vulnérabilités d'une région à dominante agricole.....	68
2.3.1. <i>Une économie locale basée sur l'activité agricole et pastorale</i>	68
2.3.2. <i>Développement social et territorial : une lente évolution</i>	70
2.3.2.1. Persistance de la pauvreté.....	70
2.3.2.2. Une amélioration des indices sociodémographiques	72
2.3.2.3. Une hausse des niveaux d'éducation malgré une offre scolaire réduite	74
2.3.2.4. Une région en voie d'équipement.....	75

2.3.2.5. Accessibilité, réseau urbain et commerces.....	75
2.4. La famille et la communauté : les deux piliers de l'organisation sociale.....	79
2.4.1. La famille.....	79
2.4.2. La communauté.....	80
2.4.2.1. Aires d'action de l'institution communautaire.....	81
2.4.2.2. Les membres des communautés, les ayants droit, leurs droits et devoirs.....	82
2.4.2.3. Fonctionnement interne des communautés.....	83
2.4.2.4. Différenciation socio-économique et accumulation : ce que la communauté permet.....	86
2.4.2.5. Dynamique démographique et création/disparition de communautés.....	87
2.4.3. Les autres échelles d'organisations territoriales.....	87
2.4.3.1. <i>Ayllu</i> et <i>marka</i> : des organisations territoriales traditionnelles qui (re)prennent de l'importance.....	88
2.4.3.2. Les échelons politico-administratifs de l'action territoriale.....	88
Conclusion du chapitre.....	89
Chapitre 3. Le bouleversement des systèmes agraires lié au boom de la quinoa.....	91
3.1. Les mécanismes du boom de la quinoa.....	93
3.1.1. <i>Conjonctures et conjonctions du boom de la quinoa</i>	94
3.1.1.1. Les prémices du changement.....	94
3.1.1.2. Croissance de la demande et organisation de la filière quinoa.....	94
3.1.1.3. Évolution des superficies cultivées et de la production.....	96
3.1.2. <i>Changement d'usage des terres et avancée de la frontière agricole</i>	97
3.1.2.1. L'organisation du territoire communautaire.....	98
3.1.2.2. Les étapes de la dynamique du changement d'usage des terres.....	103
3.1.2.3. Les transformations paysagères.....	105
3.2. Pressions sur la terre et nouveaux enjeux autour du foncier.....	108
3.2.1. <i>Les formes d'accès au foncier pour la culture de quinoa</i>	108
3.2.1.1. Le partage des ressources : usage collectif et familial.....	108
3.2.1.2. Ce que nous disent droits et pratiques autour de l'usage des ressources foncières.....	109
3.2.1.3. Les différentes règles d'accès au foncier.....	111
3.2.1.3.1. Accès direct.....	111
3.2.1.3.2. Accès indirect ou droit délégué.....	113
3.2.1.3.3. Prêt.....	115
3.2.3. <i>Vers une privatisation et une répartition inégale de la terre</i>	115
3.2.3.1. Un recul des terres collectives.....	115
3.2.3.2. Une distribution de la terre de plus en plus inégalitaire.....	116
3.2.3.3. De nouveaux rapports générationnels dans l'accès aux ressources.....	118
3.2.3.4. Les prises de décisions sur le foncier.....	119
3.3. Des systèmes de production en forte mutation.....	121
3.3.1. <i>Des pratiques agricoles centrées sur la culture de quinoa</i>	121
3.3.1.1. Des itinéraires techniques qui s'adaptent à la mécanisation.....	121
3.3.1.2. Rendements, bénéfices et destinations des productions.....	126
3.3.2. <i>L'élevage en perte de vitesse</i>	128
3.3.3. <i>Bénéfices comparés de l'agriculture et de l'élevage</i>	130
3.3.4. <i>Les autres productions agricoles (pommes de terre et cultures irriguées)</i>	131
Conclusion du chapitre.....	134
Chapitre 4. Un territoire en mouvement. Une approche des mobilités par les trajectoires de vie.....	137
4.1. Configurations spatio-temporelles des mobilités résidentielles.....	140
4.1.1. <i>Intensité et rythmes de mobilité</i>	141
4.1.1.1. Des différenciations par communauté.....	142
4.1.1.2. Des migrations sans distinction de genre, qui interviennent tôt dans le cycle de vie.....	144
4.1.2. <i>Les contours géographiques de la mobilité résidentielle</i>	145
4.1.2.1. Aires et échelles de la mobilité résidentielle.....	146
4.1.2.2. L'attraction croissante de la ville.....	156
4.1.2.3. Récurrence de lieux ?.....	159
4.1.3. <i>Enchaînement des lieux résidentiels : typologie des trajectoires résidentielles</i>	161
4.1.3.1. Les différentes trajectoires résidentielles.....	161
4.1.3.2. Le sens à donner aux retours résidentiels.....	167

4.1.3.3. Combinaison des lieux résidentiels : la double résidence	168
4.2. Mobilités professionnelles.....	170
4.2.1. Un panel d'activités	171
4.2.2. Des trajectoires marquées par la poly-activité.....	176
4.2.3. Les nouveaux visages de la pluriactivité	177
4.3. Cycles migratoires et système de mobilité d'hier à aujourd'hui	179
4.3.1. La communauté de San Juan de Rosario : de la complémentarité écologique à la complémentarité transfrontalière.....	180
4.3.2. La communauté d'Otujo : de la tradition minière à la connexion urbaine.....	183
4.3.3. La communauté de Chilalo : de la tradition minière à l'émergence de liens avec le Chili	184
4.3.4. La communauté de Candelaria de Viluyo : des liens anciens et encore actifs avec les vallées inter-andines et les terres basses.....	186
4.3.5. La communauté de Palaya : du transfrontalier à la proximité régionale en Bolivie.....	187
4.4. Quels modèles migratoires ?.....	189
4.4.1. Des filières géographiques liées à des niches professionnelles ?	189
4.4.2. Migrations et cycle de vie.....	190
4.4.2.1. La migration de jeunesse.....	191
4.4.2.2. L'étape de constitution du foyer : où s'installer ? où rester ?.....	192
4.4.3. Un modèle régional de mobilité fondé sur la proximité, les relations ville-campagne et la polyvalence	193
Conclusion du chapitre	195
Chapitre 5. Une analyse des trajectoires de mobilité par le prisme du centrage.....	197
5.1. Définition des critères de polarisation et de centrage des individus	199
5.1.1. Polarisation	199
5.1.2. Centrage	200
5.1.3. Les indicateurs de la polarisation et du centrage.....	200
5.2. Les centrés permanents (profil I)	202
5.2.1. Les centrés permanents avec mono-localisation des activités (profil Ia).....	202
5.2.2. Les centrés permanents avec pluri-localisation temporaire ou durable des activités (profil Ib)	203
5.3. Les décentrés permanents (profil II).....	209
5.3.1. Les décentrés permanents sans activité agricole (profil IIa)	209
5.3.2. Les décentrés avec reprise de l'activité agricole dans leur communauté (profil IIb).....	213
5.4. Les recentrés (profil III)	217
5.4.1. Les recentrés pour motif agricole (profil IIIa).....	217
5.4.2. Les recentrés pour motif non agricole (profil IIIb).....	225
5.5. Les trajectoires complexes (profil IV)	229
5.5.1. Des alternances répétées (profil IVa).....	229
5.5.2. Des « tâtonnements » résidentiels (profil IVb).....	233
5.6. Caractérisation de l'ensemble de l'échantillon.....	235
5.6.1. Importance des logiques de centrage	235
5.6.2. Distribution des profils en fonction de l'âge et du genre.....	236
5.6.3. Répartition des profils entre les communautés.....	237
Conclusion du chapitre	240
Chapitre 6. Du territoire multi-situé au territoire local.....	243
6.1. Multipolarités et interdépendances familiales	246
6.1.1. Arrangements et interdépendances familiales	246
6.1.2. Multipolarité résidentielle familiale et espaces de vie multiples.....	247
6.1.2.1. Dispositif résidentiel familial	247
6.1.2.2. évolutions des dispositifs familiaux : des configurations conjoncturelles.....	248
6.1.3. Un cas exemplaire de trajectoire familiale	250
6.1.4. Usage des revenus et investissements au sein des dispositifs de multipolarité	254
6.2. Mobilités, ressources foncières et système de production agricole.....	256
6.2.1. Migration et ressources foncières	257
6.2.1.1. L'accès au foncier : une affaire à la fois familiale et communautaire	257

6.2.1.1.1. La mobilité, la terre et la famille.....	257
6.2.1.1.2. La mobilité, la terre et la communauté.....	259
6.2.1.2. La migration dans ses rapports au patrimoine foncier	260
6.2.1.2.1. Le manque de terres : une raison pour partir, se décentrer ?	260
6.2.1.2.2. Migrer pour augmenter son capital foncier ?	260
6.2.1.2.3. Migration et accès inégal au foncier : les migrants sont-ils plus avantagés que les permanents ?	261
6.2.1.3. Migration, extension des terres cultivées et tensions foncières.....	262
6.2.1.3.1. Migration et extension des terres cultivées.....	262
6.2.1.3.2. Tensions autour de la terre	262
6.2.2. Organisation sociale des systèmes de production.....	264
6.2.2.1. Aire de dispersion résidentielle des producteurs	264
6.2.2.2. S'organiser pour cultiver.....	267
6.2.2.2.1. Les modes de gestion à distance de la production de quinoa : modes de mise en valeur et relations sociales.....	267
6.2.2.2.2. Les options pour la main-d'œuvre agricole	269
6.2.2.3. S'organiser pour l'élevage.....	272
6.2.2.3.1. Troupeau confié.....	273
6.2.2.3.2. Troupeau al partir	273
6.2.2.3.3. Embauche d'un berger.....	273
6.2.2.4. Des pratiques agricoles spécifiques aux producteurs mobiles ?.....	273
6.2.3. Des pratiques circulatoires stratégiques dans leurs liens à la terre et à l'activité agricole.....	275
6.2.3.1. Des circulations intenses permettant le maintien de l'agriculture	276
6.2.3.2. Des circulations continues garantissant le retour à l'agriculture.....	277
6.2.3.3. De la non circulation à la circulation obligée	279
6.2.3.4. Des circulations liées à la solidarité intergénérationnelle.....	280
6.3. Appartenance, liens et « droit » au territoire communautaire.....	282
6.3.1. Les obligations communautaires pour les ayants droit	282
6.3.1.1. Passage de charges rotatives.....	283
6.3.1.2. Participation aux réunions.....	285
6.3.1.3. Participation aux travaux pour la communauté	285
6.3.2. Participation aux fêtes.....	286
6.3.2.1. La fête : une quasi obligation de participation	286
6.3.2.2. La fête comme mise en scène des appartenances et des résidences	286
6.3.2.3. La fête, moment de tensions	287
6.3.2.4. Les migrants ne sont pas toujours les rois de la fête	287
6.3.3. Les migrants et leur communauté : autres formes du lien à l'espace d'origine.....	287
6.3.3.1. Participation financière	288
6.3.3.2. Les services rendus en dehors de la communauté.....	288
6.3.3.3. Liens symboliques ou idéels.....	289
6.3.3.4. Des structures qui facilitent les liens : les centres de migrants	290
6.3.4. Relations et tensions sociales dans un contexte de mobilités de retour	291
6.3.4.1. Vie quotidienne : entre tensions et recherche d'un équilibre	292
6.3.4.2. Contrôle et gestion territoriale	293
6.3.4.3. Au delà de la dichotomie résidents permanents/migrants.....	294
6.3.4.4. Du sens à donner aux retours dans les communautés : gérer le présent pour anticiper l'avenir.....	295
6.3.4.4.1. Préserver un futur patrimonial.....	295
6.3.4.4.2. Les coûts économiques et sociaux du retour	296
Conclusion du chapitre	298
Conclusion générale. Le boom de la quinoa : une parenthèse dans la trajectoire territoriale de l'Altiplano Sud ?.....	301
Bibliographie.....	317
Lexique (termes en espagnol, aymara ou quechua)	331
Sigles utilisés.....	333
Table des figures	335
Table des tableaux.....	337
Table des cartes.....	338
Table des encadrés	339

Table des photos.....	339
Table des annexes.....	340
Table des matières.....	341
Annexes.....	347

Annexes

Annexe 1 : Salinas de Garci Mendoza « Capital de la quinua real de Bolivia »	I
Annexe 2 : Mode de sélection des communautés rurales étudiées	I
Annexe 3 : Liste des entretiens réalisés dans les cinq communautés rurales de l'Altiplano Sud en 2007/2008	III
Annexe 4 : Synthèse de la méthodologie des "trajectoires croisées"	VII
Annexe 5 : Planning du travail de terrain	VIII
Annexe 6 : Taux de croissance annuel moyen intercensitaire des municipes d'étude.....	VIII
Annexe 7 : Origine des immigrants et lieu de naissance des émigrants par municipe	X
Annexe 8 : Personnel de santé et nombre d'établissements de santé dans les municipes d'étude	XIX
Annexe 9 : Nombre d'unités éducatives dans les municipes d'étude	XIX
Annexe 10 : Les différents échelons auxquels appartiennent les communautés d'étude	XX
Annexe 11 : Dynamique du changement d'usage des terres dans les communautés d'Otuyo, Chilalo et Candelaria	XX
Annexe 12 : Main-d'œuvre pour les travaux agricoles de la culture de quinoa selon différents auteurs.....	XXII
Annexe 13 : Coûts de production d'un hectare de quinoa selon différents auteurs.....	XXIII
Annexe 14 : Calendrier du système d'élevage (d'après Acosta Alba, 2007)	XXV
Annexe 15 : Calendrier agricole (original) de la communauté de Mañica. Atelier participatif réalisé par Manuela Vieira Pak le 24.02.08.....	XXVI
Annexe 16 : Destinations migratoires des individus enquêtés, citées au moins une fois dans les trajectoires individuelles (en pourcentage des individus migrants)	XXVII
Annexe 17 : Aire d'extension des destinations migratoires des individus migrants.....	XXVIII
Annexe 18 : Evolution temporelle de la fréquentation des lieux migratoires	XXIX
Annexe 19 : Liste des activités citées par les 139 migrants par secteur d'activité et statut de l'emploi	XXXI
Annexe 20 : Lien entre activité professionnelle et résidence.....	XXXII
Annexe 21 : Aires de dispersion résidentielle des producteurs des communautés d'étude ...	XL
Annexe 22 : Article paru dans la revue « La Prensa » le 30 mars 2011	XLIII

Annexe 1 : Salinas de Garci Mendoza « Capital de la quinua real de Bolivia »



Journal "La Patria" du 19 septembre 2008.

Annexe 2 : Mode de sélection des communautés rurales étudiées

Chilalo est une communauté de montagne. La migration est nettement tournée vers l'intérieur du pays avec un retour des migrants à l'activité agricole depuis 2005. Se situant en montagne, la superficie cultivable de quinoa ne peut pas s'étendre si ce n'est sur quelques replats mécanisables. Un critère de choix a été la possibilité de participer à une grande fête organisée entre autres par cette communauté pour célébrer Saint Jean et Saint Paul le 29 juin 2007 à Salinas. Cette fête est l'occasion d'échanges et de rencontres multiples puisque de nombreux émigrés y participent. Un autre critère de choix a été que l'institution communautaire y était qualifiée de « forte » par l'ONG AVSF, une appréciation qui nous a paru intéressante notamment pour examiner les prises de décisions sur l'accès aux ressources.

La communauté d'**Otuyo** quant à elle est une communauté mixte de montagne et de plaine. Les migrations sont là aussi principalement tournées vers les grandes villes de l'intérieur du pays. Un critère de choix pour étudier cette communauté a été la possibilité pour les exploitants d'agrandir leur superficie de culture de quinoa en plaine. En effet, Otuyo est la première communauté à avoir cultivé dans la plaine et pourtant, toutes les terres ne sont pas encore exploitées pour la culture de quinoa. Un autre critère de choix a été que l'institution communautaire y était qualifiée de « faible » par l'ONG AVSF.

Ces deux communautés se trouvent dans le même municipe : Salinas de Garci Mendoza, le plus important municipe producteur de quinoa pour l'exportation. Le municipe a un village centre - du même nom - où l'on retrouve de nombreux individus des deux communautés, ce village étant un centre administratif et le lieu de départ des transports en commun. Du point de vue des migrations, il est intéressant de comparer ces deux communautés géographiquement proches mais qui n'ont pas exactement les mêmes trajectoires migratoires même si, dans les

deux cas, la migration majoritaire est tournée vers l'intérieur du pays. Cette « comparaison » permet de discerner des facteurs explicatifs des formes migratoires rencontrées.

Dans la partie ouest de la zone, frontalière avec le Chili, les communautés ayant une forte densité démographique sont rares. **Palaya** (municipe de Llica) correspond à ce critère de taille et bénéficie d'un terroir partagé entre plaine et montagne. Dans cette zone, les relations historiques avec le littoral pacifique - annexé par le Chili suite à la guerre de 1879 - perdurent par les migrations. Par ailleurs, on rencontre beaucoup de professeurs ruraux qui pratiquent la double résidence. Nous avons complété le travail effectué sur Palaya par des séjours à Llica, le village-centre de ce municpe.

Le sud du *salar* (hormis la petite zone que l'on dénomme « l'île ») est entré récemment dans la culture à grande échelle de quinoa. En effet, au sud du *salar*, le climat est encore plus aride qu'au nord. Il s'agit de communautés d'éleveurs, très étendues, traditionnellement peu tournées vers les productions végétales. Dans ce vaste sud, très éloigné des grandes villes boliviennes, les orientations migratoires sont nettement différentes puisqu'elles sont aujourd'hui largement tournées vers le Chili. Nous avons choisi la communauté de **San Juan de Rosario** (municipe de Colcha "K"), vaste communauté relativement peuplée qui, par ailleurs, est le lieu d'une haute activité touristique. Nous avons complété le travail mené à San Juan par un séjour au Chili.

Enfin, pour la zone à l'est du *salar*, après l'avoir parcourue, nous savions que les orientations migratoires y étaient distinctes. On observe en effet dans cette zone des départs et des doubles résidences avec Potosi. Bien que mitoyenne du municpe de Salinas, cette zone n'est entrée que récemment dans la dynamique de la quinoa. Nous avons choisi la communauté de **Candelaria de Viluyo** (municipe de Uyuni), communauté peuplée et relativement étendue, très représentative de ces caractéristiques.

Annexe 3 : Liste des entretiens réalisés dans les cinq communautés rurales de l'Altiplano Sud en 2007/2008

N°	Prénom et initiale du nom de l'individu enquêté	Ménage n°	Résidence(s) en 2008	Communauté rurale d'origine	Âge (2008)	Sexe	Producteur de quinoa en 2008
1	Cirilo C.	1	San Juan	San Juan	45	M	X
2	Lucia V.	2	San Juan	San Juan	49	F	X
3	Teófilo C.	3	San Juan	San Juan	33	M	X
4	Alejandra V.	4	San Juan	San Juan	60	F	X
5	Manuel C.	5	San Juan	San Juan	28	M	X
6	Carolina C.	6	San Juan	San Juan	24	F	
7	Ruth C.	6	San Juan	San Juan	19	F	
8	Sabina V.	7	San Juan	San Juan	37	F	X
9	Victoria S.	8	San Juan	San Juan	47	F	X
10	Angélica C.	9	San Juan	San Juan	29	F	X
11	Carlos C.	9	San Juan	San Juan	32	M	X
12	Arsenio C.	10	San Juan	San Juan	33	M	X
13	Florinda V.	10	San Juan	San Juan	33	F	X
14	Félix Y.	11	San Juan	San Juan	58	M	X
15	Juana S.	12	San Juan	San Juan	33	F	X
16	Filemón B.	13	San Juan	San Juan	38	M	X
17	Mauricio V.	14	San Juan	San Juan	37	M	X
18	Humberto C.	15	San Juan	San Juan	29	M	X
19	Petronila V.	16	San Juan	San Juan	43	F	X
20	Maria M.	17	San Juan	San Juan	38	F	X
21	Clemente C.	18	San Juan	San Juan	60	M	X
22	Emilia C.	18	San Juan	San Juan	28	F	
23	Teófilo Y.	19	San Juan	San Juan	59	M	X
24	Bruno Y.	20	San Juan	San Juan	39	M	
25	Jorge Y.	21	San Juan	San Juan	32	M	X
26	Serapia Y.	22	San Juan	San Juan	66	F	X
27	Dionisio C.	22	San Juan	San Juan	66	M	X
28	Estanislada Y.	23	San Juan	San Juan	55	F	X
29	Elsa Y.	24	San Juan	San Juan	35	F	
30	Santos C.	25	San Juan	San Juan	33	M	X
31	Cornelio O.	26	San Juan/Uyuni	San Juan	68	M	X
32	Edilberto V.	27	San Juan	San Juan	51	M	X
33	Ana C.	28	San Juan	San Juan	20	F	
34	Severo C.	29	San Juan	San Juan	39	M	X
35	Gregorio C.	30	San Juan	San Juan	58	M	X
36	Máxima Y.	31	San Juan	San Juan	54	F	X
37	Isabelo C.	31	San Juan	San Juan	55	M	X
38	Basilia Y.	32	San Juan	San Juan	39	F	X
39	Aldo C.	32	San Juan	San Juan	36	M	X
40	Roxana M.	33	San Juan	San Juan	32	F	X
41	Max C.	34	San Juan	San Juan	38	M	X
42	Isidora N.	34	San Juan	San Juan	38	F	X

43	Gabriela Y.	35	San Juan	San Juan	40	F	X
44	Dina Y.	36	Calama (Ch)	San Juan	36	F	
45	Ineso C.	37	San Juan	San Juan	39	M	X
46	Edmundo C.	38	San Juan	San Juan	34	M	X
47	Porfidio C.	39	San Juan	San Juan	43	M	X
48	Demesia C.	40	San Juan	San Juan	64	F	X
49	Humberto Y.	41	Uyuni	San Juan	39	M	
50	Felicidad Y.	42	Calama (Ch)	San Juan	33	F	
51	Mónica Y.	43	Calama (Ch)	San Juan	38	F	
52	María R.	44	Calama (Ch)	San Juan	39	F	
53	Francisca V.	45	San Juan	San Juan	45	F	X
54	Elena C.	46	San Juan	San Juan	37	F	X
55	Santusa Y. C.	47	San Juan	San Juan	60	F	X
56	Teodosia C.	48	San Juan	San Juan	23	F	X
57	Manuel R.	49	Chilalo/Tupiza	Chilalo	79	M	X
58	Remedios S.R.	50	Chilalo/Oruro	Chilalo	63	F	X
59	Elida R.	51	Chilalo/Oruro	Chilalo	53	F	X
60	Jaime C.	51	Chilalo/Oruro	Chilalo	53	M	X
61	Henry C.	52	Oruro	Chilalo	31	M	X
62	Rosemary C.	53	Oruro	Chilalo	28	F	X
63	Hilda C.	54	Sans résidence fixe	Chilalo	25	F	X
64	Martha C.	55	Pitca	Chilalo	23	F	X
65	Giovanna C.	56	Chilalo/Oruro	Chilalo	19	F	X
66	Estela Q.	57	Chilalo	Chilalo	30	F	X
67	Maclovio R.	58	Chilalo	Chilalo	54	M	X
68	Norah N.	58	Chilalo	Chilalo	50	F	X
69	Sulma R.	59	Challapata	Chilalo	25	F	X
70	Calixto C.	60	Chilalo	Chilalo	74	M	X
71	Eudencio R.	61	Chilalo	Chilalo	58	M	X
72	Rosa R.	61	Sans résidence fixe	Chilalo	24	F	
73	Esperidion R.	61	Chilalo	Chilalo	80	M	X
74	Gladys R.	62	Alto Hospicio (Ch)	Chilalo	30	F	
75	Felix C.	63	Chilalo	Chilalo	79	F	X
76	Eliana Barco C.	63	Chilalo	Chilalo	24	F	X
77	Aquilina C.	64	Chilalo/Salinas	Chilalo	44	F	X
78	German C.	65	Chilalo/Salinas	Chilalo	38	M	X
79	Crisosta R.	66	Chilalo	Chilalo	74	F	X
80	Juana R.	67	Oruro	Chilalo	36	F	X
81	Edgar R.	68	Tarija	Chilalo	38	M	
82	Agapito R.	69	Chilalo/Tarija	Chilalo	30	M	X
83	Gregorio R.	70	Oruro	Chilalo	41	M	X
84	Amalia H.	71	Oruro	Chilalo	47	F	X
85	Samuel C.	72	La Paz	Chilalo	23	M	X
86	Emilio G.	73	Alto Hospicio	Chilalo	62	M	X
87	Omar G.	74	Uyuni	Chilalo	34	M	
88	Rigoberto G.	75	Oruro	Chilalo	60	M	X
89	Pablo R.	76	Uyuni	Chilalo	90	M	
90	Cándido R.	77	Uyuni	Chilalo	77	M	X

91	Valeria C.	78	Alto Hospicio (Ch)	Chilalo	51	F	
92	Walter G.	79	Chilalo	Chilalo	36	M	X
93	Graciela R.	80	Cochabamba	Chilalo	55	F	X
94	Alicia P.	81	Otuyo	Otuyo	59	F	X
95	Isidoro P.	81	Otuyo	Otuyo	64	M	X
96	Monica P.	82	El Alto	Otuyo	37	F	X
97	Alberto P.	83	El Alto	Otuyo	40	M	X
98	Felix P.	84	El Alto	Otuyo	27	M	
99	Maria P.	85	El Alto	Otuyo	30	F	X
100	Berta G.	86	Otuyo/Uyuni	Otuyo	62	F	X
101	Exiquiel P.	87	Otuyo	Otuyo	84	M	X
102	Aurelia P.	88	Otuyo/Oruro	Otuyo	77	F	X
103	Primo G.	89	Otuyo	Otuyo	78	M	X
104	Juana G.	89	Otuyo	Otuyo	67	F	X
105	Moisés P.	90	Otuyo/La Paz	Otuyo	81	M	X
106	Bernabé P.	91	La Paz	Otuyo	57	M	X
107	Agustín P.	92	Otuyo	Otuyo	58	M	X
108	Rufilia P.	93	Otuyo	Otuyo	55	F	X
109	Román P.	94	Oruro	Otuyo	50	M	X
110	Elva P.	95	Otuyo/ Challapata	Otuyo	62	F	X
111	Gualberto G.	96	La Paz	Otuyo	71	M	X
112	Francisco G.	97	Oruro	Otuyo	78	M	X
113	Honorata P.	98	Otuyo	Otuyo	57	F	X
114	Jesús M.	99	Otuyo	Otuyo	36	M	X
115	Betty M.	99	Otuyo	Otuyo	35	F	X
116	Simion P.	100	Otuyo	Otuyo	81	M	X
117	Olga P.	100	Otuyo	Otuyo	48	F	X
118	Silvia P.	101	Santa Cruz	Otuyo	45	F	
119	Casta P.	102	Santa Cruz	Otuyo	51	F	X
120	Flora Q.	103	Otuyo	Otuyo	44	F	X
121	Digno G.	103	Otuyo/Cochabamba	Otuyo	43	M	X
122	Edmundo P.	104	Oruro	Otuyo	71	M	X
123	Leonardo M.	105	Candelaria / Potosi	Candelaria	63	M	X
124	Saúl A.	106	Candelaria / Challapata	Candelaria	51	M	X
125	Abdon A.	107	Candelaria	Candelaria	64	M	X
126	Andrés M.	108	Candelaria	Candelaria	40	M	X
127	Apolino A.	109	Candelaria	Candelaria	33	M	X
128	Basilio F.	110	Candelaria	Candelaria	60	M	X
129	Benedicto F.	111	Candelaria	Candelaria	63	M	X
130	Mabel F.	111	Candelaria	Candelaria	23	F	X
131	Celso M.	112	Candelaria	Candelaria	70	M	X
132	Germán M.	113	Candelaria/ Cochabamba	Candelaria	29	M	X
133	Dionisio B.	114	Candelaria	Candelaria	57	M	X
134	Efrain M.	115	Candelaria	Candelaria	44	M	X
135	Fructuoso C.	116	Candelaria	Candelaria	45	M	X
136	Mario M.	117	Candelaria/Uyuni	Candelaria	70	M	X
137	Samuel M.	118	Candelaria	Candelaria	28	M	X

138	Leocadio F.	119	Candelaria	Candelaria	35	M	X
139	Aurelio M.	120	Candelaria	Candelaria	38	M	X
140	Emiliano M.	121	Candelaria	Candelaria	39	M	X
141	Juan de Dios M.	122	Candelaria	Candelaria	42	M	X
142	Francisco F.	123	Candelaria	Candelaria	43	M	X
143	Juan A.	124	Candelaria	Candelaria	62	M	X
144	Antonio A.	125	Candelaria/Oruro	Candelaria	70	M	X
145	Nemerio M.	126	Candelaria	Candelaria	56	M	X
146	Exequiel M.	127	Uyuni	Candelaria	53	M	X
147	Alfredo P.	128	Candelaria / Uyuni	Candelaria	30	M	X
148	Eleno M.	129	Candelaria	Candelaria	54	M	X
149	Eulalio A.	130	Candelaria	Candelaria	58	M	X
150	Vidal F.	131	Palaya/Llica	Palaya	71	M	X
151	Justina L.	132	Uyuni	Palaya	71	F	X
152	Abdón A.	133	Palaya	Palaya	56	M	X
153	Nicolas A.	134	Uyuni	Palaya	68	M	X
154	Elida A.	135	Palaya/Alto Hospicio (Ch)	Palaya	43	F	X
155	Teodoro F.	136	Palaya/Llica	Palaya	55	M	X
156	Lutgarda H.	136	Palaya/Llica	Palaya	55	F	X
157	Alberto H.	137	Palaya/Uyuni	Palaya	64	M	X
158	Félix A.	138	Palaya/Tupiza	Palaya	64	M	X
159	Abdón F.	139	Palaya	Palaya	38	M	X
160	Mario F.	140	Palaya	Palaya	43	M	X
161	Delfín A.	141	Palaya	Palaya	56	M	X
162	Miriam C.	142	Palaya/Tupiza	Palaya	45	F	X
163	Basilio F.	143	Palaya	Palaya	77	M	X
164	René A.	144	Palaya	Palaya	45	M	X
165	Felisa A.	145	Alto Hospicio	Palaya	37	F	
166	Ester H.	146	Palaya	Palaya	79	F	X
167	Abraham A.	147	Palaya/Llica	Palaya	35	M	X
168	Gladys B.	148	Pica	Palaya	50	F	
169	Adrian A.	148	Palaya	Palaya	43	M	X
170	Luis F.	149	Palaya	Palaya	35	M	X

Annexe 4 : Synthèse de la méthodologie des "trajectoires croisées"

Première partie de l'entretien considérant le cycle de vie des individus (naissance jusqu'à la date de l'entretien) pour observer les liens entre les différentes trajectoires.

Les événements en italique sont annotés par année et les événements en caractère normal sont questionnés à un pas de temps semestriel

_____→	<i>Situation familiale</i>
_____→	Résidence(s)
_____→	Activité(s) professionnelle(s)
_____→	<i>Activité agricole dans la communauté*</i>
_____→	<i>Patrimoine matériel**</i>
_____→	<i>Service pour la communauté</i>
_____→	<i>Liens avec la communauté***</i>

* Mode d'accès (usufruit direct, usufruit indirect : prêt, métayage) et mode de faire valoir

** Maison, tracteur...

*** Hors activité agricole (visite, fête)

Deuxième partie de l'entretien incluant les pratiques du ménage sur l'année écoulée : mobilités circulaires, calendrier des présences familiales dans la communauté, main-d'œuvre familiale qui participe aux travaux agricoles, activités sociales dans la communauté et pluriactivité du ménage.

Calendrier annuel : pas de temps hebdomadaire

_____→	Résidence(s)
_____→	Activité(s) professionnelle(s)
_____→	Séjour dans la communauté
_____→	Activités agricoles dans la communauté*
_____→	Activités sociales dans la communauté

* Superficie cultivée avec mode d'accès (usufruit direct, usufruit indirect : prêt, métayage), mode de faire valoir et main-d'œuvre utilisée ; nombre de têtes de bétail et mode de faire valoir

Annexe 5 : Planning du travail de terrain

	Lieu	Nombre de jours passés
Communautés rurales	Chilalo	28
	San Juan	26
	Otuyo	23
	Candelaria	17
	Palaya	11
Bourgs ruraux	Salinas	36
	Llica	17
Villes boliviennes	Oruro, Uyuni et Challapata	15
Chili	Calama, Iquique et Pica	19

Annexe 6 : Taux moyens de croissance annuelle intercensitaire des municipes d'étude

Tableau 1 : Taux moyens de croissance annuelle des municipes d'étude (1950-1976)

Municipe	Population en 1950	Population en 1976	Taux de croissance annuel moyen intercensitaire 1950-76 (%)
Tahua	1508	1209	-0,83
Santuario de Quillacas	4452	3879	-0,52
Uyuni	22110	20227	-0,34
Llica	3306	4358	1,05
Pampa Aullagas	1834	2107	0,53
Salinas de Garci Mendoza	7477	8695	0,57
San Pedro Quemes	773	*900	0,58
San Agustín	810	*1000	0,80
Colcha "K"	5427	*7262	1,11

* Estimations personnelles car la désagrégation des données n'est pas possible à cette échelle
 Source : INE, recensements 1950 et 1976.

Tableau 2 : Taux moyens de croissance annuelle des municipes d'étude (1976-1992)

Municipe	Population en 1976	Population en 1992	Taux de croissance annuel moyen intercensitaire 1976-92 (%)
Santuario de Quillacas	3879	2265	-3,21
Salinas de Garci Mendoza	8695	5761	-2,46
San Pedro Quemes	*900	587	-2,56
Llica	4358	3261	-1,74
Pampa Aullagas	2107	1602	-1,65
Uyuni	20227	19639	-0,18
Colcha "K"	*7262	7733	0,38
Tahua	1209	1369	0,76
San Agustín	*1000	1313	1,66

* Estimations personnelles car la désagrégation des données n'est pas possible à cette échelle
 Source : INE, recensements 1976 et 1992.

Tableau 3 : Taux moyens de croissance annuelle des municipes d'étude (1992-2001)

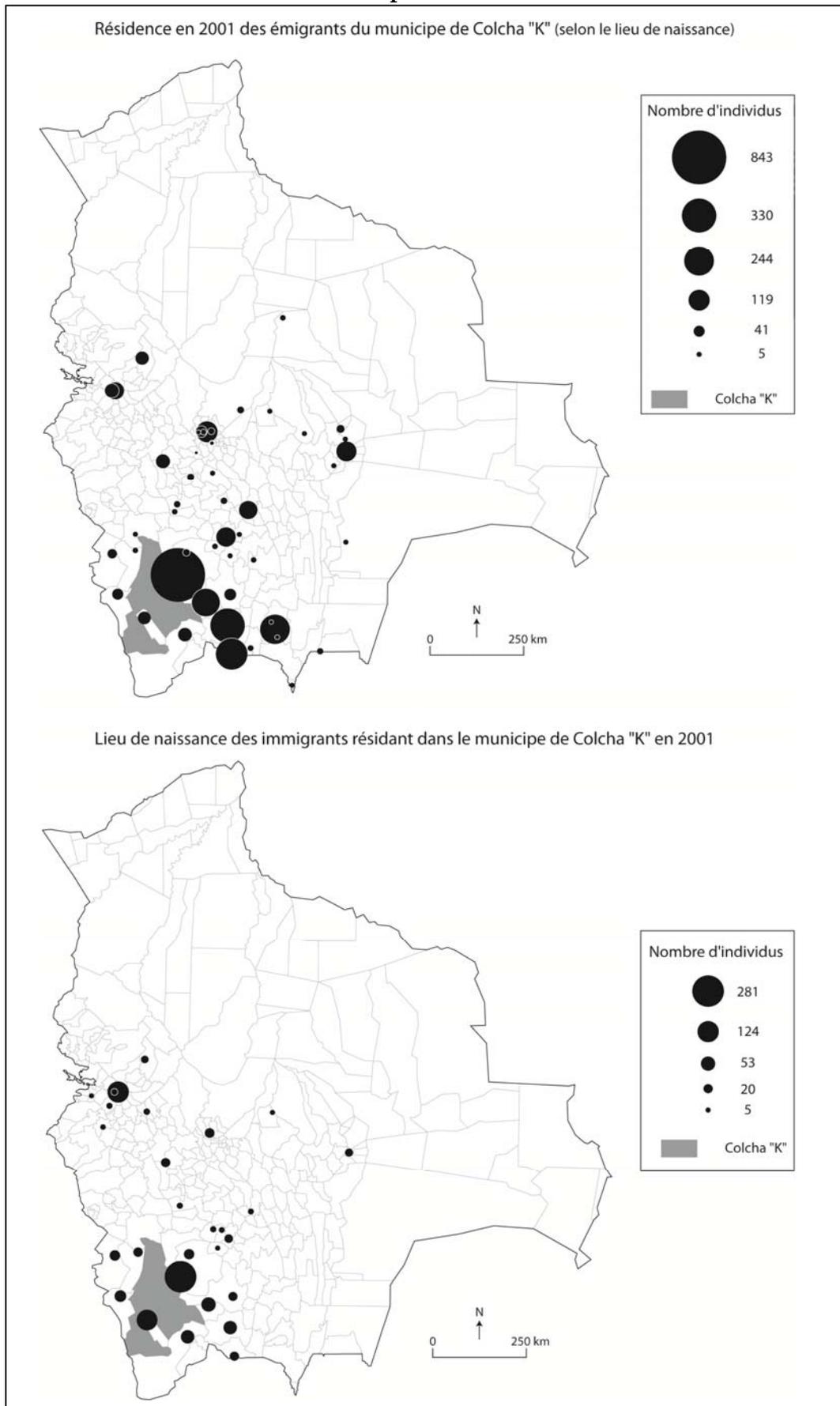
Municipe	Population en 1992	Population en 2001	Taux de croissance annuel moyen intercensitaire 1992-2001 (%) Calculs personnels**	Taux de croissance annuel moyen intercensitaire 1992-2001 (%) Calculs CODEPO
Uyuni	19639	18705	-0,51	-0,53
Llica	3261	*3348	0,28	-0,83
Colcha "K"	7733	9645	2,35	2,39
San Agustín	1313	1640	2,37	2,40
Tahua	1369	*1847	3,20	3,99
San Pedro de Quemes	587	815	3,51	3,55
Santuario de Quillacas	2265	3305	4,06	4,08
Salinas de Garci Mendoza	5761	*8595	4,30	4,48
Pampa Aullagas	1602	2975	6,73	6,69

* Données redistribuées selon les limites administratives ; ** En considérant les corrections de redistribution

Source : INE, recensements 1992 et 2001.

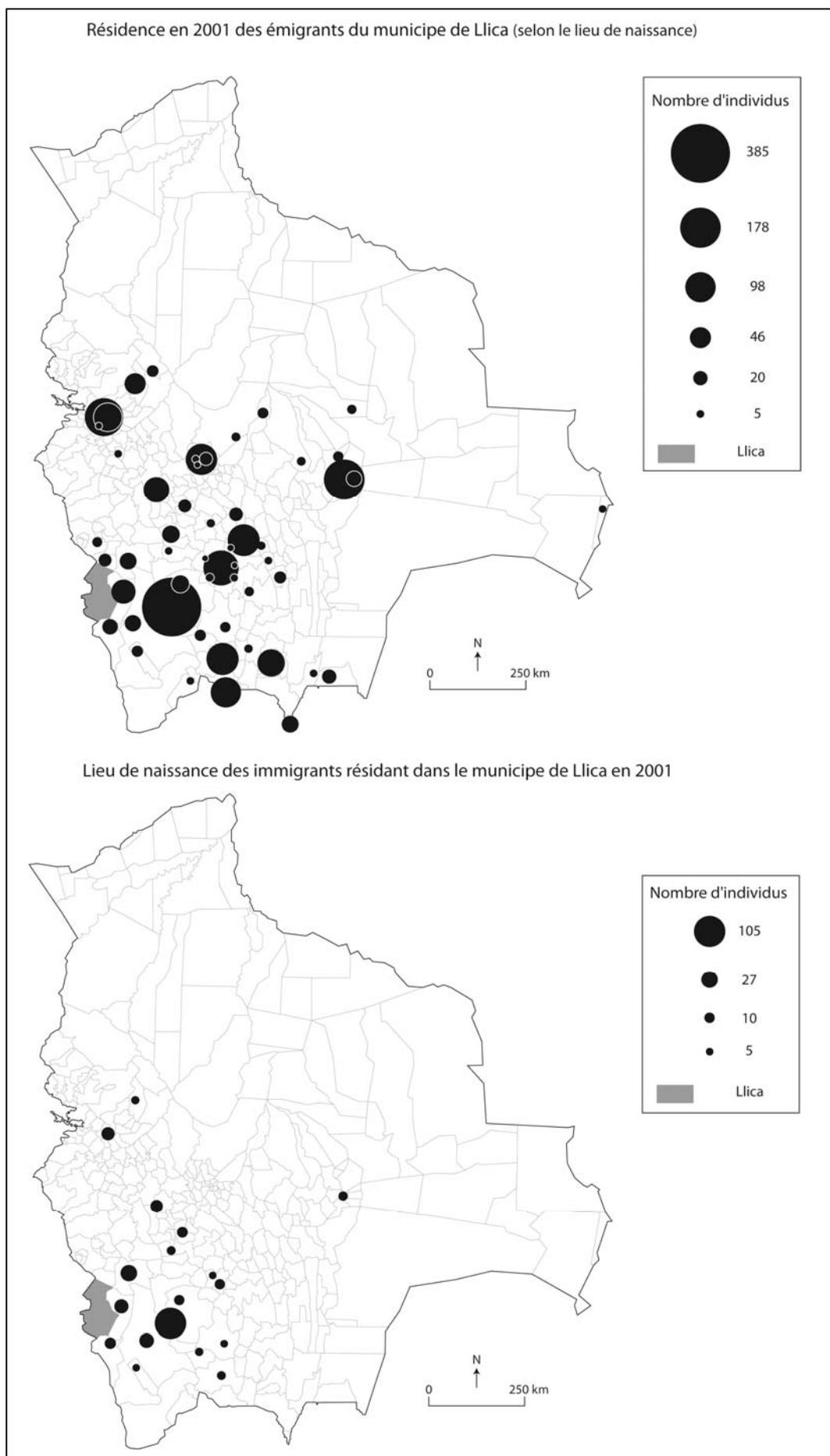
Annexe 7 : Origine des immigrants et lieu de naissance des émigrants par municipalité

Figure 1 : Origine des immigrants et lieu de naissance des émigrants du municipe de Colcha "K"



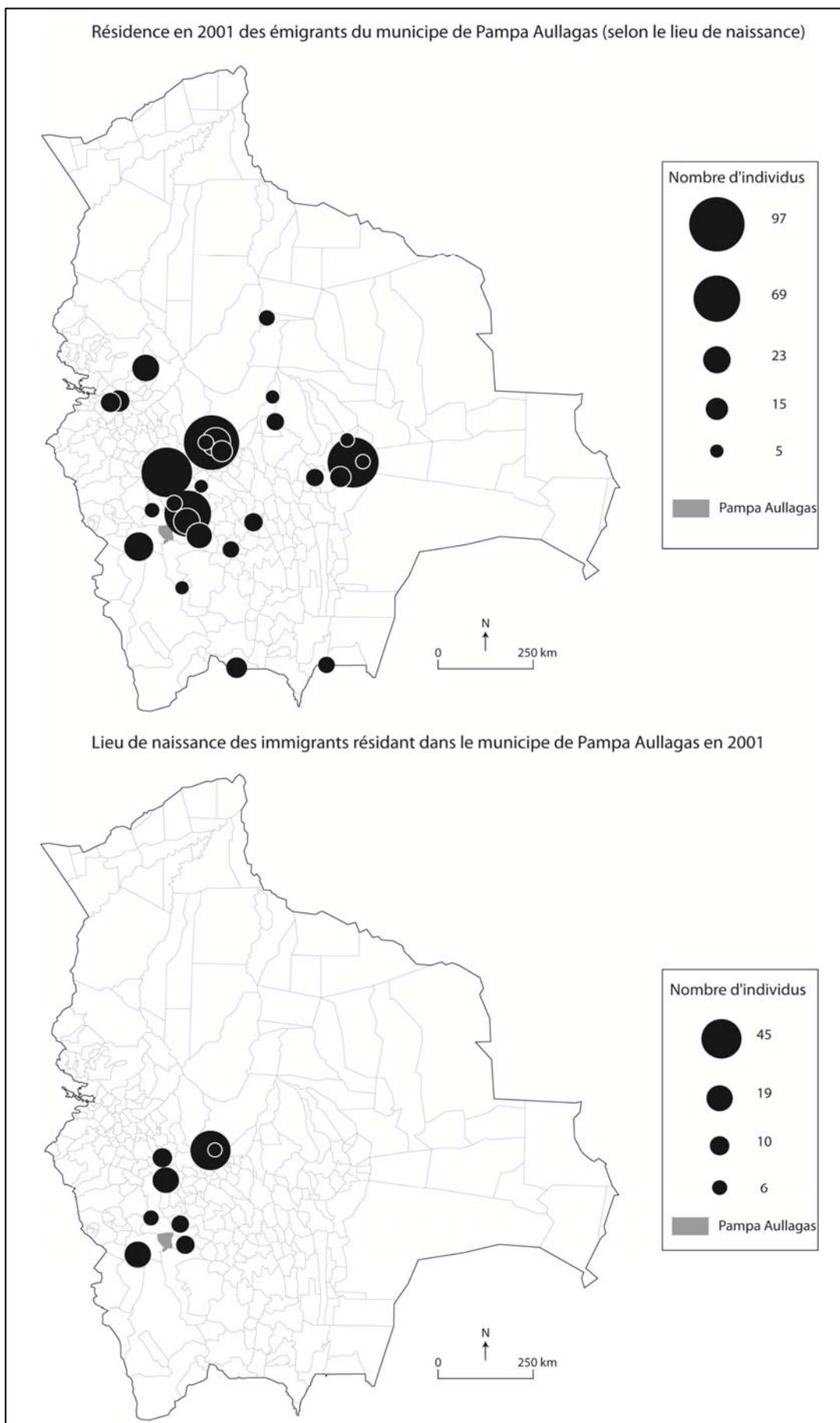
Source : INE, recensement 2001. Réalisation S. Coursière 2010.

Figure 2 : Origine des immigrants et lieu de naissance des émigrants du municipe de Llica



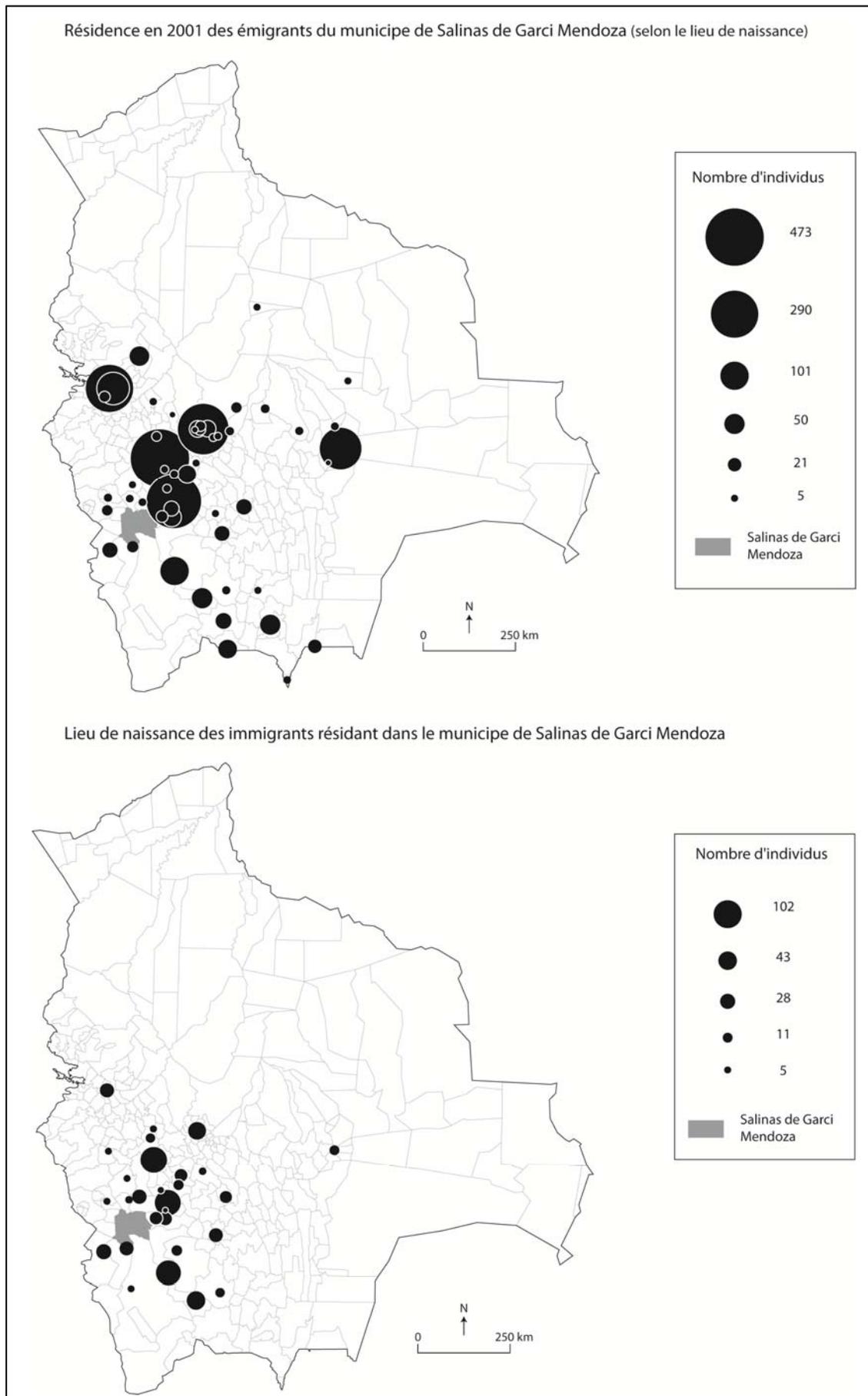
Source : INE, recensement 2001. Réalisation S. Coursière 2010.

Figure 3 : Origine des immigrants et lieu de naissance des émigrants du municpe de Pampa Aullagas



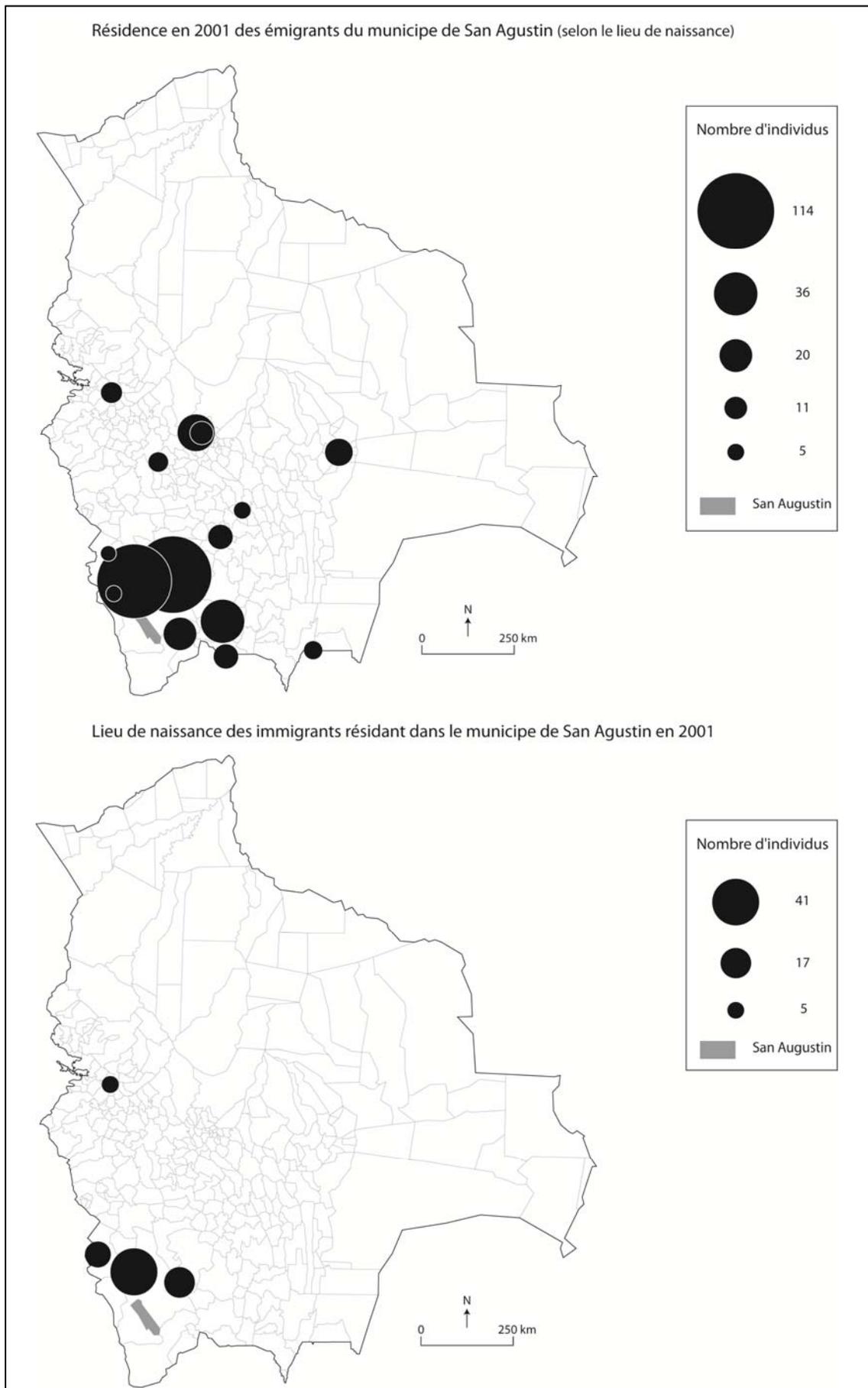
Source : INE, recensement 2001. Réalisation S. Coursière 2010.

Figure 4 : Origine des immigrants et lieu de naissance des émigrants du municipio de Salinas de Garci Mendoza



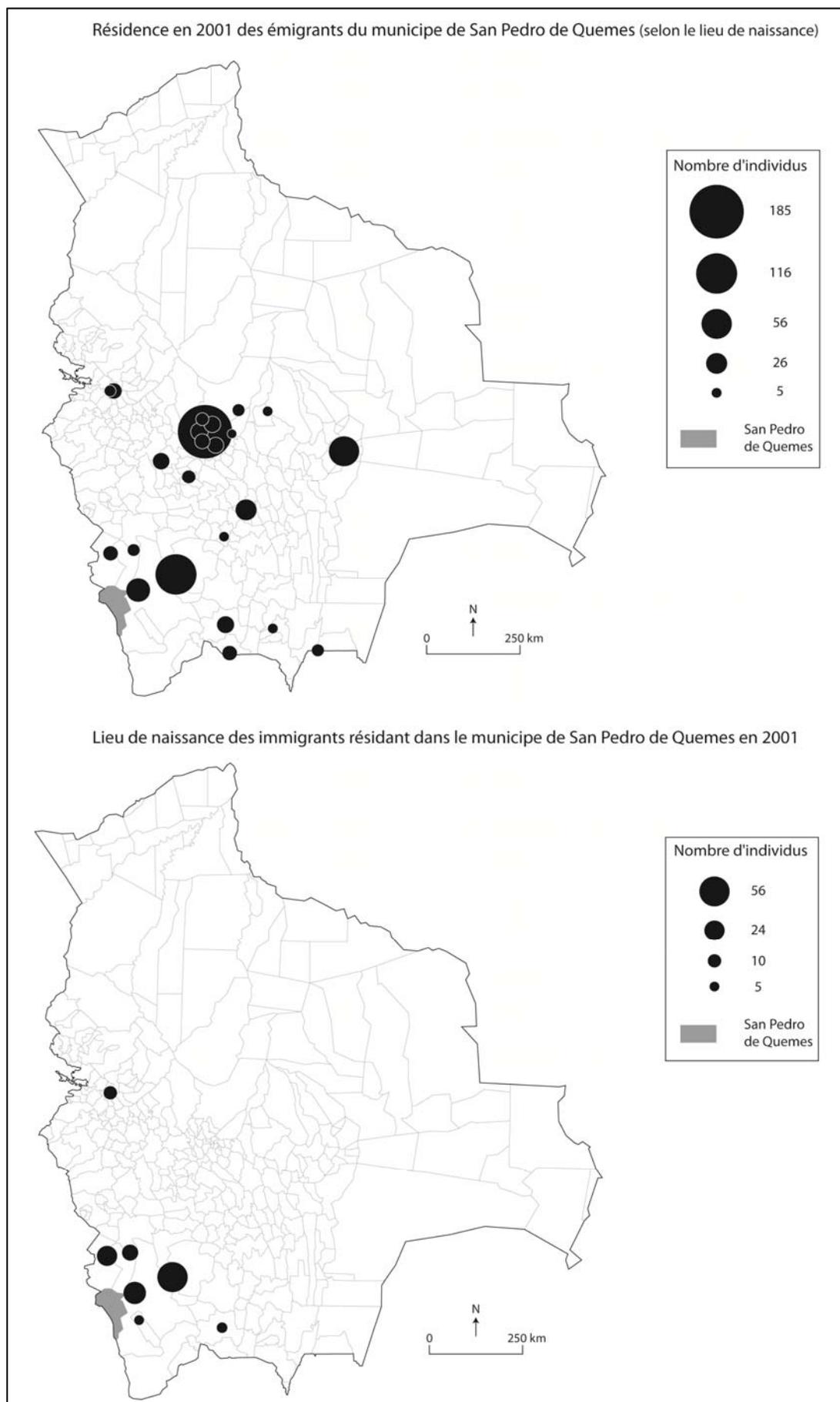
Source : INE, recensement 2001. Réalisation S. Coursière 2010.

Figure 5 : Origine des immigrants et lieu de naissance des émigrants du municipio de San Agustín



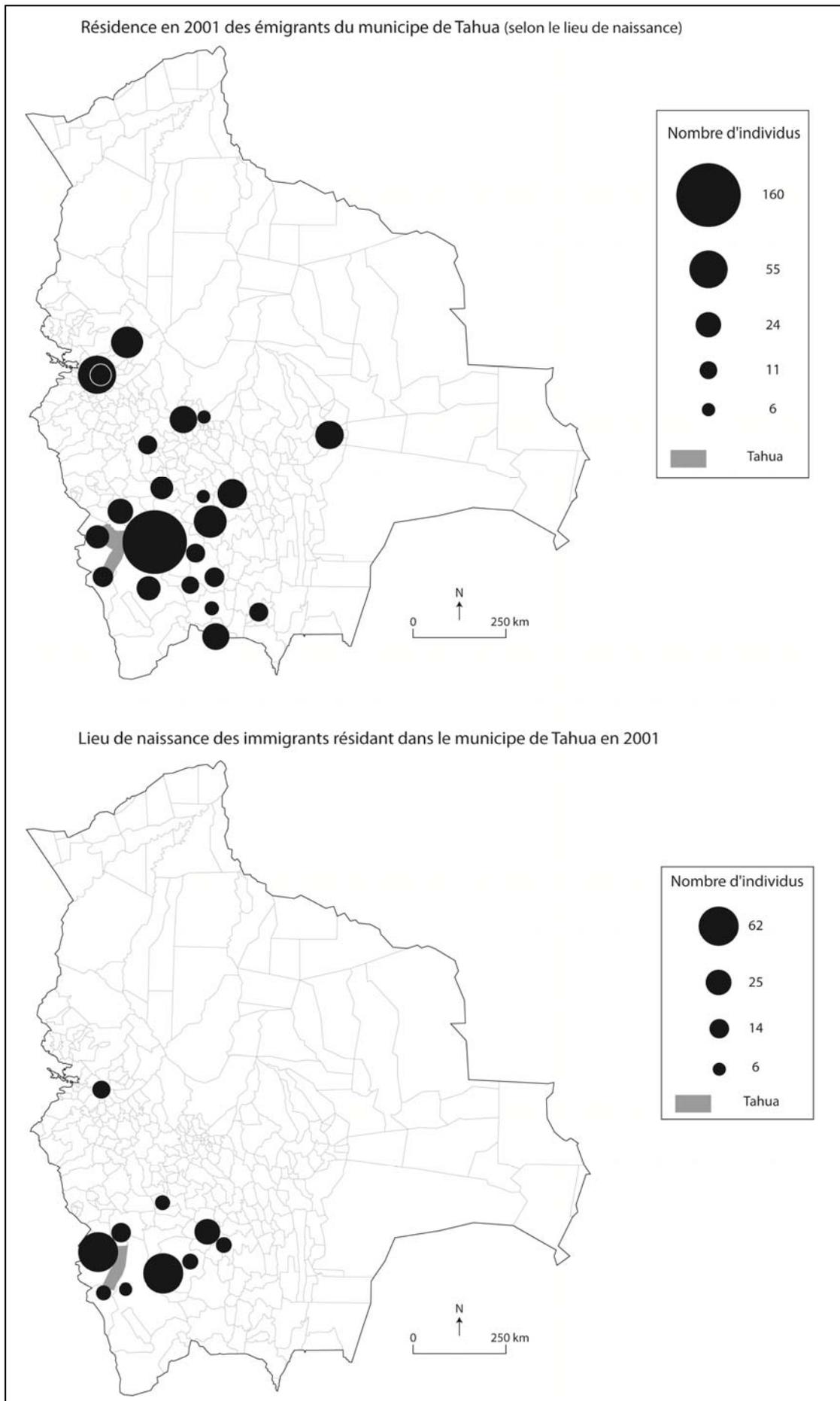
Source : INE, recensement 2001. Réalisation S. Coursière 2010.

Figure 6 : Origine des immigrants et lieu de naissance des émigrants du municipio de San Pedro de Quemes



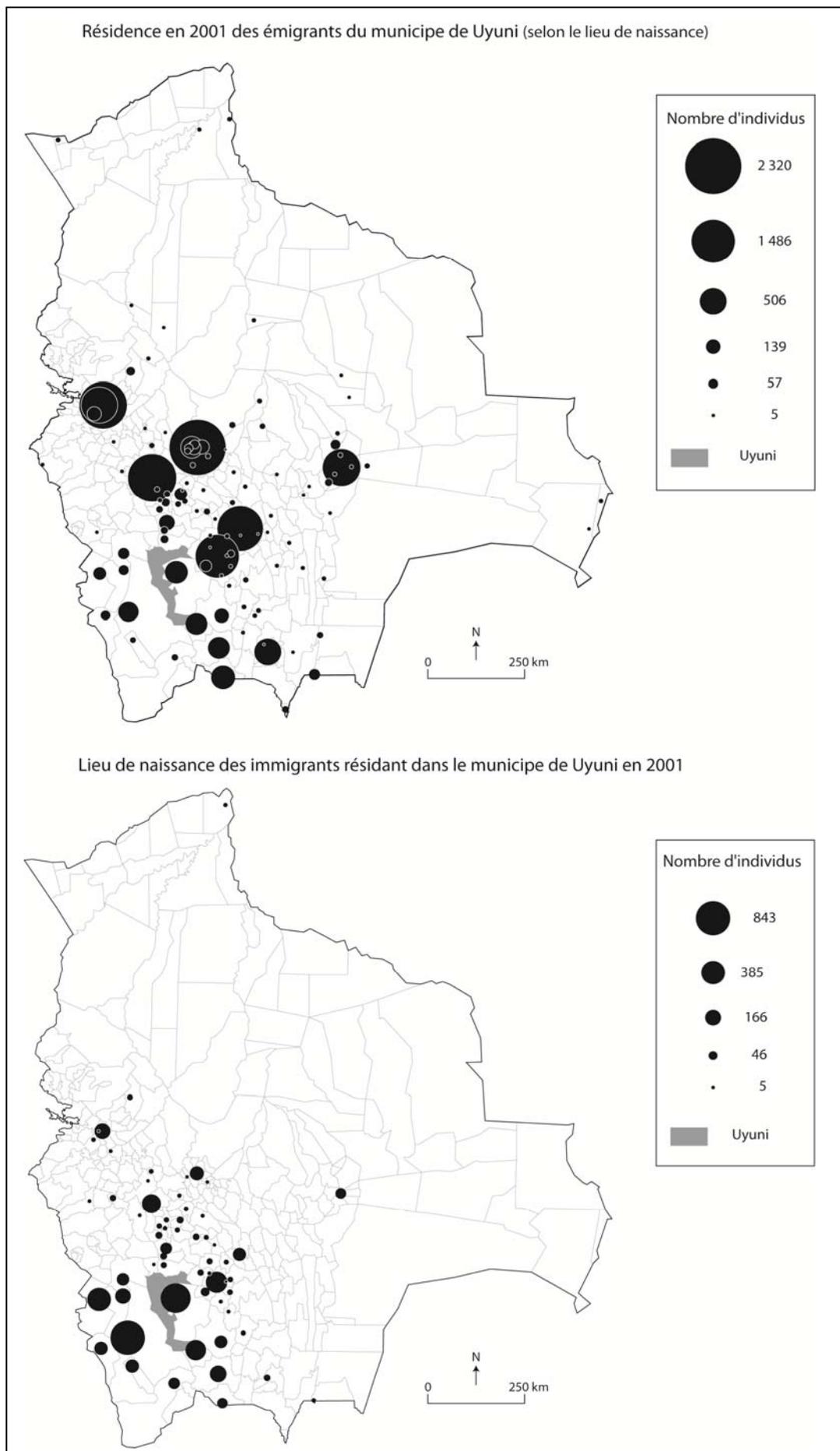
Source : INE, recensement 2001. Réalisation S. Coursière 2010.

Figure 7 : Origine des immigrants et lieu de naissance des émigrants du municipe de Tahua



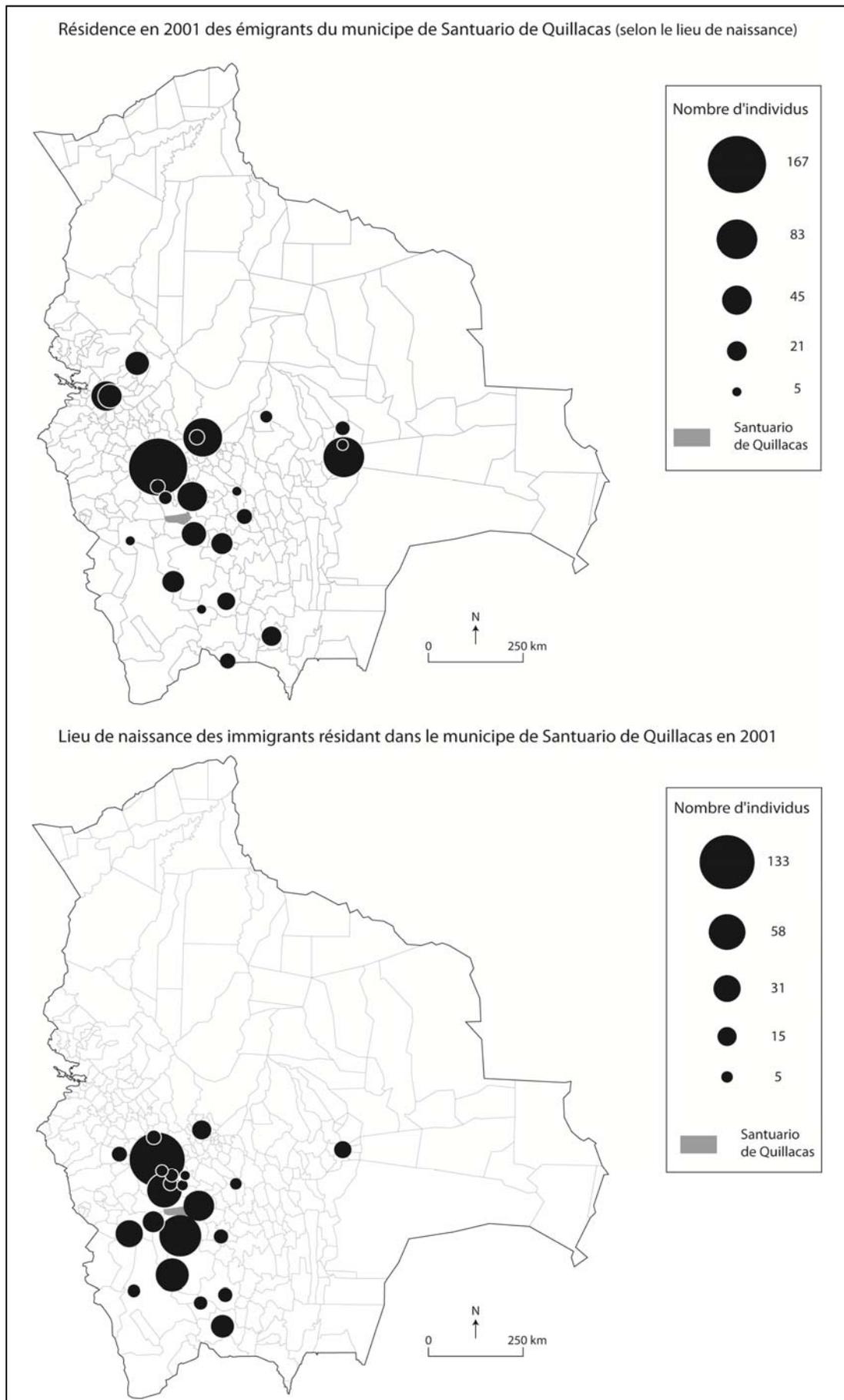
Source : INE, recensement 2001. Réalisation S. Coursière 2010.

Figure 8 : Origine des immigrants et lieu de naissance des émigrants du municipe d'Uyuni



Source : INE, recensement 2001. Réalisation S. Coursière 2010.

Figure 9 : Origine des immigrants et lieu de naissance des émigrants du municipio de Santuario de Quillacas



Source : INE, recensement 2001. Réalisation S. Coursière 2010.

Annexe 8 : Personnel de santé et nombre d'établissements de santé dans les municipes d'étude

Département	Municipe	Personnel de santé pour 1000 hab.	Nombre d'établissements de santé	
		2001	1992	2001
Oruro		1,21		138
Oruro	Oruro (ville)	1,03	43	42
Oruro	Santuario de Quillacas	1,21	2	2
Oruro	Salinas de Garci Mendoza	0,92	5	5
Oruro	Pampa Aullagas	1,34	1	1
Potosí		1,09		407
Potosí	Potosí (ville)	2,81	34	33
Potosí	Colcha "K"	1,66	13	13
Potosí	San Pedro de Quemes	1,23	1	1
Potosí	Uyuni	1,07	14	11
Potosí	San Agustín	2,44	2	3
Potosí	Tahua	1,39	2	3
Potosí	Llica	3,79	8	8

Source : PNUD Bolivia-INE, 2005.

Annexe 9 : Nombre d'unités éducatives dans les municipes d'étude

Département	Municipe	Nombre d'unités éducatives	
		1992	2001
Oruro			711
Oruro	Oruro (ville)	181	226
Oruro	Santuario de Quillacas	4	n.n.
Oruro	Salinas de Garci Mendoza	36	34
Oruro	Pampa Aullagas	6	8
Potosi			2162
Potosi	Potosi (ville)	154	164
Potosi	Colcha "K"	44	44
Potosi	San Pedro de Quemes	5	4
Potosi	Uyuni	72	68
Potosi	San Agustín	n.n.	8
Potosi	Tahua	13	13
Potosi	Llica	25	22

n.n. non notifié

Source : PNUD Bolivia-INE, 2005.

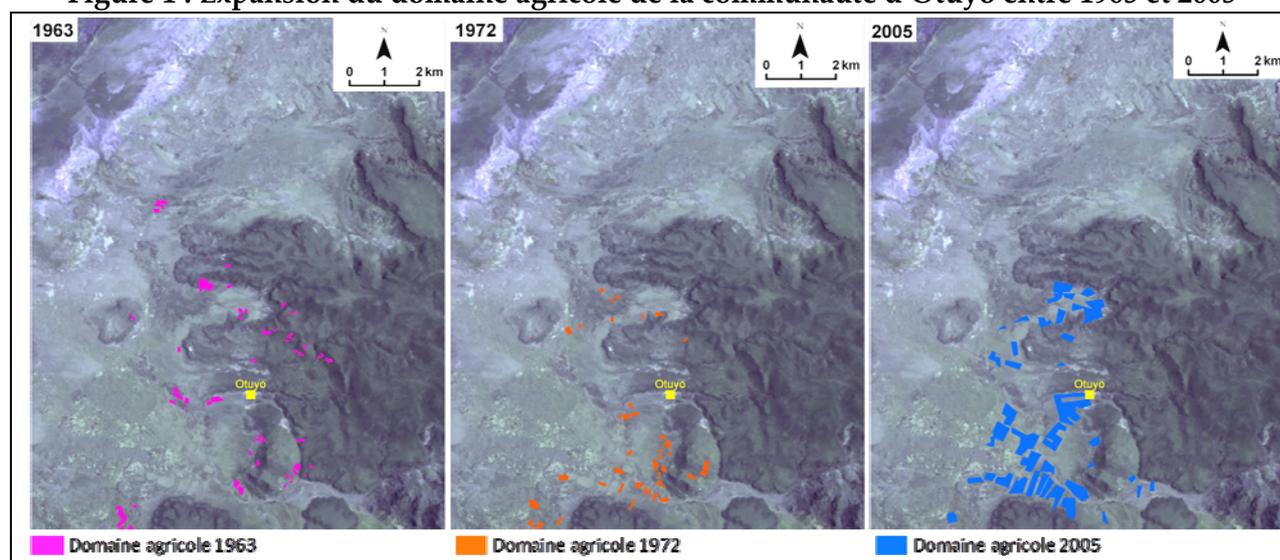
Annexe 10 : Les différents échelons auxquels appartient les communautés d'étude

Communauté <i>Comunidad</i>	Canton <i>Cantón</i>	District <i>Distrito</i>	Municipe <i>Municipio</i>	<i>Mancomunidad</i>	Province <i>Provincia</i>	Département <i>Departamento</i>	<i>Ayllu</i>	<i>Marka</i>
Otuyo	Salinas	1	Salinas de Garci Mendoza	Azanake	Ladislao Cabrera	Oruro	Huatari	Salinas
Chilalo	Salinas	1	Salinas de Garci Mendoza	Azanake	Ladislao Cabrera	Oruro	Huatari	Salinas
Palaya	Palaya	/	Llica	/	Daniel Campos	Potosi	Grande	Palaya
Candelaria de Viluyo	Coroma	Coroma	Uyuni	/	Antonio Quijarro	Potosi	Rodeo- Pallpa	Coroma
San Juan	San Juan	/	Colcha "K"	Gran Tierra de los Lipez	Nor Lipez	Potosi	San Juan	

Annexe 11 : Dynamique du changement d'usage des terres dans les communautés d'Otuyo, Chilalo et Candelaria

La communauté d'Otuyo est la première communauté de la région à avoir cultivé dans la plaine par le biais d'une répartition de terres communautaires de plaine aux familles en 1947 et 1948. Nous observons sur la figure suivante (fig. 1) la présence en 1963 déjà de terres cultivées dans la plaine alors qu'il n'y avait pas de tracteur. La multiplication des terres cultivées dans la plaine a été progressive, pour aboutir en 2005 à la culture d'une grande majorité des terres. Seules subsistent quelques terres trop caillouteuses et l'ensemble des terres type *pelar*.

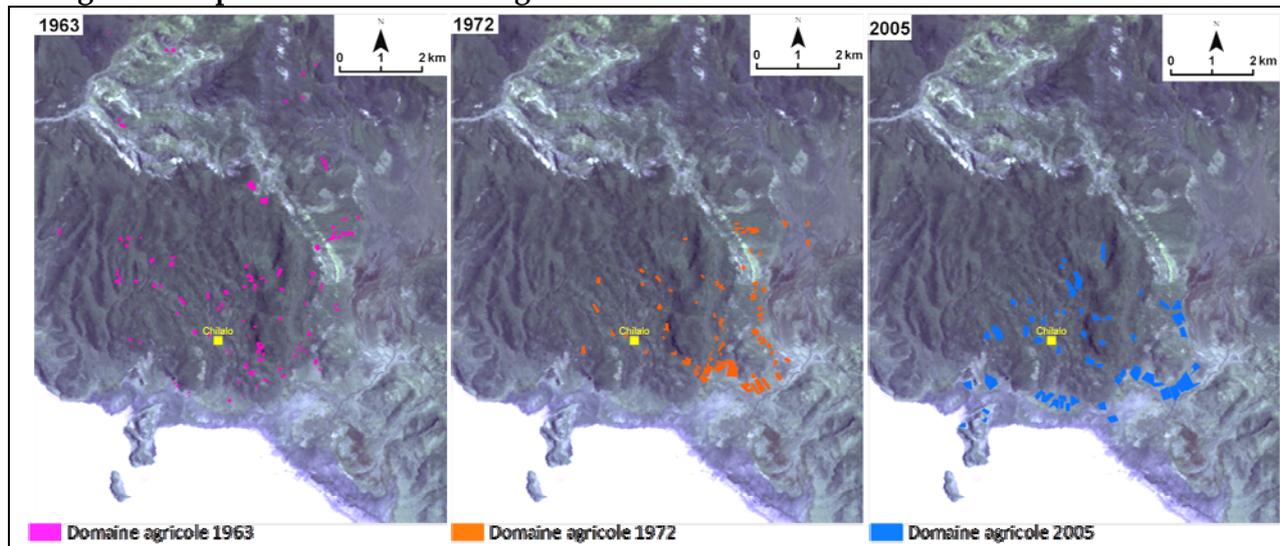
Figure 1 : Expansion du domaine agricole de la communauté d'Otuyo entre 1963 et 2005



Source : Jean-Rémi Duprat, 2008. Réalisation A. Vassas Toral.

La communauté de Chilalo est un peu particulière puisqu'il s'agit d'une communauté située exclusivement dans la montagne, à l'exception de quelques hectares de plaine. La photointerprétation est plus large que la seule communauté de Chilalo (figure 2), ce qui permet d'observer la « descente dans la plaine » à partir de 1972 déjà. Nous sommes dans cette zone au cœur de la zone la plus ancienne de production de quinoa. En ce qui concerne Chilalo, nous pouvons observer que les rares terres de plaine sont désormais cultivées et que dans la montagne, certains replats sont désormais exploités selon de plus grandes superficies et de façon mécanisée.

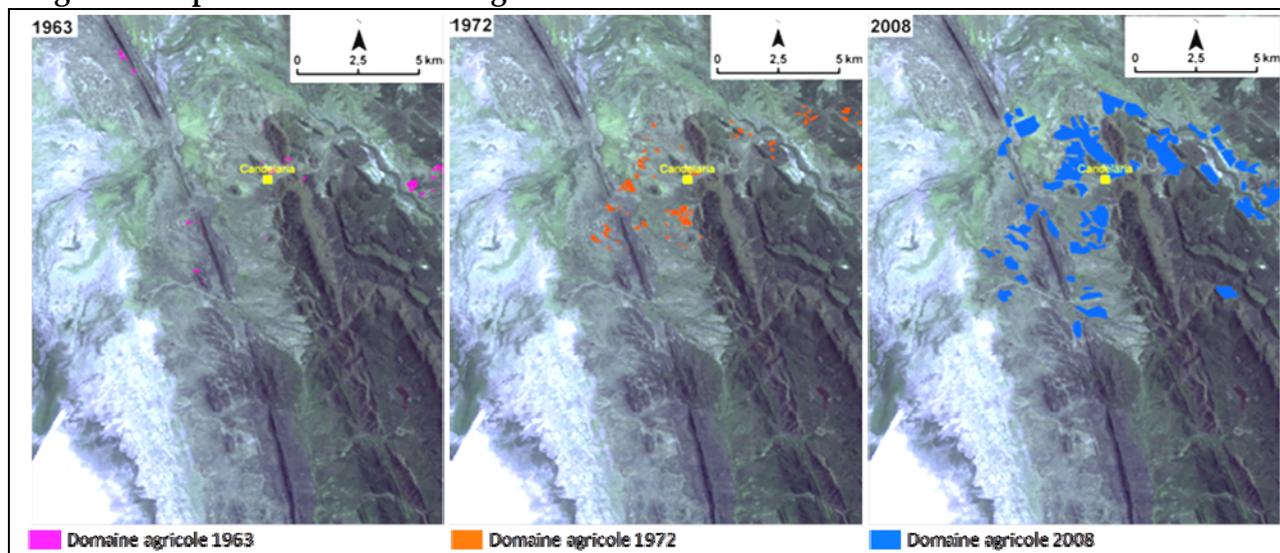
Figure 2 : Expansion du domaine agricole de la communauté de Chilalo entre 1963 et 2005



Source : Jean-Rémi Duprat, 2008. Réalisation A. Vassas Toral.

Pour la communauté de Candelaria, nous ne disposons pas de l'interprétation sur l'ensemble de la communauté (figure 3) mais ce qu'il est intéressant de noter est le peu de superficies cultivées en 1963 et en 1972. En effet, Candelaria et plus généralement la zone est du *salar* est une zone d'élevage plus que d'agriculture. D'autre part, les reliefs de Candelaria sont, d'après les habitants inaptes à la mise en culture. A Candelaria, comme dans toute cette zone, l'expansion agricole et plus particulièrement de la culture de quinoa s'est faite à partir du milieu des années 1990.

Figure 3 : Expansion du domaine agricole de la communauté de Candelaria entre 1963 et 2006



Source : Jean-Rémi Duprat, 2008. Réalisation A. Vassas Toral.

Annexe 12 : Main-d'œuvre pour les travaux agricoles de la culture de quinoa selon différents auteurs

Tableau 1: Main-d'œuvre pour les travaux agricoles d'un hectare de quinoa cultivé selon un itinéraire technique entièrement manuel

Opérations (en hj)	Auteurs		
	Félix ¹	Fondation Autapo ²	Acosta ³
Défriche	3-30*	8	
Labour	15	10	10
Semis	2,5	8	10
Désherbage	0,5 à 2	5	
Protection des plantules		5	
Contrôle des ravageurs		3	
Récolte	12	6	5
Battage + tamisage	10	14	33
Vannage	3 à 7		
Total culture	46-78,5	59	58

* selon l'enfrichement

Tableau 2 : Main-d'œuvre pour les travaux agricoles d'un hectare de quinoa cultivé selon un itinéraire technique semi-mécanisé

Opérations (en hj)	Auteurs		
	Félix	Fondation Autapo	Acosta
Défriche		8	
Labour		/	/
Semis		/	10
Désherbage		5	
Récolte		10	5
Battage + tamisage			33
Vannage		1	
Épandage d'engrais		4	
Protection des plantules		7	
Contrôle des ravageurs		4	5
Total		40	53

Tableau 3 : Main-d'œuvre pour les travaux agricoles d'un hectare de quinoa cultivé selon un itinéraire technique mécanisé (organique)

Opérations (en hj)	Auteurs		
	Félix	Fondation Autapo	Acosta
Défriche	0	0	0
Labour	0	0	0
Semis	0	1	0
Désherbage	0	0	0
Récolte	12	2	5
Battage + tamisage	2	2	33
Vannage	3 à 7		
Contrôle des ravageurs		5	5
Total	27	11	43

¹ Félix, 2004 « Diagnostic agraire de la province Daniel Campos : le développement de la filière du quinoa et ses conséquences sur l'équilibre du système agraire aymara ».

² Fundación Autapo, 2008 "Linea base 2008, Municipios productores de quinua real del Altiplano Sur de Bolivia". Nous utilisons les données du département d'Oruro.

³ Acosta (2007) « Durabilité des systèmes de production de l'altiplano sud bolivien : quels équilibres entre élevage et agriculture ».

Annexe 13 : Coûts de production d'un hectare de quinoa selon différents auteurs

La Fondation AUTAPO (comm. pers.), calcule un coût de 562,5 USD/ha de quinoa semi-mécanisée (tableau 1). Si nous enlevons les activités en italique qui ne sont pas pratiquées par tous les producteurs, nous avons un coût total de 340 USD/ha.

Tableau 1 : Coûts de production de quinoa real organique semi-mécanisée en BOB/ha.
Estimations de la Fondation Autapo

Activité	Unité	Quantité	Coût Unitaire BOB	Coût Total BOB
Défrichage	Salaire journalier	5	40	200
Labour	Hectare	1	250	250
<i>Fumier de camélidés</i>	Tonne	10	100	1 000
Préparation du sol				1 450
Semis	Hectare	1	150	150
Protection des semis	Salaire journalier	2	40	80
<i>Fertilisation</i>	Salaire journalier	4	40	160
Semis				390
Contrôle des ravageurs	Salaire journalier	4	40	160
Travaux culturaux				160
Coupe et mise en tas	Salaire journalier	10	40	400
Battage	Tracteur	1	250	250
Vannage et mise en sac	Salaire journalier	8	40	320
Transport	Voyage	1	100	100
Récolte				1 070
Semence	Kg.	5	25	125
<i>Achat de bio-intrants</i>	Litres	40	10	400
Intrants				525
Sacs de polypropylène	Pièces	15	2	30
Houx	Pièces	3	20	60
Pulvérisateur à dos	Pièces	1	600	600
Outils et accessoires				690
<i>5% du total des coûts</i>				215
Imprévus				215
TOTAUX				4 500

Source : Fundación AUTAPO, comm. pers., 2008.

I. Acosta Alba quant à elle a calculé les coûts de production pour la culture manuelle (tableau 2), la culture semi-mécanisée (tableau 3) et la culture mécanisée (tableau 4). Pour la quinoa semi-mécanisée, les coûts atteignent 297 USD/ha.

Tableau 2 : Coûts de production de quinoa real organique manuelle en USD/ha.
Estimations d' I. Acosta Alba (2007)

Activité	Unité	Quantité	Coût Unitaire	Coût Total
Labour	Salaire journalier	10	5	50
Fumier de camélidés				22
Semis	Salaire journalier	10	5	50
Semences				5,76
Contrôle des ravageurs				10
Récolte	Salaire journalier	5	5	25
Post-récolte	Salaire journalier	33	5	165
TOTAL				327,76

**Tableau 3 : Coûts de production de quinoa real organique semi-mécanisée en USD/ha.
Estimations d'I. Acosta Alba (2007)**

Activité	Unité	Quantité	Coût Unitaire	Coût Total
Labour	Hectare	1		20
Fumier de camélidés				22
Semis	Salaire journalier	10	5	50
Semences				5,76
Contrôle des ravageurs				10
Récolte	Salaire journalier	5	5	25
Post-récolte	Salaire journalier	33	5	165
TOTAL				297,76

**Tableau 4 : Coûts de production de quinoa real organique mécanisée en USD/ha.
Estimations d'I. Acosta Alba (2007)**

Activité	Unité	Quantité	Coût Unitaire	Coût Total
Labour	Hectare	1		20
Fumier de camélidés				22
Semis	Hectare	1		25
Semences				5,76
Contrôle des ravageurs				10
Récolte	Salaire journalier	5	5	25
Post-récolte	Salaire journalier	33	5	165
TOTAL				272,76

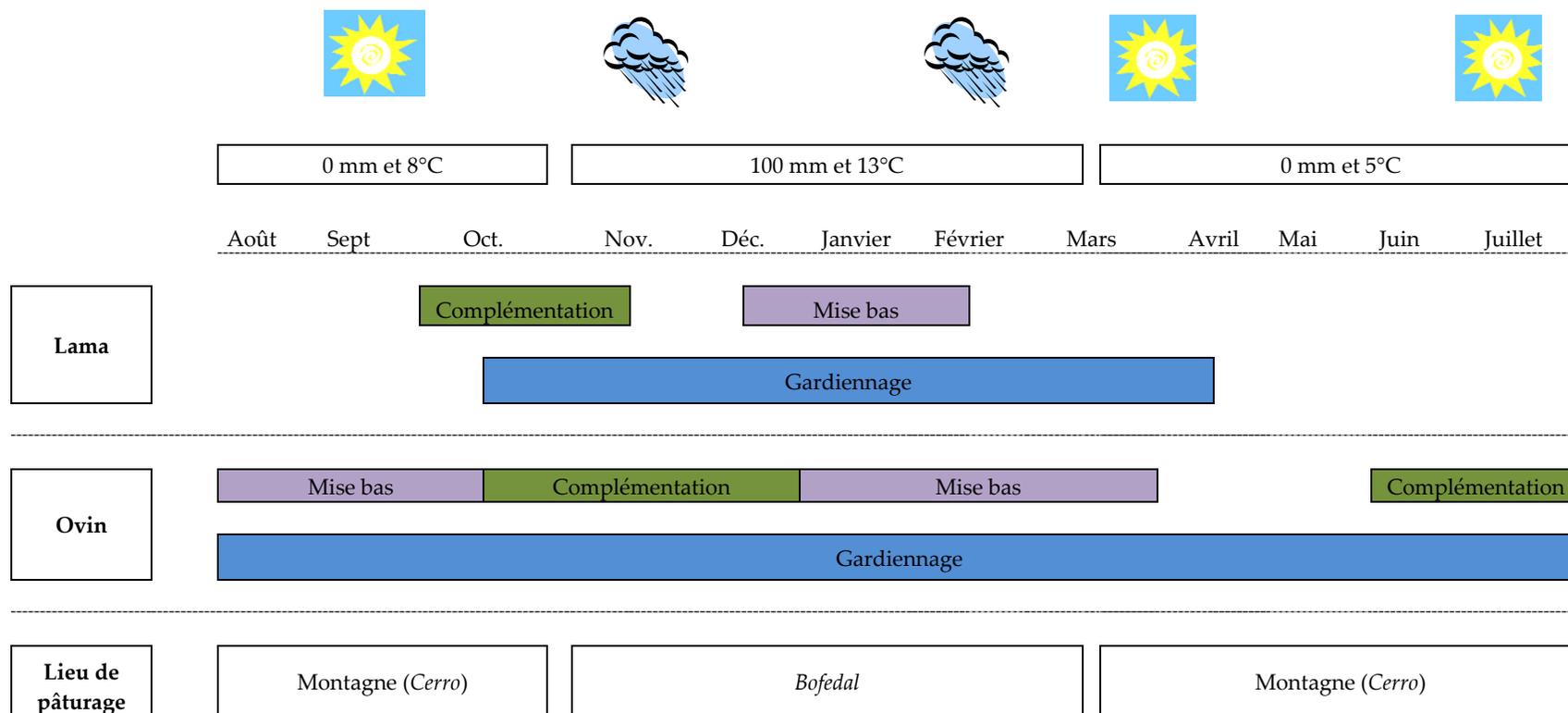
Quant à D. Félix (2004 : 56), il a calculé les coûts de production qui sont « *les consommations intermédiaires et amortissements d'un hectare de quinoa cultivé manuellement, en montagne, avec 2 ans de jachère et ceux d'un hectare de plaine labouré et semé au tracteur, traité contre les ravageurs, fertilisé et dont la récolte se fait avec un véhicule et une dizaine d'ouvriers.* »

Tableau 5 : Calcul des coûts de production de deux parcelles d'un hectare de quinoa. Félix (2004)

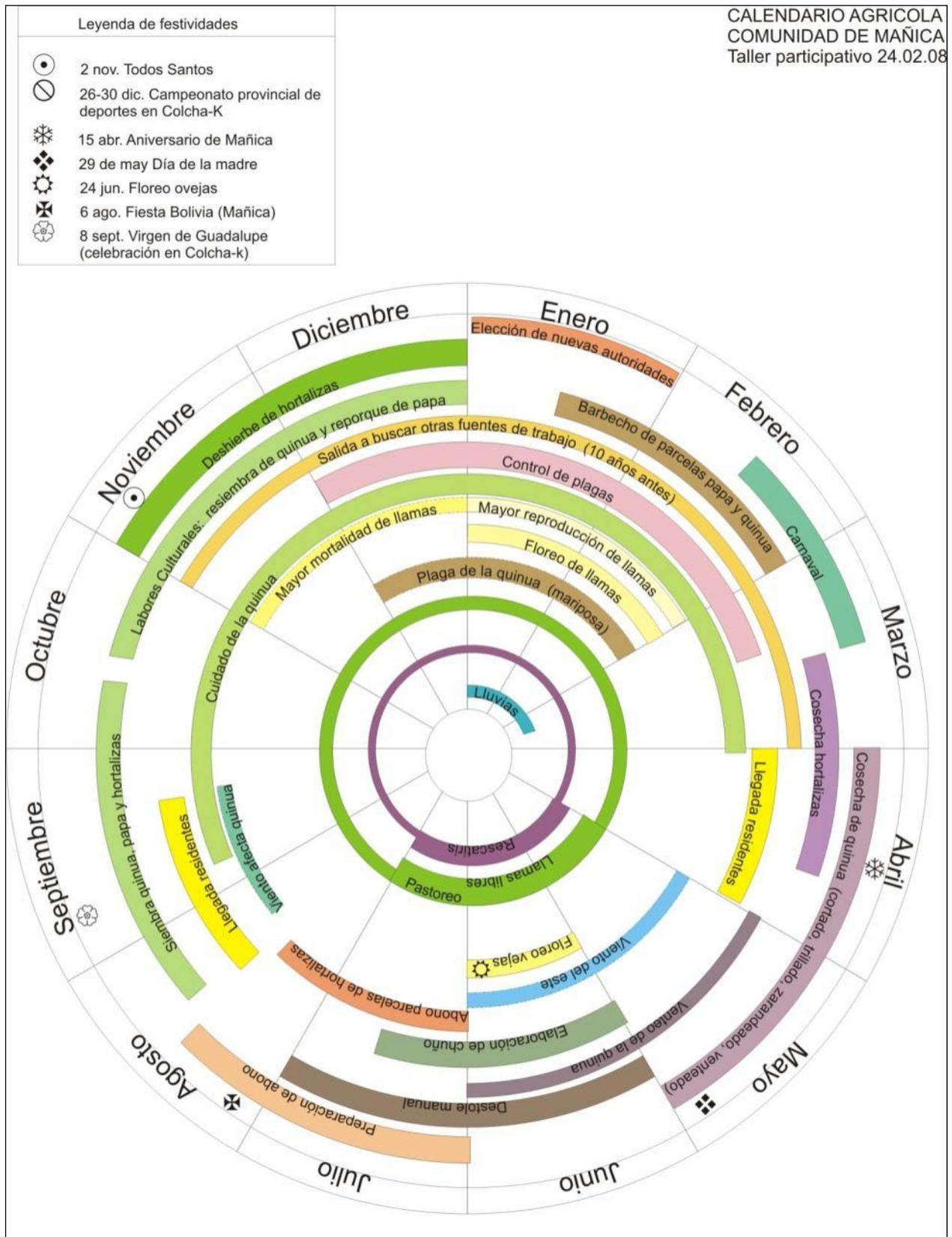
Manuel				Mécanisé organique			
	Durée (années)	Prix (BOB)	Coût annuel (BOB)		Durée (années)	Prix (BOB)	Coût annuel (BOB)
15 sacs	3	2.5	12.5	1 pulvérisateur	10	120	12
6 taquisas	3	20	40	15 sacs	3	2.5	12.5
4 pioches	5	30	24	1 véhicule	20	15 000	750
2 barres à mine	10	30	6	Combustible			200
3 leukanas	5	20	12	Insecticide (Pyrèthre)			60
Récolte (<i>minka</i>), 1 qq/ha			240	Paiement tractoriste (labour)			200
TOTAL			322	Paiement tractoriste (semis)			150
				Paiement ouvriers agricoles (récolte, 10 hj à 25 BOB/hj)			250
				Engrais (4 camionnettes à 150 BOB/camionnette)			600
				TOTAL			2222

Remarque : dans le calcul du coût de production manuelle, la main-d'œuvre n'a pas été considérée et nous pensons que pour la culture mécanisée, il faut enlever l'achat d'un véhicule plus le combustible, ce qui ramène à un coût pour la parcelle mécanisée organique à 1272 BOB soit 159 USD.

Annexe 14 : Calendrier du système d'élevage (d'après Acosta Alba, 2007)



Annexe 15 : Calendrier agricole (original) de la communauté de Mañica. Atelier participatif réalisé par Manuela Vieira Pak le 24.02.08.



Source : M. Vieira Pak, communication personnelle, 2008.

Annexe 16 : Destinations migratoires des individus enquêtés, citées au moins une fois dans les trajectoires individuelles (en pourcentage des individus migrants)

Destination	Localisation	Caractère	San Juan	Chilalo	Otuyo	Candelaria	Palaya	Ensemble des trajectoires
Uyuni	Régionale	Urbain	50,0	25,8	16,0	28,0	22,2	30,9
Oruro	Régionale	Urbain	2,5	48,4	24,0	12,0	11,1	19,4
Atocha	Régionale	Urbain	0,0	32,3	8,0	12,0	0,0	10,8
Potosi	Régionale	Urbain	5,0	0,0	0,0	52,0	0,0	10,8
Challapata	Régionale	Urbain	2,5	6,5	8,0	12,0	0,0	5,8
Tupiza	Régionale	Urbain	0,0	3,2	0,0	0,0	11,1	2,2
Villazon	Régionale	Urbain	0,0	0,0	4,0	12,0	0,0	2,9
Porco	Régionale	Urbain	0,0	0,0	0,0	8,0	0,0	1,4
Pazña	Régionale	Urbain	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,7
Poopo	Régionale	Urbain	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,7
Alianza	Régionale	Rural	0,0	0,0	0,0	0,0	5,6	0,7
Amincha	Régionale	Rural	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4
Apacheta	Régionale	Rural	15,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,3
Belen Escara	Régionale	Rural	0,0	3,2	0,0	0,0	0,0	0,7
Cayoalca	Régionale	Rural	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,7
Cerro Grande	Régionale	Rural	0,0	3,2	0,0	0,0	0,0	0,7
Challacollo	Régionale	Rural	0,0	0,0	0,0	0,0	5,6	0,7
Colcha "K"	Régionale	Rural	7,5	0,0	0,0	0,0	0,0	2,2
Colchani	Régionale	Rural	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,7
District Potosi	Régionale	Rural	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
District Quijarro	Régionale	Rural	0,0	0,0	0,0	0,0	5,6	0,7
District Uyuni	Régionale	Rural	2,5	0,0	0,0	4,0	11,1	2,9
Horsu	Régionale	Rural	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
Huanuni	Régionale	Rural	0,0	3,2	0,0	0,0	0,0	0,7
Kewa	Régionale	Rural	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,7
La Rivera	Régionale	Rural	0,0	3,2	0,0	0,0	0,0	0,7
Laguna Verde	Régionale	Rural	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
Lequepata	Régionale	Rural	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
Llica	Régionale	Rural	0,0	3,2	0,0	4,0	61,1	9,4
Mañica	Régionale	Rural	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4
Pampa Aullagas	Régionale	Rural	0,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,7
Pitca	Régionale	Rural	0,0	3,2	0,0	0,0	0,0	0,7
Pulacayo	Régionale	Rural	0,0	0,0	8,0	0,0	0,0	1,4
Puqui	Régionale	Rural	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,7
Rio Blanco	Régionale	Rural	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,7
Rio Grande	Régionale	Rural	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
Sajama	Régionale	Rural	0,0	3,2	0,0	0,0	0,0	0,7
Salinas	Régionale	Rural	0,0	16,1	8,0	0,0	0,0	5,0
San Pablo de Lipez	Régionale	Rural	0,0	0,0	0,0	0,0	5,6	0,7
San Pablo de Napa	Régionale	Rural	0,0	12,9	0,0	0,0	11,1	4,3
Tahua	Régionale	Rural	0,0	0,0	0,0	0,0	5,6	0,7
Telamayu	Régionale	Rural	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
Todos Santos	Régionale	Rural	0,0	3,2	0,0	0,0	0,0	0,7
Tomave	Régionale	Rural	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,7
Yonza	Régionale	Rural	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
Yura	Régionale	Rural	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,7
Zoniquera	Régionale	Rural	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,7
La Paz/El Alto	Nationale	Urbain	5,0	19,4	52,0	8,0	16,7	18,7
Cochabamba	Nationale	Urbain	7,5	19,4	12,0	16,0	0,0	11,5
Santa Cruz	Nationale	Urbain	0,0	0,0	24,0	12,0	0,0	6,5
Tarija	Nationale	Urbain	2,5	6,5	0,0	8,0	5,6	4,3

Sucre	Nationale	Urbain	2,5	0,0	0,0	4,0	5,6	2,2
Sorata	Nationale	Urbain	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,7
Tipuani	Nationale	Urbain	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,7
Coroico	Nationale	Urbain	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,7
Yungas rural	Nationale	Rural	0,0	6,5	16,0	4,0	5,6	5,8
Santa Cruz rural	Nationale	Rural	5,0	0,0	4,0	12,0	5,6	5,0
Chaparé	Nationale	Rural	0,0	0,0	0,0	12,0	0,0	2,2
Cobija	Nationale	Rural	0,0	0,0	0,0	8,0	0,0	1,4
Rio Colorado	Nationale	Rural	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,7
Warisata	Nationale	Rural	0,0	0,0	0,0	0,0	5,6	0,7
Totoral	Nationale	Rural	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,7
Vituyo	Nationale	Rural	0,0	3,2	0,0	0,0	0,0	0,7
Calama	Internationale	Urbain	40,0	0,0	0,0	0,0	5,6	12,2
Iquique/Alto Hospicio	Internationale	Urbain	2,5	25,8	0,0	0,0	27,8	10,1
Antofagasta	Internationale	Urbain	17,5	0,0	0,0	4,0	0,0	5,8
Buenos Aires	Internationale	Urbain	10,0	3,2	4,0	8,0	0,0	5,8
Mendoza	Internationale	Urbain	12,5	0,0	0,0	8,0	0,0	5,0
Pica	Internationale	Urbain	5,0	0,0	0,0	0,0	27,8	5,0
Chuquicamata	Internationale	Urbain	10,0	0,0	0,0	4,0	5,6	4,3
San Pedro Atacama	Internationale	Urbain	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4
La Quiaca	Internationale	Urbain	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4
Pozo Al Monte	Internationale	Urbain	0,0	0,0	0,0	0,0	5,6	0,7
La Serena	Internationale	Urbain	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,7
Cuiaba	Internationale	Urbain	0,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,7
Ollagüe	Internationale	Rural	10,0	0,0	0,0	16,0	0,0	5,8
Mendoza rural	Internationale	Rural	10,0	0,0	0,0	8,0	0,0	4,3
Jujuy	Internationale	Rural	5,0	0,0	0,0	4,0	0,0	2,2
Rio Negro	Internationale	Rural	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4
Salta	Internationale	Rural	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4
Santa Fé	Internationale	Rural	2,5	0,0	0,0	4,0	0,0	1,4
Santa Rosa	Internationale	Rural	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4
Tucuman	Internationale	Rural	0,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,7
Ledesma	Internationale	Rural	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,7
Catamarca	Internationale	Rural	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
Rio Branco	Internationale	Rural	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,7

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Annexe 17 : Aire d'extension des destinations migratoires des individus migrants

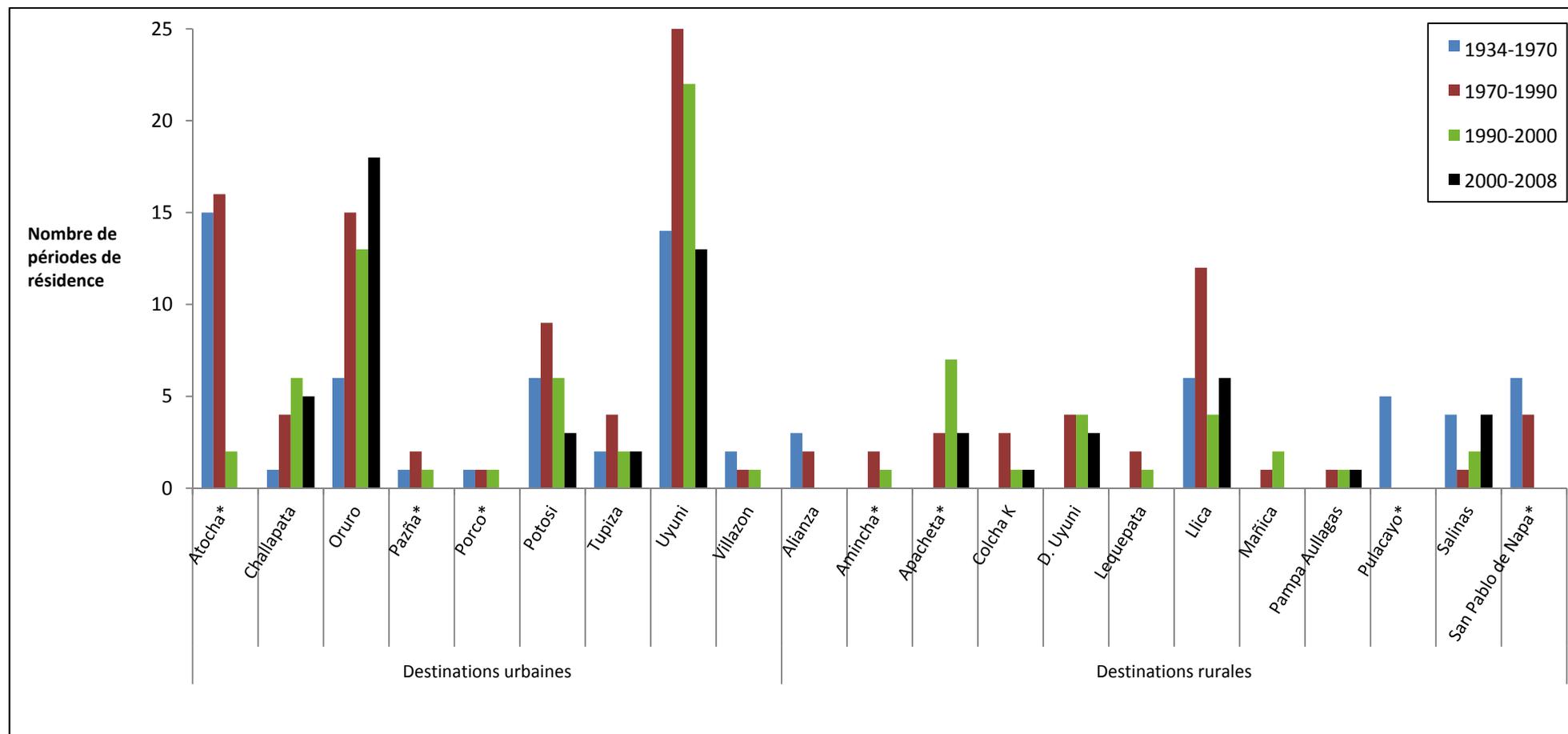
**Tableau 1 : Aire d'extension des destinations migratoires des individus
(sur un total de 139 individus, en %)**

	San Juan	Chilalo	Otuayo	Candelaria	Palaya	Total
Aire d'extension migratoire régionale (départements Oruro et Potosi)	65,0	83,9	56,0	84,0	83,3	73,4
Aire d'extension migratoire nationale (hors départements Oruro et Potosi)	22,5	45,2	80,0	52,0	27,8	43,9
Aire d'extension migratoire internationale	77,5	29	12,0	40,0	38,9	43,2

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Annexe 18 : Évolution temporelle de la fréquentation des lieux migratoires

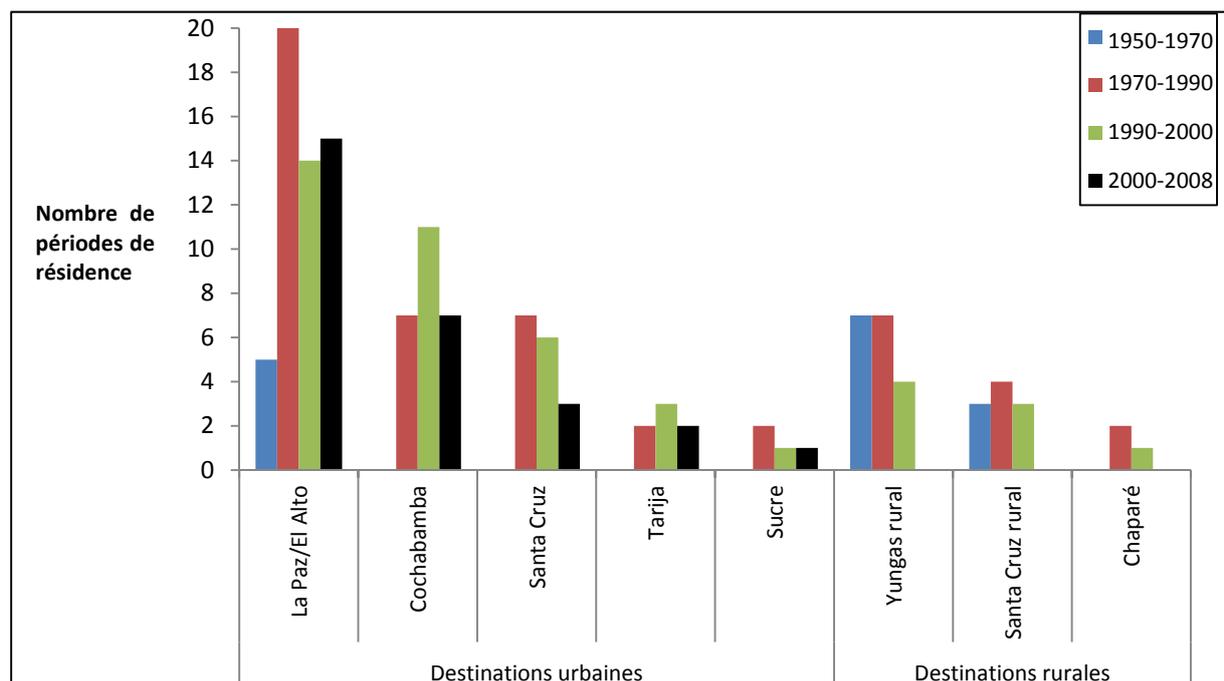
Figure 1 : Évolution temporelle de la fréquentation des destinations migratoires régionales
(nombre d'individus ayant résidé dans le lieu au cours de la période ; destinations qui ont un nombre de périodes de résidence > 2)



* Centres miniers

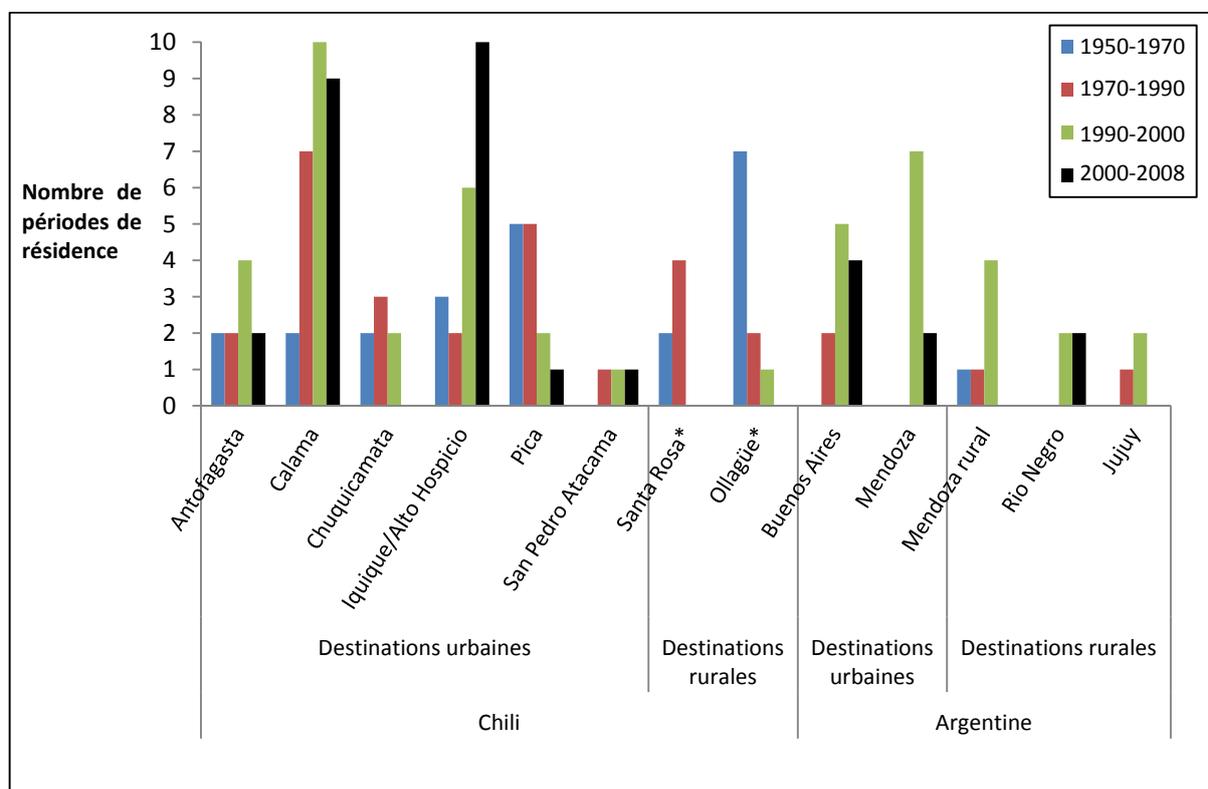
Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Figure 2 : Évolution temporelle de la fréquentation des destinations migratoires nationales (en nombre d'individus ayant résidé dans le lieu au cours de la période ; destinations qui ont un nombre de périodes de résidence > 2)



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Figure 3 : Évolution temporelle de la fréquentation des destinations migratoires internationales (en nombre d'individus ayant résidé dans le lieu au cours de la période ; destinations qui ont un nombre de périodes de résidence > 2)



* Centres miniers

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Annexe 19 : Liste des activités citées par les 139 migrants par secteur d'activité et statut de l'emploi

Secteur	Statut	Intitulé complet des activités citées
Agriculture	Salarié temporaire	Ouvrier agricole, bûcheron, comptable
	Indépendant	Exploitant agricole, tractoriste
Mine	Salarié temporaire	Mineur
Bâtiment	Salarié temporaire	Maçon, charpentier, électricien
	Indépendant	Contremaître, charpentier
Textile	Salarié temporaire	Employé couturier
	Indépendant	Couturier à son compte
Artisanat	Salarié temporaire	Employé dans fabrique de meubles, fabrique de briques, usine de transformation de quinoa
	Indépendant	Fabrique de gâteau, musicien
Commerce	Salarié temporaire	Employé épicerie générale, quincaillerie, gardien d'une entreprise
	Indépendant	Commerce alimentaire dans la rue, commerce de vêtements
Restauration	Salarié temporaire	Employé de restaurant
	Indépendant	Restaurant
Service domestique	Salarié temporaire	Employée domestique de jour, employée domestique de jour et nuit
Service automobile	Salarié temporaire	Mécanicien, soudeur
	Indépendant	Garage de mécanique générale, atelier de carrosserie, atelier de soudure
Transport	Salarié temporaire	Chauffeur de minibus, chauffeur de poids lourds pour les mines, employé chemin de fer
	Indépendant	Propriétaire et chauffeur de son minibus ou de son bus
Administration	Salarié permanent	Policier, employé administratif
Éducation	Salarié permanent	Professeur rural, professeur en institut
	Elève (primaire + secondaire)	
	Etudiant (supérieur)	
Santé	Salarié permanent	Infirmier
Armée	Service militaire	

L'ensemble des activités sont des activités non qualifiées (ne nécessitant pas d'études) sauf : comptable, professeur, infirmier et quelques mécaniciens.

Annexe 20 : Lien entre activité professionnelle et résidence

Tableau 1 : Activités professionnelles des migrants (par lieu et par sexe, en nombre de fois cité au cours du cycle de vie des 139 individus)

Activité professionnelle*	Lieu	Nombre de fois cité	
		Hommes	Femmes
Agriculture - Salariat informel	Catamarca	1	0
	Chaparé	2	0
	Cobija	2	0
	Cochabamba	1	0
	Iquique/Alto Hospicio	0	2
	Jujuy	1	0
	La Paz/El Alto	1	0
	La Serena	1	0
	Ledesma	1	0
	Mendoza rural	4	0
	Pica	5	1
	Potosi	1	0
	Salinas	0	1
	Salta	1	0
	Santa Cruz rural	7	0
	Santa Fé	2	0
	Uyuni	1	0
Yungas rural	6	0	
Agriculture - Indépendant	Alianza	0	1
	Challacollo	1	0
	Challapata	0	1
	Chaparé	1	0
	Iquique/Alto Hospicio	0	1
	Lequepata	0	1
	Llica	1	0
	Mañica	0	1
	Mendoza rural	1	0
	Pica	0	1
	Pitca	0	1
	Salinas	0	1
	Santa Cruz rural	1	0
Yungas rural	2	1	
Mine - Salariat informel	Amincha	2	
	Apacheta	3	
	Atocha	11	
	Rio Colorado	1	
	Chuquicamata	1	
	Colchani	1	
	Laguna Verde	1	
	Ollagüe	8	
	Pazña	1	
	Poopo	1	
	Porco	2	
	Potosi	9	
	Pozo Al Monte	1	
	Pulacayo	2	
	Rio Blanco	1	
	Rio Grande	2	
	San Pablo de Napa	5	
	Santa Rosa	2	
	Sorata	1	
	Tipuani	1	
Totoral	1		
Rio Branco (Br)	1		

Bâtiment - Salariat informel	Antofagasta	1	
	Atocha	2	
	Buenos Aires	1	
	Calama	3	
	Cochabamba	2	
	Huanuni	1	
	Iquique/Alto Hospicio	2	
	La Paz/El Alto	1	
	La Rivera	2	
	Mendoza	4	
	Oruro	6	
	Salinas	2	
	San Pedro Atacama	1	
	Santa Cruz	1	
	Tarija	1	
	Uyuni	1	
Villazón	2		
Bâtiment - Indépendant	Cochabamba	1	
	Mendoza	1	
	Oruro	2	
	Potosi	1	
	Tarija	1	
Textile - Salariat informel	Buenos Aires	3	
	Calama	1	
	Cochabamba	1	
	La Paz/El Alto	1	
	Oruro	1	
Textile - Indépendant	Buenos Aires	1	
	Oruro	1	
Artisanat - Salariat informel	Buenos Aires	1	0
	Calama	1	0
	Challapata	1	0
	Cochabamba	1	3
	Iquique/Alto Hospicio	1	0
	La Paz/El Alto	1	0
	Mañica	1	0
	Mendoza rural	1	0
	Pica	0	1
	Rio Negro	1	1
	Salta	1	0
	Uyuni	0	1
	Artisanat - Indépendant	Iquique/Alto Hospicio	0
Oruro		1	0
Uyuni		1	0
Commerce - Salariat informel	Antofagasta	2	0
	Calama	1	1
	Chuquicamata	1	0
	La Paz/El Alto	1	0
	La Quiaca	1	0
	Ollagüe	1	0
	Oruro	2	0
	Tarija	1	0
	Villazón	2	0
Commerce - Indépendant	Challapata	1	2
	Cochabamba	1	1
	Coroico	1	0
	Iquique/Alto Hospicio	0	2
	La Paz/El Alto	5	5
	Llica	1	0
	Oruro	2	6

	Salinas	0	1
	Santa Cruz	0	1
	Uyuni	3	2
Service domestique - Salariat informel	Antofagasta		5
	Atocha		3
	Buenos Aires		2
	Calama		14
	Chuquicamata		4
	Cochabamba		1
	Iquique/Alto Hospicio		6
	Jujuy		2
	La Paz/El Alto		7
	La Quiaca		1
	Cuiaba		1
	Mendoza		2
	Oruro		4
	San Pedro Atacama		1
	Santa Cruz		5
Uyuni		1	
Service automobile - Salariat informel	Apacheta	1	
	Cochabamba	2	
	Iquique/Alto Hospicio	1	
	Santa Cruz	1	
	Uyuni	3	
Service automobile - Indépendant	Cochabamba	1	
	Uyuni	1	
Restauration - Salariat informel	Buenos Aires	1	0
	Calama	0	2
	La Paz/El Alto	3	0
	Oruro	0	1
	Potosí	1	0
	Tarija	0	1
Restauration - Indépendant	Iquique/Alto Hospicio	0	2
Transport - Salariat informel	Apacheta	4	
	Calama	1	
	Horsu	1	
	La Paz/El Alto	1	
	Oruro	2	
	Tarija	1	
	Uyuni	2	
Transport - Indépendant	La Paz/El Alto	2	
	Llica	1	
Administration - Fonctionnaire et assimilé	Cochabamba	1	
	Llica	1	
	Oruro	1	
	Potosí	1	
	Santa Cruz	1	
	Tarija	1	
Éducation - Fonctionnaire et assimilé	Belen Escara	1	
	D. Quijarro	1	
	D. Uyuni	2	
	Llica	2	
	Oruro	1	
	Sajama	1	
	San Pablo de Lipez	1	
	Tahua	1	
	Todos Santos	1	
	Tomave	1	
	Tupiza	2	
	Vituyo	1	
	Yura	1	
Zoniquera	1		

Santé - Fonctionnaire et assimilé	Colcha "K"	1	
	D. Potosi	1	
	Horsu	2	
	Potosi	1	
	Yonza	1	
4Scolarisation	Atocha	1	0
	Rio Colorado	1	0
	Challapata	1	2
	Chaparé	1	0
	Cochabamba	1	0
	Colcha "K"	1	0
	Kewa	1	0
	La Paz/El Alto	2	2
	Llica	6	3
	Oruro	1	0
	Potosi	2	0
	Puqui	1	0
	Salinas	1	3
	Santa Cruz	1	0
	Santa Cruz rural	1	0
Uyuni	5	4	
Études supérieures	Cochabamba	2	0
	Warisata	1	0
	La Paz/El Alto	1	1
	Llica	4	0
	Oruro	0	2
	Potosi	3	0
	Sucre	2	0
	Telamayu	1	0
	Uyuni	2	1
Service militaire	Challapata	2	
	Colcha "K"	1	
	La Paz/El Alto	2	
	Oruro	6	
	Potosi	3	
	Santa Cruz	1	
	Uyuni	18	
	Villazón	1	

* Nous n'avons pas considéré les individus qui sont femme au foyer, à la retraite ou enfant dans le lieu.
Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

Tableau 2 : Lieu de migration et activités professionnelles des migrants (par sexe, en nombre de fois citées au cours du cycle de vie des 139 individus)

Lieu	Activité professionnelle*	Nombre de fois cité	
		Hommes	Femmes
Alianza	Agriculture - Indépendant	0	1
Amincha	Mine - Salariat informel	2	0
Antofagasta	Bâtiment - salariat indépendant	1	0
	Commerce - Salariat informel	2	0
	Service domestique - Salariat informel	0	5
Apacheta	Mine - Salariat informel	3	
	Service automobile - Salariat informel	1	
	Transport - Salariat informel	4	
Atocha	Mine - Salariat informel	11	
	Bâtiment - salariat indépendant	2	
	Service domestique - Salariat informel	0	3
	Scolarisation	1	0
Belen Escara	Éducation - Fonctionnaire et assimilé	1	
Rio Colorado (Beni)	Mine - Salariat informel	1	

	Scolarisation	1	0
Buenos Aires	Bâtiment - salariat indépendant	1	0
	Textile -Salariat informel	3	0
	Textile - Indépendant	1	0
	Artisanat - Salariat informel	1	0
	Service domestique - Salariat informel	0	2
	Restauration - Salariat informel	1	0
Calama	Bâtiment - salariat indépendant	3	0
	Textile -Salariat informel	1	0
	Artisanat - Salariat informel	1	0
	Commerce - Salariat informel	1	1
	Service domestique - Salariat informel	0	14
	Restauration - Salariat informel	0	2
Catamarca	Agriculture - Salariat informel	1	0
Challacollo	Agriculture - Indépendant	1	0
Challapata	Agriculture - Indépendant	1	0
	Artisanat - Salariat informel	1	0
	Commerce - Indépendant	1	2
	Scolarisation	1	2
	Service militaire	2	0
Chaparé	Agriculture - Salariat informel	2	0
	Agriculture - Indépendant	1	0
	Scolarisation	1	0
Chuquicamata	Mine - Salariat informel	1	
	Commerce - Salariat informel	1	0
	Service domestique - Salariat informel		4
Cobija	Agriculture - Salariat informel	2	0
Cochabamba	Agriculture - Salariat informel	1	0
	Bâtiment - salariat indépendant	2	
	Bâtiment - Indépendant	1	
	Textile -Salariat informel	1	0
	Artisanat - Salariat informel	4	0
	Commerce - Indépendant	1	1
	Service domestique - Salariat informel	1	0
	Service automobile - Salariat informel	2	
	Service automobile - Indépendant	1	
	Scolarisation	1	0
Etude	2	0	
Colcha "K"	Santé - Fonctionnaire et assimilé	1	
	Scolarisation	1	0
	Service militaire	1	
Colchani	Mine - Salariat informel	1	
Coroico	Commerce - Indépendant	1	0
District Potosi	Santé - Fonctionnaire et assimilé	1	
District Quijarro	Éducation - Fonctionnaire et assimilé	1	
District Uyuni	Éducation - Fonctionnaire et assimilé	2	
	Santé - Fonctionnaire et assimilé	2	
Horsu	Transport - Salariat informel	1	
Huanuni	Bâtiment - salariat indépendant	1	
Warisata	Études supérieures	1	0
Iquique/Alto Hospicio	Agriculture - Salariat informel	0	2
	Agriculture - Indépendant	0	1
	Bâtiment - salariat indépendant	2	0
	Artisanat - Salariat informel	1	0
	Artisanat - Indépendant	0	1
	Commerce - Indépendant	0	2
	Service domestique - Salariat informel	0	6
	Service automobile - Salariat informel	1	0
	Restauration - Indépendant	0	2
Jujuy	Agriculture - Salariat informel	1	0

	Service domestique - Salariat informel	0	2
Kewa	Scolarisation	1	0
La Paz/El Alto	Agriculture - Salariat informel	1	0
	Bâtiment - salariat indépendant	1	0
	Textile -Salariat informel	1	0
	Artisanat - Salariat informel	1	0
	Commerce - Salariat informel	1	0
	Commerce - Indépendant	5	5
	Service domestique - Salariat informel	0	4
	Restauration - Salariat informel	3	0
	Transport - Salariat informel	2	0
	Transport - Indépendant	2	
	Scolarisation	2	2
	Études supérieures	1	1
	Service militaire	2	
La Quiaca	Commerce - Salariat informel	1	0
	Service domestique - Salariat informel		1
La Rivera	Bâtiment - salariat indépendant	2	
La Serena	Agriculture - Salariat informel	1	0
Laguna Verde	Mine - Salariat informel	1	
Ledesma (Arg)	Agriculture - Salariat informel	1	0
Lequepata	Agriculture - Indépendant	1	0
Llica	Agriculture - Indépendant	1	0
	Commerce - Indépendant	1	0
	Transport - Indépendant	1	
	Scolarisation	6	3
	Études supérieures	4	0
	Administration - Fonctionnaire et assimilé	1	
Mañica	Éducation - Fonctionnaire et assimilé	2	
	Agriculture - Indépendant		1
Cuiaba (Brésil)	Artisanat - Salariat informel	1	0
	Service domestique - Salariat informel		1
Mendoza	Bâtiment - salariat indépendant	4	0
	Bâtiment - Indépendant	1	
	Service domestique - Salariat informel		2
Mendoza rural	Agriculture - Salariat informel	4	0
	Agriculture - Indépendant	1	0
	Artisanat - Salariat informel	1	0
Ollagüe	Mine - Salariat informel	8	
	Commerce - Salariat informel	1	0
Oruro	Bâtiment - salariat indépendant	6	
	Bâtiment - Indépendant	2	
	Textile -Salariat informel	1	0
	Textile - Indépendant	1	0
	Artisanat - Indépendant	1	0
	Commerce - Salariat informel	2	0
	Commerce - Indépendant	2	6
	Service domestique - Salariat informel		4
	Restauration - Salariat informel		1
	Transport - Salariat informel	2	
	Administration - Fonctionnaire et assimilé	1	
	Éducation - Fonctionnaire et assimilé	1	
	Scolarisation	1	0
	Études supérieures	2	0
	Service militaire	6	
Pazña	Mine - Salariat informel	1	
Pica	Agriculture - Salariat informel	5	1
	Agriculture - Indépendant	0	1
	Artisanat - Salariat informel	0	1

Pitca	Agriculture - Indépendant	0	1
Poopo	Mine - Salariat informel	1	
Porco	Mine - Salariat informel	2	
Potosi	Agriculture - Salariat informel	1	0
	Mine - Salariat informel	9	
	Bâtiment - Indépendant	1	
	Restauration - Salariat informel	1	0
	Administration - Fonctionnaire et assimilé	1	
	Scolarisation	2	0
	Études supérieures	3	0
	Santé - Fonctionnaire et assimilé	1	
Service militaire	3		
Pozo Al Monte	Mine - Salariat informel	1	
Pulacayo	Mine - Salariat informel	2	
Puqui	Scolarisation	1	0
Rio Blanco	Mine - Salariat informel	1	
Rio Grande	Mine - Salariat informel	2	
Rio Negro	Artisanat - Salariat informel	1	1
Sajama	Éducation - Fonctionnaire et assimilé	1	
Salinas	Agriculture - Salariat informel	0	1
	Agriculture - Indépendant	0	1
	Scolarisation	1	3
	Bâtiment - salariat indépendant	2	
	Commerce - Indépendant	1	0
Salta	Artisanat - Salariat informel	1	0
	Agriculture - Salariat informel	1	0
San Pablo de Lipez	Éducation - Fonctionnaire et assimilé	1	
San Pablo de Napa	Mine - Salariat informel	5	
San Pedro Atacama	Bâtiment - salariat indépendant	1	
	Service domestique - Salariat informel		1
Santa Cruz	Bâtiment - salariat indépendant	1	
	Commerce - Indépendant		1
	Service domestique - Salariat informel		5
	Service automobile - Salariat informel	1	
	Scolarisation	1	0
	Administration - Fonctionnaire et assimilé	1	
	Service militaire	1	
Santa Cruz rural	Agriculture - Salariat informel	5	0
	Scolarisation	1	0
Santa Fé	Agriculture - Salariat informel	2	
Santa Rosa (Chili)	Mine - Salariat informel	2	
Sorata	Mine - Salariat informel	1	
Sucre	Bâtiment - Indépendant	1	
	Études supérieures	2	0
Tahua	Éducation - Fonctionnaire et assimilé	1	
Tarija	Bâtiment - salariat indépendant	1	
	Bâtiment - Indépendant	1	
	Commerce - Salariat informel	1	0
	Restauration - Salariat informel	1	0
	Transport - Salariat informel	1	
	Administration - Fonctionnaire et assimilé	1	
Telamayu	Études supérieures	1	
Tipuani	Mine - Salariat informel	1	
Todos Santos	Éducation - Fonctionnaire et assimilé	1	
Tomave	Éducation - Fonctionnaire et assimilé	1	
Totoral	Mine - Salariat informel	1	
Tupiza	Éducation - Fonctionnaire et assimilé	2	
Uyuni	Agriculture - Salariat informel	1	0
	Bâtiment - salariat indépendant	1	
	Textile -Salariat informel	1	0

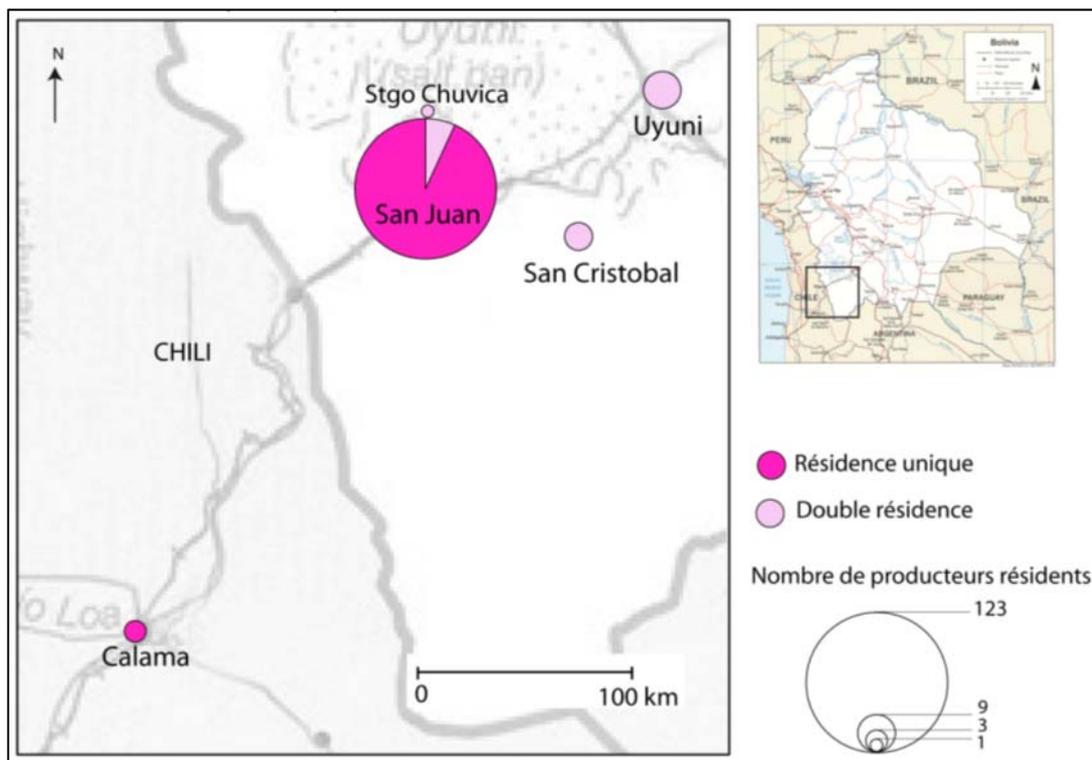
	Artisanat - Salariat informel		1
	Artisanat - Indépendant	1	
	Commerce - Indépendant	3	2
	Service domestique - Salariat informel		1
	Service automobile - Salariat informel	3	
	Service automobile - Indépendant	1	
	Transport - Salariat informel	2	
	Scolarisation	5	5
	Études supérieures	2	1
	Service militaire	18	
Villazón	Bâtiment - salariat indépendant	2	
	Commerce - Salariat informel	2	0
	Service militaire	1	
Vituyo	Éducation - Fonctionnaire et assimilé	1	
Yonza	Santé - Fonctionnaire et assimilé	1	
Yungas	Agriculture - Salariat informel	6	0
	Agriculture - Indépendant	3	1
Yura	Éducation - Fonctionnaire et assimilé	1	
Zoniquera	Éducation - Fonctionnaire et assimilé	1	
Rio Branco (Brésil)	Mine - Salariat informel	1	

* Nous n'avons pas considéré les individus qui sont femme au foyer, à la retraite ou enfant dans le lieu.

Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008.

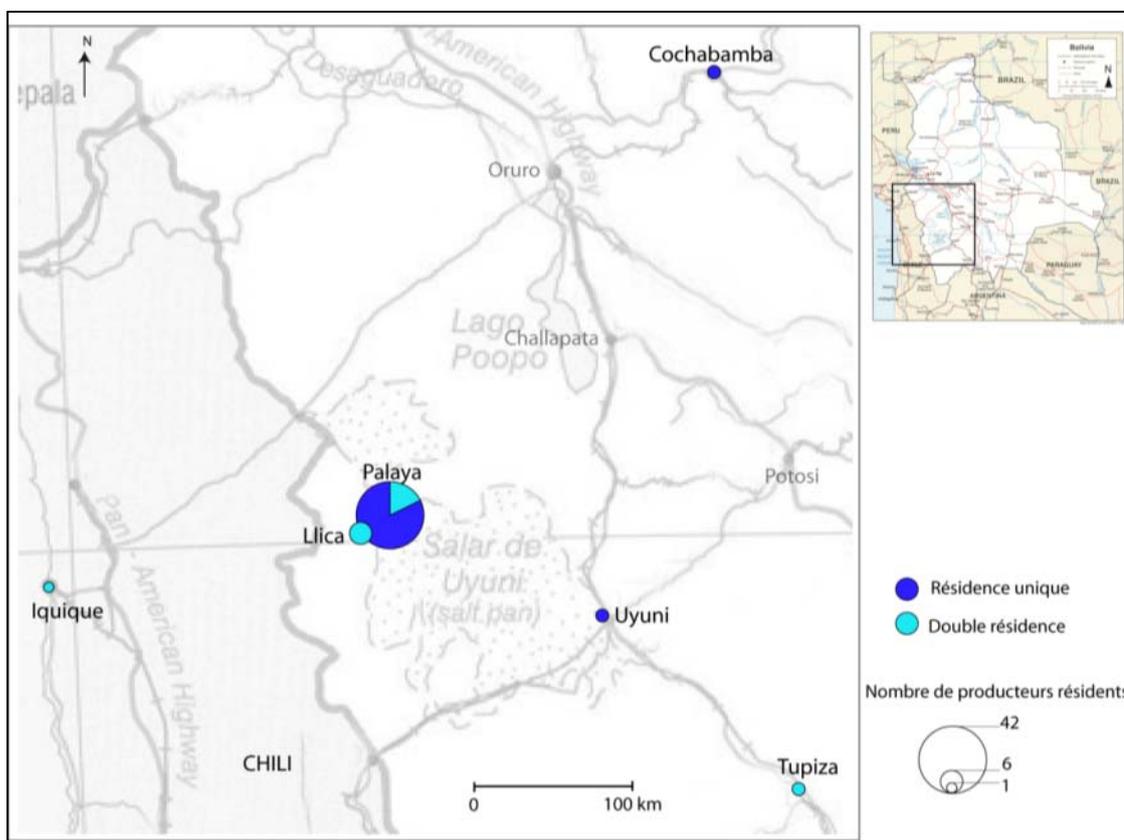
Annexe 21 : Aires de dispersion résidentielle des producteurs des communautés d'étude

Carte 1 : Une faible dispersion résidentielle et une faible aire d'extension des lieux de résidence des 132 producteurs de la communauté de San Juan de Rosario en 2008



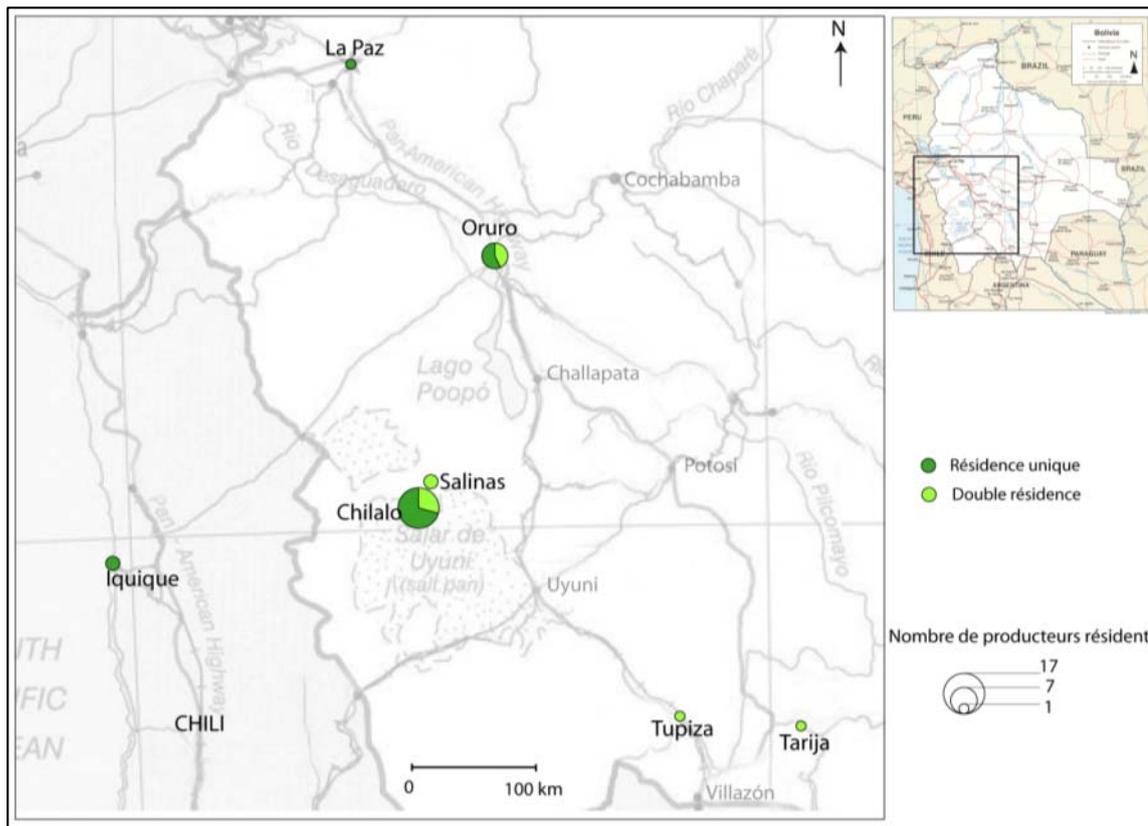
Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008. Élaboration propre.

Carte 2 : Dispersion résidentielle et aire d'extension des lieux de résidence des 46 producteurs de la communauté de Palaya en 2008



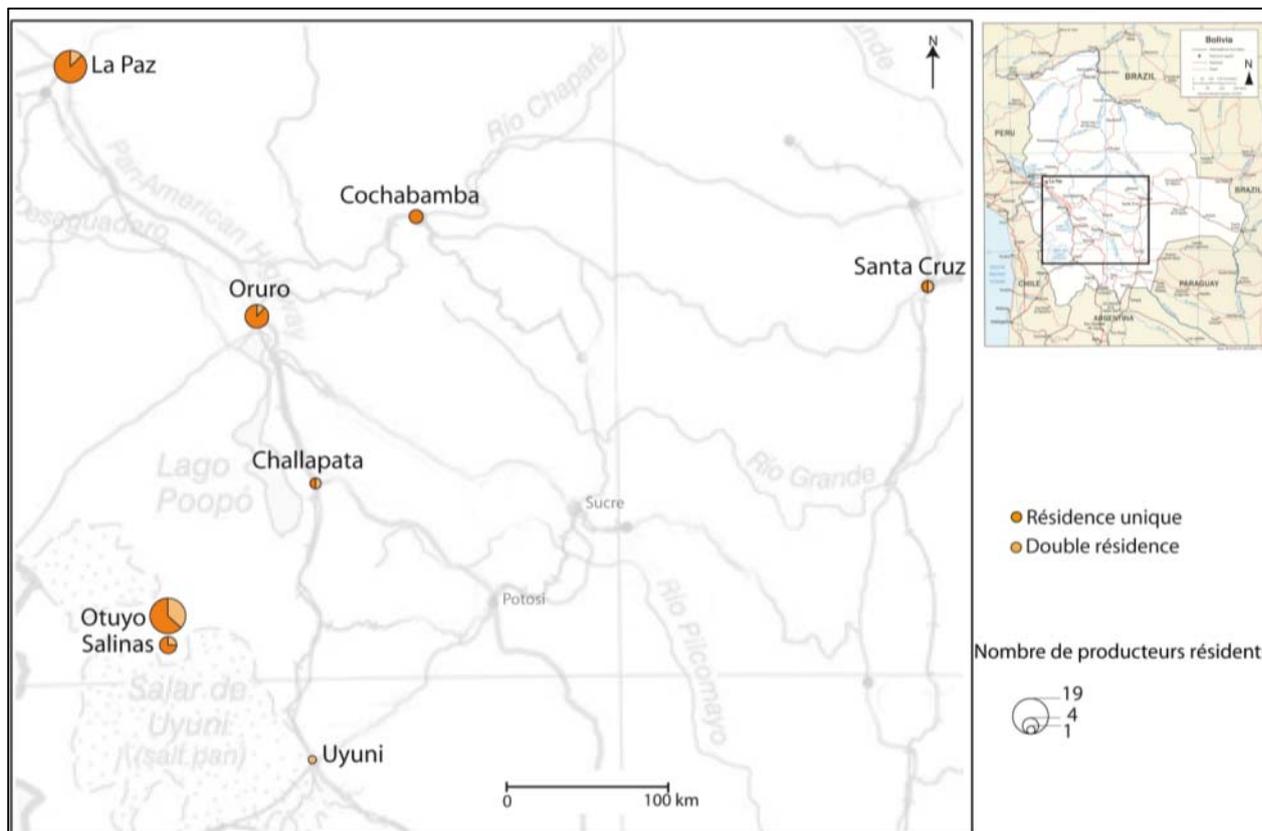
Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008. Élaboration propre.

Carte 3 : Dispersion résidentielle et aire d'extension des lieux de résidence des 24 producteurs de la communauté de Chilalo en 2008



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008. Élaboration propre.

Carte 4 : Dispersion résidentielle et aire d'extension des lieux de résidence des 49 producteurs de la communauté d'Otuyo en 2008



Source : A. Vassas Toral, enquêtes par entretiens 2007/2008. Élaboration propre.



Cosecha: tres productores recogen el cultivo de la quinua en una población de Oruro

Expertos piden cuidar la tierra para producir quinua

ALERTA: La producción está en un ambiente frágil porque se expone a sequías y heladas.

Lidia Mamani

Tres investigadores franceses advirtieron de que el futuro de la quinua está en peligro si no se conserva la fertilidad y la organización de la tierra trabajada por familias pobres del occidente de Bolivia.

Las geógrafas Anaïs Vassas y Geneviève Cortés, y el ingeniero agrónomo y ecólogo Richard Joffré afirmaron que en caso de quedarse pasivas las poblaciones locales, corren el riesgo de perder una fuente esencial de sus recursos económicos y, a mediano plazo, enfrentar la degradación de su capital social y natural.

Durante el debate Emergencia de la Quinua en el Comercio Mundial, Joffré expresó varias reflexiones orientadas a la mejora de la producción del cereal, que tiene a Francia como el principal mercado.

"Lo que quiero transmitir, con la investigación, es que si todo continúa como hasta ahora (en el proceso de siembra de la quinua), los comunarios y gobernadores deberán tomar en cuenta que si no se hace nada y

El cereal es consumido por su historia

La quinua orgánica de Bolivia es consumida por los franceses por su alto contenido nutritivo y por sus orígenes ancestrales incaicos, coincidieron las Investigadoras Anaïs Vassas y Geneviève Cortés.

"La quinua es consumida por su alto contenido nutritivo y por su historia, que deviene desde la cultura incaica. Tiene un carácter simbólico. Allí (en Francia), lo que a las personas les llama la atención es que el producto está ganando imagen dentro de los productos franceses", dijo Cortés. Por su parte, Vassas destacó que la quinua tenga huellas arqueológicas originadas en la época en que vivió el inca. "Es interesante ver que el cultivo se mantenga desde hace siglos y siglos".



Debate: los expertos brindan explicaciones

Para destacar

► **Preferencia.** La quinua se convirtió en los años 80 en un alimento dietético y orgánico.

► **Líder.** Bolivia ocupa el primer lugar como exportador y Francia es su principal consumidor.

► **Alerta.** Expertos afirman que sin cuidado, la tierra llegará al límite de la producción del cereal.

que si piensan que todo seguirá igual, el futuro no será tan glorioso como se lo esperan". Joffré afirmó que la agricultura de exportación se desarrolla en un ambiente difícil, en el que los suelos pobres son expuestos a sequías, heladas, vientos y una fuerte radiación solar debido a la altura extrema (los cultivos se desarrollan entre 3.650 y 4.200 metros). La quinua es un caso único de cultivo de exportación producido en ambiente de altos cerros áridos.

El investigador anticipó que si no se toma en cuenta la organización del territorio y el tipo de manejo de la tierra, "por supuesto que puede haber repercusiones negativas debido a que las zonas son frágiles".

PRODUCTORES. El presidente de la Asociación Nacional de Productores de la Quinua (Anapqui), Brígido Martínez, rechazó las conclusiones de los investigadores, con quienes discrepó sobre el cuidado que hace

el productor. "En Bolivia —afirmó— no es que ya no se tenga la capacidad de aumentar la producción. Creo que es una información falsa, porque en el país recién está creciendo la producción. Por el contrario, lo que hace falta es fortalecer el cultivo". Mencionó que en 2010, la Asociación estimó una producción de 93.000 quintales de quinua orgánica, pero se consiguió superar esa expectativa y se alcanzó una producción de 134.000 quintales.

Destinan \$us 25 millones para riego

La Paz-ABI

El Gobierno desembolsará 25 millones de dólares para impulsar proyectos de riego y de agua potable en el departamento de La Paz, que está dividido en 83 municipios, anunció ayer el presidente Evo Morales. En un acto de recepción de los proyectos a cargo de las alcaldías, el jefe de Estado destacó que los desembolsos forman parte del programa Más inversión para el agua, mil agua, que cuenta con 100 millones de dólares de presupuesto para todo el país. "Esperamos que por lo menos la mitad de los proyectos de agua se impulsen este año en los 337 municipios a fin de enfrentar las sequías", indicó.

Se entregará a cada región 300.000 dólares para que desarrollen proyectos de agua potable y de riego.

"Si no hay agua, no hay producción", aseveró para destacar su importancia.

Distinguen a diplomática holandesa

La Fundación Nuevo Norte realizó un reconocimiento a To Tjoelker, jefa de Cooperación de la Embajada Real de los Países Bajos, por el apoyo otorgado a la organización que impulsa el desarrollo productivo del país.

El acto realizado el pasado martes en instalaciones de la Fundación Nuevo Norte contó con la presencia de su presidente, Fernando Illanes; la directora ejecutiva, Carola Capra; miembros del Directorio de la organización y productores de diferentes sectores, entre otros invitados. Capra resaltó que el trabajo desarrollado por Nuevo Norte es posible gracias al apoyo de la Embajada de los Países Bajos.

"Hoy se tiene los cimientos de una propuesta a partir de un trabajo compartido y la apuesta de la Embajada de Holanda", dijo la ejecutiva tras entregar presentes a la diplomática.

http://www.laprensa.com.bo/noticias/30-3-2011/noticias/30-03-2011_13881.php

Résumé

En réponse à une nouvelle demande du marché alimentaire, l'Altiplano Sud de Bolivie est devenu la première région exportatrice au monde de quinoa, aliment traditionnel des populations andines, désormais consommé dans de nombreux pays du Nord. La thèse interroge les changements induits par le passage d'une agriculture d'autosubsistance à une agriculture familiale d'exportation, avec une attention particulière portée à la mobilité spatiale des populations et à la manière dont elle s'articule aux profondes mutations que vit cette région. La reconstitution par récit de vie des biographies de 170 individus originaires de cinq communautés rurales a permis de resituer le boom de la quinoa dans les trajectoires résidentielle, professionnelle et circulatoire des populations. À travers l'étude des liens qui se nouent entre mobilité, dynamique agricole et gestion des ressources, cette étude montre une grande réactivité des familles et des communautés face aux exigences des nouveaux systèmes de production, l'émergence de multiples formes d'arrangements sociaux, ainsi qu'une plasticité des territoires de vie que révèle des pratiques plurielles de mobilité et de pluriactivité fondées sur une organisation socio-spatiale réticulaire articulant ville et campagne. Mais dans cette région au milieu fragile et aux conditions climatiques extrêmes, le regain d'intérêt pour l'activité agricole, ayant induit le retour de nombreux migrants et l'émergence de multiples acteurs, s'accompagne de fortes pressions sur les ressources foncières, de tensions sociales et d'un risque de fragilisation du milieu posant la question cruciale de la gestion durable du territoire.

Mots-clés : Agriculture, Altiplano, Bolivie, développement durable, dynamique territoriale, migration, mobilité spatiale, quinoa.

Rurality and agriculture through the prism of spatial mobilities. The Southern Altiplano of Bolivia in the boom time of quinoa.

Abstract

Responding to a new food market demand, the Southern Altiplano region of Bolivia has become the world's largest exporter of quinoa, a traditional food of Andean populations, now consumed in many countries in the North. This thesis investigates the changes induced by the transition from subsistence agriculture to family-based export agriculture, with a particular focus on the spatial mobility of the populations and its relation to the profound changes experienced by this region. Reconstruction through life narratives of the biographies of 170 people originating from 5 rural communities facilitated a reframing of the quinoa boom in the context of the residential, professional and circulatory histories of the populations. Through study of the links between mobility, agricultural dynamics, and local resource management, this study demonstrates i) the great reactivity of the families and communities facing the demands of new production systems, ii) the emergence of multiple forms of social agreements, iii) the plasticity of the livelihood territories revealed by various practices of mobility and pluriactivity based on a reticular socio-spatial organization connecting the city and the countryside. However, in this region of fragile environment and harsh climate conditions, the resurgence of interest in agricultural activities, precipitating the return of many migrants and the emergence of multiple actors, is accompanied by huge pressures on land resources, social tensions and a risk of environmental degradation, calling into question the crucial issue of the sustainable management of the region.

Keywords: Agriculture, Altiplano, Bolivia, migration, quinoa, spatial mobility, sustainable development, territorial dynamics.

Ruralidad y agricultura bajo el prisma de las movilidades espaciales. El Altiplano Sur de Bolivia a la hora del auge de la quinua.

Resumen

En respuesta a una nueva demanda del mercado alimenticio, el Altiplano Sur de Bolivia se ha convertido en la primera región en el mundo para la exportación de quinua, alimento tradicional de las poblaciones andinas, ahora consumido en varios países del hemisferio norte. Esta tesis interroga los cambios inducidos por el paso de una agricultura de autosubsistencia hacia una agricultura familiar de exportación, con un enfoque particular en la movilidad espacial de las poblaciones y su relación con las profundas mutaciones que experimenta la región. La reconstitución por relatos de vida de las biografías de 170 individuos originarios de cinco comunidades rurales ha permitido enmarcar el auge de la quinua en las trayectorias residencial, profesional y circulatoria de las poblaciones. A través del estudio de las relaciones entre movilidad, dinámica agrícola y manejo de los recursos, este estudio demuestra i) una gran reactividad de las familias y comunidades frente a las exigencias de los nuevos sistemas de producción, ii) la emergencia de formas múltiples de arreglos sociales, iii) una plasticidad de los territorios de vida revelada por varias prácticas de movilidad y pluriactividad basadas en una organización socio espacial reticulada vinculando ciudad y campo. Sin embargo, en esta región de medio ambiente frágil y condiciones climáticas extremas, el interés renovado por las actividades agrícolas, fomentando el retorno de numerosos migrantes y la emergencia de múltiples actores, se acompaña de presiones fuertes sobre los recursos territoriales, tensiones sociales y un riesgo de degradación ambiental que plantea la cuestión crucial del manejo sostenible del territorio.

Palabras-clave: Agricultura, Altiplano, Bolivia, desarrollo sostenible, dinámica territorial, migración, movilidad espacial, quinua.

Université Paul Valéry - Montpellier III

ART-Dev - UMR 5281 - Acteurs, ressources et territoires dans le développement

Route de Mende, 34199 Montpellier Cedex 5